



DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION

TARBES-LOURDES-PYRÉNÉES

TARBES

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20210324-BC24032021_03k-AU
Date de télétransmission : 26/03/2021
Date de réception préfecture : 26/03/2021

RÉVISION ALLÉGÉE N°1				
Arrêtée	Examen conjoint	Enquête Publique		Approuvée
23 janvier 2020	10 mars 2020	4 novembre 2020	5 décembre 2020	24 mars 2021



DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
TARBES-LOURDES-PYRÉNÉES**

TARBES

**B – RAPPORT DE PRESENTATION COMPLEMENTAIRE
EVALUATION ENVIRONNEMENTALE**

Pièce n°2 du PLU

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20210324-BC24032021_03a-AU
Date de télétransmission : 26/03/2021
Date de réception préfecture : 26/03/2021

RÉVISION ALLÉGÉE N°1				
Arrêtée	Examen conjoint	Enquête Publique		Approuvée
23 janvier 2020	10 mars 2020	4 novembre 2020	5 décembre 2020	24 mars 2021

Sommaire

1. CADRE LEGAL DE LA PROCEDURE DE REVISION ALLEE	3
2. PREAMBULE	5
3. MOTIVATIONS ET PRESENTATION DU PROJET DES ARCHIVES DEPARTEMENTALES	6
3.1. MOTIVATIONS ET CHOIX DU SITE	6
✕ <i>La situation actuelle</i>	6
✕ <i>Les besoins</i>	7
✕ <i>Le choix du site</i>	8
3.2. PRESENTATION DU PROJET	9
✕ <i>La description du site</i>	9
✕ <i>Le projet d'aménagement des Archives Départementales</i>	11
3.3. LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR	13
✕ <i>Les contraintes réglementaires à l'encontre du projet</i>	13
✕ <i>Les contraintes réglementaires qui encadreront le projet</i>	15
4. MODIFICATIONS APORTEES AU DOSSIER DE PLU	18
4.1. OBJET DE LA REVISION ALLEE DU PLAN LOCAL D'URBANISME	18
4.2. MODIFICATION DES PIECES GRAPHIQUES DU REGLEMENT	19
✕ <i>Les pièces graphiques avant la révision « allégée »</i>	19
✕ <i>Les pièces graphiques après la révision « allégée »</i>	19
4.3. MODIFICATION DES PIECES ECRITES DU REGLEMENT	20
5. EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DANS LE CADRE DE LA REVISION ALLEE N°1 DU PLU	21
5.1. RAPPEL DES PRINCIPAUX ELEMENTS DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT DE LA COMMUNE DE TARBES	21
✕ <i>Le milieu physique</i>	21
✕ <i>La ressource en eau et sa gestion</i>	23
✕ <i>Les milieux naturels</i>	26
✕ <i>L'espace agricole</i>	30
✕ <i>Le milieu urbain</i>	31
✕ <i>Les risques naturels et technologiques</i>	34
✕ <i>Les nuisances sonores</i>	38
✕ <i>La qualité de l'air</i>	38
5.2. ZOOM SUR LES CARACTERISTIQUES ENVIRONNEMENTALES DU SECTEUR DE PROJET	41
✕ <i>La situation du projet</i>	41
✕ <i>Le milieu physique</i>	42
✕ <i>Occupation du sol autour et dans le périmètre du projet</i>	42
✕ <i>Le milieu naturel et la biodiversité</i>	44
✕ <i>Risques naturels et technologiques</i>	47
✕ <i>Ressources en eau</i>	47
✕ <i>Nuisances sonores</i>	47
✕ <i>Bilan des enjeux environnementaux du site</i>	48
5.3. EVOLUTION PROBABLE DE L'ENVIRONNEMENT DU SITE EN L'ABSENCE DE PROJET	49
5.4. DESCRIPTION DU PROJET	49
✕ <i>La description du site</i>	49
✕ <i>Le projet d'aménagement des Archives Départementales</i>	51
5.5. ANALYSE DE LA COHERENCE AVEC LES DOCUMENTS CADRES	53
✕ <i>Analyse de la compatibilité avec le PLU</i>	53
✕ <i>Analyse de la compatibilité avec le SCoT</i>	56
✕ <i>Analyse de la compatibilité avec le PLH</i>	56
✕ <i>Analyse de la compatibilité avec le SDAGE</i>	56
✕ <i>Analyse de la conformité avec le Plan d'Elimination des Déchets Ménagers et assimilés des Hautes-Pyrénées</i>	56
5.6. DESCRIPTION DES SOLUTIONS DE SUBSTITUTION RAISONNABLES ET JUSTIFICATION DES CHOIX REALISES	56

✕	<i>Justification de la localisation du projet</i>	56
✕	<i>Justification de la prise en compte de l'environnement au cours de la conception du projet</i>	57
5.7.	ANALYSE DES INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT	57
✕	<i>Incidences prévisibles notables du projet en phase chantier</i>	57
✕	<i>Incidences prévisibles notables du projet en phase d'exploitation</i>	59
✕	<i>Conclusion sur les impacts du projet sur l'environnement et la biodiversité</i>	60
5.8.	ANALYSE DES INCIDENCES DU PROJET SUR LE SITE NATURA 2000 « VALLEE DE L'ADOUR »	61
✕	<i>Présentation du site Natura 2000</i>	61
✕	<i>Localisation du projet par rapport au site Natura 2000</i>	65
✕	<i>Analyse des incidences prévisibles du projet sur le site Natura 2000</i>	66
✕	<i>Conclusions sur les impacts du projet sur le site Natura 2000</i>	66
5.9.	MESURE D'EVITEMENT, DE REDUCTION ET E COMPENSATION DES INCIDENCES NEGATIVES NOTABLES SUR L'ENVIRONNEMENT	66
5.10.	METHODE DE MISE EN ŒUVRE POUR LA REALISATION DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	67
✕	<i>Méthode générale</i>	67
✕	<i>Méthode mise en place dans le cadre de l'étude d'impact</i>	68
5.11.	RESUME NON TECHNIQUE	69
✕	<i>Contexte de la procédure de révision allégée</i>	69
✕	<i>L'état initial de l'environnement</i>	69
✕	<i>Description du projet</i>	71
✕	<i>Analyse de la cohérence avec les documents cadres</i>	71
✕	<i>Analyse des incidences du projet sur l'environnement</i>	75
✕	<i>Analyse des incidences du projet sur le site Natura 2000 « Vallée de l'Adour »</i>	77
✕	<i>Mesure d'évitement, de réduction et e compensation des incidences négatives notables sur l'environnement</i>	78

1. CADRE LEGAL DE LA PROCEDURE DE REVISION ALLEE

La commune de Tarbes dispose d'un **Plan Local d'Urbanisme** approuvé par délibération du Conseil Municipal le **17 février 2014**.

Depuis le 1^{er} janvier 2017, les **compétences** en matière d'aménagement de l'espace communautaire, de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), de **Plan Local d'Urbanisme**, de document d'urbanisme en tenant lieu et de Carte Communale ont été transférées à la **Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées**.

Par courrier en date du 19 novembre 2018, le Maire de Tarbes a saisi la Communauté d'Agglomération pour qu'elle engage une **révision allégée** de son **Plan Local d'Urbanisme**. Cette révision allégée a été demandée par le Président du **Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées** afin de pouvoir supprimer la **protection édictée au titre de l'article L.123-1 du Code de l'Urbanisme** (L.151-19 dans la version actuelle) pour le bâtiment situé au **6 rue Eugène Ténot à Tarbes**.

En effet, le Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées, a fait le choix du site situé au 6 rue Eugène Ténot pour l'implantation du futur bâtiment des **archives départementales**. Or, les premières réflexions sur la possibilité d'utilisation de ce site, en lien avec Madame l'Architecte des Bâtiments de France, ont amené les services du département à proposer un projet de construction de cet équipement public nécessitant la démolition partielle du bâti. Le Président du Conseil Départemental a donc demandé que soit étudiée la levée de cette contrainte.

Le Bureau Communautaire a ainsi prescrit, par délégation, le 14 février 2019, une **révision « allégée » du Plan Local d'Urbanisme de Tarbes**.

La **révision « allégée » n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Tarbes** a pour but de permettre la suppression de la protection édictée au titre de l'article L.123-1 du Code de l'Urbanisme (L.151-19 dans la version actuelle) au niveau du bâtiment situé au 6 rue Eugène Ténot (**Elément Paysager à Protéger n°10**).

La suppression de la protection édictée au titre de l'article L.123-1 du Code de l'Urbanisme (L.151-19 dans la version actuelle) **ne portera pas atteinte aux orientations définies par le Projet d'Aménagement et de Développement Durables**.

Ce projet s'inscrit dans le cadre réglementaire de la révision « allégée », défini par l'**article L.153-34 du Code de l'Urbanisme**.

Article L153-31 du Code de l'Urbanisme :

« Le plan local d'urbanisme est révisé lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide :

1° Soit de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;

2° Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;

3° Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;

4° Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune

ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier ;

5° Soit de créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté ».

Article L153-34 du Code de l'Urbanisme :

« Dans le cadre de la révision du plan local d'urbanisme, le projet de révision arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 lorsque, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies par le plan d'aménagement et de développement durables :

1° La révision a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;

2° La révision a uniquement pour objet de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ;

3° La révision a uniquement pour objet de créer des orientations d'aménagement et de programmation valant création d'une zone d'aménagement concerté ;

4° La révision est de nature à induire de graves risques de nuisance.

Le maire de la ou des communes intéressées par la révision est invité à participer à cet examen conjoint ».

2. PREAMBULE

La **commune de Tarbes** est située au Nord-ouest du département des **Hautes-Pyrénées** dont elle est la Préfecture. Tarbes est une ville du piémont pyrénéen située au sein de la riche plaine agricole du fleuve de l'Adour, à 155 km au Sud-ouest de Toulouse, 40 km à l'Est de Pau et 20 km au Nord-est de Lourdes.

Le territoire communal s'étend sur **1 533 ha** et compte, en 2016, **40 318 habitants** (source INSEE).



Localisation de la ville de Tarbes

La commune est sujette à une baisse de population depuis 1968 résultant de mouvements migratoires défavorables. Dans ce contexte, elle doit satisfaire aux nouveaux défis des villes de son importance (développement en matière de formation supérieure, d'emplois, d'activités économiques, d'attractivité commerciale du centre-ville...) tout en conservant la maîtrise de son évolution ainsi que ses qualités environnementales et patrimoniales.

Les orientations générales du **Projet d'Aménagement et de Développement Durables** du Plan Local d'Urbanisme en vigueur se déclinent selon quatre principes directeurs :

- **Tarbes, une ville attractive : affirmer la place de la ville dans le développement régional**
- **Tarbes, une ville proche du citoyen : maintenir la cohésion urbaine**
- **Tarbes, une ville accueillante : préserver l'environnement et le cadre de vie**
- **Tarbes, une ville mobile : améliorer le fonctionnement urbain et les déplacements**

3. MOTIVATIONS ET PRESENTATION DU PROJET DES ARCHIVES DEPARTEMENTALES

Source : Note de présentation réalisée par le Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées.

3.1. MOTIVATIONS ET CHOIX DU SITE

Créées sous la révolution française, les **Archives Départementales** ont été constituées à l'origine pour conserver les archives des institutions de l'Ancien Régime supprimées et celles séquestrées sur les émigrés et le clergé.

Depuis plus de 200 ans, elles s'accroissent par les versements réguliers des administrations publiques établies dans le département ainsi que des notaires. Elles contrôlent et conseillent les communes sur la gestion des archives communales et reçoivent pour conservation et communication les archives anciennes des communes de moins de 2 000 habitants en dépôt obligatoire et, en dépôt volontaire, celles des communes de plus de 2 000 habitants. Elles s'enrichissent par voie d'achat, de don ou de dépôt, des archives d'origine privée (papiers de famille, d'entreprises, d'association). Les Archives Départementales constituent véritablement le lieu privilégié de la mémoire, écrite et orale, du département et de ses habitants, et y avoir recours est indispensable à qui recherche un droit de preuve ou veut faire œuvre d'histoire ou de mémoire.

Les Archives Départementales ont ainsi pour mission la collecte, le tri, le classement, la conservation et la communication au public de toutes les archives des administrations publiques du département et de certaines archives privées ayant un intérêt collectif, quelle que soit leur forme (papier, parchemin, photographies, données électroniques, ...).

La loi de décentralisation de 1983 a confié aux Départements la gestion des Archives Départementales.

Le **Département des Hautes-Pyrénées** a la volonté de doter son territoire d'un équipement capable de répondre à ses besoins. A travers la réalisation de cet équipement, il veut démontrer sa volonté de s'engager dans une politique culturelle active, destinée à l'ensemble des publics et des acteurs culturels des Hautes-Pyrénées, afin de mettre à leur disposition des outils modernes et ouverts :

- ↳ Modernité dans l'organisation fonctionnelle de ce nouvel équipement, dans sa conception architecturale et technique et dans l'adaptation aux objectifs fixés, tels que la conservation des documents pour les années à venir, mais aussi la création d'espaces de travail pour le personnel adaptés aux missions spécifiques du service.
- ↳ Développement de missions plus étendues, telles que l'organisation de manifestations culturelles (expositions, conférences...), des actions pédagogiques en direction de publics ciblés et de nouvelles pratiques culturelles en général.

✱ **LA SITUATION ACTUELLE**

Le service des Archives Départementales est actuellement localisé sur **trois sites**.

Le site principal, situé rue des Ursulines à Tarbes

Inauguré en 1938, le bâtiment des Ursulines a fait l'objet de réaménagements successifs dans les années 1980 et 2000, permettant d'augmenter et parfois d'améliorer les capacités de stockage, d'accueil du personnel et du public. Ce bâtiment abrite les bureaux, la salle de lecture et environ 9 km linéaires d'archives.

Initialement conçu pour un effectif de quatre personnes, le service des Archives compte aujourd'hui 24 agents. Les capacités d'accueil et de stockage de ce bâtiment sont depuis longtemps atteintes.

Il ne correspond plus à l'évolution des besoins et est arrivé à saturation depuis déjà plusieurs années. En effet, le bâtiment ne permet plus d'accueillir ni les documents à archiver, ni les agents. Des adaptations et

transformations ont été apportées à la configuration initiale : modification des accès, création de bureaux supplémentaires par le transfert de documents dans les annexes, libérant ainsi des locaux de type magasins - plafond bas, présence de poteaux de la structure autoporteuse, etc. mais ces aménagements ne suffisent pas à rendre les espaces de travail suffisamment fonctionnels et l'équipe travaille dans des conditions précaires et inconfortables.

Le site Eugène Ténot à Tarbes

Ce site, qui comporte une annexe des Archives depuis le début des années 2000, a été réinvesti après l'échec du premier projet en 2009 afin d'en faire une annexe de stockage mais également afin d'y installer un indispensable espace de traitement des documents (salle de tri).

Sur ce site a également été installé un espace dédié à la numérisation des documents, occupé par le prestataire titulaire du marché. Actuellement, environ 4,5 km linéaires d'archives y sont stockés.

Les locaux ne sont pas du tout adaptés, ni en termes d'espaces (multiplicité de salles), ni en termes de sécurité, ni en terme technique (température, hygrométrie) et le bâtiment, vétuste, connaît des faiblesses structurelles liées à son âge (infiltrations d'eau, humidité du rez-de-chaussée, etc.).

L'ancienne salle de vente Saint-Jean à Bordères-sur-l'Échez

Depuis 2015, le Département a loué un des deux bâtiments de l'ancienne Salle des ventes Saint-Jean. Il a fait l'acquisition en 2018 des deux bâtiments afin de pourvoir au manque d'espace de stockage.

Si ce bâtiment est plus sain, les conditions de conservation n'y sont toutefois pas correctes en termes d'installation et de climat. Actuellement, environ 5,8 km linéaires d'archives y sont stockés.

Il est évident que le fait d'avoir recours à ces trois bâtiments, a un impact sur la qualité de conservation de ce patrimoine unique, ainsi que sur le personnel qui est amené à travailler sur plusieurs sites.

Actuellement ce sont plus de 19 km linéaires d'archives qui sont conservées par les Archives Départementales des Hautes-Pyrénées dont 9 km linéaires aux Ursulines.

✱ LES BESOINS

Les activités des Archives Départementales se concentrent autour de plusieurs missions principales :

↳ Collecter

- Les archives publiques produites par les administrations et les établissements publics qui méritent d'être conservées au regard de l'Histoire
- Les archives privées provenant des associations, des entreprises et des particuliers

↳ Conserver

- Restauration des documents détériorés et surtout prévention des risques de dégradation qui guide l'action des archivistes et des restaurateurs de documents
- Conditionnement dans des boîtes et matériaux propres à assurer la pérennité de ce patrimoine
- Campagnes de microfilmage et de numérisation de documents fragilisés par le temps, ou très souvent consultés, garantissant leur transmission aux générations futures

↳ Classer et inventorier

- Tri et classement pour élaborer des instruments de recherche (inventaires, répertoires, fichiers, bases de données ...), outils indispensables pour orienter le lecteur

✚ Communiquer et mettre en valeur

- Les Archives Départementales mettent à disposition du public les archives classées. Le public et les administrations y trouvent des documents nécessaires à l'établissement de leurs droits, leur recherche, etc.
- Des expositions, conférences, ateliers pédagogiques et des publications contribuent aussi à la mise en valeur du patrimoine du département

Pour être fonctionnelles, les nouvelles Archives Départementales doivent s'organiser autour de **cinq zones** :

- ⇒ Locaux de conservation et magasins
- ⇒ Locaux de travail non ouverts au public (bureaux, salles de réunion, salles de tri et classement etc.)
- ⇒ Locaux ouverts au public (hall, vestiaires, salle de lecture, salles d'exposition, salle de conférence, etc.)
- ⇒ Logements de fonction
- ⇒ Parkings et espaces verts

L'ensemble de ces besoins se répartit en surface utile selon le tableau suivant :

UNITES FONCTIONNELLES	SURFACE UTILE TOTALE prévisible
PÔLE ACCUEIL DU PUBLIC	645 m ²
PÔLE SEMI-ACCUEIL AU PUBLIC	318 m ²
PÔLE INACCESSIBLE AU PUBLIC	4 525 m ²
LOGEMENT DE FONCTION	112 m ²
SURFACE UTILE TOTALE	5 600 m²
ESPACES EXTERIEURS	3 110 m²
dont stationnement et fonctionnement du site	2 340 m ²
dont espaces verts	770 m ²

✕ LE CHOIX DU SITE

Afin d'accueillir les Archives Départementales, quinze sites ont été étudiés sur l'agglomération de Tarbes dont trois à l'Arsenal. Pour des raisons techniques, plusieurs sites n'ont pas été retenus. Deux sites étaient en compétition lorsque la décision a été prise : La Tuilerie Oustau à Aureilhan et le 6 rue Eugène Ténot à Tarbes.

Le site du 6 rue Eugène Ténot a été retenu pour plusieurs raisons :

- ✚ Le terrain appartient déjà au Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées.
- ✚ La nouvelle vocation du site permettra de préserver de façon pérenne une partie de cet édifice historique.
- ✚ L'installation des Archives Départementales au centre-ville de Tarbes contribuera à redonner une attractivité et une vitrine culturelle au cœur de la ville de Tarbes.

3.2. PRESENTATION DU PROJET

Le nouveau projet des Archives Départementales des Hautes-Pyrénées est envisagé sur les parcelles AW n°382 et 33, propriétés du Département des Hautes-Pyrénées.



Extrait cadastral

✕ LA DESCRIPTION DU SITE

Le terrain :

Le terrain, d'une **superficie de 5 418 m²** ainsi que la parcelle située rue André Fourcade pour **320 m²**, sont propriétés du Département des Hautes-Pyrénées.

Ce site est accessible par la rue Eugène Ténor, par la rue André Fourcade et par la rue Georges Magnoac (par la parcelle AW 382, propriété de l'inspection d'Académie).

L'environnement urbain immédiat est dense, avec des bâtiments allant de R+1 (pavillons) à R+5 (Inspection d'Académie).

Les bâtiments existants :

Siège de l'ancienne Ecole Normale, les bâtiments existants sur le site datent de la fin du 19^{ème} siècle. La composition est en H, avec un corps central en R+2 et des bâtiments latéraux en RDC et R+1. Les bâtiments sont actuellement partiellement occupés par du stockage d'archives. Par ailleurs, l'aile Nord-ouest héberge les Prud'hommes (salle d'audience et quelques bureaux, représentant environ 500 m²).

L'ensemble des bâtiments souffre d'un manque d'entretien non seulement intérieur mais également du clos/couvert. Des travaux de réfection de toiture et des travaux électriques sont notamment à prévoir à court terme.

Analyse et diagnostic de l'Architecte des Bâtiments de France (courrier du 8 janvier 2019)

« L'Ecole Normale des filles a été ouverte le 1^{er} octobre 1883 afin de répondre aux exigences de la loi Paul Bert de 1879 qui imposait une Ecole Normale par département. Cette école fut réalisée en partenariat avec le département du Gers qui paya sa part de la construction mais aussi de son fonctionnement.

L'architecte Larrieu a réalisé un bâtiment dans un pur style « Beaux-Arts » XIX^{ème} siècle. Le plan se compose d'un corps central flanqué de deux ailes symétriques sur deux étages et de quatre pavillons en rez-de-chaussée, positionnés sur les quatre angles extérieurs.

Salles de cours sur le corps principal et dortoirs en étages, les pavillons servent de logement pour la directrice, de préaux et de cuisines.

Les façades sont composées avec la même symétrie. Les éléments de décors très sobres se résument aux encadrements des ouvertures par des pierres de Lourdes. Les trois ouvertures du corps central sont cintrées. Le tout est coiffé d'une belle couverture en ardoise qui apporte élégance et sobriété à l'ensemble.

Cet édifice présente une belle qualité architecturale, sans pour autant pouvoir prétendre à un classement au titre des Monuments Historiques. La commune a cependant souhaité reconnaître la qualité architecturale et historique de ce bien dans son Plan Local d'Urbanisme de 2014 en l'inscrivant comme Elément de Paysage à Préserver (réserve 10) ».

L'impossibilité de conserver les pavillons latéraux

Les pavillons latéraux sont difficilement réutilisables sans engager d'énormes dépenses pour des espaces réduits en surface et peu fonctionnels. En effet, ils sont vétustes et en mauvais état : toiture défectueuse avec de nombreuses fuites, charpente et couverture à refaire, structure à revoir...

De plus, les planchers bois existants ne peuvent pas supporter trop de surcharge et la faible hauteur des bâtiments (R+1 / R+2) limite la surface exploitable. La complexité des volumes en deux parties distinctes rend les bâtiments difficiles en réutilisation.

Avis de l'Architecte des Bâtiments de France (courrier du 8 janvier 2019)

« Le projet d'installer les archives départementales dans le bâtiments de l'ancienne Ecole Normale présente un certain nombre de points positifs :

- ✦ Conserver cet édifice historique comme un lieu de mémoire auquel les Tarbais sont attachés.*
- ✦ Une nouvelle affectation qui permettra la restauration de ces bâtiments historiques et leur pérennisation comme architecture remarquable.*
- ✦ La vocation culturelle et pédagogique du bâtiment d'origine est maintenue. Les archives sont en adéquation avec l'esprit du bâtiment.*
- ✦ L'installation des archives départementales au centre de la ville de Tarbes contribue à redonner une attractivité et une vitrine culturelle au cœur de la ville de Tarbes.*

Cependant quelques ajustements vont être nécessaires pour permettre de trouver suffisamment de place pour répondre aux exigences du programme. Plusieurs arguments convergent vers l'inévitable démolition des deux ailes latérales et des pavillons :

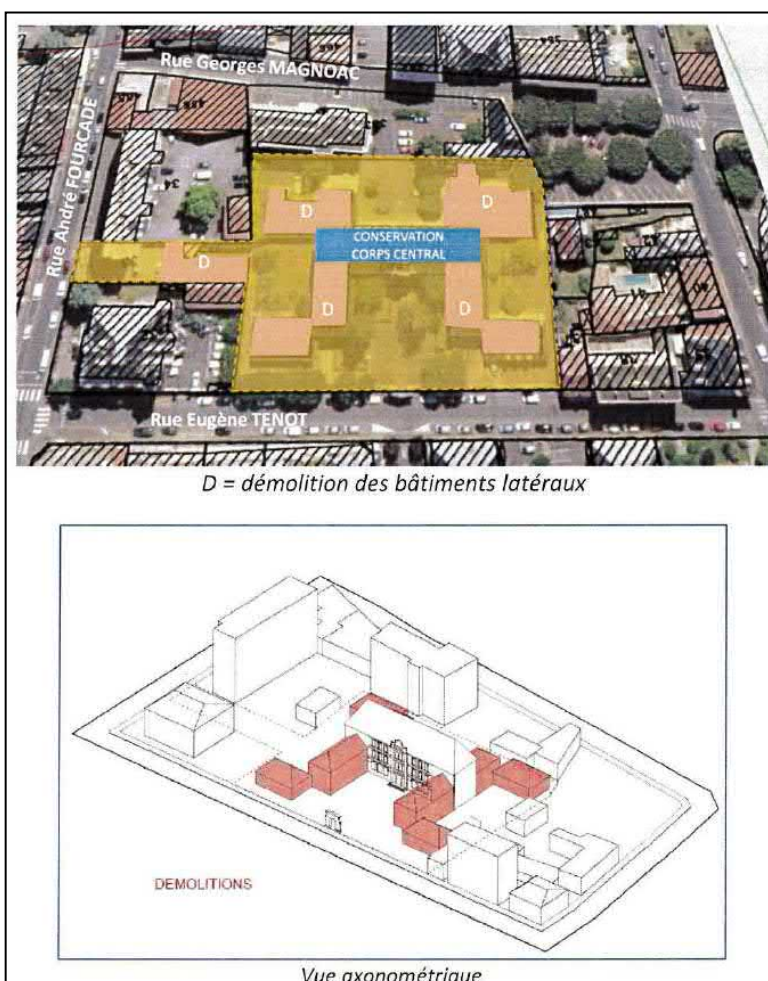
- ✦ La vétusté des bâtiments aux toitures défectueuses et aux planchers bois ne pouvant résister aux surcharges.*

- ✎ La faible hauteur des pavillons R+1, R+2 et le peu de surface exploitable.
- ✎ La complexité des volumes fractionnés en deux parties distinctes.

Pour toutes ces raisons, les deux bâtiments latéraux sont difficilement réutilisables car trop coûteux en restauration. Ils présentent des espaces réduits et peu fonctionnels. La démolition-reconstruction des deux bâtiments latéraux est nécessaire pour pouvoir réaliser cette opération ».

✕ LE PROJET D'AMENAGEMENT DES ARCHIVES DEPARTEMENTALES

Il est envisagé de démolir tous les bâtiments latéraux et de ne conserver que le corps central. L'implantation de bâtiments neufs autour du corps central existant permettra de mettre en valeur ce patrimoine et d'en constituer un lieu public.



Des bâtiments neufs pourraient être implantés depuis l'alignement de la rue Ténôt jusqu'en fond de parcelle, respectant le bâtiment existant par une hauteur en-dessous des gabarits autorisés.

L'implantation en H, d'origine, serait maintenue avec une esplanade ouverte au public sur la rue Eugène Ténôt. L'ensemble du programme des Archives Départementales se déploierait sur le site avec une occupation en réhabilitation du corps central et en neuf dans des bâtiments latéraux pouvant représenter jusqu'à 2 100 m² de surface au sol (prévisions).

Le corps central pourrait être dédié aux locaux «nobles», notamment salle de lecture, salle d'exposition, permettant également d'avoir un usage pour le public en dehors des heures d'ouverture du service des archives.

Quant aux magasins, ils seraient impérativement situés dans les parties neuves car les contraintes de construction de ce type de locaux ne sont pas compatibles avec la réhabilitation de l'existant.

La parcelle pourra accueillir à la fois du stationnement dédié au personnel et du stationnement public, ainsi que les accès techniques pour les versements d'archives.

L'actuel parvis deviendra un espace public et permettra de conserver le recul vis-à-vis de la rue Eugène Ténot pour la mise en valeur de la façade du bâtiment conservé.



Le projet :

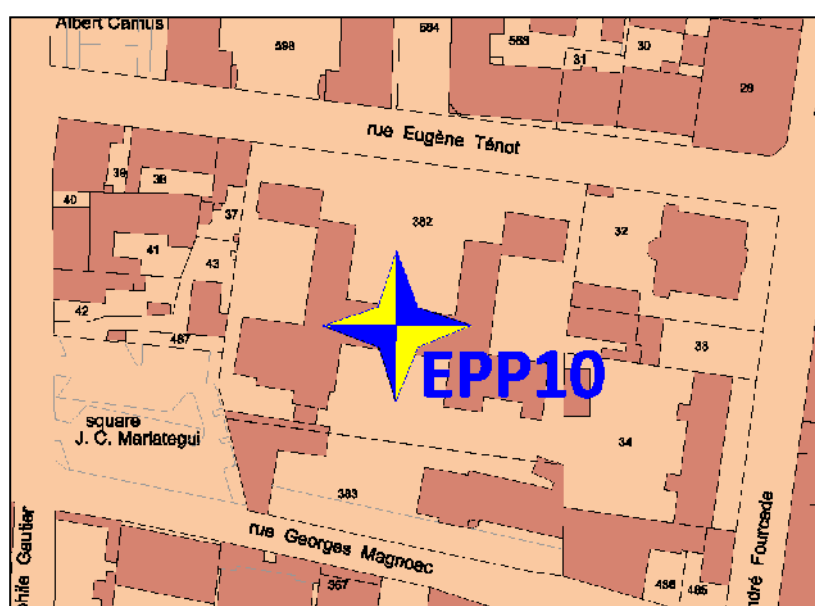
- ✎ Le corps central, témoin historique de l'ancienne École Normale de Filles, sera conservé.
- ✎ Les deux ailes latérales seront reconstruites pour accueillir l'ensemble du programme de conservation des archives. Un bâtiment neuf sera plus à même de répondre à l'exigence du stockage des archives dans des silos pré-dimensionnés.
- ✎ Le traitement des bâtiments neufs reprendra la continuité de la toiture en ardoise du corps central – même matériaux ardoise - même hauteur de faitage - même hauteur d'égout. Si pour des raisons d'architecture, la toiture en ardoise n'est pas maintenue, la hauteur des bâtiments neufs ne devra pas dépasser la hauteur de la ligne d'égout du bâtiment central.
- ✎ Une architecture de qualité sera proposée en cohérence avec le bâtiment existant et apte à s'insérer dans le cœur de ville de Tarbes.
- ✎ Le parti architectural pourra être classique ou contemporain.
- ✎ Le parvis central servant d'accueil deviendra une placette urbaine valorisée par la qualité des façades qui l'entourent. Le traitement de cet espace méritera une grande attention et des matériaux de qualité. Cet espace sera volontairement minéral afin de donner une monumentalité à l'édifice renforcée par le maintien du portail cintré conservé le long de la rue Eugène Ténot.

3.3. LA REGLEMENTATION EN VIGUEUR

Le projet des archives départementales, situé au 6 rue Eugène Ténot, est classé en zone UA du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 17 février 2014. La **zone UA** est constituée du centre-ville historique correspondant au bourg ancien et aux extensions qui ont eu lieu au XIX^{ème} siècle. Immédiatement constructible, de forte densité où le bâti ancien est dominant et dans laquelle les constructions sont à édifier dans le respect de l'alignement des voies publiques et en ordre continu ou semi continu par rapport aux limites séparatives de propriété. Cette zone comprend les périmètres de protection des Monuments historiques, portés au plan des Servitudes d'Utilités Publiques. Elle possède un caractère multifonctionnel (habitat, commerce, artisanat, bureaux, services, équipements collectifs...) qu'il y a lieu de préserver.

✕ LES CONTRAINTES REGLEMENTAIRES A L'ENCONTRE DU PROJET

Les bâtiments existants sur la parcelle AW 382 sont identifiés en annexe du Plan Local d'Urbanisme comme un Elément de Paysage à Protéger (EPP n°10).



L'Elément Paysager à Protéger n°10 identifié dans le Plan Local d'Urbanisme est soumis à l'**article 9.5 des dispositions générales** des pièces écrites du règlement qui précise :

ARTICLE 9 - DISPOSITIONS SPECIFIQUES A CERTAINS TERRITOIRES

9.5 – Les éléments de paysage

Le PLU identifie et localise des éléments de paysage à protéger ou à mettre en valeur au titre de l'article L.123-1-5 7° du Code de l'Urbanisme.

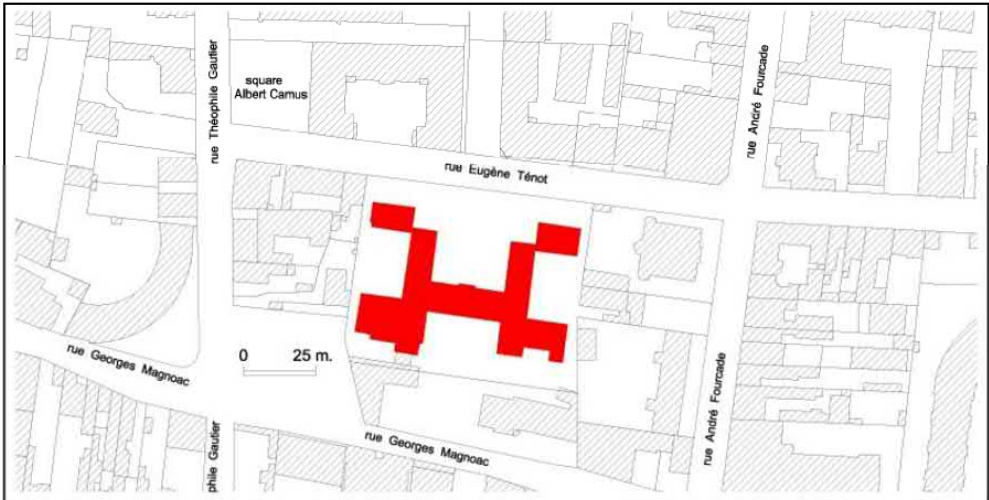
Tous les travaux non soumis à permis de construire et ayant pour effet de modifier ou de supprimer un élément de paysage identifié par le P.L.U. seront soumis à déclaration préalable ou à permis de démolir.


Ainsi tous travaux de démolition partielle, de ravalement de façade, d'agrandissement, de surélévation ou modification, ainsi que les projets de construction neuve sur les unités foncières supportant un élément de paysage à protéger sont autorisés à condition que ces travaux ne portent pas atteinte à l'intégrité de ce patrimoine et qu'ils constituent à assurer sa protection et sa mise en valeur ».

L'Elément Paysager à Protéger n°10 identifié dans le Plan Local d'Urbanisme est également soumis aux **dispositions des annexes des pièces écrites du règlement** qui précisent :

- ↪ Pas de démolition des bâtiments.
- ↪ Les transformations et extensions devront prendre en compte et être en cohérence avec l'architecture du bâtiment préservé.

EPP10 : 6 Rue Eugène Tenot / AW 382





PRESCRIPTIONS :

- Pas de démolitions des bâtiments.
- Les transformations et extensions devront prendre en compte et être en cohérence avec l'architecture du bâtiment préservé.

Ces dispositions réglementaires ne permettent pas la réalisation du projet des Archives Départementales tel que présenté ci-avant (démolition des ailes latérales et des pavillons).

* **LES CONTRAINTES REGLEMENTAIRES QUI ENCADRERONT LE PROJET**

Le projet des Archives Départementales sera encadré par les **dispositions du règlement de la zone UA** qui précisent notamment que :

- ✚ Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif peuvent être implantées à l'alignement ou à une distance de l'alignement des voies et emprises existantes ou à créer au moins égale à 3 mètres.
- ✚ Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif peuvent être implantées sur les limites séparatives ou à une distance des limites séparatives au moins égale à la moitié de leur hauteur, sans toutefois être inférieure à 3 mètres.
- ✚ Dans la bande d'implantation des 15 mètres, il n'est pas fixé de Coefficient d'Emprise au Sol. Au-delà de la bande des 15 mètres, le Coefficient d'Emprise au Sol est fixé à 0,50 pour l'ensemble des constructions et installations autorisées.
- ✚ La hauteur des constructions et installations doit s'harmoniser avec le cadre dans lequel elles s'intègrent.
- ✚ Les dispositions concernant l'aspect extérieur :

PRINCIPE D'INSERTION AU PAYSAGE URBAIN ET ARCHITECTURAL ENVIRONNANT, EXISTANT OU FUTUR

Tout projet de construction ou d'aménagement dans son ensemble, comme dans chacune de ses composantes (parti architectural, rythme, proportions, matériaux, couleurs...) doit s'inspirer du caractère du site où il doit s'insérer. Le volet paysager du dossier s'attachera à identifier ce caractère et à justifier le parti architectural d'ensemble retenu.

Les propositions architecturales doivent contribuer à une mise en valeur pertinente des quartiers dans lesquels les projets s'inscrivent. Elles peuvent être justifiées par la prise en compte, d'une part, de références architecturales présentes sur le territoire tarbais, sans verser sur le mimétisme, d'autre part, au terme d'une recherche visant à l'introduction d'une plus grande diversité architecturale en cohérence avec le site où elle s'inscrit. Elles peuvent aussi se composer dans un rapport à des éléments notables du paysage environnant (édifice, aménagement urbain ...).

- a) Si la parcelle est dans un angle d'îlot, notamment si l'angle forme un éperon, l'angle fera l'objet d'un traitement qui le mettra en valeur.
- b) Si un bâtiment présente un linéaire de façade important, la composition verticale de la façade sera hiérarchisée en séquences.
- c) Si des éléments notables du paysage sont présents sur le site (édifices, forme urbaine, aménagement urbain, perspectives, parcs, sites naturels,...), l'organisation fonctionnelle du projet devra les prendre en compte, dans la limite de la compatibilité au programme des travaux.
- d) Dans les secteurs proches ou contigus aux secteurs de chalandise du centre-ville, il peut être exigé que le pied de l'immeuble soit traité d'une manière unitaire sur une hauteur équivalente à deux niveaux courants.
- e) La hiérarchie verticale des façades peut se prolonger en couverture. Il n'est pas fait obstacle à la création d'éléments particuliers de grande dimension s'ils sont justifiés dans la composition ou dans la relation de la composition à son environnement urbain, proche ou lointain.

PRINCIPE DE COMPOSITION ARCHITECTURALE

- a) **Ordonnancement** : Les façades seront ordonnancées horizontalement et verticalement. Les hiérarchies seront rendus lisibles.
- b) **Lignes de forces des constructions contigües** : Le projet s'efforcera d'intégrer dans la composition des façades les lignes de forces horizontales des bâtiments contigus.

- c) **Percements/Ouvertures** : Les percements et ouvertures s'efforceront d'être hiérarchisés dimensionnellement de façon à distinguer les fonctions importantes des secondaires. Les fenêtres devront avoir des proportions verticales affirmées.
- d) **Balcons/Loggias et autres éléments architecturaux** : Les balcons, loggias, bow-windos, terrasses, qu'ils soient en RDC, en entre sol, ou en élévation quand ils sont présents dans les projets, seront intégrés comme éléments importants de la composition des façades.
- e) **Couvertures (formes matériaux)** : L'emploi du type de couverture dominante sur un site doit être privilégié. Toutefois il n'est pas fait obstacle à l'utilisation d'autres formes s'il est justifié par le parti architectural d'insertion.

LES MODIFICATIONS ET EXTENSION, DES CONSTRUCTIONS EXISTANTES

Dès lors qu'une construction présente un intérêt architectural, au regard notamment, de son parti urbain, des matériaux, de sa composition, de son ordonnancement, tous les travaux réalisés, y compris les ravalements, doivent mettre en valeur les caractéristiques de ladite construction.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la réalisation d'extensions de conception architecturale contemporaine.

FAÇADES ET MURS EXTERIEURS

Toutes les façades, murs extérieurs, y compris les pignons, gaines, conduits exhausés, équipements divers doivent être traités et composés avec le même soin que les façades sur rue.

LES COULEURS ET LES MATERIAUX

Le projet doit comporter une étude de coloration valorisant la composition architecturale.

Les enduits traditionnels multicouches colorés, soit dans la masse, soit par badigeon ou peinture minérale, doivent être privilégiés.

Les enduits monocouches à parement grattés sont interdits.

LES SAILLIES SUR ALIGNEMENT

Les saillies par rapport à l'alignement sont admises si elles répondent à une intention claire et justifiée d'organisation, de composition architecturale, de compensation d'une inflexion très prononcée de l'alignement du domaine public.

Il n'est pas fait obstacle à des saillies sur l'alignement du domaine public si elles résultent d'une démarche de développement durable, de qualité environnementale concernant l'aspect extérieur des constructions (performance thermique par isolation thermique par l'extérieur, performance énergétique des ouvertures et occultations). Toutefois, la saillie ne doit pas avoir pour effet de réduire la conformité du domaine public, notamment la largeur du trottoir, vis-à-vis des règles d'accessibilités pour les personnes à mobilité réduite.

LES LOCAUX, OUVRAGES OU INSTALLATIONS TECHNIQUE INSTALLES EN COUVERTURE

Les locaux, ouvrages ou installations techniques, doivent être regroupés, habillés et intégrés à la composition architecturale.

Sur les constructions neuves l'implantation des capteurs solaires doivent obligatoirement être intégrés dans la composition de la toiture. Ils s'inséreront dans la couverture de l'égout jusqu'au faîtage, sans présenter de saillie de couverture.

Une implantation différente pourra être admise pour les dispositifs installés sur des constructions existantes dont les toits sont ponctués par des ouvrages (souche de cheminée, lucarnes...)

Les antennes, paraboles, paratonnerres, doivent être regroupés et intégrés à la composition architecturale.

LES CLOTURES

Clôtures sur voies publiques et emprises publiques ainsi que sur voies privées ouvertes à la circulation publique et emprises privées à caractère d'espace commun :

Les clôtures opaques ne devront pas dépasser 2 mètres. Elles seront constituées par un mur maçonné, surmonté le cas échéant, d'une grille de fer ou d'autres éléments (masque métallique plein ou ajouré, claustras...). Le mur sera enduit sur ces deux faces. Les extrémités au droit des raccordements aux limites séparatives aboutissant à la voie, des accès véhicules, piétons et autres, seront marquées par un décrochement en saillie sur l'alignement.

LOCAUX INSTALLATIONS TECHNIQUES IMPLANTES EN RDC

Les locaux techniques et installations techniques (boîtiers, coffrets, armoires, regards, aire de conteneurs, local à conteneur...) destinés à recevoir les divers équipements nécessaires à la construction, doivent être intégrés aux constructions.

L'impossibilité technique doit être justifiée. Dans ce cas, leur traitement devra permettre leur bonne insertion dans l'environnement et participer ainsi à sa mise en valeur.

LES ESPACES LIBRES

Les projets de construction, en ordre semi-continu ou lorsque les façades s'implantent en retrait par rapport à l'alignement des voies publiques ou privées, ou emprises publiques ou privées, ouvertes à la circulation publique, doivent être aménagés dans une perspective de valorisation paysagère et fonctionnelle.

Les espaces libres en fond de parcelle recevront une fonction spécifique.

Le projet des Archives Départementales, se situant dans le périmètre de protection des Monuments Historiques, il sera également encadré par l'**avis de l'Architecte des Bâtiments de France** qui précise que :

Avis de l'Architecte des Bâtiments de France (courrier du 8 janvier 2019)

« Le projet devra tenir compte de certaines exigences architecturales afin de conserver l'esprit du projet d'origine :

- ✉ *Conserver le corps central dans son intégralité, qui est le cœur de la composition et qui sera affecté aux salles d'accueil et de lecture.*
- ✉ *Les deux ailes latérales seront reconstruites pour accueillir l'ensemble du programme de conservation des archives. Le traitement des bâtiments neufs reprendra la continuité de la toiture du corps central avec les même matériaux, la même hauteur de faîtage.*
- ✉ *Eventuellement une architecture contemporaine peut être envisagée mais dont la hauteur ne dépassera pas la hauteur de la ligne d'égout du bâtiment central.*
- ✉ *Le parvis central servant d'accueil devient une placette urbaine valorisée par la qualité des façades qui l'entourent. Un traitement de cet espace mérite un travail soigné avec des matériaux de qualité en conservant le portail cintré d'origine.*
- ✉ *Les stationnements seront concentrés à l'arrière du bâtiment.*

Ainsi, tout en conservant une bonne partie du bâtiment d'origine et en complétant avec une architecture contemporaine en harmonie avec l'existant, et de grande qualité, l'ancienne Ecole Normale de filles retrouvera une nouvelle vocation. C'est en alliant tradition et modernité que la ville peut s'enrichir et marquer son empreinte dans l'histoire ».

4. MODIFICATIONS APPORTEES AU DOSSIER DE PLU

4.1. OBJET DE LA REVISION ALLEE DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Le bâtiment faisant l'objet du projet des Archives Départementales bénéficie dans le Plan Local d'Urbanisme en vigueur d'une protection édictée au titre de l'article L.123-1 du Code de l'Urbanisme (L.151-19 dans la version actuelle). Celle-ci interdit toute démolition. Comme nous l'avons vu précédemment, et en accord avec l'Architecte des Bâtiments de France, il n'est pas envisageable de conserver tous les bâtiments en l'état.

Afin de permettre la réalisation du projet des archives départementales au niveau du 6 rue Eugène Ténnot à Tarbes, il convient donc de **supprimer l'Elément Paysager à Protéger n°10** sur les **pièces graphiques du règlement** et dans les **annexes des pièces écrites du règlement**, tout en tenant compte des exigences architecturales fixées par l'Architecte des Bâtiments de France.

- **Modification apportée suite aux conclusions et l'avis du Commissaire Enquêteur**

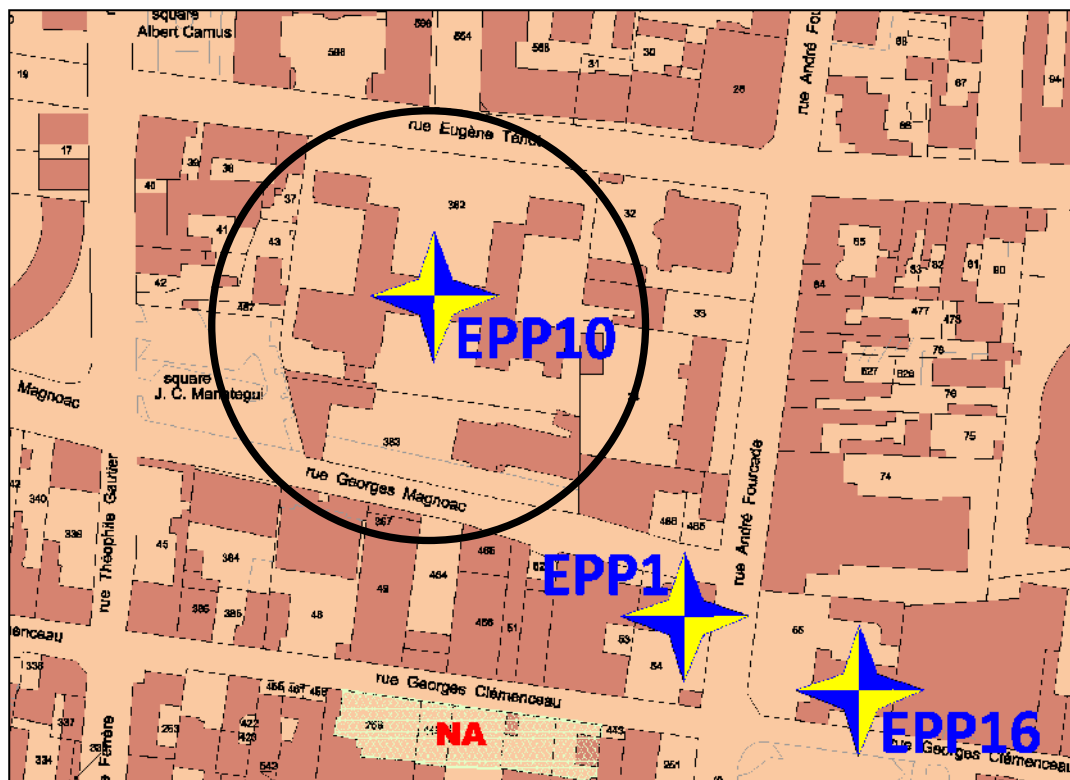
Suite à l'enquête publique qui s'est déroulée du 4 novembre au 5 décembre 2020, le Commissaire Enquêteur a donné un avis favorable sous réserve que les arbres identifiés par le Conseil Départemental fassent l'objet de « prescriptions ponctuelles » et soient identifiés comme éléments du patrimoine naturel à préserver au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme.

Afin de lever cette réserve, il est décidé d'identifier ces éléments du patrimoine en tant qu'« arbres à préserver, maintenir ou remplacer au titre de l'article L-151-23 du Code de l'Urbanisme ». En fonction de leur état phytosanitaire et des contraintes techniques liées aux travaux, ces arbres pourront, en dernier recours, être abattus et remplacés. Pour cela, la plantation de sujets équivalents (en matière d'essence et de taille) n'est pas obligatoire, l'objectif étant de maintenir de la végétation et de la biodiversité en centre-ville.

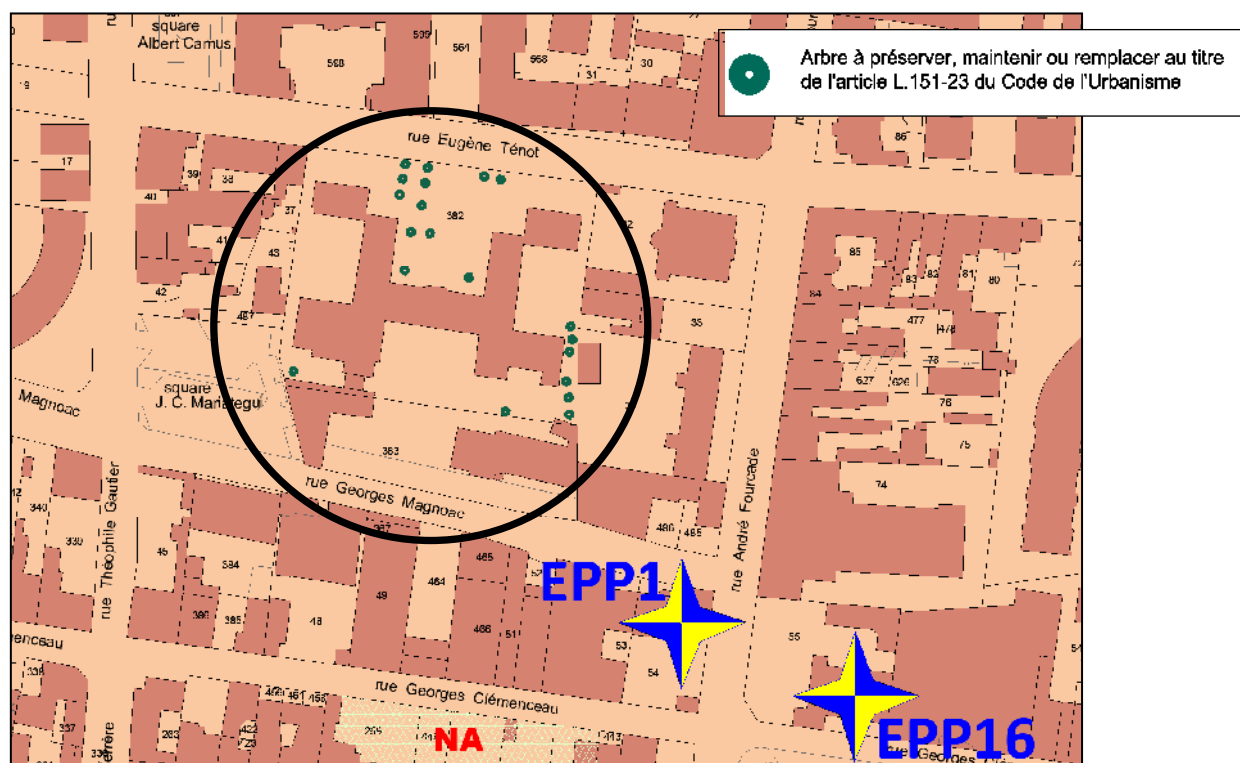
4.2. MODIFICATION DES PIÈCES GRAPHIQUES DU RÈGLEMENT

Le symbole repérant l'Élément Paysager à Protéger n°10, situé en zone UA, est supprimé sur les pièces graphiques du règlement. Des symboles identifiant les arbres à préserver, maintenir ou remplacer au titre de l'article L-151-23 du Code de l'Urbanisme sont ajoutés.

✕ LES PIÈCES GRAPHIQUES AVANT LA REVISION « ALLEGEE »



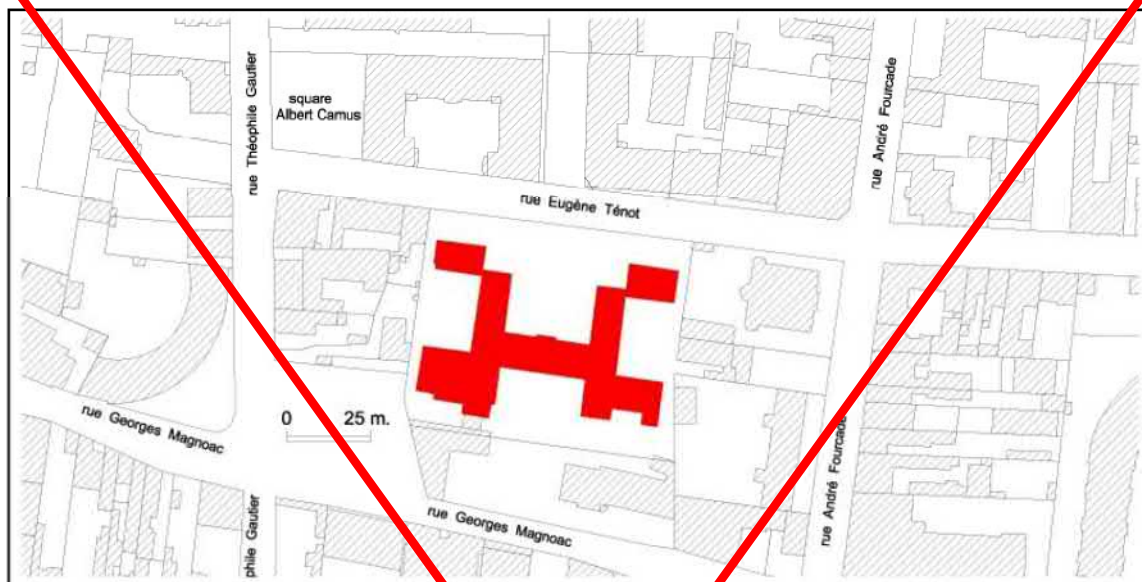
✕ LES PIÈCES GRAPHIQUES APRES LA REVISION « ALLEGEE »



4.3. MODIFICATION DES PIÈCES ÉCRITES DU RÈGLEMENT

Dans l'annexe des pièces écrites du règlement intitulée « Eléments Paysagers à Protéger au titre de l'article L.123-1-5 7° du Code de l'Urbanisme » (L.151-19 dans la version actuelle), la fiche n°10 concernant le 6 rue Eugène Ténot est supprimée.

EPP10 : 6 Rue Eugène Ténot / AW 382



PRESCRIPTIONS :

- Pas de démolitions des bâtiments.
- Les transformations et extensions devront prendre en compte et être en cohérence avec l'architecture du bâtiment préservé.

5. EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DANS LE CADRE DE LA REVISION ALLEGEE N°1 DU PLU

Cette **évaluation environnementale** accompagne la procédure de révision allégée n°1 du PLU de la commune de Tarbes dont les pièces graphiques et écrites du règlement sont amenées à évoluer pour prendre en compte la **suppression** de la protection édictée au titre de l'article L.123-1 du Code de l'Urbanisme (L.151-19 dans la version actuelle) au niveau du bâtiment situé au 6 rue Eugène Ténot (**Elément Paysager à Protéger n°10**) et permette la réalisation du **projet des Archives Départementales des Hautes-Pyrénées**.

Conformément à la réglementation, le contenu de l'évaluation environnementale est proportionnel à l'objet de la révision, qui porte exclusivement sur l'adaptation de la partie réglementaire du PLU pour permettre la réalisation du projet des Archives Départementales. Il s'agit en l'occurrence de **supprimer l'Elément Paysager à Protéger n°10** sur les pièces graphiques du règlement et dans les annexes des pièces écrites du règlement.

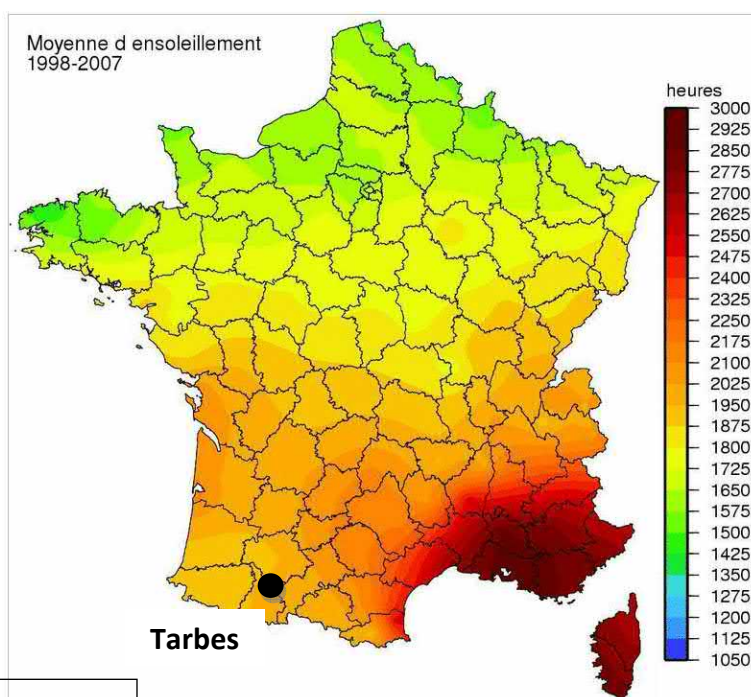
5.1. RAPPEL DES PRINCIPAUX ELEMENTS DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT DE LA COMMUNE DE TARBES

✕ LE MILIEU PHYSIQUE

• Climat

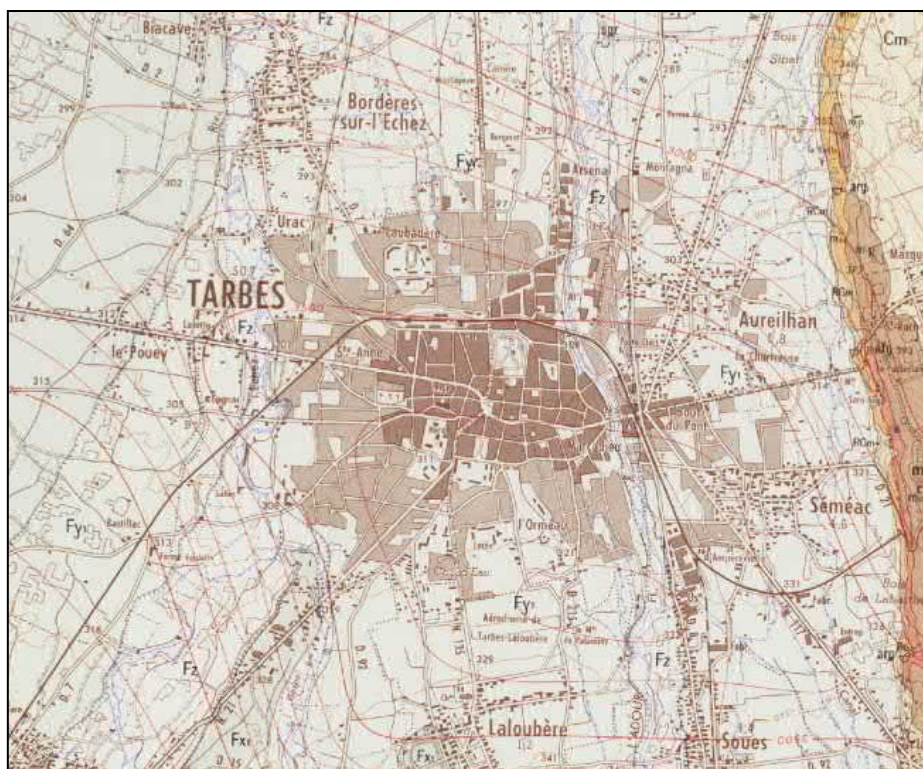
Tarbes possède une situation privilégiée. En effet, sa localisation dans le bassin de l'Adour mais aussi son altitude relativement élevée (300 mètres environ), lui confère un microclimat plus doux qu'à Lourdes mais également moins pluvieux et plus ensoleillé qu'à Pau. Les étés y sont relativement chauds et souvent orageux. 29 jours d'orages par an en moyenne sont comptabilisés, contre 22 au niveau national. Le printemps est pluvieux et frais alors que l'automne reste doux et ensoleillé. L'hiver, quant à lui, semble de moins en moins rigoureux. Le record de froid a été enregistré en janvier 1985 avec une température sous-abri de -17,9 °C ; à l'inverse, il a été enregistré +39 °C en août 2003.

Les moyennes des précipitations mensuelles présentent un maxima au mois de mai. Elles s'élèvent à 121 mm/an. Le mois de novembre présente également une moyenne de précipitations élevée (114,9 mm/an). Les températures sont relativement douces avec une moyenne annuelle de 12,59°C, et l'ensoleillement moyen annuel entre 1991 et 2000 est d'environ 1940 h/an. Tarbes est ensoleillée environ 81 jours dans l'année.



- **Géologie et pédologie**

La totalité du territoire est recouverte par des **formations détritiques post-pyrénéennes**.



Extrait de la feuille géologique de Tarbes au 1/50000^{ème}

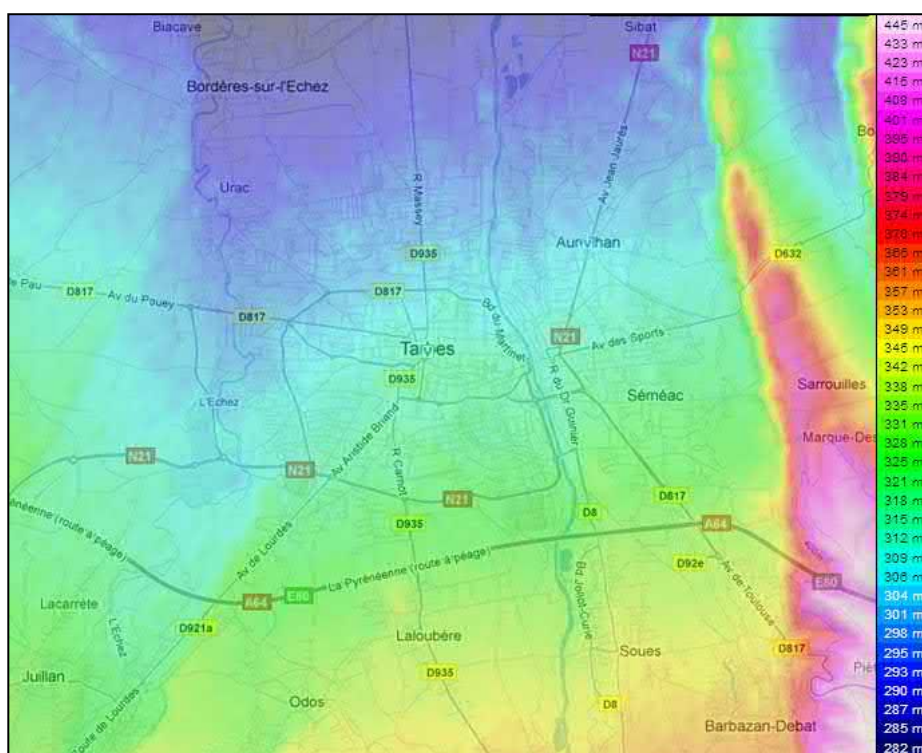
La géo-pédologie de Tarbes est composée de trois types de terrains sédimentaires différents :

- Fz : Alluvions subactuelles** de la plaine de Tarbes. Ces alluvions sont des sables et galets remaniés des dépôts wurmiens et rissiens. En surface, des matériaux moins caillouteux, plus limoneux, peut-être des limons résultant d'anciennes crues, forment le matériau originel du sol non ou très peu différencié : sol alluvial brut, légèrement brunifié. Sur la commune de Tarbes, ce terrain sédimentaire se trouve de part et d'autre des 2 cours d'eau mais s'étend en majeure partie sur la rive droite du fleuve Adour et sur la rive gauche de l'Echez.
- Fy1 : Alluvions du Würm** de la plaine de Tarbes. Ces alluvions sont constituées par des galets, graviers et sables peu altérés. Les éléments calcaires sont absents. Les sols sont peu différenciés, généralement de type sol brun avec localement des caractères liés à l'hydromorphie (gley de profondeur et tâches rouille). Ce terrain se trouve sur quasiment tout le territoire de Tarbes, l'Adour et l'Echez formant les limites de ce terrain sédimentaire sur la commune.
- Sur la commune de Tarbes, se trouve en infime partie, le **terrain sédimentaire Fx1**, qui correspond aux alluvions du Riss de la plaine de Tarbes. Ce terrain se situe au Sud-ouest de la commune, en rive droite de l'Echez. Il est composé de galets, graviers, et sables davantage altérés que les matériaux déposés au Würm. La moitié des galets de granite sont en arène. Les sols développés au sommet des cailloutis sont de type brun, légèrement lessivés (parfois de type lessivé dégradé : boulbène), lorsque des épandages limoneux provenant du remaniement des séries anciennes recouvrent les cailloutis.

- **Topographie**

Tarbes est une ville du **Piémont pyrénéen** ou **pré-Pyrénées**, ce qui désigne un ensemble de plissements rocheux pyrénéens d'altitude peu élevée, en général à l'étage collinéen. Dans les massifs montagneux des régions tempérées, l'étage collinéen se situe en dessous de 900 mètres d'altitude environ. Ces plissements rocheux se répartissent de part et d'autre de la ligne centrale des hauts sommets pyrénéens. Ils sont également souvent parallèles à la chaîne montagneuse. Les zones du Piémont sont caractérisées par des petites vallées.

Tarbes est située aux portes du massif des Pyrénées. L'altitude du territoire communal est comprise entre 284 et 326 m. La commune est localisée dans la vallée (altitude relativement faible. La figure « Le relief de Tarbes et de ses environs immédiats » permet d'illustrer les plissements rocheux du piémont pyrénéen (de couleur rose, et lignes de sommet blanches). Tarbes est bordée par ces plissements.



Le relief de Tarbes et de ses environs immédiats

x LA RESSOURCE EN EAU ET SA GESTION

- **Hydrographie**

Les cours d'eau qui parcourent le territoire communal appartiennent au **bassin de l'Adour**. Tarbes se situe en effet dans le périmètre du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Adour-Garonne (SDAGE) et appartient au Syndicat Intercommunal pour l'Aménagement de l'Echez et de ses canaux.

Ainsi, Tarbes est traversée par plusieurs cours d'eau :

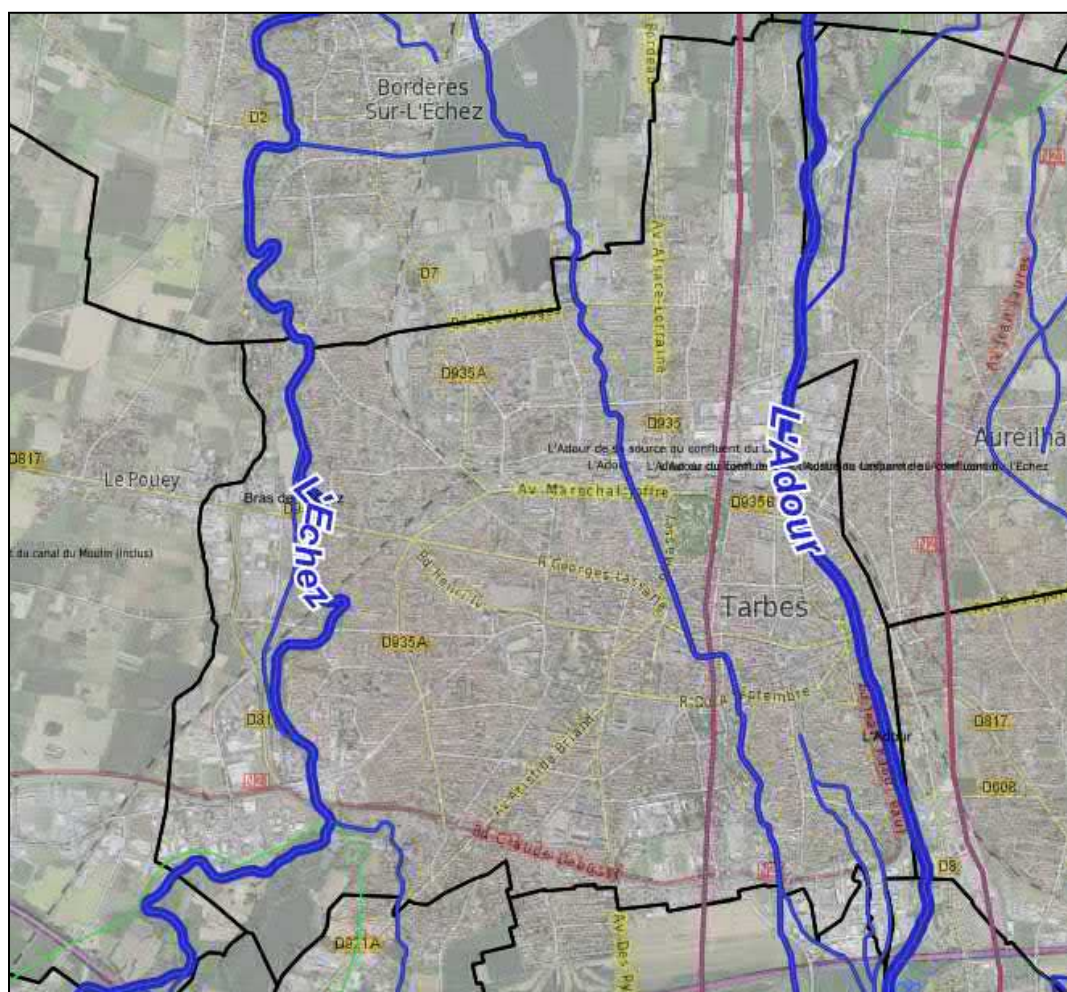
- ↖ L'Adour, à l'Est de la commune
- ↖ L'Echez, à l'Ouest de la commune
- ↖ La Gespe, au Sud-ouest de la commune
- ↖ La Garonnère

L'**Adour**, fleuve du bassin aquitain classé site Natura 2000, présente un linéaire de 309 km. Il prend sa source dans le massif pyrénéen du Pic du Midi de Bigorre, au col du Tourmalet, dans le département des Hautes-Pyrénées. Il se jette dans le Golfe de Gascogne juste au Nord de Biarritz, après avoir été rejoint par de nombreux affluents, tels l'Echez, l'Arros, la Midouze, les Gaves de Pau et d'Oloron. Ce fleuve sert à l'irrigation mais aussi à la pêche et au tourisme. L'Adour est un des rares fleuves européens à posséder encore des frayères à saumons. L'Adour est le fleuve côtier le plus important par son débit. Ce fleuve de type montagnard, de régime pluvio-nival, est redouté pour ses crues. Le débit moyen annuel relevé à Tarbes est de 9,180 m³/s. Les puissantes formations alluviales (8 à 15 m d'épaisseur en moyenne) de cette vallée largement ouverte, ont de bonnes qualités hydrauliques qui en font un réservoir important sollicité par de nombreux ouvrages de captage.

L'Échez prend sa source au pied du pic de la Clique (à l'Est de Lourdes) puis s'écoule vers le Nord, en longeant par l'Ouest la ville de Tarbes et la vallée de l'Adour, dans lequel il conflue à Maubourguet, dans le département des Hautes-Pyrénées. Cette rivière présente un linéaire de 64 km. Le débit moyen annuel relevé à Bordères sur l'Echez est de 3 m³/s.

Aussi, la **Gespe** (9 km), affluent de l'Echez et provenant de la commune d'Odos, conflue avec celui-ci au Sud-ouest de Tarbes. Le canal du Moulin, vestige des temps passés, est dévié à partir de l'Echez.

Le territoire communal est sujet aux risques d'inondations. En effet, l'Adour, l'Echez et la Gespe font l'objet d'une définition d'une zone inondable par la DREAL. De plus, un Plan de Prévention des Risques d'Inondation a été approuvé sur l'Adour le 3 février 2006.



Réseau hydrographique (source : carto.picto-occitanie.fr)

- **Zones humides**

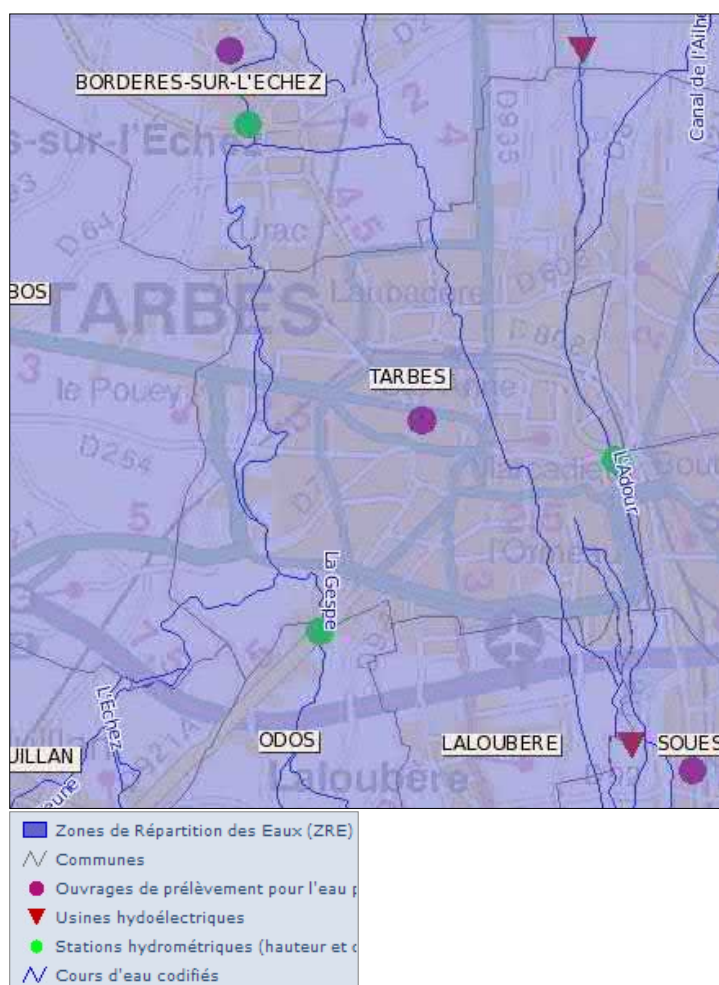
Dans l'inventaire des zones humides des Hautes-Pyrénées, aucune zone humide n'a été identifiée sur le territoire de la commune de Tarbes.

- **Aspect qualitatif et quantitatif des masses d'eau**

Le territoire de la commune se situe en **Zone Sensible**. Les zones sensibles correspondent à des bassins versants, lacs, qui sont particulièrement sensibles aux pollutions. Il s'agit notamment des zones qui sont sujettes à l'eutrophisation et dans lesquelles les rejets de phosphore, d'azote, ou de ces deux substances, doivent être réduits. De ce fait, la zone est classée en zone vulnérable à la pollution directe ou indirecte des nitrates d'origines agricoles, ou d'autres composés azotés susceptibles de se transformer en nitrates et qui menacent la qualité des milieux aquatiques et l'alimentation en eau potable.

La commune se situe également en **Zone de Répartition des Eaux**, ce qui impose une attention particulière puisque la commune est en insuffisance concernant les ressources en eau par rapport aux besoins. Afin de vérifier l'état quantitatif de l'Adour, une station hydrométrique, située à l'Est de la commune de Tarbes, mesure la hauteur et le débit du cours d'eau. Des stations de mesures vérifient la qualité quantitative de l'Echez, en amont et en aval de Tarbes. Une des stations amont se situe à la limite communale Sud, entre Odos et Tarbes, sur le ruisseau de la Gespe, affluent de l'Echez. Une autre se situe sur la commune de Louey, sur le bras de l'Echez. En aval de Tarbes, une station de mesure se situe sur la commune de Bordères-sur-L'échez. Des calculs peuvent ensuite constater la différence de niveau d'eau après passage dans Tarbes. D'après les données cartographiques de Eau France Adour-Garonne, un ouvrage de prélèvement d'eau potable est situé au centre de la commune tarbaise.

Enfin, deux usines hydroélectriques bordent Tarbes, le long de l'Adour.



Un site de mesures de l'état qualitatif du cours d'eau est situé sur l'Adour, au Sud-est de la commune. Cette station permet de contrôler l'état de la masse d'eau superficielle après les rejets de la station d'épuration de la commune d'Horgues, située plus en amont.

L'objectif général de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) est d'atteindre le bon état physico-chimique, chimique et écologique des masses d'eau superficielles et souterraines d'ici 2015. Le système d'évaluation de la qualité des cours d'eau (SEQ-eau) est détaillé ci-dessous pour le site de mesure de l'Adour à Tarbes (mesures 2018) :



Avec ce système d'évaluation, l'état de cette portion de l'Adour est dans un très bon, au niveau des caractéristiques physico-chimiques. Pour cette portion de cours d'eau, l'Adour atteint l'objectif fixé par la DCE. Il est nécessaire de faire attention à ce que la qualité écologique ne se dégrade pas.

D'après la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA art. L214-17 du Code de l'Environnement), l'Adour et l'Echez constituent des axes à migrateurs amphihalins.

Les dispositions de la révision allégée du PLU devront être compatibles avec celles du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE) du bassin Adour Garonne, qui a été approuvé le 1^{er} décembre 2015. Les objectifs du SDAGE sont les suivants :

- ✎ Veiller à ne pas dégrader l'état des masses d'eau non dégradées telles que qualifiées dans le SDAGE
- ✎ Atteindre au bon état des masses d'eau dégradées fixées dans le SDAGE aux horizons 2015, 2021 et 2027

✕ **LES MILIEUX NATURELS**

- **Zonages d'inventaires et de protection**

La commune de Tarbes comprend une biodiversité riche, principalement liée à son réseau hydrographique. De ce fait, elle est couverte par plusieurs zonages de protection et d'inventaire :

- ✚ **Trois Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF)**
- ✚ **Le site Natura 2000 « Vallée de l'Adour »**
- ✚ **L'Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APPB)** datant du 30/03/1996, dénommé « Adour de Lesponne, de l'Arize, du Tourmalet, du Garet, de Payolle, de Gripp, Adour jusqu'à Tarbes (pont de l'Alsthom), ruisseau de Rimoula et affluents, Gaoube, Artigou, Oussouet, Gaill ». L'APP concerne 0,11 ha du territoire de Tarbes, c'est-à-dire 0,1% de la commune

Les ZNIEFF

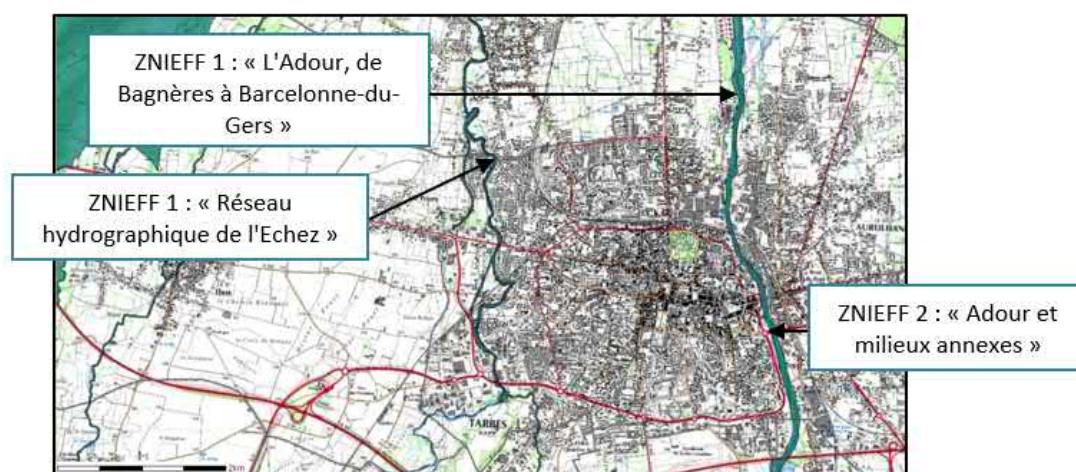
Bien que ne constituant pas un outil de protection réglementaire, le classement en ZNIEFF constitue un inventaire généralisé et régionalisé de la faune et de la flore qui a pour objectif d'encourager la prise en compte du patrimoine naturel dans la politique d'aménagement et de développement d'un territoire. Les inventaires ZNIEFF sont créés et portés à la connaissance des maîtres d'ouvrage en l'application des articles L.310-1 et L.411-5 du Code de l'Environnement. Deux types de zones sont différenciés :

- ✚ Les **ZNIEFF de type I** sont des sites identifiés et délimités parce qu'ils contiennent des espèces ou au moins un type d'habitat naturel de grande valeur écologique, locale, régionale, nationale ou européenne
- ✚ Les **ZNIEFF de type II** concernent des ensembles naturels, riches et peu modifiés avec des potentialités biologiques importantes. Elles peuvent inclure plusieurs zones de type I ponctuelles et des milieux intermédiaires de valeur moindre, mais possédant un rôle fonctionnel et une cohérence écologique et paysagère

La réglementation impose la prise en compte de ces zones dans les documents d'urbanisme et dans l'analyse des impacts des projets d'aménagement sur l'environnement. En effet, elles comprennent souvent des espèces protégées en application des articles L.411-1 à L.411-6 du Code de l'Environnement, qui prévoient, en particulier, l'interdiction de destruction des individus ainsi que l'interdiction de destruction ou d'altération des milieux abritant ces espèces animales ou végétales protégées.

Le territoire communal compte trois ZNIEFF de deuxième génération :

- ✚ Deux ZNIEFF de type I : « L'Adour, de Bagnères à Barcelonne-du-Gers » et « Réseau hydrographique de l'Echez »
- ✚ Une ZNIEFF de type II : « Adour et milieux annexes »



Localisation des ZNIEFF sur la commune de Tarbes

Le réseau Natura 2000

Le réseau paneuropéen Natura 2000 a pour objectif d'assurer le maintien ou le rétablissement dans un état de conservation favorable des habitats naturels et des habitats d'espèces de la faune et de la flore sauvage d'intérêt communautaire. Il doit permettre de répondre aux objectifs de la convention mondiale sur la préservation de la biodiversité (adoptée au sommet de la Terre, Rio 1992). Le réseau s'appuie sur deux types de sites :

- ↳ **1/ Les zones de protection spéciales (ZPS)**, désignées au titre de la directive européenne 79/409/CEE du 2 avril 1979 dite directive « Oiseaux » (actualisée par la directive 2009/147/CE du Parlement européen et du conseil du 30 novembre 2009). Cette directive veille notamment à assurer le maintien et/ou la restauration dans un bon état de conservation des populations d'oiseaux et de leurs habitats.
- ↳ **2/ les zones spéciales de conservation (ZSC)**, désignées au titre de la directive européenne 92/43/CEE du conseil du 21 mai 1992 dite « Directive Habitats-Faune-Flore ». Cette directive a pour objet de contribuer à préserver la biodiversité au travers de la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages.

Afin de veiller à la bonne atteinte des objectifs de préservation de la biodiversité sur ces sites, les plans ou projets susceptibles d'impacter directement ou indirectement les habitats naturels ou les espèces ayant justifié la désignation du site doivent faire l'objet d'une évaluation des incidences Natura 2000.

La commune est concernée par le **site Natura 2000 «Vallée de l'Adour»** désigné au titre de la Directive Habitats.

Une description détaillée des caractéristiques et enjeux de ce site est proposée dans la partie relative à l'analyse des incidences du projet sur le réseau Natura 2000.

- **La trame verte et bleue**

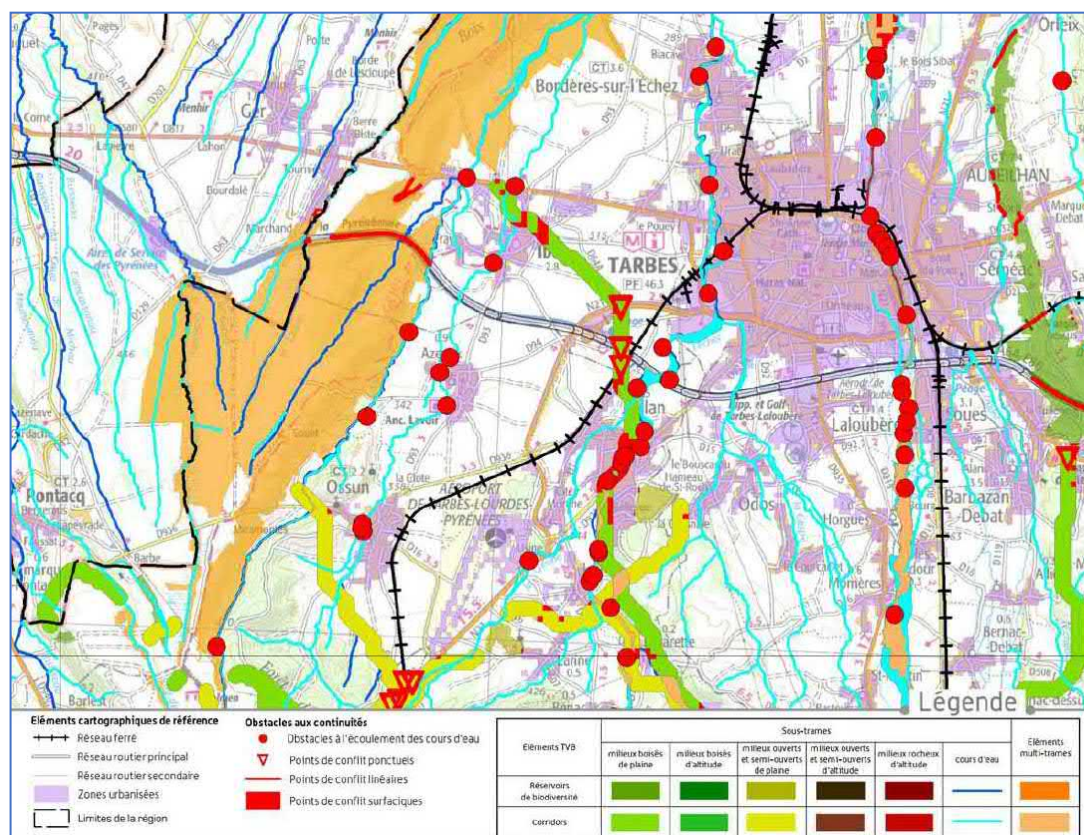
La trame verte et bleue est un outil d'aménagement du territoire qui a pour objectif de faciliter la prise en compte et la préservation des milieux naturels et de la biodiversité dans le cadre des projets d'aménagement du territoire.

La définition de la trame verte et bleue d'un territoire s'appuie à la fois sur l'identification des **réservoirs de biodiversité**, qui correspondent aux habitats naturels favorables à un groupe d'espèces donné (par exemple, les espèces forestières), et des **corridors écologiques** assurant la connexion entre ces réservoirs.

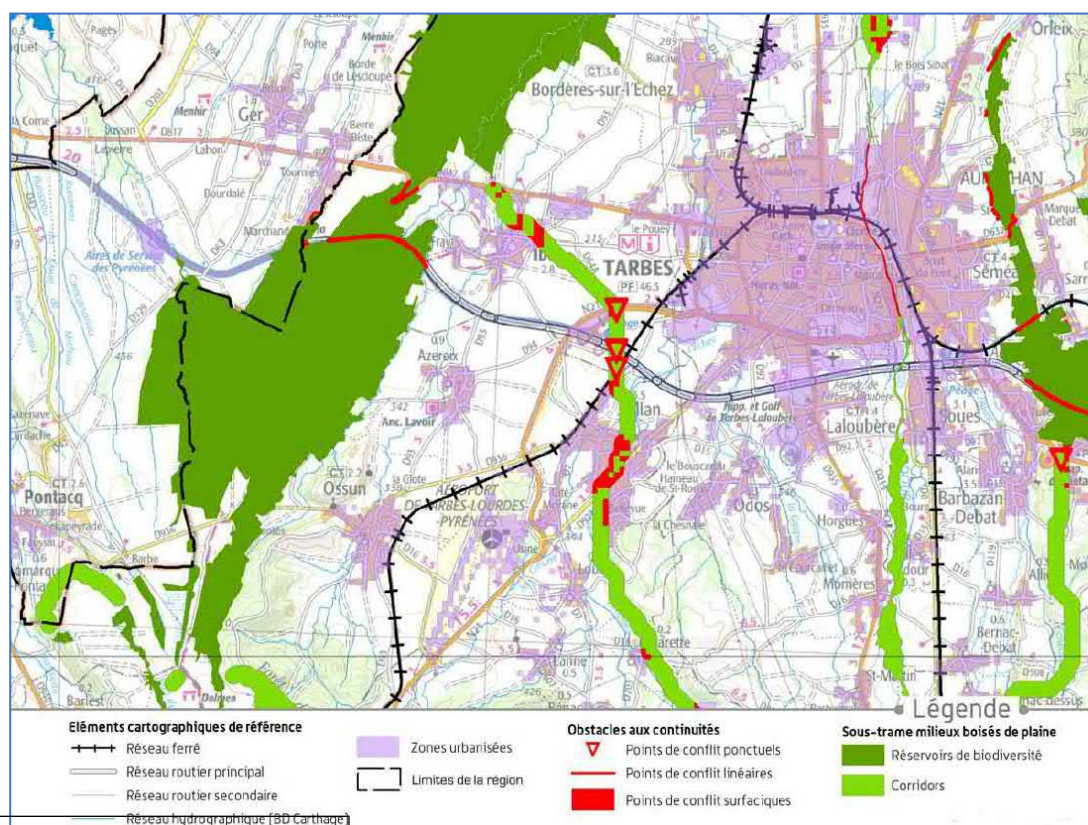
Dans un territoire donné, chaque espèce occupe un habitat ou un ensemble d'habitats naturels spécifiques, qui lui permettent de subvenir à ses besoins fondamentaux : nourrissage, reproduction, dispersion. La perception des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques est différente d'une espèce/groupe d'espèces à l'autre. Certaines espèces préfèrent les milieux boisés tandis que d'autres dépendent de milieux ouverts. Afin de prendre en compte au mieux cette diversité, on distingue généralement plusieurs sous-trames, qui correspondent aux grands types d'habitats naturels sur le territoire à savoir généralement, les habitats forestiers, ouverts/semi-ouverts et aquatiques/humides. Chaque sous-trame est constituée des réservoirs et corridors utiles aux espèces qui y sont inféodées. **C'est l'ensemble des réservoirs et corridors issus des différentes sous-trames qui constituent la trame verte et bleue d'un territoire.**

L'analyse de la trame verte et bleue de la commune s'est principalement appuyée sur les éléments identifiés dans le Schéma Régional de Cohérence écologique (SRCE) de l'ancienne région Midi-Pyrénées.

Sur le territoire de la commune de Tarbes, le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) de Midi-Pyrénées n'a identifié que **des corridors et des réservoirs de biodiversité de type « surfacique »** au niveau des cours de l'Adour et de l'Echez comportant des obstacles à l'écoulement des eaux.



Le **corridor écologique de type « milieux boisés de plaine »** le long de l'Adour s'interrompt au niveau de la commune de Tarbes (point de conflits linéaires). Cette interruption est due à l'aménagement des berges.



Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique n'a pas défini de corridors et de réservoirs de biodiversité de type « milieux boisés de plaine » à préserver ou à restaurer sur le territoire de la commune de Tarbes.

✕ **L'ESPACE AGRICOLE**

La **Surface Agricole Utilisée** par les exploitants tarbais s'élève à 286 ha. En effet, ces exploitants possèdent le siège de leur exploitation à Tarbes et/ou une partie de leurs parcelles, le reste de leur parcellaire ne se situant pas sur le territoire tarbais. 267 ha de ces terres sont labourables, et 16 ha correspondent à des STH (Surface Toujours en Herbe), notamment dédiées à l'élevage : parcelles pour le pâturage et/ou parcelles laissées en prairies naturelles pour les graminées.

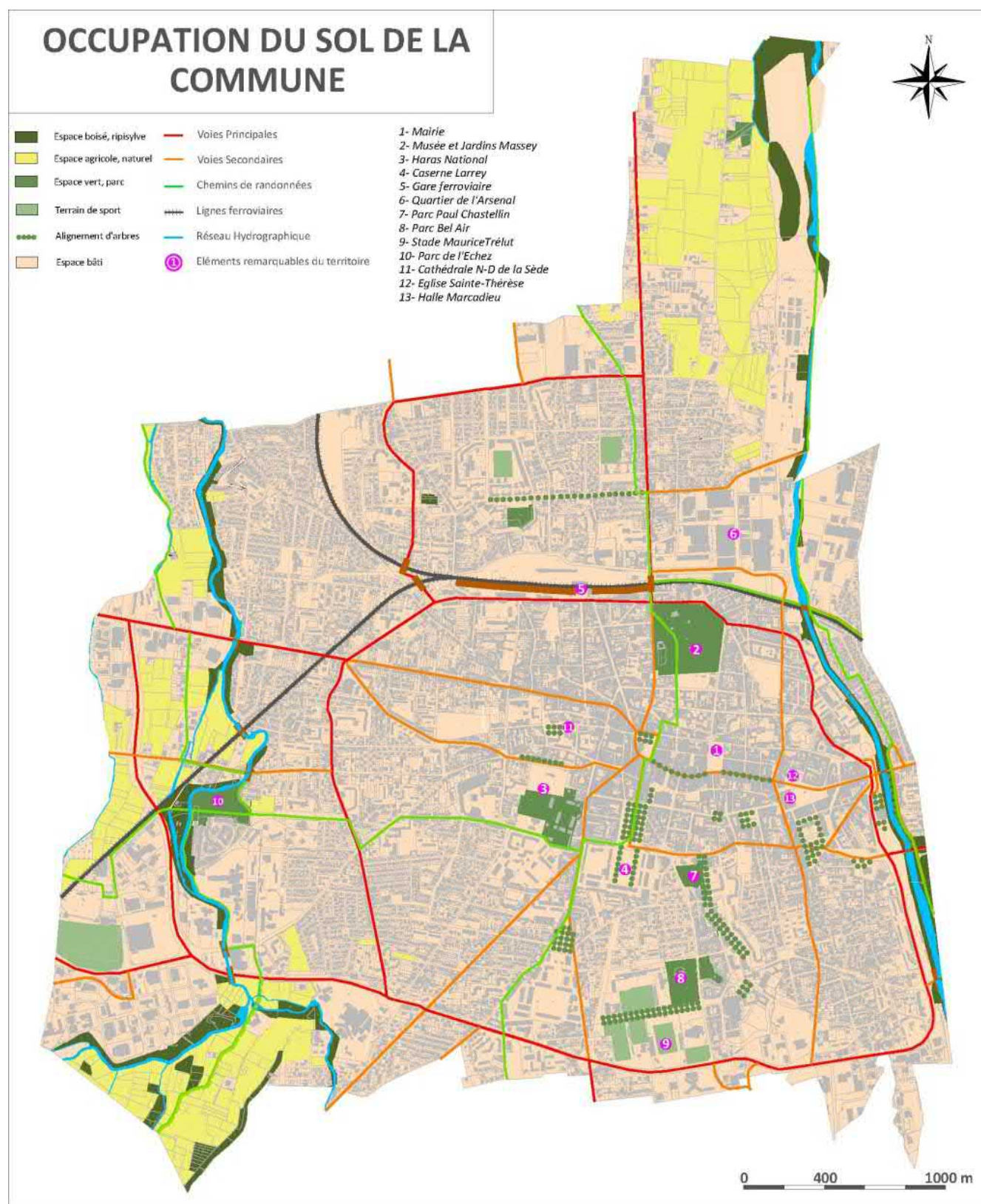
Les parcelles agricoles situées sur la commune de Tarbes se situent majoritairement dans les secteurs Nord-est et Sud-ouest.

L'agriculture tarbaise est majoritairement dominée par les **grandes cultures**, et en particulier la maïsiculture. Plus de 80% des espaces agricoles du territoire de la commune tarbaise sont des parcelles labourables. Deux bâtiments d'élevage, l'un pour des bovins lait et l'autre pour des bovins viande, sont comptabilisés au sein de la commune.

L'agriculture tarbaise se compose également d'une agriculture en lien avec la ville. Des produits issus du maraîchage, petits élevages, fromages, fruits, etc. sont disponibles pour la majorité en vente directe. Toutefois, ce type d'agriculture reste très anecdotique.

✕ LE MILIEU URBAIN

• Occupation du sol



Le territoire de la commune de Tarbes est quasiment entièrement urbanisé. Quelques espaces agricoles subsistent au Nord et à l'Ouest de la commune. La commune compte quelques zones boisées, peu importantes en superficie et essentiellement présentes au niveau de certains axes comme l'avenue Antoine

de Saint-Exupéry ou encore la rue du Maréchal Foch (platanes pour les axes plus anciens, palmiers pour les axes plus récents, etc.), des squares et parcs (cèdres, hêtres, etc.). La ripisylve qui borde l'Echez comporte des essences telles que peupliers, aulnes, robiniers, etc.

- **Morphologie urbaine**

La ville de Tarbes est constituée d'**ensembles urbains variés** qui traduisent la conception de la ville et de la vie en commun à une époque donnée. Chaque grande idéologie politique a produit une forme urbaine originale qui témoigne de l'histoire économique, sociale et urbanistique de la ville.

Cette forme intègre les fonctions urbaines qui lui sont associées : l'habitat, les activités économiques, culturelles et de loisirs, On parle alors de mixité fonctionnelle lorsque sont représentées dans un quartier au moins deux de ces fonctions.

Les formes urbaines ainsi définies s'identifient plus ou moins facilement dans le tissu urbain général selon leur degré d'intégration à l'environnement alentour. Ce rapport entre les différents ensembles urbains impacte directement le mode de fonctionnement de la ville.














Les formes urbaines peuvent aussi être qualifiées en termes de densité, nombre de logements au m², d'espaces publics, organisation du bâti par rapport à la voie, par rapport à la parcelle, hauteur du bâti...

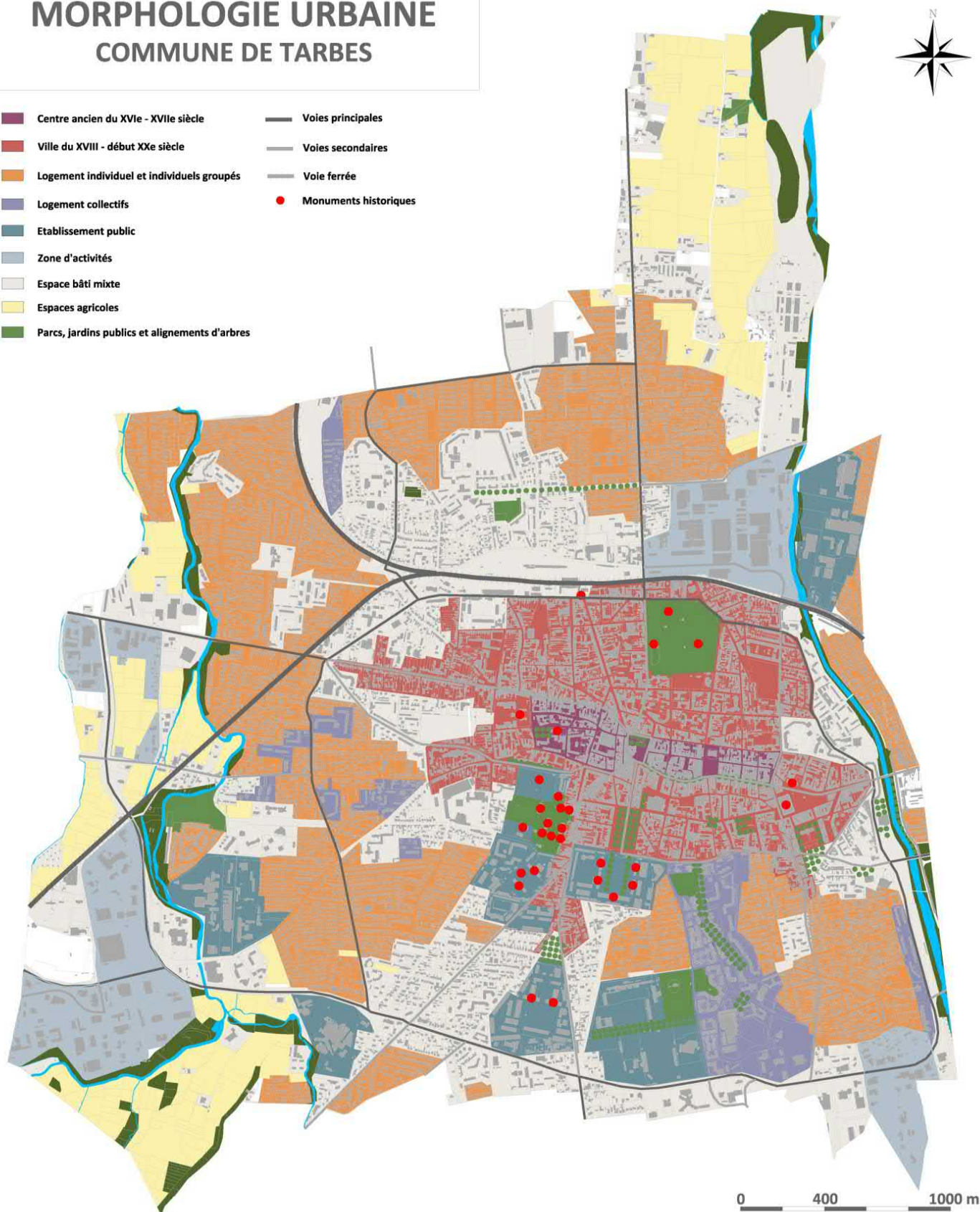
L'espace urbain de Tarbes se partage de la manière suivante :

- ↗ Le **centre ancien dense** (ville des XVI^{ème} et XVII^{ème} siècles)
- ↗ Le **développement du XVIII^{ème} siècle jusqu'au début XX^{ème} siècle**
- ↗ Les **lotissements** pavillonnaires
- ↗ Les **grands ensembles**
- ↗ Les **quartiers mixtes**
- ↗ Les espaces en mutations
- ↗ L'habitat diffus

Le rôle des formes urbaines est considérable puisqu'elles agissent directement sur les pratiques et la qualité de vie. Des réflexions poussées sur les formes urbaines permettent aujourd'hui de jouer sur ces éléments.

MORPHOLOGIE URBAINE COMMUNE DE TARBES

- | | |
|--|---|
|  Centre ancien du XVIe - XVIIe siècle |  Voies principales |
|  Ville du XVIIIe - début XXe siècle |  Voies secondaires |
|  Logement individuel et individuels groupés |  Voie ferrée |
|  Logement collectifs |  Monuments historiques |
|  Etablissement public | |
|  Zone d'activités | |
|  Espace bâti mixte | |
|  Espaces agricoles | |
|  Parcs, jardins publics et alignements d'arbres | |



✖ LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES

D'après le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) des Hautes-Pyrénées, le risque naturel principal sur la commune de Tarbes est un risque d'inondation.

Des risques industriels et un risque lié au transport de matières dangereuses sont également identifiés sur la commune.

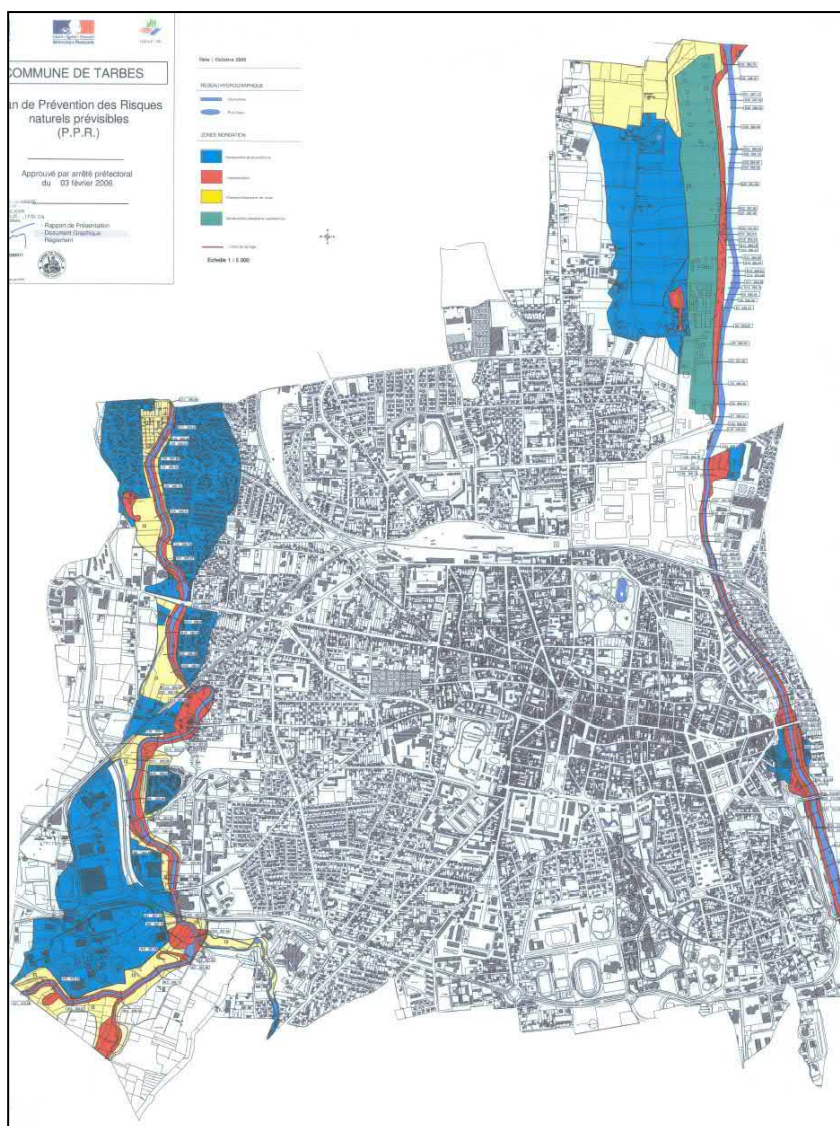
• Risque d'inondation

Au vu de la localisation géographique de Tarbes, entre l'Adour et l'Echez, la commune dispose d'un **Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI)**. Les zones rouges interdisent toutes les constructions nouvelles, tandis que les zones bleues autorisent les constructions mais sous de nombreuses réserves et conditions.

Les zones rouges du PPRI se situent principalement de part et d'autre des cours principaux, et également autour du ruisseau de Navar, petit affluent de l'Echez, situé au Sud-ouest de la commune.

Le long de l'Adour, la zone bleue la plus importante se situe à l'Ouest des installations de Nexter Munitions (site « les Poudrières »). Il est à noter qu'une petite zone rouge se situe sur ce même périmètre au Sud-ouest des installations industrielles.

De larges périmètres de zones bleues entourent l'Echez. La zone située à l'Ouest du quartier Laubadère, après la voie ferrée ainsi que les zones de Bastillac et de Cognac font partie de ces zones bleues.

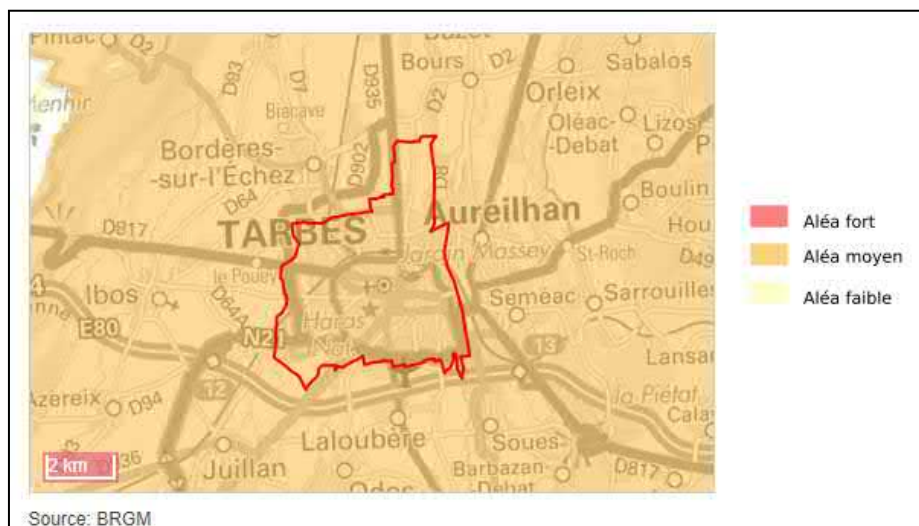


Zonage du PPRI de Tarbes

- **Risque de mouvement de terrain**

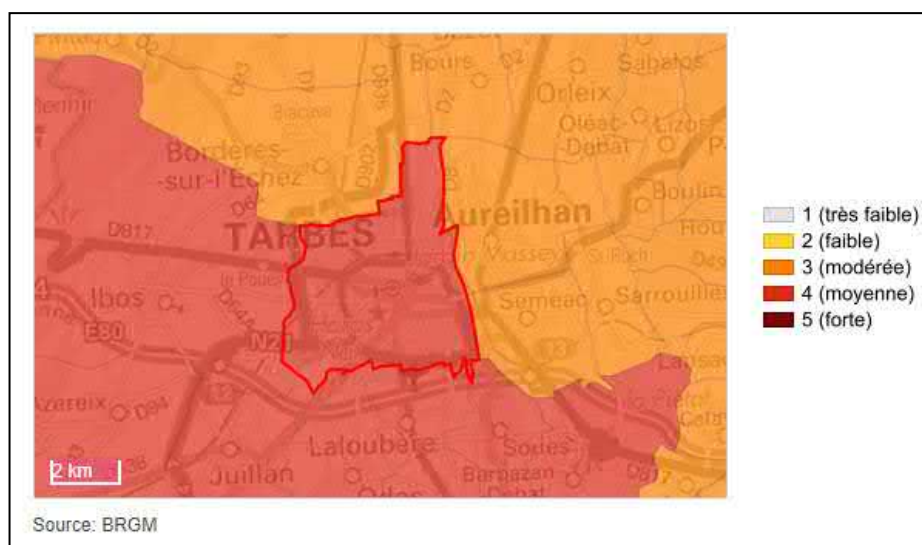
La commune de Tarbes est également concernée par un risque mouvement de terrain lié au phénomène de **retrait et gonflement des argiles**.

Une cartographie précise de l'aléa d'exposition aux mouvements de terrain par retrait et gonflement des argiles a été établie à l'échelle nationale et peut servir de référence. Tout le territoire communal est classé en aléa moyen.



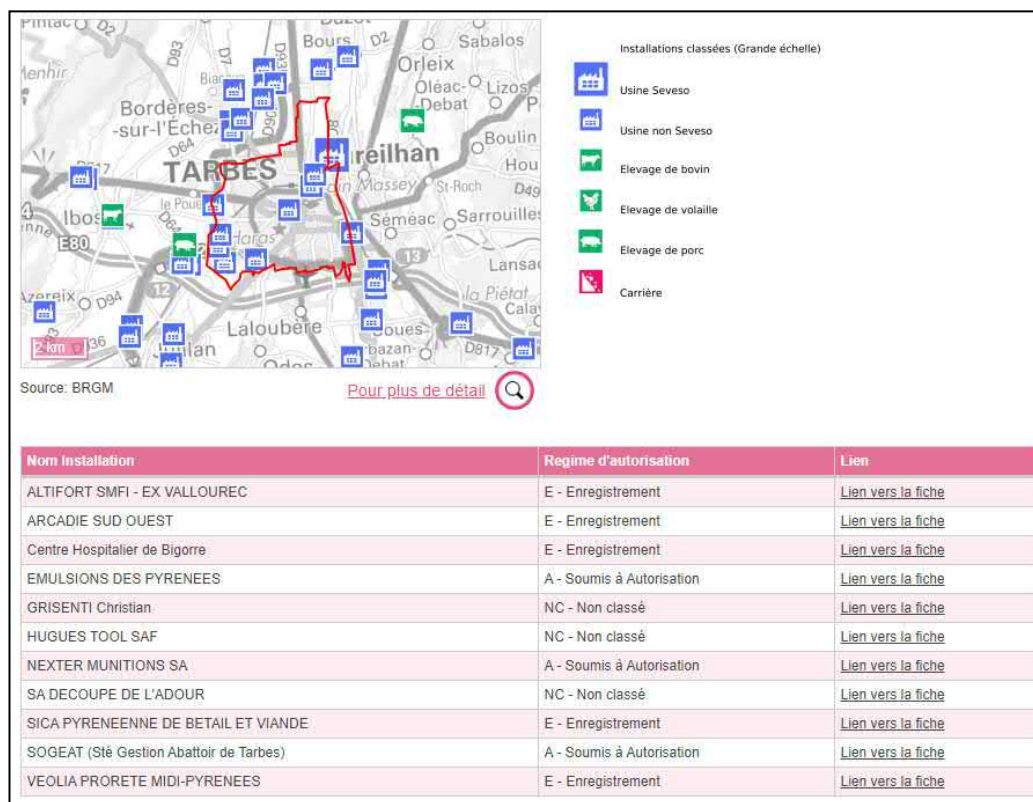
- **Risque sismique**

La commune est soumise au risque sismique. Elle est actuellement classée en **exposition moyenne**.



- **Risques industriels**

11 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation ou enregistrement sont répertoriées à Tarbes.



La Commune est concernée par le **Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT)** Nexter Munitions approuvé le 10 juillet 2012. Le site pyrotechnique « NEXTER Munitions » est un établissement à risque classé SEVESO II. La directive européenne SEVESO II vise les établissements où sont présentes des substances dangereuses. Cette directive met l'accent sur les dispositions organisationnelles que doivent prendre les exploitants en matière de prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses (mesures de prévention, Plan d'Opération Interne pour les secours, Plan Particulier d'Intervention etc.). Les exigences en matière d'inspection qui seront à mener sous le contrôle des autorités compétentes ont également été renforcées avec cette directive.

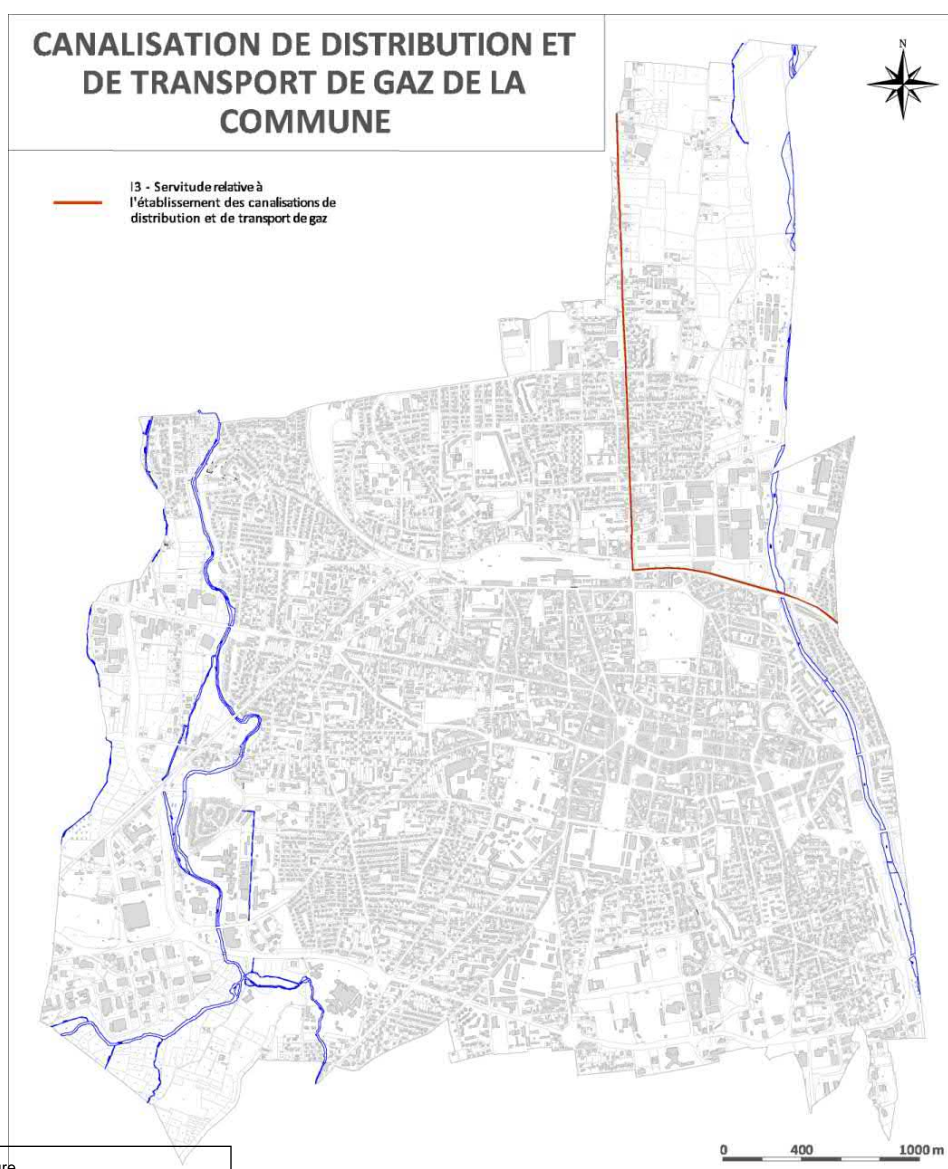
Le Plan de Prévention des Risques technologiques concerne deux aléas : effets de surpression et effets thermiques. Le Plan de Prévention des Risques Technologiques a pour objet de limiter les conséquences d'un accident susceptible de survenir dans ces installations. Les installations de Nexter Munitions sont entourées de périmètres de sécurité. Plusieurs types de réglementation s'appliquent selon les périmètres concernés (représentés sous forme de cercles concentriques autour des installations). Le règlement « R » constitue le premier périmètre de sécurité (environ 40 mètres) de la partie Nord des installations. Sous ce règlement, le principe d'interdiction stricte s'applique pour toutes les constructions futures. Puis en 2ème couronne autour de cette partie de l'entreprise, s'applique le périmètre du règlement « r » (environ 245 mètres). Dans ce périmètre, le principe d'interdiction avec aménagements, est en vigueur. Dans la dernière couronne qui entoure cette partie d'installation, le règlement « B » (environ 640 mètres) autorise les constructions sous certaines réserves. Le long des installations, le plan de prévention prend en compte d'autres périmètres de sécurité. Autour de la partie centrale des installations, un second cercle de sécurité, constitué des règlements « r », « B » et « b », s'étend sur un rayon d'environ 380 mètres. Le règlement « b », où les constructions sont possibles sous conditions, s'applique à la majorité des installations. Au Sud de l'entreprise, les 4 périmètres de sécurité se succèdent en cercles concentriques autour des installations, sur une superficie d'environ 100 ha.

- **Risque de transport de matières dangereuses**

D'après le Dossier Départemental des Risques Majeurs, la commune de Tarbes est concernée par un risque lié au transport de matières dangereuses par route et par rail et par canalisation de transport de gaz.

Ce risque peut survenir suite à un accident au cours du transport d'une matière dangereuse, c'est-à-dire qui peut présenter un danger grave pour l'homme, les biens ou l'environnement, par voie routière, ferroviaire, voie d'eau ou canalisation. Ce risque peut se traduire par un incendie, une explosion ou la création d'un nuage toxique.

Les **canalisations de gaz** sont concernées par l'arrêté du 5 mars 2014 portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques modifié par l'arrêté du 15 décembre 2016, qui définit des restrictions d'urbanisme de nature à limiter les risques pour les bâtiments les plus sensibles (les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur). L'arrêté de 2016 vient le compléter en obligeant les transporteurs, dans certaines conditions, à fournir aux DREAL les données SIG nécessaires à l'établissement des servitudes d'utilité publique liées à l'emplacement des canalisations. Ces canalisations sont généralement indiquées par des bornes jaunes situées à chaque changement de direction et tous les 300 m environ en ligne droite. A Tarbes, le réseau de canalisations de transport de gaz naturel à haute pression se situe sous la rue des Forges puis passe sous la rue Massey et continue ensuite sous l'Avenue Alsace Lorraine. Le réseau se poursuit sous cette avenue jusqu'aux limites communales.



✖ **LES NUISANCES SONORES**

Des nuisances sonores peuvent être engendrées par les trafics routiers et ferroviaires, notamment le long des routes départementales et de la voie ferrée. Des secteurs impactés par le bruit sont définis en fonction de la catégorie de la route.

Ce classement est établi suivant les niveaux sonores de référence, calculés ou mesurés aux abords des voies. Cinq catégories existent, la catégorie 1 est la plus bruyante. La largeur maximale des secteurs affectés par le bruit, de part et d'autre des infrastructures, varie de 10 à 250 m selon la catégorie sonore. Toutes les routes dont le trafic est supérieur à 5000 véhicules/jour doivent être classées. Il en est de même avec les infrastructures interurbaines de plus de 50 trains/jour, ainsi que des infrastructures ferroviaires urbaines et des lignes de transports collectifs en site propre de plus de 100 trains ou bus/jour.

La commune de Tarbes est traversée par de nombreuses routes classées en catégorie 2 (distance sensible au bruit de part et d'autre = 250 mètres) et en catégorie 3 (distance sensible au bruit de part et d'autre = 100 mètres). La voie ferrée qui traverse la commune est classée en catégorie 3 (distance sensible au bruit de part et d'autre = 100m).

✖ **LA QUALITE DE L'AIR**

Le suivi de la qualité de l'air à l'échelle régionale est assuré par l'ORAMIP, devenu ATMO Occitanie, au travers d'un réseau de stations de mesures réparties un peu partout sur le territoire.

Le suivi régulier des teneurs en polluants dans l'air permet d'établir un indice hebdomadaire de la qualité de l'air : l'indice ATMO1. Cet indice est déterminé à partir des niveaux de pollution mesurés au cours de la journée par les stations et prend en compte les différents polluants atmosphériques, traceurs des activités de transport, urbaines et industrielles. Ainsi, il se base sur l'observation des concentrations dans l'air de quatre polluants : le dioxyde de soufre (SO₂), dioxyde d'azote (NO₂), les particules fines (PM₁₀) et l'ozone (O₃). Dans la région, la pollution de l'air provient :

- ↳ de la circulation automobile
- ↳ des installations de chauffage, urbaines et industrielles
- ↳ des rejets industriels

Le décret n°2010-1250 du 21 octobre 2010 portant transposition de la directive 2008/50/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 concernant la qualité de l'air ambiant et un air pur pour l'Europe fixe les objectifs de qualité de l'air, ainsi que des seuils d'alerte et des valeurs limites.

Synthèse des seuils réglementaires associés aux principaux polluants suivis à l'échelle régionale

Principaux polluants	Objectif de qualité	Seuil de recommandation et d'information	Seuils d'alerte	Valeur limite annuelle ²	Valeur cible ³
Dioxyde d'azote	40 µg/m3 en moyenne annuelle	200 µg/m3 en moyenne horaire	. 400 µg/m3 en moyenne horaire . 200 µg/m3 en moyenne horaire si la procédure d'information et de recommandation pour le dioxyde d'azote a été déclenchée la veille et le jour même et que les prévisions font craindre un nouveau risque de déclenchement pour le lendemain	40 µg/m3 en moyenne annuelle	
Particules fines et particules en suspension : PM 10	30 µg/m3 en moyenne annuelle	50 µg/m3 en moyenne journalière	80 µg/m3 en moyenne journalière	. 50 µg/m3 en moyenne journalière à ne pas dépasser plus de 35 fois par année . 40 µg/m3 en moyenne annuelle	
Particules fines et particules en suspension : PM 2,5	10 µg/m3 en moyenne annuelle			25 µg/m3 en moyenne annuelle	20 µg/m3 en moyenne annuelle
Plomb	0,25 µg/m3 en concentration moyenne annuelle			0,5 µg/m3 en moyenne annuelle	
Ozone	120 µg/m3 pour le maximum journalier de la moyenne sur 8 heures	180 µg /m3 en moyenne horaire	. Seuil d'alerte pour une protection sanitaire pour toute la population : 240 µg /m3 en moyenne horaire . Seuils d'alerte pour la mise en œuvre progressive de mesures d'urgence : - 1er seuil : 240 µg /m3 en moyenne horaire dépassé pendant trois heures consécutives - 2e seuil : 300 µg /m3 en moyenne horaire dépassé pendant trois heures consécutives - 3e seuil : 360 µg /m3 en moyenne horaire.		
Dioxyde de soufre	50 µg/m3 en moyenne annuelle	300 µg/m3 en moyenne horaire	500 µg/m3 en moyenne horaire, dépassé pendant 3 heures consécutives	. 350 µg/m3 en moyenne horaire à ne pas dépasser plus de 24 fois par année . 125 µg/m3 en moyenne journalière à ne pas dépasser plus de 3 fois par année	
Benzène	2 µg /m3 en moyenne annuelle			5 µg /m3 en moyenne annuelle	

En 2018, la réglementation est respectée pour tous les principaux polluants, excepté l'ozone pour lequel l'objectif de qualité défini n'a pas été atteint.

	Particules PM 10	Particules PM 2.5	Dioxyde d'azote	Ozone	Benzo[a]pyrène	Dioxyde de soufre
Tarbes - fond urbain						
Lourdes - fond urbain						
Lourdes - proximité trafic						

Échelle des valeurs réglementaires :

- Valeur limite dépassée
- Valeur cible dépassée
- Objectif de qualité non respecté
- Réglementation respectée

Sur la base de la cartographie de la pollution de NO₂ en 2018, aucune habitation n'est exposée à un dépassement de la valeur limite pour la protection de la santé (40 µg/m³ en moyenne annuelle). Cependant, il existe des zones sans habitations susceptibles d'être impactées par un tel dépassement, sur la ville de Tarbes et ses environs :

- ↪ tout le long de la portion de la RN21 située au sud du centre-ville, au niveau du rond-point de Pau
- ↪ autour de la place de Verdun, la rue Massey et la rue du Maréchal Foch
- ↪ sur le reste de la ville, dans l'environnement immédiat des principales voies de circulation telles que l'autoroute A64, la sortie d'autoroute (gare de péage) Séméac-Tarbes Est, et au niveau du tronçon de l'avenue François Mitterrand (RD817) entre la rue des Garennes et la rue de la Paix (Séméac).

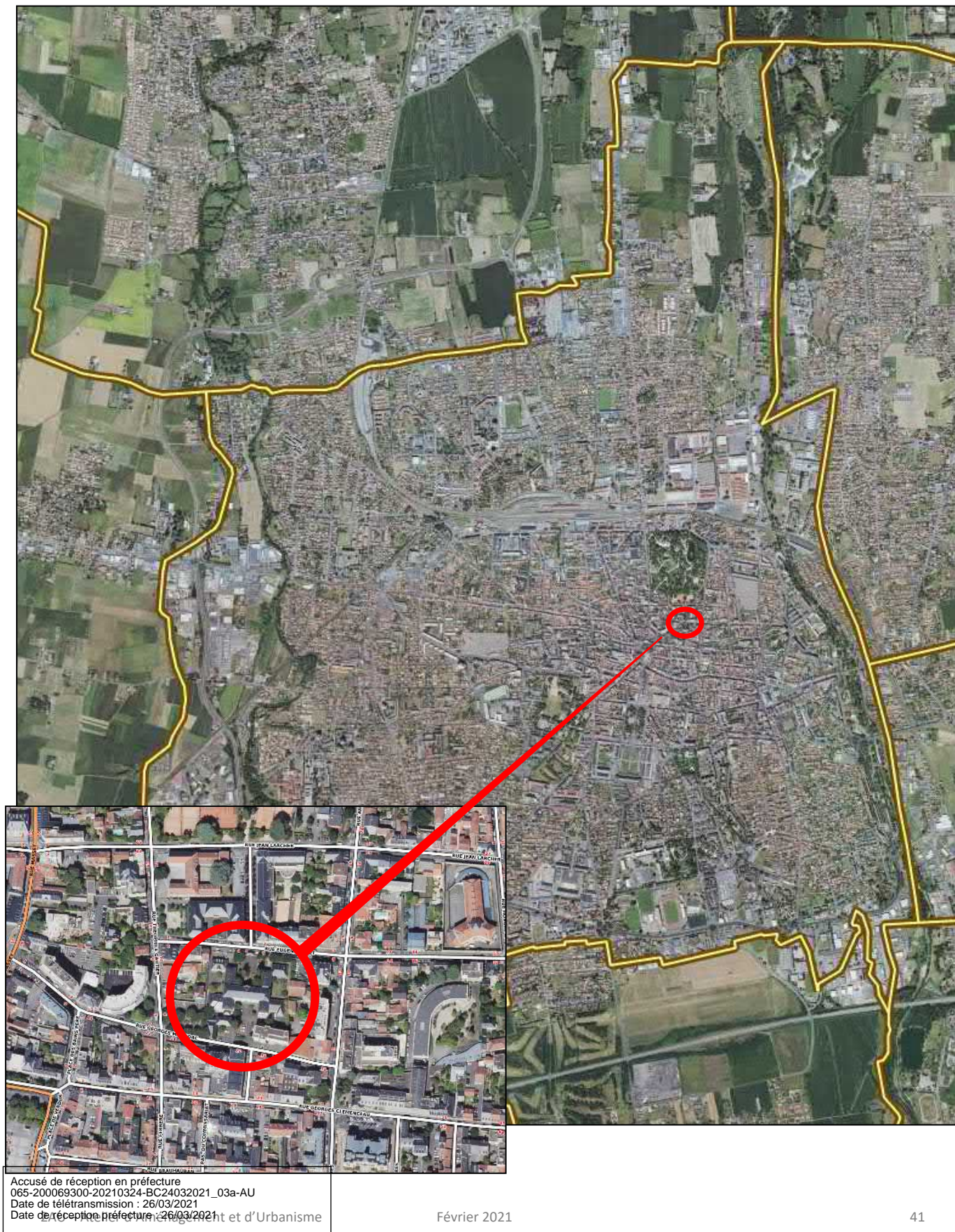


Cartographie des concentrations moyennes annuelles de NO₂ sur le centre-ville de Tarbes et ses environs - 2018

5.2. ZOOM SUR LES CARACTERISTIQUES ENVIRONNEMENTALES DU SECTEUR DE PROJET

x LA SITUATION DU PROJET

Le nouveau projet des Archives Départementales des Hautes-Pyrénées est situé au **6 rue Eugène Ténot à Tarbes.**



✖ LE MILIEU PHYSIQUE

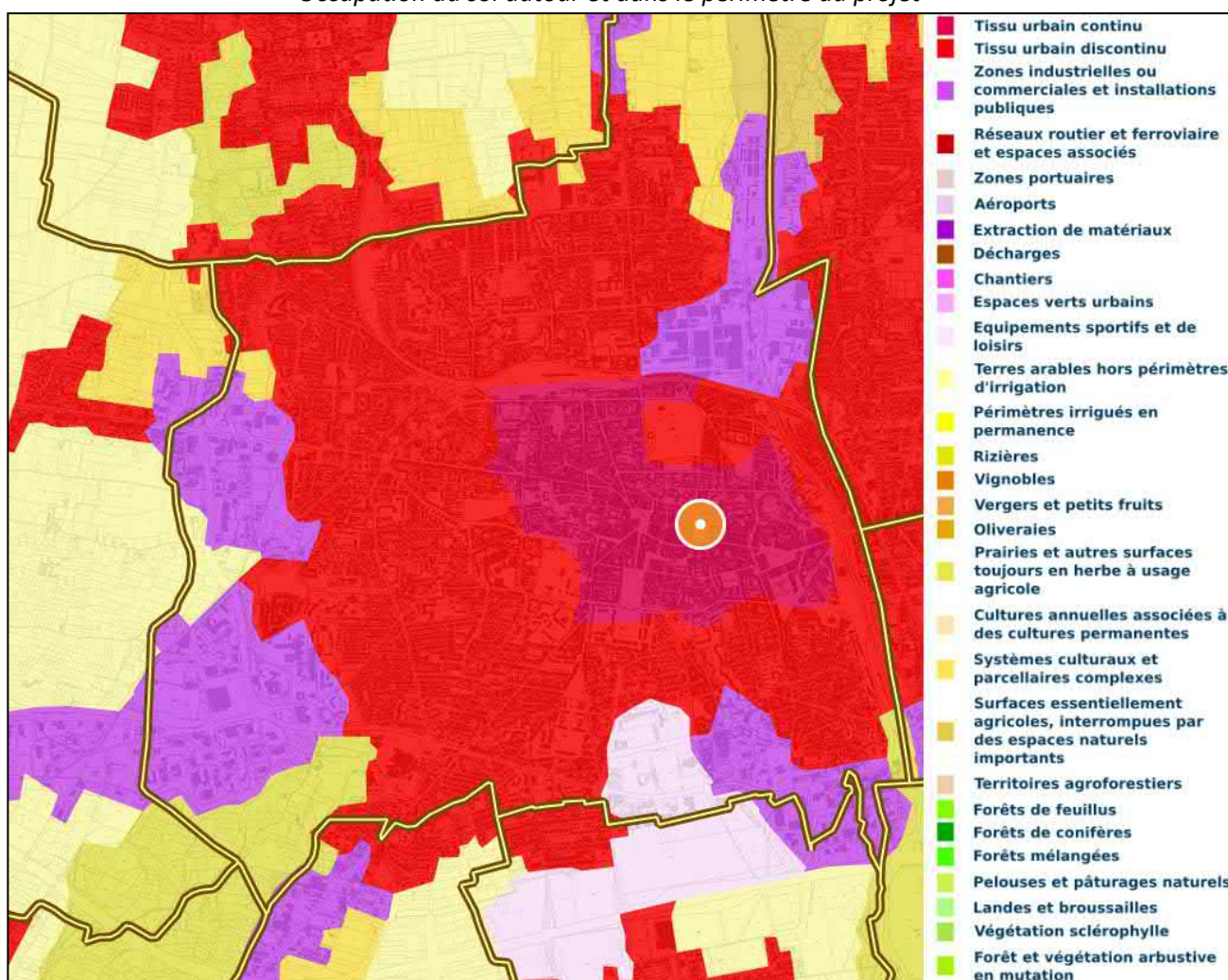
Le site du projet est situé à une altitude de 310 mètres NGF et caractérisé par une topographie plane. Le site de projet ne présente pas de spécificités climatiques par rapport au climat de la commune de Tarbes (pas de micro-climat susceptible d'impacter le projet par exemple).

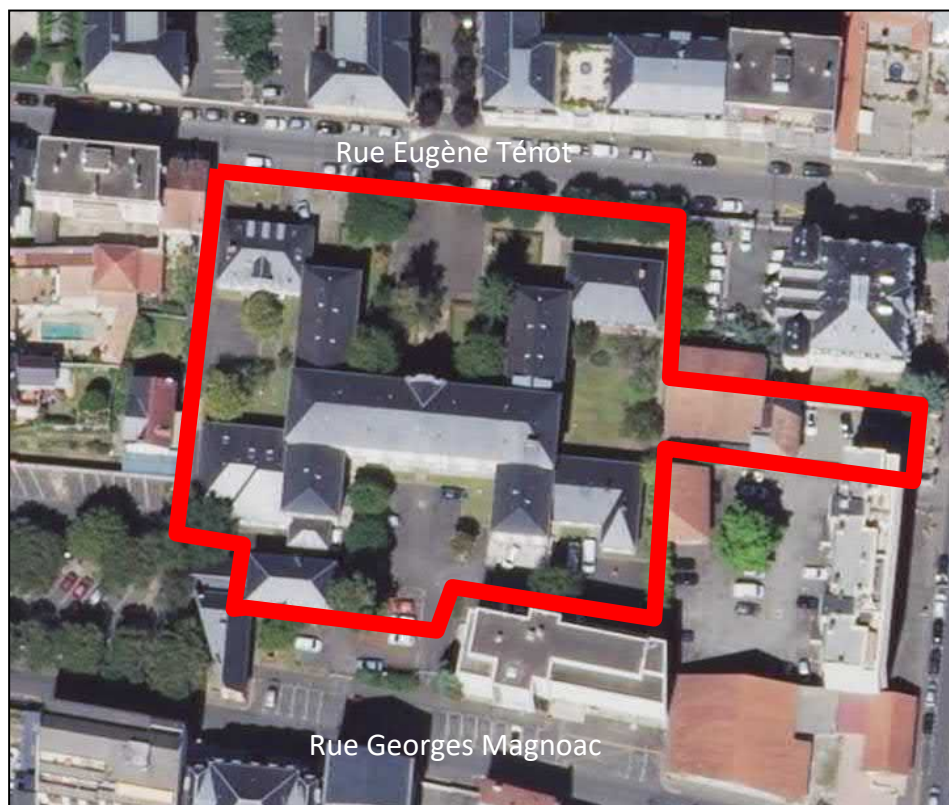
En ce qui concerne la nature du sous-sol, le secteur de projet se situe en zone Fy1 : Alluvions du Würm de la plaine de Tarbes. Ces alluvions sont constituées par des galets, graviers et sables peu altérés. Les éléments calcaires sont absents. Les sols sont peu différenciés, généralement de type sol brun avec localement des caractères liés à l'hydromorphie (gley de profondeur et tâches rouille).

✖ OCCUPATION DU SOL AUTOUR ET DANS LE PERIMETRE DU PROJET

Le projet se situe en pleine **zone urbaine du centre-ville**. **Le tissu urbain est continu**. Ce quartier s'est principalement urbanisé au XIX^{ème} siècle pendant lequel la ville de Tarbes a vu fleurir un bâti riche. Les compositions des façades, les gabarits des demeures, les matériaux de construction se sont diversifiés, modifiant le paysage urbain de la ville. L'organisation des façades reprend les principes des époques précédentes. Elles s'élèvent sur de plus grandes hauteurs (R+3 voire R+4). De nombreux ornements faits de briques viennent enrichir les constructions.

Occupation du sol autour et dans le périmètre du projet



Périmètre du projet

Le bâtiment existant est l'**ancienne Ecole Normale** et date de la fin du XIX^{ème} siècle. La composition est en H, avec un corps central en R+2 et des bâtiments latéraux en RDC et R+1. Les bâtiments sont actuellement partiellement occupés par du stockage d'archives. Par ailleurs, l'aile Nord-ouest héberge les Prud'hommes (salle d'audience et quelques bureaux, représentant environ 500 m²). L'ensemble des bâtiments souffre d'un manque d'entretien non seulement intérieur mais également du clos/couvert.



Ancienne Ecole Normale - façade rue Eugène Ténor



Ancienne Ecole Normale - façade rue Georges Magnoac

✕ **LE MILIEU NATUREL ET LA BIODIVERSITE**

• **Flore**

Le secteur est entièrement **anthropisé**. Le sol est majoritairement minéralisé. Quelques bandes engazonnées et plantées de haies décoratives subsistent autour des bâtiments. Des arbres d'ornement sont encore présents au niveau de l'esplanade côté rue Eugène Ténor et sur le parking existant côté rue Georges Magnoac.



Aucune espèce végétale protégée n'a été identifiée dans le périmètre du site.

- **Faune**

Le secteur de projet accueille une faune plutôt ubiquiste et peu diversifiée. Les haies peuvent constituer une zone de refuge et d'hivernage pour les reptiles et les amphibiens, une zone de nidification pour certaines espèces d'oiseaux communes et une zone de nourriture pour les insectes.

Aucune espèce animale protégée n'a été identifiée dans le périmètre du site.

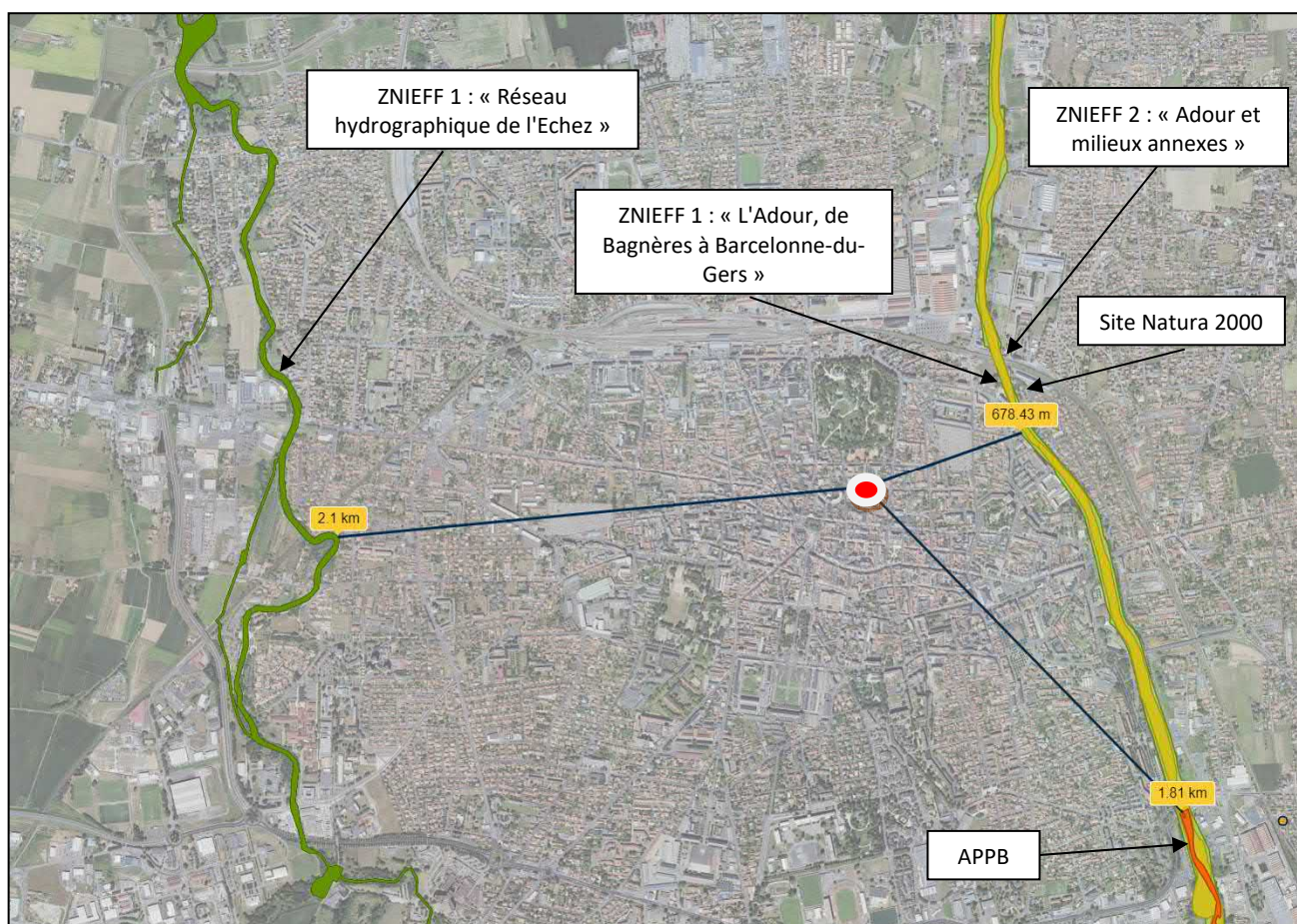
- **Zonages de protection et d'inventaire**

Aucun zonage de protection ou d'inventaire n'est présent dans le secteur de projet. Les zonages les plus proches sont situés à plus de 650 mètres à l'Est et concernent essentiellement l'Adour. Le site se situe à environ :

- ↖ à 1,8 Km au Nord-ouest de l'**Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APPB)** dénommé « Adour de Lesponne, de l'Arize, du Tourmalet, du Garet, de Payolle, de Gripp, Adour jusqu'à Tarbes (pont de l'Alsthom), ruisseau de Rimoula et affluents, Gaoube, Artigou, Oussouet, Gaill »
- ↖ à 678 m du **site Natura 2000 « Vallée de l'Adour »**
- ↖ à 678 m de la **ZNIEFF de type I « L'Adour, de Bagnères à Barcelonne-du-Gers »**
- ↖ à 678 m de la **ZNIEFF de type II « Adour et milieux annexes »**
- ↖ à 2,1 km de la **ZNIEFF de type I « Réseau hydrographique de l'Echez »**

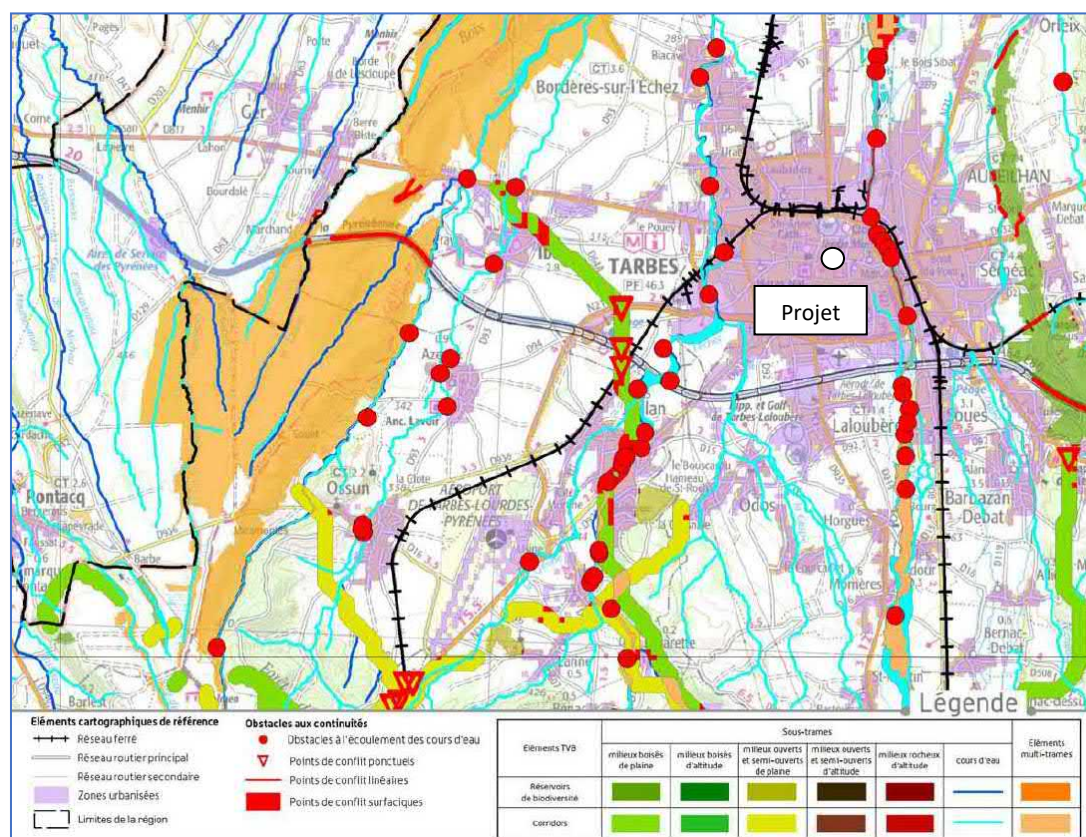
L'ensemble de ces zonages ont été décrits dans la partie 5 de ce rapport.

Localisation du projet par rapport aux zonages de protection ou d'inventaire



- **Trame verte et bleue**

Le secteur de projet se situe à plus de 670 m de l'Adour et 2,1 km de l'Echez, identifiés dans le SRCE comme des corridors écologiques surfaciques majeurs de la trame bleue.



- **Synthèse des sensibilités du site pour la biodiversité et les milieux naturels**

	Nom commun	Commentaires	Enjeux	Sensibilités
Habitat	Pelouse	Intérêt limité	Très faible	Très faible
	Haie arbustive Arbres isolés	Intérêt limité	Très faible	Très faible
Flore	Espèces végétales ubiquistes et anthropophiles	Aucune espèce végétale protégée	Nul	Nul
Reptiles	Lézard des murailles	Reproduction probable Espèce commune et anthropophile	Faible	Faible
Amphibiens	-	-	Nul	Nul
Mammifères	Hérissons et écureuils	Espèces communes et anthropophiles	Faible	Faible
Oiseaux	Espèces communes	Période de nidification	Faible	Faible
Insectes	-	-	Nul	Nul

✖ **RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES**

Aucun risque naturel n'est susceptible d'impacter le projet.

Le site d'implantation du projet n'est pas référencé dans la base de données des sites pollués ou potentiellement pollués BASOL.

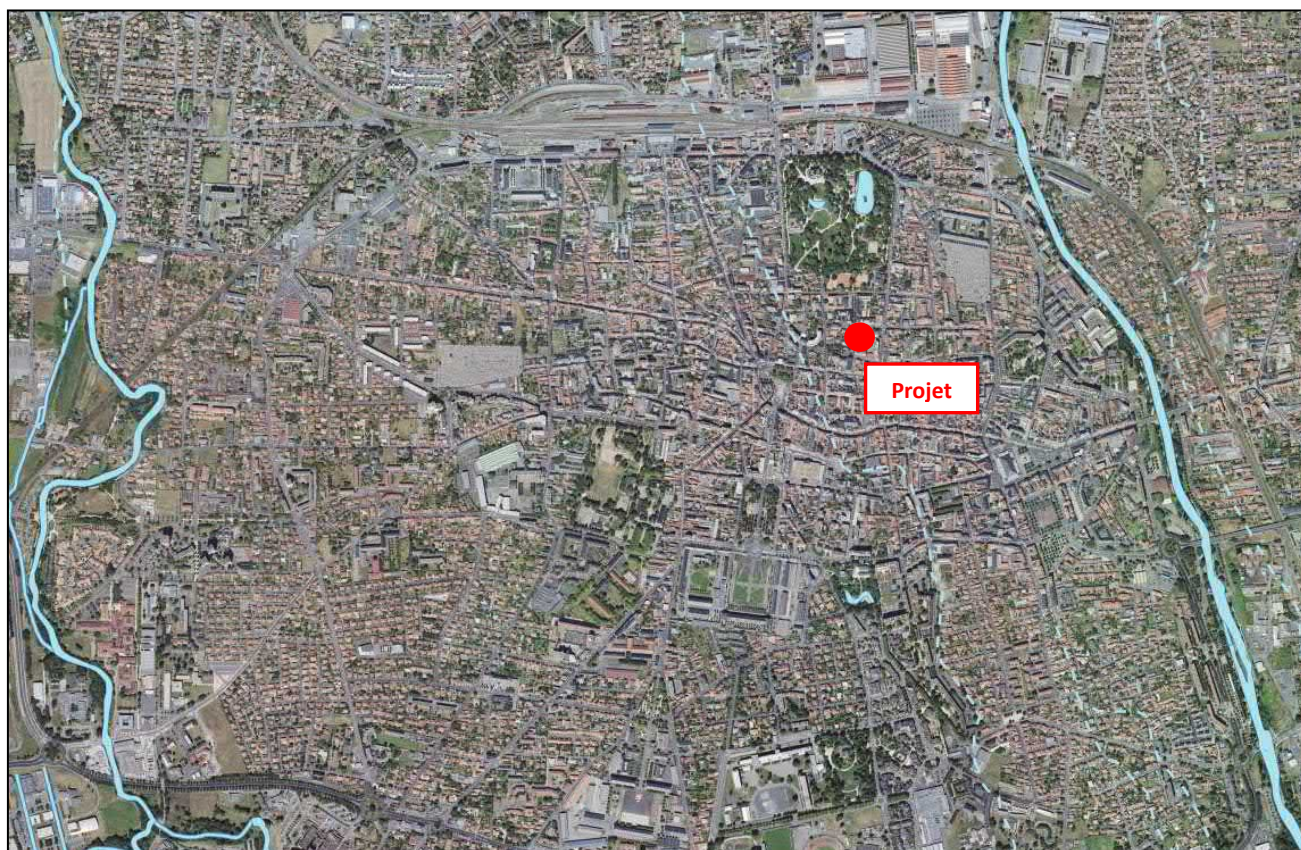
Aucune canalisation de gaz ne passe à proximité du projet.

✖ **RESSOURCES EN EAU**

Le secteur du projet n'est traversé ni par un cours d'eau ni par un fossé.

L'Adour se situe à environ 670 m à l'Est du site d'implantation du projet. Les autres plans d'eau les plus proches sont situés à 2,1 km à l'Ouest du site.

L'inventaire IGN du réseau hydrographique fait apparaître un cours d'eau busé traversant la ville dans un axe Nord-sud ses situant à 150 m à l'Ouest du projet.



Réseau hydrographique aux abords du secteur de projet (source : Géoportail)

Le site d'implantation du projet n'est pas concerné par des périmètres de protection de captage d'eau potable.

✖ **NUISANCES SONORES**

La rue Eugène Ténot et la rue Georges Magnoac ne sont pas répertoriées dans le « classement sonore des infrastructures de transports terrestres des Hautes-Pyrénées ». Toutefois, des nuisances sonores peuvent être engendrées par le trafic routier.

✕ **BILAN DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX DU SITE**

Thématiques environnementales	Enjeux relevés	Sensibilités
Milieu Physique		
Topographie	L'environnement du site ne présente pas de relief particulier.	Nul
Conditions climatiques	Pas de particularités de températures ou de précipitations.	Nul
Géologie	Le site projet se trouve en zone Alluvions de la plaine de Tarbes.	Nul
Sismologie	Zone de sismicité en exposition moyenne.	Nul
Hydrologie Hydrographie	Le site n'est pas implanté au sein de périmètres de protection de captages pour l'alimentation en eau potable. Le réseau hydrographique le plus proche (Adour) se situe à plus de 670 m.	Nul
Schémas de gestion des eaux	L'établissement est implanté dans le bassin Adour-Garonne au sein du périmètre du SDAGE Adour Garonne et du SAGE Adour amont.	Nul
Air	La parcelle du site est en zone urbaine. La pollution de l'air sera principalement due au trafic routier.	Très faible
Acoustique	Les principales sources sonores au voisinage du site sont les voies de circulation situées à proximité du site.	Très faible
Milieu Naturel		
Faune Flore	Aucune espèce végétale protégée n'a été recensée sur le terrain du projet. Présence d'arbres d'ornement et de haies. Espèces communes et anthropophiles. Diversité faunistique et floristique observée faible.	Faible
Zones protégées	Le site n'est pas implanté au sein d'une zone protégée (NATURA 2000, ZNIEFF, zone humide etc.).	Nul
Patrimoine historique et paysager		
Paysage	Paysage urbain et patrimonial du centre-ville de Tarbes.	Faible
Pollution de sol	Le site d'implantation du projet ne fait pas parti des sites référencés dans la base BASOL, aucune pollution n'est référencée sur le terrain.	Nul
Environnement humain		
Influence de l'Homme sur le milieu	Milieu entièrement anthropisé.	Nul
Urbanisme et Servitudes	Le projet se trouve en zone UA du Plan Local d'Urbanisme. Cette zone mixte est destinée à accueillir de l'habitat, des activités et des équipements publics.	Nul
Risques naturels et technologiques		
PPRI et PPRT	Le projet ne se situe pas dans les périmètres du PPRI et du PPRT.	Nul

5.3. EVOLUTION PROBABLE DE L'ENVIRONNEMENT DU SITE EN L'ABSENCE DE PROJET

Le secteur du projet se situant dans une zone urbaine très dense, en l'absence de projet, l'évolution du site serait alors similaire. Le milieu resterait anthropisé et urbain.

5.4. DESCRIPTION DU PROJET

Le nouveau projet des Archives Départementales des Hautes-Pyrénées est envisagé sur les parcelles AW n°382 et 33, propriétés du Département des Hautes-Pyrénées.



Extrait cadastral

✕ LA DESCRIPTION DU SITE

Le terrain :

Le terrain, d'une **superficie de 5 418 m²** ainsi que la parcelle située rue André Fourcade pour **320 m²**, sont propriétés du Département des Hautes-Pyrénées.

Ce site est accessible par la rue Eugène Ténor, par la rue André Fourcade et par la rue Georges Magnoac (par la parcelle AW 382, propriété de l'inspection d'Académie).

L'environnement urbain immédiat est dense, avec des bâtiments allant de R+1 (pavillons) à R+5 (Inspection d'Académie).

Les bâtiments existants :

Siège de l'ancienne Ecole Normale, les bâtiments existants sur le site datent de la fin du 19^{ème} siècle. La composition est en H, avec un corps central en R+2 et des bâtiments latéraux en RDC et R+1. Les bâtiments

sont actuellement partiellement occupés par du stockage d'archives. Par ailleurs, l'aile Nord-ouest héberge les Prud'hommes (salle d'audience et quelques bureaux, représentant environ 500 m²).

L'ensemble des bâtiments souffre d'un manque d'entretien non seulement intérieur mais également du clos/couvert. Des travaux de réfection de toiture et des travaux électriques sont notamment à prévoir à court terme.

Analyse et diagnostic de l'Architecte des Bâtiments de France (courrier du 8 janvier 2019)

« L'Ecole Normale des filles a été ouverte le 1^{er} octobre 1883 afin de répondre aux exigences de la loi Paul Bert de 1879 qui imposait une Ecole Normale par département. Cette école fut réalisée en partenariat avec le département du Gers qui paya sa part de la construction mais aussi de son fonctionnement.

L'architecte Larrieu a réalisé un bâtiment dans un pur style « Beaux-Arts » XIX^{ème} siècle. Le plan se compose d'un corps central flanqué de deux ailes symétriques sur deux étages et de quatre pavillons en rez-de-chaussée, positionnés sur les quatre angles extérieurs.

Salles de cours sur le corps principal et dortoirs en étages, les pavillons servent de logement pour la directrice, de préaux et de cuisines.

Les façades sont composées avec la même symétrie. Les éléments de décors très sobres se résument aux encadrements des ouvertures par des pierres de Lourdes. Les trois ouvertures du corps central sont cintrées. Le tout est coiffé d'une belle couverture en ardoise qui apporte élégance et sobriété à l'ensemble.

Cet édifice présente une belle qualité architecturale, sans pour autant pouvoir prétendre à un classement au titre des Monuments Historiques. La commune a cependant souhaité reconnaître la qualité architecturale et historique de ce bien dans son Plan Local d'Urbanisme de 2014 en l'inscrivant comme Elément de Paysage à Préserver (réserve 10) ».

L'impossibilité de conserver les pavillons latéraux

Les pavillons latéraux sont difficilement réutilisables sans engager d'énormes dépenses pour des espaces réduits en surface et peu fonctionnels. En effet, ils sont vétustes et en mauvais état : toiture défectueuse avec de nombreuses fuites, charpente et couverture à refaire, structure à revoir...

De plus, les planchers bois existants ne peuvent pas supporter trop de surcharge et la faible hauteur des bâtiments (R+1 / R+2) limite la surface exploitable. La complexité des volumes en deux parties distinctes rend les bâtiments difficiles en réutilisation.

Avis de l'Architecte des Bâtiments de France (courrier du 8 janvier 2019)

« Le projet d'installer les archives départementales dans le bâtiments de l'ancienne Ecole Normale présente un certain nombre de points positifs :

- ✎ Conserver cet édifice historique comme un lieu de mémoire auquel les Tarbais sont attachés.*
- ✎ Une nouvelle affectation qui permettra la restauration de ces bâtiments historiques et leur pérennisation comme architecture remarquable.*
- ✎ La vocation culturelle et pédagogique du bâtiment d'origine est maintenue. Les archives sont en adéquation avec l'esprit du bâtiment.*
- ✎ L'installation des archives départementales au centre de la ville de Tarbes contribue à redonner une attractivité et une vitrine culturelle au cœur de la ville de Tarbes.*

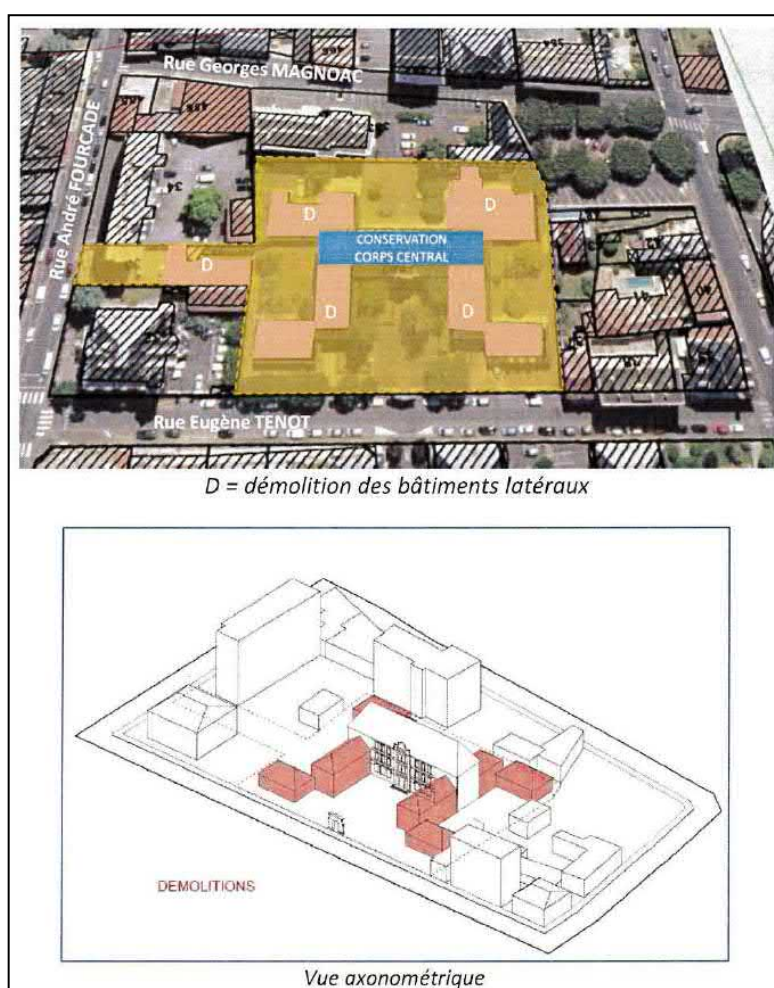
Cependant quelques ajustements vont être nécessaires pour permettre de trouver suffisamment de place pour répondre aux exigences du programme. Plusieurs arguments convergent vers l'inévitable démolition des deux ailes latérales et des pavillons :

- ⚡ *La vétusté des bâtiments aux toitures défectueuses et aux planchers bois ne pouvant résister aux surcharges.*
- ⚡ *La faible hauteur des pavillons R+1, R+2 et le peu de surface exploitable.*
- ⚡ *La complexité des volumes fractionnés en deux parties distinctes.*

Pour toutes ces raisons, les deux bâtiments latéraux sont difficilement réutilisables car trop coûteux en restauration. Ils présentent des espaces réduits et peu fonctionnels. La démolition-reconstruction des deux bâtiments latéraux est nécessaire pour pouvoir réaliser cette opération ».

✕ **LE PROJET D'AMENAGEMENT DES ARCHIVES DEPARTEMENTALES**

Il est envisagé de démolir tous les bâtiments latéraux et de ne conserver que le corps central. L'implantation de bâtiments neufs autour du corps central existant permettra de mettre en valeur ce patrimoine et d'en constituer un lieu public.



Des bâtiments neufs pourraient être implantés depuis l'alignement de la rue Ténôt jusqu'en fond de parcelle, respectant le bâtiment existant par une hauteur en-dessous des gabarits autorisés.

L'implantation en H, d'origine, serait maintenue avec une esplanade ouverte au public sur la rue Eugène Ténôt. L'ensemble du programme des Archives Départementales se déploierait sur le site avec une occupation en réhabilitation du corps central et en neuf dans des bâtiments latéraux pouvant représenter jusqu'à 2 100 m² de surface au sol (prévisions).

Le corps central pourrait être dédié aux locaux «nobles», notamment salle de lecture, salle d'exposition, permettant également d'avoir un usage pour le public en dehors des heures d'ouverture du service des archives.

Quant aux magasins, ils seraient impérativement situés dans les parties neuves car les contraintes de construction de ce type de locaux ne sont pas compatibles avec la réhabilitation de l'existant.

La parcelle pourra accueillir à la fois du stationnement dédié au personnel et du stationnement public, ainsi que les accès techniques pour les versements d'archives.

L'actuel parvis deviendra un espace public et permettra de conserver le recul vis-à-vis de la rue Eugène Ténot pour la mise en valeur de la façade du bâtiment conservé.



Le projet :

- ✧ Le corps central, témoin historique de l'ancienne École Normale de Filles, sera conservé.
- ✧ Les deux ailes latérales seront reconstruites pour accueillir l'ensemble du programme de conservation des archives. Un bâtiment neuf sera plus à même de répondre à l'exigence du stockage des archives dans des silos pré-dimensionnés.
- ✧ Le traitement des bâtiments neufs reprendra la continuité de la toiture en ardoise du corps central – même matériaux ardoise - même hauteur de faitage - même hauteur d'égout. Si pour des raisons d'architecture, la toiture en ardoise n'est pas maintenue, la hauteur des bâtiments neufs ne devra pas dépasser la hauteur de la ligne d'égout du bâtiment central.
- ✧ Une architecture de qualité sera proposée en cohérence avec le bâtiment existant et apte à s'insérer dans le cœur de ville de Tarbes.
- ✧ Le parti architectural pourra être classique ou contemporain.
- ✧ Le parvis central servant d'accueil deviendra une placette urbaine valorisée par la qualité des façades qui l'entourent. Le traitement de cet espace méritera une grande attention et des matériaux de qualité. Cet espace sera volontairement minéral afin de donner une monumentalité à l'édifice renforcée par le maintien du portail cintré conservé le long de la rue Eugène Ténot.

5.5. ANALYSE DE LA COHERENCE AVEC LES DOCUMENTS CADRES

Conformément à la réglementation, le projet doit être compatible avec :

- ✚ Les dispositions du **Plan Local d'Urbanisme (PLU)** de la commune, approuvé 17 février 2014
- ✚ Le **Schéma de COhérence Territoriale (SCoT)** de Tarbes-Ossun-Lourdes
- ✚ Le **Programme Local de l'Habitat (PLH)** de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées approuvé le 17 mai 2013
- ✚ Le **Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)** Adour-Garonne 2016-2021

Il doit en outre être conforme au **Plan d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés des Hautes-Pyrénées** approuvé en 2010 ainsi qu'aux **Plans de Prévention des Risques naturels et technologiques**.

✚ ANALYSE DE LA COMPATIBILITE AVEC LE PLU

Compatibilité avec les orientations du PADD

Les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables se déclinent selon quatre principes directeurs :

- ✚ Tarbes, une ville attractive : affirmer la place de la ville dans le développement régional
- ✚ Tarbes, une ville proche du citoyen : maintenir la cohésion urbaine
- ✚ Tarbes, une ville accueillante : préserver l'environnement et le cadre de vie
- ✚ Tarbes, une ville mobile : améliorer le fonctionnement urbain et les déplacements

Une des orientations du PADD est de **valoriser l'identité paysagère et patrimoniale** du territoire en :

- ✚ Préservant l'identité urbaine, architecturale et paysagère de la ville et notamment le centre ancien
- ✚ Valorisant le patrimoine industriel, militaire et urbain.
- ✚ Préservant les caractéristiques du tissu urbain lorsqu'elles constituent un élément du patrimoine (implantation et hauteur de bâti, découpage parcellaire...)

Le projet des Archives Départementales prévoit la mise en valeur du corps central de l'ancienne Ecole Normale, ce qui est compatible avec les orientations du PADD.

Conformité avec les pièces graphiques et écrites du règlement

Le projet des archives départementales, situé au 6 rue Eugène Ténor, est classé en **zone UA** du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 17 février 2014. La **zone UA** est constituée du centre-ville historique correspondant au bourg ancien et aux extensions qui ont eu lieu au XIX^{ème} siècle. Immédiatement constructible, de forte densité où le bâti ancien est dominant et dans laquelle les constructions sont à édifier dans le respect de l'alignement des voies publiques et en ordre continu ou semi continu par rapport aux limites séparatives de propriété. Cette zone comprend les périmètres de protection des Monuments historiques, portés au plan des Servitudes d'Utilités Publiques. Elle possède un caractère multifonctionnel (habitat, commerce, artisanat, bureaux, services, équipements collectifs...) qu'il y a lieu de préserver.

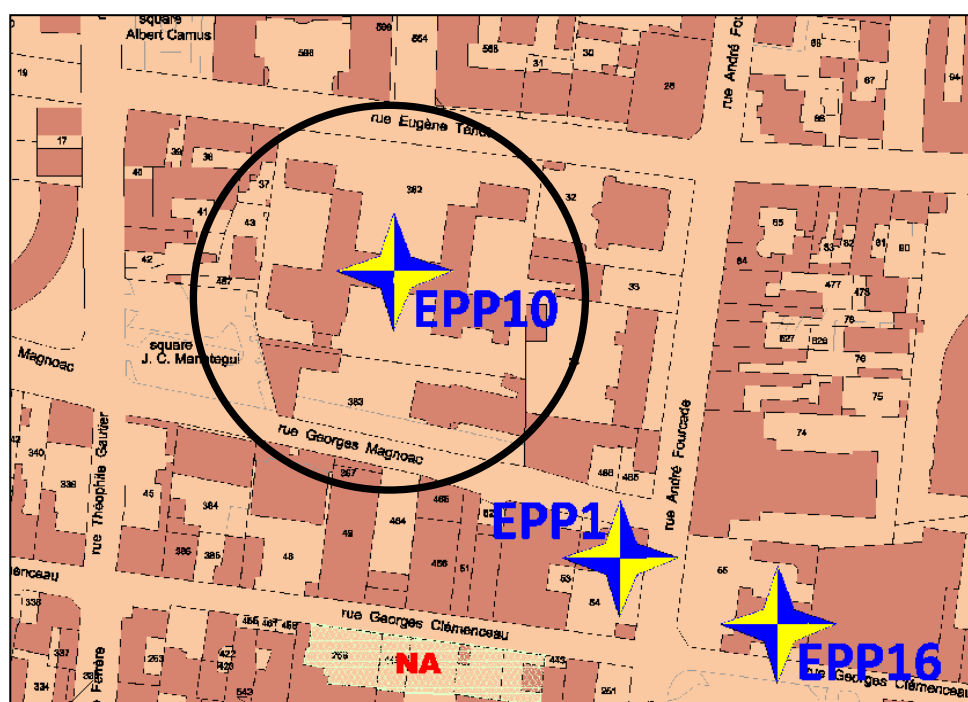
Le bâtiment faisant l'objet du projet des Archives Départementales bénéficie dans le Plan Local d'Urbanisme en vigueur d'une protection édictée au titre de l'article L.123-1 du Code de l'Urbanisme (L.151-19 dans la version actuelle). Celle-ci interdit toute démolition. Comme nous l'avons vu précédemment, et en accord avec l'Architecte des Bâtiments de France, il n'est pas envisageable de conserver tous les bâtiments en l'état.

Afin de permettre la réalisation du projet des archives départementales au niveau du 6 rue Eugène Ténot à Tarbes, il convient donc de **supprimer l'Elément Paysager à Protéger n°10** sur les **pièces graphiques du règlement** et dans les **annexes des pièces écrites du règlement**, tout en tenant compte des exigences architecturales fixées par l'Architecte des Bâtiments de France.

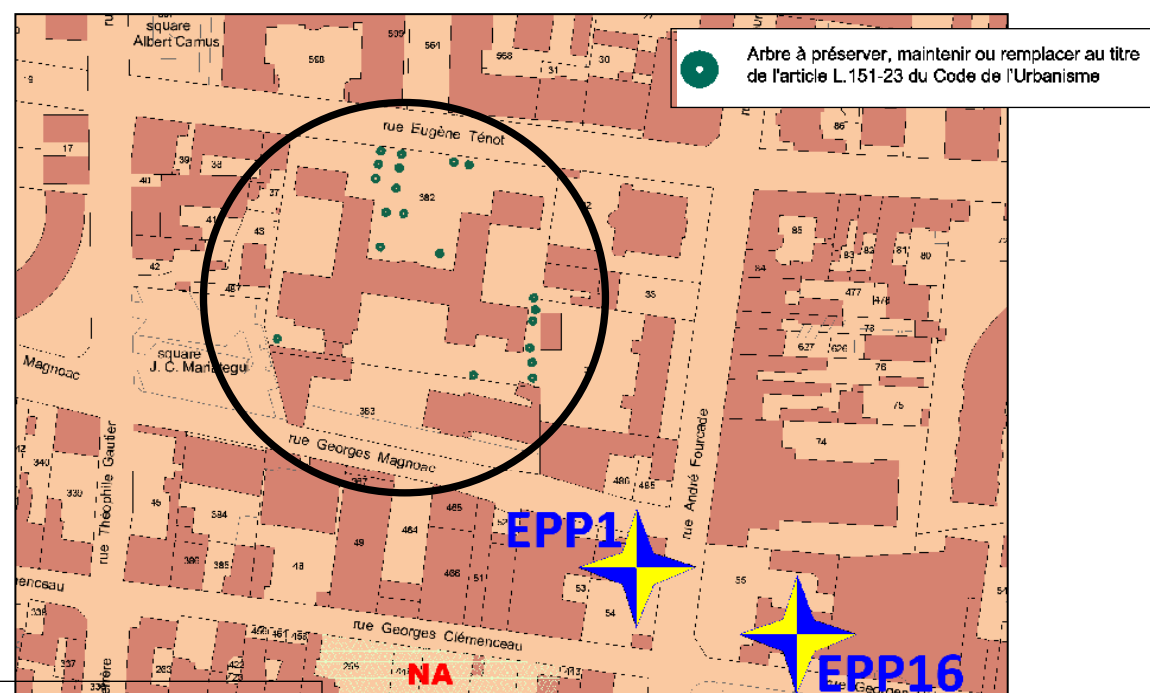
- **Modification des pièces graphiques du règlement**

Le symbole repérant l'Elément Paysager à Protéger n°10, situé en zone UA, est supprimé sur les pièces graphiques du règlement. Des symboles identifiant les arbres à préserver, maintenir ou remplacer au titre de l'article L-151-23 du Code de l'Urbanisme sont ajoutés.

➔ **Les pièces graphiques avant la révision « allégée »**



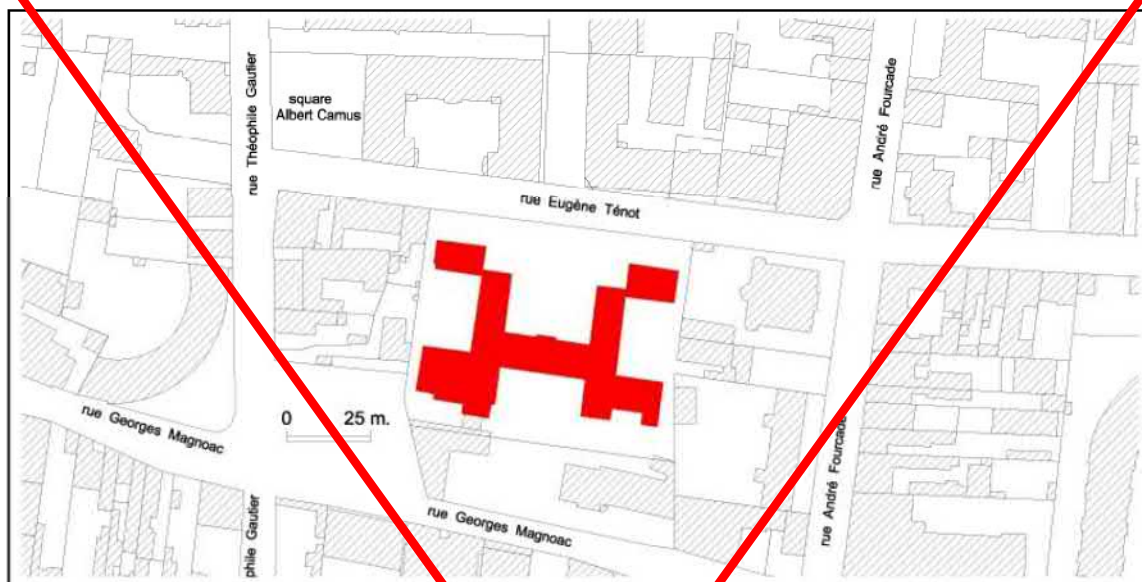
➔ **Les pièces graphiques après la révision « allégée »**



- **Modification des pièces écrites du règlement**

Dans l'annexe des pièces écrites du règlement intitulée « Eléments Paysagers à Protéger au titre de l'article L.123-1-5 7° du Code de l'Urbanisme » (L.151-19 dans la version actuelle), la fiche n°10 concernant le 6 rue Eugène Ténot est supprimée.

EPP10 : 6 Rue Eugène Ténot / AW 382



PRESCRIPTIONS :

- Pas de démolitions des bâtiments.
- Les transformations et extensions devront prendre en compte et être en cohérence avec l'architecture du bâtiment préservé.

✖ **ANALYSE DE LA COMPATIBILITE AVEC LE SCOT**

Absence de SCoT.

✖ **ANALYSE DE LA COMPATIBILITE AVEC LE PLH**

Le PLH a vocation à décliner et à préciser les priorités en matière de développement de l'offre d'habitat (neuf / réhabilitation / quantitatif / qualitatif) en tenant compte des nouvelles données du contexte (institutionnel / financier / réglementaire) et du diagnostic du PLH.

Le projet concernant un équipement public est donc compatible avec le PLH.

✖ **ANALYSE DE LA COMPATIBILITE AVEC LE SDAGE**

Trois orientations du SDAGE concernent le projet :

- ↳ Orientation D : Préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques,
- ↳ Orientation B : Réduire les pollutions,
- ↳ Orientation C : Améliorer la gestion quantitative.

Le projet prend bien en compte les dispositions de ces trois orientations susceptibles de le concerner. En effet, afin d'éviter tout impact sur les milieux aquatiques, les eaux pluviales de voiries et de toiture seront collectées dans le réseau public.

Par ailleurs, il n'y a pas de rejets d'eaux industrielles sur le site.

Concernant la gestion quantitative de la ressource, aucune consommation excessive n'est prévue ; l'eau sera principalement utilisée pour des besoins sanitaires.

La suppression de l'Elément Paysager à Protéger n°10 et le projet des archives départementales sont compatibles avec les orientations du SDAGE Adour Garonne, leur localisation et l'absence de modification de l'affectation initiale du sol de ces parcelles ne provoqueront pas de pollutions de nature à altérer la qualité des eaux.

✖ **ANALYSE DE LA CONFORMITE AVEC LE PLAN D'ELIMINATION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES DES HAUTES-PYRENEES**

Le projet est conforme aux orientations du PDEDMA. Le Conseil Départemental apportera une attention particulière au tri et à la valorisation des déchets. Il est notamment prévu d'identifier et de collecter chaque type de déchets émis dans des conteneurs spécifiques pour ensuite suivre la filière de valorisation adaptée à sa nature.

5.6. DESCRIPTION DES SOLUTIONS DE SUBSTITUTION RAISONNABLES ET JUSTIFICATION DES CHOIX REALISES

✖ **JUSTIFICATION DE LA LOCALISATION DU PROJET**

Afin d'accueillir les Archives Départementales, quinze sites ont été étudiés sur l'agglomération de Tarbes dont trois à l'Arsenal. Pour des raisons techniques, plusieurs sites n'ont pas été retenus. Deux sites étaient en compétition lorsque la décision a été prise : La Tuilerie Oustau à Aureilhan et le 6 rue Eugène Ténot à Tarbes.

Le site du 6 rue Eugène Ténot a été retenu pour plusieurs raisons :

- ↳ Le terrain appartient déjà au Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées.

- ✎ La nouvelle vocation du site permettra de préserver de façon pérenne une partie de cet édifice historique.
- ✎ L'installation des Archives Départementales au centre-ville de Tarbes contribuera à redonner une attractivité et une vitrine culturelle au cœur de la ville de Tarbes.

✖ JUSTIFICATION DE LA PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT AU COURS DE LA CONCEPTION DU PROJET

L'état initial de l'environnement identifie aucun enjeu notable à prendre en compte dans la réalisation du projet.

Le secteur de projet ne comprend pas d'autre sensibilité notable (risques naturels et technologiques, servitudes, sols pollués, périmètres de protection de captage, sensibilité paysagères...).

La réhabilitation de ce site évitera de consommer des espaces agricoles et naturels.

5.7. ANALYSE DES INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

L'analyse des incidences du projet a pour objectif de mettre en évidence ses impacts positifs et négatifs sur l'ensemble des thématiques environnementales étudiées dans l'état initial de l'environnement. Il s'agit en particulier d'identifier et de caractériser les incidences négatives notables prévisibles du projet pour pouvoir proposer en amont des mesures permettant de supprimer ou de réduire ces incidences. Si les mesures d'évitement et de réduction proposées s'avèrent insuffisantes, des mesures de compensation peuvent être envisagées au cas par cas.

Les incidences de la phase chantier et de la phase d'exploitation du projet ont été analysées séparément puisqu'elles sont caractérisées par des temporalités et des sources bien distinctes.

Les incidences de la phase chantier sont généralement temporaires ; leurs effets disparaissent une fois les travaux terminés, tandis que les incidences de la phase d'exploitation sont liées à l'usage qui est fait des bâtiments construits et perdurent sur le long terme, aussi longtemps que l'activité se poursuit.

✖ INCIDENCES PREVISIBLES NOTABLES DU PROJET EN PHASE CHANTIER

Les incidences en phase chantier sont liées à la vie du chantier : transport des matériaux nécessaires à la construction des bâtiments, création des accès et circulation des engins de chantier, production de déchets dont des chutes ou résidus de matériaux de construction, alimentation du chantier en eau et en énergie, nuisances sonores et olfactives, etc.

Le chantier du projet se voudra respectueux de l'environnement et aura pour objectif de :

- ✎ limiter les risques et les nuisances causés aux riverains du chantier
- ✎ limiter les risques sur la santé des ouvriers
- ✎ limiter les pollutions de proximité lors du chantier
- ✎ limiter la quantité de déchets de chantier mis en décharge

En outre, les enjeux relevés en termes de biodiversité sur le site sont très faibles. L'essentiel du terrain concerné par le périmètre de l'opération est minéralisé et présente très peu de sensibilité écologique. En effet, la flore observée au sein de l'aire d'étude est commune et sans réelle valeur patrimoniale.

Le secteur de projet ne comprend aucun zonage de protection ou d'inventaire. Les périmètres les plus proches se situent à environ 670 mètres au sud. Le chantier n'aura donc aucun impact direct significatif sur ces espaces. Aucune mesure n'est donc requise.

Cependant, malgré la très faible sensibilité de la zone, des impacts sont quand même à attendre sur plusieurs compartiments de l'environnement. Ils sont synthétisés dans le tableau suivant.

Synthèse des incidences du projet en phase chantier et mesures d'évitement-réduction envisagées

Thématique environnementale	Incidences prévisibles notables	Mesures prévues
Paysage	Présence d'équipements de grandes hauteurs sur le site (grues), circulation de véhicules de chantier, déplacement (au sein du site) de terres	Réduction de la durée du chantier au strict nécessaire (environ 11 mois) Utilisation de véhicules et équipements en bon état.
Qualité de l'air	Emission de gaz d'échappement (gaz à effet de serre et polluants atmosphériques) par les véhicules du personnel du chantier et les engins Emission de poussières soulevées par le passage des engins sur le chantier ou dégagées par certains travaux spécifiques	Limitation de la vitesse de circulation et arrêt des moteurs lorsque leur fonctionnement n'est pas nécessaire Mise en place de précautions particulières pour limiter l'envol des poussières sur le chantier Mise en place d'un système de lavage de roue sur le site durant les phases de terrassements et d'un système de récupération des laitances de béton issues des différents coulages (gros œuvre / dallage)
Ressource en eau	Consommation d'eau sur le chantier Risque de pollution des eaux par les engins de chantier et les produits liquides utilisés sur le chantier (huiles de décoffrage...) Pollution par les eaux de ruissellement pluvial chargées en polluants (hydrocarbures, métaux lourds...) Production d'eau usée liée à la vie du chantier (sanitaires, nettoyage des engins...)	Les installations de chantier nécessaires au personnel seront installées dès le démarrage et les réseaux seront raccordés (eaux usées, électricité) Stockage des huiles utilisées pour le décoffrage ou pour les engins de chantier dans des espaces protégés et fermés Remplissage des véhicules limité à la phase de terrassement et assuré par un prestataire extérieur. Une zone étanche sera prévue sur le chantier pour le remplissage Utilisation de moyens de levage thermiques ou électriques pour les travaux en hauteur Création d'une plateforme en matériaux granulaires pour les bungalows et pour le stationnement des véhicules.
Nuisances sonores et vibrations	Bruit et vibrations liés aux véhicules de chantier	Travaux en journée Limitation du nombre de véhicules nécessaires
Déchets	Production de déchets ménagers par les équipes de chantier	Mise en place d'un tri sélectif des déchets de chantiers (essentiellement palettes / cartons / aciers) avec un prestataire extérieur permettant de valoriser l'ensemble des déchets évacués
Milieux naturels - faune / flore	Impact sur les haies arbustives et les arbres d'ornement	Maintien si possible de la végétation en place Végétalisation du projet Travaux hors périodes de nidification et de reproduction

✱ **INCIDENCES PREVISIBLES NOTABLES DU PROJET EN PHASE D'EXPLOITATION**

Les incidences de la phase d'exploitation sont liées au fonctionnement et à l'usage des bâtiments : chauffage / climatisation, stockage de produits chimiques, allées et venues du personnel, des prestataires de service et des clients (véhicules de livraison et d'expédition, véhicules personnels, véhicules spécialisés pour l'enlèvement des déchets...), production de déchets et d'eaux usées, etc.

Les incidences notables prévisibles de la phase d'exploitation du projet sont synthétisées dans le tableau suivant.

Synthèse des incidences notables du projet sur l'environnement lors de la phase d'exploitation et principales mesures d'évitement-réduction envisagées

Thématique environnementale	Incidences prévisibles notables	Mesures prévues
Paysage	Les dimensions du bâtiment seront susceptibles de modifier le paysage urbain. Toutefois, le projet s'insère dans son environnement	Projet d'architecture pour intégrer au mieux le projet dans son environnement Aménagement paysagé des voies d'accès et des espaces publics
Qualité de l'air	Rejets atmosphériques liés aux gaz d'échappement des véhicules circulant sur le site et à l'envol de matériaux légers	Mise à l'arrêt des camions pendant les périodes de chargement / déchargement . Ventilation des bâtiments
Ressource en eau	Consommation d'eau potable pour les besoins sanitaires en provenance du réseau d'adduction d'eau Production d'eaux usées (eau sanitaire et eaux de nettoyage des sols de l'entreprise) Ruissellement d'eaux polluées (eaux de ruissellement des voiries et des parkings susceptibles d'être chargées en matières en suspension, hydrocarbures, déchets divers)	Rejet des eaux usées du site dans le réseau d'assainissement public Collecte des eaux de toiture et des eaux de ruissellement des voiries dans le réseau collectif
Déchets	Déchets d'emballage (cartons, papiers, bois des palettes) Déchets non dangereux provenant des bureaux et de l'entretien des bâtiments	Tri sélectif des déchets
Climat (émissions de gaz à effet de serre)	Déplacement des véhicules Consommation d'énergie pour le fonctionnement des infrastructures (chauffage, production d'électricité...) Trajets domicile/travail des salariés Utilisation de fluides frigorigènes dans les climatisations des bureaux le cas échéant	Mise en place d'éclairages LED dans les bureaux et le bâtiment logistique Mesures similaires à celles prévues pour réduire les rejets atmosphériques (entretien des appareils de combustion, contrôle d'étanchéité des climatisations...) Bureaux et locaux sociaux chauffés à 20°C en hiver et isolés thermiquement Isolation des toitures et des façades Mise en place de dispositifs permettant de moduler l'intensité de l'éclairage selon la luminosité extérieure

En complément, il est à noter que :

- Les impacts sur la géologie et la topographie seront directs et permanents. Ils sont cependant jugés négligeables vis-à-vis de la géologie et la topographie initiale du site.
- En exploitation normale, le site ne générera pas d'écoulements ou de rejets pouvant être à l'origine de pollution de sol.

Qualité de l'air :

- Les activités exercées dans le bâtiment ne seront pas à l'origine de dégagement de fumées ni de poussières ou d'odeurs
- Il n'y aura pas de brûlage de déchets sur le site

Ressource en eau :

- Aucun prélèvement dans les eaux souterraines ne sera réalisé par l'exploitant.
- Il n'y aura pas d'eaux industrielles sur le site.

Nuisances sonores et lumineuses :

- Le site ne fait pas usage d'équipements bruyants de type sirènes, mégaphones... à l'exception des alertes de sécurité (alarme incendie, anti-intrusion...).
- Certaines zones pourront être équipées de détecteur de mouvement pour asservir l'éclairage au passage des employés.
- L'exploitation de ces bâtiments n'engendrera pas de nuisances pouvant avoir des effets sur la santé.

Milieus naturels et biodiversité :

- Les principaux impacts sont liés aux impacts permanents causés pendant la phase chantier (éventuelles destruction des haies et de certains arbres). Il y a peu d'impacts supplémentaires prévisibles spécifiquement liés à la phase d'exploitation du projet.

Nom commun	Enjeux initiaux	Commentaires	Niveau d'impact du projet
Pelouse	Très faible	Pas d'intérêt floristique particulier ⇒ Eventuelle destruction de cette formation	Très faible
Haie arbustive	Très faible	Pas d'intérêt floristique particulier ⇒ Eventuelle destruction de cette formation	Très faible
Arbres	Faible	Périodes de nidification et de reproduction Nouvelles plantations prévues par le projet	Faible

* CONCLUSION SUR LES IMPACTS DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA BIODIVERSITE

Le projet ne va pas avoir d'impact sensible sur les milieux naturels du secteur. En effet, les milieux impactés par l'aménagement du projet sont communs et sans sensibilité écologique particulière. Concernant la faune locale, les impacts seront essentiellement liés à la phase de chantier qui impliquera une destruction potentielle d'individus et d'habitats de reproduction pour certains reptiles et insectes.

5.8. ANALYSE DES INCIDENCES DU PROJET SUR LE SITE NATURA 2000 « VALLEE DE L'ADOUR »

× PRESENTATION DU SITE NATURA 2000

Sur la commune de Tarbes, un site Natura 2000 a été recensé. Il s'agit du milieu naturel bordant l'Adour : « Vallée de l'Adour », qui est en **Zone Spéciale de Conservation (ZSC)** et en **Site d'Importance communautaire (SIC)**.

Cette zone concerne 10,86 ha du territoire de la commune de Tarbes, soit 0,7 % de son territoire global.

Il existe, en effet, deux types de zones protégées : ZPS - Zone de Protection spéciale - (Directive Oiseaux), et ZSC - Zone Spéciale de Conservation - (Directive Habitats). La Vallée de L'Adour est classée en ZSC, qui est introduite par la directive 92/43/CEE, Directive habitats-faune-flore du 21 mai 1992, où elle est précisément définie en ces termes : « Un site d'importance communautaire désigné par les États membres par un acte réglementaire, administratif et/ou contractuel où sont appliqués les mesures de conservation nécessaires au maintien ou rétablissement, dans un état de conservation favorable, des habitats naturels et/ou des populations des espèces pour lesquels le site est désigné ».

Ce site est localisé à 43 % dans le département des Hautes-Pyrénées et à 57 % dans le département du Gers. Sa superficie atteint 2 635 ha et son altitude varie entre 80 et 650 mètres.

Cette zone constitue un corridor de biodiversité importante, à préserver.

L'Adour est un grand fleuve de plaine dont le lit est encore modifié par des crues importantes (dynamique fluviale toujours active), d'où le renouvellement dans le temps et l'espace des différents habitats liés au cours d'eau et la présence d'assez nombreux bras morts. Des forêts de bois dur (Chênaies de l'Adour) sont également intéressantes pour la région. Les habitats terrestres et aquatiques abritent une flore et une faune remarquable et diversifiée. On peut noter la présence de la loutre, de la cistude d'Europe et d'une des trois stations connues en Midi-Pyrénées de *Margaritifera margaritifera*. Les poissons migrateurs réapparaissent suite à un équipement récent des principaux obstacles sur le cours Aquitain de l'Adour (programme de restauration se poursuivant en Midi-Pyrénées). Le flûteau nageant (*Lurionium natans*) est également présent sur le site. Les saligues, formations à dominance de boisements hygrophiles, sont caractéristiques des bords de l'Adour, notamment de son cours moyen.

Le site se compose essentiellement de forêts caducifoliées (à 39%), d'eaux douces intérieures - eaux stagnantes, eaux courantes – (à 21%) et de landes, broussailles ou encore maquis et garrigues (à 11%).

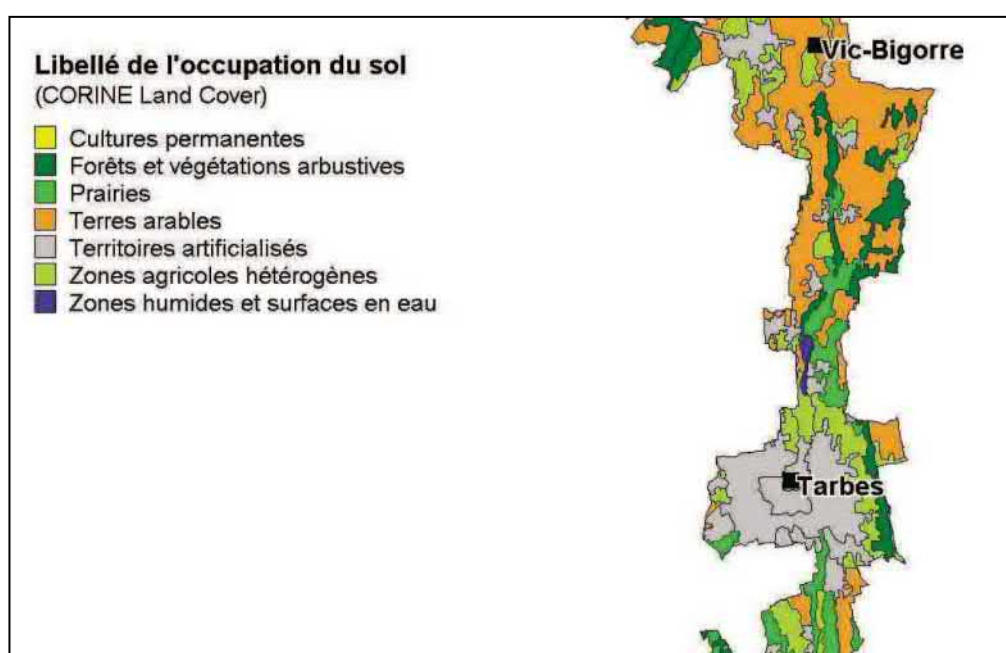


Zone Natura 2000 « Vallée de l'Adour » (Code FR7300889)

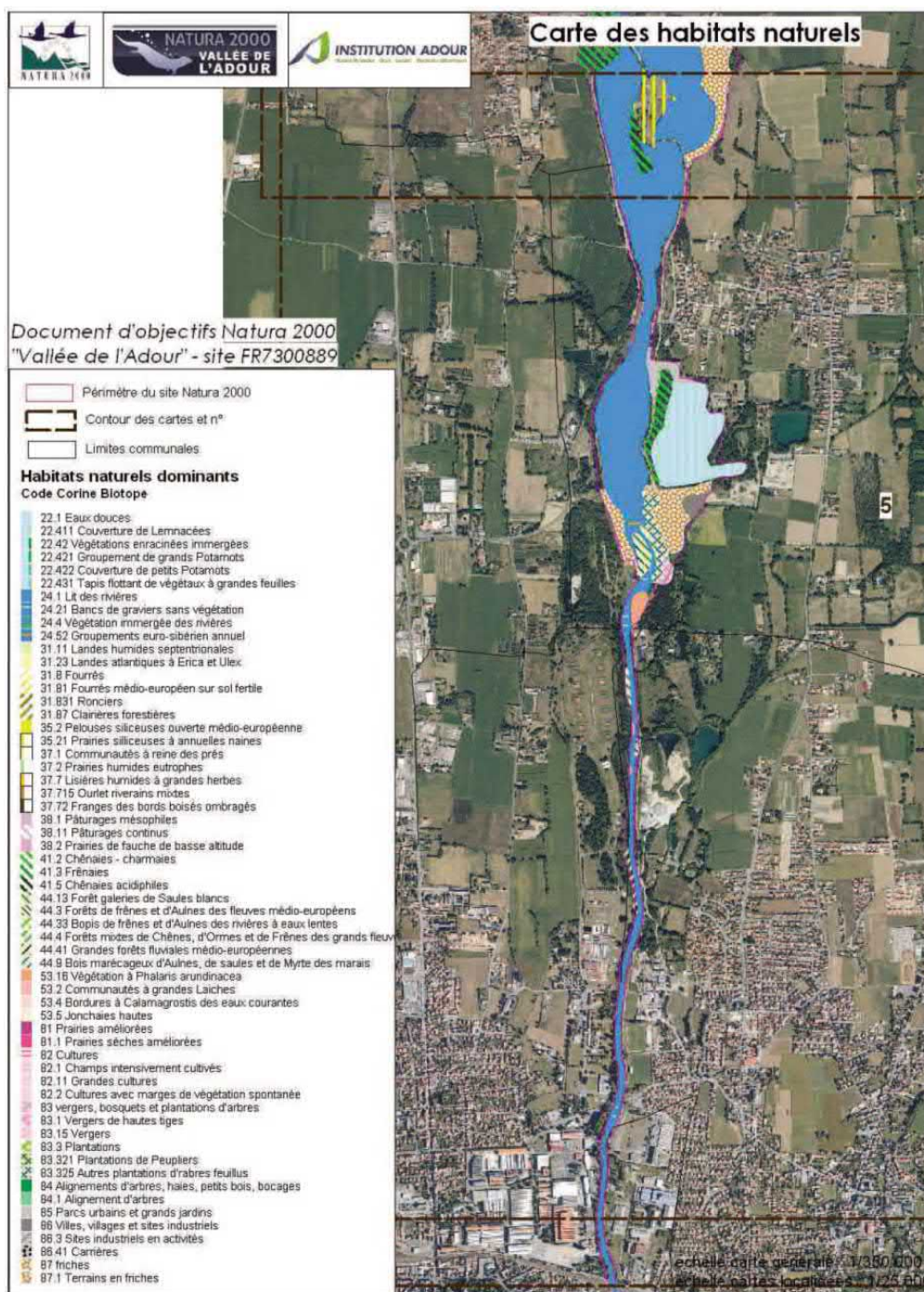
- Sur le **territoire de la commune de Tarbes**, le périmètre du site Natura 2000 se limite au **lit du cours d'eau** de l'Adour :

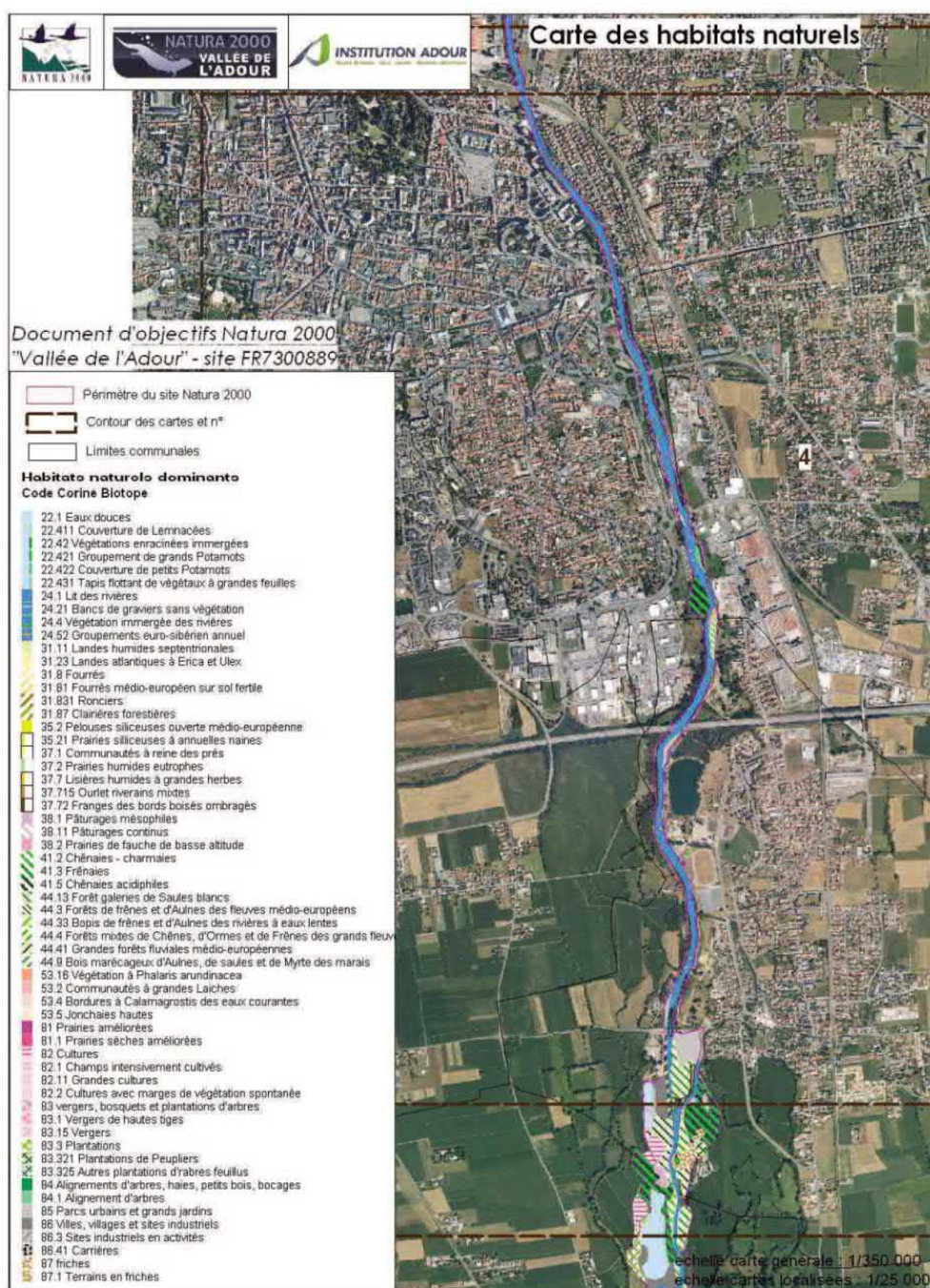


- La totalité du territoire de la commune de Tarbes est considéré comme « **artificialisé** » :

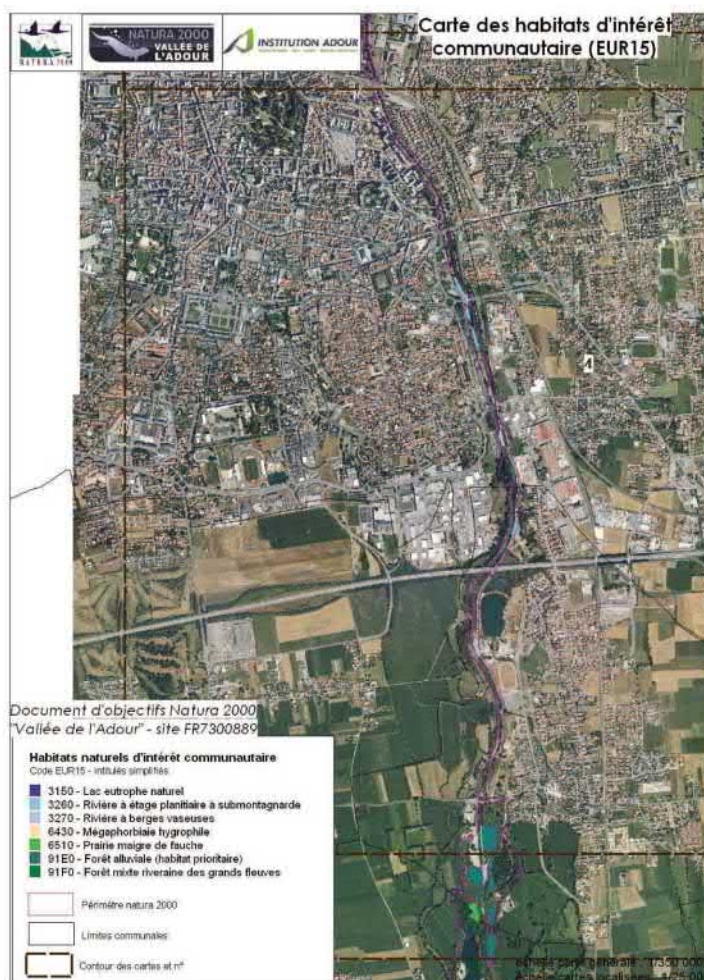
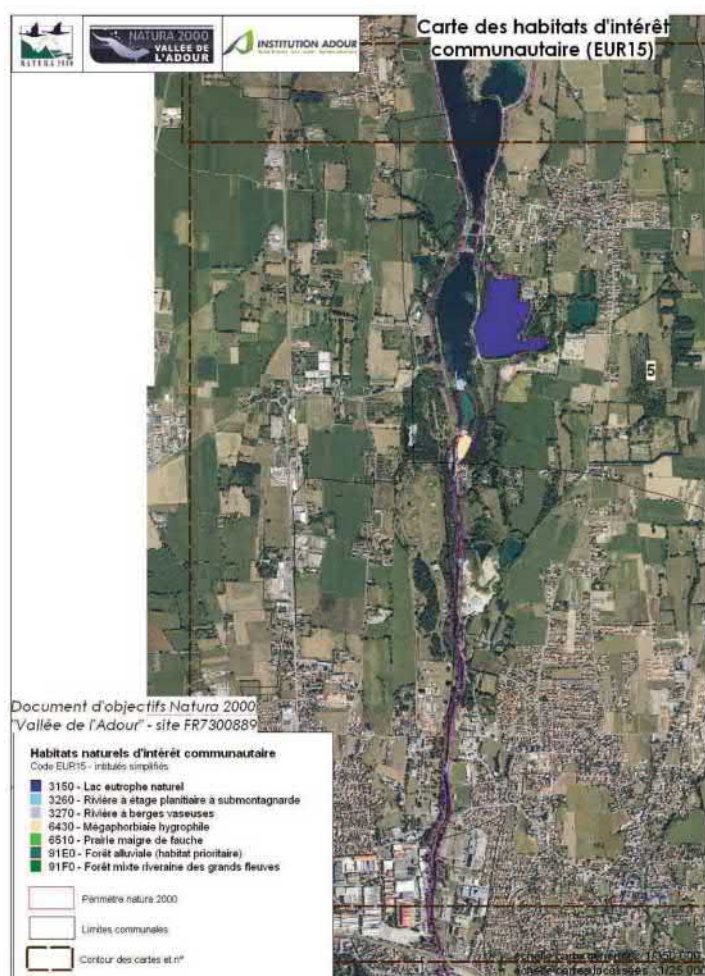


- Sur la commune de Tarbes, les **habitats naturels dominants** se limitent au lit de la rivière l'Adour et à quelques landes humides le long de celle-ci :





➤ Les habitats naturels d'intérêt communautaire se limitent à la rivière l'Adour :



✕ LOCALISATION DU PROJET PAR RAPPORT AU SITE NATURA 2000

Le secteur de projet se situe à 678 mètres du site Natura 2000, aucun impact direct n'est donc à attendre.



*** ANALYSE DES INCIDENCES PREVISIBLES DU PROJET SUR LE SITE NATURA 2000**

- **Impacts prévisibles directs sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation du site**

Le site d'implantation du projet est situé à environ 678 m du site Natura 2000. Le projet (phase de travaux et phase d'exploitation) n'aura pas d'impact direct significatif sur les habitats et espèces de la zone Natura 2000 étudiée. Aucun habitat classé ne sera détruit.

- **Impacts prévisibles indirects sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation du site**

Impacts des rejets aqueux

L'Adour étant situé à plus de 670 m, le projet n'aura pas d'impact sur la qualité de l'eau liée au ruissellement d'eaux pluviales polluées. Le site n'aura donc pas d'impact sur la qualité des eaux.

Impacts des rejets atmosphériques

Les rejets atmosphériques liés à l'exploitation du site seront limités (principalement liés à la circulation des véhicules légers et aux gaz de combustion). Les rejets additionnels attendus ne sont pas significatifs par rapport aux émissions générées par le trafic communal. Aucun impact additionnel sur la faune n'est attendu.

Impact des nuisances sonores

Le projet, par sa nature, ne sera pas source de nuisances sonores significatives (pas de sirènes récurrentes, etc.). Les nuisances sonores générées viendront principalement de la circulation des véhicules sur le site, dont l'ampleur reste non-significative.

*** CONCLUSIONS SUR LES IMPACTS DU PROJET SUR LE SITE NATURA 2000**

L'ensemble des points présentés ci-dessus permettent de conclure à l'absence d'impacts négatifs notables sur le site Natura 2000.

5.9. MESURE D'EVITEMENT, DE REDUCTION ET E COMPENSATION DES INCIDENCES NEGATIVES NOTABLES SUR L'ENVIRONNEMENT

Les mesures proposées sont détaillées dans le chapitre relatif à l'analyse des incidences. Cependant, une synthèse des mesures proposées est présentée ci-dessous. Conformément à la réglementation (Article R122-5 du livre I^{er} du code de l'environnement – Partie réglementaire), une estimation des dépenses correspondant à la mise en œuvre des mesures envisagées est proposée.

Thématique	Mesure	E, R ou C*	Modalités de suivi	Effets attendus	Estimation des dépenses
Paysage	Aménagements paysagers / Espaces verts	R	Entreprise d'entretien des espaces verts	Amélioration de l'impact visuel	A la charge du futur exploitant
	Traitement architectural des façades	R	Contrôle visuel	Amélioration de l'impact visuel	A la charge du futur exploitant
Air/Bruit	Contrôle d'étanchéité des climatisations	E	Contrôles annuels	Limiter les fuites de GESF	A la charge du futur exploitant
	Limiter les fuites de GESF	R	Entretien du bâtiment	Isolation phonique/thermique	A la charge du futur exploitant
	Limitation des vitesses sur site et arrêt des moteurs des camions	R	Consignes internes	Réduction des rejets de polluants	A la charge du futur exploitant
Déchets	Mise en place du tri des déchets	R	Registre des déchets	Favoriser le recyclage et la valorisation	A la charge du futur exploitant
Faune Flore	Mesures d'évitement intégrées lors de la conception du projet	E	Suivi de chantier	Préserver les milieux	A la charge du futur exploitant
	Mesures de réduction des impacts sur l'environnement naturel lors de la phase travaux et en exploitation (aménagement d'espaces verts)	R		Préserver les milieux	A la charge du futur exploitant

* E = éviter ; R = réduire ; C = compenser

5.10. METHODE DE MISE EN ŒUVRE POUR LA REALISATION DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

× METHODE GENERALE

Le contenu de l'évaluation environnementale reprend les éléments demandés dans la réglementation. Pour rappel, conformément au décret n°2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme, le rapport environnemental comprend successivement :

- ↪ Une analyse de l'état initial de l'environnement et des perspectives de son évolution en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du document
- ↪ Une présentation résumée des objectifs du document, de son contenu et, s'il y a lieu, de son articulation avec les autres documents d'urbanisme et les autres plans et programmes mentionnés à l'article L.122-4 du Code de l'Environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte
- ↪ Une analyse exposant :
 - a) Les incidences notables probables (favorables et défavorables) de la mise en œuvre du document sur l'environnement
 - b) Les problèmes posés par l'adoption du document sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier sur les sites Natura 2000
- ↪ L'explication des choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durable au regard des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, et, le cas échéant, les raisons qui justifient le choix opéré au regard des

variantes envisagées tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du document

- ✚ La présentation des mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du document sur l'environnement
- ✚ La définition des critères, indicateurs et modalités retenus pour suivre les effets du document sur l'environnement afin d'identifier, notamment, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées. L'analyse des résultats du suivi se fera au plus tard à l'expiration d'un délai de 6 ans à compter de l'approbation du plan
- ✚ Un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée

Cette analyse doit être proportionnelle à l'ampleur des modifications apportées au document d'urbanisme. La révision allégée porte exclusivement sur l'adaptation de la partie réglementaire du PLU pour permettre la réalisation du projet d'implantation des Archives Départementales. L'ensemble de l'analyse porte de ce fait sur le secteur concerné par le projet.

Concernant l'état initial de l'environnement, les éléments relatifs au secteur de projet présentés dans l'étude d'impact ont quand même été complétés par un rappel des principales caractéristiques environnementales du territoire communal afin d'englober l'analyse dans un contexte plus large que le secteur de projet.

✖ METHODE MISE EN PLACE DANS LE CADRE DE L'ETUDE D'IMPACT

Comme le rapport d'évaluation environnementale s'appuie sur le contenu de l'étude d'impact, nous en rappelons ici les grandes lignes de la méthode.

• Méthodologie pour l'état initial de l'environnement

La réalisation de l'état initial de l'environnement a été principalement basée sur une synthèse bibliographique ; les principaux documents consultés sont :

- ✚ les cartes et plans topographiques
- ✚ les documents d'urbanisme
- ✚ les données du recensement local
- ✚ les données météorologiques locales
- ✚ les données géologiques et hydrogéologiques

Par ailleurs, les acteurs locaux ont été consultés pour obtenir des informations complémentaires, en particulier :

- ✚ la mairie de Tarbes
- ✚ la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Occitanie
- ✚ l'Institut National des Appellations d'Origine
- ✚ Météo France
- ✚ l'Agence de l'Eau Adour Garonne
- ✚ la Direction Départementale de l'Equipement
- ✚ l'Agence Régionale de Santé
- ✚ le Bureau de Recherche Géologique et Minière
- ✚ le Réseau de Surveillance de la Qualité de l'Air

↳ le Ministère de la Culture, la base Architecture – Mérimée

- **Méthode pour l'analyse des incidences par thématiques environnementales**

Sur la base de l'analyse de l'état actuel confrontée aux caractéristiques du projet, la nature, l'intensité, l'étendue et la durée des effets prévisibles directs ou indirects ont été identifiées. L'importance des effets a été quantifiée lorsqu'ils concernent des thématiques ou cela est possible au vu de l'expérience acquise, par analogie et extrapolation à partir de cas similaires.

- **Méthode pour la proposition des mesures ERC**

Pour chaque effet significatif, les précautions et mesures prises pour éviter, réduire ou compenser ces effets ont été décrits. Les modalités de suivi des mesures et de leurs effets ainsi qu'une estimation des dépenses en faveur de l'environnement ont également été précisés à partir du retour d'expérience acquis sur d'autres projets.

- **Principales difficultés rencontrées**

L'étude d'impact a été élaborée dans un souci d'exhaustivité tout en appliquant le principe de proportionnalité. L'élaboration de ce dossier a demandé une recherche importante d'éléments permettant de définir l'environnement du site, ainsi qu'un recueil de données le plus exhaustif possible auprès des organismes concernés. Aucune difficulté particulière n'a été rencontrée pour préciser la sensibilité du milieu ni pour estimer les impacts potentiels de l'activité, les technologies industrielles, les procédés de traitement étant de nature courante et éprouvée.

5.11. RESUME NON TECHNIQUE

✕ CONTEXTE DE LA PROCEDURE DE REVISION ALLEE

La révision « allégée » n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Tarbes a pour but de permettre la suppression de la protection édictée au titre de l'article L.123-1 du Code de l'Urbanisme (L.151-19 dans la version actuelle) au niveau du bâtiment situé au 6 rue Eugène Ténor (**Elément Paysager à Protéger n°10**). Cette suppression de l'EEP n°10 a pour objectif de permettre la réalisation des Archives Départementales des Hautes-Pyrénées.

La suppression de la protection édictée au titre de l'article L.123-1 du Code de l'Urbanisme (L.151-19 dans la version actuelle) **ne portera pas atteinte aux orientations définies par le Projet d'Aménagement et de Développement Durables.**

Ce projet s'inscrit dans le cadre réglementaire de la révision « allégée », défini par l'**article L.153-34 du Code de l'Urbanisme.**

✕ L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

L'analyse de l'état initial a concerné toutes les composantes de l'environnement et a permis de mettre en évidence les principales contraintes et enjeux du secteur concerné par la révision allégée.

Le nouveau projet des Archives Départementales des Hautes-Pyrénées est situé au 6 rue Eugène Ténor à Tarbes.

Le site du projet est situé à une altitude de 310 mètres NGF et caractérisé par une topographie plane. Le site de projet ne présente pas de spécificités climatiques par rapport au climat de la commune de Tarbes (pas de micro-climat susceptible d'impacter le projet par exemple). En ce qui concerne la nature du sous-sol, le secteur de projet se situe en zone Fy1 : Alluvions du Würm de la plaine de Tarbes.

Le projet se situe en pleine **zone urbaine du centre-ville**. Le **tissu urbain est continu**. Le bâtiment existant est l'**ancienne Ecole Normale** et date de la fin du XIX^{ème} siècle. La composition est en H, avec un corps central en R+2 et des bâtiments latéraux en RDC et R+1. Les bâtiments sont actuellement partiellement occupés par du stockage d'archives. Par ailleurs, l'aile Nord-ouest héberge les Prud'hommes (salle d'audience et quelques bureaux, représentant environ 500 m²). L'ensemble des bâtiments souffre d'un manque d'entretien non seulement intérieur mais également du clos/couvert.

Le secteur est entièrement **anthropisé**. Le sol est majoritairement minéralisé. Quelques bandes engazonnées et plantées de haies décoratives subsistent autour des bâtiments. Des arbres d'ornement sont encore présents au niveau de l'esplanade côté rue Eugène Ténor et sur le parking existant côté rue Georges Magnoac.

Aucune espèce végétale protégée n'a été identifiée dans le périmètre du site.

Le secteur de projet accueille une faune plutôt ubiquiste et peu diversifiée. Les haies peuvent constituer une zone de refuge et d'hivernage pour les reptiles et les amphibiens et une zone de nidification pour certaines espèces d'oiseaux communs.

Aucune espèce animale protégée n'a été identifiée dans le périmètre du site.

Aucun zonage de protection ou d'inventaire n'est présent dans le secteur de projet. Les zonages les plus proches sont situés à plus de 650 mètres à l'Est et concernent essentiellement l'Adour. Le site se situe à environ :

- ↳ à 1,8 Km au Nord-ouest de l'**Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope** (APPB) dénommé « Adour de Lesponne, de l'Arize, du Tourmalet, du Garet, de Payolle, de Gripp, Adour jusqu'à Tarbes (pont de l'Alsthom), ruisseau de Rimoula et affluents, Gaoube, Artigou, Oussouet, Gaill »
- ↳ à 678 m du **site Natura 2000 « Vallée de l'Adour »**
- ↳ à 678 m de la **ZNEIFF de type I « L'Adour, de Bagnères à Barcelonne-du-Gers »**
- ↳ à 678 m de la **ZNEIFF de type II « Adour et milieux annexes »**
- ↳ à 2,1 km de la **ZNEIFF de type I « Réseau hydrographique de l'Echez »**

Le secteur de projet se situe à plus de 670 m de l'Adour et 2,1 km de l'Echez, identifiés dans le SRCE comme des corridors écologiques surfaciques majeurs de la trame bleue.

Aucun risque naturel n'est susceptible d'impacter le projet.

Le site d'implantation du projet n'est pas référencé dans la base de données des sites pollués ou potentiellement pollués BASOL. Aucune canalisation de gaz ne passe à proximité du projet.

Le secteur du projet n'est traversé ni par un cours d'eau ni par un fossé. L'Adour se situe à environ 670 m à l'Est du site d'implantation du projet. Les autres plans d'eau les plus proches sont situés à 2,1 km à l'Ouest du site. Le site d'implantation du projet n'est pas concerné par des périmètres de protection de captage d'eau potable.

La rue Eugène Ténor et la rue Georges Magnoac ne sont pas répertoriées dans le « classement sonore des infrastructures de transports terrestres des Hautes-Pyrénées ». Toutefois, des nuisances sonores peuvent être engendrées par le trafic routier.

✖ DESCRIPTION DU PROJET

Le nouveau projet des Archives Départementales des Hautes-Pyrénées est envisagé sur les parcelles AW n°382 et 33, propriétés du Département des Hautes-Pyrénées. Le terrain, d'une **superficie de 5 418 m²** ainsi que la parcelle située rue André Fourcade pour **320 m²**, sont propriétés du Département des Hautes-Pyrénées. Ce site est accessible par la rue Eugène Ténôt, par la rue André Fourcade et par la rue Georges Magnoac (par la parcelle AW 382, propriété de l'inspection d'Académie). L'environnement urbain immédiat est dense, avec des bâtiments allant de R+1 (pavillons) à R+5 (Inspection d'Académie).

Siège de l'ancienne Ecole Normale, les bâtiments existants sur le site datent de la fin du 19^{ème} siècle. La composition est en H, avec un corps central en R+2 et des bâtiments latéraux en RDC et R+1. Les bâtiments sont actuellement partiellement occupés par du stockage d'archives. Par ailleurs, l'aile Nord-ouest héberge les Prud'hommes (salle d'audience et quelques bureaux, représentant environ 500 m²). L'ensemble des bâtiments souffre d'un manque d'entretien non seulement intérieur mais également du clos/couvert. Des travaux de réfection de toiture et des travaux électriques sont notamment à prévoir à court terme.

Les pavillons latéraux sont difficilement réutilisables sans engager d'énormes dépenses pour des espaces réduits en surface et peu fonctionnels. En effet, ils sont vétustes et en mauvais état : toiture défectueuse avec de nombreuses fuites, charpente et couverture à refaire, structure à revoir...

Il est envisagé de démolir tous les bâtiments latéraux et de ne conserver que le corps central. L'implantation de bâtiments neufs autour du corps central existant permettra de mettre en valeur ce patrimoine et d'en constituer un lieu public. Des bâtiments neufs pourraient être implantés depuis l'alignement de la rue Ténôt jusqu'en fond de parcelle, respectant le bâtiment existant par une hauteur en-dessous des gabarits autorisés. L'implantation en H, d'origine, serait maintenue avec une esplanade ouverte au public sur la rue Eugène Ténôt. L'ensemble du programme des Archives Départementales se déploierait sur le site avec une occupation en réhabilitation du corps central et en neuf dans des bâtiments latéraux pouvant représenter jusqu'à 2 100 m² de surface au sol (prévisions).

Le corps central pourrait être dédié aux locaux «nobles», notamment salle de lecture, salle d'exposition, permettant également d'avoir un usage pour le public en dehors des heures d'ouverture du service des archives. Quant aux magasins, ils seraient impérativement situés dans les parties neuves car les contraintes de construction de ce type de locaux ne sont pas compatibles avec la réhabilitation de l'existant.

La parcelle pourra accueillir à la fois du stationnement dédié au personnel et du stationnement public, ainsi que les accès techniques pour les versements d'archives.

L'actuel parvis deviendra un espace public et permettra de conserver le recul vis-à-vis de la rue Eugène Ténôt pour la mise en valeur de la façade du bâtiment conservé.

✖ ANALYSE DE LA COHERENCE AVEC LES DOCUMENTS CADRES

Conformément à la réglementation, le projet doit être compatible avec :

- ↳ Les dispositions du **Plan Local d'Urbanisme (PLU)** de la commune, approuvé 17 février 2014
- ↳ Le **Schéma de COhérence Territoriale (SCoT)** de Tarbes-Ossun-Lourdes
- ↳ Le **Programme Local de l'Habitat (PLH)** de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées approuvé le 17 mai 2013
- ↳ Le **Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)** Adour-Garonne 2016-2021

Il doit en outre être conforme au **Plan d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés des Hautes-Pyrénées** approuvé en 2010 ainsi qu'aux **Plans de Prévention des Risques naturels et technologiques**.

- **Analyse de la compatibilité avec le PLU**

Compatibilité avec les orientations du PADD

Les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables se déclinent selon quatre principes directeurs :

- ↳ Tarbes, une ville attractive : affirmer la place de la ville dans le développement régional
- ↳ Tarbes, une ville proche du citoyen : maintenir la cohésion urbaine
- ↳ Tarbes, une ville accueillante : préserver l'environnement et le cadre de vie
- ↳ Tarbes, une ville mobile : améliorer le fonctionnement urbain et les déplacements

Une des orientations du PADD est de **valoriser l'identité paysagère et patrimoniale** du territoire en :

- ↳ Préservant l'identité urbaine, architecturale et paysagère de la ville et notamment le centre ancien
- ↳ Valorisant le patrimoine industriel, militaire et urbain.
- ↳ Préservant les caractéristiques du tissu urbain lorsqu'elles constituent un élément du patrimoine (implantation et hauteur de bâti, découpage parcellaire...)

Le projet des Archives Départementales prévoit la mise en valeur du corps central de l'ancienne Ecole Normale, ce qui est compatible avec les orientations du PADD.

Conformité avec les pièces graphiques et écrites du règlement

Le projet des archives départementales, situé au 6 rue Eugène Ténor, est classé en **zone UA** du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 17 février 2014. La **zone UA** est constituée du centre-ville historique correspondant au bourg ancien et aux extensions qui ont eu lieu au XIX^{ème} siècle. Immédiatement constructible, de forte densité où le bâti ancien est dominant et dans laquelle les constructions sont à édifier dans le respect de l'alignement des voies publiques et en ordre continu ou semi continu par rapport aux limites séparatives de propriété. Cette zone comprend les périmètres de protection des Monuments historiques, portés au plan des Servitudes d'Utilités Publiques. Elle possède un caractère multifonctionnel (habitat, commerce, artisanat, bureaux, services, équipements collectifs...) qu'il y a lieu de préserver.

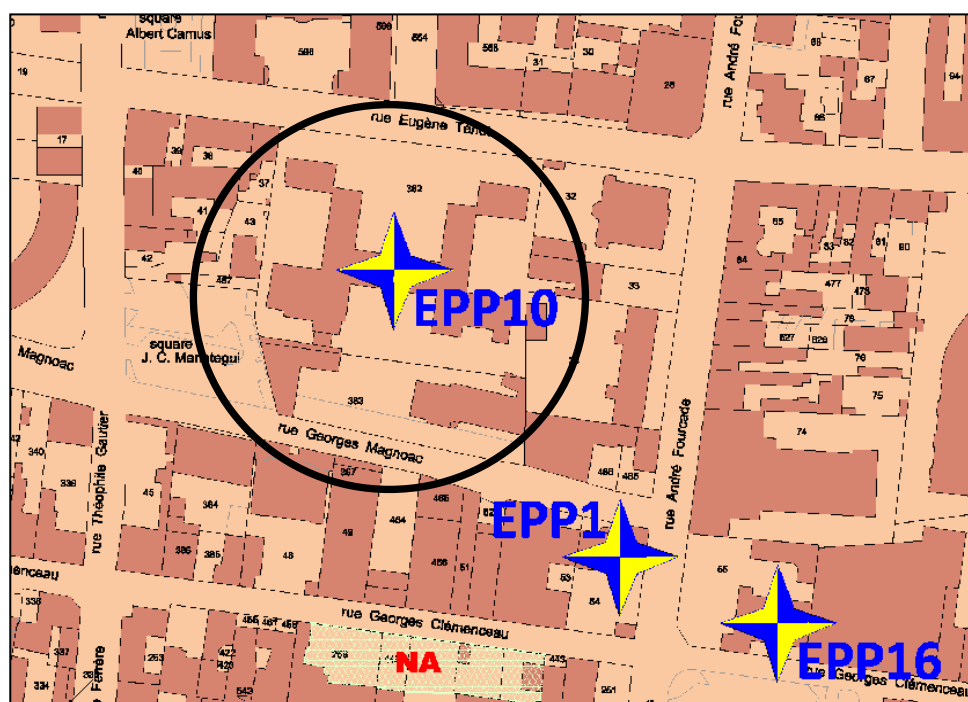
Le bâtiment faisant l'objet du projet des Archives Départementales bénéficie dans le Plan Local d'Urbanisme en vigueur d'une protection édictée au titre de l'article L.123-1 du Code de l'Urbanisme (L.151-19 dans la version actuelle). Celle-ci interdit toute démolition. Comme nous l'avons vu précédemment, et en accord avec l'Architecte des Bâtiments de France, il n'est pas envisageable de conserver tous les bâtiments en l'état.

Afin de permettre la réalisation du projet des archives départementales au niveau du 6 rue Eugène Ténor à Tarbes, il convient donc de **supprimer l'Elément Paysager à Protéger n°10** sur les **pièces graphiques du règlement** et dans les **annexes des pièces écrites du règlement**, tout en tenant compte des exigences architecturales fixées par l'Architecte des Bâtiments de France.

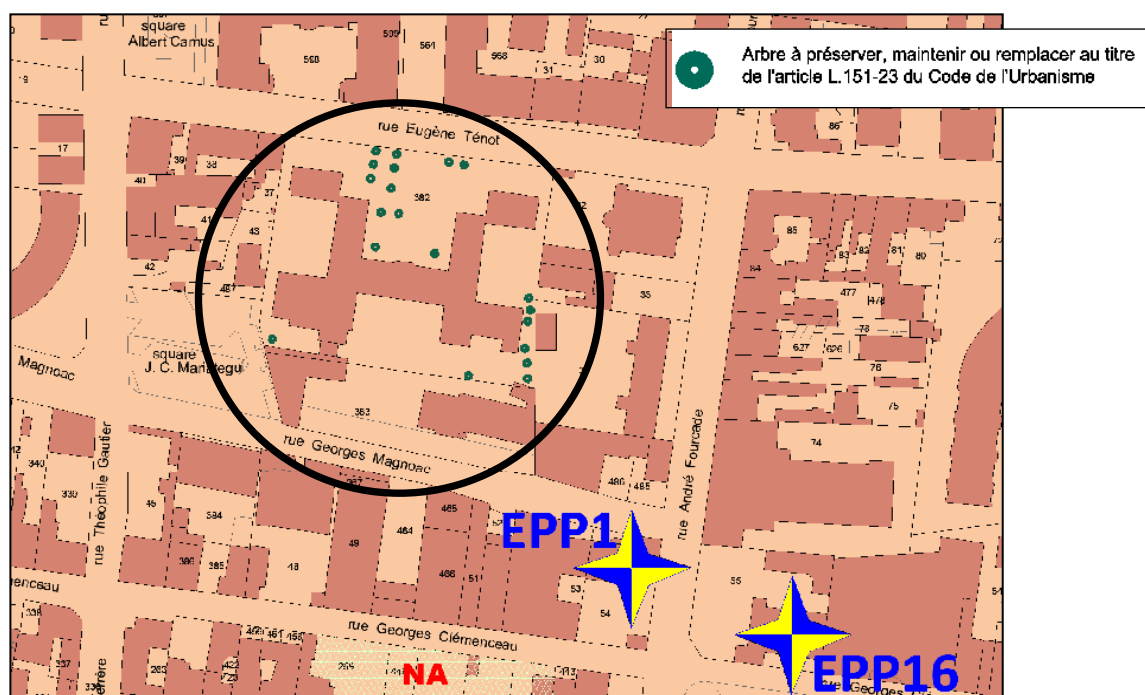
- **Modification des pièces graphiques du règlement**

Le symbole repérant l'Elément Paysager à Protéger n°10, situé en zone UA, est supprimé sur les pièces graphiques du règlement. Des symboles identifiant les arbres à préserver, maintenir ou remplacer au titre de l'article L-151-23 du Code de l'Urbanisme sont ajoutés.

➤ Les pièces graphiques avant la révision « allégée »



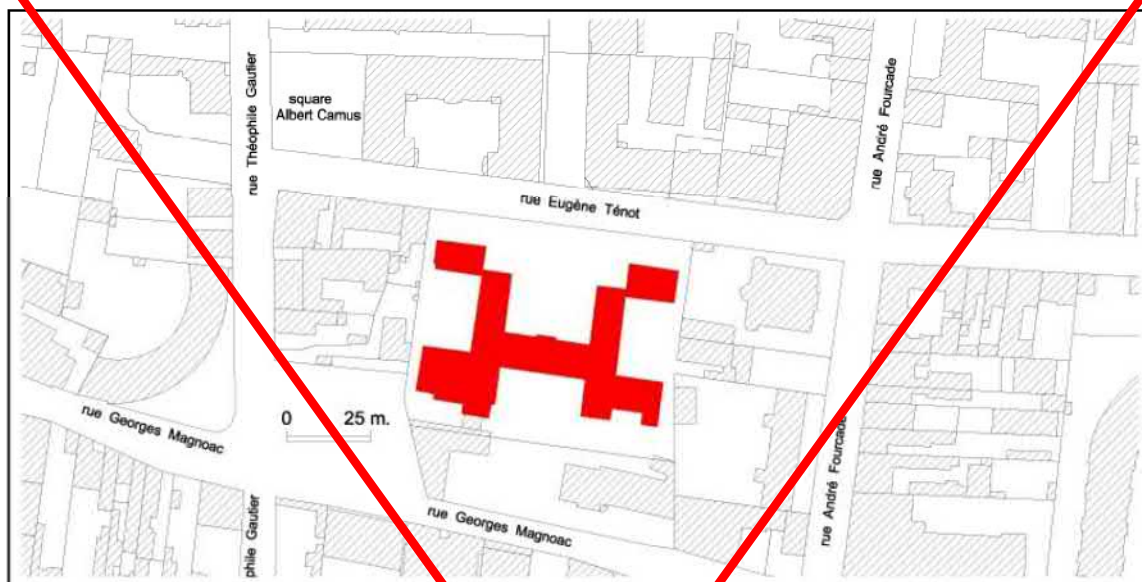
➤ Les pièces graphiques après la révision « allégée »



- **Modification des pièces écrites du règlement**

Dans l'annexe des pièces écrites du règlement intitulée « Eléments Paysagers à Protéger au titre de l'article L.123-1-5 7° du Code de l'Urbanisme » (L.151-19 dans la version actuelle), la fiche n°10 concernant le 6 rue Eugène Ténor est supprimée.

EPP10 : 6 Rue Eugène Ténor / AW 382



PRESCRIPTIONS :

- Pas de démolitions des bâtiments.
- Les transformations et extensions devront prendre en compte et être en cohérence avec l'architecture du bâtiment préservé.

- **Analyse de la compatibilité avec le SCoT**

Absence de SCoT.

- **Analyse de la compatibilité avec le PLH**

Le PLH a vocation à décliner et à préciser les priorités en matière de développement de l'offre d'habitat (neuf / réhabilitation / quantitatif / qualitatif) en tenant compte des nouvelles données du contexte (institutionnel / financier / réglementaire) et du diagnostic du PLH.

Le projet concernant un équipement public est donc compatible avec le PLH.

- **Analyse de la compatibilité avec le SDAGE**

Trois orientations du SDAGE concernent le projet :

- ↳ Orientation D : Préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques,
- ↳ Orientation B : Réduire les pollutions,
- ↳ Orientation C : Améliorer la gestion quantitative.

Le projet prend bien en compte les dispositions de ces trois orientations susceptibles de le concerner. En effet, afin d'éviter tout impact sur les milieux aquatiques, les eaux pluviales de voiries et de toiture seront collectées dans le réseau public. Par ailleurs, il n'y a pas de rejets d'eaux industrielles sur le site. Concernant la gestion quantitative de la ressource, aucune consommation excessive n'est prévue ; l'eau sera principalement utilisée pour des besoins sanitaires.

La suppression de l'Elément Paysager à Protéger n°10 et le projet des archives départementales sont compatibles avec les orientations du SDAGE Adour Garonne, leur localisation et l'absence de modification de l'affectation initiale du sol de ces parcelles ne provoqueront pas de pollutions de nature à altérer la qualité des eaux.

- **Analyse de la conformité avec le Plan d'Elimination des Déchets Ménagers et assimilés des Hautes-Pyrénées**

Le projet est conforme aux orientations du PDEDMA. Le Conseil Départemental apportera une attention particulière au tri et à la valorisation des déchets. Il est notamment prévu d'identifier et de collecter chaque type de déchets émis dans des conteneurs spécifiques pour ensuite suivre la filière de valorisation adaptée à sa nature.

*** ANALYSE DES INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT**

Les incidences en phase chantier sont liées à la vie du chantier : transport des matériaux nécessaires à la construction des bâtiments, création des accès et circulation des engins de chantier, production de déchets dont des chutes ou résidus de matériaux de construction, alimentation du chantier en eau et en énergie, nuisances sonores et olfactives, etc.

Le chantier du projet se voudra respectueux de l'environnement et aura pour objectif de :

- ↳ limiter les risques et les nuisances causés aux riverains du chantier
- ↳ limiter les risques sur la santé des ouvriers
- ↳ limiter les pollutions de proximité lors du chantier
- ↳ limiter la quantité de déchets de chantier mis en décharge

En outre, les enjeux relevés en termes de biodiversité sur le site sont très faibles. L'essentiel du terrain concerné par le périmètre de l'opération est minéralisé et présente très peu de sensibilité écologique. En effet, la flore observée au sein de l'aire d'étude est commune et sans réelle valeur patrimoniale.

Le secteur de projet ne comprend aucun zonage de protection ou d'inventaire. Les périmètres les plus proches se situent à environ 670 mètres au sud. Le chantier n'aura donc aucun impact direct significatif sur ces espaces. Aucune mesure n'est donc requise.

Thématique environnementale	Incidences prévisibles notables	Mesures prévues
Paysage	Présence d'équipements de grandes hauteurs sur le site (grues), circulation de véhicules de chantier, déplacement (au sein du site) de terres	Réduction de la durée du chantier au strict nécessaire (environ 11 mois) Utilisation de véhicules et équipements en bon état.
Qualité de l'air	Emission de gaz d'échappement (gaz à effet de serre et polluants atmosphériques) par les véhicules du personnel du chantier et les engins Emission de poussières soulevées par le passage des engins sur le chantier ou dégagées par certains travaux spécifiques	Limitation de la vitesse de circulation et arrêt des moteurs lorsque leur fonctionnement n'est pas nécessaire Mise en place de précautions particulières pour limiter l'envol des poussières sur le chantier Mise en place d'un système de lavage de roue sur le site durant les phases de terrassements et d'un système de récupération des laitances de béton issues des différents coulages (gros œuvre / dallage)
Ressource en eau	Consommation d'eau sur le chantier Risque de pollution des eaux par les engins de chantier et les produits liquides utilisés sur le chantier (huiles de décoffrage...) Pollution par les eaux de ruissellement pluvial chargées en polluants (hydrocarbures, métaux lourds...) Production d'eau usée liée à la vie du chantier (sanitaires, nettoyage des engins...)	Les installations de chantier nécessaires au personnel seront installées dès le démarrage et les réseaux seront raccordés (eaux usées, électricité) Stockage des huiles utilisées pour le décoffrage ou pour les engins de chantier dans des espaces protégés et fermés Remplissage des véhicules limité à la phase de terrassement et assuré par un prestataire extérieur. Une zone étanche sera prévue sur le chantier pour le remplissage Utilisation de moyens de levage thermiques ou électriques pour les travaux en hauteur Création d'une plateforme en matériaux granulaires pour les bungalows et pour le stationnement des véhicules.
Nuisances sonores et vibrations	Bruit et vibrations liés aux véhicules de chantier	Travaux en journée Limitation du nombre de véhicules nécessaires
Déchets	Production de déchets ménagers par les équipes de chantier	Mise en place d'un tri sélectif des déchets de chantiers (essentiellement palettes / cartons / aciers) avec un prestataire extérieur permettant de valoriser l'ensemble des déchets évacués
Milieux naturels - faune / flore	Impact sur les haies arbustives et les arbres d'ornement	Maintien si possible de la végétation en place Végétalisation du projet Travaux hors périodes de nidification et de reproduction

Les incidences de la phase d'exploitation sont liées au fonctionnement et à l'usage des bâtiments : chauffage / climatisation, stockage de produits chimiques, allées et venues du personnel, des prestataires de service et des clients (véhicules de livraison et d'expédition, véhicules personnels, véhicules spécialisés pour l'enlèvement des déchets...), production de déchets et d'eaux usées, etc.

Les incidences notables prévisibles de la phase d'exploitation du projet sont synthétisées dans le tableau suivant.

Synthèse des incidences notables du projet sur l'environnement lors de la phase d'exploitation et principales mesures d'évitement-réduction envisagées

Thématique environnementale	Incidences prévisibles notables	Mesures prévues
Paysage	Les dimensions du bâtiment seront susceptibles de modifier le paysage urbain. Toutefois, le projet s'insère dans son environnement	Projet d'architecture pour intégrer au mieux le projet dans son environnement Aménagement paysagé des voies d'accès et des espaces publics
Qualité de l'air	Rejets atmosphériques liés aux gaz d'échappement des véhicules circulant sur le site et à l'envol de matériaux légers	Mise à l'arrêt des camions pendant les périodes de chargement / déchargement . Ventilation des bâtiments
Ressource en eau	Consommation d'eau potable pour les besoins sanitaires en provenance du réseau d'adduction d'eau Production d'eaux usées (eau sanitaire et eaux de nettoyage des sols de l'entreprise) Ruissellement d'eaux polluées (eaux de ruissellement des voiries et des parkings susceptibles d'être chargées en matières en suspension, hydrocarbures, déchets divers)	Rejet des eaux usées du site dans le réseau d'assainissement public Collecte des eaux de toiture et des eaux de ruissellement des voiries dans le réseau collectif
Déchets	Déchets d'emballage (cartons, papiers, bois des palettes) Déchets non dangereux provenant des bureaux et de l'entretien des bâtiments	Tri sélectif des déchets
Climat (émissions de gaz à effet de serre)	Déplacement des véhicules Consommation d'énergie pour le fonctionnement des infrastructures (chauffage, production d'électricité...) Trajets domicile/travail des salariés Utilisation de fluides frigorigènes dans les climatisations des bureaux le cas échéant	Mise en place d'éclairages LED dans les bureaux et le bâtiment logistique Mesures similaires à celles prévues pour réduire les rejets atmosphériques (entretien des appareils de combustion, contrôle d'étanchéité des climatisations...) Bureaux et locaux sociaux chauffés à 20°C en hiver et isolés thermiquement Isolation des toitures et des façades Mise en place de dispositifs permettant de moduler l'intensité de l'éclairage selon la luminosité extérieure

*** ANALYSE DES INCIDENCES DU PROJET SUR LE SITE NATURA 2000 « VALLEE DE L'ADOUR »**

Sur la commune de Tarbes, un site Natura 2000 a été recensé. Il s'agit du milieu naturel bordant l'Adour : « Vallée de l'Adour », qui est en **Zone Spéciale de Conservation (ZSC)** et en **Site d'Importance communautaire (SIC)**.

Le site d'implantation du projet est situé à environ 678 m du site Natura 2000. Le projet (phase de travaux et phase d'exploitation) n'aura pas d'impact direct significatif sur les habitats et espèces de la zone Natura 2000 étudiée. Aucun habitat classé ne sera détruit.

L'Adour étant situé à plus de 670 m, le projet n'aura pas d'impact sur la qualité de l'eau liée au ruissellement d'eaux pluviales polluées. Le site n'aura donc pas d'impact sur la qualité des eaux.

Les rejets atmosphériques liés à l'exploitation du site seront limités (principalement liés à la circulation des véhicules légers et aux gaz de combustion). Les rejets additionnels attendus ne sont pas significatifs par rapport aux émissions générées par le trafic communal. Aucun impact additionnel sur la faune n'est attendu.

Le projet, par sa nature, ne sera pas source de nuisances sonores significatives (pas de sirènes récurrentes, etc.). Les nuisances sonores générées viendront principalement de la circulation des véhicules sur le site, dont l'ampleur reste non-significative.

✕ MESURE D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION DES INCIDENCES NÉGATIVES NOTABLES SUR L'ENVIRONNEMENT

Les mesures proposées sont détaillées dans le chapitre relatif à l'analyse des incidences. Cependant, une synthèse des mesures proposées est présentée ci-dessous. Conformément à la réglementation (Article R122-5 du livre I^{er} du code de l'environnement – Partie réglementaire), une estimation des dépenses correspondant à la mise en œuvre des mesures envisagées est proposée.

Thématique	Mesure	E, R ou C*	Modalités de suivi	Effets attendus	Estimation des dépenses
Paysage	Aménagements paysagers / Espaces verts	R	Entreprise d'entretien des espaces verts	Amélioration de l'impact visuel	A la charge du futur exploitant
	Traitement architectural des façades	R	Contrôle visuel	Amélioration de l'impact visuel	A la charge du futur exploitant
Air/Bruit	Contrôle d'étanchéité des climatisations	E	Contrôles annuels	Limiter les fuites de GESF	A la charge du futur exploitant
	Limiter les fuites de GESF	R	Entretien du bâtiment	Isolation phonique/thermique	A la charge du futur exploitant
	Limitation des vitesses sur site et arrêt des moteurs des camions	R	Consignes internes	Réduction des rejets de polluants	A la charge du futur exploitant
Déchets	Mise en place du tri des déchets	R	Registre des déchets	Favoriser le recyclage et la valorisation	A la charge du futur exploitant
Faune Flore	Mesures d'évitement intégrées lors de la conception du projet	E	Suivi de chantier	Préserver les milieux	A la charge du futur exploitant
	Mesures de réduction des impacts sur l'environnement naturel lors de la phase travaux et en exploitation (aménagement d'espaces verts)	R		Préserver les milieux	A la charge du futur exploitant

* E = éviter ; R = réduire ; C = compenser



DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
TARBES-LOURDES-PYRÉNÉES**

TARBES

**B – RESUME NON TECHNIQUE DE L'EVALUATION
ENVIRONNEMENTALE**

Pièce n°2 du PLU

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20210324-BC24032021_03g-AU
Date de télétransmission : 26/03/2021
Date de réception préfecture : 26/03/2021

RÉVISION ALLÉGÉE N°1				
Arrêtée	Examen conjoint	Enquête Publique		Approuvée
23 janvier 2020	10 mars 2020	4 novembre 2020	5 décembre 2020	24 mars 2021

Sommaire

1. PREAMBULE	2
2. RESUME NON TECHNIQUE	3
2.1. CONTEXTE DE LA PROCEDURE DE REVISION ALLEE.....	3
2.2. L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	3
2.3. DESCRIPTION DU PROJET	4
2.4. ANALYSE DE LA COHERENCE AVEC LES DOCUMENTS CADRES	5
2.5. ANALYSE DES INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT	9
2.6. ANALYSE DES INCIDENCES DU PROJET SUR LE SITE NATURA 2000 « VALLEE DE L'ADOUR »	11
2.7. MESURE D'EVITEMENT, DE REDUCTION ET E COMPENSATION DES INCIDENCES NEGATIVES NOTABLES SUR L'ENVIRONNEMENT	12

1. PREAMBULE

La **commune de Tarbes** est située au Nord-ouest du département des **Hautes-Pyrénées** dont elle est la Préfecture. Tarbes est une ville du piémont pyrénéen située au sein de la riche plaine agricole du fleuve de l'Adour, à 155 km au Sud-ouest de Toulouse, 40 km à l'Est de Pau et 20 km au Nord-est de Lourdes.

Le territoire communal s'étend sur **1 533 ha** et compte, en 2016, **40 318 habitants** (source INSEE).



Localisation de la ville de Tarbes

La commune est sujette à une baisse de population depuis 1968 résultant de mouvements migratoires défavorables. Dans ce contexte, elle doit satisfaire aux nouveaux défis des villes de son importance (développement en matière de formation supérieure, d'emplois, d'activités économiques, d'attractivité commerciale du centre-ville...) tout en conservant la maîtrise de son évolution ainsi que ses qualités environnementales et patrimoniales.

Les orientations générales du **Projet d'Aménagement et de Développement Durables** du Plan Local d'Urbanisme en vigueur se déclinent selon quatre principes directeurs :

- **Tarbes, une ville attractive : affirmer la place de la ville dans le développement régional**
- **Tarbes, une ville proche du citoyen : maintenir la cohésion urbaine**
- **Tarbes, une ville accueillante : préserver l'environnement et le cadre de vie**
- **Tarbes, une ville mobile : améliorer le fonctionnement urbain et les déplacements**

2. RESUME NON TECHNIQUE

2.1. CONTEXTE DE LA PROCEDURE DE REVISION ALLEE

La révision « allégée » n°1 du Plan Local d'Urbanisme de Tarbes a pour but de permettre la suppression de la protection édictée au titre de l'article L.123-1 du Code de l'Urbanisme (L.151-19 dans la version actuelle) au niveau du bâtiment situé au 6 rue Eugène Ténor (**Elément Paysager à Protéger n°10**). Cette suppression de l'EEP n°10 a pour objectif de permettre la réalisation des Archives Départementales des Hautes-Pyrénées.

La suppression de la protection édictée au titre de l'article L.123-1 du Code de l'Urbanisme (L.151-19 dans la version actuelle) **ne portera pas atteinte aux orientations définies par le Projet d'Aménagement et de Développement Durables.**

Ce projet s'inscrit dans le cadre réglementaire de la révision « allégée », défini par l'**article L.153-34 du Code de l'Urbanisme.**

2.2. L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

L'analyse de l'état initial a concerné toutes les composantes de l'environnement et a permis de mettre en évidence les principales contraintes et enjeux du secteur concerné par la révision allégée.

Le nouveau projet des Archives Départementales des Hautes-Pyrénées est situé au 6 rue Eugène Ténor à Tarbes.

Le site du projet est situé à une altitude de 310 mètres NGF et caractérisé par une topographie plane. Le site de projet ne présente pas de spécificités climatiques par rapport au climat de la commune de Tarbes (pas de micro-climat susceptible d'impacter le projet par exemple). En ce qui concerne la nature du sous-sol, le secteur de projet se situe en zone Fy1 : Alluvions du Würm de la plaine de Tarbes.

Le projet se situe en pleine **zone urbaine du centre-ville. Le tissu urbain est continu.** Le bâtiment existant est l'**ancienne Ecole Normale** et date de la fin du XIX^{ème} siècle. La composition est en H, avec un corps central en R+2 et des bâtiments latéraux en RDC et R+1. Les bâtiments sont actuellement partiellement occupés par du stockage d'archives. Par ailleurs, l'aile Nord-ouest héberge les Prud'hommes (salle d'audience et quelques bureaux, représentant environ 500 m²). L'ensemble des bâtiments souffre d'un manque d'entretien non seulement intérieur mais également du clos/couvert.

Le secteur est entièrement **anthropisé**. Le sol est majoritairement minéralisé. Quelques bandes engazonnées et plantées de haies décoratives subsistent autour des bâtiments. Des arbres d'ornement sont encore présents au niveau de l'esplanade côté rue Eugène Ténor et sur le parking existant côté rue Georges Magnoac.

Aucune espèce végétale protégée n'a été identifiée dans le périmètre du site.

Le secteur de projet accueille une faune plutôt ubiquiste et peu diversifiée. Les haies peuvent constituer une zone de refuge et d'hivernage pour les reptiles et les amphibiens et une zone de nidification pour certaines espèces d'oiseaux communs.

Aucune espèce animale protégée n'a été identifiée dans le périmètre du site.

Aucun zonage de protection ou d'inventaire n'est présent dans le secteur de projet. Les zonages les plus proches sont situés à plus de 650 mètres à l'Est et concernent essentiellement l'Adour. Le site se situe à environ :

- ↖ à 1,8 Km au Nord-ouest de l'**Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APPB)** dénommé « Adour de Lesponne, de l'Arize, du Tourmalet, du Garet, de Payolle, de Gripp, Adour jusqu'à Tarbes (pont de l'Alsthom), ruisseau de Rimoula et affluents, Gaoube, Artigou, Oussouet, Gaill »
- ↖ à 678 m du **site Natura 2000 « Vallée de l'Adour »**
- ↖ à 678 m de la **ZNEIFF de type I « L'Adour, de Bagnères à Barcelonne-du-Gers »**
- ↖ à 678 m de la **ZNEIFF de type II « Adour et milieux annexes »**
- ↖ à 2,1 km de la **ZNEIFF de type I « Réseau hydrographique de l'Echez »**

Le secteur de projet se situe à plus de 670 m de l'Adour et 2,1 km de l'Echez, identifiés dans le SRCE comme des corridors écologiques surfaciques majeurs de la trame bleue.

Aucun risque naturel n'est susceptible d'impacter le projet.

Le site d'implantation du projet n'est pas référencé dans la base de données des sites pollués ou potentiellement pollués BASOL. Aucune canalisation de gaz ne passe à proximité du projet.

Le secteur du projet n'est traversé ni par un cours d'eau ni par un fossé. L'Adour se situe à environ 670 m à l'Est du site d'implantation du projet. Les autres plans d'eau les plus proches sont situés à 2,1 km à l'Ouest du site. Le site d'implantation du projet n'est pas concerné par des périmètres de protection de captage d'eau potable.

La rue Eugène Ténor et la rue Georges Magnoac ne sont pas répertoriées dans le « classement sonore des infrastructures de transports terrestres des Hautes-Pyrénées ». Toutefois, des nuisances sonores peuvent être engendrées par le trafic routier.

2.3. DESCRIPTION DU PROJET

Le nouveau projet des Archives Départementales des Hautes-Pyrénées est envisagé sur les parcelles AW n°382 et 33, propriétés du Département des Hautes-Pyrénées. Le terrain, d'une **superficie de 5 418 m²** ainsi que la parcelle située rue André Fourcade pour **320 m²**, sont propriétés du Département des Hautes-Pyrénées. Ce site est accessible par la rue Eugène Ténor, par la rue André Fourcade et par la rue Georges Magnoac (par la parcelle AW 382, propriété de l'inspection d'Académie). L'environnement urbain immédiat est dense, avec des bâtiments allant de R+1 (pavillons) à R+5 (Inspection d'Académie).

Siège de l'ancienne Ecole Normale, les bâtiments existants sur le site datent de la fin du 19^{ème} siècle. La composition est en H, avec un corps central en R+2 et des bâtiments latéraux en RDC et R+1. Les bâtiments sont actuellement partiellement occupés par du stockage d'archives. Par ailleurs, l'aile Nord-ouest héberge les Prud'hommes (salle d'audience et quelques bureaux, représentant environ 500 m²). L'ensemble des bâtiments souffre d'un manque d'entretien non seulement intérieur mais également du clos/couvert. Des travaux de réfection de toiture et des travaux électriques sont notamment à prévoir à court terme.

Les pavillons latéraux sont difficilement réutilisables sans engager d'énormes dépenses pour des espaces réduits en surface et peu fonctionnels. En effet, ils sont vétustes et en mauvais état : toiture défectueuse avec de nombreuses fuites, charpente et couverture à refaire, structure à revoir...

Il est envisagé de démolir tous les bâtiments latéraux et de ne conserver que le corps central. L'implantation de bâtiments neufs autour du corps central existant permettra de mettre en valeur ce patrimoine et d'en constituer un lieu public. Des bâtiments neufs pourraient être implantés depuis l'alignement de la rue Ténor

jusqu'en fond de parcelle, respectant le bâtiment existant par une hauteur en-dessous des gabarits autorisés. L'implantation en H, d'origine, serait maintenue avec une esplanade ouverte au public sur la rue Eugène Ténnot. L'ensemble du programme des Archives Départementales se déploierait sur le site avec une occupation en réhabilitation du corps central et en neuf dans des bâtiments latéraux pouvant représenter jusqu'à 2 100 m² de surface au sol (prévisions).

Le corps central pourrait être dédié aux locaux «nobles», notamment salle de lecture, salle d'exposition, permettant également d'avoir un usage pour le public en dehors des heures d'ouverture du service des archives. Quant aux magasins, ils seraient impérativement situés dans les parties neuves car les contraintes de construction de ce type de locaux ne sont pas compatibles avec la réhabilitation de l'existant.

La parcelle pourra accueillir à la fois du stationnement dédié au personnel et du stationnement public, ainsi que les accès techniques pour les versements d'archives.

L'actuel parvis deviendra un espace public et permettra de conserver le recul vis-à-vis de la rue Eugène Ténnot pour la mise en valeur de la façade du bâtiment conservé.

2.4. ANALYSE DE LA COHERENCE AVEC LES DOCUMENTS CADRES

Conformément à la réglementation, le projet doit être compatible avec :

- ✚ Les dispositions du **Plan Local d'Urbanisme (PLU)** de la commune, approuvé 17 février 2014
- ✚ Le **Schéma de COhérence Territoriale (SCoT)** de Tarbes-Ossun-Lourdes
- ✚ Le **Programme Local de l'Habitat (PLH)** de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées approuvé le 17 mai 2013
- ✚ Le **Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)** Adour-Garonne 2016-2021

Il doit en outre être conforme au **Plan d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés des Hautes-Pyrénées** approuvé en 2010 ainsi qu'aux **Plans de Prévention des Risques naturels et technologiques**.

• Analyse de la compatibilité avec le PLU

Compatibilité avec les orientations du PADD

Les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables se déclinent selon quatre principes directeurs :

- ✚ Tarbes, une ville attractive : affirmer la place de la ville dans le développement régional
- ✚ Tarbes, une ville proche du citoyen : maintenir la cohésion urbaine
- ✚ Tarbes, une ville accueillante : préserver l'environnement et le cadre de vie
- ✚ Tarbes, une ville mobile : améliorer le fonctionnement urbain et les déplacements

Une des orientations du PADD est de **valoriser l'identité paysagère et patrimoniale** du territoire en :

- ✚ Préservant l'identité urbaine, architecturale et paysagère de la ville et notamment le centre ancien
- ✚ Valorisant le patrimoine industriel, militaire et urbain.
- ✚ Préservant les caractéristiques du tissu urbain lorsqu'elles constituent un élément du patrimoine (implantation et hauteur de bâti, découpage parcellaire...)

Le projet des Archives Départementales prévoit la mise en valeur du corps central de l'ancienne Ecole Normale, ce qui est compatible avec les orientations du PADD.

Conformité avec les pièces graphiques et écrites du règlement

Le projet des archives départementales, situé au 6 rue Eugène Ténnot, est classé en **zone UA** du Plan Local d'Urbanisme approuvé le 17 février 2014. La **zone UA** est constituée du centre-ville historique

correspondant au bourg ancien et aux extensions qui ont eu lieu au XIX^{ème} siècle. Immédiatement constructible, de forte densité où le bâti ancien est dominant et dans laquelle les constructions sont à édifier dans le respect de l'alignement des voies publiques et en ordre continu ou semi continu par rapport aux limites séparatives de propriété. Cette zone comprend les périmètres de protection des Monuments historiques, portés au plan des Servitudes d'Utilités Publiques. Elle possède un caractère multifonctionnel (habitat, commerce, artisanat, bureaux, services, équipements collectifs...) qu'il y a lieu de préserver.

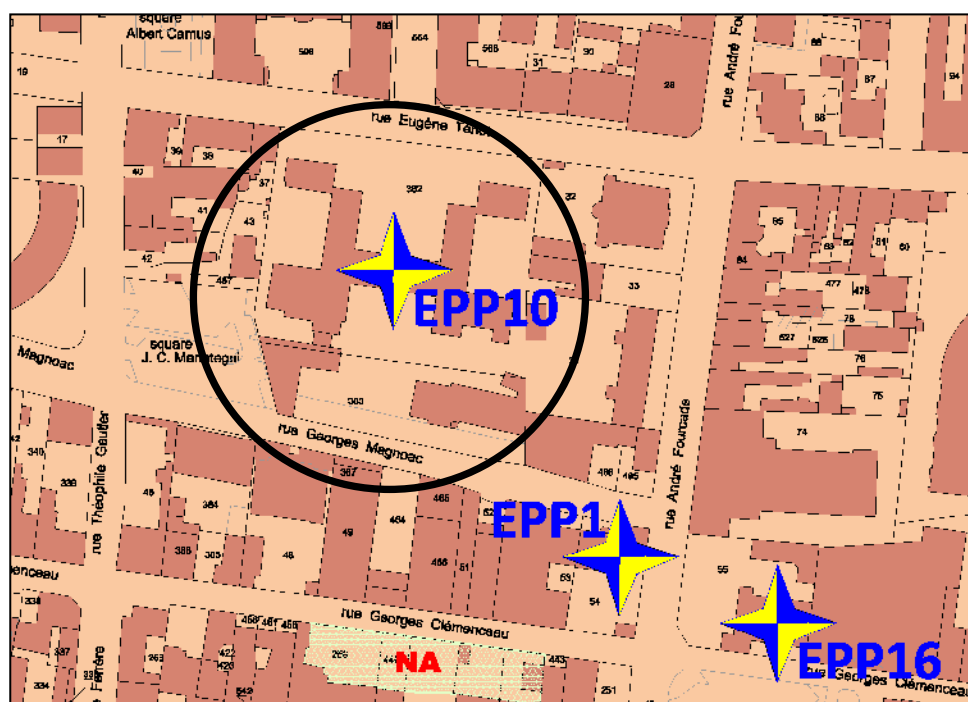
Le bâtiment faisant l'objet du projet des Archives Départementales bénéficie dans le Plan Local d'Urbanisme en vigueur d'une protection édictée au titre de l'article L.123-1 du Code de l'Urbanisme (L.151-19 dans la version actuelle). Celle-ci interdit toute démolition. Comme nous l'avons vu précédemment, et en accord avec l'Architecte des Bâtiments de France, il n'est pas envisageable de conserver tous les bâtiments en l'état.

Afin de permettre la réalisation du projet des archives départementales au niveau du 6 rue Eugène Ténor à Tarbes, il convient donc de **supprimer l'Elément Paysager à Protéger n°10** sur les **pièces graphiques du règlement** et dans les **annexes des pièces écrites du règlement**, tout en tenant compte des exigences architecturales fixées par l'Architecte des Bâtiments de France.

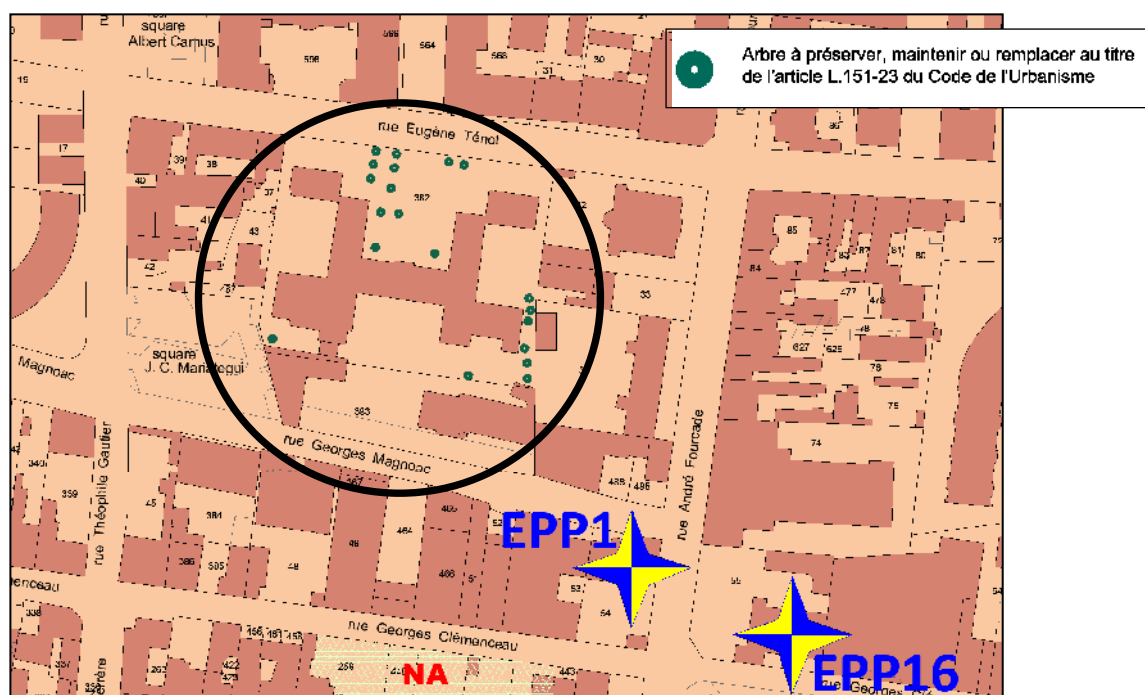
- **Modification des pièces graphiques du règlement**

Le symbole repérant l'Elément Paysager à Protéger n°10, situé en zone UA, est supprimé sur les pièces graphiques du règlement. Des symboles identifiant les arbres à préserver, maintenir ou remplacer au titre de l'article L-151-23 du Code de l'Urbanisme sont ajoutés.

➤ Les pièces graphiques avant la révision « allégée »



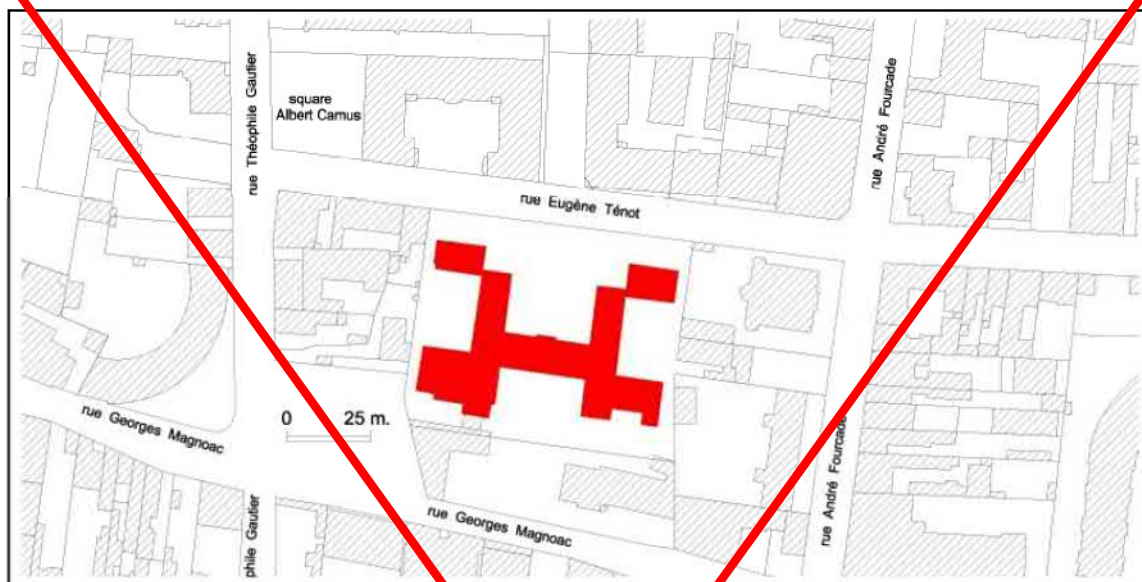
➤ Les pièces graphiques après la révision « allégée »



- **Modification des pièces écrites du règlement**

Dans l'annexe des pièces écrites du règlement intitulée « Eléments Paysagers à Protéger au titre de l'article L.123-1-5 7° du Code de l'Urbanisme » (L.151-19 dans la version actuelle), la fiche n°10 concernant le 6 rue Eugène Ténot est supprimée.

EPP10 : 6 Rue Eugène Ténot / AW 382



PRESCRIPTIONS :

- Pas de démolitions des bâtiments.
- Les transformations et extensions devront prendre en compte et être en cohérence avec l'architecture du bâtiment préservé.

- **Analyse de la compatibilité avec le SCoT**

Absence de SCoT.

- **Analyse de la compatibilité avec le PLH**

Le PLH a vocation à décliner et à préciser les priorités en matière de développement de l'offre d'habitat (neuf / réhabilitation / quantitatif / qualitatif) en tenant compte des nouvelles données du contexte (institutionnel / financier / réglementaire) et du diagnostic du PLH.

Le projet concernant un équipement public est donc compatible avec le PLH.

- **Analyse de la compatibilité avec le SDAGE**

Trois orientations du SDAGE concernent le projet :

- ↳ Orientation D : Préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques,
- ↳ Orientation B : Réduire les pollutions,
- ↳ Orientation C : Améliorer la gestion quantitative.

Le projet prend bien en compte les dispositions de ces trois orientations susceptibles de le concerner. En effet, afin d'éviter tout impact sur les milieux aquatiques, les eaux pluviales de voiries et de toiture seront collectées dans le réseau public. Par ailleurs, il n'y a pas de rejets d'eaux industrielles sur le site. Concernant la gestion quantitative de la ressource, aucune consommation excessive n'est prévue ; l'eau sera principalement utilisée pour des besoins sanitaires.

La suppression de l'Elément Paysager à Protéger n°10 et le projet des archives départementales sont compatibles avec les orientations du SDAGE Adour Garonne, leur localisation et l'absence de modification de l'affectation initiale du sol de ces parcelles ne provoqueront pas de pollutions de nature à altérer la qualité des eaux.

- **Analyse de la conformité avec le Plan d'Elimination des Déchets Ménagers et assimilés des Hautes-Pyrénées**

Le projet est conforme aux orientations du PDEDMA. Le Conseil Départemental apportera une attention particulière au tri et à la valorisation des déchets. Il est notamment prévu d'identifier et de collecter chaque type de déchets émis dans des conteneurs spécifiques pour ensuite suivre la filière de valorisation adaptée à sa nature.

2.5. ANALYSE DES INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

Les incidences en phase chantier sont liées à la vie du chantier : transport des matériaux nécessaires à la construction des bâtiments, création des accès et circulation des engins de chantier, production de déchets dont des chutes ou résidus de matériaux de construction, alimentation du chantier en eau et en énergie, nuisances sonores et olfactives, etc.

Le chantier du projet se voudra respectueux de l'environnement et aura pour objectif de :

- ↳ limiter les risques et les nuisances causés aux riverains du chantier
- ↳ limiter les risques sur la santé des ouvriers
- ↳ limiter les pollutions de proximité lors du chantier
- ↳ limiter la quantité de déchets de chantier mis en décharge

En outre, les enjeux relevés en termes de biodiversité sur le site sont très faibles. L'essentiel du terrain concerné par le périmètre de l'opération est minéralisé et présente très peu de sensibilité écologique. En effet, la flore observée au sein de l'aire d'étude est commune et sans réelle valeur patrimoniale.

Le secteur de projet ne comprend aucun zonage de protection ou d'inventaire. Les périmètres les plus proches se situent à environ 670 mètres au sud. Le chantier n'aura donc aucun impact direct significatif sur ces espaces. Aucune mesure n'est donc requise.

Thématique environnementale	Incidences prévisibles notables	Mesures prévues
Paysage	Présence d'équipements de grandes hauteurs sur le site (grues), circulation de véhicules de chantier, déplacement (au sein du site) de terres	Réduction de la durée du chantier au strict nécessaire (environ 11 mois) Utilisation de véhicules et équipements en bon état.
Qualité de l'air	Emission de gaz d'échappement (gaz à effet de serre et polluants atmosphériques) par les véhicules du personnel du chantier et les engins Emission de poussières soulevées par le passage des engins sur le chantier ou dégagées par certains travaux spécifiques	Limitation de la vitesse de circulation et arrêt des moteurs lorsque leur fonctionnement n'est pas nécessaire Mise en place de précautions particulières pour limiter l'envol des poussières sur le chantier Mise en place d'un système de lavage de roue sur le site durant les phases de terrassements et d'un système de récupération des laitances de béton issues des différents coulages (gros œuvre / dallage)
Ressource en eau	Consommation d'eau sur le chantier Risque de pollution des eaux par les engins de chantier et les produits liquides utilisés sur le chantier (huiles de décoffrage...) Pollution par les eaux de ruissellement pluvial chargées en polluants (hydrocarbures, métaux lourds...) Production d'eau usée liée à la vie du chantier (sanitaires, nettoyage des engins...)	Les installations de chantier nécessaires au personnel seront installées dès le démarrage et les réseaux seront raccordés (eaux usées, électricité) Stockage des huiles utilisées pour le décoffrage ou pour les engins de chantier dans des espaces protégés et fermés Remplissage des véhicules limité à la phase de terrassement et assuré par un prestataire extérieur. Une zone étanche sera prévue sur le chantier pour le remplissage Utilisation de moyens de levage thermiques ou électriques pour les travaux en hauteur Création d'une plateforme en matériaux granulaires pour les bungalows et pour le stationnement des véhicules.
Nuisances sonores et vibrations	Bruit et vibrations liés aux véhicules de chantier	Travaux en journée Limitation du nombre de véhicules nécessaires
Déchets	Production de déchets ménagers par les équipes de chantier	Mise en place d'un tri sélectif des déchets de chantiers (essentiellement palettes / cartons / aciers) avec un prestataire extérieur permettant de valoriser l'ensemble des déchets évacués
Milieux naturels - faune / flore	Impact sur les haies arbustives et les arbres d'ornement	Maintien si possible de la végétation en place Végétalisation du projet Travaux hors périodes de nidification et de reproduction

Les incidences de la phase d'exploitation sont liées au fonctionnement et à l'usage des bâtiments : chauffage / climatisation, stockage de produits chimiques, allées et venues du personnel, des prestataires de service et des clients (véhicules de livraison et d'expédition, véhicules personnels, véhicules spécialisés pour l'enlèvement des déchets...), production de déchets et d'eaux usées, etc.

Les incidences notables prévisibles de la phase d'exploitation du projet sont synthétisées dans le tableau suivant.

Synthèse des incidences notables du projet sur l'environnement lors de la phase d'exploitation et principales mesures d'évitement-réduction envisagées

Thématique environnementale	Incidences prévisibles notables	Mesures prévues
Paysage	Les dimensions du bâtiment seront susceptibles de modifier le paysage urbain. Toutefois, le projet s'insère dans son environnement	Projet d'architecture pour intégrer au mieux le projet dans son environnement Aménagement paysagé des voies d'accès et des espaces publics
Qualité de l'air	Rejets atmosphériques liés aux gaz d'échappement des véhicules circulant sur le site et à l'envol de matériaux légers	Mise à l'arrêt des camions pendant les périodes de chargement / déchargement . Ventilation des bâtiments
Ressource en eau	Consommation d'eau potable pour les besoins sanitaires en provenance du réseau d'adduction d'eau Production d'eaux usées (eau sanitaire et eaux de nettoyage des sols de l'entreprise) Ruissellement d'eaux polluées (eaux de ruissellement des voiries et des parkings susceptibles d'être chargées en matières en suspension, hydrocarbures, déchets divers)	Rejet des eaux usées du site dans le réseau d'assainissement public Collecte des eaux de toiture et des eaux de ruissellement des voiries dans le réseau collectif
Déchets	Déchets d'emballage (cartons, papiers, bois des palettes) Déchets non dangereux provenant des bureaux et de l'entretien des bâtiments	Tri sélectif des déchets
Climat (émissions de gaz à effet de serre)	Déplacement des véhicules Consommation d'énergie pour le fonctionnement des infrastructures (chauffage, production d'électricité...) Trajets domicile/travail des salariés Utilisation de fluides frigorigènes dans les climatisations des bureaux le cas échéant	Mise en place d'éclairages LED dans les bureaux et le bâtiment logistique Mesures similaires à celles prévues pour réduire les rejets atmosphériques (entretien des appareils de combustion, contrôle d'étanchéité des climatisations...) Bureaux et locaux sociaux chauffés à 20°C en hiver et isolés thermiquement Isolation des toitures et des façades Mise en place de dispositifs permettant de moduler l'intensité de l'éclairage selon la luminosité extérieure

2.6. ANALYSE DES INCIDENCES DU PROJET SUR LE SITE NATURA 2000 « VALLEE DE L'ADOUR »

Sur la commune de Tarbes, un site Natura 2000 a été recensé. Il s'agit du milieu naturel bordant l'Adour : « Vallée de l'Adour », qui est en **Zone Spéciale de Conservation (ZSC)** et en **Site d'Importance communautaire (SIC)**.

Le site d'implantation du projet est situé à environ 678 m du site Natura 2000. Le projet (phase de travaux et phase d'exploitation) n'aura pas d'impact direct significatif sur les habitats et espèces de la zone Natura 2000 étudiée. Aucun habitat classé ne sera détruit.

L'Adour étant situé à plus de 670 m, le projet n'aura pas d'impact sur la qualité de l'eau liée au ruissellement d'eaux pluviales polluées. Le site n'aura donc pas d'impact sur la qualité des eaux.

Les rejets atmosphériques liés à l'exploitation du site seront limités (principalement liés à la circulation des véhicules légers et aux gaz de combustion). Les rejets additionnels attendus ne sont pas significatifs par rapport aux émissions générées par le trafic communal. Aucun impact additionnel sur la faune n'est attendu.

Le projet, par sa nature, ne sera pas source de nuisances sonores significatives (pas de sirènes récurrentes, etc.). Les nuisances sonores générées viendront principalement de la circulation des véhicules sur le site, dont l'ampleur reste non-significative.

2.7. MESURE D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION DES INCIDENCES NÉGATIVES NOTABLES SUR L'ENVIRONNEMENT

Les mesures proposées sont détaillées dans le chapitre relatif à l'analyse des incidences. Cependant, une synthèse des mesures proposées est présentée ci-dessous. Conformément à la réglementation (Article R122-5 du livre 1^{er} du code de l'environnement – Partie réglementaire), une estimation des dépenses correspondant à la mise en œuvre des mesures envisagées est proposée.

Thématique	Mesure	E, R ou C*	Modalités de suivi	Effets attendus	Estimation des dépenses
Paysage	Aménagements paysagers / Espaces verts	R	Entreprise d'entretien des espaces verts	Amélioration de l'impact visuel	A la charge du futur exploitant
	Traitement architectural des façades	R	Contrôle visuel	Amélioration de l'impact visuel	A la charge du futur exploitant
Air/Bruit	Contrôle d'étanchéité des climatisations	E	Contrôles annuels	Limiter les fuites de GESF	A la charge du futur exploitant
	Limiter les fuites de GESF	R	Entretien du bâtiment	Isolation phonique/thermique	A la charge du futur exploitant
	Limitation des vitesses sur site et arrêt des moteurs des camions	R	Consignes internes	Réduction des rejets de polluants	A la charge du futur exploitant
Déchets	Mise en place du tri des déchets	R	Registre des déchets	Favoriser le recyclage et la valorisation	A la charge du futur exploitant
Faune Flore	Mesures d'évitement intégrées lors de la conception du projet	E	Suivi de chantier	Préserver les milieux	A la charge du futur exploitant
	Mesures de réduction des impacts sur l'environnement naturel lors de la phase travaux et en exploitation (aménagement d'espaces verts)	R		Préserver les milieux	A la charge du futur exploitant

* E = éviter ; R = réduire ; C = compenser

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
TARBES-LOURDES-PYRENEES**

**PLAN LOCAL D'URBANISME
MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1 DU PLU DE LA
COMMUNE DE TARBES**



**RAPPORT DE PRESENTATION
ET EXPOSE DES MOTIF**

Vu pour être annexé à la délibération du 20 septembre 2019

Le Président

Gérard REMEGE

PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE TARBES

MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1



1 – Note de présentation

Evolution du Plan Local d'Urbanisme

- PLU approuvé par délibération conseil municipal en date du 17 février 2014

INTRODUCTION

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) est un document d'urbanisme qui fixe les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols d'une commune.

Le PLU de la commune de TARBES a été approuvé par délibération du conseil municipal en date du 17 février 2014.

Conformément aux dispositions des articles L.153-36 à L.123-38, L.123-40, L.123-45, L.123-47 et L.123-48 du code de l'urbanisme, le PLU peut faire l'objet d'une modification.

Le présent rapport a pour objet, outre d'expliquer le projet d modification et d'exposer les motifs, de démontrer l'absence de graves risques de nuisances liées au projet.

SOMMAIRE

1 La procédure de modification

1.1 Le déroulement de la procédure

1.2 La modification simplifiée du PLU de Tarbes

2. Description et justification de la modification simplifiée

2.1 La problématique imposant la modification

2.2 Les modification demandées

3. Conclusion

4. Les annexes

1. La procédure de modification

La commune de Tarbes est dotée d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé le 17 février 2014.

Conformément aux dispositions des articles L.153-36 à L.123-38, L.123-40, L.123-45, L.123-47 et L.123-48 du code de l'urbanisme, la commune peut engager une procédure de modification lorsqu'il n'est pas porté atteinte à l'économie générale du plan, ne réduit pas un espace boisé classé, une zone agricole, une zone naturelle et forestière et naturelle, une protection édictée en raison des risques de nuisances, des paysages ou des milieux naturels.

1.1 Le déroulement de la procédure

a. L'initiative de la procédure

Depuis le 1^{er} janvier 2017, la communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées est compétente en matière d'aménagement de l'espace communautaire, et plus particulièrement pour les procédures d'élaboration et d'évolution des documents d'urbanisme.

L'initiative de la mise en œuvre de la procédure de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme appartient au conseil communautaire et est encadrée par les articles du code de l'urbanisme du L 153-45 au L 153-48. Par délibération du 20 mars 2019, le conseil communautaire a délégué au bureau communautaire l'autorisation de délibérer pour l'agglomération, notamment, sur les dossiers de modification simplifiée des PLU.

b. La notification du projet aux Personnes Publiques Associées

Le projet de modification simplifiée est notifié aux personnes publiques associées avant la mise à disposition du dossier au public qui peuvent rendre leur avis dans un délai de 15 jours à compter de la réception du dossier :

- Le Préfet des Hautes- Pyrénées
- La Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers
- La présidente du Conseil Régional Occitanie
- Le président du Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées
- Le maire de la commune de Tarbes
- Les présidents des chambres consulaires
- Le Centre régional de la propriété forestière
- Le président de l'autorité compétente en matière d'organisation des transports urbains, le cas échéant,

- Les représentants des organismes de gestion des parcs naturels régionaux et des parcs nationaux, le cas échéant.
- Les présidents des établissements publics en charge des SCoT limitrophes au territoire de la CA TLP.

De cette notification peut découler des avis sur le projet qui seront inclus dans le dossier de mise à disposition du public.

c. Mise à disposition du dossier au public

La procédure de modification simplifiée est encadrée par les articles L 153-45 au L 153-48 du code de l'urbanisme. Elle se déroule de la façon suivante :

- Rédaction du projet de modification et de l'exposé des motifs (objet du présent rapport),
- Délibération du bureau communautaire précisant les modalités de mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée,
- Mesures de publicité : publication d'un avis huit jours au moins avant le début de la mise à disposition du public dans un journal diffusé dans le département, et affichage en mairie pendant toute la durée de la consultation. Cet avis doit préciser l'objet de la modification simplifiée, le lieu et les heures où le public pourra consulter le dossier et formuler des observations.

Ouverture de la consultation du public pour une durée d'1 mois avec la mise à disposition d'un registre pour permettre au public de formuler ses observations.

Le dossier mis à la disposition du public comprend :

- Une notice de présentation du projet de modification et exposant des motifs,
- Les avis reçus dans le cadre des notifications,
- La délibération du conseil communautaire prescrivant la procédure,
- L'avis publié précisant les modalités de mise à disposition du dossier.

d. Approbation de la modification simplifiée

A l'issue de la consultation, le projet de modification simplifiée du PLU peut :

- soit être approuvé tel que proposé au public,
- soit faire l'objet de modifications limitées pour tenir compte des observations émises.

La modification simplifiée est ensuite approuvée par délibération du bureau communautaire et marque l'achèvement de la procédure.

La délibération doit faire l'objet d'un affichage en mairie pendant une durée d'1 mois et un avis est inséré dans un journal diffusé dans le département pour informer le public de l'approbation de cette modification

Un exemplaire du dossier du PLU modifié doit être adressé au Préfet, et aux services de la Direction Départementale des Territoires des Hautes-Pyrénées.

1.2 La modification simplifiée du PLU de Tarbes

a. Le PLU de Tarbes

Cette modification porte sur la suppression de l'emplacement réservé n°11, inscrit au PLU pour l'élargissement et le prolongement de la rue Pierre Loti ; ce projet d'élargissement étant abandonné par la commune de Tarbes après la mise en sens unique de la rue Pierre Loti.

b. Les éléments du PLU à modifier

La modification porte sur la suppression de l'emplacement réservé n°11, dans le document graphique et dans la liste des emplacements réservés du rapport de présentation du PLU.

La procédure de modification peut être retenue car le projet :

- ne porte pas atteinte à l'économie générale du PLU et de son Projet d'Aménagement et de Développement Durables ;
- ne réduit pas un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
- ne réduit pas une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisances.

Le présent rapport a pour objet, outre d'explicitier le projet de modification et d'exposer les motifs, de démontrer l'absence de graves risques de nuisance liée au projet.

2. Description et justification de la modification simplifiée

La commune de Tarbes est située au nord-ouest du département des Hautes-Pyrénées dont elle est la préfecture. C'est la capitale de la Bigorre. Tarbes est une ville du piémont pyrénéen située au sein de la riche plaine agricole du fleuve Adour à 155 km au sud-ouest de Toulouse, 40 km à l'est de Pau et 20 km au nord-est de Lourdes.

Tarbes est à un carrefour privilégié, puisqu'elle se situe à moins d'une heure des Pyrénées, à deux heures de l'Atlantique et à trois heures de la Méditerranée.

Les accès à Tarbes sont nombreux et variés :

- L'aéroport de Tarbes-Lourdes-Pyrénées est desservi par de nombreuses compagnies avec notamment des vols réguliers pour Paris (Orly),
- Le TGV rallie la gare de Paris Montparnasse en six heures, plusieurs fois par jour, et dessert bordeaux en trois heures. Des échanges importants s'effectuent avec Toulouse, Pau et la côte basque.

Accusé de réception en préfecture 065-200069300-20190920-BC200919_06a-AU Date de télétransmission : 26/09/2019 Date de réception préfecture : 26/09/2019

- Tarbes est aussi desservie par l'autoroute A64 ; « la Pyrénéenne », reliant la côte basque à Toulouse.
- La route nationale 21 relie Lourdes à Auch, en passant par Tarbes.
- Les routes départementales RD935 et RD817 desservent également Tarbes.

La commune de Tarbes culmine à une altitude moyenne de 304 mètres. Sa superficie est de 1 533 hectares.

Tarbes compte 44 952 habitants (population légale 2010) et une densité de 2 932 habitants/km². Elle est la ville la plus peuplée du département des Hautes-Pyrénées.

La commune de Tarbes fait partie, depuis le 1^{er} janvier 2017 de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées.

2.1 La problématique imposant la modification

Depuis son approbation en 2014, le Plan local d'urbanisme de la commune de Tarbes n'a pas fait l'objet d'évolution.

Une révision allégée vient d'être engagée par la communauté d'agglomération, par délibération du bureau communautaire du 14 février 2019, afin de supprimer un Elément du Paysage à Préserver (EPPn°10).

Dans le document graphique et dans la liste des emplacements réservés figure l'emplacement réservé ER n° 11, au bénéfice de la commune pour permettre le prolongement de la rue Pierre Loti.

Ce projet de prolongement/élargissement étant aujourd'hui abandonné par la commune de Tarbes en raison de la mise en sens unique de la rue, la suppression de l'ER n°11 est demandée, car cette servitude grève plusieurs parcelles bâties.

2.2 Les modifications demandées

Dans le règlement graphique actuel du PLU de la commune de Tarbes, suppression de l'Emplacement Réservé (ER) n°11.

Dans la liste des emplacements réservés aux voies et ouvrages publics, figurant dans le rapport de présentation, suppression de l'emplacement réservé n°11 (ancien numéro A20 ER20) – prolongement de la rue Pierre Loti – bénéficiaire : la commune – superficie : 940 m²

3. Conclusion

Cette modification, qui n'entraîne pas d'évolution des surfaces, concerne une modification du règlement graphique et de la liste des emplacements réservés, en raison de la suppression de l'emplacement réservé (ER) n°11.

La présente modification ne comporte pas de risque grave de nuisance, ne porte pas atteinte à l'économie générale du PADD, ne réduit pas un espace boisé classé, ni de zone agricole, naturelle et forestière.

4. Les annexes

Annexe n°1 – Extrait du Rapport de Présentation (p237) sur les Emplacements Réservés

Annexe n°2 – Extrait du rapport de présentation (p237) modifié

Annexe n°3 – Extrait du règlement graphique

Annexe n°4 – Extrait du règlement graphique après modification

ANNEXE N°1 – Extrait du Rapport de Présentation (p237) sur les Emplacements Réservés

✕ LES EMBLEMENTS RESERVES AUX VOIES ET OUVRAGES PUBLICS

La mise à jour des emplacements réservés figurant au Plan d'Occupation des Sols a été effectuée. Des emplacements sont réservés pour l'élargissement et la création de voiries urbaines ainsi que la création d'un bassin de rétention pour leseaux pluviales.

LISTE DES EMBLEMENTS RESERVES

N°	Ancien N°	Désignation	Bénéficiaire	Superficie (m ²)
1	A 99	Elargissement de la rue Kléber	Commune	3 300
2	ER 109	Elargissement du chemin du Chenil	Commune	1 440
3	ER 132	Prolongement de l'impasse des Cerisiers	Commune	155
4	ER 96	Prolongement de l'impasse des Frères Lumière	Commune	890
5	A 98	Elargissement de la rue de Perseigna	Commune	820
6	ER 113	Elargissement de la rue Claude Bernard	Commune	545
7	ER 45	Elargissement de la rue Jean Mermoz	Commune	85
8	ER 10	Elargissement du chemin de la Sendère	Commune	160
9	A 4	Elargissement du Quai d'Embarquement	Commune	1 570
10	A 5	Elargissement de la rue Robert Destarac	Commune	310
11	A20 ER20	Prolongement de la rue Pierre Loti	Commune	940
12	ER 16	Elargissement de la rue François Marquès	Commune	1 150
13	ER 55	Elargissement du boulevard Jean Moulin	Commune	415
14	ER 80	Elargissement du boulevard Claude Debussy et boulevard Kennedy	Etat	2 740
15	A 85	Prolongement de la rue Escoula	Commune	365
16	A 89	Elargissement de la rue Célestin Passet	Commune	625
17	ER 74	Prolongement du chemin du Clauzier	Commune	1 280
18		Elargissement du boulevard Pierre Renaudet	Commune	850
19		Elargissement du chemin des Poudrières	Commune	1 530
20		Création d'un bassin de rétention eaux pluviales	Commune	5 570
21		Création d'un bassin de rétention eaux pluviales	Commune	3 220
22		Création d'un bassin de rétention eaux pluviales	Commune	1 650
23		Création d'un bassin de rétention eaux pluviales	Commune	4 500
24		Création d'un bassin de rétention eaux pluviales	Commune	1 700
25		Création d'un bassin de rétention eaux pluviales	Commune	6 990
26		Création d'un bassin de rétention eaux pluviales	Commune	3 505
27		Création d'un bassin de rétention eaux pluviales	Commune	2 675
				48 980

ANNEXE N°2 – Extrait du Rapport de Présentation (P237)) sur les Emplacements Réservés modifié

*** LES EMPLACEMENTS RESERVES AUX VOIES ET OUVRAGES PUBLICS**

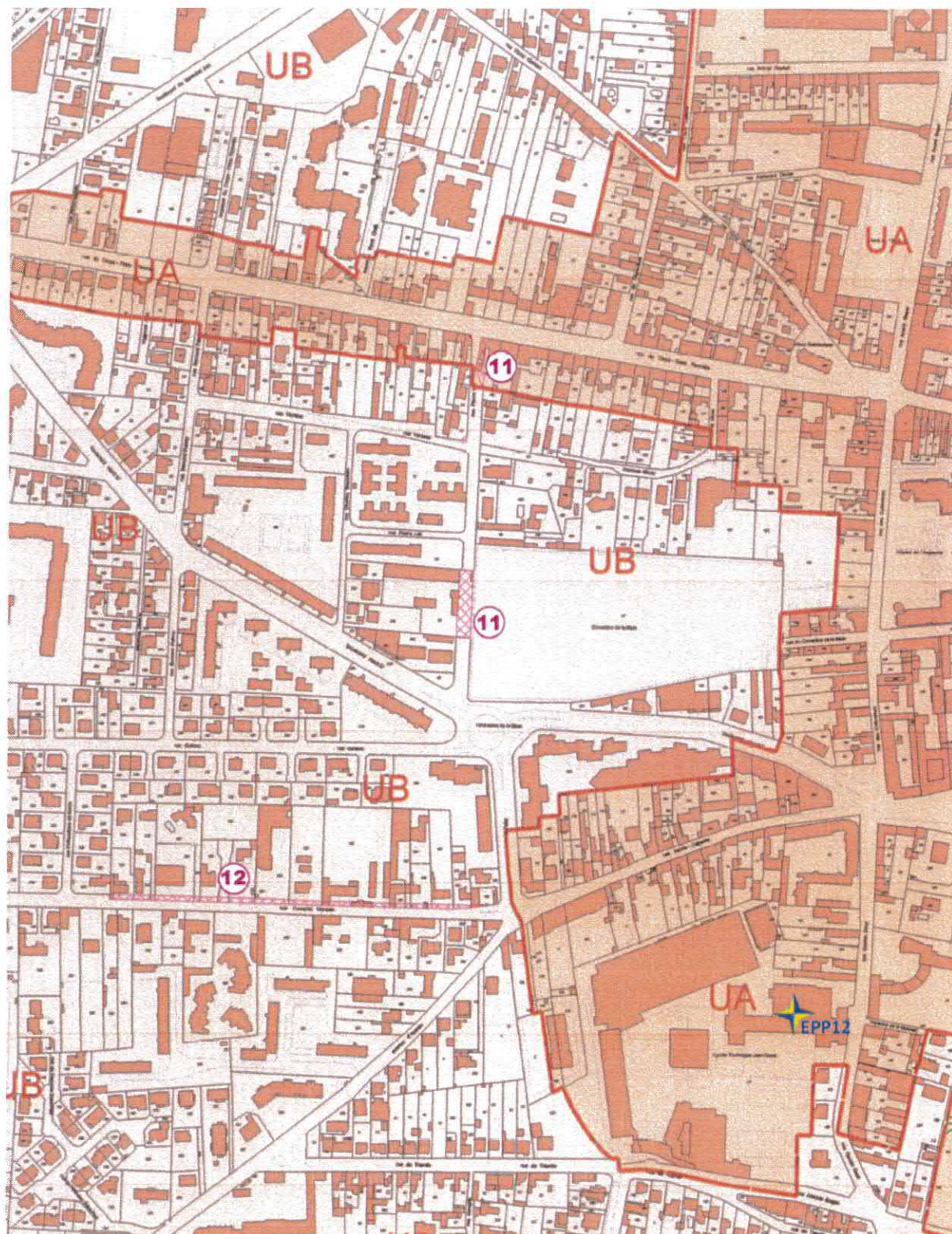
La mise à jour des emplacements réservés figurant au Plan d'Occupation des Sols a été effectuée. Des emplacements sont réservés pour l'élargissement et la création de voiries urbaines ainsi que la création d'un bassin de rétention pour leseaux pluviales.

LISTE DES EMPLACEMENTS RESERVES Après approbation de la modification simplifiée n°1

N°	DESIGNATION	BENEFICIAIRE	SUPERFICIE (M2)
1	ELARGISSEMENT DE LA RUE KLEBER	COMMUNE	3 300
2	ELARGISSEMENT DU CHEMIN DU CHENIL	COMMUNE	1 440
3	PROLONGEMENT DE L'IMPASSE DES CERISIERS	COMMUNE	155
4	PROLONGEMENT DE L'IMPASSE DES FRERES LUMIERE	COMMUNE	890
5	ELARGISSEMENT DE LA RUE DE LA PERSEIGNA	COMMUNE	820
6	ELARGISSEMENT DE LA RUE CLAUDE BERNARD	COMMUNE	545
7	ELARGISSEMENT DE LA RUE JEAN MERMOZ	COMMUNE	85
8	ELARGISSEMENT DU CHEMIN DE LA SENDERE	COMMUNE	160
9	ELARGISSEMENT DU QUAI D'EMBARQUEMENT	COMMUNE	1 570
10	ELARGISSEMENT DE LA RUE ROBERT DESTARAC	COMMUNE	310
12	ELARGISSEMENT DE LA RUE FRANÇOIS MARQUES	COMMUNE	1 150
13	ELARGISSEMENT DU BOULEVARD JEAN MOULIN	COMMUNE	415
14	ELARGISSEMENT DU BOULEVARD CLAUDE DEBUSSY ET BOULEVARD KENNEDY	ETAT	2 740
15	PROLONGEMENT DE LA RUE ESCOULA	COMMUNE	365
16	ELARGISSEMENT DE LA RUE CELESTIN PASSET	COMMUNE	625
17	PROLONGEMENT DU CHEMIN DU CLAUZIER	COMMUNE	1 280
18	ELARGISSEMENT DU BOULEVARD PIERRE RENAUDET	COMMUNE	850
19	ELARGISSEMENT DU CHEMIN DES POUDRIERES	COMMUNE	1 530
20	CREATION D'UN BASSIN DE RETENTION EAUX PLUVIALES	COMMUNE	5 570
21	CREATION D'UN BASSIN DE RETENTION EAUX PLUVIALES	COMMUNE	3 220
22	CREATION D'UN BASSIN DE RETENTION EAUX PLUVIALES	COMMUNE	1 650
23	CREATION D'UN BASSIN DE RETENTION EAUX PLUVIALES	COMMUNE	4 500
24	CREATION D'UN BASSIN DE RETENTION EAUX PLUVIALES	COMMUNE	1 700
25	CREATION D'UN BASSIN DE RETENTION EAUX PLUVIALES	COMMUNE	6 990
26	CREATION D'UN BASSIN DE RETENTION EAUX PLUVIALES	COMMUNE	3 505
27	CREATION D'UN BASSIN DE RETENTION EAUX PLUVIALES	COMMUNE	2 675
			48 040

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190920-BC200919_06a-
AU
Date de télétransmission : 26/09/2019
Date de réception préfecture : 26/09/2019

ANNEXE N°3 – Extrait du règlement graphique



**EXTRAIT REGLEMENT GRAPHIQUE DU
PLU DE TARBES**

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190920-BC200919_06a-
AU
Date de télétransmission : 26/09/2019
Date de réception préfecture : 26/09/2019

ANNEXE N°4 – Extrait du règlement graphique après modification

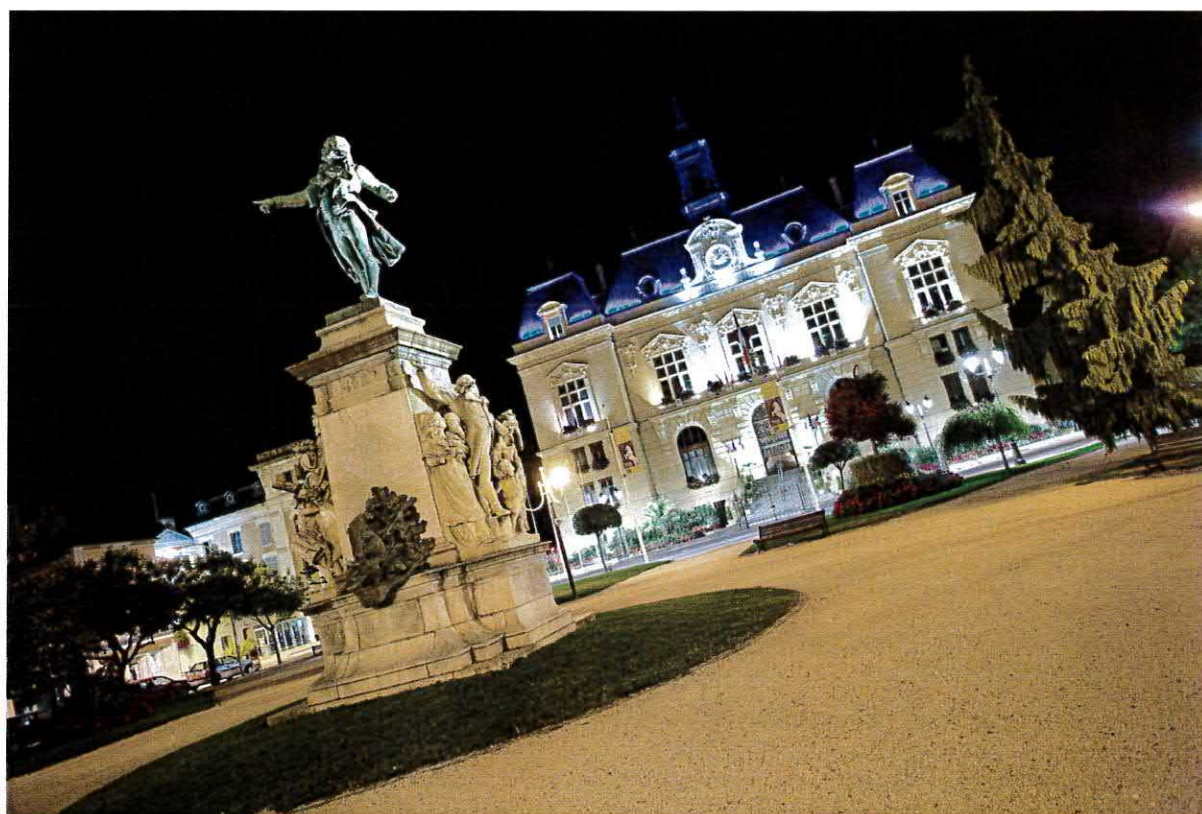


EXTRAIT REGLEMENT GRAPHIQUE DU PLU DE TARBES APRES MODIFICATION

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190920-BC200919_06a-
AU
Date de télétransmission : 26/09/2019
Date de réception préfecture : 26/09/2019

PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE TARBES

MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1



2- Délibération de prescription

Bureau Communautaire du mercredi 20 mars 2019

Délibération n° 3

Modification simplifiée n°1 du PLU de Tarbes

Date de la convocation : 13/03/2019

Nombre de conseillers en exercice : 54

Présents :

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, Mme Josette BOURDEU, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUQUESTE, Mme Fabienne LAYRE CASSOU, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. Jean-Claude PIRON, M. Jean-Christian PEDEBOY, Mme Christiane ARAGNOU, Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Francis BORDENAVE, M. Jean-Marc BOYA, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, M. Jacques GARROT, Mme Geneviève ISSON, M. Christian LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Jean-Claude LASSARRETTE, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Francis TOUYA, M. Bruno VINUALES, M. Christian ZYTYNSKI

Excusés :

M. André LABORDE, M. Michel DUBARRY, Mme Evelyne LABORDE, M. Alain TALBOT
M. Marc GARROCQ donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN
donne pouvoir à M. Jean-Claude LASSARRETTE, Mme Myriam MENDES donne
pouvoir à Mme Anne-Marie ARGOUNES, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne
pouvoir à M. Yannick BOUBEE, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick
VIGNES

Absents :

M. Michel AUSINA, M. Guy VERGES

Rapporteur : M. VIGNES

Objet : Modification simplifiée n°1 du PLU de Tarbes

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190320-BC200319_03-DE
Date de télétransmission : 22/03/2019
Date de réception préfecture : 22/03/2019

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190920-BC200919_06a-AU
Date de télétransmission : 26/09/2019
Date de réception préfecture : 26/09/2019

Vu la délibération n°6 du Conseil Communautaire du 28 novembre 2018 donnant délégation au Bureau pour les dossiers de procédure de modification de droit commun, modification simplifiée et révision "allégée" des documents d'urbanisme des communes membres, et des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux actuellement en cours d'élaboration,
Vu la délibération du conseil municipal de Tarbes en date du 17 février 2014 approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune,

EXPOSE DES MOTIFS :

Par courrier en date du 17 décembre 2018, le maire de Tarbes a demandé à la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées d'engager une procédure de modification simplifiée afin de supprimer l'emplacement réservé N° 11 inscrit au PLU pour l'élargissement et le prolongement de la rue Pierre Loti. Ce projet d'élargissement étant abandonné, il n'y a pas lieu de maintenir cette servitude qui grève plusieurs parcelles.

Considérant que ce projet ne porte pas atteinte à l'économie générale du plan, ne réduit pas un espace boisé classé, une zone agricole, une zone naturelle et forestière, une protection édictée en raison des risques de nuisances, des paysages ou des milieux naturels, cette modification peut être engagée dans le cadre de la procédure dite "simplifiée", encadrée par les articles L153-35 à L153-48 du code de l'urbanisme.

Dans le cadre du projet de la commune de Tarbes, le dossier de modification sera mis à disposition du public pour une durée d'1 mois, à l'exception des samedis, dimanches et des jours fériés, avec un registre pour permettre au public de formuler ces observations, aux lieux et heures habituels d'ouverture au public:

- à la mairie de Tarbes,
- au siège de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées.

Un avis sera publié huit jours au moins avant le début de la mise à disposition du public dans un journal diffusé dans le département, et affiché en mairie et au siège de la communauté d'agglomération pendant toute la durée de la consultation.

Cet avis précisera l'objet de la modification simplifiée, le lieu et les heures où le public pourra consulter le dossier et formuler ses observations.

Le dossier mis à disposition du public comprend:

- une notice de présentation du projet de modification exposant les motifs,
- les avis des personnes publiques associées reçus dans le cadre des notifications,
- la délibération du bureau communautaire prescrivant la procédure,
- l'arrêté du Président.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : d'engager la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Tarbes pour les raisons exposées dans la présente délibération.

Article 2 : de préciser que la présente délibération fera l'objet des formalités suivantes:

- affichage au siège de la communauté d'agglomération et à la mairie de Tarbes, pendant 1 mois;
- transmission au représentant de l'Etat;
- publication au registre des délibérations;
- insertion au recueil des actes administratifs.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190320-BC200319_03-DE
Date de télétransmission : 22/03/2019
Date de réception préfecture : 22/03/2019

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190920-BC200919_06a-AU
Date de télétransmission : 26/09/2019
Date de réception préfecture : 26/09/2019

Article 3 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité.

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190320-BC200319_03-DE
Date de télétransmission : 22/03/2019
Date de réception préfecture : 22/03/2019

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190920-BC200919_06a-AU
Date de télétransmission : 26/09/2019
Date de réception préfecture : 26/09/2019

PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE TARBES

MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1



3- Arrêté de mise à disposition du projet au public

Nature de l'acte : 2.1
N° 2019 – SAEU - 7

**Arrêté prescrivant la modification simplifiée n°1 du Plan Local
d'Urbanisme de la commune de TARBES**

Le Président de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L 153-36, L 153-45 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Tarbes approuvé le 17 février 2014,

Vu la délibération du bureau communautaire en date 20 mars 2019,

Vu les pièces du dossier soumis à la disposition du public,

Arrête

Article 1^{er} : Il sera procédé à une mise à disposition du public sur le projet de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Tarbes.
Cette modification porte sur la suppression de l'emplacement réservé (ER) n° 11 prévu pour le prolongement de la rue Pierre Loti.

Article 2 : Le dossier du projet de modification simplifiée et l'exposé de ses motifs et un registre seront mis à disposition **du 06 mai 2019 au 07 juin 2019 inclus**, à l'exception des samedis, dimanches, des jours fériés et du vendredi 31 mai, auprès de :

- la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, service Aménagement Urbanisme, Zone tertiaire Pyrène Aéro Pôle – Téléport 1 à Juillan, du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00,
- la mairie de Tarbes, **BATIMENT PYRENE, service urbanisme**, 29 bis rue Georges Clemenceau, les lundis de 8h45 à 12h15 et de 13h45 à 17h15, les mardis, mercredis et jeudis de 8h15 à 12h15 et de 13h45 à 17h15, les vendredis de 8h15 à 12h15 et de 13h45 à 16h15.

Le public pourra prendre connaissance du dossier et consigner ses observations, propositions et contre-propositions, sur le registre ouvert à cet effet ou les adresser par correspondance à Monsieur le Maire de Tarbes, sous enveloppe cachetée portant la mention « Modification simplifiée N°1 du PLU de Tarbes » à l'adresse suivante : mairie de Tarbes – BP 31329 – 65013 TARBES cedex 9.

Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier auprès de l'agent du Service Aménagement de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées dès la publication du présent arrêté.

Les observations, propositions et contre-propositions pourront également être déposées par courrier électronique envoyé à gilles.alard@agglo-tlp.fr (dans ce cas, noter en objet du courriel « Observations modification n°1 PLU TARBES »).

Les observations du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de la mise à disposition.

Article 3 : À l'expiration du délai de la mise à disposition du public prévu à l'article 2 le registre sera clos et signé par Monsieur le Président.

Article 4 : Un avis au public précisant l'objet de la modification simplifiée, le lieu et les heures où le public pourra consulter le dossier et formuler des observations sera publié, en caractères apparents, huit jours au moins avant le début de la mise à disposition, dans un journal local diffusé dans le département.

Article 5 : Le bureau communautaire se prononcera par délibération sur l'approbation de la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme. Il pourra, au vu des avis émis lors de la mise à disposition de décider s'il y a lieu d'apporter des modifications au PLU en vue de cette approbation.

Article 6 : Une ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet du département des Hautes-Pyrénées.

Juillan, le 11 avril 2019

Le Président,



Gérard TREMEGE

PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE TARBES

MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1



4 – Avis de mise à disposition du projet au public

Le Président

**MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME
DE LA COMMUNE DE TARBES**

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L 153-45 et suivants,

Monsieur le Président de Tarbes-Lourdes-Pyrénées Agglomération informe qu'une mise à disposition du public concernant le projet de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune Tarbes sera ouverte du 06 mai 2019 jusqu'au 07 juin 2019 inclus.

La modification porte sur la suppression de l'emplacement réservé N°11 inscrit au PLU pour le prolongement de la rue Pierre Loti.

Le dossier de projet de modification simplifiée, l'exposé des motifs ainsi que le registre permettant au public de formuler ses observations seront tenus à disposition, à l'exception des samedis, dimanches, du vendredi 31 mai et des jours fériés, à :

- la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, service Aménagement Urbanisme, Zone tertiaire Pyrène Aéro Pôle – Téléport 1 à Juillan, du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00,
- la mairie de Tarbes, Bâtiment PYRENE, service Urbanisme, les lundis de 8h45 à 12h15 et de 13h45 à 17h15, les mardis, mercredis et jeudis de 8h15 à 12h15 et de 13h45 à 17h15, les vendredis de 8h15 à 12h15 et de 13h45 à 16h15.

Juillan, le 12/04/ 2019

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
TARBES
LOURDES
PYRENEES
*
Gérard TREMEGE

Communauté d'agglomération tarbes-lourdes-pyrénées

Siège : Zone tertiaire Pyrène Aéro Pôle - Téléport 1 - Juillan
Adresse postale : Zone tertiaire Pyrène Aéro Pôle - Téléport 1 - CS 51331 65013 Tarbes cedex 9

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190920-BC200919_06a-
AU
Date de télétransmission : 26/09/2019
Date de réception préfecture : 26/09/2019

PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE TARBES

MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1



5 – Avis des Personnes Publiques Associées



PRÉFET DES HAUTES-PYRÉNÉES

219/546

Direction départementale des territoires

Tarbes, le 15 MAI 2019

Service urbanisme, foncier, logement

Bureau aménagement et planification
territoriale

Le Préfet des Hautes-Pyrénées

à

Affaire suivie par :
Mme Valérie Monteyne
tel.: 05 62 51 41 27
courriel : valerie.monteyne@hautes-
pyrenees.gouv.fr

Monsieur le Président de la
communauté d'agglomération Tarbes
 Lourdes Pyrénées

Objet : Modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Tarbes

Par courrier réceptionné en préfecture le 17 avril 2019, vous me sollicitez pour la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Tarbes portant sur la suppression de l'emplacement réservé n°11 inscrit au PLU pour l'élargissement et le prolongement de la rue Pierre Loti.

La modification envisagée du PLU de Tarbes n'appelle aucune observation de ma part.

Mes services restent à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le secrétaire Général

Samuel BOUJU

Horaires : 8h30/12h00 - 14h00/17h00 - 16h00 le vendredi

3, rue Lordat BP 1349 - 65013 Tarbes cedex - Tél. 05 62 56 65 65 - Télécopie : 05 62 51 15 07
courriel : ddt@hautes-pyrenees.gouv.fr - Site Internet : www.hautes-pyrenees.gouv.fr

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190920-BC200919_06a-
AU
Date de télétransmission : 26/09/2019
Date de réception préfecture : 26/09/2019

REÇU LE

10 MAI 2019

Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-
Pyrénées
Zone Tertiaire Pyrène Aéro Pôle
Téléport 1
CS 51331
65013 TARBES Cédex 9

Tarbes, le 29 avril 2019

Objet :
Modification simplifiée n°1 PLU Tarbes
Avis

Référence :
VD/EM/190429-1

Dossier suivi par :
Victor DOUCHAMPS
05 62 34 87 26
v.douchamps@hautes-pyrenees.chambagri.fr

Monsieur le Président,

Par courrier reçu le 18 avril 2019, vous nous avez transmis, pour avis, le projet de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Tarbes. Nous vous en remercions.

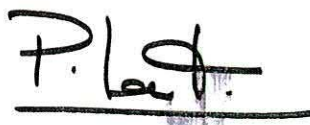
Celui-ci porte sur la suppression d'un emplacement réservé, inscrit précédemment au PLU pour l'élargissement et le prolongement de la rue Pierre Loti.

Puisque l'activité agricole en place ou future n'est pas concernée par cette modification, la Chambre d'Agriculture des Hautes-Pyrénées émet un avis favorable.

Vous souhaitant bonne réception de ce courrier, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations distinguées.

Le Président,

Pierre MARTIN



Siège Social

20, place du Foirail
65917 TARBES Cedex9
Tél : 05 62 34 66 74
Fax : 05 62 93 59 95

accueil@hautes-pyrenees.chambagri.fr

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Etablissement public
loi du 31/01/1924
Siret 186 500 02100016
Code NAF 9411z
www.hapy.chambre-agriculture.fr

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190920-BC200919_06a-
AU
Date de télétransmission : 26/09/2019
Date de réception préfecture : 26/09/2019



Tarbes, le 27 MAI 2019

N° 685 REÇU LE
03 JUIN 2019

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT LOCAL
DIRECTION DE L'ATTRACTIVITÉ ET DE
LA SOLIDARITÉ TERRITORIALE
Service Environnement Aménagement
Affaire suivie par Michel CASTEX
Tél. : 05 62 56 78 35
michel.castex@ha-py.fr

Monsieur Gérard TRÉMÈGE
Président de la Communauté d'Agglomération
de Tarbes - Lourdes - Pyrénées
Zone Tertiaire Pyrène Aéroport
Téléport 1 - CS 51331
65013 TARBES Cedex 9

Objet : PLU de la Commune de TARBES - Modification simplifiée n° 1

Monsieur le Président,

En réponse à votre courrier en date du 11 avril 2019, je vous informe que le projet de modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de TARBES, portant sur la suppression de l'emplacement n° 11, réservé au profit de la Commune pour le prolongement de la rue Pierre Loti, n'appelle aucune observation particulière.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur Général Adjoint
du Développement Local

Sébastien PIVDAL

DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

Hôtel du Département – Rue Gaston Manent – CS71324 - 65013 TARBES cedex 9
Tel. 05 62 56 78 65 – Fax. 05 62 56 78 66 – www.hautespyrenees.fr



Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190920-BC200919_06a-
AU
Date de télétransmission : 26/09/2019
Date de réception préfecture : 26/09/2019

Siège :

Zone Tertiaire Pyrène Aéro Pôle
Téléport 1
CS 51331
65013 TARBES Cedex 9
Tél : 05.62.41.41.81
e. mail : celine.lebeau@agglo-tlp.fr
www.agglo-tlp.fr

MAIRIE DE BENAC
8 rue du Pic du Midi
65380 BENAC

BORDEREAU D'ENVOI

DESIGNATION DES PIECES	NOMBRE	OBSERVATIONS
DP 065 080 19 00006 DZIALAK	4	<p>- 4 arrêtés.</p> <p>(Vous pouvez me transmettre l'arrêté/la lettre signé(e) par mail car mon logiciel me permet de dématérialiser les actes d'urbanisme)</p> <p>L'instructrice ADS</p>  <p>Céline LEBEAU*</p> 

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190920-BC200919_06a-AU
Date de télétransmission : 26/09/2019
Date de réception préfecture : 26/09/2019



VU POUR ÊTRE ANNEXÉ
A LA DCM
DE CE JOUR
A. *TARBES* LE 17 FEV. 2014
Le Maire,


Gérard TREMEGE

DEPARTEMENT DES HAUTES-PYRENEES

TARBES

[2- RAPPORT DE PRESENTATION]

ELABORATION			
Arrêté	Enquête Publique		Approuvé
2 juillet 2013	21 octobre 2013	22 novembre 2013	17 février 2014

Sommaire

1. LE CONTEXTE GENERAL	4
2. HISTORIQUE DES PROCEDURES ET ENJEUX DU P.L.U.	5
3. PRESENTATION DE LA COMMUNE	7
3.1. LA SITUATION GEOGRAPHIQUE	7
3.2. TARBES ET LA COOPERATION INTERCOMMUNALE	8
3.3. L'AGENDA 21 : UNE DEMARCHE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT DURABLE	10
3.4. TARBES ET LA COMPETITIVITE TERRITORIALE	13
4. ANALYSE DEMOGRAPHIQUE	18
4.1. LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE	20
4.2. L'ENVIRONNEMENT DEMOGRAPHIQUE	23
* A l'échelle de l'Agglomération et des Villes Centres Voisines	23
* A l'échelle régionale	24
4.3. LES MOBILITES RESIDENTIELLES	25
* A l'échelle du Périmètre des Transports Urbains	25
* A l'échelle départementale	26
* A l'échelle régionale	26
4.4. COMPOSITION DE LA POPULATION	28
4.5. COMPOSITION DES MENAGES	29
4.6. LA POPULATION ACTIVE	31
4.7. REVENUS DES MENAGES	33
4.8. LA POPULATION SCOLARISEE	35
4.9. LES ZONES URBAINES SENSIBLES	35
4.10. BILAN	38
* Synthèse	38
* Enjeux	38
5. L'HABITAT	39
5.1. CARACTERISTIQUES DU PARC DE LOGEMENTS	39
* Evolution du parc de logements	39
* Composition du parc	40
* Rythme de construction	41
* Caractéristiques des résidences principales	43
* Le parc de logements vacants	46
5.2. ANALYSE DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS EN VIGUEUR	56
* Bilan de la capacité d'urbanisation :	56
* Les règles d'urbanisme :	58
* La consommation des espaces :	60
* marché immobilier :	60
5.3. BILAN	61
* Synthèse	61

* Enjeux	61
6. LES ACTIVITES ECONOMIQUES	62
6.1. LES EMPLOIS	62
6.2. LE PROCESSUS DE VALORISATION ET DE DEVELOPPEMENT DU TISSU ECONOMIQUE TARBAIS	67
* Les pépinières d'entreprises et d'artisanat	69
* Les zones de redynamisation	69
* Les principales zones d'activités	70
6.3. LES INDUSTRIES TARBAISES	73
* L'aéroport Tarbes - Lourdes - Pyrénées	73
* Le Quartier de l'Arsenal	75
6.4. ARTISANAT, COMMERCE ET SERVICES	77
* Les types de commerce et d'artisanat	77
* Les zones commerciales du centre-ville	78
* Les marchés de Tarbes	80
* Les centres commerciaux	82
6.5. L'ACTIVITE MILITAIRE : UNE « TRADITION » TARBAISE	83
6.6. LE TOURISME TARBAIS	84
6.7. L'AGRICULTURE	86
6.8. BILAN	89
* Synthèse	89
* Enjeux	89
7. LES EQUIPEMENTS PUBLICS ET LES SERVICES	90
7.1. LES EQUIPEMENTS SCOLAIRES	90
7.2. LES EQUIPEMENTS DE SANTE	95
7.3. EQUIPEMENTS SOCIO-EDUCATIFS	96
7.4. EQUIPEMENTS SOCIOCULTURELS	97
7.5. LES EQUIPEMENTS SPORTIFS	102
7.6. LES SERVICES PUBLICS	106
7.7. LES EQUIPEMENTS MILITAIRES	107
7.8. LES EQUIPEMENTS RELIGIEUX	107
7.9. LES EQUIPEMENTS COMMERCIAUX SPECIFIQUES	108
7.10. LES SERVICES A LA PERSONNE	109
7.11. LES EQUIPEMENTS D'INFRASTRUCTURES	109
* L'assainissement	109
* Les ressources en eau	114
* Les réseaux de télécommunications	116
* Un réseau de chauffage urbain en projet	116
L'élimination des déchets	117
7.12. BILAN	118
* Synthèse	118
* Enjeux	118
8. LES TRANSPORTS, LES DEPLACEMENTS ET LE STATIONNEMENT	119
8.1. LES VOIES DE CIRCULATION ET DE COMMUNICATION	122
* Le réseau viaire	122

✖	Le réseau ferroviaire	124	✖	Aspect qualitatif et quantitatif des masses d'eau de la commune de Tarbes.....	201
✖	Le Projet S.E.A.	126	✖	Les risques naturels et technologiques identifiés.....	204
8.2.	LES TRANSPORTS EN COMMUN	127	9.3.	BILAN.....	211
✖	Le transport ferroviaire.....	127	✖	Synthèse	211
✖	réseau urbain du Grand Tarbes.....	129	✖	Enjeux.....	211
✖	Le transport collectif départemental	130	10. LE PROJET DE PLAN LOCAL D'URBANISME	212	
✖	L'aéroport de Tarbes-Lourdes-Pyrénées.....	130	10.1.	LES CHOIX RETENUS POUR L'ELABORATION DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT	
8.3.	LE STATIONNEMENT	132	DURABLES	212	
8.4.	LES DEPLACEMENTS.....	134	✖	Tarbes, une ville attractive : affirmer la place de la ville dans le développement régional	
✖	Les modes de déplacements doux	137		213	
✖	Le trafic automobile.....	142	✖	Tarbes, une ville proche du citoyen : maintenir la cohésion urbaine.....	219
8.5.	L'ACCIDENTOLOGIE.....	145	✖	Tarbes, une ville accueillante : préserver l'environnement et le cadre de vie	222
8.6.	LES EMISSIONS POLLUANTES ATMOSPHERIQUES	151	✖	Tarbes, une ville mobile : améliorer le fonctionnement urbain et les déplacements	225
8.7.	BILAN	152	10.2.	LES CHOIX RETENUS POUR LA DELIMITATION DES ZONES ET LES LIMITATIONS ADMINISTRATIVES A	
✖	Synthèse :.....	152	L'UTILISATION DU SOL	228	
✖	Enjeux :.....	152	✖	Les différentes zones	228
9. ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT (PARTIE 1 DE			✖	Les emplacements réservés aux voies et ouvrages publics	237
L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE)	153		✖	Les espaces boisés classés	238
9.1.	ETUDE PHYSIQUE DU TERRITOIRE.....	153	✖	Les éléments paysagers à préserver	239
✖	Caractéristiques climatiques	153	✖	Tableau des superficies	240
✖	Caractéristiques topographiques.....	154	✖	Cohérence avec les objectifs de développement	242
✖	Caractéristiques géologiques et pédologiques	156	10.3.	JUSTIFICATION DES MODIFICATIONS APORTEES AU REGLEMENT	243
✖	Caractéristiques hydrogéologiques	157	✖	Modifications apportées au documents graphiques	243
✖	Caractéristiques hydrographiques	157	✖	Modifications apportées au règlement écrit	245
9.2.	LE MILIEU NATUREL	161	11. EVALUATION ENVIRONNEMENTALE	248	
✖	L'espace agricole	161	11.1.	PREAMBULE	248
✖	Les boisements	162	11.2.	RESUME NON TECHNIQUE	249
✖	Les milieux sensibles	163	✖	Contexte	249
✖	Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique	168	✖	Diagnostic du territoire.....	249
9.3.	LA MORPHOLOGIE URBAINE	173	✖	Etat initial de l'environnement	249
✖	Diversité des formes urbaines	173	✖	Incidences prévisibles et mesures d'accompagnement	250
✖	Les constructions du Moyen Age au XIX ^{ème} siècle.....	173	✖	Méthodologie de l'évaluation environnementale	251
✖	La ville moderne, fin XX ^{ème} - début XX ^{ème} siècle.....	180	11.3.	INTEGRATION DES ENJEUX DE DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LE PROJET COMMUNAL	252
✖	Mixité de l'habitat.....	186	✖	Enjeu 1 : Utilisation économe des sols	252
✖	L'habitat diffus	187	✖	Enjeu 2 : Emissions polluantes et nuisances	252
9.1.	LES PAYSAGES	190	✖	Enjeu 3 : Environnement et cadre de vie.....	252
✖	Les entrées de ville	191	✖	Comparaison des choix du PLU avec un scénario « au fil de l'eau »	253
✖	Les paysages de l'Adour :	192	11.4.	ARTICULATION AVEC LES AUTRES DOCUMENTS D'URBANISME, PLANS ET PROGRAMMES	257
✖	Les paysages de l'Echez	193	✖	Compatibilité avec le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT).....	257
✖	Les espaces verts publics	193	✖	Compatibilité avec le Plan Local de l'habitat.....	259
✖	Les plantations d'arbres d'alignements	196	✖	Compatibilité avec le Plan de Déplacements Urbains (PDU).....	260
✖	Les ronds points.....	197	✖	Compatibilité avec l'Agenda 21.....	261
✖	Un patrimoine bâti riche.....	198	✖	Compatibilité avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux	
✖	Les entités paysagères.....	199	(SDAGE).....	261	
9.2.	PRISE EN COMPTE DES PREOCCUPATIONS SUR L'ENVIRONNEMENT.....	201	✖	Compatibilité avec le Plan Climat Energie Territorial (PCET)	262

11.5.	DIAGNOSTIC ENVIRONNEMENTAL DES ZONES SUSCEPTIBLES D'ETRE TOUCHEES DE MANIERE NOTABLE PAR	
LE PLU	263	
✱	<i>Localisation des secteurs pouvant avoir un impact sur l'environnement</i>	263
✱	<i>Etat initial et diagnostic des zones susceptibles a urbaniser</i>	265
✱	<i>Synthèse</i>	273
11.6.	ANALYSE DES EFFETS NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT	
	274	
✱	<i>Identification des impacts positifs et négatifs du projet de PLU de Tarbes</i>	274
✱	<i>Identification et évaluation des impacts du PLU sur l'environnement</i>	278
✱	<i>Incidences notables sur le Site Natura 2000</i>	281
✱	<i>Synthèse des incidences du projet de PLU sur l'environnement</i>	282
11.7.	PRESENTATION DES MESURES ENVISAGEES POUR EVITER, REDUIRE ET, SI POSSIBLE, COMPENSER LES	
CONSEQUENCES DOMMAGEABLES DU PROJET		283
11.8.	MISE EN ŒUVRE D'UN SUIVI DES EFFETS DU PROJET PAR L'INTERMEDIAIRE D'INDICATEURS	285

1. LE CONTEXTE GENERAL

Le **Plan Local d'Urbanisme** (P.L.U.) est issu de la Loi « Solidarité et Renouvellement Urbain » (S.R.U.) du 13 décembre 2000.

Ce nouveau document d'urbanisme remplace le Plan d'Occupation des Sols (P.O.S.).

A la différence du P.O.S., l'ambition du P.L.U. n'est pas seulement limitée à la définition de règles d'utilisation du sol. Le P.L.U. comprend en effet un élément nouveau : le **Projet d'Aménagement et de Développement Durables** (P.A.D.D.) dont l'objet est de définir la politique urbaine d'ensemble pour le territoire communal et de préciser, si la commune le souhaite, les différents projets d'aménagement.

Le projet d'aménagement et de développement durable est établi à partir d'un diagnostic de territoire chargé de mettre en évidence à la fois les atouts et les faiblesses de la ville. Il constitue par conséquent le cadre général de référence et de « construction » du P.L.U.

A ce titre, le P.A.D.D. est chargé de mettre en perspective les différentes actions de la politique d'urbanisme d'ensemble qui seront conduites par la commune.

La dimension d'**aménagement durable**, désormais intégrée au P.L.U., repose sur **trois principes fondamentaux** :

- ↳ La protection de l'environnement et l'amélioration du cadre de vie ;
- ↳ L'équité et la cohésion sociale ;
- ↳ L'efficacité économique susceptible de modifier les modes de production et de consommation.

Les **principes du développement durable** à respecter par le P.L.U. sont les suivants (article L.121-1 du Code de l'Urbanisme) :

- L'**équilibre** entre :
 - a) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
 - b) L'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
 - c) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;
- La **qualité urbaine, architecturale et paysagère** des entrées de ville.
- La **diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat**, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements et de développement des transports collectifs.
- La **réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique** à partir de sources renouvelables, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, et la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.

2. HISTORIQUE DES PROCEDURES ET ENJEUX DU P.L.U

PROCEDURE	DATE	OBJECTIFS
Elaboration	25/07/88	Approbation du P.O.S
Mise à jour	02/06/92	Classement du Jardin Massey au titre des monuments historiques
Modification	11/12/92	Abandon d'un emplacement réservé
Mise à jour	18/02/93	Classement des quartiers Larrey et Foix Lescun au titre des monuments historiques
Mise à jour	05/05/93	Instauration de servitudes d'utilité publique et du droit de préemption urbain
Modification	13/10/93	Abandon d'un emplacement réservé
Modification	29/09/95	Modifications de zonages (extension du périmètre de la ZAC de l'Ormeau, classement d'une emprise propriété de la ville : zone NDb devient UB et UBa reclassement future NA en U), modification du règlement, suppression et rajout d'emplacements réservés
Modification	22/12/95	Abandon d'un emplacement réservé
Modification	27/03/97	Modifications de zonages (extensions de zones UC et UB, création zone UIa), modification du règlement abandon ou création d'emplacements réservés, mise à jour des plans de la pièce 4.3 (réseaux eau potable, eaux usées, eaux pluviales), mise à jour du fond de plan
Modification	21/12/98	Modification de zonage pour le classement en zone 2NA du « terrain militaire », abandon total ou partiel de plans d'alignement et d'emplacements réservés, suppression de la servitude d'utilité publique "jeunesse et sport"
Modification	22/03/99	Suppression partielle d'un emplacement réservé
Modification	16/06/00	Modification de zonage pour le classement en zone 1NAd d'une emprise, suppression de la zone 3NA qui se répartit en zone 2NA, UD et ND, suppression totale de 11 plans d'alignement et partielle de 5 autres
Modification	06/11/00	Abandon d'un emplacement réservé et d'un plan d'alignement, modification d'une bande de construction indiquée
Modification	24/06/02	Suppressions totales ou partielles d'emplacements réservés, modification du tracé de l'emplacement réservé n°13, modification de zonage pour la création de la zone NDc, modification du règlement
Modification	10/03/03	Suppression totale ou partielle de l'emplacement réservé n°16, modification de zonage pour la suppression partielle de la zone UBa et création zone UBb, modification du règlement
Modification	16/06/03	Modification du règlement pour le calcul de normes de stationnement, modification et élargissement d'une bande de construction indiquée
Modification	30/03/04	Création d'une bande de construction indiquée "s"
Modification	04/10/04	Modification du règlement de la zone NC, modification de zonage pour transformation zone 2NA en zone 1NAd, suppression des périmètres ZAD, modification d'une bande de construction indiquée, suppression dans la pièce 5-0 de la voie de desserte rue Ronsard
Mise à jour	23/06/06	Prise en compte du « Plan de Prévention des Risques Naturels »
Modification	24/09/07	Modification des normes de stationnement dans les établissements des personnes âgées dépendantes, suppression de plans d'alignement : n°60 et n°77, modification du zonage de la ZAC, et de son règlement
Mise à jour	17/09/08	Inscription au titre des monuments historiques de la maison dite "de la Semi" et de la chambre de l'évêque
Modification	19/01/09	Suppression de tous les points de branchements imposés et de toutes les plages de raccordement aux voies de desserte
Modification	année 2009	Création de plans d'alignement, suppression d'emplacements réservés, création d'une zone UIb ainsi que des zones d'habitat UAa et UBc, modification du règlement en zone NC
Modification	04/04/10	Suppression d'emplacements réservés ; adaptation du zonage, et des bandes indicées, modification de la bande "r" et adaptation correspondante de la bande indicée "a" rue Lamartine et square Sempé, modifications des zones UI et UC rue de l'Adour

La **révision du Plan d'Occupation des Sols en Plan Local d'Urbanisme** permettra à la municipalité de définir le visage de TARBES à l'horizon 2020 en répondant aux objectifs qu'elle s'est fixée :

- ↪ **Anticiper l'accueil de nouveaux habitants** en termes d'habitat, d'aménagement et d'urbanisation.
- ↪ **Prévoir le développement des services et des équipements** en capacité et en qualité pour répondre aux nouveaux besoins.
- ↪ **Maintenir les commerces en centre-ville.**
- ↪ **Gérer l'organisation des différents quartiers** et leurs liaisons notamment par des orientations d'aménagements et de programmation :
 - ↪ *Les grands sites industriels (GIAT, HUGUES TOOL...) et la voie ferrée créent une rupture géographique. Un des enjeux du P.L.U. est de désenclaver les quartiers situés au Nord de la commune.*
- ↪ **Développer des voies de cheminement doux** entre les différents quartiers et le centre-ville.
- ↪ **Gérer le développement futur de l'urbanisation** par un document d'urbanisme adapté aux enjeux actuels et maîtriser la consommation d'espace :
 - ↪ *La quasi-totalité du territoire est urbanisée. Les seules réserves foncières disponibles sont affectées à l'agriculture périurbaine ou grevées par le P.P.R.I. et le futur P.R.T. Nexter Munition. Une réflexion sera menée pour densifier ou restructurer certains quartiers afin d'optimiser le potentiel urbanisable.*

↪ *Mener une réflexion approfondie au niveau du Sud de la commune qui représente un secteur stratégique de développement (proximité de l'autoroute et du pôle universitaire, foncier disponible...).*

- ↪ **Avoir une approche environnementale** dans la gestion des déchets, les économies d'énergies, la récupération des eaux pluviales, les moyens de déplacements.
- ↪ **Protéger l'agriculture, les paysages naturels, les boisements et les paysages urbains** (notamment la qualité architecturale du centre-ville historique) :
 - ↪ *Prendre en compte les prescriptions de la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (Z.P.P.A.U.P.) qui est en cours d'élaboration.*
 - ↪ *Préserver le site Natura 2000 « Adour Site Natura 2000 ».*
- ↪ **Prendre en compte le SCoT de Tarbes-Ossun-Lourdes** qui est en cours d'élaboration. Le Plan Local d'Urbanisme doit être compatible avec les orientations du Document d'Orientations Générales.
- ↪ **Prendre en compte le Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles « sismiques et inondations »** qui a été approuvé par arrêté préfectoral le 3 février et le **Plan de Prévention des Risques Technologiques Nexter Munitions** approuvé le 10 juillet 2012.

3. PRESENTATION DE LA COMMUNE

3.1. LA SITUATION GEOGRAPHIQUE

La **commune de Tarbes** est située au Nord-ouest du département des **Hautes-Pyrénées** dont elle est la Préfecture. C'est la **capitale de la Bigorre**. Tarbes est une ville du piémont pyrénéen située au sein de la riche plaine agricole du **fleuve Adour** à 155 km au Sud-ouest de Toulouse, 40 km à l'Est de Pau et 20 km au Nord-est de Lourdes.

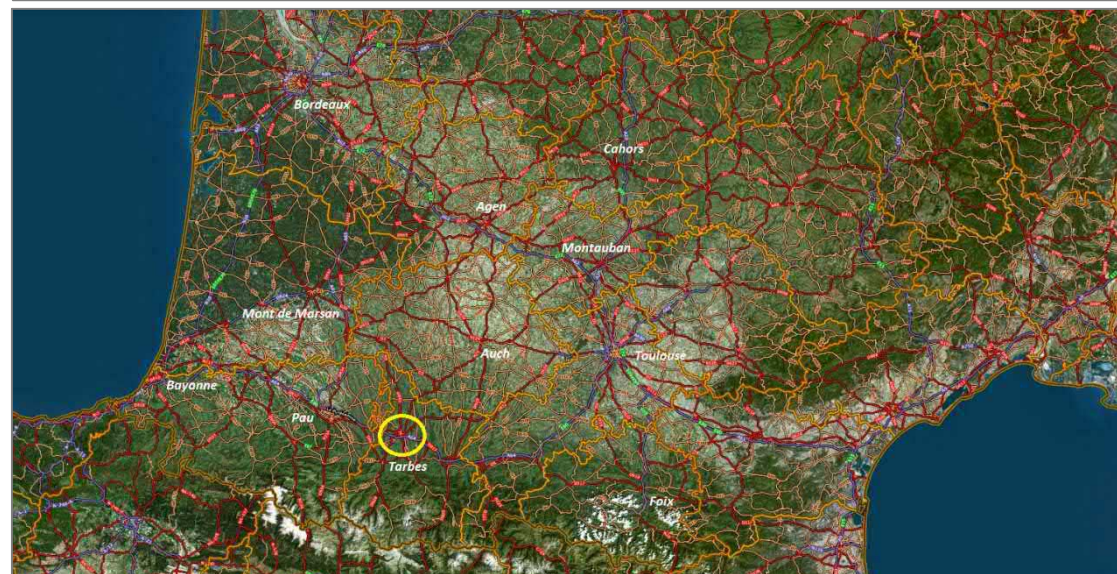
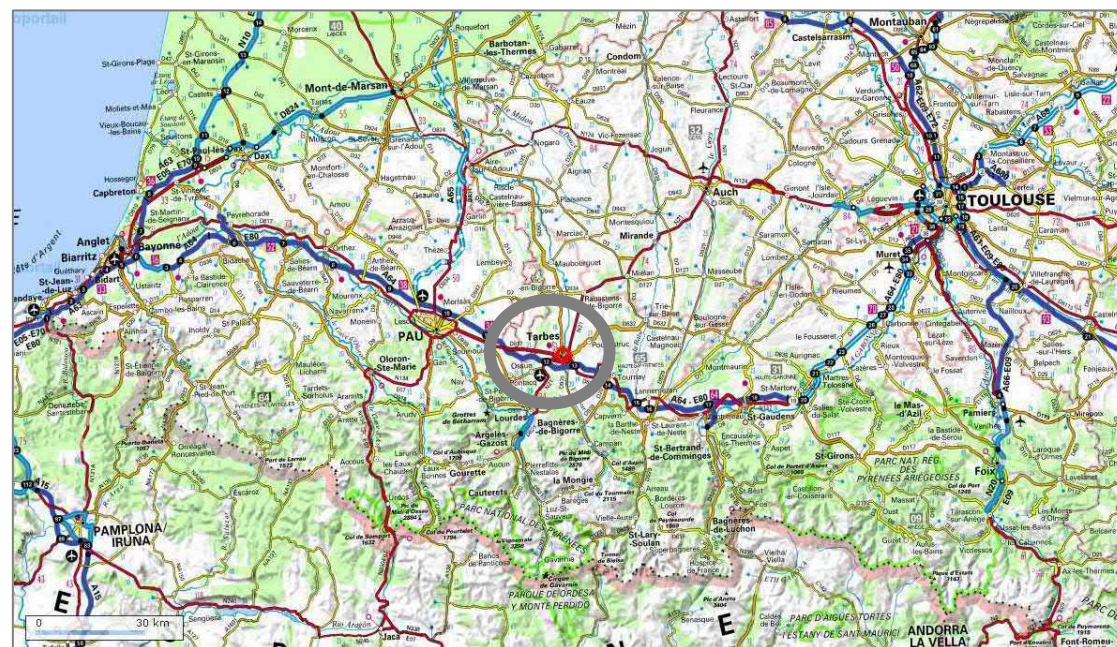
Tarbes est à un **carrefour privilégié**, puisqu'elle se situe à moins d'une heure des Pyrénées, à deux heures de l'Atlantique et à trois heures de la Méditerranée.

Les accès à Tarbes sont nombreux et variés :

- L'**aéroport de Tarbes-Lourdes-Pyrénées** est desservi par les compagnies aériennes Air-France, JetAirFly et ThomaxsCook Airlines, Ryan Air, BMI Baby, et Meridiana Fly. Les vols réguliers desservent les villes de Paris (Orly), Bruxelles, Londres (Stansted), Rome et Milan.
- Le **TGV** rallie la gare de Paris Montparnasse en six heures, plusieurs fois par jour, et dessert Bordeaux en trois heures. Des échanges importants s'effectuent avec Toulouse, Pau et la Côte Basque.
- Tarbes est aussi desservie par l'**autoroute A64** ; « La Pyrénéenne », reliant la Côte Basque à Toulouse.
- La **Route Nationale 21** relie Lourdes à Auch, en passant par Tarbes.
- Les routes départementales RD935 et RD817 desservent également Tarbes.

La commune de Tarbes culmine à une altitude moyenne de 304 mètres. Sa superficie est de **1 533 hectares**.

Tarbes compte **44 952 habitants (population légale 2010)** et une densité de **2 932 habitants/km²**.



3.2. TARBES ET LA COOPERATION INTERCOMMUNALE

La commune de Tarbes est adhérente aux structures intercommunales suivantes :

- ↳ **Le Syndicat Mixte pour l'Etude et la Programmation de la Sécurisation de la Ressource en Eau Potable sur l'Axe Médous-Secteur Nord-ouest.** Créé le 4 Novembre 2008, ce syndicat mixte est compétent en matière de traitement et d'adduction et de distribution de l'eau potable. Il compte 17 membres dont 8 communes (Asté, Bagnère de Bigorre, Bordères sur Echez, Campan, Ibos, Ossun, Tarbes et Vic en Bigorre) et 9 syndicats d'adduction d'eau potable. La population considérée par ce groupement dépasse les 152 000 habitants.
- ↳ **Le Syndicat Départemental d'Electricité.** Créé le 29 Septembre 1947, ce syndicat regroupe 445 communes et 2 syndicats d'électrification et une Communauté de Communes sur l'intégralité du département, soit une population de 237 490 habitants. Ce groupement est compétent en matière d'électricité et de gaz.
- ↳ **Le Syndicat Intercommunal pour l'Aménagement de l'Echez et de ses Canaux.** Créé le 2 Juin 1972, ce syndicat a pour compétence les questions relatives à l'hydraulique sur l'Echez et ses canaux. Il regroupe 20 communes membres soit une population de 70 073 habitants et adhère lui-même au syndicat mixte pour la gestion de la Gespe.
- ↳ **Le Syndicat Intercommunal de l'Ensemble Scolaire de Vic Bigorre.** Créé le 24 Janvier 2004, ce syndicat regroupe 83 communes pour une population de 82 141 habitants. Il a pour compétence le transport scolaire.

↳ **La Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes.** Créée en 1995, la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes (anciennement Communauté de Communes de l'Agglomération de Tarbes) regroupe à l'heure actuelle 15 communes autour de la préfecture de département :

- Tarbes ;
- Angos ;
- Aureilhan ;
- Barbazan-Débat ;
- Bordères sur Echez ;
- Bours ;
- Chis ;
- Ibos ;
- Laloubère ;
- Odos ;
- Orleix ;
- Salles-Adour ;
- Sarrouilles ;
- Sémeac ;
- Soues.

La population totale a été estimée à **79 026 habitants pour la totalité du territoire (sur la base des chiffres INSEE 2009)**. Les compétences de cette intercommunalité sont nombreuses :

- Le développement économique ;
- L'organisation des transports urbains ;
- L'aménagement de l'espace ;
- L'équilibre social de l'habitat ;
- La politique de la ville ;
- La voirie communautaire ;
- La protection et la mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie ;

- Les équipements sportifs d'intérêt communautaire ;
- Les équipements culturels d'intérêt communautaire ;
- Les gens du voyage ;
- Le pôle universitaire tarbais ;
- La scène nationale le Parvis ;
- Le Trait Vert, le CaminAdour.



En 2010, le budget global de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes représentait un montant d'environ 50 M € dont 10 M € d'investissements soit une stabilité par rapport à 2009.

Cette intercommunalité mène, sur le long terme, de nombreux projets à l'échelle de l'agglomération. Ainsi, au travers de sa convention territoriale, la Communauté d'Agglomération aménage de **nouvelles zones d'activités** pour recevoir de nouvelles entreprises sur le territoire (Parc d'activités des Pyrénées à Ibos, Parc d'activités de l'Adour sur les communes de Séméac et de Soues, l'Ecoparc de Bordères sur Echez...), des hôtels d'entreprises, des programmes d'amélioration du cadre de vie (CUCS, ORU), gère le réseau Alezan, met en place d'aires d'accueil des gens du voyage sur le territoire communautaire, met en œuvre le Plan de Déplacements Urbains (PDU), valorise les infrastructures de mobilités douces...

📍 **Le SCoT : Schéma de Cohérence Territoriale Tarbes-Ossun-Lourdes**

Dans le cadre de sa compétence « aménagement de l'espace », le Grand Tarbes concourt à l'élaboration du **Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de Tarbes- Ossun- Lourdes**. Pour cela, il s'est associé au sein du Syndicat Mixte du SCoT de Tarbes-Ossun-Lourdes, aux côtés des Communautés de Communes du Canton d'Ossun et du Pays de Lourdes, ainsi que des communes de Bazet et Oursbelille. L'enjeu de ce document de planification à grande échelle : un **projet d'aménagement du territoire cohérent**, fonctionnel et qui prend en compte les besoins des populations sur le territoire d'un bassin de vie d'une quarantaine de communes.

Le SCoT de Tarbes-Ossun-Lourdes a été approuvé en décembre 2012 et est aujourd'hui opposable.

Le projet de développement du SCoT de Tarbes-Ossun-Lourdes est basé sur **7 axes de développement** eux-mêmes déclinés en une série d'objectifs :

- Organiser durablement le système de déplacements ;

- Maîtriser le développement urbain en assurant une gestion rationnelle de l'espace ;
- Permettre un développement économique diversifié ;
- Développer une offre qualitative et diversifiée de l'habitat ;
- Renforcer les équipements et leur répartition sur le territoire ;
- Accroître l'attractivité du territoire ;
- Assurer un meilleur positionnement géopolitique du territoire.

Ce document vise à élaborer une stratégie de développement à grande échelle dans un souci de cohésion, d'équilibre et de valorisation du territoire. Le PLU de la commune de Tarbes devra être compatible avec les prescriptions et les recommandations du SCoT en matière d'habitat, de commerce, d'équipement, de préservation des espaces naturels et agricoles.

3.3. L'AGENDA 21 : UNE DEMARCHE AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT DURABLE

La Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes a souhaité s'engager dans cette démarche volontaire afin de promouvoir la **mise en place de projets de développement durable** sur son territoire. Ce programme se décline au travers de différentes « fiches actions » qui identifient des potentialités et des actions à mener en matière de développement durable des territoires. Il est élaboré en concertation avec la population et les différents partenaires institutionnels afin d'établir un projet de développement commun et partagé. **70 projets, regroupés en 5 thématiques**, ont été mis en évidence. Le **programme d'action** est le suivant :

↳ **Economie, emploi et cohésion sociale :**

- Mettre en place dans chaque territoire d'entreprises, un cahier des charges sur la qualité architecturale, urbaine et environnementale ;
- Poursuivre et achever la réalisation du parc d'activités des Pyrénées (Ibos) ;
- Engager la réalisation de l'Ecoparc (Bordères) ;
- Engager la réalisation du parc de l'Adour (Soues) ;
- Développer le très haut-débit dans les territoires d'entreprises ;
- Pérenniser l'opération "RDV pour l'Emploi" ;
- Mettre en œuvre l'opération collective urbaine de requalification et de modernisation des espaces commerciaux du quartier Nord et Centre-Est ;
- Participer au programme de modernisation et de développement du pôle universitaire tarbais ;
- Participer à la mise en œuvre du laboratoire de recherche PRIMES ;
- Renforcer et aider au développement de filières locales ;
- Participer à la mise en œuvre et au suivi du Contrat Urbain de Cohésion Sociale.

↳ **Mobilité - Déplacements :**

- Elaboration et mise en œuvre du Schéma Directeur des Itinéraires Cyclables ;
- Etude pour la mise en place d'un syndicat mixte des transports ;
- Participation aux études pour le développement des transports ferroviaires (Grands Projets Sud-ouest (GPSO) et dessertes).
- Organisation de l'accessibilité du réseau de transports en commun pour les personnes à mobilité réduite ;
- Mise en œuvre et suivi du protocole d'accord pour le réseau de voiries structurantes ;

- Réalisation d'une étude sur le contournement Est de l'agglomération ;
- Mise en œuvre des plans de déplacements spécifiques aux acteurs (piétons, écoles, entreprises, administrations, PMR) ;
- Actions en faveur du covoiturage.

✚ **Attractivité du territoire :**

- Poursuivre le programme de réhabilitation du Parc des Expositions de Tarbes par la création d'un centre de congrès ;
- Poursuivre et améliorer la modernisation des piscines du Grand Tarbes ;
- Rénover le Théâtre des Nouveautés de Tarbes ;
- Restructurer le Conservatoire à Rayonnement Départemental Henri Duparc de Tarbes ;
- Participer au programme pluriannuel de la scène nationale "Le Parvis" ;
- Valoriser la base de données "Voyage en Patrimoines" ;
- Créer un centre de ressources des chants polyphoniques ;
- Restructuration du site de l'Arsenal : réserves du musée Massey et Archives Municipales, Maison des Associations, pôle de restauration d'entreprises, Complexe multi sports, centre d'art contemporain, Place de l'Arsenal ;
- Réhabiliter les Haras de Tarbes ;
- Achever les équipements sportifs du quartier Darré l'Eglise (Séméac) : construction d'une salle multisports ;
- Construire un espace omnisports pour les associations à Aureilhan ;
- Construire une salle multiculturelle à Soues ;
- Rénover le vieux village (Soues) ;
- Poursuivre et achever l'Opération de Renouvellement Urbain (ORU) dans les quartiers Nord (Laubadère - Tarbes) et Bout du Pont (Tarbes, Aureilhan, Séméac).

✚ **Préservation et valorisation des ressources locales :**

- Faire des préconisations dans le cadre des PLU, du SCOT pour le PDU et les entrées d'agglomération ;
- Concevoir et mettre en œuvre la charte "patrimoine, paysages" des entrées du Grand Tarbes ;
- Renforcer l'offre de loisirs et détente existante à proximité des lacs de Soues et de Bours ;
- Etre associé aux réflexions sur la thématique de l'eau au sens large du terme (eau potable, assainissement, rivières).

✚ **Suivi - Evaluation - Exemplarité :**

- Concevoir et réaliser un document pédagogique et explicatif sur le développement durable et les gestes éco-citoyens ;
- Consacrer une rubrique sur le site Internet du Grand Tarbes aux programmes de développement (Convention Territoriale et Agenda 21) ;
- Compléter le plan de communication interne et externe sur le développement durable et l'Agenda 21 ;
- Constituer un conseil communautaire des Jeunes ;
- Définir des indicateurs, concevoir et diffuser des tableaux de bord des programmes de développement (Convention Territoriale et Agenda 21) ;
- Poursuivre les réunions citoyennes ;
- Sensibiliser, informer et former les élus et le personnel au développement durable ;
- Mettre en place une démarche "achats responsables" ;
- Réaliser un diagnostic thermique sur l'ensemble des bâtiments communautaires ;
- Mettre en place une politique d'éco - responsabilité (Tarbes) ;
- Améliorer les performances énergétiques de l'abattoir (Tarbes) ;
- Maîtriser la demande en électricité, eau, carburant... ;
- Optimiser la gestion des déchets au sein de la collectivité

- Poursuivre la politique d'acquisition de véhicules non polluants pour les transports collectifs ;
- Définir et mettre en œuvre la charte "qualité environnementale" ;
- Construire un projet global pour la petite enfance en HQE (Ibos) ;
- Construire un groupe scolaire HQE (Bordères sur l'Echez) ;
- Créer une nouvelle crèche dans le respect du Développement Durable (Tarbes) ;
- Créer un groupe d'échanges d'expériences, notamment sur l'éco-responsabilité, au sein du Grand Tarbes avec l'ensemble des communes membres ;
- Participer aux projets européens de coopération territoriale (RIURB - IRREMIUM).

L'Agenda 21 ne définit pas des orientations avec lesquelles le PLU devra être compatible. Néanmoins, ce projet de territoire ayant été élaboré par un collège d'élus et par les représentants de la population, le PLU prendra en compte les différentes actions et la démarche participative mise en place par l'Agenda 21.

3.4. TARBES ET LA COMPETITIVITE TERRITORIALE

Compte tenu de l'**importance de Tarbes au niveau régional** (4^{ème} ville de Midi-Pyrénées, Préfecture de département, ouverture sur la région Aquitaine, importance du pôle universitaire, secteur industriel porteur d'emplois...), la stratégie de développement communal est à repositionné à grande échelle.

Le **Contrat de Projet Etat-Région 2007-2013 (CPER)**, outils de programmation de la compétitivité territoriale à l'échelle nationale et européenne, dessine, au travers d'une série d'orientations stratégiques, le développement régional et son rayonnement à grande échelle. Cet outil du financement des projets locaux et de l'aménagement des territoires, repose sur un ensemble de grands projets qui se caractérisent par :

- ↳ La volonté de promouvoir l'emploi en renforçant la compétitivité du tissu économique et le capital humain ;
- ↳ L'accroissement du potentiel de recherche et de l'enseignement supérieur ;
- ↳ La priorité accordée au développement du réseau de transport ferroviaire aussi bien national (LGV) que régional (TER) ;
- ↳ La préservation et la valorisation du capital environnemental, culturel et patrimonial ;
- ↳ La volonté de bâtir, d'ici 2007 un volet territorial qui, fort des initiatives locales, participe à un développement solidaire et équilibré de Midi-Pyrénées.

Pour l'ensemble de ce Contrat de Projet, les financements mobilisés sont les suivants :

- ↳ **Etat** : 522,929 millions d'euros ;
- ↳ **Conseil Régional** : 598,850 millions d'euros.

Le Plan Local d'urbanisme, en tant que document stratégique de développement communal, peut porter, pour une commune telle que Tarbes, certaines ambitions de compétitivité et de rayonnement territorial mises en évidences dans le CPER de Midi-Pyrénées.

10 grands projets de développement du « volet régional » sont portés dans le CPER. Ils concernent les thématiques suivantes :

- ↳ Le soutien à la compétitivité économique régionale ;
- ↳ Le renforcement de l'effort de recherche et la modernisation des structures d'enseignement supérieur ;
- ↳ Le soutien de la compétitivité des filières agricoles ;
- ↳ Le développement du réseau de transport ;
- ↳ Le Plan Climat régional ;
- ↳ Le Plan régional de restauration et du bon état des eaux ;
- ↳ Le Plan Régional de Prévention des Risques ;
- ↳ Le réseau régional des infrastructures écologiques ;
- ↳ L'accompagnement des mutations économiques et le développement des ressources humaines ;
- ↳ Les équipements culturels et patrimoniaux.

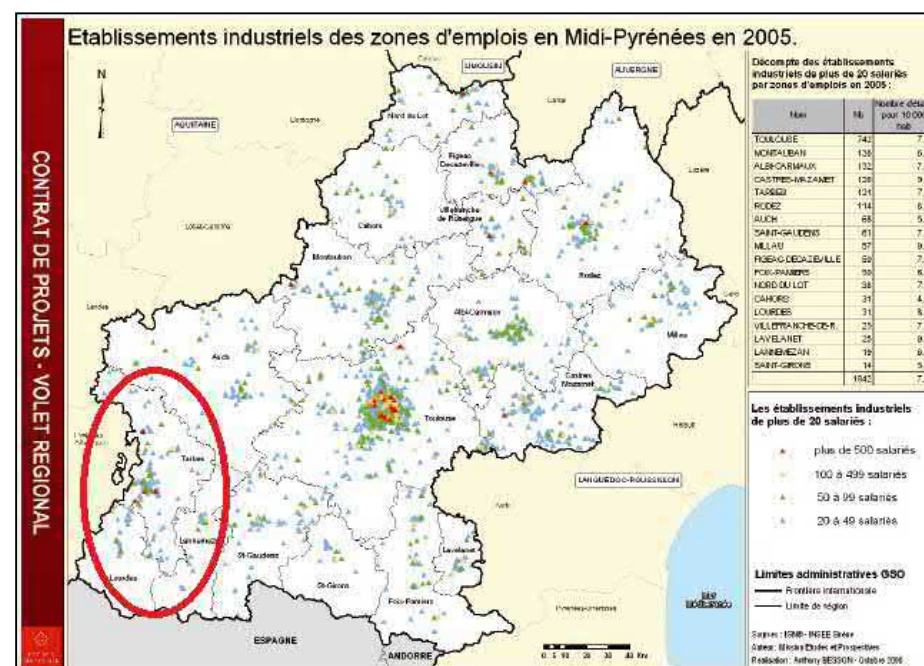
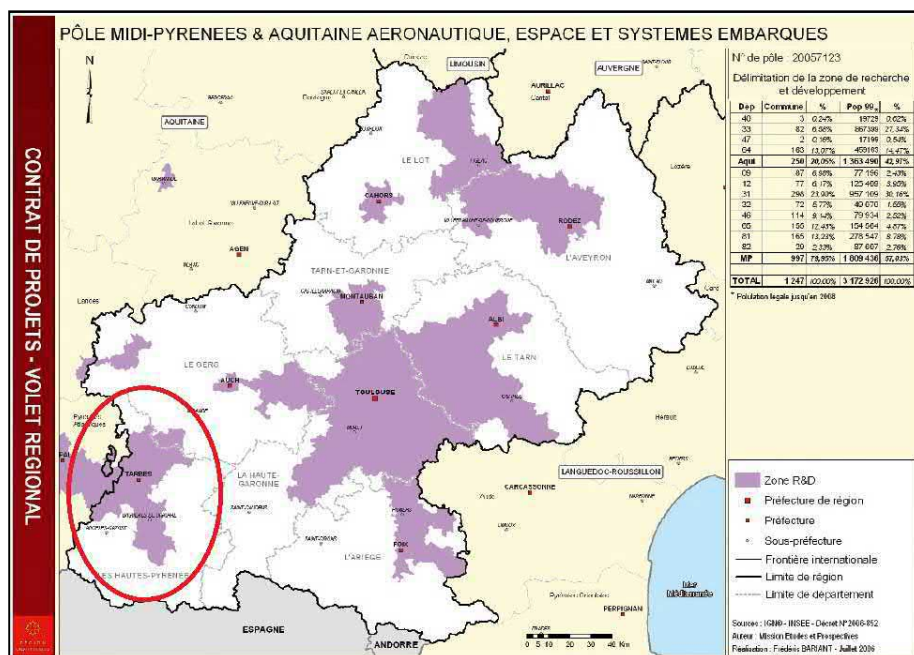
5 enjeux du « volet territorial » viennent compléter la liste des projets de développement mis en évidence dans le CPER. Il s'agit :

- ↳ Développement économique des territoires ;
- ↳ Services à la population ;
- ↳ Développement numérique des territoires ;
- ↳ Développement durable des territoires ;
- ↳ Ingénierie et assistance technique à la conduite de projets territoriaux.

L'évolution du contexte législatif relatif au PLU (intégration des dispositions de la Loi Engagement National pour l'Environnement du 12 Juillet 2010) permet aujourd'hui de traiter l'ensemble de ces thématiques.

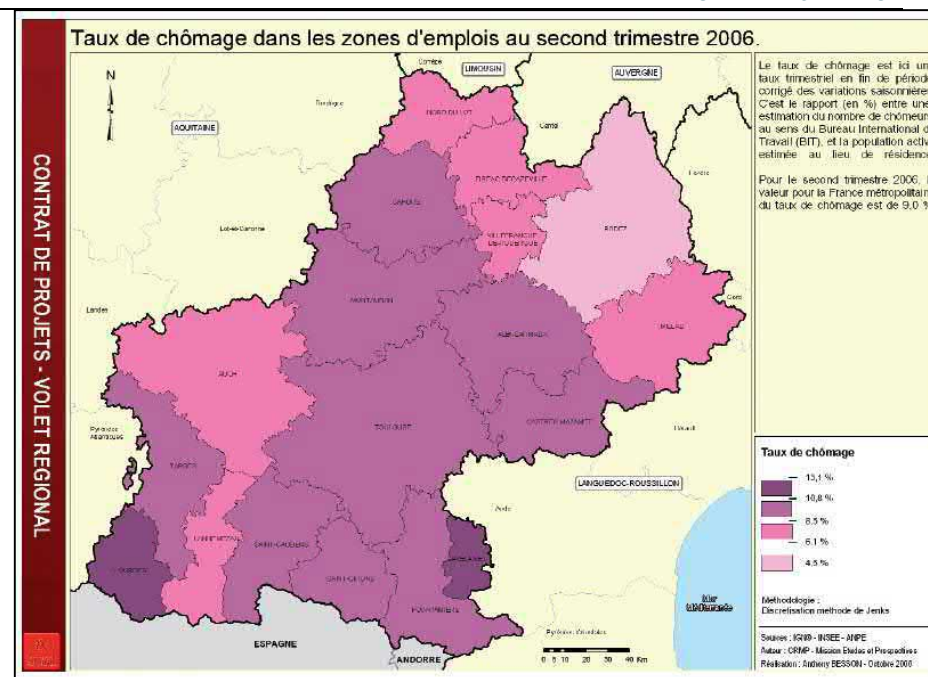
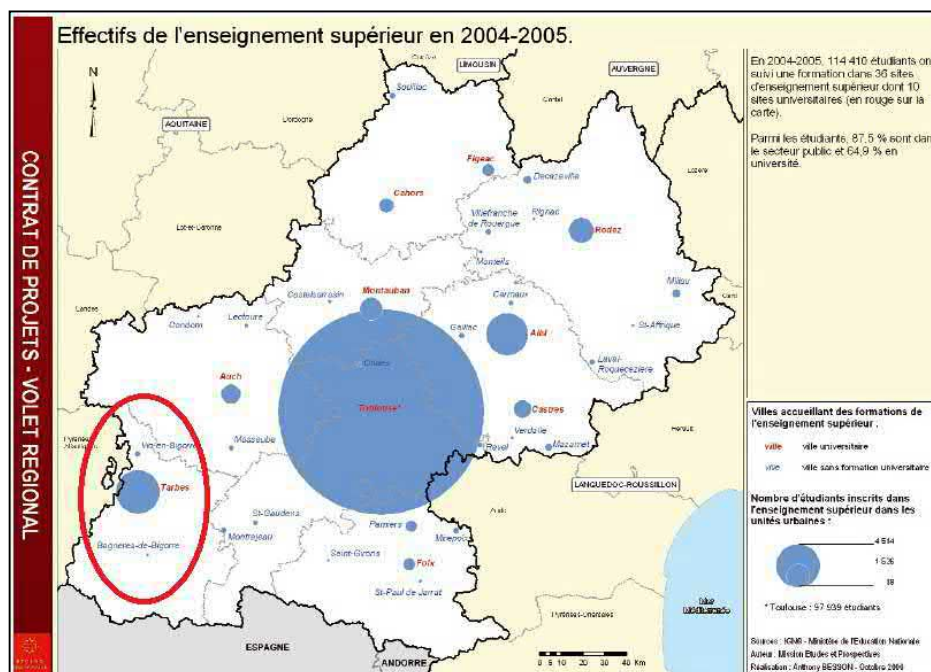
Ainsi, afin de participer à l'effort régional, le PLU de la commune s'attachera à :

- **Permettre la reconversion et développer le secteur industriel** en relation avec les domaines de l'aéronautique, des sciences du vivant et des applications agricoles ;
- **Développer l'innovation locale** dans l'objectif de la conforter au niveau régional dans un environnement mondial très concurrentiel ;
- **Assurer la pérennité de la plateforme de déconstruction d'avion TARMAC** localisé sur la zone aéroportuaire de Tarbes. Il s'agit de valoriser le pôle aéronautique à cheval sur l'Ouest de la région Midi-Pyrénées et l'Aquitaine ;
- **Se positionner sur le projet de pôle de maintenance d'hélicoptères ;**



- Accompagner les femmes et les hommes à la création d'entreprises ;
- Permettre le rééquilibrage régional en matière d'emploi.
- Anticiper le vieillissement et la diminution de la population active prévu à partir de 2015 ;
- **Encourager la redynamisation et la revitalisation économique des bassins d'emplois** affectés gravement par les conséquences structurelles des mutations ;
- Favoriser la réalisation de parcs d'activités d'intérêt régional ;
- **S'engager dans le rééquilibrage universitaire du territoire :** modernisation des installations universitaires au sein des villes moyennes (140 M€ ont été alloués dans le cadre du CPER à la construction et à la rénovation des bâtiments universitaires), amélioration des conditions du logement étudiant, création de

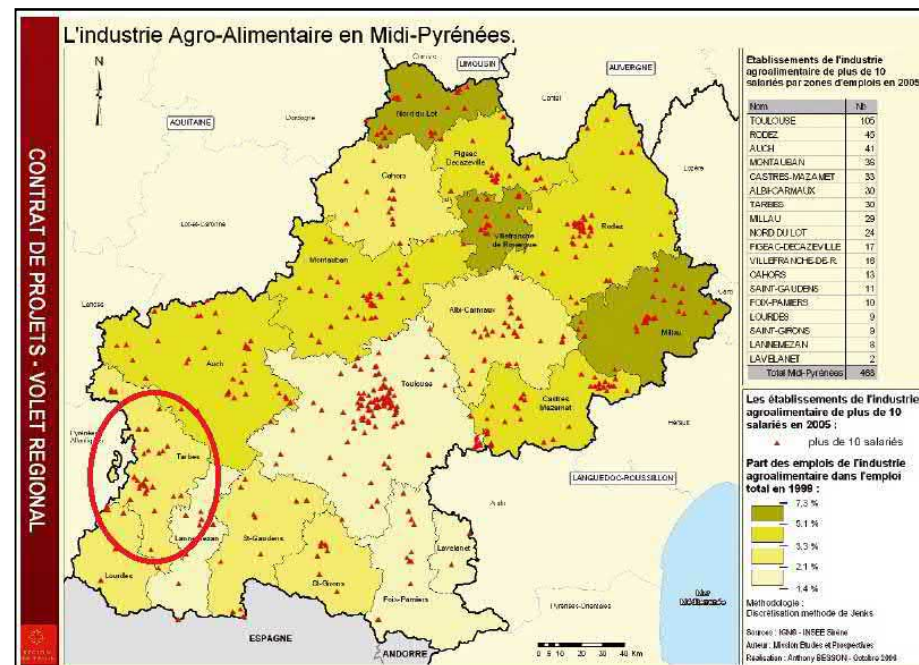
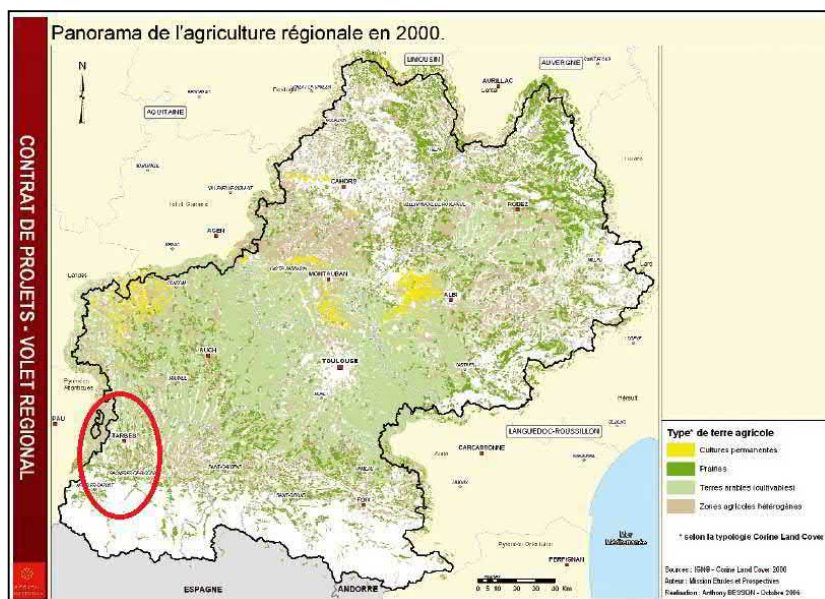
structures d'accueil pour les enseignants-chercheurs, programmation de travaux dont l'objectif sera « l'accessibilité handicapés » de l'IUT... Un projet de Laboratoire commun multi-matériaux et multi-procédés, sur la commune de Tarbes, a d'ores et déjà été programmé).



- **Valoriser l'agriculture périurbaine** et l'industrie agro-alimentaire de la commune.
- **Valoriser et développer les alternatives aux déplacements** « tout voiture ». Cet axe permettra de promouvoir des modes doux, de favoriser le développement des économies d'énergies dans les activités économiques, de soutenir les unités de productions d'énergies renouvelables (filière bois, chaufferies collectives...) et de prendre en compte le critère environnemental dans les constructions de bâtiments notamment collectifs (OPAH, HQE...) ;
- S'engager dans la restauration du bon état des eaux : préservation et restauration des cours d'eau et des potentialités piscicoles, réduction des pollutions d'origine agricole, industrielle et domestiques, mettre en place des plans de gestion de la

ressource en période d'été. Ces enjeux peuvent être mis en œuvre sur les cours d'eau transitant sur le territoire communal, notamment l'Echez et l'Adour ;

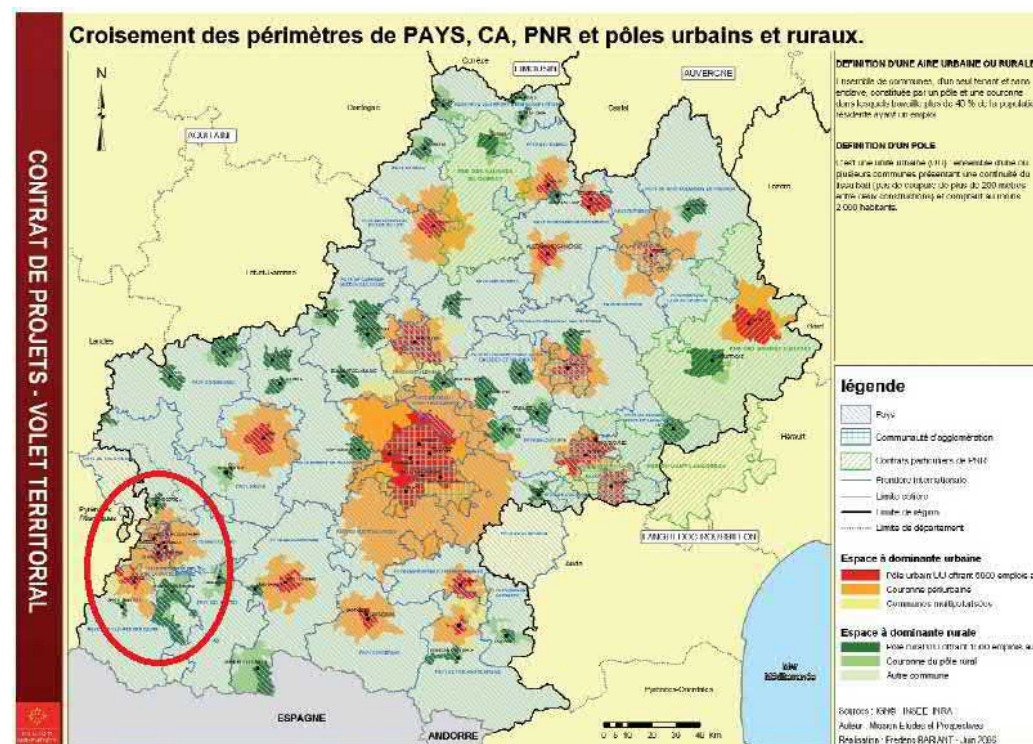
- Assurer la protection des populations face aux risques naturels notamment inondation, mouvements de terrains, sismiques et technologiques ;
- Préserver la qualité d'ensemble des milieux naturels et de la biodiversité qui participe à l'attractivité de la région Midi-Pyrénées (réseau Natura 2000 – notamment le long de l'Adour, Espaces naturels Sensibles, ZNIEFF, Contrats de rivière) ;
- Restaurer et conserver les corridors écologiques, préserver les espaces remarquables et sensibiliser les populations à la protection de l'environnement ;
- Préserver les paysages remarquables en vue de préserver leur notoriété et en privilégiant une logique de développement durable ;



- **Renforcer l'attractivité et le rayonnement culturel** du territoire, notamment grâce aux musées et aux équipements socioculturels majeurs présents sur le territoire. Encourager l'innovation culturelle sur la commune ;
- Polariser la croissance du territoire le long des principaux axes routiers. Renforcer le poids démographique de la commune.
- Renforcer les services à la population ;
- Promouvoir le développement numérique du territoire ;
- Mettre en place une assistance technique et l'ingénierie nécessaire à la conduite des projets territoriaux.
- Promouvoir le développement de grands équipements structurants notamment dans le domaine culturel, sportif et de loisirs ;

- Favoriser l'application du programme d'action défini dans l'Agenda 21 de la commune ;
- Définir un Plan Climat Territorial et un programme opérationnel « énergie climat » permettant de planifier des actions d'économie d'énergies et le développement des énergies renouvelables.

En l'espèce, ces thématiques issues du CPER 2007-2013 de la région Midi-Pyrénées permettront d'orienter les débats et les réflexions sur la **stratégie locale de développement de la commune de Tarbes**, afin de s'intégrer dans la politique nationale et régionale de compétitivité à grande échelle. Ces différents enjeux seront réadaptés de manière technique dans les dispositions du PLU. Ils permettront de valoriser le projet de planification à l'échelle communal avec une finalité : la participation à la stratégie de développement régional.



4. ANALYSE DEMOGRAPHIQUE

- **Définition INSEE :**

Le concept de population totale est défini par le décret n°2003-485 publié au Journal officiel du 8 juin 2003, relatif au recensement de la population.

LA POPULATION TOTALE (LEGALE) d'une commune est égale à la somme de la population municipale et de la population comptée à part de la commune.

La population totale d'un ensemble de communes est égale à la somme des populations totales des communes qui le composent.

La population totale est une population légale à laquelle de très nombreux textes législatifs ou réglementaires font référence. **A la différence de la population municipale, elle n'a pas d'utilisation statistique** car elle comprend des doubles comptes dès lors que l'on s'intéresse à un ensemble de plusieurs communes.

L'analyse de l'évolution démographique de Tarbes sera donc élaborée sur la base de la population municipale (43 686 habitants), faute de traitement statistique de l'INSEE des données concernant la population totale.

POPULATION MUNICIPALE :(définie par le décret n°2003-485 publié au Journal officiel du 8 juin 2003, relatif au recensement de la population).

La population municipale comprend : les personnes ayant leur résidence habituelle (au sens du décret) sur le territoire de la commune, dans un logement ou une communauté, les personnes détenues dans les établissements pénitentiaires de la commune, les personnes sans-abri recensées sur le territoire de la commune et les personnes résidant

habituellement dans une habitation mobile recensée sur le territoire de la commune.

Le concept de population municipale correspond désormais à la **notion de population utilisée usuellement en statistique**. En effet, elle ne comporte pas de doubles comptes : chaque personne vivant en France est comptée une fois et une seule.

Ce concept diffère sur certains points de celui en vigueur lors du recensement de 1999 :

Les principaux changements concernent :

1. Les étudiants majeurs vivant en internat dans un établissement d'enseignement situé dans la commune mais ayant leur résidence familiale dans une autre commune : ils sont désormais comptés dans la population municipale de la commune d'études ; en 1999, ils étaient comptés dans la population municipale de la commune de leur résidence familiale.
2. Les militaires logés dans un établissement militaire (caserne, quartier, base, camp militaire...) situé dans la commune et ayant une résidence personnelle dans une autre commune: ils sont désormais comptés dans la population municipale de la commune sur laquelle est situé l'établissement militaire ; en 1999, ils étaient comptés dans la population municipale de la commune de leur résidence personnelle.
3. Les personnes détenues dans un établissement pénitentiaire de la commune sont désormais comptées dans la population municipale de cette commune ; en 1999, elles faisaient partie de la population comptée à part de cette même commune.
4. Les élèves ou étudiants mineurs ayant leur résidence familiale dans la commune et logés dans une cité universitaire (ou un foyer d'étudiants, un logement) situé dans une autre commune : ils sont comptés désormais dans la population municipale de la commune de leur résidence familiale. En 1999, ils l'étaient dans la population municipale de leur commune d'études.

Sur l'ensemble de la population française, l'impact de ces changements de concepts est faible. En revanche, localement, l'incidence peut être

notable en particulier pour les communes sièges d'un établissement d'enseignement avec internat, d'une structure militaire ou d'un établissement pénitentiaire dont les effectifs sont importants au regard de la population de la commune. L'interprétation des évolutions depuis 1999 doit en tenir compte.

Population comptée à part (définie par le décret n°2003-485 publié au Journal officiel du 8 juin 2003, relatif au recensement de la population) .

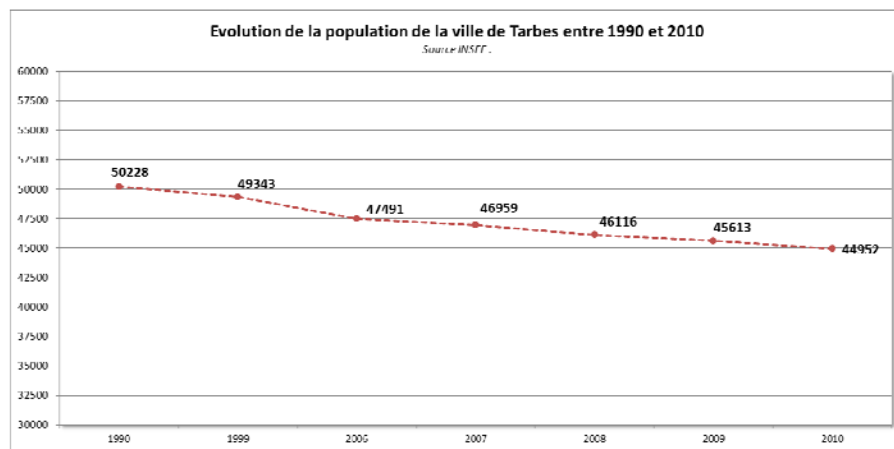
La population comptée à part comprend certaines personnes dont la résidence habituelle (au sens du décret) est dans une autre commune mais qui ont conservé une résidence sur le territoire de la commune :

1. Les mineurs dont la résidence familiale est dans une autre commune mais qui résident, du fait de leurs études, dans la commune.
2. Les personnes ayant une résidence familiale sur le territoire de la commune et résidant dans une communauté d'une autre commune, dès lors que la communauté relève de l'une des catégories suivantes :
 - services de moyen ou de long séjour des établissements publics ou privés de santé, établissements sociaux de moyen ou de long séjour, maisons de retraite, foyers et résidences sociales ;
 - communautés religieuses ;
 - casernes ou établissements militaires.
3. Les personnes majeures âgées de moins de 25 ans ayant leur résidence familiale sur le territoire de la commune et qui résident dans une autre commune pour leurs études.
4. Les personnes sans domicile fixe rattachées à la commune au sens de la loi du 3 janvier 1969 et non recensées dans la commune.

Cette population comptée à part représente près de 2 000 individus pour la commune de Tarbes.

4.1. LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE

Avec une **population totale de 44 952 habitants en 2009**, Tarbes est la ville la plus peuplée du département des Hautes-Pyrénées. La démographie communale était de 50 228 habitants en 1990, elle accuse donc une baisse de 5 276 habitants sur 20 ans (soit – 18,8%).



	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999
Variation annuelle moyenne de la population en	- 0,1	- 0,9	- 1,0	- 0,3
- due au solde naturel en %	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,3	+ 0,2
- due au solde apparent des entrées sorties en %	- 1,0	- 1,3	- 1,3	- 0,5
Taux de natalité en ‰	18,1	14,1	13,6	13,4
Taux de mortalité en ‰	9,7	10,3	10,5	11,0

	1990-1999	1999-2006	1999-2007	1999-2008	1999-2009
Variation annuelle moyenne	-0,3%	-0,3%	-0,4%	-0,6%	-0,6%
due au solde naturel	0,2%	0,2%	0,2%	0,2%	0,1%
due au solde migratoire	-0,5%	-0,5%	-0,5%	-0,7%	-0,8%
Taux de natalité (pour 1000)	13,4	12,6	12,6	12,8	12,8
Taux de mortalité (pour 1000)	11,0	11,1	11,1	11,2	11,3

Si le solde naturel a légèrement diminué depuis 1990, il n'explique pas à lui seul le recul du nombre d'habitants. La baisse démographique résulte de **mouvements migratoires défavorables** : les nouveaux arrivants sont moins nombreux que les personnes qui quittent la ville.

Cette conjoncture conduit, entre 1999 et 2009, à une diminution de la population de 0,6 %. Ce phénomène est également à coupler avec d'autres phénomènes sociaux :

- une évolution dans la recherche de différents types de logements dans le parcours résidentiel ;
- le coût du foncier sur la commune ;
- le desserrement des ménages ;
- la motorisation des ménages entraînant une mobilité croissante.

En outre, il est important de mentionner l'impact sur la démographie de la **crise économique majeure qu'a connu le territoire, entraînant la perte de 7 000 emplois industriels en 20 ans** (fermeture des usines Ceraver et Hugues Tool et réductions d'effectifs chez Giat (l'arsenal fut le premier employeur de la ville) et Alstom).

	1962-1968	1968-1975	1975-1982	1982-1990	1990-1999	1999-2009
Naissances	5592	6953	5287	5397	5677	5138
Décès	3102	3749	3858	4170	4678	4593
Solde naturel	2490	3204	1429	1227	999	545
Solde migratoire	6285	-3682	-4904	-5083	-2290	-2202
Variation totale	8775	-478	-3475	-3856	-1291	2747

L'analyse de l'évolution démographique révèle **quatre périodes distinctes** :

- ↳ Entre 1962 et 1968, la commune connaît une **croissance démographique très forte**, avec une variation de plus de 8 775 habitants entre 1962 et 1968. Cette augmentation de la population est due, d'une part, à un solde migratoire fortement positif (+ 6 285 personnes) et, d'autre part, à un solde naturel, très positif. Le taux de natalité de 15,1 ‰ est largement supérieur au taux de mortalité (10,1‰).
- ↳ Entre 1968 et 1975, les indicateurs font apparaître une **inversion de ces tendances**. Le solde naturel augmente fortement : 3 204 naissances de plus que de décès ont été recensées sur cette période. Malgré cette différence largement excédentaire, le solde naturel ne compense pas le mouvement migratoire devenu négatif. De fait, la population commence à diminuer et on compte 478 habitants en moins au recensement de 1975.
- ↳ C'est sur la période de 1975 à 1990 que la population a le plus diminué ; accusant d'abord une variation de - 6,3 % entre 1975 et 1982 et jusqu'à - 7,5 % entre 1982 et 1990. Sur cette période, la variation moyenne annuelle de la population a atteint son minimum : - 1.0 %. La perte démographique est due à un double phénomène : le **déficit du solde migratoire** et la **baisse notable du solde naturel** :

- le solde migratoire devient très largement déficitaire, avec un excédent de 5 083 départs sur les arrivées entre 1982 et 1990 ;
- le solde naturel, toujours positif, a cependant chuté de moitié par rapport à la période précédente.

- ↳ De 1990 à 1999, le solde migratoire reste négatif, mais en moindres proportions, de sorte que, la commune connaît toujours une baisse de sa population. Toutefois, cette perte a été moins forte que sur les décennies précédentes : - 1 291 habitants.
- ↳ Sur la période 1999-2009, le nombre de naissances a légèrement baissé par rapport à la période précédente, mais se maintient au dessus de 5 000. Le nombre de décès diminue également. Le solde naturel reste positif mais accuse une nouvelle baisse (+ 545 habitants/an entre 1999 et 2009 contre + 999 entre 1990 et 1999).

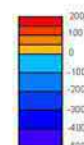
L'analyse de l'**évolution de la population par quartier** (cartes ci-dessous), entre 1999 et 2009, permet de constater que ce ne sont pas les quartiers du centre-ville qui perdent de la population. En effet, des quartiers comme « Place de Verdun », « Barrère », « Marcadiou » ou encore « La Sendère » gagnent de la population tandis que les quartiers périphériques comme « La Planète », « Stade », « Centre Hospitalier », « Parc Paul Chastellain » et « Mouysset » en perdent. Ce phénomène peut expliquer la répartition de la vacance qui ne se reporte pas seulement sur les quartiers du centre-ville.

	1999	2009	Evolution	
			En nombre	En %
CIMETIERE DE LA SEDE	2532	2371	-161	-6,4%
CITE ADMINISTRATIVE	2169	1883	-286	-13,2%
PREFECTURE	2040	2060	20	1,0%
BARRERE	1927	2034	107	5,6%
PLACE DE VERDUN	2066	2237	171	8,3%
HOTEL DE VILLE	1943	1828	-115	-5,9%
MARCADIEU	2447	2610	163	6,7%
PARC PAUL CHASTELLAIN	2846	2422	-424	-14,9%
PARC MUNICIPAL DES SPORTS	1789	1913	124	6,9%
DEBUSSY	1870	1892	22	1,2%
CENTRE HOSPITALIER	2828	2450	-378	-13,4%
LEP DUPUY	2031	2063	32	1,6%
SOLAZUR	2106	2037	-69	-3,3%
ZA BASTILLAC-COGNAC	331	230	-101	-30,4%
LA SENDERE	1873	1937	64	3,4%
LAENNEC	1654	1521	-133	-8,0%
SAINT-VINCENT DE PAUL	1464	1318	-146	-10,0%
STADE	2417	1727	-690	-28,6%
LA PLANETE	1781	1519	-262	-14,7%
SAINT-ANTOINE	1832	1810	-22	-1,2%
ARSENAL	237	196	-41	-17,5%
MARTINET	3323	3088	-235	-7,1%
MOUYSSET	2924	2539	-385	-13,2%
ZA KENNEDY	3	0	-3	-100,0%

Evolution de la population par IRIS entre 1999 et 2009

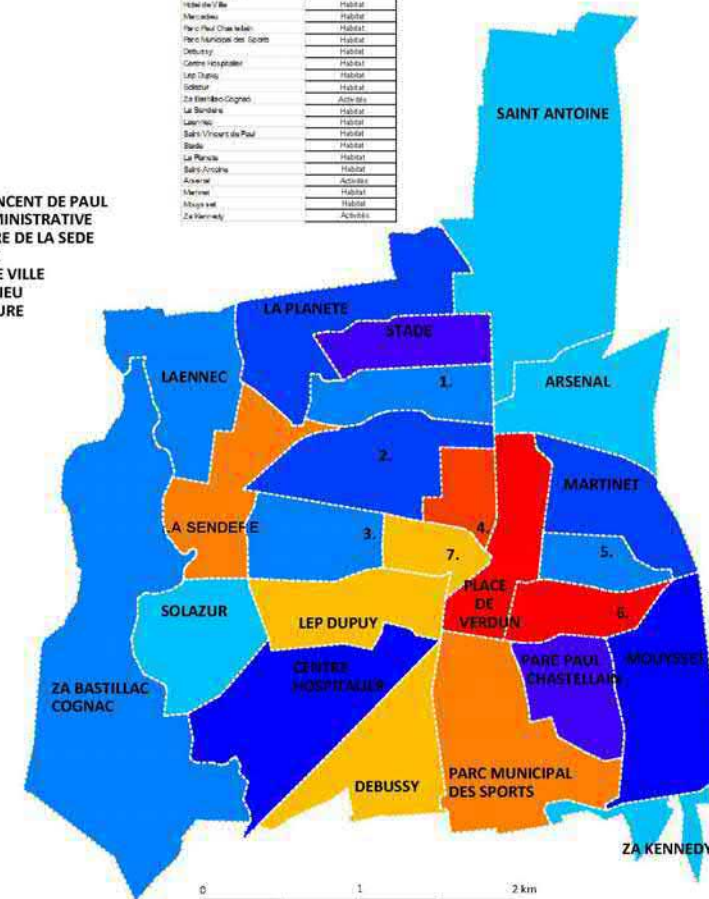
Différence du nombre d'habitants entre 1999 et 2009

Source: Insee, Recensement de la population 2009 et 1999 exploitation principale



Création de la Seide	Habitat
Cité Administrative	Habitat
Préfecture	Habitat
Barrière	Habitat
Place de Verdun	Habitat
Hôtel de Ville	Habitat
Marcadieu	Habitat
Parc Paul Chastellain	Habitat
Parc Municipal des Sports	Habitat
Debussey	Habitat
Centre Hospitalier	Habitat
Le Dupuy	Habitat
Solazur	Habitat
ZA Bastillac-Cognac	Habitat
La Sendere	Habitat
Laennec	Habitat
Saint-Vincent de Paul	Habitat
Stade	Habitat
La Planète	Habitat
Saint-Antoine	Habitat
Arsenal	Habitat
Martinet	Habitat
Mouysset	Habitat
ZA Kennedy	Activité

1. SAINT VINCENT DE PAUL
2. CITE ADMINISTRATIVE
3. CIMETIERE DE LA SEDE
4. BARRERE
5. HOTEL DE VILLE
6. MARCADIEU
7. PREFECTURE



4.2. L'ENVIRONNEMENT DEMOGRAPHIQUE

× A L'ECHELLE DE L'AGGLOMERATION ET DES VILLES CENTRES VOISINES

Evolution comparative de la population							
Tarbes - Les communes du Grand Tarbes - Villes centres voisines - Département des Hautes Pyrénées							
Commune	1982	1990	1999	2009	Evolution 1982/1990	Evolution 1990/1999	Evolution 1999/2009
TARBES	51 422	47 566	46 433	43 686	-7,50%	-2,38%	-5,92%
BORDERES SUR L'ECHEZ	3 712	3 893	3 556	4 149	4,88%	-8,66%	16,68%
IBOS	2 238	2 309	2 779	2 774	3,17%	20,36%	-0,18%
ODOS	2 854	3 287	3 285	3 244	15,17%	-0,06%	-1,25%
LALOUBERE	1 333	1 296	1 358	1 906	-2,78%	4,78%	40,35%
SOUES	2 929	3 179	3 056	3 007	8,54%	-3,87%	-1,60%
SALLES ADOUR	328	358	333	448	9,15%	-6,98%	34,53%
SEMEAC	5 012	4 428	4 760	4 814	-11,65%	7,50%	1,13%
SARROUILLES	468	526	548	567	12,39%	4,18%	3,47%
AUREILHAN	7 590	7 454	7 453	7 881	-1,79%	-0,01%	5,74%
ORLEIX	1 253	1 523	1 673	1 781	21,55%	9,85%	6,46%
CHIS	217	212	245	294	-2,30%	15,57%	20,00%
ANGOS	173	201	203	225	16,18%	1,00%	10,84%
BARBAZAN-DEBAT	3 204	3 536	3 503	3 483	10,36%	-0,93%	-0,57%
BOURS	547	602	715	767	10,05%	18,77%	7,27%
TOTAL Grand Tarbes	83 280	80 370	79 900	79 026	-3,49%	-0,58%	-1,09%
DEPARTEMENT DES HAUTES PYRENEES	227 922	224 759	222 673	229 670	-1,39%	-0,93%	3,14%
LOURDES	17 425	16 300	15 242	15 127	-6,46%	-6,49%	-0,75%
PAU	83 790	82 157	78 800	82 763	-1,95%	-4,09%	5,03%

Tarbes abrite la plus importante population de la Communauté d'Agglomération. Malgré cela, elle fait partie des communes les moins dynamiques au niveau de la croissance démographique.

Sur la période 1982-1990, la croissance de la population est largement négative (-7,50 %), alors que des communes limitrophes telles que **Orleix et Odos ont connu respectivement + 21,55 % et + 15,17 % de gain de population.**

Le même constat peut être établi pour la période suivante. Néanmoins, le recul démographique s'est ralenti. Tarbes a vu sa population diminuer (-2,38 %) alors que la **croissance s'est maintenue dans la plupart des villes du Grand Tarbes** actuel (de manière plus modeste que sur la période précédente puisque 6 communes ont connu une baisse de leur population contre 4 entre 1982 et 1990).

Sur la dernière période de comparaison (1999-2009), le recul démographique a augmenté par rapport à la période précédente et atteint -5,92%. D'autres communes connaissent une baisse de leur population (Ibos, Odos et Soues) mais ce phénomène est moins marqué qu'à Tarbes. A l'inverse, des communes comme Laloubère ou Salles Adour connaissent des croissances très fortes (respectivement 40,35% et 35,53%).

Des phénomènes différenciés peuvent être mis en évidence sur les villes centres voisines. Les communes de Lourdes et de Pau perdent également des habitants sur la période 1982-1999. Toutefois, sur la dernière période d'analyse, pour la commune de Pau cette tendance s'inverse. La croissance démographique repart considérablement à la hausse : +3 963 habitants. Sur la commune de Lourdes, le phénomène de baisse de la population se poursuit mais dans des proportions moindres que sur la commune de Tarbes. Le territoire ne perd que 115 habitants.

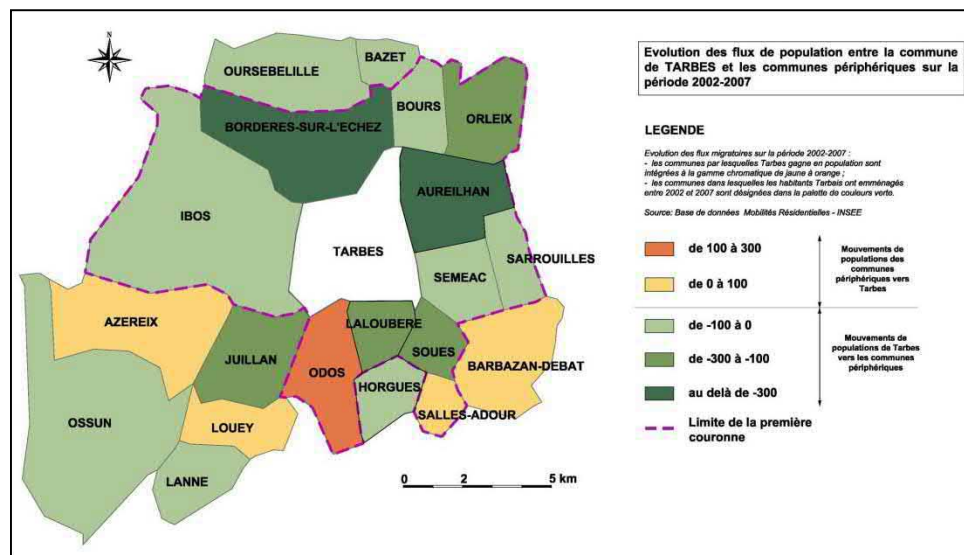
✕ **A L'ECHELLE REGIONALE**

En 2009, la commune compte 43 686 habitants ; c'est la quatrième ville de Midi-Pyrénées. Sur les dix communes les plus peuplées de Midi-Pyrénées, c'est la seule avec Castres dont le taux d'accroissement est négatif. Au troisième rang des communes de Midi-Pyrénées en 1999, Tarbes a reculé d'une place au profit d'Albi.

Les dix communes les plus peuplées de Midi-Pyrénées			
Communes	Population 1999	Population 2009	Evolution 1999-2009
Toulouse	390 301	440 204	12,79%
Montauban	51 889	56 126	8,17%
Albi	46 299	48 858	5,53%
Tarbes	46 433	43 686	-5,92%
Castres	43 451	42 701	-1,73%
Colomiers	28 538	34 306	20,21%
Tournefeuille	22 745	25 286	11,17%
Rodez	23 734	24 358	2,63%
Muret	20 742	23 356	12,60%
Milliau	21 371	22 013	3,00%

4.3. LES MOBILITES RESIDENTIELLES

✕ A L'ECHELLE DU PERIMETRE DES TRANSPORTS URBAINS



Données Non disponibles pour 2009

On distingue deux cas :

- ✎ Les communes qui bénéficient d'un apport de population provenant de la ville de Tarbes (le nombre de personnes venant de Tarbes pour s'installer dans ces communes est plus important que le nombre de personnes allant s'installer à Tarbes). Ce sont, en grande majorité, les communes de la première couronne et notamment Bordères-sur-l'Echez et Aureilhan, qui ont largement bénéficié du départ des habitants de Tarbes pour la périphérie. Ces mobilités résidentielles soulignent le **phénomène de périurbanisation** caractéristique qui se développe en France depuis les années 1970.
- ✎ Pour d'autres communes, les mobilités résidentielles se font dans le sens de Tarbes : sur les cinq dernières années, plus de personnes ont déménagé pour s'installer à Tarbes que l'inverse. C'est le cas notamment pour les communes de la deuxième couronne au Sud de Tarbes. Ces flux sont générés par des personnes désireuses de se rapprocher des équipements ou encore des services de transports en commun. Ce sont principalement des personnes âgées qui quittent le milieu rural pour s'installer en ville. Ces flux contribuent alors au vieillissement de la population de Tarbes.

✖ A L'ECHELLE DEPARTEMENTALE

A l'échelle du département, Tarbes attire les habitants d'autres villes, en particulier ceux provenant de Lourdes (+ 70 habitants) mais aussi de Bagnères de Bigorre ou encore de Lannemezan, ainsi que de communes rurales (Visker par exemple). En effet, Tarbes représente une **polarité forte à l'échelle du département** en termes de services et d'équipements.

Flux de personnes (> 50) s'étant installés à Tarbes entre 2002 et 2007	
Commune	
Lourdes	296
Bagnères-de-Bigorre	149
Vic-en-Bigorre	120
Lannemezan	115
Maubourguet	58
Visker	50
TOTAL	788

source: INSEE

Flux de personnes (> 50) étant partis de Tarbes pour s'installer dans une autre commune entre 2002 et 2007

Commune	
Lourdes	169
Bagnères-de-Bigorre	130
Vic-en-Bigorre	108
Lannemezan	104
Maubourguet	58
Bordes	54
Momères	54
TOTAL	677

source: INSEE

✖ A L'ECHELLE REGIONALE

Flux de personnes (> 50) s'étant installés à Tarbes entre 2002 et 2007	
Midi-Pyrénées	
Toulouse	548
Auch	58
Saint-Gaudens	56
Montauban	52
TOTAL	713

Autres régions	
Aquitaine	
Pau	359
Bordeaux	129
Bayonne	73
Centre	
Vierzon	61
TOTAL	622

Flux de personnes (> 50) étant partis de Tarbes pour s'installer dans une autre commune entre 2002 et 2007	
Midi-Pyrénées	
Toulouse	1126
Montauban	52
TOTAL	1179

Autres régions	
Aquitaine	
Pau	450
Bordeaux	159
Bayonne	65
PACA	
Salon-de-Provence	323
Languedoc Roussillon	
Toulon	85
TOTAL	1081

Le rayonnement de Tarbes s'étend à d'autres villes de la région, notamment Auch et Saint-Gaudens. Ce sont des villes de petite taille (21 704 habitants en 2007 à Auch et 11 152 à Saint-Gaudens), relativement éloignées de la métropole toulousaine.

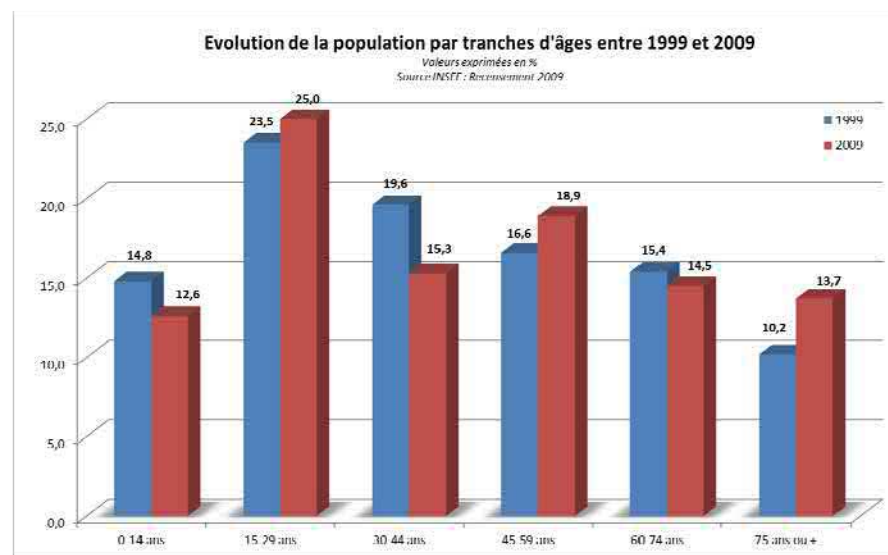
A l'inverse, **la plupart des départs se font vers Toulouse** : 578 habitants entre 2002 et 2007. Cela peut s'expliquer notamment par la diversité de l'offre en termes d'enseignement supérieur et d'emplois de la métropole régionale.

En outre, les flux de mobilité résidentielle sont également conséquents entre Tarbes et la région Aquitaine, dont elle est proche. En effet, la ville de Pau attire plus d'habitants qu'elle n'en cède à Tarbes (90 de plus entre 2002 et 2007), de part l'attractivité de son bassin d'emplois notamment.

Par ailleurs, on relève des flux importants et à sens unique vers d'autres villes, pourtant éloignées de Tarbes. Ces flux peuvent s'expliquer par des mobilités militaires :

- 60 personnes venues de Vierzon (à 50 km de la base aérienne d'Avord, 2^{ème} plus grande base aérienne de France) ;
- 323 personnes parties s'installer à Salon de Provence (base aérienne) ;
- 85 personnes vers Toulon (1^{er} port militaire de la Méditerranée).

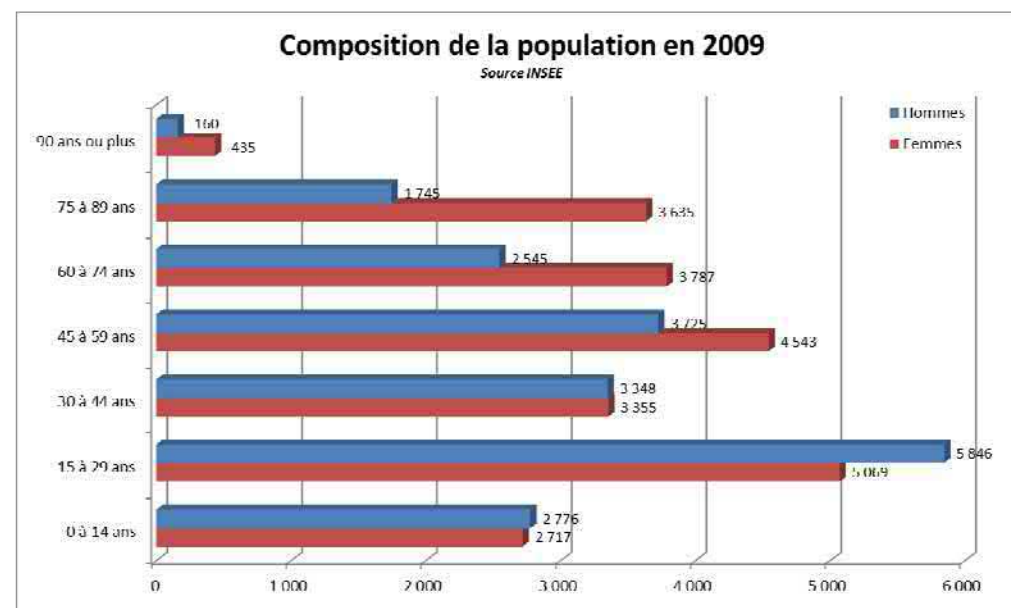
4.4. COMPOSITION DE LA POPULATION



L'analyse de la structure par tranches d'âges permet de constater un **certain vieillissement de la population**. En effet, la part des personnes âgées de plus de 45 ans est passée de 42,2 % à 47,10% de la population totale entre 1999 et 2009.

Cette évolution est largement due à une augmentation du nombre de personnes âgées de plus de 75 ans, hausse bien supérieure aux moyennes régionale et nationale.

Néanmoins, bien que vieillissante, la population de Tarbes est encore jeune. Près de **53% des habitants ont moins de 45 ans**. La part des 15-29 ans est majoritaire sur le territoire. Elle représente ¼ de la population. Le poids des jeunes ménages est également conséquent : les 30-44 ans correspondent à 15,3 % des habitants.

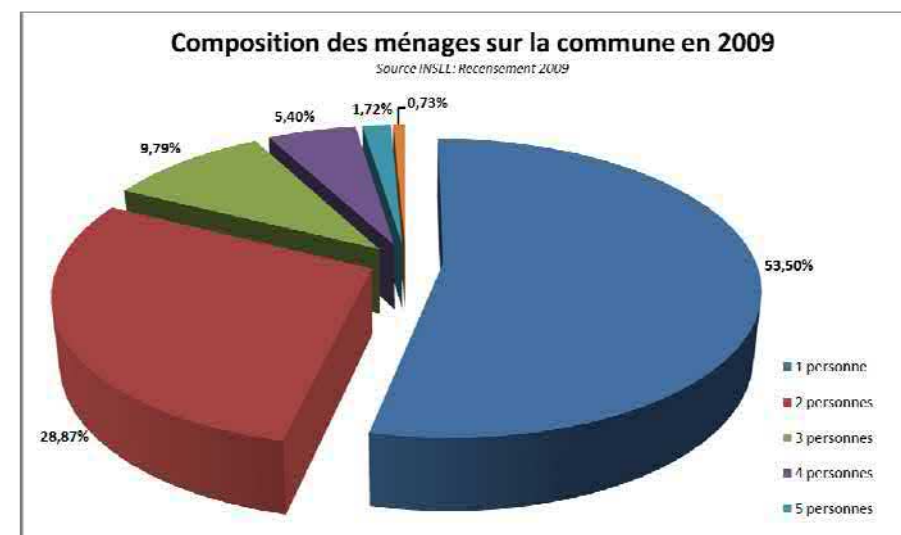
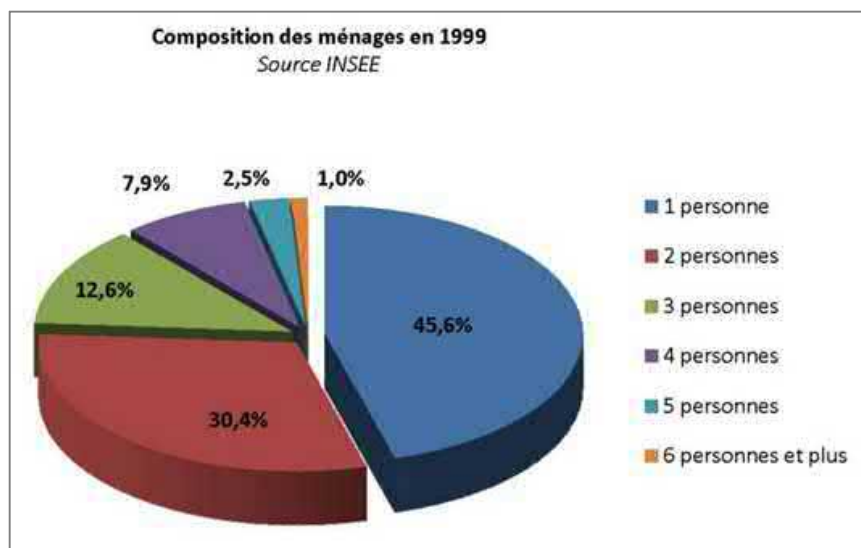
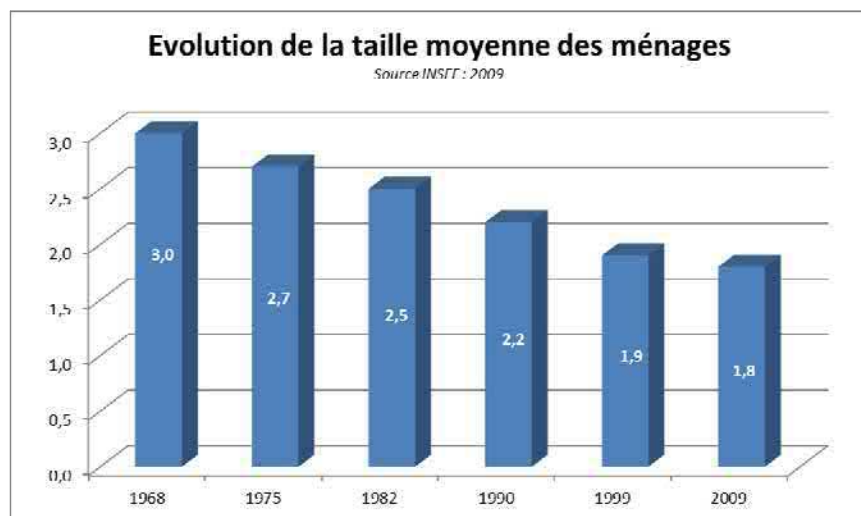


La population tarbaise est composée de **46% d'hommes et 54 % de femmes**.

Les hommes sont plus nombreux entre 15 et 29 ans : ils représentent 53,6% de cette tranche d'âge contre 46,4 % de femmes.

A l'inverse, les femmes sont largement majoritaires chez les personnes de plus de 65 ans. Elles représentent 65,4% de l'effectif, soit près de 2/3 de cette tranche d'âge.

4.5. COMPOSITION DES MENAGES



En 2009, la commune compte **23 782 ménages**. Leur taille n'a cessé de diminuer depuis 1968 ; elle est passée sous la barre des 2 personnes par ménage à partir de 1999.

Entre 1999 et 2009, **les ménages composés d'une personne ont très fortement augmenté**. Ils représentaient 45,6 des ménages en 1999 et ont atteint 53,5 % en 2009, soit plus de la moitié des ménages de Tarbes. La part des ménages de 2 personnes n'a diminuée que de manière relativement faible ; ils représentent un 28,87% des ménages en 2009 contre 30,4% en 1999.

Les ménages de 3 et 4 personnes sont moins bien représentés. Ils correspondent respectivement à 9,79% et 5,4% du nombre total de ménages et leur part a diminué dans des proportions non négligeable depuis 1999.

Les grandes familles (5 personnes et plus), sont relativement rares et ne représentent plus que 2,45 % des ménages contre 3,5% en 1999 et 8,3 % en 1968.

	Nombre de ménages				Population des ménages	
	2009	%	1999	%	2009	1999
Ensemble	23 782	100,0	23 175	100,0	41 720	45 192
Ménages d'une personne	12 723	53,5	10 573	45,6	12 723	10 573
- hommes seuls	5 079	21,4	4 237	18,3	5 079	4 237
- femmes seules	7 644	32,1	6 336	27,3	7 644	6 336
Autres ménages sans famille	603	2,5	564	2,4	1 381	1 184
Ménages avec famille(s)	10 456	44,0	12 038	51,9	27 616	33 435
dont la famille principale est :						
- un couple sans enfant	5 040	21,2	5 288	22,8	10 229	10 817
- un couple avec enfant(s)	3 110	13,1	4 424	19,1	11 631	16 708
- une famille monoparentale	2 307	9,7	2 326	10,0	5 756	5 910

En 2009, **les ménages de 1 personne sont toujours les plus représentés** et leur part a continué à progresser : ils représentent 53,5 % (45,6% en 1999) principalement représentés par des femmes.

La part des couples avec enfant(s) accuse une baisse conséquente entre 1999 et 2009 de l'ordre de 29,7%.

Ceci peut être rattaché à des phénomènes tels que l'augmentation du nombre de personnes seules venant s'installer sur la commune, des veuvages, des divorces, un vieillissement de la population, des familles monoparentales ou encore des phénomènes de décohabitation parents-enfants, qui expliquent en outre une augmentation des ménages de petites tailles.

La diminution de la taille moyenne des ménages engendre inévitablement la construction de nouveaux logements sans apport de population.

Pour répondre à la seule diminution de la taille moyenne des ménages, à population égale et en se basant sur la diminution de 0,1 point entre 1999 et 2009 (en 2020, la taille moyenne de ménages devrait être de l'ordre de 1,6 personne par ménage), il faudrait prévoir environ 2 700 logements supplémentaires, soit 208 logements par an.

4.6. LA POPULATION ACTIVE

Si l'on considère une population âgée de 15 à 64 ans (échantillon utilisé par l'INSEE pour fournir les données sur la population active), la ville de Tarbes comptait en 2009, **18 703 actifs dont plus de 80% avait un emploi**.

	2009	1999
Ensemble	28 229	29 815
Actifs en %	66,3	65,6
dont :		
actifs ayant un emploi en %	54,0	52,7
chômeurs en %	12,3	12,7
Inactifs en %	33,7	34,4
, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	15,8	15,5
retraités ou préretraités en %	8,2	7,3
autres inactifs en %	9,7	11,6

Evolution de l'ensemble des actifs occupés				
	1982	1990	1999	2007
Tarbes	86,50%	81,50%	80,60%	81,50%
Midi Pyrénées	91,00%	89,10%	87,30%	89,40%
France	91,10%	89,10%	87,10%	88,30%

La proportion d'actifs occupés a toujours été en deçà des moyennes régionale (89,4%) et nationale (88,3%). Elle est néanmoins en augmentation depuis le dernier recensement. La part des actifs ayant un emploi représentent 54% de l'ensemble des actifs.

En effet, si le nombre d'habitants a diminué entre les deux derniers recensements, le nombre d'actifs occupés a diminué dans des mesures moindres de sorte que la proportion d'actifs ayant un emploi a mathématiquement augmenté.

La population active a subi une diminution continue entre 1999 et 2009 de l'ordre de -5,3 %. La part des chômeurs a légèrement diminué entre les deux recensements passant de 12,7% à 12,3%

Population active ayant un emploi par statut							
	1982	1990	1999	2009	Evolution 1982-1990	Evolution 1990-1999	Evolution 1999-2009
Salariés	15544	14979	14211	13892	-3,63%	-5,13%	-2,24%
Non salariés	2016	1736	1530	1497	-13,89%	-11,87%	-2,16%
dont :							
Indépendants	1188	920	726	802	-22,56%	-21,09%	10,47%
Employeurs	620	632	724	680	1,94%	14,56%	-6,08%
Aides familiaux	208	184	80	15	-11,54%	-56,52%	-81,25%

Source : INSEE

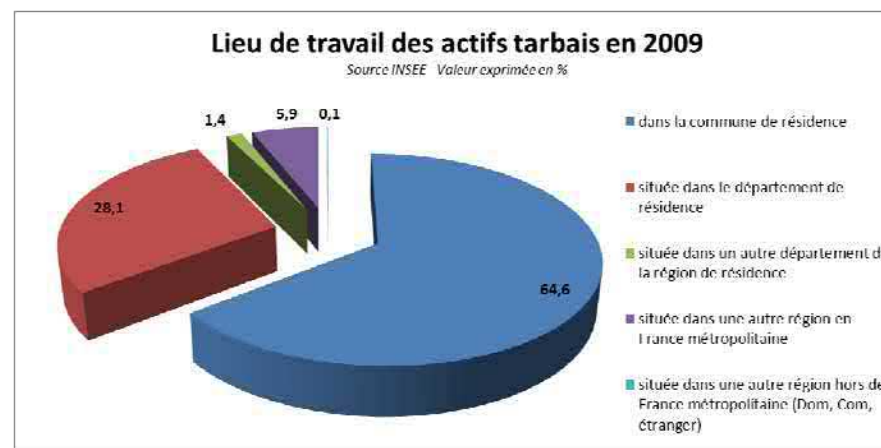
	Hommes	%	Femmes	%
Ensemble	7 988	100,0	7 402	100,0
Salariés	7 128	89,2	6 764	91,4
Titulaires de la fonction publique et contrats à durée indéterminée	5 355	67,0	5 372	72,6
Contrats à durée déterminée	1 169	14,6	1 037	14,0
Intérim	278	3,5	96	1,3
Emplois aidés	79	1,0	140	1,9
Apprentissage - Stage	247	3,1	118	1,6
Non-salariés	860	10,8	637	8,6
Indépendants	409	5,1	393	5,3
Employeurs	443	5,5	237	3,2
Aides familiaux	8	0,1	7	0,1

En 2009, **90,3 % des actifs âgés de 15 à 64 ans ont un emploi salarié.**

1 497 personnes ont un emploi non salarié soit 9,7 % des actifs ayant un emploi. La proportion des aides familiaux, qui avait déjà diminué de 56,5% entre 1982 et 1990, a encore fortement baissé entre 1990 et 2009 pour passer de 80 à 15 personnes.

Le nombre d'indépendants, après avoir diminué de 21% entre 1990 et 1999, et reparti à la hausse (10,47 %) pour atteindre plus de la moitié des emplois non-salariés en 2009. Le nombre d'employeurs a, quant à lui, augmenté de 15% entre 1990 et 1999 mais accuse une légère baisse depuis 1999 (-6,08%).

	2009	%	1999	%
Ensemble	15 390	100,0	15 770	100,0
Travaillent :				
dans la commune de résidence	9 938	64,6	10 869	68,9
dans une commune autre que la commune de résidence	5 452	35,4	4 901	31,1
située dans le département de résidence	4 322	28,1	3 911	24,8
située dans un autre département de la région de résidence	217	1,4	238	1,5
située dans une autre région en France métropolitaine	904	5,9	726	4,6
située dans une autre région hors de France métropolitaine (Dom, Com, étranger)	8	0,1	26	0,2



En 2009, **une large majorité des actifs ayant un emploi travaillent à Tarbes même (64,6%).** 27,6% des actifs travaillent dans une autre commune du département.

1 129 actifs ont un emploi en dehors du département des Hautes-Pyrénées, dont 80 % dans une autre région de France métropolitaine.

Cette part est notamment due à la proximité du bassin d'emplois de Pau (Aquitaine).

	2009	1999
Ouvriers	15,3%	16,7%
Employés	35,4%	37,8%
Professions intermédiaires	30,0%	25,3%
Cadres et professions intellectuelles sup.	14,7%	13,9%
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	4,4%	6,1%
Agriculteurs exploitants	0,2%	0,3%

La répartition de la population active selon la catégorie socioprofessionnelle est relativement différenciée. Trois groupes se distinguent : **employés et professions intermédiaires** représentent chacun environ un tiers de la population active (respectivement 35,4% et 30%). Les **ouvriers, les cadres et les artisans commerçants**, se répartissent sur les 35 % restants avec respectivement 15,3 %, 14,7% et 4,4% de la population active. **Les agriculteurs sont très peu nombreux** sur la commune et ne représentent que 0,2% de la population active.

Le bilan est mitigé en ce qui concerne l'évolution des différentes catégories socioprofessionnelles.

La part des agriculteurs (-63%), des artisans commerçants (-33%), d'employés (+26 %) et des ouvriers (-2 %), a tendance à diminuer. Ceci étant, le nombre de cadres +4% et surtout de professions intermédiaires (+6%) a augmenté entre 1999 et 2009.

	2009	1999	Evolution 1999/2009
Ensemble	18 695	19 604	-5%
dont :			
Agriculteurs exploitants	17	46	-63%
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	793	1 176	-33%
Cadres et professions intellectuelles sup.	2 120	2 048	4%
Professions intermédiaires	4 248	4 010	6%
Employés	6 820	7 431	-8%
Ouvriers	4 340	4 415	-2%

4.7. REVENUS DES MENAGES

Avec un revenu déclaré moyen de 17 449 € net, les ménages de la ville de Tarbes sont proches de la moyenne départementale. Ils sont cependant bien en deçà des ménages de la majorité des autres communes du Grand Tarbes (30 404 € en moyenne) et de communes de même taille en Midi-Pyrénées (Albi, Castres et Rodez).

Le centre-ville de Tarbes n'a pas connu de phénomène de gentrification : la moyenne des revenus déclarés des ménages en 2008 y est relativement faible. Le besoin en logements accessibles sera donc plus fort en centre-ville alors même que les pressions foncières y sont réelles.

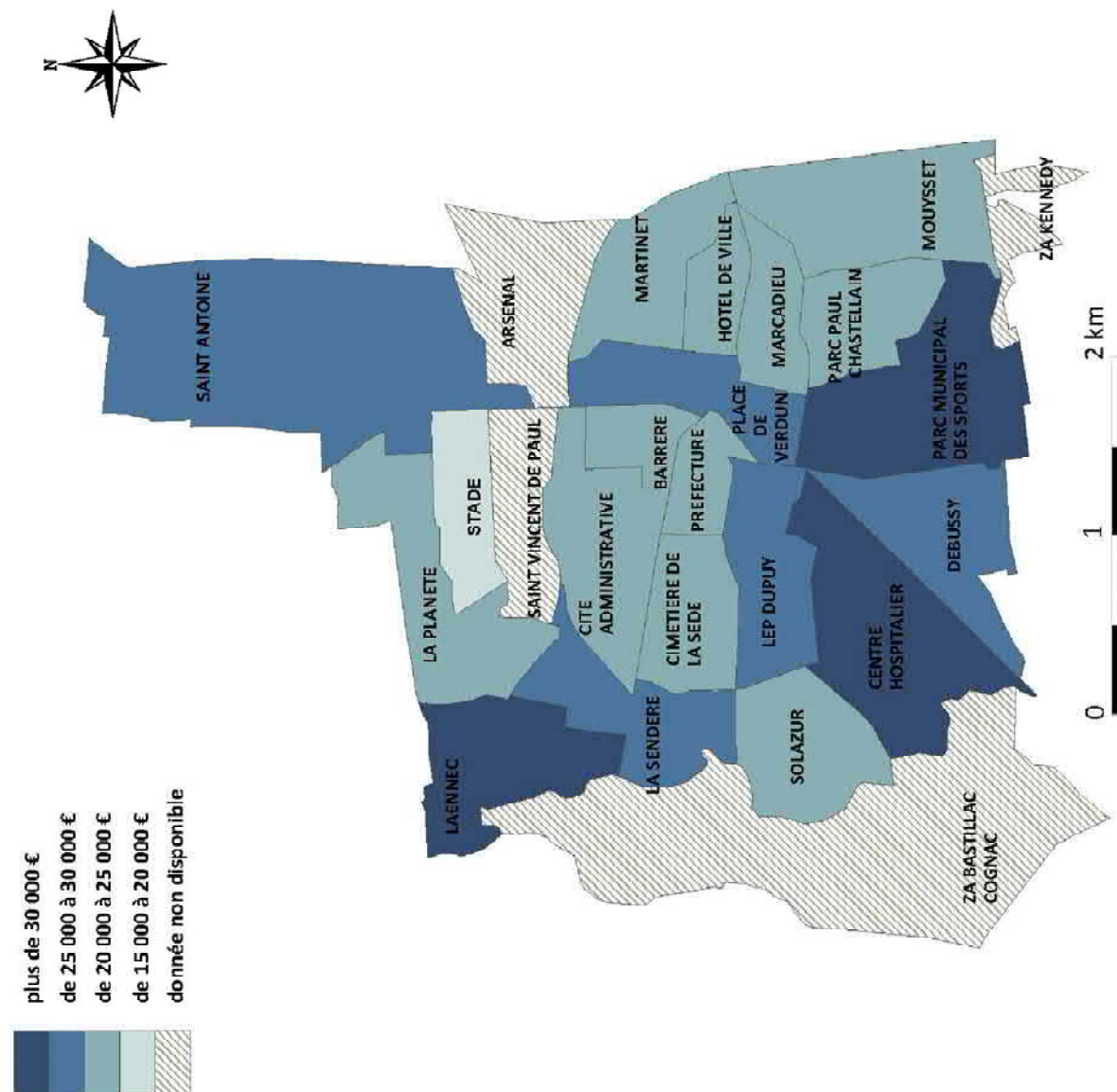
Revenus moyens des ménages fiscaux

Ménage fiscal : ménage ordinaire constitué par le regroupement des foyers fiscaux répertoriés dans un même logement. Son existence une année donnée tient au fait que coïncident une déclaration indépendante de revenus et l'occupation d'un logement connu à la Taxe d'Habitation. De ce fait, en sont exclus :

- les ménages de contribuables concernés par un événement de type mariage, décès ou séparation au cours de l'année de référence,
- les ménages constitués de personnes ne disposant pas de leur indépendance fiscale (essentiellement des étudiants)
- les contribuables vivant en collectivité.

Avertissement : du fait des particularités précédentes, le "ménage fiscal" ne coïncide pas avec la notion habituelle du ménage, comme dans le cadre du recensement de la population. Des écarts d'effectifs entre les deux sources peuvent donc être constatés.

Source: Insee, Recensement de la population 2009 exploitation principale



4.8. LA POPULATION SCOLARISEE

	Etudiants		Scolarisés à Tarbes			
	1999	2009	1999		2009	
			nombre	%	nombre	%
3 à 5 ans	1120	1118	983	87,80%	1043	93,29%
6 à 14 ans	3938	2999	3415	86,70%	2842	94,76%
15 à 17 ans	1416	1183	1125	79,40%	1082	91,46%
18 à 24 ans	3627	3822	3047	84,00%	3479	91,03%
25 et plus	626	448	352	56,20%	307	68,53%
TOTAL	10727	9 570				

	Ensemble	Population scolarisée	Part de la population scolarisée en %		
			Ensemble	Hommes	Femmes
2 à 5 ans	1 658	1 273	76,8	76,9	76,7
6 à 10 ans	1 669	1 647	98,7	98,7	98,7
11 à 14 ans	1 370	1 352	98,6	97,7	99,6
15 à 17 ans	1 257	1 183	94,1	93,9	94,4
18 à 24 ans	6 618	3 822	57,8	60,0	55,0
25 à 29 ans	3 040	232	7,6	7,4	7,9
30 ans ou plus	27 279	215	0,8	0,8	0,8

	Non scolarisés	Dans la commune de résidence	Dans une autre commune du département	Dans un autre département de la région	Hors région en France métropolitaine	Hors région ds Dom, Com ou à l'étranger	Ensemble
2 ans	296	140	16	0	0	0	452
3 ans	60	344	11	0	15	0	429
4 ans	15	329	18	0	0	0	362
5 ans	14	370	31	0	0	0	415
6 à 10 ans	21	1 579	68	0	1	0	1 669
11 à 14 ans	19	1 263	74	7	7	0	1 370
15 à 17 ans	74	1 082	43	24	34	0	1 257
18 à 24 ans	2 796	3 479	70	77	196	0	6 618
25 à 29 ans	2 807	177	0	14	42	0	3 040
30 ans ou plus	27 064	130	25	30	30	0	27 279
Ensemble	33 165	8 893	355	151	325	0	42 890

Le nombre d'enfants scolarisés a diminué sur la commune entre 1999 et 2009, conséquence directe de la baisse de la population sur la même période. C'est essentiellement le nombre d'enfants scolarisés de moins de 18 ans qui a diminué.

Néanmoins, il est important de noter que, tous âges confondus, 91 % des élèves et étudiants vivants à Tarbes sont scolarisés dans un établissement de la commune.

4.9. LES ZONES URBAINES SENSIBLES

Deux quartiers sont classés en **Zone Urbaine Sensible (ZUS)** : le quartier Nord, Laubadère et la zone de Solazur.

Les zones urbaines sensibles sont définies dans la Loi PRV du 14 novembre 1996, comme des zones "caractérisées par la présence de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradé et par un déséquilibre accentué entre l'habitat et l'emploi."

Ce sont des **quartiers prioritaires de la Politique de la Ville**. Leur situation en termes de démographie, d'emploi et de scolarisation, est particulière.

La population de ces deux zones de Tarbes est très jeune : 21 % de personnes ont moins de 21 ans sur Solazur et jusqu'à 40 % à Laubadère. La taille des ménages est bien plus élevée que sur le reste de la commune (elle est de 3,1 à Laubadère et de 2,7 à Solazur alors que la taille de ménage moyenne sur Tarbes est de 1,8 seulement).

Le taux de scolarisation est particulièrement faible sur la zone de Laubadère où l'on compte 35,9 % d'hommes et 31,2 % de femmes entre 16 et 24 ans, scolarisés.

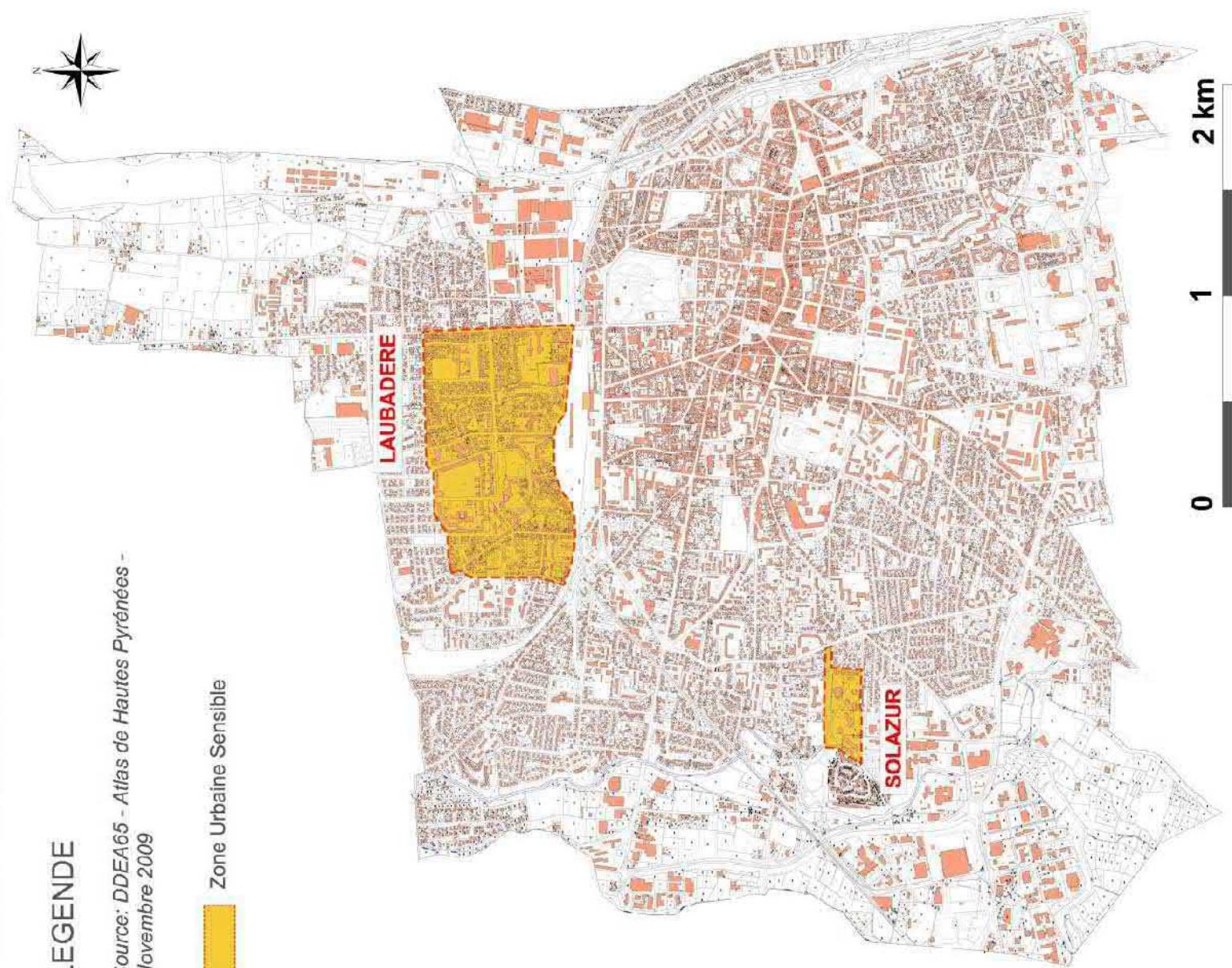
D'autre part, malgré une population jeune, ces deux zones ne comptent que peu d'actifs. En effet, le taux d'activité y est peu élevé et ce, quel que soit le sexe ou la nationalité. C'est particulièrement le cas sur la zone de Solazur où la part des hommes et des femmes actifs ne représentent respectivement que 32,6 % et 47,5 % de la population de 15 à 64 ans.

Zones Urbaines Sensibles de Tarbes

LEGENDE

Source: DDEA65 - Atlas de Hautes Pyrénées -
Novembre 2009

 Zone Urbaine Sensible

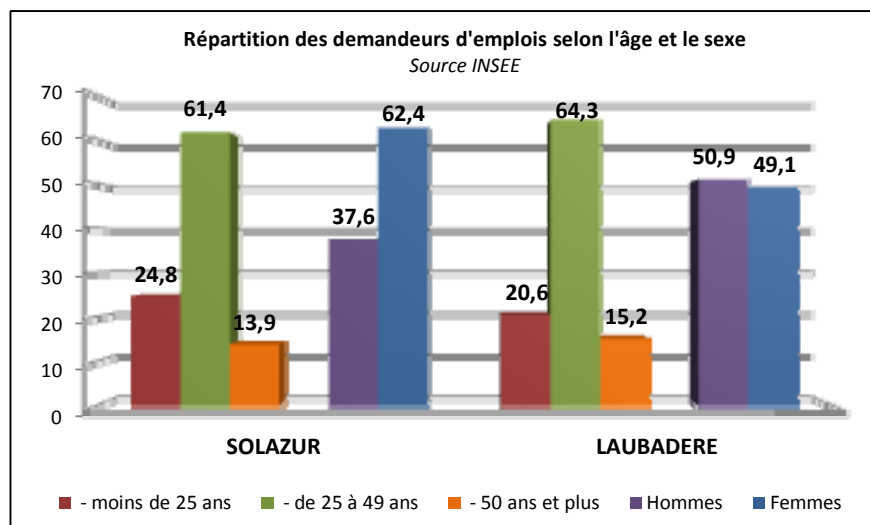


EMPLOIS EN 2009						
	Laubadère			Solazur		
	Homme	Femme	Etrangers	Homme	Femme	Etrangers
Population active	999	434	nd	223	132	nd
Population totale âgée de 15 à 64 ans	1 738	873	nd	685	278	nd
Taux d'activité (%)	57,5	49,7	59	32,6	47,5	24,6

En 2009, la zone de Solazur compte 120 demandeurs d'emplois inscrits au Pôle Emploi et le quartier de Laubadère, 435. Le nombre de personnes en recherche d'emploi a sensiblement augmenté sur les deux zones entre 2008 et 2009 ; avec respectivement, une hausse de 21,4 % et de 16,3 %.

	SOLAZUR	LAUBADERE
Hommes	37,60%	50,90%
dont moins de 26 ans	39,50%	22,70%
Femmes	62,40%	49,10%
dont moins de 26 ans	27,00%	25,70%

Les demandeurs d'emplois sur la zone de Solazur sont majoritairement des femmes (elles représentent deux tiers des personnes en recherche d'emploi). La population de moins de 26 ans au chômage (dans la définition qu'en donne le Pôle Emploi), est relativement importante. Sur les deux quartiers, leur part représente plus d'un quart de la totalité des demandeurs d'emploi.



4.10. BILAN

✕ **SYNTHESE**

- ↪ une **population en baisse**, liée à un solde migratoire fortement négatif jusque dans les années 1990 ;
- ↪ un solde naturel faible mais qui se maintient positif ;
- ↪ une **périurbanisation** avancée du territoire : les mobilités résidentielles sont importantes de Tarbes vers les communes de première couronne ;
- ↪ une attractivité relative de la ville pour les populations plus éloignées, notamment en deuxième couronne ;
- ↪ tendance au **vieillissement de la population** : la part des personnes de plus de 75 ans connaît la progression la plus forte ces dernières années ;
 - les plus jeunes et les plus âgés sont surreprésentés : si 30 % de la population a plus de 60 ans, 40 % en a moins de 24 ;
 - une tranche intermédiaire stable mais accroissement rapide des 45-59 ans au détriment des 30-44 ans ;
- ↪ une prédominance des **ménages de petite taille**, en particulier des ménages d'une personne qui représentent plus de 50 % des ménages de la commune en 2009 (les grandes familles, de plus de 4 enfants sont relativement rares) ;
- ↪ une population active qui travaille en grande majorité sur la commune grâce à l'**importance du bassin d'emplois de Tarbes** ;
- ↪ un taux d'emploi faible mais en augmentation, du fait de la baisse du taux de chômage cependant toujours élevé ;
- ↪ un taux d'activité relativement faible lié à une part importante d'inactifs (étudiants et retraités principalement).

✕ **ENJEUX**

- ↪ définir un **objectif de croissance démographique** et réfléchir à la déclinaison de cet objectif en termes de localisation et de chronologie ;
- ↪ redonner à Tarbes une **image novatrice et dynamique** d'un point de vue de l'accueil des populations afin de limiter le phénomène de dépeuplement et relancer la croissance démographique ;
- ↪ encourager la création de nouveaux logements afin de permettre un meilleur brassage de la population ;
- ↪ développer l'attractivité de la ville vis-à-vis des jeunes couples afin de rétablir un équilibre dans le rapport actifs/inactifs en assurant une offre de logements, de services et d'équipements adaptée ;
- ↪ conforter la place des jeunes dans la structure de la population en garantissant notamment une offre de logements de petites tailles ;
- ↪ assurer un accueil de qualité pour les personnes âgées par une offre en logements de plain-pied à proximité des commodités et le développement des services à la personne à domicile.

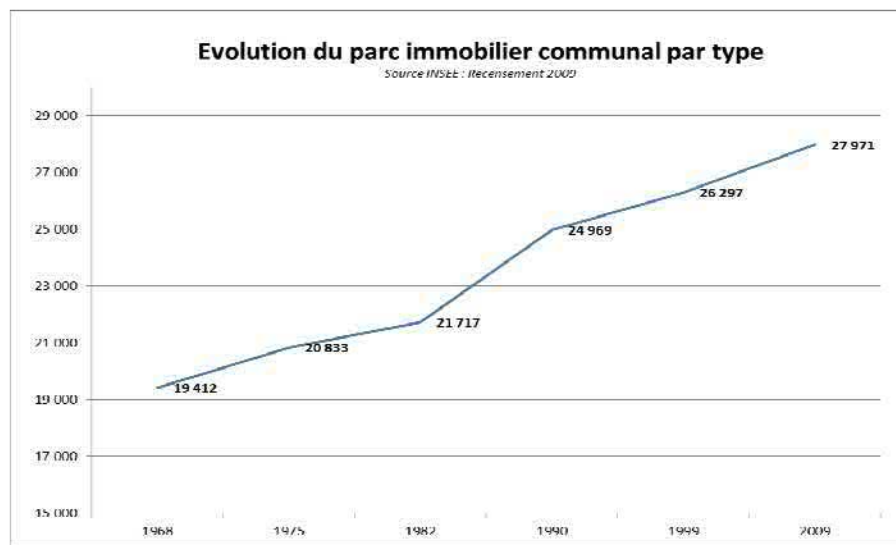
5. L'HABITAT

5.1. CARACTERISTIQUES DU PARC DE LOGEMENTS

✕ EVOLUTION DU PARC DE LOGEMENTS

Depuis le recensement de 1968, le nombre de logements n'a cessé d'augmenter sur la commune de Tarbes pour atteindre en 2007, 27 600 résidences.

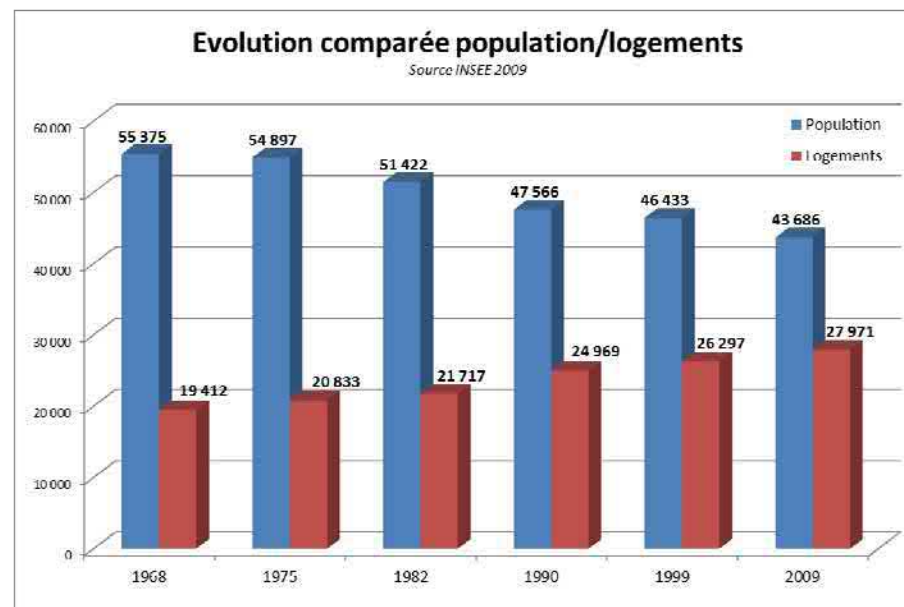
Entre 1982 et 1990, le parc de logements a connu une forte progression avec un rythme de constructions de 15 % soit une moyenne de près de **400 nouveaux logements par an**. Depuis 1990, cette dynamique s'est ralentie et le taux de nouvelles constructions s'est stabilisé autour de 5 % sur les deux dernières décennies.



Il est important de noter que les dynamiques immobilières n'ont pas évolué de la même manière que la démographie communale. En effet, alors que l'évolution de la population était négative entre 1968 et 2007,

l'évolution du nombre de logements neufs restait positive. Toutefois, elle a quelque peu ralenti pour atteindre +8,6 % en 2007.

	Evolution Population	Evolution du parc de logements
1968-1975	-0,86%	7,32%
1975-1982	-6,33%	4,24%
1982-1990	-7,50%	14,97%
1990-1999	-2,38%	5,32%
1999-2009	-5,92%	6,37%



Il est possible d'identifier plusieurs phases caractéristiques :

- ↳ Entre 1968 et 1990, malgré une baisse importante de la population, le **rythme de construction est resté largement positif (7,32% entre 1968 et 1975, 14,97% entre 1982 et 1990)** ;

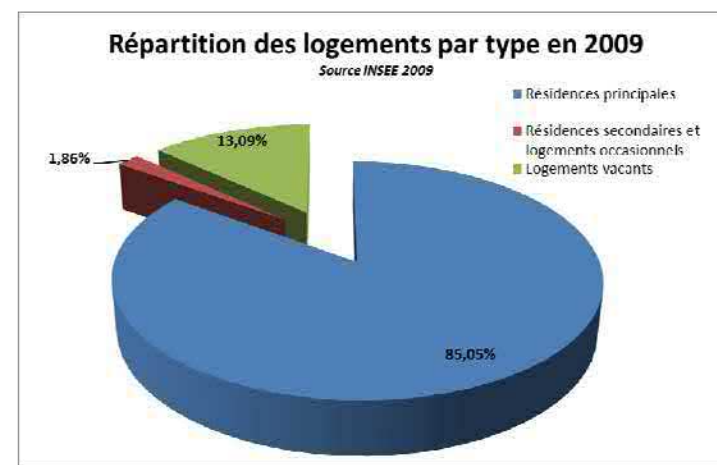
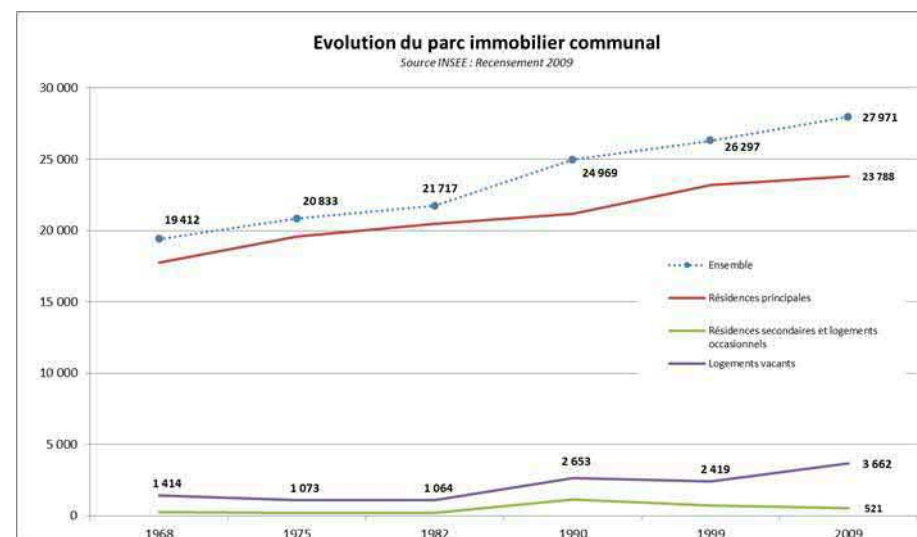
- ✎ Sur la période de 1990 à 1999, le rythme de constructions du parc diminue pour atteindre 5,32%. Dans le même temps, la baisse du nombre d'habitants s'est ralentie de manière conséquente (elle n'est plus que de -2,4 % entre 1990 et 1999) ;
- ✎ Enfin, entre 1999 et 2009 ; le taux de croissance du parc de logements est reparti en hausse (+6,37%) alors que le nombre d'habitants est en diminution.

Il existe donc un écart important entre les dynamiques immobilières et démographiques. Ceci peut être notamment lié à la **diminution de la taille moyenne des ménages** (liée au phénomène de décohabitation parents-enfants, aux familles monoparentales,...) qui maintient un rythme de construction positif bien que la population diminue.

Le dernier recensement fait toutefois apparaître une réduction de cet écart entre la croissance du parc et l'évolution de la population.

✕ COMPOSITION DU PARC

Le nombre de **résidences principales** n'a cessé d'augmenter depuis 1968, notamment durant la période intercensitaire de 1990 à 1999. En 2009, leur part atteint **85 % du parc de logements**, soit **23 788 résidences**.

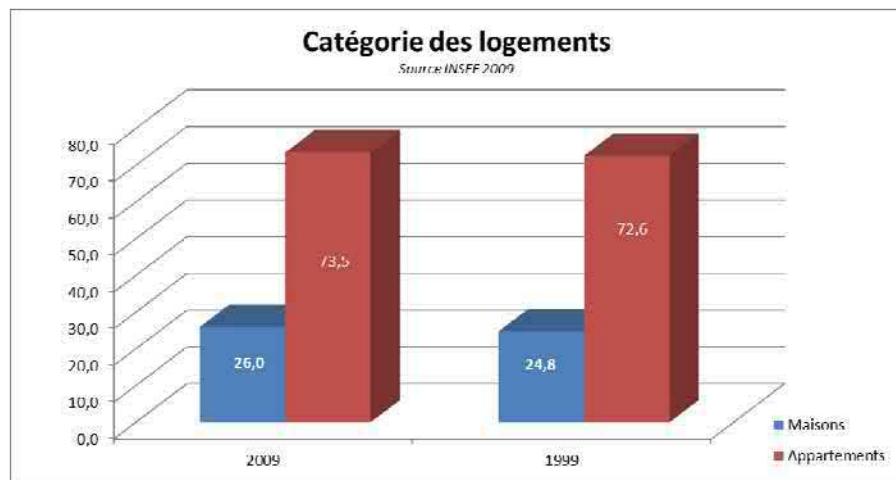


En 2009, la commune **comptait 521 résidences secondaires** ainsi que **3662 logements vacants**, soit **13,09 % du parc immobilier**.

Il est important de noter que la vacance est en forte augmentation depuis 1982.

Entre 1999 et 2009, c'est la proportion de logements qui a enregistré la plus forte progression : plus de 50 % ; soit une hausse de 1 243 logements supplémentaires.

A l'inverse, le taux de croissance des **résidences secondaires** est largement négatif (-25,9%) entre 1999 et 2009. Leur part est très faible dans le parc immobilier ; en 2007, elles ne représentent que **1,86 % de l'ensemble des résidences**.



En 2009, **l'habitat collectif est largement dominant** sur la commune : 73,% des logements sont des appartements pour seulement 27,7 % de maisons individuelles.

Néanmoins, le nombre de maisons est en forte progression et enregistre une hausse de 11,7 % entre 1999 et 2009.

Cette augmentation impacte d'une part le paysage de Tarbes puisqu'elle est à l'origine d'une forte consommation des espaces ruraux de la commune, et d'autre part la gestion et l'organisation des équipements : elle implique la création de nouveaux réseaux (routes, assainissement, eau potable, électricité...).

	2009	%	1999	%	Evolution 1999-2009
Maisons	7 276	26,0	6 516	24,8	11,66%
Appartements	20 551	73,5	19 096	72,6	7,62%

× RYTHME DE CONSTRUCTION

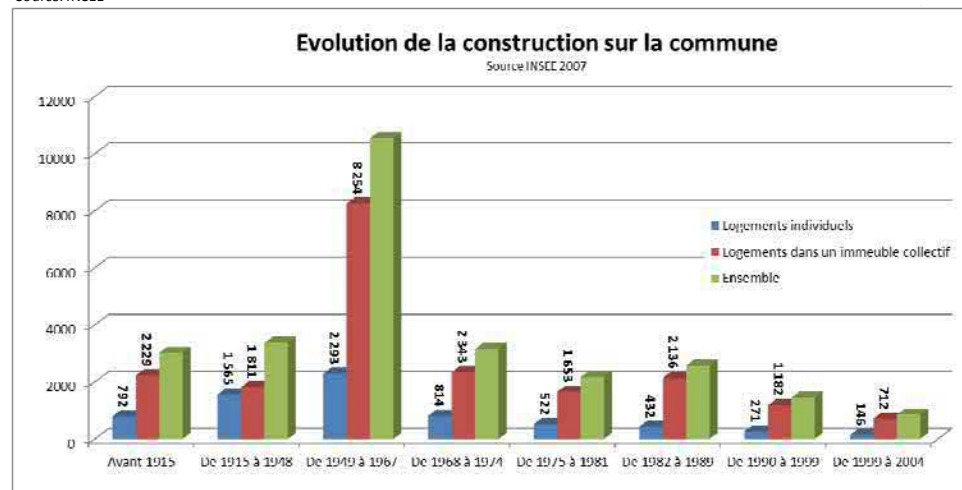
Données 2009 non disponibles suite à un changement de questionnaire de l'INSEE

Le parc de logements est assez ancien avec plus **64 % des logements construits avant 1968**.

En effet, 11 713 résidences principales ont été construites entre 1949 et 1974, soit plus de 40 % du parc actuel. C'est notamment l'habitat de type collectif qui s'est développé de manière conséquente avec 78 % des constructions réalisées sur cette période.

	Avant 1915	De 1915 à 1948	De 1949 à 1967	De 1968 à 1974	De 1975 à 1981	De 1982 à 1989	De 1990 à 1999	De 1999 à 2004	Ensemble
Logements individuels	792	1 565	2 293	814	522	432	271	146	6 689
Logements dans un immeuble collectif	2 229	1 811	8 254	2 343	1 653	2 136	1 182	712	19 608
Ensemble	3 021	3 376	10 547	3 157	2 175	2 568	1 453	848	26 297

Source: INSEE



- **L'après-guerre :**

La hausse du rythme de construction de logements dans les années 1960, peut être rattachée à divers phénomènes et notamment l'exode rural, encore fort à cette période. Il était motivé par l'attrait d'un mode de vie urbain, le développement des activités industrielles et de services (offre d'emplois conséquente), la diminution de la main d'œuvre dans les campagnes ou encore la concentration sur Tarbes des établissements scolaires, hospitaliers, de commerces non quotidiens, des établissements culturels...

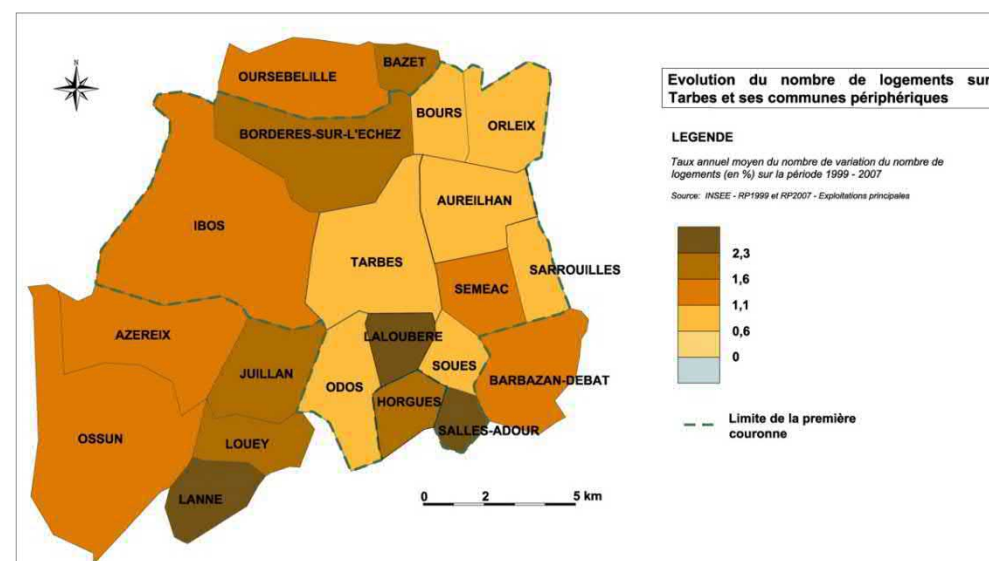
La cité Laubadère a notamment été construite à cette époque. En 1969, à la livraison du dernier bâtiment, elle compte 948 logements, soit 11,5% de l'habitat collectif construit entre 1949 et 1967. Au total, 1 205 logements ont été réalisés sur le quartier Nord entre 1949 et 1975. Ces immeubles, aujourd'hui relativement anciens, ont fait l'objet d'une réhabilitation dans le cadre de l'opération de renouvellement

- **Les dynamiques récentes :**

Le rythme de construction a ensuite fortement ralenti, et accuse une légère baisse depuis 1989. Sur les périodes 1999-2007 et 1990-1999, la variation annuelle de construction de logements s'est stabilisée autour de +0,6 %.

Si l'on compare la variation du nombre de logements de Tarbes avec celui des communes limitrophes, on note que sur la période de 1999-2007, ce taux est le plus faible du territoire. Tout comme la croissance démographique, le rythme de construction est marqué par le **phénomène de périurbanisation**.

Taux annuel moyen de variation du nombre de logements (en %) de Tarbes et des communes de sa première couronne.		
	1999-2007	1990-1999
Laloubère	4,1	0,7
Salles Adour	2,5	1,2
Juillan	2,1	1,3
Bordères sur l'Echez	1,9	0,6
Ibos	1,3	1,5
Soues	1	0,6
Bours	1	1,4
Aureilhan	1	0,5
Séméac	0,9	1,2
Odos	0,7	1
Tarbes	0,6	0,6



Type de logement	2007	1999	Evolution 1999 - 2007	
Maisons	7489	6516	973	14,90%
Appartements	19947	19096	851	4,50%

Source : INSEE

Entre 1999 et 2007, le nombre de constructions de maisons individuelles est équivalent à celui des appartements. 973 nouvelles maisons ont été réalisées sur cette période, ce qui représente une augmentation de près de 15 % du parc d'habitat individuel. Dans le même temps, le parc de logements collectif n'a enregistré qu'une hausse de 5 % (851 appartements construits en 9 ans). Le dernier recensement fait donc état d'une **baisse de la demande en biens de type logements collectifs au profit de l'habitat individuel**.

✕ CARACTERISTIQUES DES RESIDENCES PRINCIPALES

• Taille des résidences principales

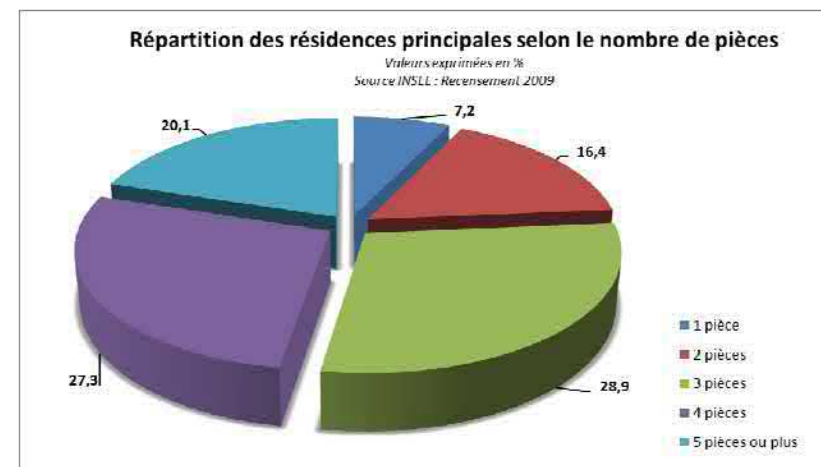
Les **logements de grandes tailles (T4 et plus) sont les plus nombreux** sur la ville de Tarbes. Ils représentent autour de 50 % du parc soit près de 12 000 logements.

A l'inverse, les petits logements sont largement minoritaires sur la commune avec seulement 5 % de T1 et 16 % de T2.

Sur les 1362 T1 recensés sur la commune, 439 sont gérés par le CROUS de Toulouse (Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires). Ce sont des logements de très petite taille (64 chambres de 9 m² et 375 T1 de 14 m²) à destination des étudiants bénéficiant d'aides sociales. Ces logements sont regroupés dans une même résidence située au cœur du campus universitaire et représentent 32 % des logements de 1 pièce existant sur la commune.

Résidences principales en 2009 selon le nombre de pièces				
	2009	%	1999	Evolution 1999-2009
1 pièce	1722	7,20%	2019	-14,71%
2 pièces	3913	16,40%	3406	14,89%
3 pièces	6873	28,90%	6691	2,72%
4 pièces	6502	27,30%	6729	-3,37%
5 pièces ou plus	4779	20,10%	4330	10,37%
Ensemble	23788	100,00%	23175	2,65%

Source : INSEE



Le nombre de très petits logements enregistre un taux de croissance négatif de -14,71 % sur la période 1999-2007. A l'inverse, les résidences principales de 5 pièces ou plus ont connu sur la même période, une progression significative, de l'ordre de 10 %. La **demande de logements de grande taille est donc importante à Tarbes**, notamment en maisons individuelles.

• Occupation des résidences principales :

	1 pers.	2 pers.	3 pers.	4 pers.	5 pers.	6 pers. ou plus	Ensemble
1 pièce	6,95%	0,27%	0,00%	0,00%	0,00%	0,01%	7,24%
2 pièces	14,10%	2,15%	0,18%	0,01%	0,00%	0,00%	16,45%
3 pièces	17,01%	8,48%	2,51%	0,72%	0,17%	0,00%	28,89%
4 pièces	10,35%	10,18%	3,92%	2,21%	0,47%	0,20%	27,33%
5 pièces	3,03%	4,56%	2,06%	1,24%	0,54%	0,27%	11,70%
6 pièces ou plus	2,06%	3,20%	1,13%	1,21%	0,54%	0,25%	8,39%
Ensemble	53,51%	28,85%	9,81%	5,39%	1,71%	0,74%	100,00%

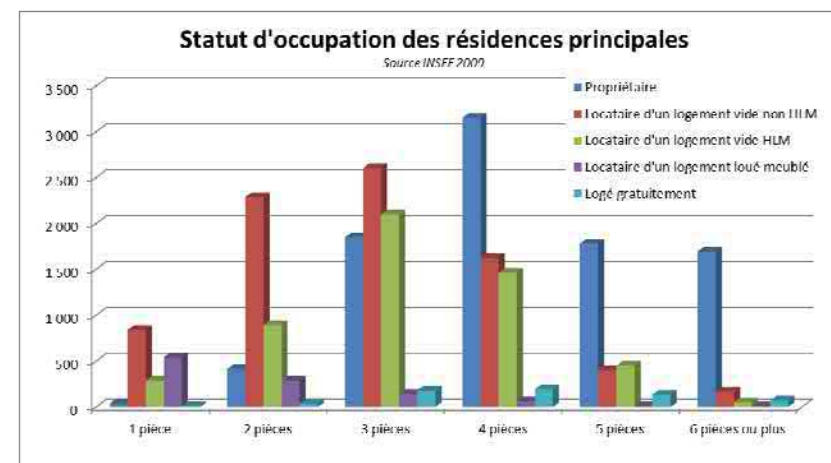
2,30% Logements sur occupés

54,79% Logements sous-occupés

En 2009, **54,79 % du parc de résidences principales est sous-occupé**. En l'espèce, 32,45 % des personnes vivant seules habitent dans un logement de 3 pièces et plus. Seulement **2,4 % du parc immobilier est sur occupé**.

Ce constat est la résultante de la présence d'une majorité de grands logements sur la commune (les plus de 5 pièces sont les plus nombreux), alors que **% des ménages sont constitués de moins de 4 personnes**.

	2009	%	Nombre de personnes	Ancienneté moyenne	1999	%
	Nombre				Nombre	
Ensemble	23 788	100,0	41 732	13	23 175	100,0
Propriétaire	8 928	37,5	16 582	22	8 113	35,0
Locataire	14 233	59,8	23 948	8	14 144	61,0
dont d'un logement HLM loué vide	5 248	22,1	9 623	10	6 125	26,4
Logé gratuitement	628	2,6	1 201	11	918	4,0



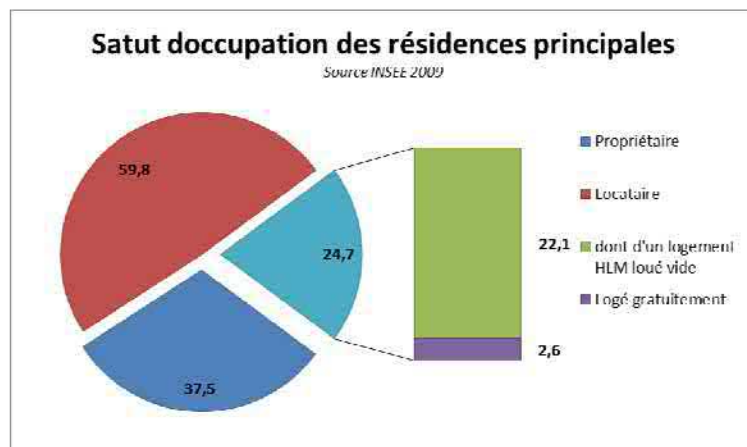
	Propriétaire	Locataire d'un logement vide non HLM	Locataire d'un logement vide HLM	Locataire d'un logement loué meublé	Logé gratuitement
1 pièce	2,15%	48,84%	16,61%	31,59%	0,75%
2 pièces	10,58%	58,47%	22,82%	7,23%	0,89%
3 pièces	26,89%	37,87%	30,57%	2,04%	2,62%
4 pièces	48,48%	25,02%	22,52%	1,00%	2,97%
5 pièces	63,94%	14,58%	16,20%	0,43%	4,85%
6 pièces ou plus	85,01%	8,47%	2,56%	0,35%	3,56%

Les grands logements sont pour l'essentiel occupés par des propriétaires (à 85% pour les logements de 6 pièces ou plus et à 63,94 % pour les 5 pièces). La demande en accession à la propriété est largement majoritaire dès lors que le logement possède 4 pièce ou plus.

Les petits logements sont eux occupés par des locataires dans 97 % des cas pour les T1, et dans 88,53 % des cas pour les T2. La demande en locatif de biens meublés n'est conséquente que pour des petits logements de type 1 (31,59 %). Cette demande baisse fortement pour les logements de type 2 (7,23 %).

Enfin, les logements locatifs HLM sont essentiellement des logements de 3 pièces (30,57% de l'offre HLM) et des 2 et 4 pièces (environ 22% chacune).

- Statut d'occupation des résidences principales :



En 2009, **37,5 % des ménages sont propriétaires de leur logement** contre **59,8 % qui en sont locataires**. La part des locataires diminue depuis 1999. En effet, entre 1999 et 2009, le taux de croissance du nombre des propriétaires (+10%) est bien plus important que celui des locataires (+0,6%). La demande en accession à la propriété est plus importante que la demande en locatif.

Cette diminution de la part des locataires est notamment très marquée dans le locatif social : en 2009 la proportion des locataires d'un logement HLM a chuté de 14,3 % par rapport à 1999. En 2009, la commune compte **5 448 logements HLM** pour un total de 14 233 logements loués, soit **22,1% du parc** contre 26,4% en 1999.

Cette baisse souligne une baisse de l'offre en locatif social sur la dernière décennie.

Toutefois, la commune reste en conformité avec les objectifs de la loi SRU puisqu'elle dépasse largement le seuil des 20 %.

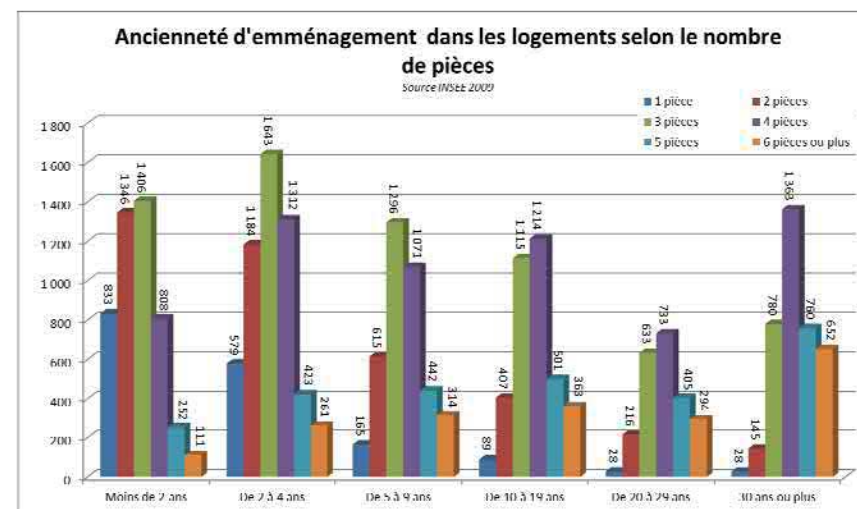
- Date d'emménagement :

	Moins de 2 ans	De 2 à 4 ans	De 5 à 9 ans	De 10 à 19 ans	De 20 à 29 ans	30 ans ou plus	Ensemble
Nombre	4 756	5 403	3 903	3 689	2 308	3 728	23 788
	19,99%	22,71%	16,41%	40,88%			100,00%

En 2009, 40,88% de la population vit dans le même logement depuis plus de 10 ans, et notamment 15,67 % depuis plus de 30 ans. Le reste de la population se répartit de manière relativement homogène : 20 % des personnes ont emménagé depuis moins de deux ans, 22,7 % entre 2 et 4 ans, et 16,41 % entre 5 et 9 ans.

Au total, 59% de la population vivent sur la commune depuis moins de 4 ans en 2009.

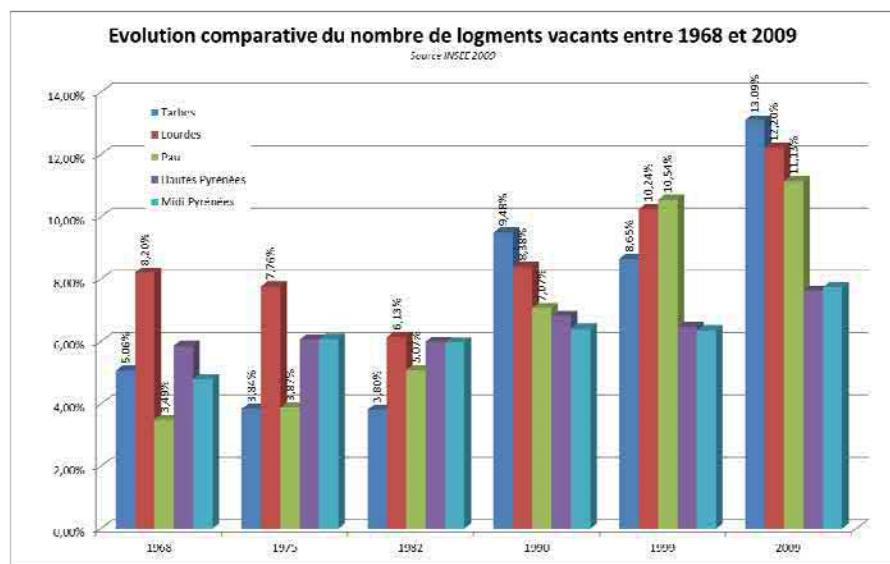
	Moins de 2 ans	De 2 à 4 ans	De 5 à 9 ans	De 10 à 19 ans	De 20 à 29 ans	30 ans ou plus	Ensemble
1 pièce	833	579	165	89	28	28	1 722
2 pièces	1 346	1 184	615	407	216	145	3 913
3 pièces	1 406	1 643	1 296	1 115	633	780	6 873
4 pièces	808	1 312	1 071	1 214	733	1 363	6 502
5 pièces	252	423	442	501	405	760	2 784
6 pièces ou plus	111	261	314	363	294	652	1 995
Ensemble	4 756	5 403	3 903	3 689	2 308	3 728	23 788
%	19,99%	22,71%	16,41%	15,51%	9,70%	15,67%	100,00%



Les ménages nouvellement installés (de 0 à 4 ans) sur Tarbes se sont préférentiellement implantés dans des logements de 2 et 3 pièces. Entre 5 et 9 ans, se sont les logements de 3 pièces qui sont le plus occupés. Au-delà de 10 ans, l'installation dans des logements plus spacieux (4 pièces et plus) est la plus importante. Toutefois, il est possible de noter que les logements de 3 pièces sont occupés sur des temporalités longues.

✕ LE PARC DE LOGEMENTS VACANTS

Logements vacants	1968	1975	1982	1990	1999	2009	Ensemble
Tarbes	1 414	1 073	1 064	2 653	2 419	3 662	27 971
Lourdes	721	682	539	736	900	1072	8788
Pau	1731	1922	2519	3509	5235	5524	49649
Hautes Pyrénées	8704	8995	8893	10126	9601	11322	148497
Midi-Pyrénées	74601	94749	93007	99816	99145	120501	1558772
Tarbes	5,06%	3,84%	3,80%	9,48%	8,65%	13,09%	
Lourdes	8,20%	7,76%	6,13%	8,38%	10,24%	12,20%	
Pau	3,49%	3,87%	5,07%	7,07%	10,54%	11,13%	
Hautes Pyrénées	5,86%	6,06%	5,99%	6,82%	6,47%	7,62%	
Midi-Pyrénées	4,79%	6,08%	5,97%	6,40%	6,36%	7,73%	

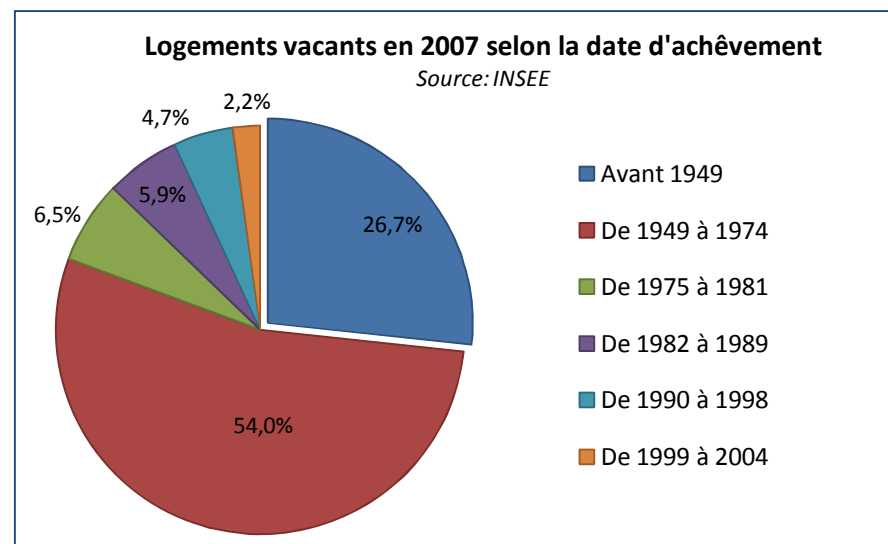


La part des logements vacants est restée assez faible jusqu'en 1982, date à laquelle elle atteint son minimum, soit 5,06 % du parc immobilier.

Depuis 1982, les taux de vacance régionaux, départementaux et des pôles urbains alentours sont en hausse constante mais dans des proportions moins importantes que Tarbes. Sur la commune, **la vacance a fortement augmenté depuis 1982**. Malgré une légère baisse entre 1990 et 1999, ce taux connaît une forte augmentation jusqu'en 2009. La part des logements vacants est aujourd'hui très élevée, de l'ordre de 13 %, soit près du double des moyennes départementales et régionales.

La vacance est une caractéristique forte du parc de logement de Tarbes, et son importance impacte le marché immobilier.

Elle concerne principalement le parc ancien : **80,7 % des logements vacants ont été construit avant 1975**, et notamment 26,7 % avant 1949.

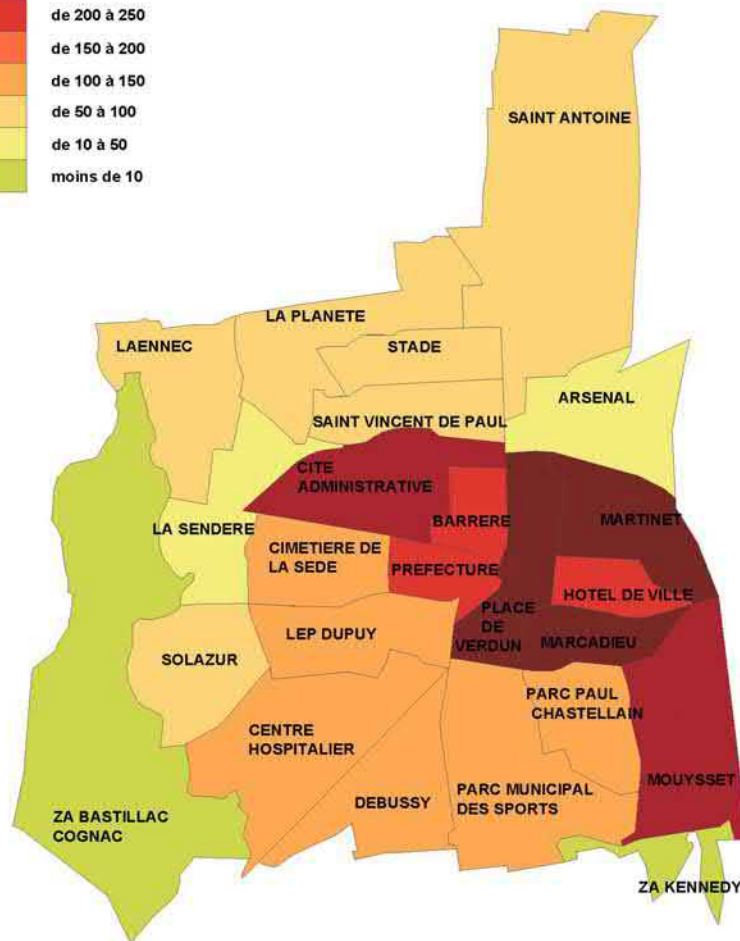


Données 2009 non disponibles suite à un changement de questionnaire de l'INSEE

	Logements totaux	Logements Vacants	Part des logements vacants en 2009
Cimetiere de la Sede	1547	132	8,56%
Cite Administrative	1352	262	19,34%
Prefecture	1427	226	15,85%
Barriere	1531	248	16,22%
Place de Verdun	1781	356	20,00%
Hotel de Ville	1362	210	15,42%
Marcadieu	2092	395	18,89%
Parc Paul Chastellain	1494	125	8,35%
Parc Municipal des Sports	1088	147	13,54%
Debussy	1062	130	12,23%
Centre Hospitalier	1486	109	7,35%
Lep Dupuy	1404	123	8,76%
Solazur	931	90	9,67%
Za Bastillac-Cognac	123	7	6,04%
La Sendere	1033	41	3,96%
Laennec	815	53	6,47%
Saint-Vincent de Paul	710	94	13,20%
Stade	945	94	9,92%
La Planete	830	62	7,43%
Saint-Antoine	1004	96	9,59%
Arsenal	114	14	12,28%
Martinet	2174	349	16,04%
Mouysset	1661	298	17,95%
Za Kennedy	0	0	0,00%
Total	27971	3662	

Nombre de logements vacants par IRIS

Source: Insee, Recensement de la population 2009 exploitation principale

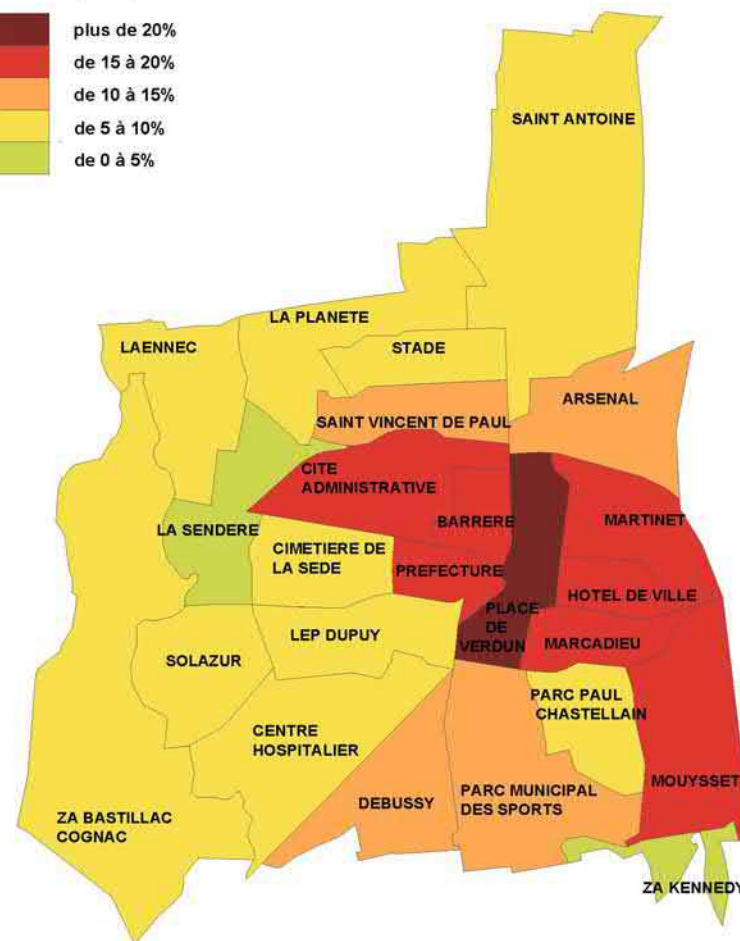


0 1 2 km

Part de logements vacants par IRIS

Proportion de logements vacants sur l'ensemble des logements par IRIS

Source: Insee, Recensement de la population 2009 exploitation principale



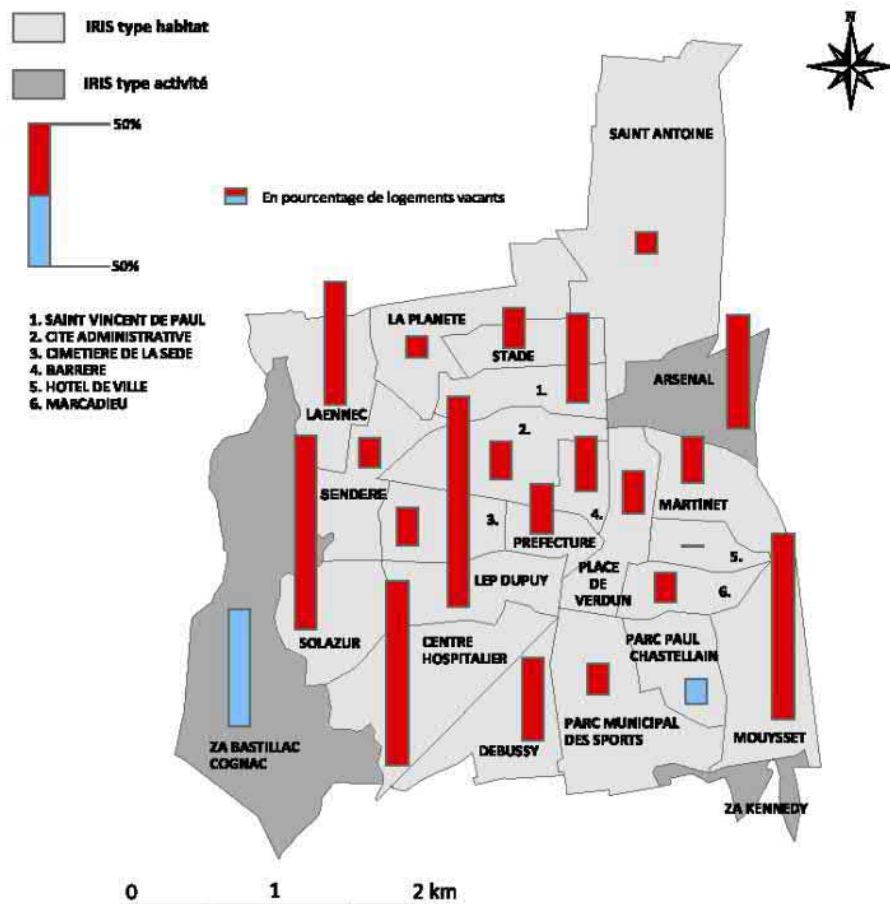
0 1 2 km

Comparatif 1999-2009 non disponibles suite à un changement de questionnaire de l'INSEE

Evolution du parc de logements vacants par IRIS entre 1999 et 2007

Progression de logements vacants entre 1999 et 2007

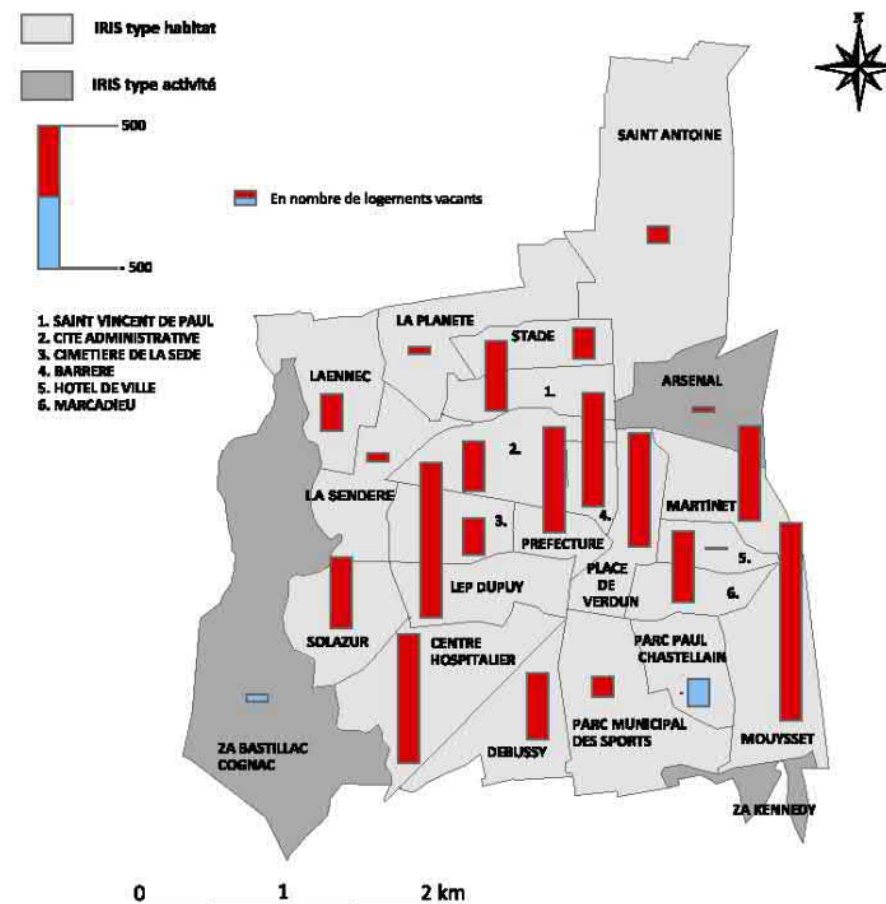
Source: Insee, Recensement de la population 2007 et 1999 exploitation principale



Evolution du parc de logements vacants par IRIS entre 1999 et 2007

Différence de logements vacants entre 1999 et 2007

Source: Insee, Recensement de la population 2007 et 1999 exploitation principale



Un minimum de vacance est nécessaire pour permettre à la fois la fluidité des parcours résidentiels et l'entretien du parc de logements. Cette **vacance conjoncturelle** correspond au temps normal nécessaire pour la relocation ou la revente du logement. Elle est nécessaire au fonctionnement du marché du logement. Elle est souvent plus forte là où le marché du logement est actif. Elle concerne donc d'avantage le centre-ville que la périphérie.

Sur Tarbes, de nombreux quartiers (40% du territoire) sont touchés par un **taux de vacance supérieur à 10%**. En particulier les quartiers de centre-ville (« Barrère », « Place de Verdun ») et le celui de « Mouysset » comptent un taux de vacance supérieur à 15%. La part des logements vacants sur le parc de logements est particulièrement importante sur les quartiers « Cité Administrative et Place de Verdun » où elle atteint respectivement 19,34% et 20% soit plus d'un logement sur 5.

La vacance conjoncturelle ne peut expliquer à elle seule de telles proportions. Les **quartiers centraux sont fortement impactés par une vacance de longue durée**, dite vacance structurelle. Elle concerne les logements proposés à la location ou à la vente mais « hors marché de fait » car inadaptés à la demande : logements inconfortables, obsolètes, dévalorisés, environnement nuisant, quartiers défavorisés stigmatisés... Elle concerne aussi des logements qui ne sont plus proposés à la vente ou à la location car en travaux de rénovation et en situation d'attente (réservation de logements pour soi ou pour un proche, indivision, succession, propriétaire en maison de retraite, rétention spéculative ou pour transmettre à ses héritiers). Enfin elle peut correspondre à un désintérêt économique : propriétaire à hauts revenus ou faible valeur économique du bien, désintérêt pour s'occuper du logement et pas de souhait de l'occuper soi-même.

D'autre part, la part importante de la vacance sur l'ensemble de la commune est la conséquence d'une forte détente du marché immobilier :

construction dynamique (notamment due à des opérations de défiscalisation) pour une évolution démographique négative.

L'analyse du nombre de logements vacants par quartiers et de leur évolution entre 1999 et 2007 (traitement IRIS) permet de constater :

- ↳ des **quartiers centraux fortement touchés par la vacance** (plus de 15 % du parc) : « Place de Verdun », « Barrère » et « Préfecture » ;
- ↳ de **nombreux quartiers, centraux et périphériques, avec un taux de vacance supérieur à 10 %** : « Stade », « Saint-Vincent de Paul », « Cité administrative », « Martinet », « Hôtel de Ville », « Marcadieu », « LEP Dupuy », « Centre hospitalier » et « Debussy » ;
- ↳ les quartiers en périphérie du centre-ville connaissant une très forte augmentation du nombre de logements vacants ; notamment les quartiers de « Solazur » (+136%), « Centre Hospitalier » (+128,4%), « LEP Dupuy » (+147,2%) ou encore « Mouysset » (+ 129,5%) .

La vacance ne concerne plus que les quartiers historiques du centre-ville. Elle évolue de façon significative sur l'ensemble du territoire. Elle est étroitement liée à la baisse démographique et la perte d'attractivité de la commune. Si la vacance est forte en centre-ville, son augmentation reste relativement peu élevée (autour de 25 %). Les politiques de rénovation façade et d'OPAH permettent notamment de réduire la progression de la vacance sur ces secteurs de centre-ville. On notera néanmoins que le nombre de logements vacants est en augmentation toujours malgré un apport de population entre 1999 et 2007.

La vacance augmente fortement dans les quartiers à vocation résidentielle, peu irrigués en termes de services et d'équipements. L'habitat y est majoritairement de type individuel, sous forme de

lotissements. Le nombre d'habitants a diminué dans ces quartiers sur la même période, ce qui explique en partie l'augmentation de la vacance.

On compte notamment :

- 90 logements vacants en plus pour 333 habitants en moins sur le quartier du « Centre Hospitalier » ;
- 49 logements nouveaux vacants pour une perte de 119 habitants à « Solazur » ;
- 139 logements vacants en plus pour 302 habitants en moins sur le quartier de « Mouysset » ;
- Le quartier « LEP Dupuy » a pour particularité de voir son nombre de logements vacants augmenter de manière considérable sans pour autant perdre de population.

- **La politique de la Ville en termes d'habitat :**

Pour lutter contre cette vacance, la ville a mené différentes **politique de protection et rénovation de l'habitat**.

- ↳ **L'OPAH : une Opération Pour l'Amélioration de l'Habitat** (OPAH) de Renouvellement Urbain du centre-ville de Tarbes a été lancée en 2006 pour 5 années.

Cette opération a débuté en 2001 et a permis de réhabiliter en 9 ans plus de 600 logements dont 250 étaient vacants avant travaux.

Elle a permis, au travers d'un système de subventions, la réhabilitation de certains logements, et ainsi, de lutter contre la vacance et l'insalubrité.

- Le **CUCS : Le Contrat Urbain de Cohésion Sociale** est un plan d'actions pluriannuel de programmes prioritaires par territoire d'intervention. Son volet « Habitat et cadre de vie » favorise les interventions visant à lutter contre l'habitat indigne et la précarité énergétique, et les actions ayant pour but de renforcer la mixité sociale de l'habitat et le renouvellement urbain. Ce contrat définit un périmètre d'action sur lequel les interventions doivent être réalisées. Il s'agit de quartiers très prioritaires présentant des difficultés importantes (Laubadère et Mouysset) et de quartiers prioritaires (Solazur et Ormeau Bel Air).

- ↳ **L'ORU : L'affaiblissement de l'économie locale** a particulièrement affecté deux des quartiers de la ville :

- Le **Quartier Nord** (Laubadère, 6 000 habitants). Doté d'un urbanisme de tours et de barres, il compte une grande partie des logements sociaux du Grand Tarbes. Il est aujourd'hui classé en ZUS, ayant connu une lente dégradation physique et

sociale liée à la perte de son activité industrielle et au faible entretien de son patrimoine bâti. De plus, il reste coupé du reste de la ville par la présence de la voie ferrée.

- Le **Centre-Est**, à cheval sur trois communes : Tarbes, Aureilhan et Séméac (4 800 habitants). L'ancien faubourg de la ville (ou quartier du « Bout du Pont ») est également touché par un phénomène d'isolement, qui engendre un processus de dégradation des logements et de perte de l'activité commerciale.

Ces quartiers souffraient d'une dégradation du bâti et d'une perte de valeur immobilière, d'un isolement vis-à-vis du cœur de ville et d'une image négative auprès de la population. Ce constat a poussé le Grand Tarbes à signer en février 2002 une convention visant à mettre en place une **Opération de Renouvellement Urbain**. Une nouvelle convention a été signée avec l'Etat (via l'ANRU, agence nationale pour la rénovation urbaine), le 12 octobre 2004.

Le projet urbain visait une forme de désenclavement, associé à une diversité fonctionnelle et sociale de ces espaces. L'objectif était d'atteindre une diversification de l'habitat et une recomposition des équipements et espaces publics, pour redynamiser les deux quartiers.

Pour cela, sur la période 2002-2011 ont été réalisés :

- La démolition de 732 de logements sur la zone de Laubadère dont 177 étaient vacants. Autant de reconstructions dont 481 sur site, en majorité des logements sociaux (386 au total) et une centaine de locatifs mixte, location/accession ou accession à la propriété.
- La réhabilitation de 640 logements sur le quartier Nord et 781 résidentialisés.

- Sur la zone Centre-Est, une OPAH-RU a été réalisée sur les trois communes, pour une remise à niveau des logements, une réhabilitation des façades et une amélioration de l'acoustique.

↳ **L'opération façades** : L'opération façades a été lancée par la municipalité en 2001 en partenariat avec la SEMI. Elle s'inscrit dans le cadre d'un processus de revalorisation du bâti en centre-ville. Entre 2001 et 2010, ce sont près de 260 façades d'immeubles qui ont été rénovées grâce au double soutien financier et technique. En particulier, une charte de couleur a été mise en place, définissant les nuances les plus appropriées et correspondant aux matériaux employés dans les constructions tarbaises (pierres, briques, enduits, ardoises...) applicables aux immeubles à rénover.



La quartier Laubadère avant ORU



Le quartier Laubadère aujourd'hui



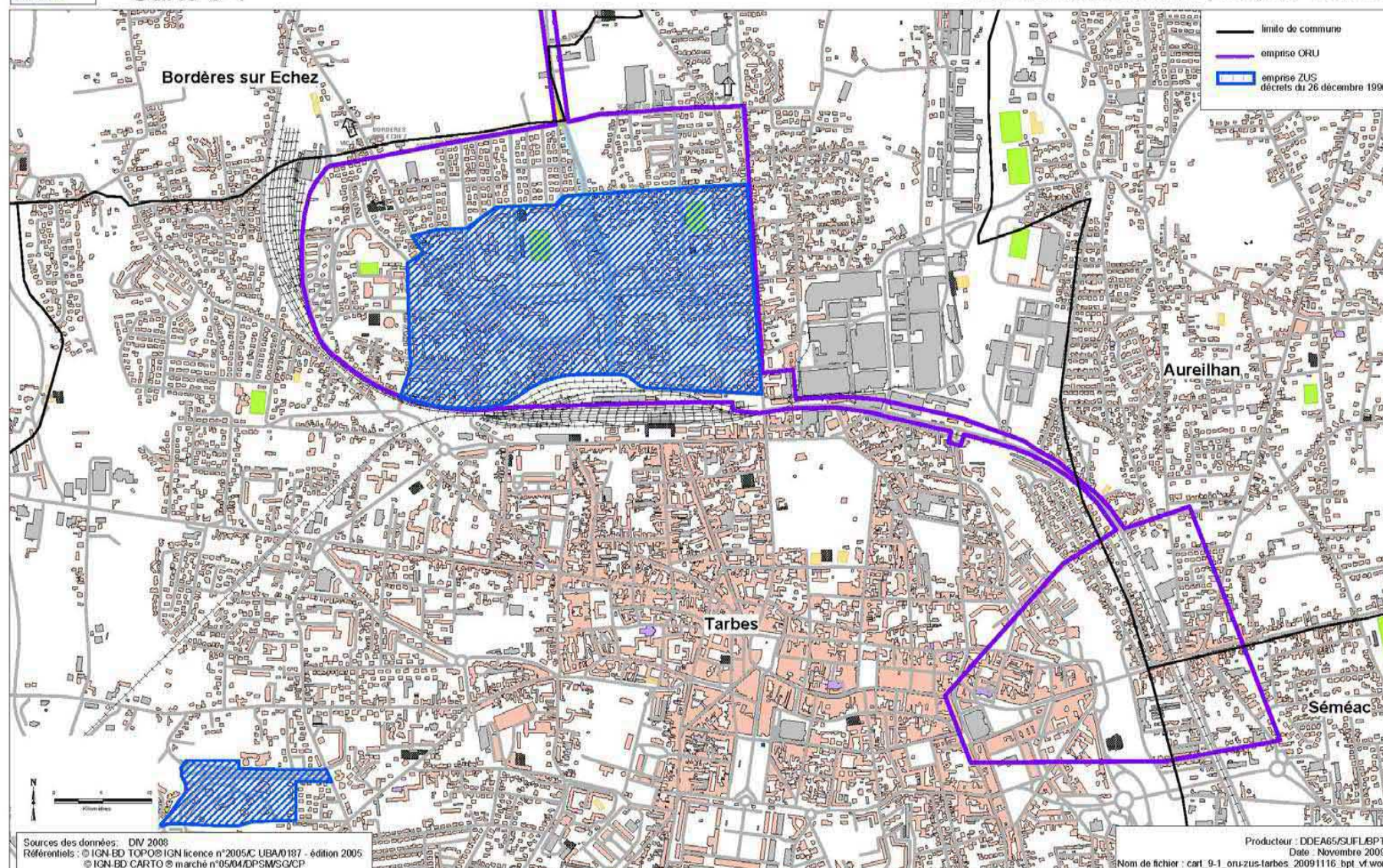


Atlas des
Hautes-Pyrénées

Carte 9-1

Politique de la Ville

Opération de rénovation urbaine (ORU) et
zone urbaine sensible (ZUS) de Tarbes

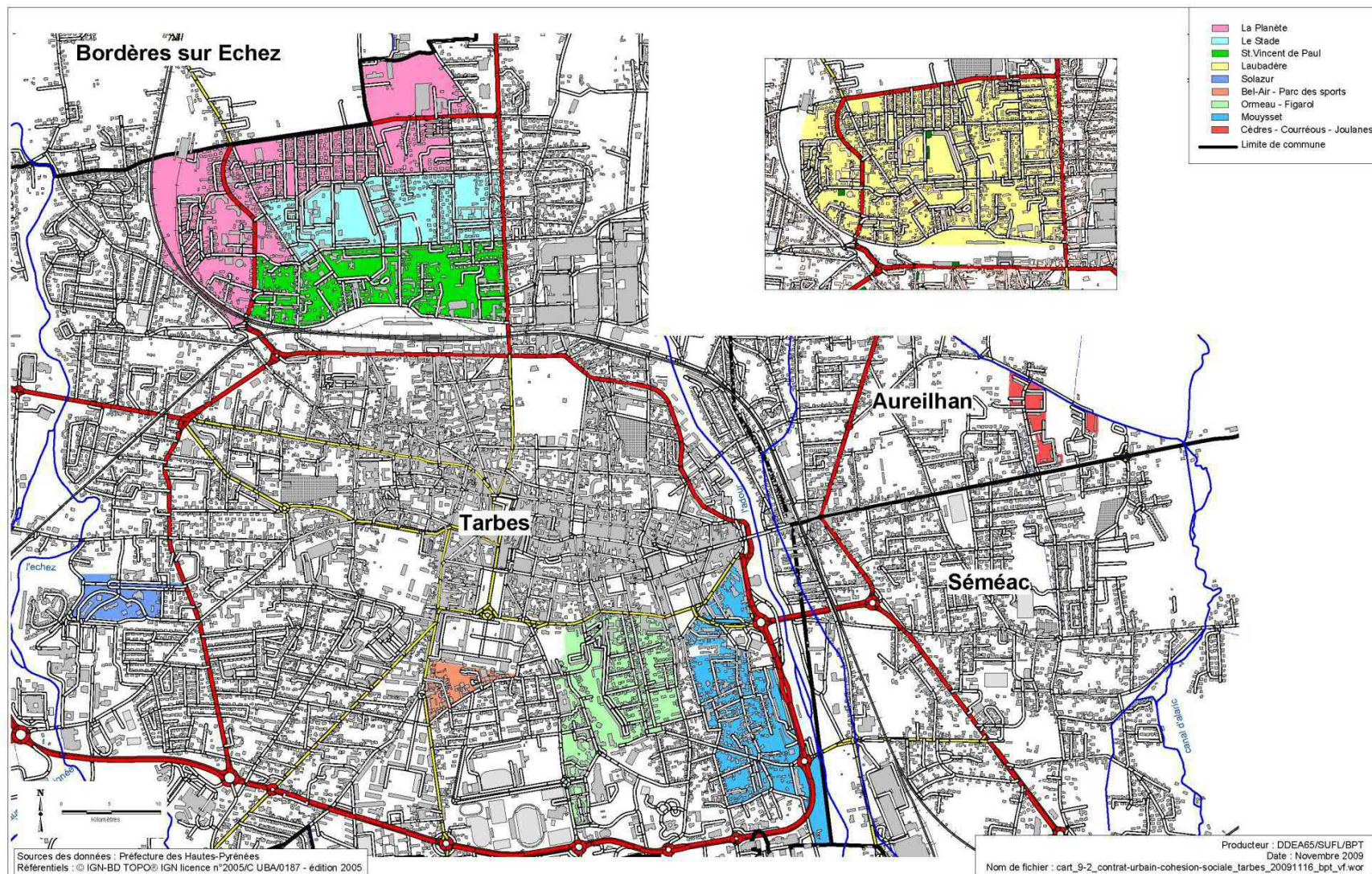


Atlas des
Hautes-Pyrénées

Carte 9-2

Politique de la ville

Contrat urbain de cohésion sociale (CUCS) - Tarbes



5.2. ANALYSE DU PLAN D'OCCUPATION DES SOLS EN VIGUEUR

✕ BILAN DE LA CAPACITE D'URBANISATION :

Le Plan d'Occupation des Sols, approuvé le 13 juillet 1988, ne définit pas des objectifs de développement démographique mais prévoit la réalisation de **3 300 logements en 10 ans** (à l'horizon 1999).

Entre 1990 et 1999, **seulement 1 328 logements ont été construits**. En 2007, ces objectifs n'ont toujours pas été atteints puisque 2 630 logements ont été construits sur la commune depuis 1988.

Environ 80 % des objectifs fixés en 1988 ont été atteints en 2007, ce qui correspond plus ou moins à la consommation d'espace puisque **71,7 % des surfaces disponibles au POS de 1988 ont été urbanisées en 2007**.

En effet, en 1988, les zones naturelles à ouvrir à l'urbanisation ou les espaces disponibles en zone U représentaient une surface de 113,5 ha dont 81,4 ont été urbanisés. Il est important de noter que parmi ces 81,4 ha urbanisés, 8,7 ha ont été rendus inconstructibles du fait du classement en zone rouge du PPRN.

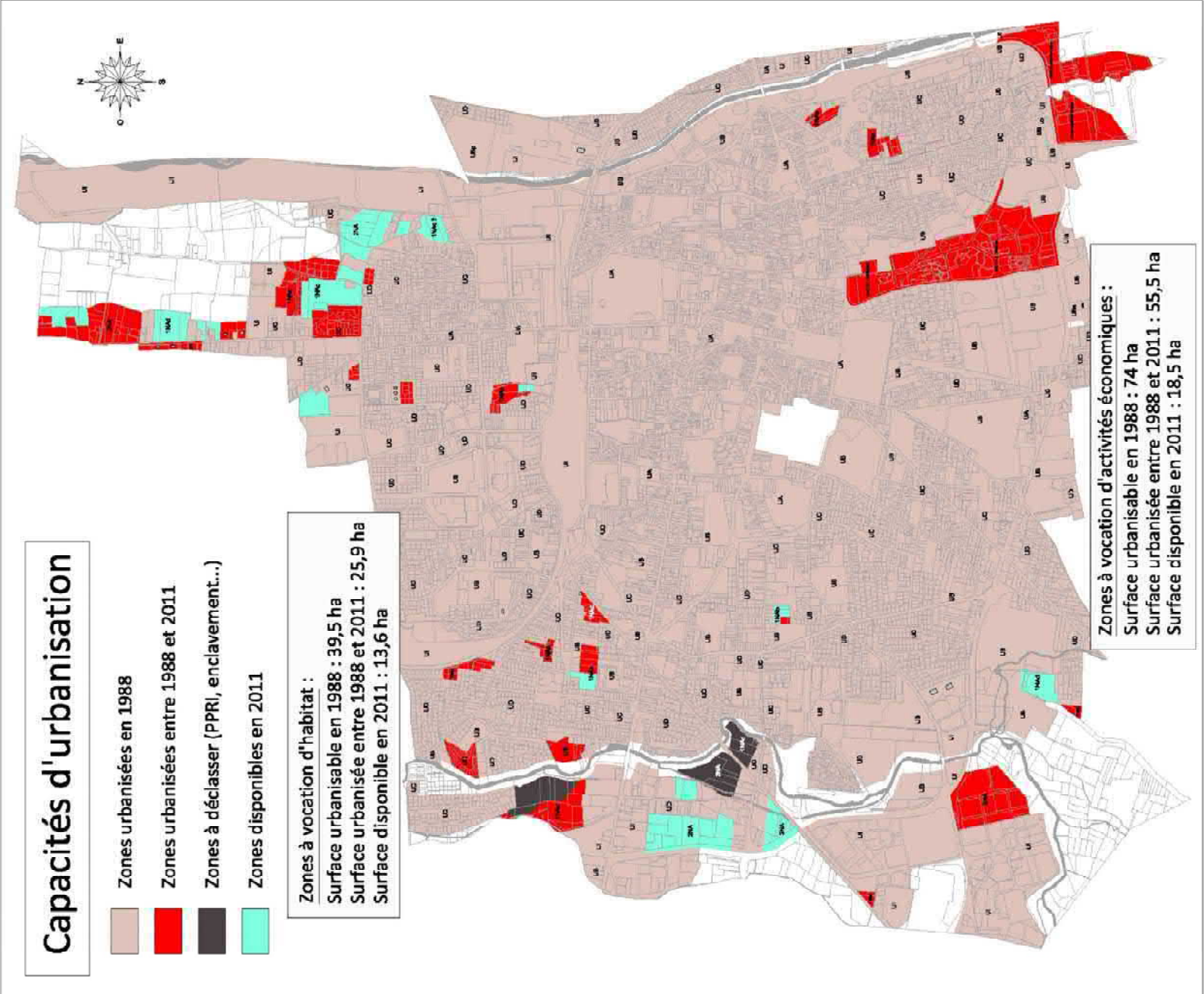
EVOLUTION DES ZONES A URBANISER ENTRE 1988 ET 2011 (en ha)				
	ZONAGE	SUPERFICIE DISPONIBLE EN 1988	SUPERFICIE URBANISEE ENTRE 1998 ET 2011	CAPACITE D'URBANISATION EN 2011
HABITAT - MIXTE	1NA b	5,1	2,3	2,8
	1NA c	11,8	7,4	4,4
	1NA c	1,7	impactés par PPRN	1,7
	1NA d	11,7	7,0	4,7
	1NA d	3,5	impactés par PPRN	3,5
	UB	1,6	1,6	0,0
	UC	3,7	2,0	1,7
	UD	0,4	0,4	0,0
	TOTAL	39,5	25,9	13,6
ACTIVITES ECONOMIQUES	2NA	32,2	16,1	16,1
	2NA	3,5	impactés par PPRN	3,5
	ZAC	35,9	35,9	0,0
	UI	2,4	0,0	2,4
	TOTAL	74,0	55,5	18,5

65,6 % de la surface des zones 1NA, à vocation d'habitat, ou des espaces libres de construction en zone U ont été urbanisés. En effet, 25,9 des 39,5 ha disponibles ont été urbanisés.

75 % des zones 2NA, destinées à l'implantation d'activités, ont été urbanisés entre 1998 et 2007.

En 2011, la capacité d'urbanisation dans les secteurs 1NA et 2NA ainsi que dans les espaces interstitiels situés en zone U est très faible. Elle est de l'ordre de 13,6 ha pour les secteurs à vocation d'habitat et de 18,5 ha pour les zones à vocation économique.

Pour répondre à la seule diminution de la taille moyenne des ménages à l'horizon 2020, il faudrait prévoir environ 2 700 logements supplémentaires. A raison d'une superficie moyenne de 100 m² par logement (120 m² pour les logements individuels et 80 m² pour les logements collectifs), la superficie actuellement disponible permettrait, dans le meilleur des cas, la **réalisation de seulement 1 360 logements**. Sans tenir compte du potentiel de logements vacants à réhabiliter, la surface urbanisable en 2011 n'est même pas suffisante pour répondre à la demande engendrée par la diminution de la taille moyenne des ménage.

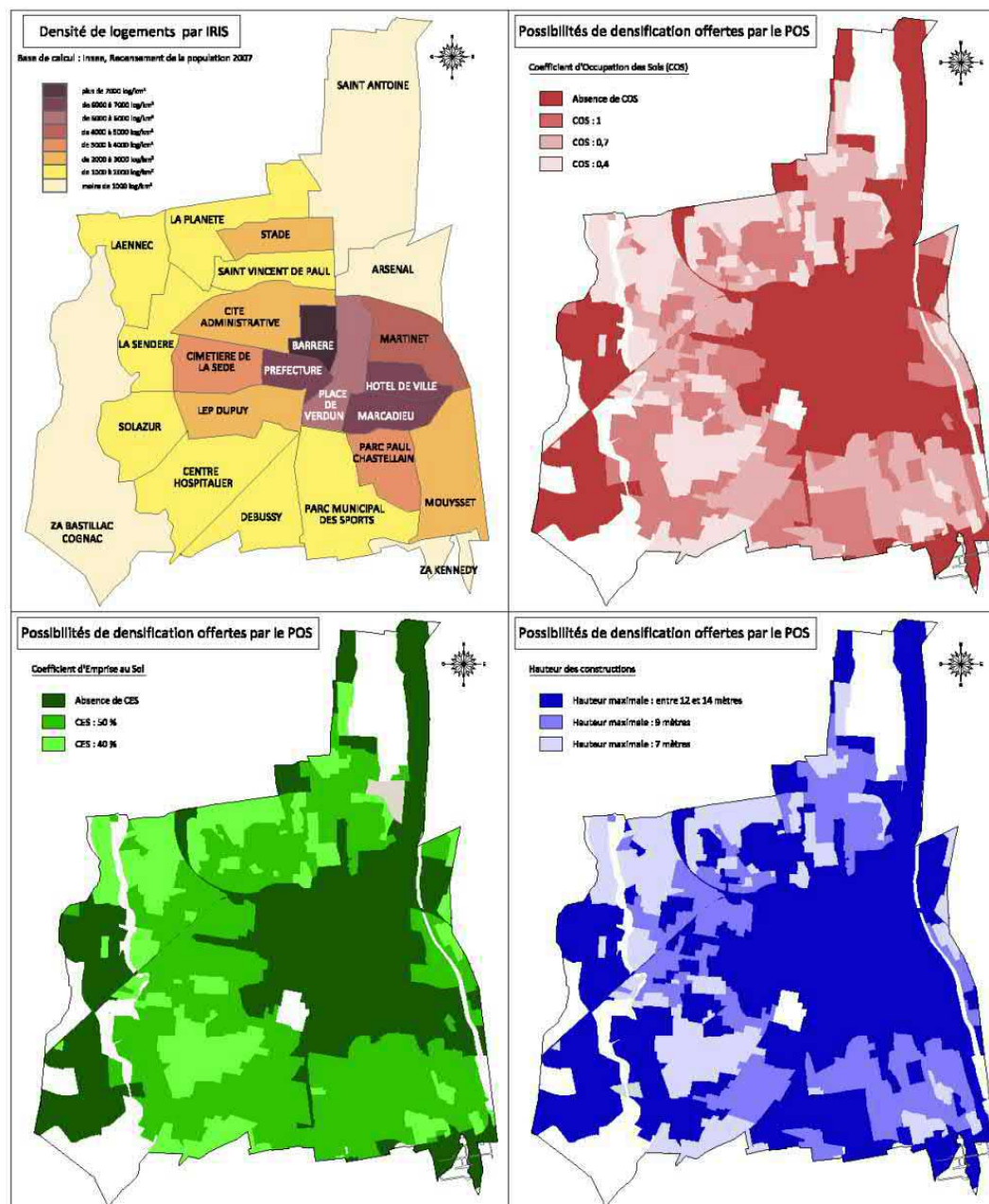


✕ LES REGLES D'URBANISME :

Les règles actuelles ne favorisent pas la densification des zones UB, UC, UD et 1NA.

Les possibilités de densification offertes par le POS (COS, CES et hauteur) concernent des secteurs déjà denses (Préfecture, Place de Verdun, Barrère, Martinet, Hôtel de Ville, Marcadieu et Parc Paul Chastellain).

Les règles d'urbanisme concernant les quartiers (La Planète, Laennec, Centre Hospitalier) dans lesquels la densité est relativement faible ne favorisent pas une densification. Le COS est faible : 0,4, l'emprise au sol est limitée à 40 % et la hauteur des bâtiments ne doit pas dépasser 7 mètres.

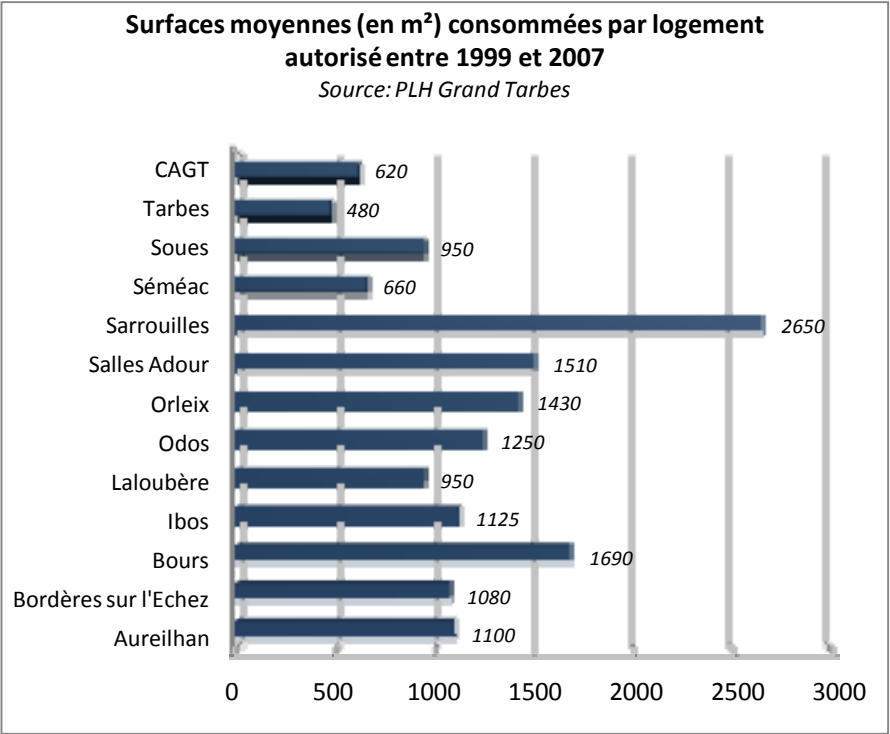


PRINCIPALES REGLES D'URBANISME

Zone	Nature	Terrains	Implantation	Limites séparatives	Emprise au sol	Hauteur	Espaces libres	COS	OBSERVATIONS
UA 251,6 ha	Zone centrale dense et ancienne en ordre continu	néant	- à l'alignement - au-delà de la marge de recul - à la limite de la zone de non aedificandi "a"	en limites séparatives sur une profondeur de 15 m	néant	- 12 m - bandes indicées	néant	néant	- Aucune prescription architecturale - Complexité des bandes indicées
UB 243 ha	Zone à vocation d'habitat, ensembles d'immeubles collectifs	néant	- à l'alignement ou minimum de 4 m - au-delà de la marge de recul	ordre discontinu et ordre continu si hauteur à ≤ 6 m	50%	12 m	néant	1	- Aucune prescription architecturale - L'emprise au sol et le COS ne favorisent pas la densité
UBa	Zone à vocation d'habitat, ensembles d'immeubles collectifs	néant	- à l'alignement ou minimum de 4 m - au-delà de la marge de recul	ordre discontinu et ordre continu si hauteur à ≤ 6 m	50%	14 m	néant	1	- Aucune prescription architecturale - L'emprise au sol et le COS ne favorisent pas la densité - La hauteur est la seule différence réglementaire avec UB
UBb	Zone à vocation d'habitat, ensembles d'immeubles collectifs	néant	- à l'alignement ou minimum de 4 m - au-delà de la marge de recul	ordre discontinu et ordre continu si hauteur à ≤ 6 m	50%	6 m	néant	1	- Aucune prescription architecturale - L'emprise au sol et le COS ne favorisent pas la densité
UC 231 ha	Quartiers anciens à dominante pavillonnaire	néant	- à l'alignement ou minimum de 4 m - au-delà de la marge de recul	ordre discontinu et ordre continu si hauteur à ≤ 4 m	50%	9 m	néant	0,7	- Aucune prescription architecturale - L'emprise au sol et le COS ne favorisent pas la densité
UD 231,6 ha	Quartiers pavillonnaire composées essentiellement de lotissements	néant	- minimum de 4 m - au-delà de la marge de recul	ordre discontinu et ordre continu si hauteur à ≤ 3 m	40%	7 m	néant	0,4	- Aucune prescription architecturale - L'emprise au sol et le COS ne favorisent pas la densité
UI 203,2 ha	Zones d'activités industrielles, artisanales et commerciales	néant	- minimum de 5 m - au-delà de la marge de recul	ordre discontinu à une distance ≥ 5 m et ordre continu si hauteur à ≤ 3,5 m	néant	12 m	néant	néant	- Absence d'emprise au sol et de COS
1NAb 11,2 ha	Zone à urbaniser court terme	néant	- à l'alignement ou minimum de 4 m - au-delà de la marge de recul	ordre discontinu et ordre continu si hauteur à ≤ 6 m	50%	12 m	néant	1	- Aucune prescription architecturale - L'emprise au sol et le COS ne favorisent pas la densité - Pas de schéma d'aménagement d'ensemble
1NAc 11,2 ha	Zone à urbaniser court terme	néant	- à l'alignement ou minimum de 4 m - au-delà de la marge de recul	ordre discontinu et ordre continu si hauteur à ≤ 4 m	50%	9 m	néant	0,7	- Aucune prescription architecturale - L'emprise au sol et le COS ne favorisent pas la densité - Pas de schéma d'aménagement d'ensemble
1NAd 17,7 ha	Zone à urbaniser court terme	néant	- minimum de 4 m - au-delà de la marge de recul	ordre discontinu et ordre continu si hauteur à ≤ 3,5 m	40%	7 m	néant	0,4	- Aucune prescription architecturale - L'emprise au sol et le COS ne favorisent pas la densité - Pas de schéma d'aménagement d'ensemble
2NA 88,1 ha	Zone à urbaniser court terme à vocation d'activités	néant	- minimum de 5 m - au-delà de la marge de recul	ordre discontinu à une distance ≥ 5 m	néant	12 m	néant	néant	- Absence d'emprise au sol et de COS - Pas de schéma d'aménagement d'ensemble
3NA 9,6 ha	Zone à urbaniser long terme	néant	néant	néant	néant	néant	néant	néant	- Pas de zone 3NA sur les documents graphiques
ZAC DU CENTREE DE GROS 13,1 ha	Zones d'activités industrielles, artisanales et commerciales	néant	- minimum de 5 m - au-delà de la marge de recul	ordre discontinu à une distance ≥ 5 m	néant	10 m	5%	99 600 m ²	
ZAC DE L'ORMEAU ZA 22,1 ha	Zone mixte : habitat et tertiaire	néant	- à l'alignement	ordre discontinu à une distance ≥ 3 m	néant	3 ou 4 niveaux	néant	101 887 m ²	
ZAC DE L'ORMEAU ZC	Zone à urbaniser court terme à vocation d'activités	néant	- minimum de 5 m	ordre discontinu à une distance ≥ 3 m	néant	2 ou 4 niveaux	néant	38 379 m ²	
ZAC DE L'ORMEAU ZE	Zone réservée aux équipements publics	néant	néant	ordre discontinu à une distance ≥ 3 m	néant	12 m	néant	5 000 m ²	
NC 114,4 ha	Zone agricole	néant	- en fonction du caractère des lieux	ordre discontinu à une distance ≥ 3 m	néant	12 m	néant	néant	- Peu de règles
ND 52,8 ha	Zone naturelle (lits majeurs de l'Adour et de l'Echez)	néant	néant	néant	néant	néant	néant	néant	
Nda 26 ha	Zone naturelle destinée aux activités sportives et de loisirs	néant	néant	néant	néant	néant	néant	néant	- Absence de règle
NDb	Zone naturelle destinée aux activités sportives et de loisirs	néant	néant	néant	néant	néant	néant	néant	- Absence de règle
NDc	Station d'épuration Adour Alaric	néant	néant	néant	néant	néant	néant	néant	

✖ **LA CONSOMMATION DES ESPACES :**

Entre 1999 et 2007, la surface moyenne consommée par logement autorisé est bien en deçà des moyennes des autres communes du Grand Tarbes (moins de 500 m² contre plus de 2600 m² consommés par logement sur la commune de Sarrouilles). L'étalement urbain a donc été plus faible sur Tarbes , de part la faible proportion de foncier libre à urbaniser.



Ces surfaces moyennes consommées par logement entre 199 et 2007 (source : PLH du Grand Tarbes) sont des surfaces « brutes » dans les

opérations d'ensemble. Elles tiennent compte des surfaces consommées pour la réalisation des voiries, des espaces verts et du stationnement.

✖ **MARCHE IMMOBILIER :**

	Prix en K€	Tendance	Ecart en % sur 5 ans
Maison 90 m² sur terrain de 500 m²	150/180	Baisse	-10%
Maison 120 m² sur terrain de 2000 m²	220/240	Baisse	-10%
Maison 100 m² sans terrain en centre ville	160/180	Baisse	-10%
Appartement 50m² en centre-ville	60/80	Baisse	-5%
Appartement 100m² en centre-ville	80/140	NC	-5%
Terrain non viabilisé avec CU, 2000 m² en périphérie	80/100	Stable	0%
Terrain 500 m² non viabilisés	45/50	Stable	0%

Source PLH 2010 - compilation de 6 agences immobilières pour 130 transaction sur 12 mois

5.3. BILAN

× **SYNTHESE**

- ↪ Habitat majoritairement composé de logements collectifs, mais les dynamiques récentes montrent une **progression de la construction de maisons individuelles** ;
- ↪ Un **parc sous occupé** à 56 % du fait de la présence d'une majorité de grands logements pour de ménages de taille de plus en plus faible ;
- ↪ **Logements locatifs bien représentés** : 59.8 % du parc en 2007 mais leur nombre a progressé en moindre quantité que le nombre de locataires depuis 1999 ;
- ↪ Avec 22,8 % du parc en locatif social, la commune est en conformité avec la loi SRU ;
- ↪ Un **parc de logements assez ancien** : 64 % des logements datent d'avant 1968 ;
- ↪ Un **parc de logements vacants très important** (12 %) et en forte croissance (+38.9 % entre 1999 et 2007) ;
- ↪ Une **importante politique de réhabilitation de l'habitat** : redynamisation du centre ancien (opération façade), lutte contre la vacance (OPAH), intégration des quartiers stigmatisés (ORU et CUCS).

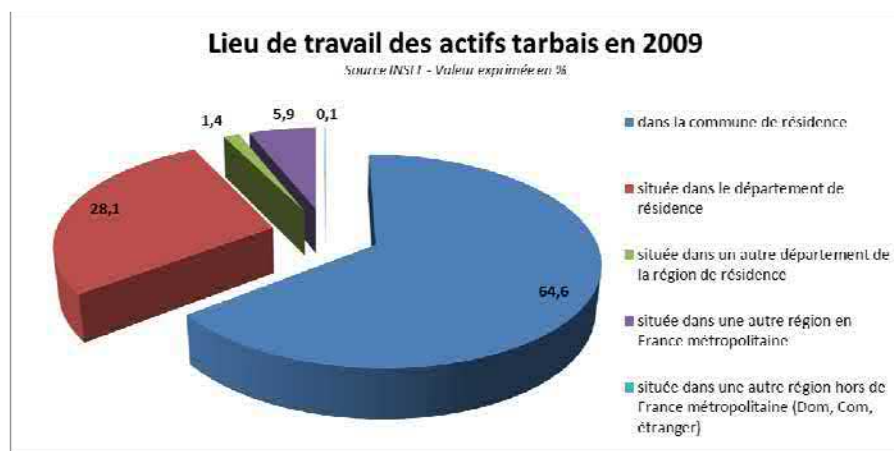
× **ENJEUX**

- ↪ Offrir la possibilité d'un **développement et d'un renouvellement urbain** ;
- ↪ **Assurer une mixité** de logements collectif/individuel, social/privé pour permettre une mixité sociale de quartier et un brassage des populations ;
- ↪ **Accentuer la politique actuelle de l'habitat** (Opération Façades) : la réhabilitation des logements vacants dégradés en les adaptant aux conditions de vie actuelles et aux normes de confort permettra la réutilisation et la préservation de ce patrimoine architectural :
 - référencer les logements concernés par la vacance structurelle et en définir les causes ;
 - mettre en place des PIG (Programme d'Intérêt Général) permettant de débloquer certaines situations de vacance de longue durée, notamment grâce au suivi animation ;
 - poursuivre l'Opération de Modernisation des Pôles Commerciaux et Artisanaux.

6. LES ACTIVITES ECONOMIQUES

6.1. LES EMPLOIS

Le nombre d'actifs résidant à Tarbes a légèrement baissé entre 1999 et 2009 (-3%). Toutefois, la part des actifs ayant un emploi a augmenté. Elle est passée de 52,7% à 54%. Environ 80 % des actifs travaillant à l'extérieur de Tarbes ont leur emploi dans les Hautes-Pyrénées.



En 2009, pour 100 actifs ayant un emploi et résidant sur la commune, 181,6 emplois étaient disponibles dans cette même zone. En 1999, ce nombre d'emplois était de 172,8. L'offre d'emplois sur la commune a donc augmenté entre 1999 et 2009.

	2009	1999
Nombre d'emplois dans la zone	27 941	27 251
Actifs ayant un emploi résidant dans la zone	15 390	15 770
Indicateur de concentration d'emploi	181,6	172,8
Taux d'activité parmi les 15 ans ou plus en %	49,4	49,6

A Tarbes, le nombre d'emplois s'élève à 27 941. Les employés représentent la plus grande part des emplois de la commune (35,4% du total des emplois). Les professions intermédiaires représentent 30 % des emplois. Les ouvriers, cadres et professions intellectuelles supérieures sont moins représentés (respectivement 15,3% et 14,7 % des emplois totaux). Enfin, les artisans, commerçants et chefs d'entreprises ne représentent plus que 4,4% des emplois du territoire, soit une baisse de 33% de la part dans la population ayant un emploi.

	2009	1999
Ouvriers	15,3%	16,7%
Employés	35,4%	37,8%
Professions intermédiaires	30,0%	25,3%
Cadres et professions intellectuelles sup.	14,7%	13,9%
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	4,4%	6,1%
Agriculteurs exploitants	0,2%	0,3%

L'aire urbaine Tarbaise (hors Tarbes) compte 72171 habitants. **Les emplois dans l'aire urbaine de Tarbes (hors Tarbes) s'élèvent à 18 287 postes.** Tarbes possède, à elle seule, plus de 60 % d'emplois en plus du reste de son aire urbaine. Le dynamisme économique de la commune rayonne sur l'aire urbaine mais également dans tout le département.

Le secteur tertiaire emploie 87,8 % de la population active tarbaise ; proportion assez caractéristique des villes moyennes. Cette forte proportion s'explique notamment par le fort développement récent du secteur universitaire au sein de la commune tarbaise.

Le secteur de l'administration publique, l'enseignement, la santé et des actions sociales est le mieux représenté sur la commune. En effet, ces domaines emploient à eux seuls quasiment la moitié de la population active de la commune (48,3 %).

Les secteurs du commerce, du transport et des services divers sont également bien représentés. Ils occupent 39,6% de la population active.

Le secteur industriel a été fortement impacté depuis 1999. Les emplois sont passés de 2 362 à 1 741 en l'espace de 10 ans. Il s'agit du secteur pour lequel le nombre d'emplois a le plus diminué pendant la période intercensitaire.

L'agriculture n'est quasiment pas représentée sur la commune. En 2009, 134 personnes travaillent dans le secteur agricole (soit 0,5 % des emplois de la commune).

Commune de Tarbes :

	Salariés	Non salariés	Ensemble
Agriculture	82	52	134
Industrie	1 630	111	1 741
Construction	1 316	216	1 531
Commerce, transports et services divers	9 756	1 309	11 065
Adm publ, enseign, santé, action sociale	12 934	566	13 500
Ensemble	25 717	2 254	27 971

	Salariés	Non salariés	Ensemble
Agriculture	0,32%	2,31%	0,48%
Industrie	6,34%	4,92%	6,22%
Construction	5,12%	9,58%	5,47%
Commerce, transports et services divers	37,94%	58,07%	39,56%
Adm publ, enseign, santé, action sociale	50,29%	25,11%	48,26%

Département des Hautes-Pyrénées :

	Salariés	Non salariés	Ensemble
Agriculture	792	3 154	3 946
Industrie	9 441	760	10 201
Construction	4 990	1 900	6 890
Commerce, transports et services divers	30 865	5 836	36 701
Adm publ, enseign, santé, action sociale	30 756	1 908	32 664
Ensemble	76 845	13 558	90 402

	Salariés	Non salariés	Ensemble
Agriculture	1,03%	23,26%	4,36%
Industrie	12,29%	5,61%	11,28%
Construction	6,49%	14,01%	7,62%
Commerce, transports et services divers	40,17%	43,04%	40,60%
Adm publ, enseign, santé, action sociale	40,02%	14,07%	36,13%

Des évolutions différentes sont observées au sein du département des Hautes-Pyrénées et sur la commune de Tarbes. Même si le secteur des services est également majoritaire dans les Hautes-Pyrénées (40,6% des emplois), les autres secteurs d'activités ne sont pas représentés de la même manière.

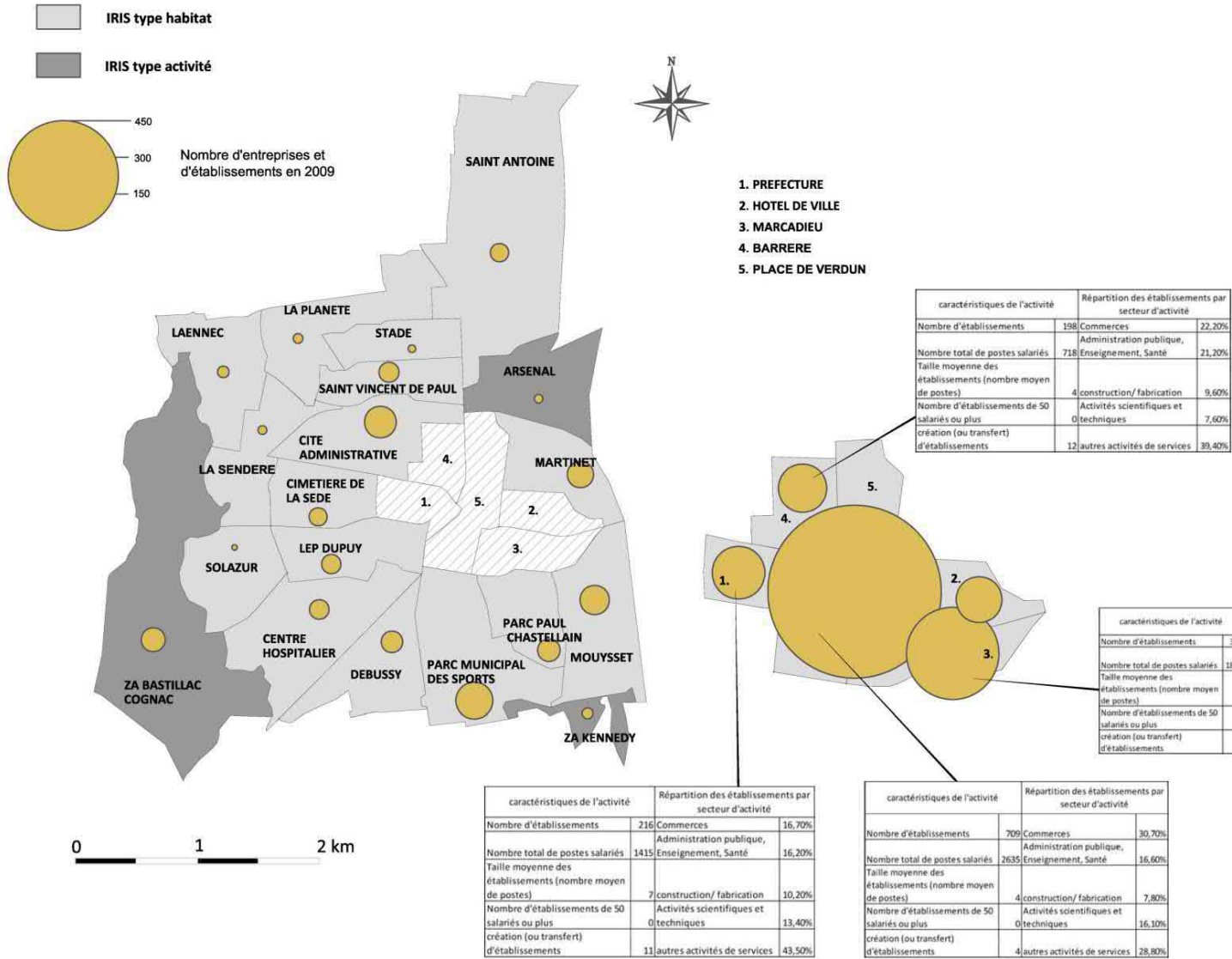
En effet, **le secteur industriel sur la commune représente 6,22% des emplois, alors qu'au sein du département il représente 11,28% des emplois.** A l'issue des guerres mondiales, les industries de guerre de Tarbes ont été reconverties afin d'accéder aux demandes de la Compagnie des Chemins de Fer du Midi. Le secteur industriel de la ville a donc évolué en fonction des grands groupes. Même si les Forges et Ateliers des Pyrénées ont fini par disparaître et que le poids de l'Arsenal, devenu GIAT (Groupement des Industries de l'Armement Terrestre), a reculé. De petites et moyennes entreprises de reconversion et de haute technologie ont aussi vu le jour sur une récente période (Source : Extrait du livre Tarbes, édition Ville de Tarbes 2003).

Le secteur de la construction est également moins représenté sur la commune de Tarbes (5,47 %) que sur le département (7,62%).

Les emplois de la commune de Tarbes sont caractéristiques des grandes villes. Le domaine tertiaire (commerce, transports, services divers et également administration publique, enseignement, santé...) correspond à 87,8 % des emplois de la commune, alors qu'il ne correspond qu'à 76,7% des emplois sur le département (commerce et services).

Nombre d'entreprises et d'établissements par IRIS

Source: INSEE - SIRENE (Répertoire des Entreprises et établissements), 2009

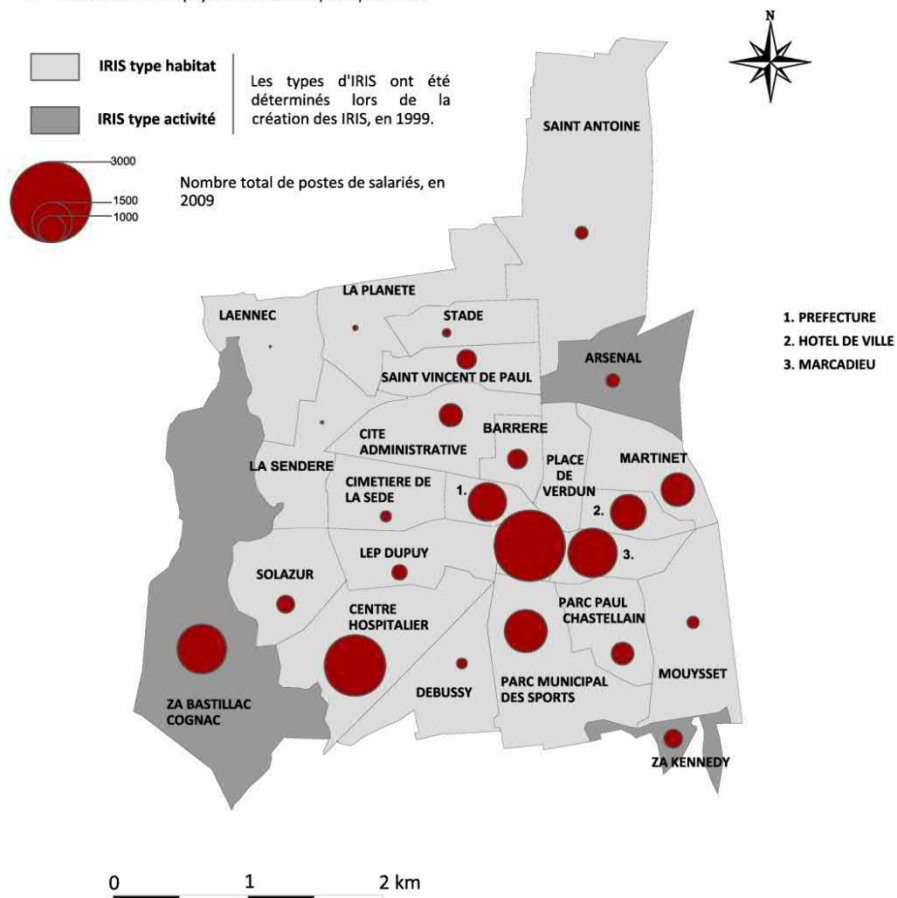


Nombre total de postes de salariés par IRIS

Source: INSEE - CLAP (Connaissance de L'Appareil Productif), 2009

Les données sur l'emploi salarié résultent d'une mise en cohérence des informations issues de l'exploitation :

- des DADS (Déclarations Annuelles de Données Sociales) ;
- des bordereaux récapitulatifs de cotisations de l'URSSAF (Union pour le Recouvrement de Sécurité Sociale et des Allocations Familiales) ;
- et des fichiers de paye de la fonction publique d'état.



Les effectifs salariés sont regroupés en trois principaux secteurs de la ville :

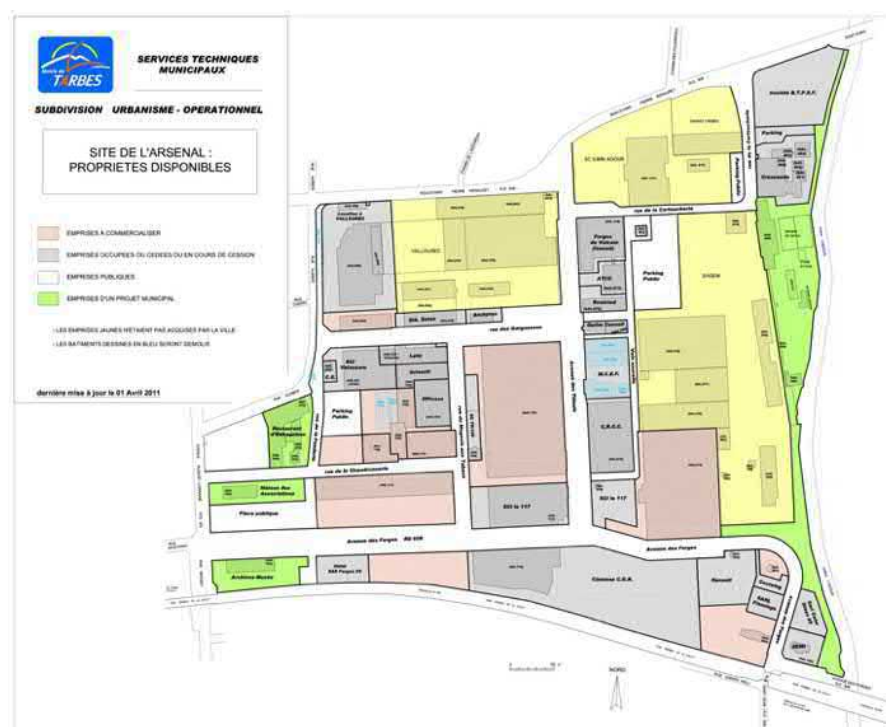
- ↗ le centre-ville ;
- ↗ le quartier de l'hôpital ;
- ↗ la zone d'activités de Bastillac ;
- ↗ le quartier de l'Arsenal.

La place de Verdun et ses quartiers périphériques (Préfecture, Hôtel de Ville, Marcadiou) comptent près de **7 200 salariés**. Le centre-ville regroupe en effet l'essentiel des commerces, services et administrations de la ville.

Le centre Hospitalier compte près de 2 300 salariés, l'hôpital étant un des plus employeurs de la ville.

Les zones d'activités de Bastillac et de Cognac sont les plus importantes zones de développement économiques de la commune sur les 20 dernières années. C'est également sur ce secteur qu'il est recensé un nombre important d'établissements de plus de 50 salariés (8 établissements comptent plus de 50 salariés).

Fondé en 1870 par Jean-Baptiste Auguste Verchère de Reffye après la défaite française, **le site de l'Arsenal** avait pour activité la fabrication des canons à balles. Il sera appelé successivement ATS (Ateliers de Tarbes), GIAT puis GIAT Industries. Une succession de plans sociaux ayant pour but la diminution des effectifs s'enchaînent à partir de 1987. On ne dénombre plus que 850 salariés en 2002 sur le site du GIAT Industries. Le sixième plan de 2003 intitulé "Giat 2006" sera fatal et mettra un terme à la situation difficile de l'entreprise. Suite à son rachat par la Municipalité, le site de l'Arsenal est en reconversion, il accueille notamment le Méga CGR, les Archives Municipales, le Chaudron... De nouvelles activités sont à venir : un hôtel 2*, la société LATU, des petites et moyennes entreprises...



Globalement, la dynamique économique de Tarbes est en place, avec une concentration des activités économiques dans la partie Sud de la commune, à la différence d'un secteur Nord plus pavillonnaire. La valorisation du quartier de l'Arsenal permettra à termes de rééquilibrer une partie de l'offre économique sur le territoire communal.

Cette organisation urbaine a une incidence sur le fonctionnement de la ville, notamment en termes de mouvements pendulaires pour les échanges entre le Nord et le Sud de la ville.

6.2. LE PROCESSUS DE VALORISATION ET DE DEVELOPPEMENT DU TISSU ECONOMIQUE TARBAIS

L'activité économique est dynamique sur le territoire communal. Une valorisation et un développement des entreprises est un axe fort de la politique de la commune, de la Communauté d'Agglomération mais également de la CCI.

Des parcs d'activités, localisés aux différentes entrées de ville, permettent d'accueillir de nombreuses entreprises, souvent de grande taille, ne trouvant pas leur place en centre-ville.

Un concept innovant est également en place, il permet le développement de « jeunes entreprises » dans un environnement de qualité. La valorisation de quartiers (classés en zones urbaines sensibles) permet également de dynamiser le tissu économique de ces secteurs.

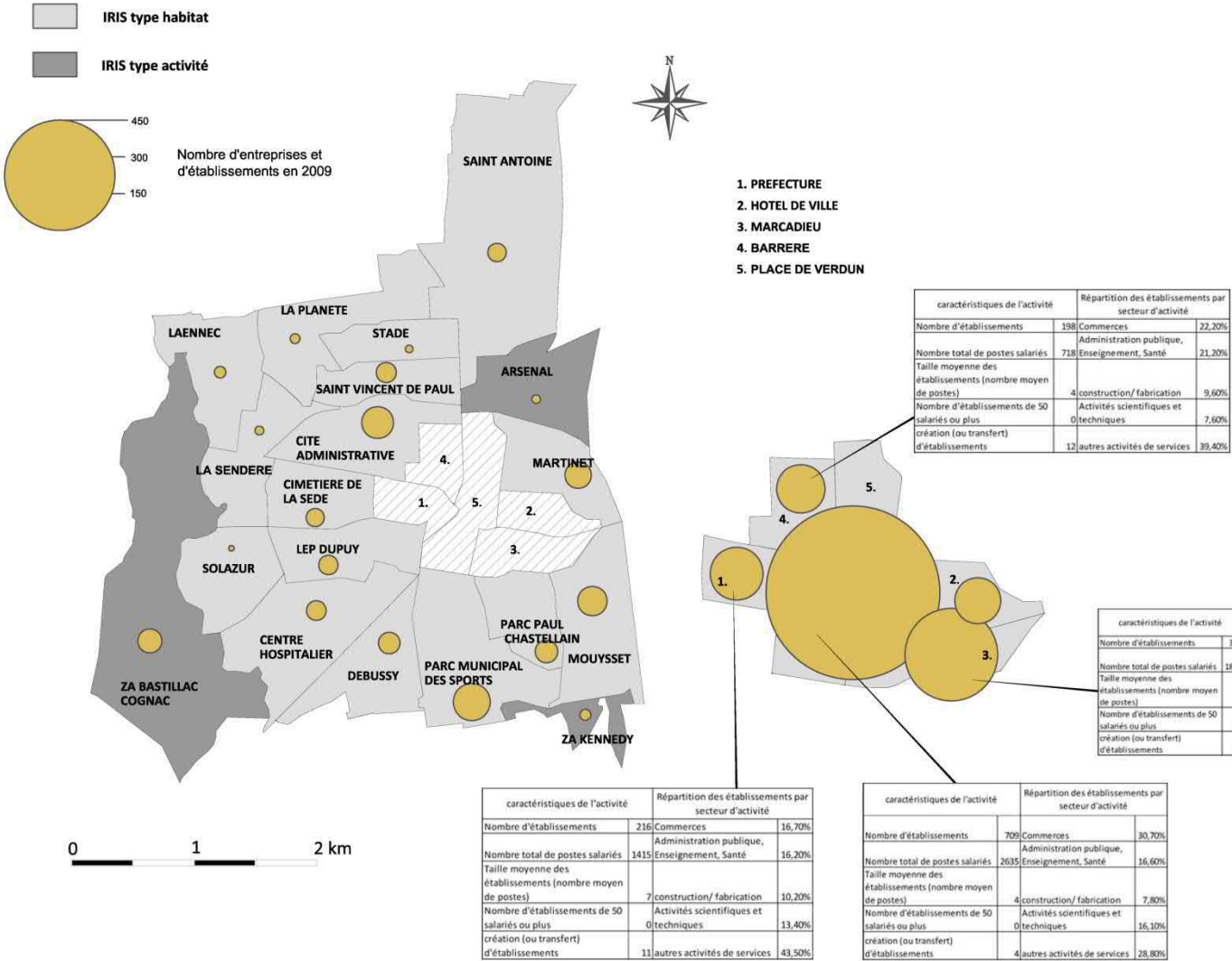
Le centre-ville regroupe l'essentiel des établissements de la ville. La place de Verdun dispose du plus grand nombre d'établissements, notamment dans le secteur du commerce et des services. Cette donnée résulte de la caractéristique commerçante de ce secteur de Tarbes.

Les quartiers périphériques de la place de Verdun comptent également un nombre important d'établissements. Sur le secteur de Marcadieu les établissements les mieux représentés sont des commerces et des services (notamment dû à la présence du marché).

Les services sont fortement représentés sur le quartier de la Préfecture, du fait de la présence de nombreuses administrations publiques.

Nombre d'entreprises et d'établissements par IRIS

Source: INSEE - SIRENE (Répertoire des Entreprises et établissements), 2009



✕ LES PEPINIERS D'ENTREPRISES ET HOTELS D'ENTREPRISE

• La Pépinière d'entreprise :

La **pépinière d'entreprise CRESCENDO** est située sur l'ancien site de l'Arsenal et accueille les « jeunes entreprises » en cours de développement. Ces entreprises bénéficient de multiples avantages (soutien spécifique, services gratuits ...), de moyens uniques (promotion commerciale, portage et soutien des projets, aides financières à l'investissement immatériel), ce qui entraîne l'attractivité de cette zone pour ces jeunes entrepreneurs.

• Les hôtels d'entreprise :

Trois hôtels d'entreprises sont en place à Tarbes : le Télésite, Renaudet et Libération. Ces bâtiments servent de tremplin pour permettre aux entreprises de pouvoir ensuite se développer.

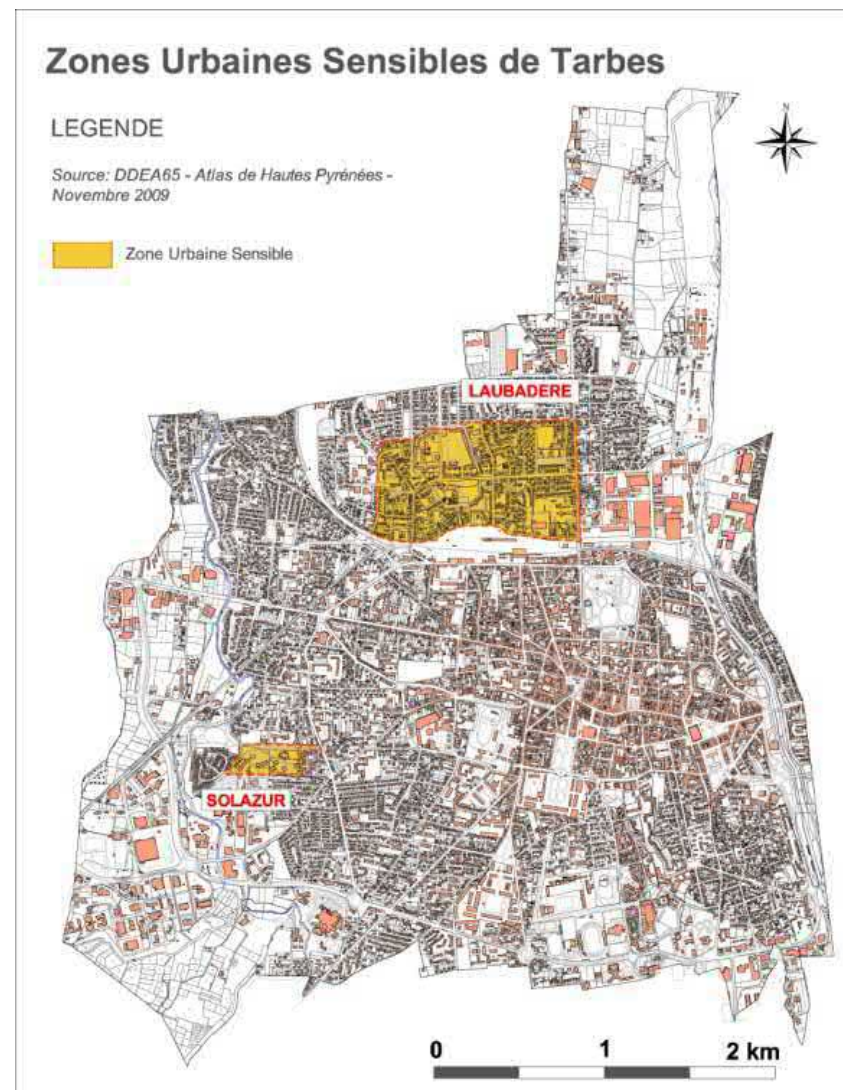
Les hôtels Renaudet et Télésite Bastillac (situés sur la zone d'activités de Bastillac) comptent chacun une centaine de salariés. L'hôtel d'entreprises Renaudet dispose d'une surface de 2 800 m² pour 7 locaux industriels et accueille des activités industrielles ou artisanales. Le Télésite Bastillac dispose d'une superficie de 1 800 m² de bureaux et accueille des activités tertiaires. L'hôtel d'entreprises Libération, situé avenue de la Libération dans le quartier Laubadère est en place sur 3 plateaux de 90 m²

✕ LES ZONES DE REDYNAMISATION

Les **ZUS (Zones urbaines sensibles)** et **ZRU (Zones de redynamisation urbaine)** sont des quartiers prioritaires, majoritairement constitués de grands ensembles des années 1950 à 1970 d'habitat collectif et social, dont les habitants souffrent davantage du chômage et de l'exclusion que la moyenne de l'agglomération. La différence entre ces zones tient à leurs niveaux de difficultés urbaines, économiques et sociales.

Deux zones de redynamisation existent à Tarbes et intègrent des zones urbaines sensibles : le quartier Laubadère, et Solazur. Dans le cadre de ces

problématiques, et afin de redynamiser les quartiers, un hôtel d'entreprise est installé à Laubadère permet une dynamisation de ce secteur.



✕ LES PRINCIPALES ZONES D'ACTIVITES

• Les zones en place au sein de la commune :

↳ La zone d'activités de Bastillac :

Cette zone intercommunale, aménagée dans les années 1980, est d'une superficie d'environ 45 ha. La zone d'activités est située à proximité de l'échangeur autoroutier de Tarbes-Ouest. Elle est dédiée, d'une part aux équipements publics (75 % de la superficie) et, d'autre part, aux activités économiques.

La zone de Bastillac se décompose en deux parties : la zone de Bastillac Nord et Sud.

La zone Nord est à vocation industrielle, regroupant une station EDF, un abattoir municipal, une imprimerie.

La zone Sud, en cours de rénovation/construction, est à vocation tertiaire, abritant notamment l'Ecole de Gestion et de Commerce, un hôtel d'entreprise ou encore le site STAPS (Sciences et Techniques des Activités Physiques et Sportives).



↳ La zone de Cognac :

Cette zone, d'une superficie d'environ 25 ha, est située le long de la RN 117, en entrée Ouest de Tarbes. Elle est à vocation artisanale et commerciale et s'inscrit dans la continuité des développements commerciaux de la Route de Pau.



↳ La zone d'activités de la Garounère :

Cette zone d'activités, située à proximité de la Z.A de Cognac, d'une superficie d'environ 5 ha, est également à vocation commerciale et artisanale. Des artisans en chauffage, climatisation, garagiste, ou encore des commerces composent cette zone d'activités. Une requalification de la zone permettrait de pérenniser son dynamisme, notamment lié à sa position privilégiée en entrée Ouest de la ville.



↳ La zone d'activités centre Kennedy :

Cette zone, initiée par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Tarbes, est située sur un terrain d'environ 20 ha, au Sud de la commune, près de l'autoroute. Le centre Kennedy regroupe différents services, tels que :

- la DIRE Midi-Pyrénées ;
- l'Office National des Forêts ;
- la Chambre de Commerce et d'Industrie ;
- les Directions des Douanes et des Services Vétérinaires ;
- la Direction Départementale de l'Équipement ;
- le Parc des Expositions ;
- un office notarial ;
- un cabinet de géomètres ;
- des entreprises plus traditionnelles : concessions automobiles ;
- agencement de magasins, matériel industriel, sanitaire et chauffage, dépôt d'autobus urbains...

La zone d'activités abrite également le marché de gros de fruits et légumes, l'Hôtel Consulaire et l'Autoport des Pyrénées, qui répond aux attentes des professionnels du transport.

Des aménagements permettront d'asseoir le dynamisme de ce parc d'activités (installation de concessionnaires, aménagement d'un accès direct au centre commercial existant, ...).

↳ Les autres zones d'activités :

De nouvelles zones d'activités sont aménagées ou en cours d'aménagement par la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, comme :

- le parc de l'Adour, sur les communes de Séméac-Soues, est localisé à proximité de l'Entreprise Alstom, au Sud-est de Tarbes ;

- l'Ecoparc de Bordères-sur-L'Échez (en projet de réalisation) est d'une superficie de 65 ha ;
- le parc d'activités des Pyrénées de Ibos sur 86 ha ;
- etc....





6.3. LES INDUSTRIES TARBAISES

Tarbes possède un passé industriel important, notamment grâce à la construction ferroviaire, mais aussi par l'industrie de la guerre. En effet, le **Groupe Industriel des Armements Terrestres (GIAT)**, ainsi que l'**Industrie des Poudrières** formaient un secteur industriel développé. Aujourd'hui, Tarbes possède toujours une vocation industrielle importante. L'**aéronautique** se développe fortement autour de la commune ; des entreprises de renommée mondiale possèdent des antennes sur les communes jouxtant Tarbes ; par exemple EADS Socata, ou encore Boostec. La reconstruction de l'usine Alstom est prévue sur la future zone de Séméac-Soues. L'ancien Giat est également en cours de réhabilitation.

Aujourd'hui, l'activité industrielle de la commune est minoritaire (environ 6,5% des emplois Tarbais) mais marque encore fortement la morphologie urbaine de la ville.

✕ **L'AÉROPORT TARBES - LOURDES - PYRENEES**

L'aéroport Tarbes - Lourdes - Pyrénées ouvre le 16 mai 1948. L'aérogare se résume alors à trois pavillons en bois. La CCI de Tarbes et des Hautes-Pyrénées prend la concession de la plateforme en 1958, dès lors l'aérogare en "dur" est construite et le futur pape Jean XXIII inaugure l'aéroport. En 2004, le Président de la République Jacques Chirac accueille le pape Jean Paul II sur le tarmac.

A partir de 2004, les compagnies aériennes se succèdent pour assurer des liaisons entre différentes villes d'Europe. En 2008, l'année du Jubilé, une croissance nette du trafic aérien est observée, les compagnies aériennes JetAirFly, ainsi que Ryan Air rejoignent alors Air-France by BritAir sur le tarmac.

La délégation de service public auparavant attribué à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Tarbes et des Hautes-Pyrénées cesse le 1^{er}

janvier 2009 et l'aéroport de Tarbes-Lourdes-Pyrénées est depuis géré par la SEATLP. La compagnie aérienne BMI baby a ouvert une ligne sur Manchester l'année passée. Meridiana Fly lance cette année des vols pour Rome.

Avec près de 440 000 passagers en 2010, c'est le 2^{ème} de Midi-Pyrénées derrière Toulouse-Blagnac et le 19^{ème} de France métropolitaine.

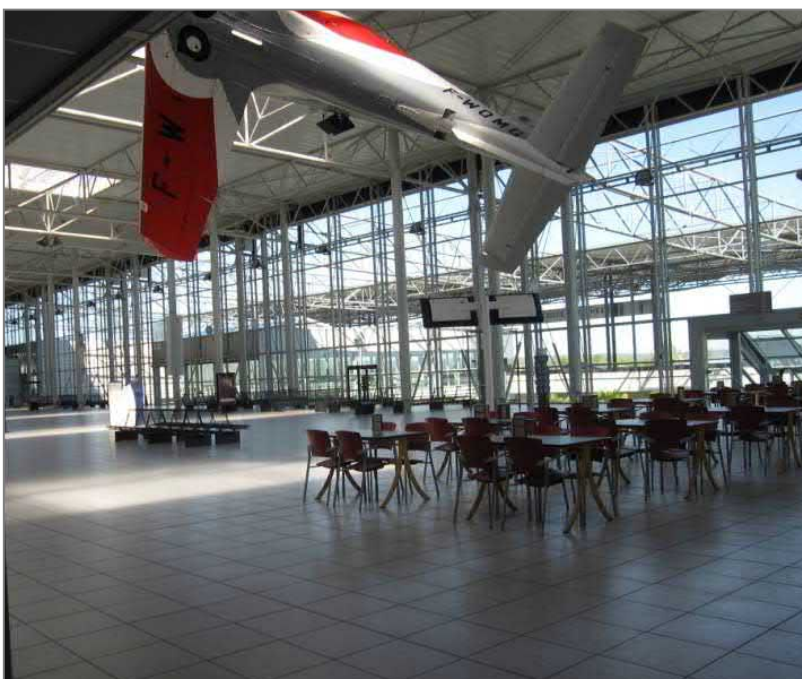
Depuis 50 ans, l'aéroport participe au développement économique de la région. Il permet régulièrement un « booste » significatif dans l'économie du département, de par les sociétés industrielles qui se sont installées sur la plate forme aéroportuaire, mais également, par le nombre grandissant de voyageurs empruntant cet aéroport. Les compagnies aériennes s'intensifient également, symbole de développement.

L'attractivité de la région est vérifiée par le nombre de touristes de plus en plus important. La **situation stratégique de l'aéroport** (à proximité de Lourdes, aux portes des Pyrénées...) attire des voyageurs d'intérêts divers (tourisme religieux, tourisme vert, tourisme lié aux sports d'hiver ou à la montagne). Tarbes profite de ce développement économique.



- **Caractéristiques techniques :**

L'aéroport de Tarbes -Lourdes-Pyrénées s'étend sur environ 50 ha, dont 80 000 m² de surfaces couvertes. L'aéroport est localisé sur la commune d'Ossun. Fin 2006, il emploie plus de 1 050 personnes.



La plateforme aéroportuaire possède une **piste de 3 km** pour une largeur de 45 m. Elle permet d'accueillir tout type d'appareil, y compris l'A380. Depuis 1999 l'aéroport est équipé pour recevoir jusqu'à **1 500 000 passagers par an**.

L'aéroport est propriété du **Syndicat Mixte PYRENIA**, créé le 12 juillet 2005. Ce syndicat mixte de la zone aéroportuaire de Tarbes Lourdes

Pyrénées « PYRENIA » est un établissement public regroupant cinq collectivités territoriales :

- Le Conseil Régional Midi-Pyrénées ;
- le Conseil Général des Hautes-Pyrénées ;
- la Communauté de Communes du Canton d'Ossun ;
- la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes ;
- la Communauté de Communes du Pays de Lourdes.

Le gestionnaire est la Société d'Exploitation de l'Aéroport Tarbes Lourdes Pyrénées (S.E.A.T.L.P.). Au 1er janvier 2009, SNC- Lavalin Aéroports s'est vu confier pour une durée de 12 ans la Délégation de Service Public de l'Aéroport de Tarbes Lourdes Pyrénées par Pyrénia, (le syndicat mixte propriétaire de l'aéroport). De cette délégation a été créée la **Société d'Exploitation de l'Aéroport Tarbes Lourdes Pyrénées (S.E.A.T.L.P.)** dont SNC-Lavalin est actionnaire à 100 %.

Les vols réguliers desservent Paris Orly, Bruxelles, Manchester, Londres Standed, Milan et Rome.

✕ LE QUARTIER DE L'ARSENAL

L'essoufflement de « l'ère industrielle » de ce quartier intervient lors de l'annonce en 2003 de la fermeture du site pyrotechnique GIAT (Groupement Industriel des Armements terrestres), héritier de l'arsenal de 1871.

L'ancien site de l'Arsenal est progressivement réhabilité pour accueillir des commerces, industries, des lieux de loisirs, des bâtiments municipaux ou communautaires et des entreprises.



La ville a rénové le bâtiment 103 qui accueille les réserves du Musée Massey ainsi que les archives municipales. Elle a également effectué la rénovation du bâtiment 100 qui accueille la maison des associations. Dans ce bâtiment, depuis le 5 septembre 2011, une quarantaine d'associations sont installées à titre permanent dans 20 salles de 15 à 25 m² équipées d'accès à la téléphonie et à internet. Quatre salles au rez-de-chaussée et deux au premier étage meublées par la municipalité sont réservées à des activités ponctuelles ou mises à disposition pour des assemblées générales par exemple.



Un des bâtiments industriels a été entièrement rénové pour accueillir un **cinéma** : le Méga CGR, qui compte 11 salles.



L'architecture industrielle du lieu y est préservée. Le bâtiment 117, au cœur du quartier de l'Arsenal, accueille un bowling de 2 023 m², une brasserie, une auto-école, une cidrerie, un lazer-quest et un salon de coiffure. L'architecture industrielle y est préservée.



Le quartier de l'Arsenal a une **vocation de complémentarité avec le centre-ville**, et non de concurrence. Des commerces différents du centre y sont présents, et correspondent surtout à des activités de soirée (cinéma, bowling, etc....).

L'entreprise Nexter Munitions, ex GIAT industrie, est aujourd'hui installée à proximité du site industriel des poudrières qui ne fonctionne plus. Ce site est aujourd'hui désaffecté. Les poudrières ont fermé quelques années après la fermeture des industries du Giat. Nexter Munitions conçoit et produit des munitions de moyen et gros calibre, y compris la partie pyrotechnique, des têtes militaires et des dispositifs de sécurité d'armement. Le site possède un dispositif de sécurité important.

Les activités suivantes se sont déjà installées sur le site :

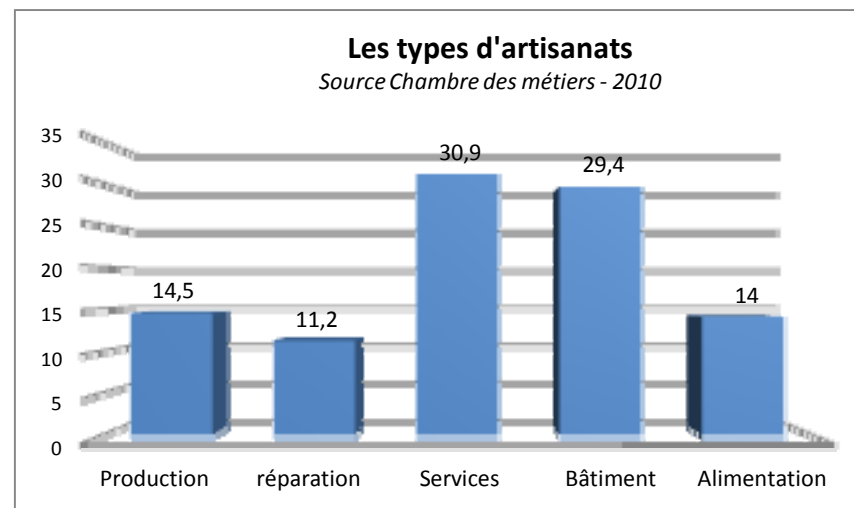
- Bâtiment 220 : Archyves
- Bâtiment 114 : Rivavi
- Bâtiments 460 à 464 : Crescendo
- Bâtiment 279 : SETES
- Bâtiment 470 : Resistud
- Bâtiment 472 : ATCC
- Bâtiment 108 : TR 108
- Bâtiment 107 : Le Chaudron, centre artistique
- Bâtiment 119 : Mega CGR
- Bâtiment 380 : Optim Conseil
- Bâtiment 103 : Archives Municipales
- Bâtiment 100 : Maison des Associations
- Cuisine centrale / Restaurant d'entreprise
- Station de lavage
- Bâtiment 117 et abords : Fast Food et Bowling

De nouvelles activités sont à venir :

- Hôtel 2*
- Concessionnaire Renault
- Centre de Ressourcse et de Compétences Composites
- Petites et Moyennes Entreprises
- Société LATU
- Pyrénées dépannage

6.4. ARTISANAT, COMMERCE ET SERVICES

× LES TYPES DE COMMERCE ET D'ARTISANAT



Il est dénombré **635 artisans et commerçants sur la commune.**

La **catégorie dénommée « services »** concerne principalement :

- Les instituts de beauté, ainsi que les salons de coiffure ;
- Les pressings.

Cette catégorie est la mieux représentée. Elle correspond à l'ensemble des services de proximité présents au sein de la commune.

La **catégorie « production »** prend en compte tous les artisans et commerçants concernés par la fabrication et/ou la conception de produits ou d'objets, comme par exemple : la fabrication de prothèses dentaires, la lutherie, la joaillerie, la fabrication et la pose de cuisines, l'imprimerie, la photographie, ou encore toute production de matériel destiné au bâtiment (menuiserie, tuyauterie...) etc.

Cette catégorie est peu représentée sur la commune. Ces corps de métiers, nécessitant de grands espaces, sont localisés à l'extérieur des zones denses, en périphérie de Tarbes.

La **catégorie « réparation »** correspond à tous les artisans qui ont une fonction de réparateur d'objets. Sur Tarbes, la moitié des artisans de cette catégorie concernent la réparation de véhicules motorisés : garagistes, carrossier, réparateur cyclomoteur..., 20 % de ces artisans réparent tout le matériel informatique, hifi, ou électroménager et 10 % concernent la réparation en orfèvrerie (horlogerie, joaillerie...). Ces artisans sont notamment présents au sein des zones d'activités.

Le **secteur de l'alimentation** est composé de commerçants tels que les boulangers, pâtisseries, bouchers, poissonniers, chocolatiers, ou encore la fabrication de pizzas ou plats cuisinés à emporter, qui représentent 32,5% de cette catégorie.

Les **catégories « services et bâtiment »** représentent à elles seules environ **60 % des artisans** de la commune. Les secteurs de production et d'alimentation sont de même proportion (respectivement 14,5 et 14 %).

* **LES ZONES COMMERCIALES DU CENTRE-VILLE**

Les rues commerçantes du centre-ville sont regroupées autour de la **place de Verdun**.



Le périmètre du centre-ville (voir plan ci-après) regroupe **2 500 actifs** et correspond à un chiffre d'affaire de 166 millions d'Euros. 120 enseignes nationales y sont présentes.

Une seule rue commerçante est piétonne. Il s'agit de la rue Brauhauban. Cette rue est composée de deux parties, Est et Ouest, à partir de la place Jean Jaurès, où est localisé l'Hôtel de Ville.

La partie Ouest de la rue est constituée de commerces du type magasins d'habillement principalement, mais aussi de cafés (terrasse de café visible sur la photo), quelques restaurants, pharmacie...

La partie Est de la rue est semi-piétonne avec une mixité des fonctions urbaines. En effet, des services (coiffeur, hôtels, restauration), ainsi que des commerces et quelques habitats en rez-de-chaussée coexistent dans cette rue.



La **rue du Maréchal Foch** est une des rues les plus commerçantes de la ville. Elle est composée de commerces caractéristiques des rues commerçantes (magasins d'équipement de la personne, opticiens, banques, restauration rapide : sandwicheries, boulangeries, salons de thé, etc. ...). Une importante concentration de piétons est observée sur cette rue. La voie de circulation, rectiligne et à sens unique pour les véhicules motorisés, diminue le niveau de sécurité d'une part, et empêche la mise en valeur des commerces d'autre part.

Les **commerces de la rue Brauhauban** sont à **pérenniser et à valoriser**. Les commerces du segment situé entre la place de Verdun et la Mairie se portent bien toutefois, les activités présentes en direction de la "Place

Montaut" sont quelque peu en recul. Une valorisation de cette rue devrait être lancée prochainement par la commune. L'objectif est de rendre ce quartier plus attrayant. En revanche, la globalité des commerces de la rue Foch sont de plus en plus attractifs, dynamisés par l'installation de nouvelles enseignes, souvent nationales ou internationales.

La requalification de la halle Brauhauban, au Sud de la rue du Maréchal Foch, ainsi que l'implantation de l'enseigne nationale H & M (grand magasin d'équipement de la personne) à la place de l'ancien cinéma, vont renforcer cette tendance.



Des compteurs piétons permanents sont installés depuis 2012, autour et dans ces rues afin d'évaluer leur fréquentation et le mettre en œuvre une politique adaptée à la valorisation commerciale du centre.

✕ LES MARCHES DE TARBES

Le **marché de Brauhauban** correspond à l'offre alimentaire quotidienne des tarbais du centre-ville. Une quarantaine d'étals sont présents quotidiennement. Depuis sa rénovation, l'engouement des tarbais pour ce marché s'est affirmé et les consommateurs sont nombreux à s'y presser notamment le samedi.

Le **marché Marcadieu**, qui s'étend sur toute la place et dans la halle, est hebdomadaire (tous les jeudis, samedis et dimanches). C'est un marché alimentaire et non alimentaire. La halle regroupe l'offre alimentaire, et sur la place extérieure se situe l'offre non alimentaire (vente de vêtements, d'ustensiles de cuisine, horticulteurs, brocanteurs, etc. ...). Ce marché est un des plus attractifs de la ville, avec un rayonnement départemental et même régional.

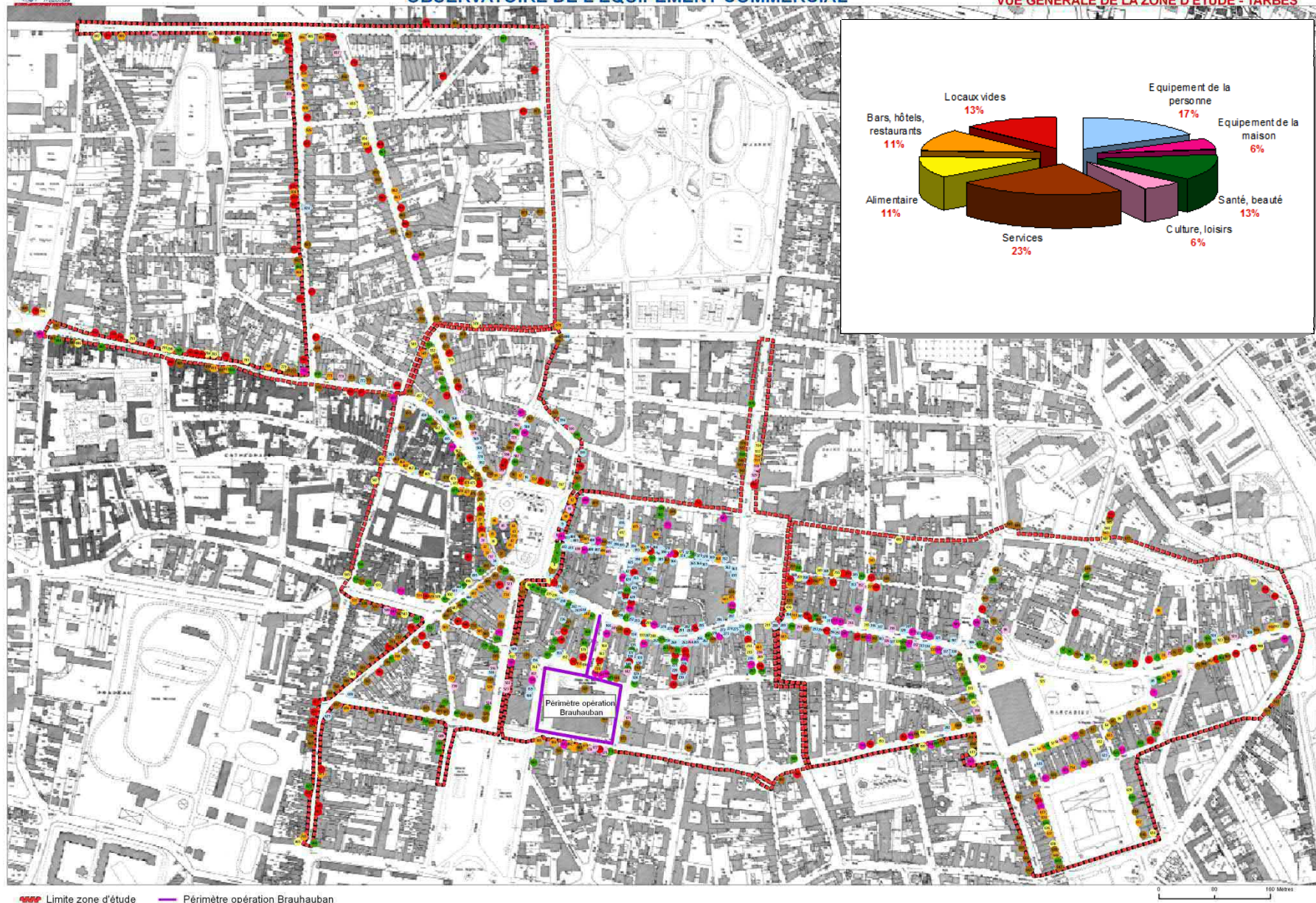


Des **braderies** ont lieu deux fois par an, une en été et une autre en hiver. Elles ont lieu le long de la rue du Maréchal Foch. A cette occasion, la circulation est fermée aux automobilistes. La braderie mixe les commerçants sédentaires et non sédentaires.



OBSERVATOIRE DE L'EQUIPEMENT COMMERCIAL

VUE GENERALE DE LA ZONE D'ETUDE - TARBES



✕ LES CENTRES COMMERCIAUX

Plusieurs centres commerciaux se situent sur la commune de Tarbes. D'autres sont localisés à proximité des limites communales tarbaises.

Le **centre E. Leclerc de l'Ormeau**, récemment rénové, dispose d'une galerie commerciale de superficie modeste. En effet, quelques magasins d'habillement, optique, décoration de maison et jardin etc. sont présents. Cette galerie commerciale n'a pas d'effets négatifs sur le commerce de centre-ville. La clientèle du centre commercial est principalement attirée par l'hypermarché (courses alimentaires).

Un accès direct au centre commercial est en projet depuis le Boulevard du Président Kennedy. En effet, un terrain (ancienne gendarmerie) permet la création de cet accès. L'enseigne Mercedes-Benz s'implantera également sur ce terrain. Un projet de type résidence sénior est à l'étude.

D'autres supermarchés se situent sur la commune de Tarbes mais ne possèdent pas de galeries commerciales. Les supermarchés de Tarbes sont à vocation alimentaire.



Le **centre E. Leclerc le Méridien**, situé sur la commune d'Ibos, sur la route de Pau, dispose d'une galerie commerciale de taille importante et également d'une zone commerciale où de nombreuses grandes enseignes sont présentes : Darty, Géo chaussures, Besson chaussures, But, Kiabi, La Halle, la Halle aux chaussures, Mondial Tissu, Maxi toys, Aubert, Maison du Monde, McDonalds etc., et également des enseignes E. Leclerc comme Jardi, ou Brico E. Leclerc.



La galerie commerciale regroupe de nombreux commerces de nature différente : cordonnerie, magasins d'habillement, de cadres, optique, parapharmacie, pharmacie, fleuristes, bijouteries, coiffeurs etc....

Même si le centre E. Leclerc et la zone commerciale le Méridien ne sont pas situés à Tarbes, l'accès y est aisé (10 min en voiture depuis Tarbes).

Les Tarbais sont attirés par l'hypermarché, mais également par la zone commerciale de taille importante. Les grandes enseignes, pour la plupart uniquement localisées sur cette zone, possèdent une attractivité de grande ampleur.

- **Les projets de centres commerciaux :**

Une **nouvelle zone commerciale** de 35 000 m² va être créée sur la zone de Séméac Soues. En effet, Auchan (10 000 m²) va s'implanter sur ce « retail park », avec 70 boutiques potentiellement concurrentes des commerces du centre-ville.

Une zone d'une telle envergure, ainsi qu'une modernisation de la zone « Le Méridien » **auront peut-être des effets négatifs sur les commerces du centre-ville.**

Des actions de valorisations des commerces du centre-ville devront être mises en place afin de permettre leur maintien.

Un processus de modernisation de l'équipement commercial est lancé autour de la commune ainsi que dans la commune (E. Leclerc de l'Ormeau, Le Méridien, et nouvelle zone Auchan), permettant ainsi aux tarbais et aux habitants des communes voisines d'accéder à une offre commerciale moderne.

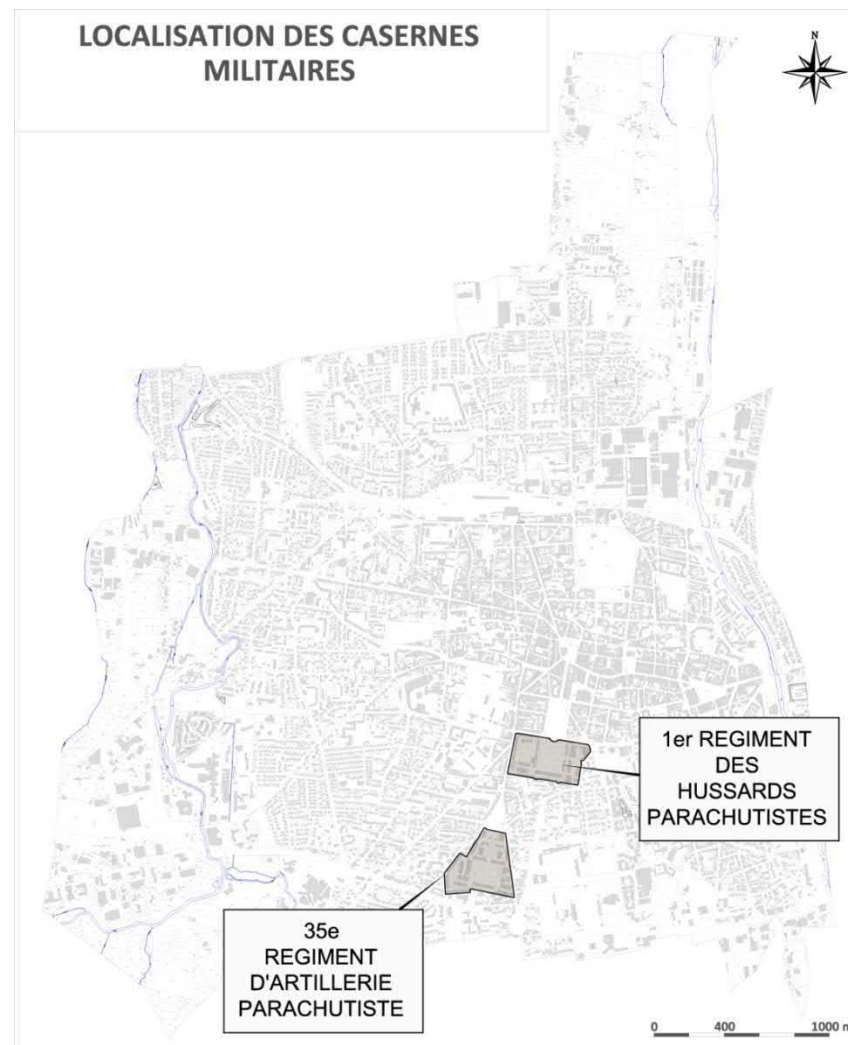
Le pôle commercial tarbais est le 2^{ème} de Midi Pyrénées. L'offre commerciale se maintient et est très attractive au niveau départemental mais également régional (l'aire de chalandise de la commune est étendue sur le département du Gers et le Sud de la Haute-Garonne).

6.5. L'ACTIVITE MILITAIRE : UNE « TRADITION » TARBAISE

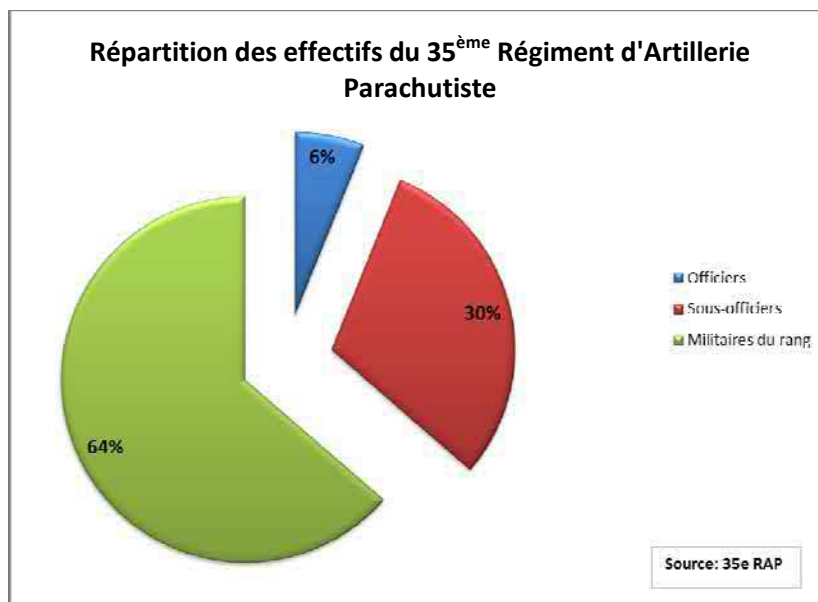
Tarbes est aujourd'hui une ville à caractère militaire, avec deux casernes importantes :

- ↳ depuis 1953, la ville abrite le **1^{er} Régiment des Hussards Parachutistes** dont la plus importante implantation est localisée sur le quartier Larrey (deux camps d'entraînements sont localisés sur les communes du Ger (Pyrénées-Atlantiques) d'une part et de Barèges d'autre part) ;

- ↳ depuis 1947, le **35^{ème} Régiment d'Artillerie Parachutiste** est également implanté sur la commune (quartier Soult).



Le **35^{ème} Régiment d'Artillerie Parachutiste** compte, en 2011, 885 personnes.



L'activité militaire de ce Régiment est stable depuis une vingtaine d'année, les effectifs fluctuants de plus ou moins 50 personnes. Ces effectifs sont appelés à être maintenus dans les prochaines années. Cette activité militaire est non négligeable pour l'agglomération, avec notamment près de la moitié des effectifs logeant sur la commune. 153 militaires sont logés à la caserne et 236 sont logés dans le parc de logements de la commune.

Le **1^{er} Régiment des Hussards Parachutistes** est localisé sur le quartier Larrey, au Sud de la commune également. Ce Régiment est le plus important de la commune, comptant, au total, 957 personnes. Les effectifs se répartissent entre 798 personnels, 38 civils et 121 réservistes.

La caserne occupe un site de près de 10 hectares. Ces deux Régiments sont parfaitement intégrés au tissu urbain.

6.6. LE TOURISME TARBAIS

Les équipements touristiques de la commune offrent une **large gamme de choix**. Ils permettent de répondre convenablement à la demande, notamment liée aux manifestations culturelles de la commune.

En termes d'hébergement, l'offre est la suivante (sources : office du tourisme) :

- 12 hôtels sont présents sur la commune de Tarbes, dont un 4 étoiles : le Rex hôtel, situé à proximité de la place Verdun, sur la rue Gambetta ;
- 1 hôtel sur le site de l'Arsenal ;
- 3 appartements meublés (gîtes), à louer à la semaine (à vocation touristique) sont disponibles sur la commune ;
- 1 chambre d'hôtes est disponible pour 2 personnes sur la commune de Tarbes ;
- 1 auberge de jeunesse, favorisant un tourisme social et la rencontre entre les personnes du monde entier, est située sur la rue Alsace-Lorraine.

En termes de restauration, la commune possède une offre variée avec 64 restaurants, brasseries et autres bistrots. Plusieurs enseignes se sont d'ailleurs installées dans le quartier de l'Arsenal

Le tourisme est « boosté » sur la commune par le **tourisme religieux de Lourdes**, mais également par de nombreuses manifestations, d'envergure départementale et régionale :

- **Equestria**, de renommée internationale dans le milieu équestre, a lieu sur le site des Haras Nationaux, à la fin du mois de juillet de chaque année. Ce festival a été créé à Tarbes en

2001 et est renouvelé chaque année, en apportant son lot de nouveautés. L'édition 2010 a attiré près de 45 000 festivaliers sur l'ensemble de la semaine, avec 500 participants.

- **Les fêtes de Tarbes** : Au mois de juin, Tarbes retrouve son ambiance de feria et vit aux couleurs de ses bandanas jaunes et aux rythmes des bandas. Des milliers de Festayres, des concerts gratuits, un toros de fuego, de nombreux spectacles et animations, des bandas, du folklore, des déambulateurs, une cavalcade, de la gastronomie, de l'artisanat... C'est un moment désormais très attendu par les Tarbais qui se retrouvent dans une ambiance conviviale et festive du petit matin jusqu'à tard dans la nuit.
- **Le festival Tarbes en tango** est organisé la dernière semaine d'août. Des orchestres, des cours et démonstrations de tango s'emparent des rues de la ville. Les commerçants bénéficient de ce festival, grâce à son attractivité touristique ou encore par les professionnels du festival qui profitent des commerces du centre-ville.
- **Le tournoi des Petits As** : Championnat du monde des douze-quatorze ans, « les Petits As » est un tournoi de tennis international se déroulant chaque année depuis 1982 à Tarbes, un des plus importants dans cette catégorie d'âge (minimes). Il est le pendant Européen de l'Orange Bowl joué en Floride. Il a révélé quantité de joueuses et de joueurs professionnels, parmi les meilleurs au monde.
- **Le tour de France** est une étape incontournable pour Tarbes. En effet, que ce soit une étape de départ ou d'arrivée, Tarbes bénéficie de l'attractivité touristique de cet événement sportif.

Les cyclistes, professionnels encadrants ou encore les touristes de cyclisme, profitent des commerces de Tarbes (hôtels, restauration etc.).

- Enfin, le **marché de Noël et la patinoire**, situés sur la place Jean Jaurès (hôtel de Ville) sont en place durant le mois de décembre et possèdent une importante attractivité. La patinoire a connu un fort taux de fréquentation : elle a accueilli environ 10 000 personnes pour la session 2010-2011.

Ces festivals et activités confèrent une dynamique et un rayonnement régional et national en termes de manifestations culturelles et sportives.

6.7. L'AGRICULTURE

En 2010, date du dernier recensement agricole, les terrains agricoles (surface agricole utilisée communale) des exploitations communales occupent **190 ha sur les 1 533 ha de la commune**, soit 12,4 % de la superficie communale (soit -33,6% par rapport au RGA 2000). L'emprise des terres agricoles est minoritaire, cantonnée aux extrémités Nord-est et Sud-ouest du territoire communal.

L'activité agricole est aujourd'hui en recul sur le territoire communal. Les terres exploitées sont localisées au Nord-est, à proximité du site de Nexter et à l'Ouest de la commune.

Sur le secteur Nord-est, l'exploitation est dominée par la polyculture, tournée vers la culture du maïs et du colza principalement. Le caractère peu favorable aux développements urbains sur ce secteur (cartoucherie, ...) a entraîné le maintien d'exploitations sur de grandes parcelles.

Sur la partie Ouest de Tarbes, des exploitations agricoles sont encore préservées, avec des cultures tournées vers les fleurs et légumes. Ces cultures peuvent fournir les marchés tarbais. La proximité de ce type de culture et du cœur d'agglomération doit être préservé, limitant ainsi les déplacements pour l'approvisionnement de légumes frais de commerces du centre-ville.

Le sud-ouest du territoire communal est dominé par de la maïsiculture, sur de grandes exploitations. Ce secteur constitue la continuité de la plaine agricole du sud de l'agglomération tarbaise, implanté sur des sols de bonne qualité agronomique.

- **Des exploitants en fort recul :**

L'agriculture tarbaise est confrontée au développement urbain de la commune avec un net recul des sièges d'exploitation agricoles, passant de

44 en 1988 à 23 en 2000 (9 exploitations professionnelles) et 14 exploitations en 2010 dont 9 professionnelles.

A l'inverse de ce qui est observé au niveau départemental ou régional, la taille des exploitations augmente très légèrement entre 1988 et 2000, avec une diminution de la Surface Agricole Utile (SAU) pour les exploitations professionnelles. La SAU moyenne des exploitations passe ainsi de 9 ha en 1988 à 12 ha en 2000 et 16.

La SAU des exploitants de la commune est inférieure à la SAU moyenne observée sur le département qui est de 20 ha en 2000.

L'activité agricole a donc résisté à la pression foncière importante, cette activité reste cantonnée aux franges du territoire.

EVOLUTION DES EXPLOITATIONS						
	Exploitations			Superficie agricole utilisée moyenne (ha)		
	1988	2000	2010	1988	2000	2010
Exploitations agricoles	44	23	14	9	12	NC
Dont exploitations professionnelles	14	9	9	20	18	16

Source : AGRESTE

Répartition de la SAU et des exploitations en fonction de la production						
	1988		2000		2010	
	Exploitations	Superficie (ha)	Exploitations	Superficie (ha)	Exploitations	Superficie (ha)
Terres labourables	20	346	10	267	NC	NC
dont céréales	20	295	10	195	NC	NC
Superficie fourragère principale	14	67	9	56	NC	NC
Grandes cultures	11	230	7	120	NC	NC
Légumes, fruits, viticulture	13	6	6	4	NC	NC
Superficie en fermage	11	182	7	106	NC	NC

Source : AGRESTE

L'activité agricole se caractérise par :

- ↳ Une diminution des terres labourables ;
- ↳ Une « suprématie » de la céréaliculture, occupant près des trois quart de la SAU des exploitations agricoles ;

- ↳ Plus de la moitié des exploitations cultivent des cultures dites « périurbaines » (fruits, légumes, ...) mais sur des surfaces de plus en plus réduites ;
- ↳ La disparition de la culture de la vigne.

	Evolution de l'élevage			
	1988		2000	
	Exploitations	nb de têtes	Exploitations	nb de têtes
Total bovins	7	112	5	122
Dont vaches	6	54	3	38
Total volailles	16	2 012	nc	nc

Source : AGRESTE

Données 2010 non connue pour cette catégorie

L'activité d'élevage est en recul depuis 1988. Cette activité est concentrée sur quelques exploitations, essentiellement sous forme d'élevage bovin. Le cheptel total de bovins a légèrement augmenté entre 1988 et 2000.

Concernant l'élevage de volailles, aucune donnée n'est disponible en 2000, alors que plus de 2 000 volailles étaient recensées en 1988. L'élevage est minoritaire sur la commune.

Les UTA, mesure du travail agricole, sont en baisse entre les recensements de 1988 et 2000. Cette tendance suit celle de la diminution du nombre d'exploitations. Cependant, il est observé une hausse de l'UTA moyenne par exploitation entre 1988 et 2000 (passant de 5,6 à 6,5 par exploitation en 2000). En outre, le RGA 2010 recense un total de 19 UTA dans les exploitations travaillant des terres sur le territoire communal.

Cette hausse de l'UTA moyenne par exploitation montre que le travail agricole est de plus en plus productif sur le territoire tarbais (notamment dû à la forte mécanisation des exploitations).

• Les exploitants :

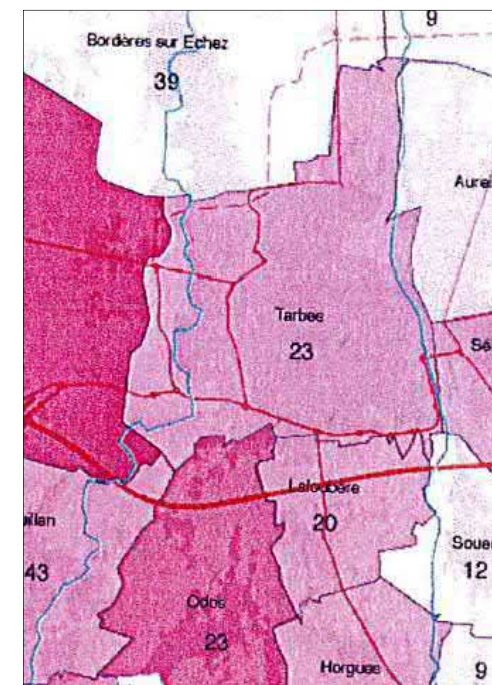
En 2010, plus de la moitié des chefs d'exploitation tarbais sont âgés de 50 à 59 ans. Les chefs d'exploitation agricole de moins de 40 ans sont la tranche d'âges la moins représentée (3 personnes). Les agriculteurs âgés de plus de 60 ans sont au nombre de 5.

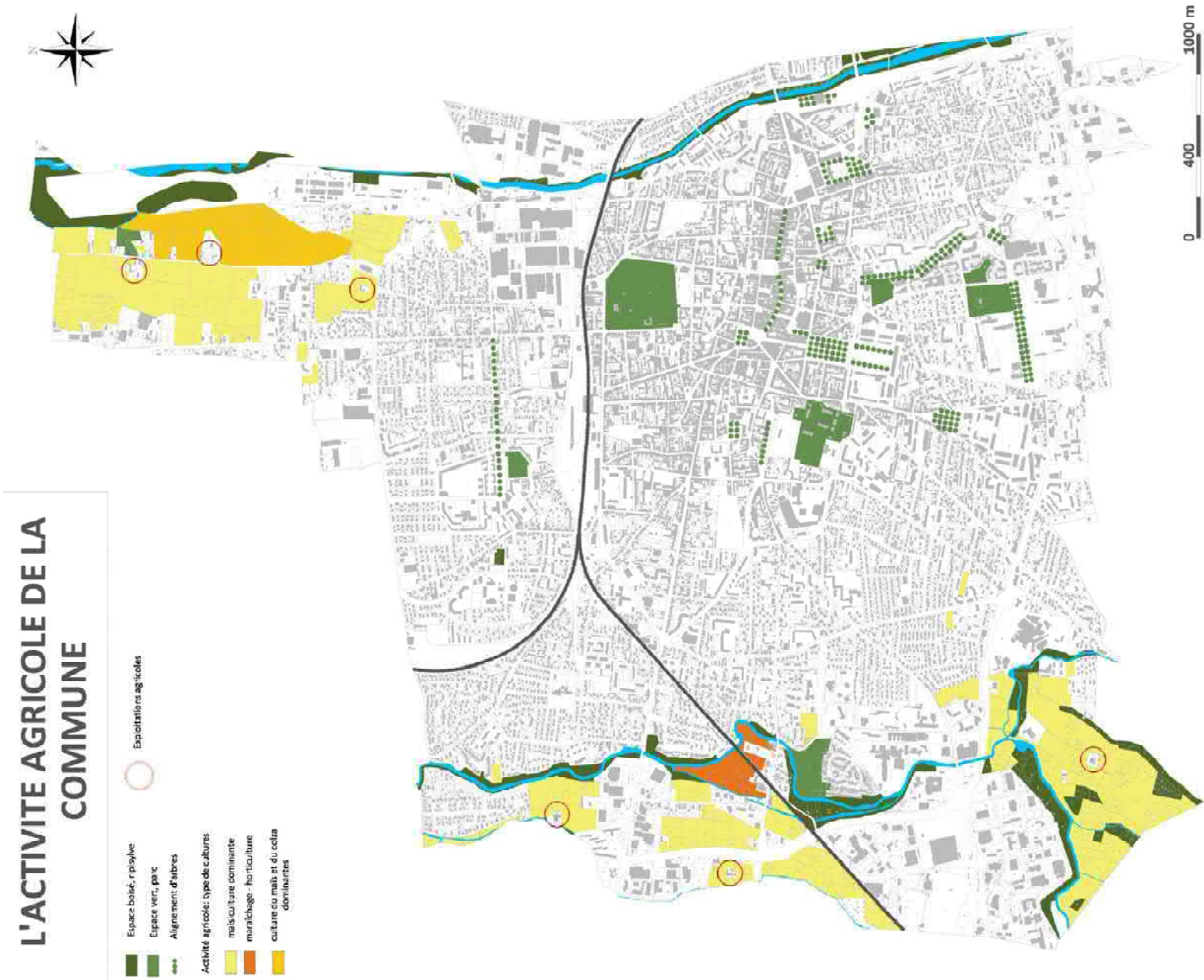
Les chefs d'exploitation de plus de 55 ans sont majoritaires à Tarbes et seulement 10 à 30 % d'entre eux ont déclaré un successeur. Les espaces agricoles sont fragiles du fait de plusieurs facteurs :

- ↳ Un recul du nombre d'exploitations et un recul des surfaces cultivées, notamment du fait des développements urbains de Tarbes ;
- ↳ Une faible part de chefs d'exploitation de 55 ans ou plus déclarent avoir un successeur.

Le taux de reprise des exploitations tarbaises est compris entre 10 et 30 % en 2000. La part des exploitants âgés de 55 ans ou plus et déclarant un successeur ne dépasse pas 30 % sur le territoire communal.

Données 2010 non connue pour cette catégorie





6.8. BILAN

× **SYNTHESE**

- ↳ Une **économie indépendante de la métropole régionale**.
- ↳ Un développement de la compétitivité des entreprises par des parcs d'activités dédiés.
- ↳ Une population active largement employée dans le **secteur tertiaire** (près de 90 % de la population active) ;
- ↳ Un redéploiement des activités industrielles et de constructions dans les communes périphériques ;
- ↳ L'émergence d'un **véritable pôle universitaire** mais encore fragile, notamment au regard des effectifs.

× **ENJEUX**

- ↳ **Piétonniser la rue commerçante du Maréchal Foch** afin de développer son attractivité et de mettre en place un véritable « carré piétonnier de Tarbes » ;
- ↳ **Préserver les espaces agricoles** au Sud-est et Nord-ouest compte tenu des enjeux que représentent les terres agricoles et des forts conflits d'usage qui en découlent ;
- ↳ Achever et permettre la reconversion de l'ancien site de GIAT et rendre son accès perméable avec le centre ville ;
- ↳ **Maintenir le commerce de centre ville** par une réflexion intercommunale sur le développement commercial ;
- ↳ Réhabiliter un habitat accessible aux étudiants en centre ville (en terme de prix et de taille de logements) afin de pérenniser le dynamisme du centre, d'asseoir la place de 2^{ème} site universitaire de Midi-Pyrénées et de répondre à la demande.

7. LES EQUIPEMENTS PUBLICS ET LES SERVICES

La qualité et l'accessibilité du tissu en équipements et en services sont un des enjeux de l'aménagement des territoires, notamment urbains. Cette question revêt une importance stratégique. En effet, au même titre que l'habitat et l'emploi, les équipements et les services à la population sont en quelque sorte le baromètre de la qualité de vie sur un bassin de vie.

Dans ce domaine, trois situations de territoire, suivant leur typologie, peuvent être mise en évidence. Dans un premier temps les territoires ruraux, pour lesquels le tissu d'équipements et de services est relativement réduit. L'enjeu pour ces entités est souvent de valoriser et de conserver les équipements publics toujours présents sur leur territoire (école, services à la personne...). Dans un deuxième temps, les pôles de développement, qui bénéficient d'un niveau d'équipements et de services variés, permettant de répondre aux demandes quotidiennes des habitants. Et enfin, les **pôles urbains** dans lesquels sont généralement regroupés à la fois des équipements de proximité (services à la population, écoles, collèges, équipements sportifs), mais également **des équipements de rayonnement départemental voir régional** (théâtres, médiathèque, institutions, lycées, classes préparatoires, universités, gares multimodales, réseaux de transports en commun...).

Compte tenu de son rôle au sein du département des Hautes-Pyrénées et de sa démographie importante, **Tarbes dispose d'un tissu d'équipements et de services relativement variés**, localisés sur l'intégralité du territoire dont le rayonnement dépasse les frontières administratives de la commune.

7.1. LES EQUIPEMENTS SCOLAIRES

Type d'établissement	Nombre d'établissements Nom	Statut : Privé /Public	Effectif d'élèves
Ecole maternelle	15	Publiques	1400
	4	Privées	340
Ecole primaire	12	Publiques	1950
	4	Privées	690
Collège	CES DESAIX	Public	598
	CES V.HUGO	Public	759
	CES PYRENEES	Public	350
	CES JEANNE D'ARC	Privé	464
	CES ELUARD	Public	536
	CES MASSEY	Public	330
	CES VOLTAIRE	Public	453
	CES LA SEDE	Privé	461
Lycée	THEOPHILE GAUTHIER	Public	1063
	JEAN DUPUIS	Public	855
	LAUTREAMONT	Public	438
	JEANNE D'ARC	Privé	206
	SAINT-PIERRE	Privé	64
	MARIE CURIE	Public	1565
	SIXTE VIGNON	Public	453
	REFFYE	Public	537
	LA SEDE	Privé	352
	CFA	Public	700
Enseignement post-bac	ECOLE NATIONALE DES INGENIEURS	Public	1200
	INSTITUT UNIVERSITAIRE TECHNOLOGIQUE	Public	1500
	STAPS	Public	580
	ECOLE SUPERIEUR D'ART CERAMIQUE	Public	80
	ECOLE D'INFIRMIERES	Public	307
TOTAL	58 établissements	45 publics	18 231
		13 privés	

La commune dispose d'un **tissu d'établissements scolaires important** permettant de répondre à la fois à la demande locale, mais également à des ambitions d'échelles plus importantes.

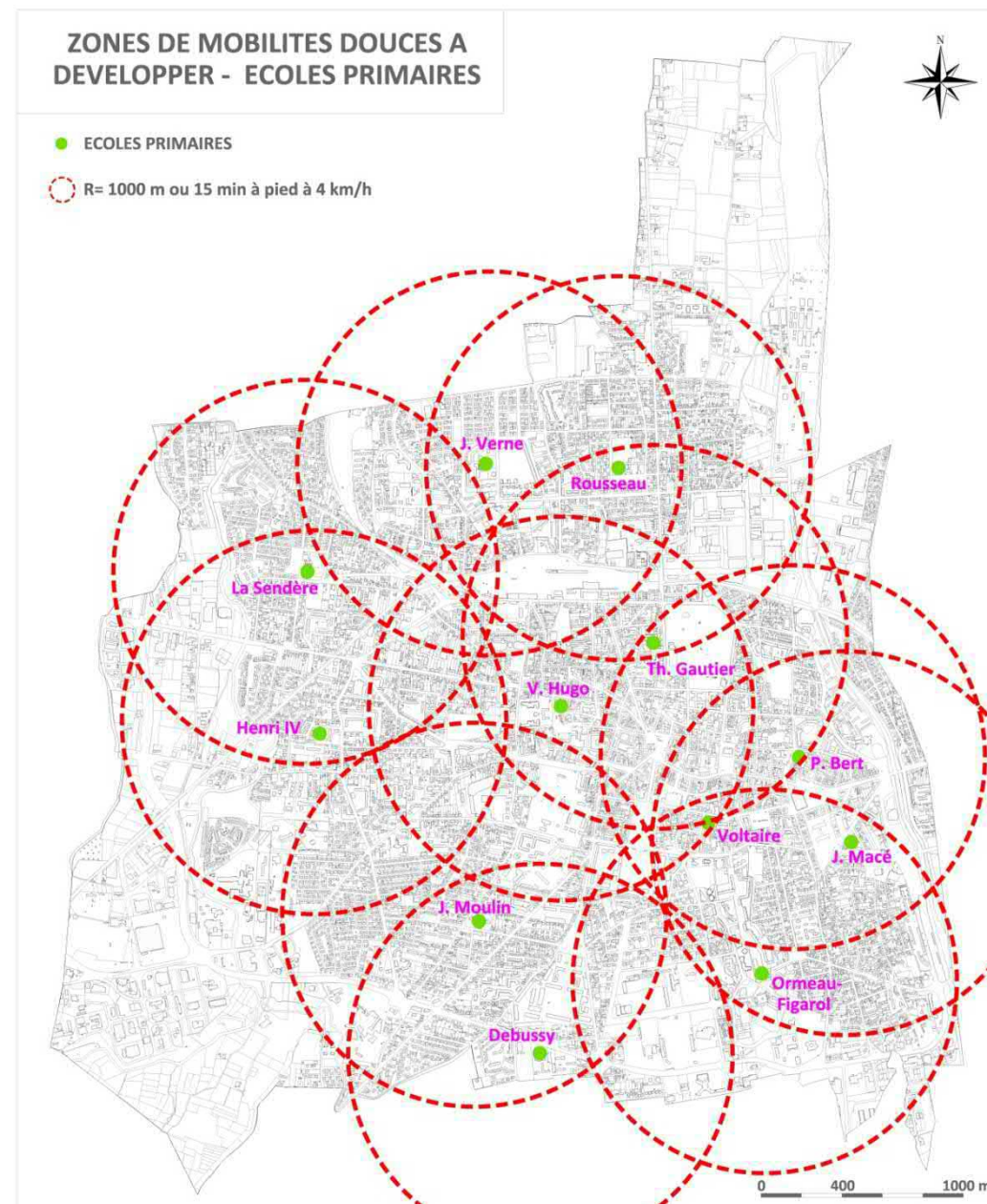
Le tissu scolaire est composé à la fois d'écoles maternelles, primaires, de collèges, de lycées et d'établissements d'enseignement supérieur.

Le **rayonnement de ces différents établissements est fluctuant** suivant leur type (école/enseignement supérieur) mais également suivant les domaines d'enseignements dont ils sont spécialistes. De nombreuses études montrent que les écoles maternelles et primaires accueilleront préférentiellement des enfants de la commune de résidence ou parfois de communes limitrophes tandis que les universités auront un champ d'attractivité départemental, régional voire même national.

Dans l'optique d'une **valorisation des modes doux sur la commune** (piétons notamment – système de pédibus), dans les déplacements domicile – études (primaires et maternelles), il est intéressant de prendre en compte les localisations des différents établissements scolaires, associée à une zone théorique dans laquelle les distances-temps sont acceptables pour être réalisées à pied.

Ainsi, les cartes suivantes mettent en évidence des secteurs dans lesquels, il est possible de réaliser des **déplacements domicile-étude à pied** :

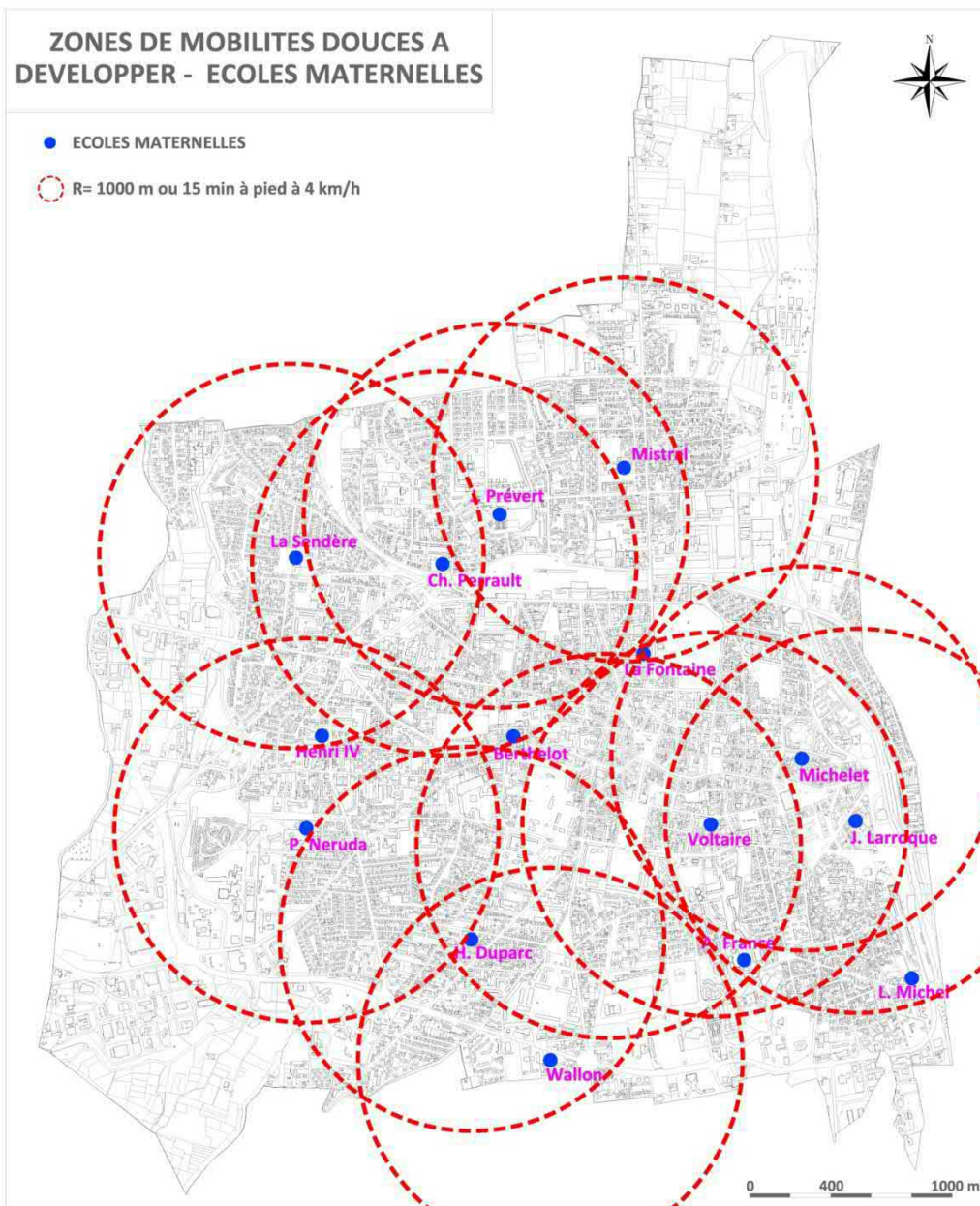
Les données présentées sont issues des données de la rentrée de Septembre 2010. Le nombre d'étudiants en BTS répartis dans les différents lycées est inconnu.



ZONES DE MOBILITES DOUCES A DEVELOPPER - ECOLES MATERNELLES

● ECOLES MATERNELLES

○ R= 1000 m ou 15 min à pied à 4 km/h



Ces deux cartographies présentent les localisations des écoles maternelles et primaires sur la commune de Tarbes. Elles sont localisées de manière homogène sur le territoire. Les **cercles rouges décrivent les rayons de 1km**, autour de chacune des écoles, dans lesquels, des circuits de mobilités douces pour les trajets domicile-écoles des enfants pourraient être mis en place (système de pédibus encadrés par des parents d'élèves).

En ce qui concerne les autres types d'établissement (collèges, lycées, universités), ils sont desservis par les lignes de transports en commun (Alezan, Bus départementaux et bus spécifiques) transitant sur le territoire communal.

- **Le pôle universitaire :**

Les villes moyennes, et plus largement les collectivités situées à la périphérie des métropoles régionales, recherchent de nouvelles modalités de développement économique et social. L'installation de formations universitaires contribue à ce développement et participe au renforcement de l'attractivité de la ville.

Le système universitaire de Midi-Pyrénées présente un caractère monopolaire : les **4 universités de la région sont localisées à Toulouse**.

Dans cette organisation régionale, **Tarbes constitue le premier pôle secondaire de Midi-Pyrénées**, avec **5 000 étudiants** et une réelle identité de pôle technologique. Egalement, de par sa position géographique, Tarbes peut accroître ses opportunités et son réseau, grâce à la proximité des universités paloises et des pays de l'Adour, ainsi que par l'appartenance de son Ecole Nationale d'Ingénieur au réseau national des Instituts Nationaux Polytechniques.

En outre, parmi les sites délocalisés, seul Tarbes s'est doté d'une association fédérant les diverses universités, afin de développer une logique de site.

Le pôle universitaire de Tarbes intègre :

- ↳ **L'Université Paul Sabatier**, avec :

- L'Institut Universitaire de Technologie (IUT) ;
- L'Institut Universitaire Professionnalisé (IUP) ;
- Des licences professionnelles ;
- Des formations continues.

- ↳ **L'Ecole Nationale d'Ingénieurs de Tarbes (ENIT)**, appartenant au réseau des Instituts Nationaux Polytechniques (INP). L'ENIT est raccordé à l'INP de Toulouse, qui est un établissement public d'enseignement supérieur rattaché au Ministère de l'Éducation

Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Il fédère 5 écoles d'ingénieurs, compte 17 laboratoires de recherche, et fait partie des quatre INP de France avec Grenoble, Lorraine et Bordeaux. Au niveau local, l'INP Toulouse est membre fondateur du Pôle de Recherche et d'Enseignement Supérieur (PRES - Université de Toulouse).

- ↳ **L'Université de Pau et des Pays de l'Adour**. Située à la frontière espagnole, l'Université de Pau et des Pays de l'Adour (UPPA) est un réseau de 4 campus, dont celui de Tarbes, qui est le campus des Hautes Pyrénées. Les diplômes décernés à Tarbes sont : Lettres, Arts, Langues, Sciences Humaines et Sociales, Sport (STAPS), Sciences et Technologies.

- ↳ **L'Institut Universitaire de Formation des Maîtres (IUFM)**. L'IUFM est situé dans le domaine Universitaire de Tarbes, où un espace vert permet aux étudiants de se détendre devant l'enceinte.



- ↳ **L'Ecole d'Art des Pyrénées.** Située dans l'enceinte du Jardin Massey, c'est une école d'art habilitée par le ministère de la culture et permettant aux étudiants de préparer des diplômes allant de bac +3 à bac +5. Elle a été créée en mai 2011.



- ↳ **L'Ecole de Gestion et de commerce.** L'EGC Tarbes-Pyrénées est un établissement d'enseignement supérieur (BAC+3) reconnu par l'Etat qui délivre le titre de « Responsable en marketing, commercialisation et gestion » certifié par l'Etat à niveau 2 (BAC+3).



Une **cité Universitaire** est en place au sein du Domaine Universitaire.



7.2. LES EQUIPEMENTS DE SANTE

Tarbes accueille un nombre important de personnel de santé :

- 56 médecins généralistes ;
- 41 kinésithérapeutes ;
- 18 podologues ;
- 56 dentistes ;
- 32 pharmacies ;
- 102 infirmières libérales ou groupées au sein d'un cabinet.

Ce **nombre important de praticiens** permet à la population de bénéficier d'un **service médical de qualité** au sein même de la commune.

Le **Centre Hospitalier de Bigorre**, présent en deux sites de la ville (La Gespe et Ayguerote), assure le service hospitalier dans la majeure partie des spécialités médicales (cancérologie, soins palliatifs, périnatalité, hématologie, biovigilance, infectiologie...) à l'échelle du département des Hautes-Pyrénées. Un service d'Urgences assure les soins 24h/24h à la population. L'Unité d'Ayguerote propose au sein de son service gériatrique des places en maisons de retraite, ainsi que des services de soin de suite, de réadaptation et des unités de soins longue durée. Un projet de déplacement de cet équipement est en cours d'études. Ce projet sera bien évidemment intégré dans les réflexions du PLU.

Une **Clinique privée** est également en activité sur le territoire. Il s'agit de la **Polyclinique de l'Ormeau**. Elle est basée sur deux sites de la ville, Boulevard du 8 mai et Chemin de l'Ormeau, tout deux au sein du centre-ville.

Enfin, un **centre médicopsychiatrique** spécialisé pour les enfants et les adolescents a été recensé sur la commune. Il est situé en plein cœur du centre-ville.



7.3. EQUIPEMENTS SOCIO-EDUCATIFS

La commune de Tarbes dispose de plusieurs services municipaux dans le domaine socio-éducatif. La municipalité a mis en place un réseau de **4 crèches** accessibles à l'ensemble de la population. Chacun de ces établissements a un projet de vie autour duquel est organisé l'accueil de l'enfant. Les parents contribuent à l'élaboration de ces projets qui privilégient le bien-être de l'enfant tout en assurant son développement personnel, psychomoteur et affectif. Cette démarche d'écoute des parents est renforcée par l'atelier de Geppetto, lieu d'accueil parents-enfants, ouvert à tous, y compris à ceux qui n'ont pas recours aux services des crèches.

Plusieurs formules y sont proposées :

- Accueil régulier : garde de l'enfant 3,4 ou 5 jours par semaine. Cette formule est accessible aux Tarbais ;
- Accueil occasionnel : garde de l'enfant 2 heures, une demi-journée, une journée. Accessible à tous, Tarbais ou non.

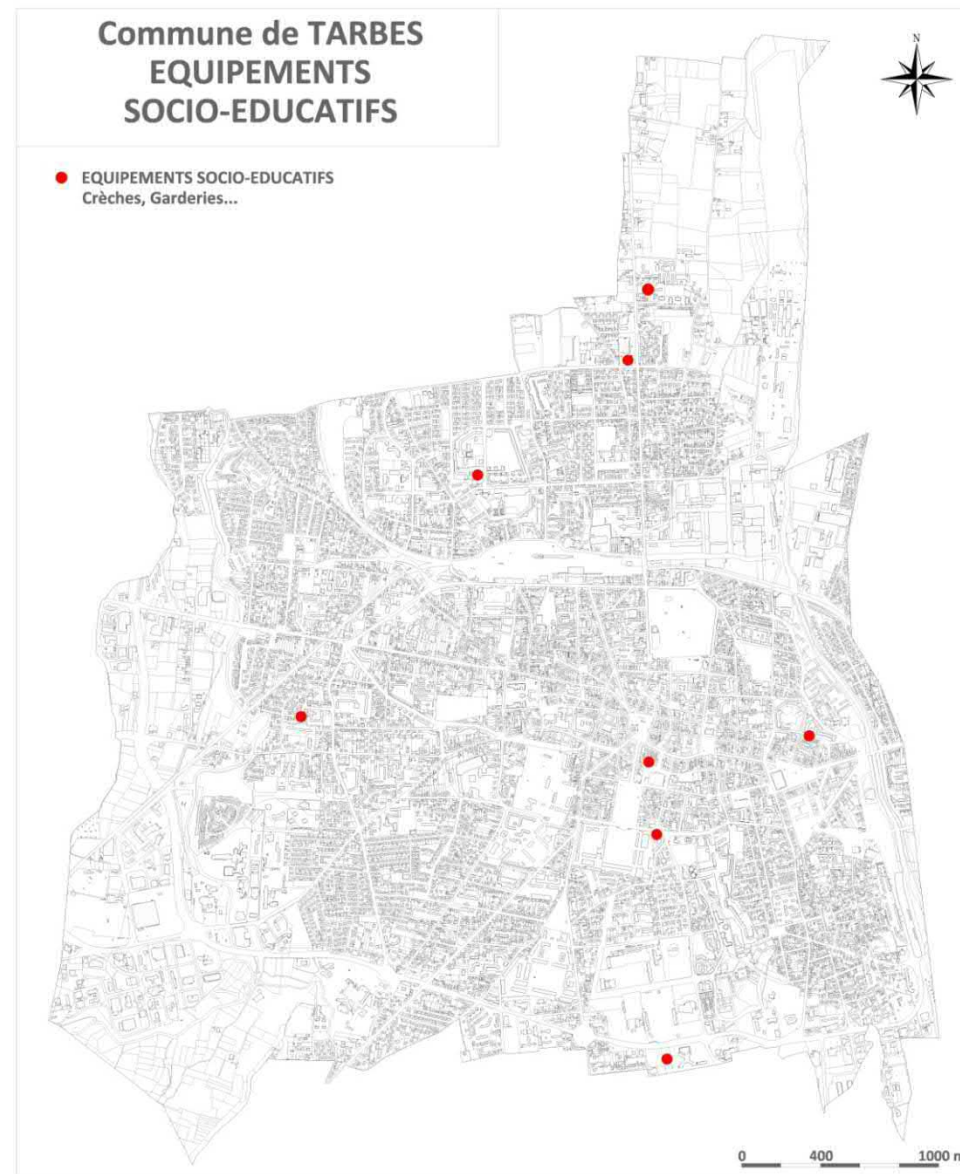
Les **capacités d'accueil** de chacune de ces crèches sont les suivantes :

- « La Goutte de Lait » : 48 places
- « Jean-Jacques Rousseau » : 42 places
- « Crayons de couleurs » : 52 enfants
- « Les poussins du Marché » : 20 places

Par ailleurs, **deux crèches non municipales** sont présentes sur le territoire. Il s'agit de la crèche « Arc en ciel » mise en place par la Caisse d'Allocation Familiale (65 enfants) et de la crèche associative « Gribouille » (13 enfants).

Enfin, la commune accueille également un **foyer de jeunes travailleurs**. Ce dernier dispose d'une gamme de logements meublés répartie en trois types de chambres :

- 43 chambres type T1 ;
- 7 chambres type T1' (studette) ;
- 31 chambres simples et 16 chambres 2 ou 4 lits.



7.4. EQUIPEMENTS SOCIOCULTURELS

Le tissu d'équipements socioculturels sur la commune offre des activités à la fois dans le domaine du cinéma, du théâtre, de la musique et des lettres.

Trois musées de taille importante sont localisés au sein du centre ancien de la commune. Il s'agit des organisations suivantes :

- ✦ Le **Musée Massey** a ouvert ses portes depuis avril 2012, après une période de rénovation et de renouvellement des collections. Ce musée est situé au cœur d'un magnifique jardin botanique créé par Placide Massey, Directeur des pépinières du Trianon et du potager de la Reine à Versailles. Placide Massey décida, pour sa retraite, de se faire construire une villa sur des terrains achetés à Tarbes où il avait déjà aménagé un parc planté d'essences rares. A sa mort en 1853, il lègue à la ville une partie de ses propriétés : un jardin exceptionnel et le chantier inachevé d'un musée, bâtiment de style oriental, dominé par une tour d'observation sur les Pyrénées, œuvre de l'architecte Jean-Jacques Latour. En 2005, le projet de rénovation a été confié à l'équipe d'architectes Dubois et Associés. Les travaux, débutés en 2009 se sont achevés fin 2011. Deux expositions permanentes y seront présentées : la collection internationale des Hussards (constituée depuis 1955 par l'ancien Conservateur, Marcel Boulin, et dont la richesse lui permet une reconnaissance internationale) et une collection Beaux-arts (instituée par un amateur d'Art, Achille Jubinal, au XIX^e siècle).



- ✦ Le **Musée de la Résistance** a été créé par les 18 associations locales des Anciens Combattants, Résistants ou Déportés. Ce musée inauguré en 1989 est aujourd'hui une institution municipale. Les collections rassemblent, dans une ancienne école, les souvenirs conservés et collectés par les protagonistes eux-mêmes. Lieu de mémoire, cette institution demeure sensible par les thèmes abordés, la résistance et la déportation, et surtout par la présence active des témoins de cette histoire. Le musée se propose aujourd'hui de poursuivre et développer les missions que s'étaient fixées les fondateurs :
 - Faire connaître aux générations présentes et futures les actions menées par la Résistance et le drame de la Déportation ;

- Conserver la mémoire de ceux qui ont par leur sacrifice contribué à la Liberté ;
- Développer un centre d'étude et de documentation.

↳ La **Maison Natale du Maréchal Foch** est située au cœur de la ville de Tarbes, dans le quartier historique, près de la Cathédrale de la Sède. **Classée Monument Historique** en 1938, cette maison est devenue un musée en 1951. Le 1^{er} mars 2008, elle a fait l'objet d'un transfert de propriété de l'Etat à la ville de Tarbes. Maison bigourdane du XVIII^{ème} siècle, elle possède un intérêt architectural particulier : galerie extérieure à balustres et lambrequins et fenêtres à encadrement de marbre. A l'intérieur, on y découvre un bel escalier en bois sculpté imitant les ferronneries du XVII^{ème} siècle.



Par ailleurs, les habitants disposent d'une **Médiathèque (Louis Aragon)** implantée sur deux sites. Le bâtiment principal est localisé au niveau de la rue André Fourcade et une annexe, avenue Saint-Exupéry. Cet équipement est aujourd'hui géré par la **Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes**. Il dispose d'un fond d'ouvrage important :

- 23 000 livres pour adultes ;
- 17 000 livres pour la jeunesse ;
- Une discothèque de plus de 6 000 CD ;
- Une salle de lecture et de documentation ;
- Un fond ancien, local et précieux comptant 50 000 documents.

De plus, la commune de Tarbes accueille le **Conservatoire à rayonnement départemental Henry Duparc**. Cette **Ecole Nationale de Musique et de Danse** accueille 850 élèves dont 150 adultes dans 45 salles de cours. Les études proposées sont établies sur 4 cycles selon un cursus offrant des orientations qui répondent aux motivations et dispositions des élèves. Compétence de la Communauté d'Agglomération, le Conservatoire est un service public d'éducation artistique.

Par ailleurs, pour compléter ce tissu d'équipements socioculturels, la commune bénéficie également de **plusieurs salles de spectacles** :

↳ Le **Carmel** : à l'initiative de la mairie de Tarbes, la chapelle de l'ancien Carmel est devenue aujourd'hui, un lieu d'expositions important de Tarbes. Le Carmel de Tarbes a été fondé en 1870. Les carmélites ont bâti ainsi leur vaste monastère dans un quartier de la ville où l'urbanisation commençait à peine sur une propriété qui s'étendait au nord du canal oriental (actuelle rue Georges Magnoac). En 1988, le Carmel a été transféré à Laloubère. Divers éléments de l'Ancien Carmel de Tarbes y ont été entreposés, notamment les cloches, les vitraux de la Chapelle, les statues, les stalles du chœur. Ouverte toute l'année, la salle de 200 m² permet l'exposition d'œuvres de grands peintres tels que :

Juan Miro, Pierre Soulages, Alberto Giacometti... ainsi que des artistes contemporains régionaux de qualité.



Depuis 2003, la structure "**Tarbes en Scènes**" regroupe les trois salles de spectacle municipales :

- ✎ Le **Théâtre des Nouveautés** a été construit en 1885, restauré et rouvert au public en 1983 puis entièrement réhabilité en 2012. Ce théâtre à l'Italienne avec son encorbellement, un parterre et trois balcons, dispose d'une scène classique (16 m de longueur et 10 m de profondeur avec le proscenium) et d'une fosse d'orchestre. Le plafond en voûte de la salle de spectacle a été habillé d'une fresque montrant Bacchus dans toute sa splendeur. Son hall d'entrée avec ses frises, ses statues en bronze et ses cariatides, son foyer « Yvette Horner », petite réplique du foyer de l'Opéra Garnier, dispose de décorations picturales des muses du XVIII^{ème} siècle (poses alanguies et à la chair rosée au milieu des feuillages). La salle avec ses 600 places et son équipement phonique et technique font de ce théâtre un lieu de choix au cœur de la ville de Tarbes.

- ✎ Le **Pari** : cinéma très fréquenté par le public tarbais pendant plusieurs décennies, Le Pari a vécu sa dernière séance, au milieu des années 90. Laissé à l'abandon, il a été racheté par la municipalité en 2001. Ce bâtiment après un an et demi de travaux et une rénovation scénographique importante, a rouvert ses portes sous la forme d'un espace culturel, en février 2004. Destiné exclusivement à la création contemporaine et aux spectacles vivants, le Pari accueille des artistes ou groupes d'artistes, en plein centre-ville, leur offrant un lieu où peuvent s'exprimer tous les aspects de la création (danse, musique, théâtre). Les artistes y séjournent pendant plusieurs semaines, cherchent, répètent et livrent au public le fruit de leur travail.



↳ La **GESPE** est une salle de musiques actuelles. Il s'agit d'un lieu de promotion et de diffusion des musiques actuelles qui puisse répondre à une forte demande des artistes locaux en termes d'accompagnement et d'hébergement (résidences, répétitions). En 2000, la structure est labellisée **Scène de Musiques Actuelles (SMAC)** autour d'un projet d'accompagnement des pratiques amateurs et professionnelles, de sensibilisation des publics, de diffusion, de découverte et de soutien aux talents émergents. Ce bâtiment est composé de plusieurs salles :

- Un studio d'enregistrement : uniquement réservé aux artistes en accompagnement à la Gespe ;
- Une salle de concert : 700 places debout et 150 places en balcon, 1 loge salle bibliothèque pour 15 personnes ;
- Des salles de répétition ;
- Des bureaux ;
- Un bar.



Un **cinéma MEGA CGR** est venu s'installer sur la commune. Il est constitué de 11 salles dont la taille varie de 100 à 550 places et sa capacité d'accueil est de 2 041 fauteuils. Toutes les salles peuvent projeter des films en 35 mm, des films numériques et des films en 3D. Le multiplexe peut également diffuser en direct des rencontres sportives, des concerts, de l'opéra.

↳ **Le Chaudron** : Ouvert sur le site de l'Arsenal depuis le 26 octobre 2012, Le Chaudron rassemble des artistes professionnels et amateurs autour d'une vision interdisciplinaire de l'art, qui associe théâtre, musique, danse, cirque et arts plastiques. Grâce à l'association entre des partenaires privés et la mairie de Tarbes, qui voulait justement faire de l'Arsenal un nouveau centre d'activités tourné vers les loisirs, le Chaudron a vu le jour après deux années d'efforts. Il abrite notamment la Compagnie du théâtre du Jeu, compagnie tarbaise comptant plus de vingt ans d'existence.

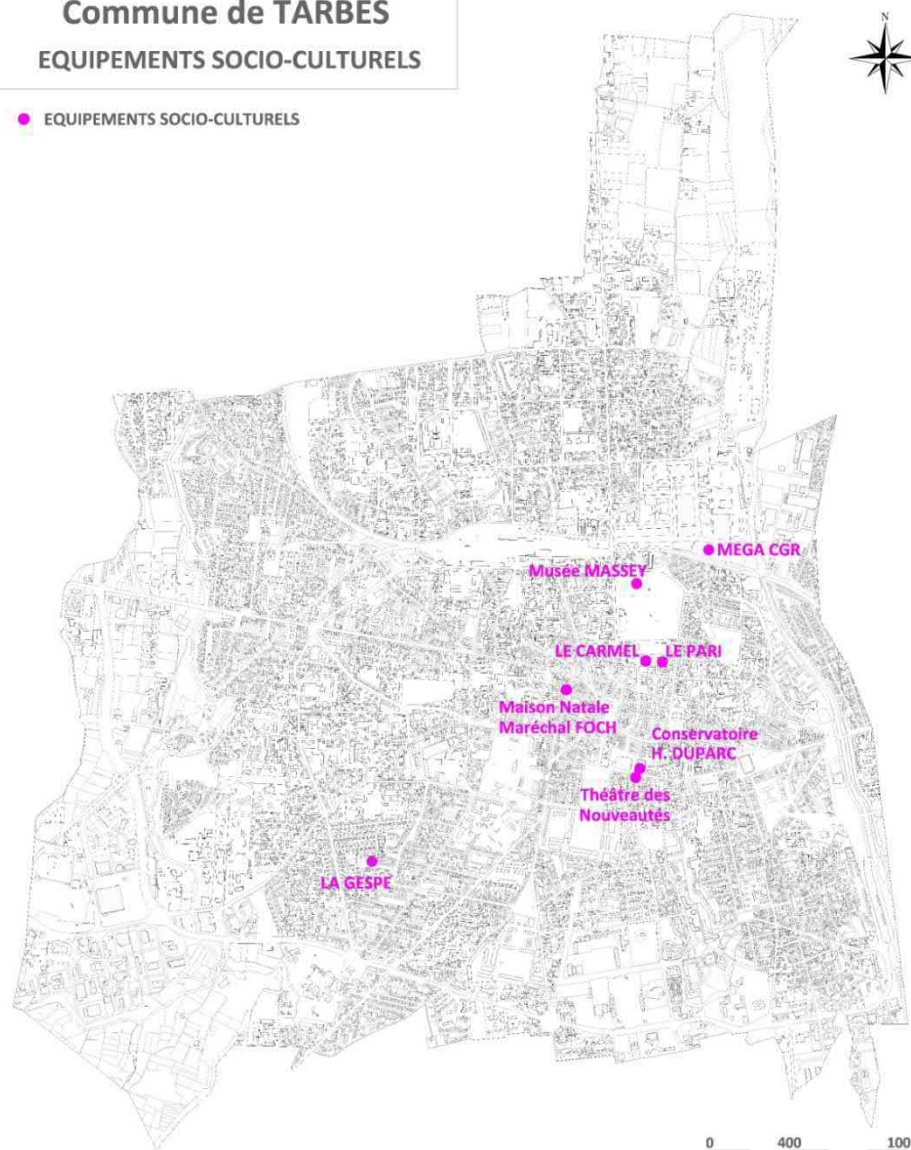
↳ Le Conservatoire à Rayonnement Départemental Henry Duparc regroupe plusieurs fonctions :

- ✓ **Service public d'éducation artistique**, le Conservatoire, accessible au plus grand nombre, constitue un pôle de ressources et de formations artistiques autour de la musique et de la danse - en partenariat avec l'Education Nationale - et assure une continuité de recherche dans ce domaine.
- ✓ **Etablissement artistique**, il accompagne les pratiques et la diffusion des œuvres écrites ou de tradition orale dans de nombreux domaines esthétiques et en particulier dans celles de création par l'accueil en résidence de compositeurs et d'interprètes.
- ✓ **Etablissement pédagogique**, il dispense une formation dès l'âge de 4 ans jusqu'à la formation pré professionnelle, assure un suivi par la formation continue dans la vie active et prépare aux concours de l'enseignement supérieur.
- ✓ **Etablissement culturel**, il développe sa vocation à répondre, seul ou en partenariat avec d'autres institutions, à une demande diversifiée et sans cesse renouvelée des pratiques artistiques tant amateurs que professionnelles par l'organisation de nombreux spectacles, concerts, conférences ou auditions.

Commune de TARBES

EQUIPEMENTS SOCIO-CULTURELS

● EQUIPEMENTS SOCIO-CULTURELS



Enfin au niveau intercommunal, un équipement de rayonnement national est également présent. **Le Parvis**, simple centre culturel dans les années 70, est devenu un centre de développement culturel dans les années 80 et depuis les années 90, **une scène nationale**. Cet établissement culturel pluridisciplinaire (théâtre, musique, danse, cirque) est intégré au réseau des 70 scènes nationales installées sur le territoire français. Il s'affirme depuis plus de 30 ans comme un lieu de référence nationale pour la création et la diffusion artistique. La programmation de la scène nationale comprend plus de 80 spectacles, tout public et jeune public. Elle se déroule essentiellement dans la salle du Parvis, à Ibos, près de Tarbes, mais également à Tarbes, notamment au Théâtre des Nouveautés, dans l'agglomération tarbaise et sur le département des Hautes-Pyrénées. Le Parvis, est également un centre d'art contemporain, une galerie photographique, et un réseau de 15 cinémas implantés dans de petites villes ou en milieu rural. Différentes salles composent cet équipement majeur :

- Une salle de spectacle de 750 places assises ;
- Un centre d'art contemporain et une galerie photographique ;
- Une salle de cinéma classée Art et Essai, labellisée Jeune Public, Recherche & Découverte, Patrimoine & Répertoire.

Au regard de ce panel d'équipements socioculturels, la commune de Tarbes dispose d'une **offre très complète dans le domaine**. La municipalité s'est fortement investie dans cette politique et valorise fortement les innovations et la création artistique.

7.5. LES EQUIPEMENTS SPORTIFS

Le territoire tarbais est fortement marqué par une **tradition sportive historique** (pratique équestre, rugby, tennis, basketball, athlétisme, escrime, pelotari...). Le nombre d'équipements dans ce domaine est assez conséquent. En outre, la reconnaissance des équipes tarbaises dans différents disciplines s'effectue au niveau national. En termes d'infrastructures sportives, la commune dispose :

- ↳ **1 haras national : classé Monument Historique**, le Haras de Tarbes et ses somptueuses écuries ont été créées en 1806 par Napoléon. Le Haras constitue un ensemble remarquable. Tous les bâtiments portent les marques des styles empire à la beauté sobre et classique, le tout dans un parc arboré d'essences plus que centenaires. Sa sellerie d'honneur, son musée, ses écuries..... Ils possèdent également une sellerie d'honneur ainsi qu'un musée. Destiné autrefois à produire des montures pour la cavalerie, le Haras National de Tarbes, aujourd'hui établissement public, est une agence spécialisée dans le développement de la filière équestre. Chaque année le site reçoit de nombreuses épreuves équestres nationales. Des concours toutes disciplines sont organisés : le saut d'obstacle, l'attelage, l'élevage. Enfin, tous les ans au mois de juillet, le Haras National de Tarbes accueille le plus grand festival de la création équestre d'Europe, le festival EQUESTRIA. Dédié aux spectacles équestres, il attire chaque été près de 45.000 festivaliers.



- ↪ 3 stades dont le **stade de rugby Maurice Trélut** qui accueille le Tarbes Pyrénées Rugby (actuellement dans le championnat de Pro D2) ;
- ↪ 15 terrains de grands-jeux ;
- ↪ 1 piste synthétique ;
- ↪ 1 palais des sports ;
- ↪ 1 salle de gymnastique ;
- ↪ 8 gymnases ;
- ↪ 1 salle de judo ;
- ↪ 3 murs d'escalades ;
- ↪ 1 vélodrome ;
- ↪ 1 stand de tir ;
- ↪ 1 boulodrome ;
- ↪ 1 bassin de canoë kayak ;
- ↪ 10 terrains de tennis. La commune de Tarbes accueille un tournoi international de tennis pour les 12-14 ans : **les Petits As**. Depuis 29 ans, la Mairie est partenaire de ce prestigieux tournoi qui a vu passer les meilleurs joueurs de la planète ;
- ↪ 1 complexe de pelote basque ;
- ↪ 1 espace free style.
- ↪ Les équipements sportifs de l'Université Paul Sabathier (section STAPS).



- Le Tour des Pyrénées Cycliste ;
- Le Lourdes/Tarbes ;
- L'escrime.

Une aide accrue est apportée à ces manifestations grâce à la coordination des services techniques municipaux, de l'Office de Tourisme et de l'Office Municipal des Sports, maître d'œuvre pour la mise à disposition de personnel et d'un corps de bénévoles.

La commune de Tarbes est fortement investie dans le domaine sportif notamment au travers des différentes installations, mais également au travers d'une **politique de valorisation du sport sur le territoire**.

Le projet de Salle Indoor Multisports sur le site de l'Arsenal :

Le bâtiment 313 de l'Arsenal va accueillir une salle multisports. Des terrains de volley, de basket, de handball, de tennis, de foot en salle, un mur d'escalade de 18 m de haut et des pistes d'athlétisme indoor seront aménagés sur une surface de 11.000 m². Sur la partie sud du bâtiment, seront aménagés des vestiaires au rez-de-chaussée et des salles pour les sports de combat à l'étage. 1 Md'€ ont été inscrit au budget de 2012 du Grand Tarbes afin de financer les aménagements intérieurs du bâtiment. Cet équipement ne sera pas exclusivement consacré aux entraînements des clubs sportifs, il pourra aussi accueillir des compétitions régionales et nationales. Au regard de l'engouement suscité par ce projet et des nombreuses demandes des clubs de l'Agglomération, la pertinence de cet équipement en plein cœur du territoire prend tout son sens.

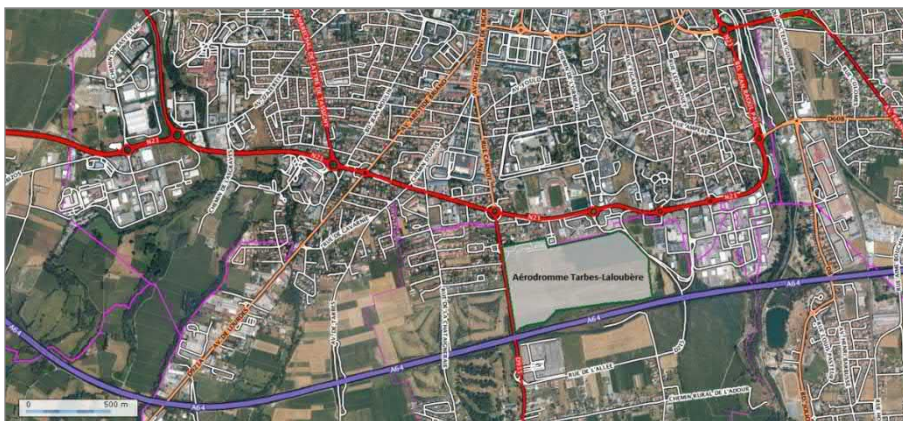
Grâce à ce panel d'installations sportives, la commune de Tarbes a la possibilité d'accueillir des **manifestations majeures**. Il est possible de citer par exemple :

- Les Petits As ;
- Les Nautiques de Tarbes ;
- Le Sabre d'Or ;
- Le Tournoi du Tarbes Pyrénées Football ;
- Le semi-marathon Bagnères/Tarbes ;
- Les 10 jours de pétanque ;
- Le Top des Petits Grimpeurs ;



📍 L'Aérodrome de Laloubère

La commune de Tarbes est propriétaire d'une partie du foncier de l'**Aérodrome de Laloubère**. Situé en dehors des limites administratives de la commune, cet aérodrome accueille de nombreuses associations et activités autour de l'aviation et de l'aéromodélisme.



A proximité de l'A64 et encadré par le Boulevard du 8 mai et l'Avenue des Pyrénées, cet équipement est facilement accessible depuis le centre-ville. D'une superficie de 37 ha, l'aérodrome est pourvu de bâtiment de stockage de petits avions, d'hélicoptères et de planeurs.

Des associations utilisent quotidiennement ces installations :

- L'Aéroclub de Bigorre qui officie dans la promotion de l'aviation sportive et de loisir, notamment autour de formations de pilotes privés, des baptêmes de l'air et des voyages. Cette association assure également des formations à l'attention des collégiens et des lycéens pour la préparation du Brevet d'Initiation aéronautique ;

- L'association Vélivole de Tarbes pour des baptêmes et l'apprentissage du pilotage en planeur ;
- Le Centre Ecole de Parachutisme de Bigorre : association spécialisée dans le parachutisme sportif et de loisir. Elle a permis la réalisation de 3 200 sauts dont 200 en tandems ;
- L'Association d'aéromodélisme Tarbes-Bigorre qui organise des manifestations pour les passionnés de constructions d'avions en modèles réduits ;
- L'association Tarbaise de Constructeurs Amateur d'Aéronefs qui regroupe les pilotes-constructeurs de leurs propres avions. L'aérodrome offre des infrastructures permettant de tester ces machines.



7.6. LES SERVICES PUBLICS

En tant que **Chef-lieu de département**, les équipements de Tarbes en matière de **services publics sont très variés**. La commune dispose d'une Mairie et d'une Mairie annexe. Les services du Conseil Général sont implantés sur deux sites, au niveau du centre-ville. La Préfecture de département est située, Place du Général de Gaulle, à proximité immédiate de la Cathédrale Notre Dame de la Sède.



Dans le domaine de la sécurité, **deux brigades de gendarmeries sont présentes sur le territoire**. Tarbes accueille également un **Commissariat de Police**, Rue Clémenceau, ainsi que son bureau annexe, Avenue de la Libération. Afin d'assurer un service de sécurité de proximité auprès de la population, la municipalité a mis en place un service de Police municipale

mais également un système de vidéo protection au sein et aux abords des espaces publics.

Par ailleurs, concernant les équipements de justice, un **Tribunal de Grande Instance et un Tribunal de Commerce** sont implantés dans la rue du Maréchal Foch. Le **Conseil des Prud'hommes** est quant à lui situé Rue Eugène Ténnot. Le **Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale** est localisé Rue Soult. Tous les services associés



à ces différents tribunaux sont présents sur le territoire communal : Sauvegarde de l'Enfance, Direction de la protection judiciaire de la jeunesse... Une Maison d'Arrêt est toujours active sur la commune, elle peut détenir 69 prévenus.

Enfin, dans le domaine du développement touristique, un **Office de Tourisme** situé rue du Cours Gambetta assure l'accueil des visiteurs et la promotion de la ville de Tarbes et de ses alentours. Une annexe de l'office de tourisme sera prochainement installée face à la Mairie.

L'OCAST (Office du Commerce, de l'Artisanat et des Services de Tarbes, créé le 9 décembre 2009, à l'initiative de la Mairie de Tarbes et de la C.C.I.) est installé dans le même bâtiment que l'Office du Tourisme. **Réunissant l'ensemble des acteurs publics et privé intéressés par la démarche de gestion de centre-ville, son objet est d'initier un dialogue et une coopération constructive entre ces derniers afin de développer des actions de promotion et d'animation visant à renforcer l'attraction et l'image du commerce, de l'artisanat et des services de la ville de Tarbes.**

7.7. LES EQUIPEMENTS MILITAIRES

Durant la guerre franco-allemande de 1870, Jean-Baptiste Verchère de Reffye établit, dans l'ancien magasin des tabacs, à Tarbes un atelier de construction d'artillerie communément dénommé « **Arsenal** ». On y produisit pour l'armement militaire jusqu'en 2006. Le site se tourne aujourd'hui vers les activités tertiaires. L'ancien magasin des tabacs abrite les Archives Municipales et les réserves du musée Massey.

Le développement des quartiers Larrey, Soult et Reffye voit l'affirmation de la vocation militaire de Tarbes au cours du XIX^{ème} et XX^{ème} siècle. Plusieurs casernes y sont édifiées. En ce qui concerne la caserne Larrey (1825), la majesté du bâtiment central, long de 150 mètres et flanqué de deux avant-corps latéraux, est renforcée par l'existence d'une cour d'honneur accessible depuis un portail encadré de deux pavillons d'inspiration néoclassique. L'ensemble se trouve dans l'axe des martiales allées Leclerc qui concentrent des monuments commémoratifs dont la monumentale statue équestre du Maréchal Foch, érigée en 1935.

Aujourd'hui, deux casernes sont toujours occupées sur la commune. Il s'agit des groupements du **1^{er} Régiment des Hussards Parachutistes (Caserne Larrey)** et du **35^{ème} Régiment des Artilleurs parachutistes**. Certains immeubles du quartier Larrey sont classés au titre des Monuments Historiques.



7.8. LES EQUIPEMENTS RELIGIEUX

La commune possède un **nombre important d'édifices religieux**. Ainsi, **14 édifices religieux catholiques** sont recensés sur le territoire, ainsi qu'un **temple protestant et une mosquée**. Quelques éléments peuvent être précisés concernant certains monuments religieux remarquables de la commune.

- ✎ Adossée à l'ancien palais épiscopal devenu préfecture, la **Cathédrale Notre-Dame-de-la-Sède** comporte une façade classique datant du XVII^{ème} siècle. On peut y voir encore le plafond peint par Henri Borde et le testament de Louis XVI gravé dans l'oratoire.
- ✎ Plus excentrée encore vis-à-vis du centre-ville en direction de Pau ou Ibos, se situe non loin l'**église Sainte-Anne**.
- ✎ L'**église Saint-Jean-Baptiste**, communément dénommée église Saint-Jean, se situe elle, au cœur du centre commerçant, à cheval entre la rue Brauhauban et la rue Maréchal Foch. Plusieurs fois dévastée lors des guerres de religion, sa structure, datant du XV^{ème} siècle, reste marquée par le courant gothique méridional. L'église abrite un orgue remarquable ainsi que de nombreuses chapelles baroques.
- ✎ De style gothique languedocien, l'**église Sainte-Thérèse** fait face aux halles et à la place Marcadieu. Elle abrite un superbe orgue, de belles boiseries, des statues baroques et des peintures de Lagarrigue.



- ↪ L'**église Saint-Antoine** est quant à elle située à proximité du site de l'Arsenal. Elle est à lier au passé ouvrier de cette paroisse où œuvrent des franciscains conventuels.
- ↪ L'**église Saint-Martin**, l'**église Sainte-Bernadette** et l'**église Saint-Vincent-de-Paul**, de forme pyramidale, tranchent par leur architecture contemporaine de modèle classique associé à la religion et de la morphologie urbaine les entourant.
- ↪ Fondée en 1986, l'**église orthodoxe serbe Notre-Dame Source de Vie** est ornée de peintures murales.
- ↪ En 2005, a été déposée la première pierre de la mosquée **Omar ibn al-Khattâb**. Elle est aujourd'hui en fonctionnement.

7.9. LES EQUIPEMENTS COMMERCIAUX SPECIFIQUES

La commune de Tarbes est empreinte de la tradition des grandes agglomérations dans le domaine des **marchés couverts**. Deux bâtiments remarquables accueillent des marchés, des foires et des manifestations : la **Halle Brauhauban** et la **Halle Marcadieu**. Ces infrastructures commerciales marquent fortement le paysage urbain de la commune. En outre, il s'agit, notamment pour la Halle Marcadieu, de lieux chargés d'histoires.

- ↪ La **Halle Brauhauban**, a été réalisée dans l'optique d'un accueil quotidien d'artisans, de producteurs, de primeurs et de vendeurs de produits du marché. Chaque jour, une quarantaine d'étals proposent des produits frais, des fruits et légumes du terroir, des poissons de la criée du jour, ou de la viande d'éleveur de la région. Une rénovation commerciale et architecturale de cette halle a eu lieu. Auparavant mal agencée et largement inoccupée, la halle a subi des travaux de réaménagement en répondant à la triple ambition de pérenniser le marché et le carreau, de redynamiser le commerce de centre-ville et d'embellir Tarbes. Ainsi modernisée, la Halle Brauhauban offre à tous les Tarbais un équipement permanent de distribution alimentaire et de services

de proximité, de compléter et de conforter l'offre de commerces en centre-ville en accueillant des activités inexistantes ou insuffisamment représentées.



- ↪ Construite à la fin du XIX^{ème} siècle (de 1880 à 1883) la **Halle Marcadieu** à l'architecture métallique, type Baltar, est un joyau en centre-ville. Cette Halle quadrilatère, de 80 mètres du nord au sud et 50 mètres d'est en ouest (4000 m²) garde aujourd'hui toute son architecture initiale tout en se conformant aux normes actuelles de sécurité. Le Cabinet d'architecture Tarbais Laforgue – Larrondo est parti des plans d'archives et a tout redessiné, en référence au bâtiment initial, dans le but d'une remise en état contemporaine des lieux sans oublier l'usage principal : le marché.

7.10. LES SERVICES A LA PERSONNE

Dans l'optique d'une amélioration de la qualité de vie, du maintien à domicile des personnes âgées et d'aide aux plus démunis, la commune de Tarbes a mis en place un **ensemble de services à la population dans le domaine alimentaire, des activités ou encore du logement**.

En effet, différents services porté par la municipalité, le centre communal d'action social ou la Communauté d'Agglomération sont accessibles à la population. Il s'agit :

- ✚ D'un **service de portage de repas à domicile**. Il représente 270 repas par jour environ. Ce service s'adresse aux Tarbais retraités, âgés de plus de 60 ans ou aux personnes handicapées, dans l'impossibilité de se préparer les repas et de se déplacer ;
- ✚ D'un **système de téléalarme** afin de faciliter le maintien à domicile des personnes âgées ou convalescentes ;
- ✚ De **spectacles et d'animations** à l'attention des seniors ;
- ✚ D'une épicerie sociale ;
- ✚ D'un service d'aide alimentaire et financière pour les plus démunis ;
- ✚ De **maisons de retraite** ;
- ✚ D'un **foyer logements pour personnes âgées**. Cet établissement, composé de deux bâtiments, propose aux plus de 60 ans, seuls ou en couple, 84 studios, loués vides, d'une superficie de 22 à 28m². Tous les studios sont pourvus d'une kitchenette et d'une salle de bain équipée ;
- ✚ D'un foyer restaurant « Josette Soulier ». Ouvert du lundi au samedi, le restaurant accueille pour le déjeuner les seniors, les personnes handicapées, mais aussi les personnes seules qui souhaitent à un moment donné, rompre leur solitude, que ce soit de manière ponctuelle, régulière ou permanente.

La politique sociale de la municipalité permet l'amélioration du quotidien des tarbais et tarbaises les plus fragiles

7.11. LES EQUIPEMENTS D'INFRASTRUCTURES

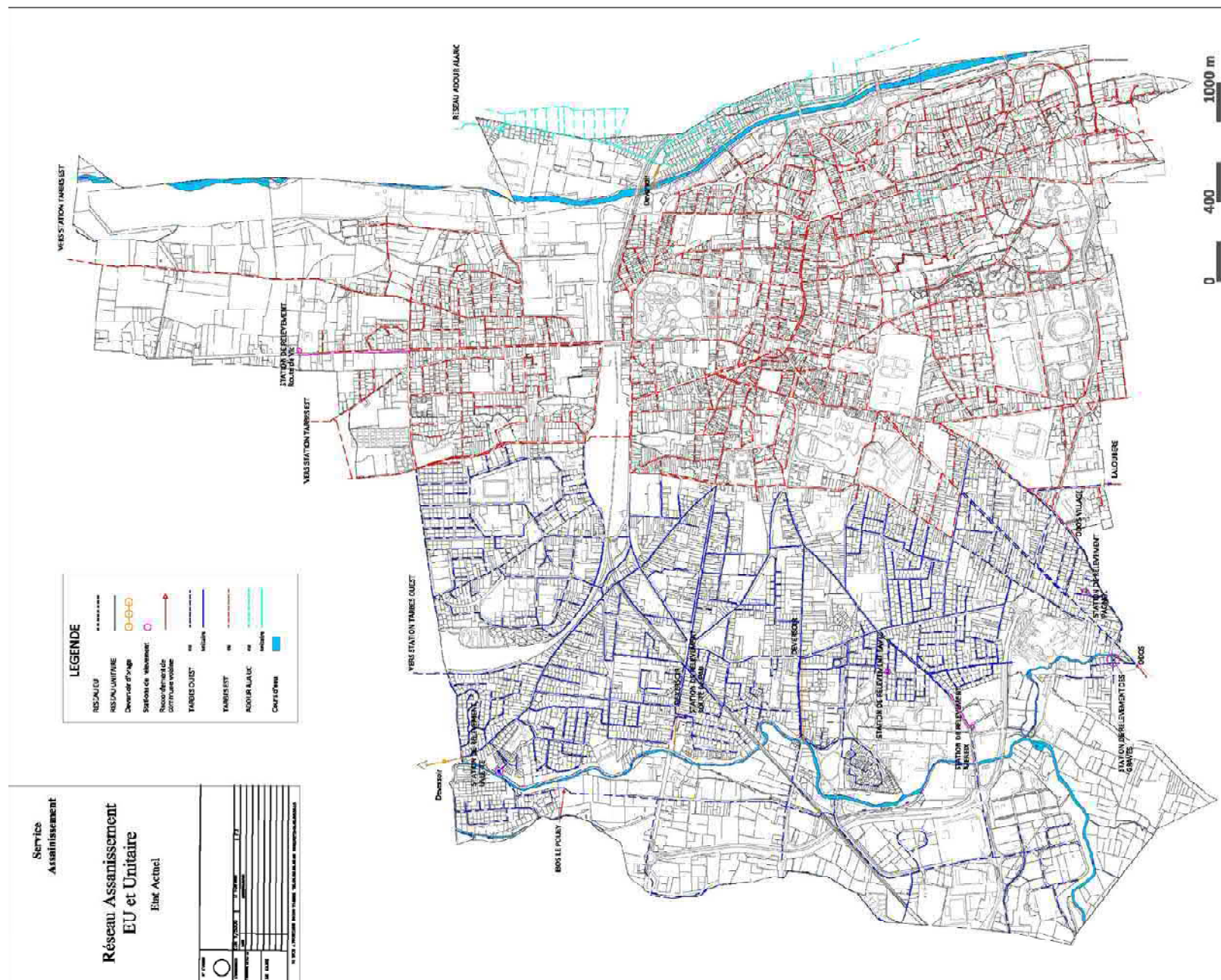
✖ L'ASSAINISSEMENT

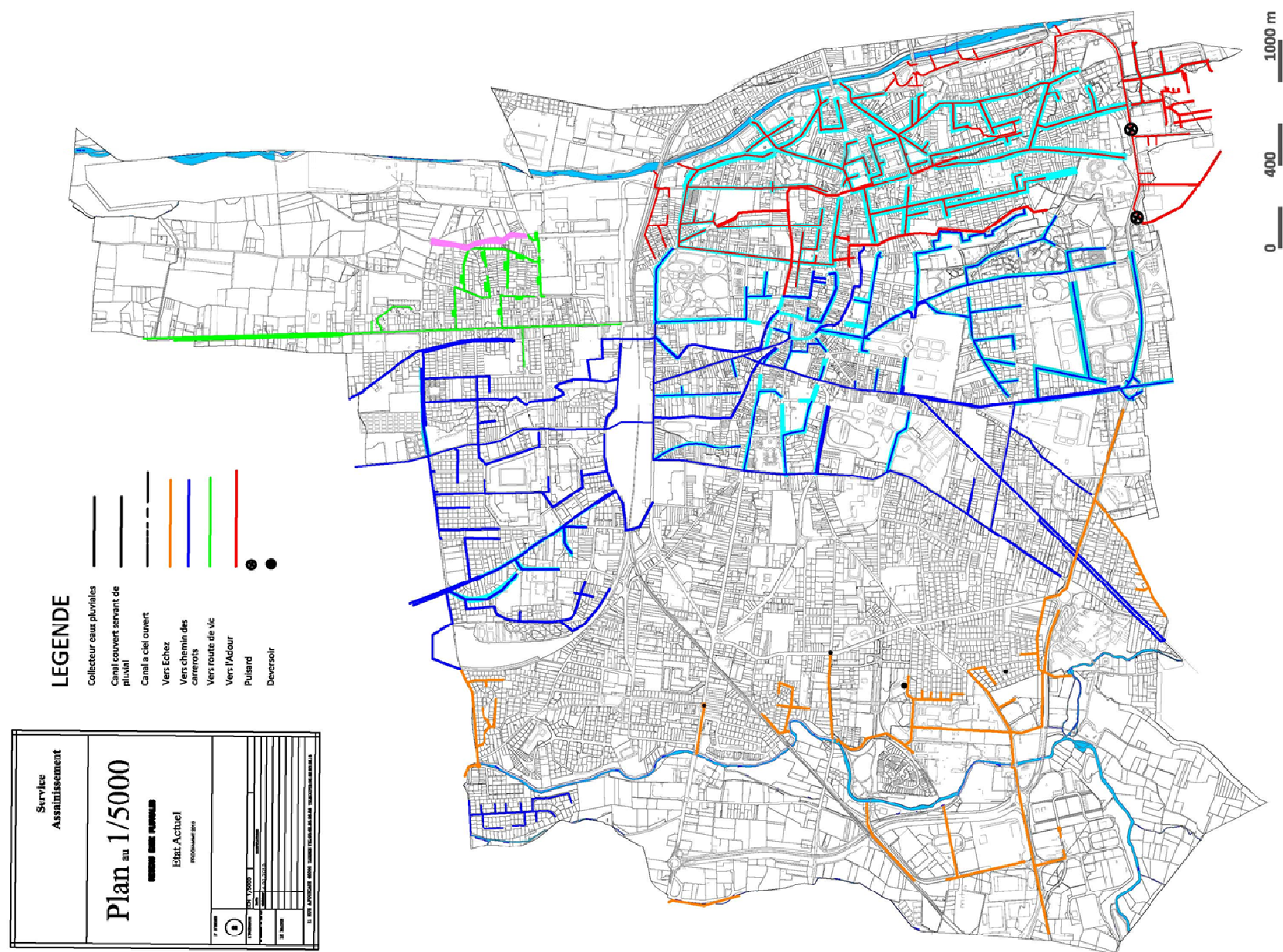
Le réseau de collecte de Tarbes-Ouest se compose de **26,4 km de réseau séparatif et de 26,6 km de réseau unitaire**. Quatre déversoirs d'orage sont implantés ainsi que 6 postes de relèvement.

Il existe 34 exutoires pluviaux à l'Echez et 7 exutoires pluviaux à la Gespe. Les effluents de Laloubère, d'une partie de la ville d'Odos et du Pouey (commune d'Ibos) se déversent dans le réseau du bassin de collecte de Tarbes-Ouest. Les effluents de Bordères-sur-l'Echez sont ensuite raccordés juste à l'entrée de la station Tarbes-Ouest.

L'exploitation du réseau est assurée en régie par les services techniques de la ville de Tarbes. Les réseaux de Laloubère et d'Odos sont exploités dans le cadre d'une délégation de service public avec Veolia. Il en est de même pour le réseau d'Ibos avec la SAUR.

Le réseau de collecte de Tarbes-Est se compose de **84,6 km de réseau séparatif**. Une petite partie du réseau est de type unitaire (Adour Alaric en rive droite) mais celle-ci est traitée au niveau de la station d'épuration d'Adour Alaric. Sur cette même partie du réseau, 1 poste de relevage, 2 déversoirs d'orages à l'Adour et 12 exutoires pluviaux à l'Adour sont recensés. Les effluents d'Odos village se déversent dans le réseau de collecte de Tarbes-Est.





- **La station d'épuration de Tarbes-Ouest :**

Construite en 1976 sur la commune de Bordères-sur-Echez, la station d'épuration Tarbes-Ouest présente les caractéristiques suivantes :

- ↳ Exploitant : **Lyonnaise des Eaux** ;
- ↳ Type d'épuration : **Biologique** ;
- ↳ Milieu récepteur : **L'Echez** ;
- ↳ Capacité : **40 000 E.H.**

- ✓ **Charges organiques et hydrauliques :**

D'après les éléments du schéma d'assainissement, la station Tarbes-Ouest n'est généralement pas en surcharge, à l'exception des périodes de pluie problématiques de par le caractère en partie unitaire du réseau amont, ce qui entraîne des difficultés de gestion du traitement. En effet, la station n'est pas en mesure de traiter une augmentation (même faible) du débit d'eaux usées, par conséquent, le surplus d'effluents lié à une pluie est systématiquement rejeté au milieu naturel par le biais du by-pass.

- ✓ **Performances épuratoires :**

Malgré les surcharges hydrauliques fréquentes, l'installation permet un bon traitement des effluents pour les paramètres DCO, DBO5 et MES. En revanche, l'installation ne supportera pas une augmentation (même faible) des débits d'eaux usées, ce qui nécessite une réflexion sur le réseau de collecte en amont.

Le traitement de l'azote et du phosphore est insuffisant pour le moment et devra être mis en place pour se conformer aux futures normes de rejet.

- ✓ **Etat du génie-civil et des équipements :**

Malgré l'âge grandissant des installations, celles-ci sont dans l'ensemble en bon état et bien entretenues, il n'y a pas d'usure majeure du génie civil. Les équipements sont régulièrement renouvelés.

- **La station d'épuration de Tarbes-Est :**

Construite en 1988 sur la commune de Bordères-sur-Echez, la station d'épuration Tarbes-Est présente les caractéristiques suivantes :

- ↳ Exploitant : **Lyonnaise des Eaux** ;
- ↳ Type d'épuration : **Biologique** ;
- ↳ Milieu récepteur : **L'Adour** ;
- ↳ Capacité : **49 000 E.H.**

- ✓ **Charges hydrauliques et organiques :**

D'après l'ensemble des données récoltées dans l'étude hydraulique, il est possible de constater que la station Tarbes-Est n'est pas en surcharge hydraulique ou organique. La pluviométrie a une incidence significative sur les débits mesurés en entrée de station, mais n'entraîne pas de déversement au milieu naturel au niveau du by-pass.

- ✓ **Performances épuratoires :**

D'une façon générale, l'installation permet un bon traitement des effluents pour les paramètres DCO, DBO5 et MES. En revanche, le traitement du phosphore est insuffisant pour le moment et devra être amélioré pour se conformer aux futures normes de rejet.

- ✓ **Etat du génie civil et des équipements :**

La station est globalement en meilleur état que Tarbes-Ouest. Malgré l'âge grandissant des installations, celles-ci sont dans l'ensemble en bon état et bien entretenues, il n'y a pas d'usure majeure du génie civil. Les équipements sont régulièrement renouvelés.

- **Nouveaux raccordements :**

De nouveaux raccordements au système d'assainissement côté Tarbes-Ouest sont prévus (commune d'Ibos dans sa totalité, soit environ 2 000 EH d'après le diagnostic de réseau de la commune).

- **Aménagements des stations :**

Le schéma directeur d'aménagement propose un ensemble d'aménagement sur la station de Tarbes-Ouest afin d'améliorer la qualité du traitement des effluents. Les différentes mesures sont détaillées ci-dessous :

- ↳ Mise en place du traitement de l'azote par construction d'une zone de contact, d'un bassin anoxie et par amélioration de l'aération/brassage dans l'actuel bassin d'aération ;
- ↳ Mise en place du traitement du phosphore par voie physico-chimique (injection de FeCl₃) ou par voie combinée (création d'un bassin anaérobie+injection de FeCl₃) ;
- ↳ Remplacement de l'actuel clarificateur avec fosse de dégazage ;
- ↳ Améliorations diverses : remplacement de la vis de l'hydrocyclone, mise en place d'un stockage des graisses, d'un stockage des boues en sortie de centrifugeuse et création d'un quai de dépotage ;
- ↳ Mise en place d'une filière parallèle de traitement par temps de pluie ç.

En ce qui concerne l'amélioration de la station de Tarbes-Est, les aménagements proposés sont les suivants :

- ↳ Amélioration du traitement de l'azote par recirculation de la liqueur mixte ;
- ↳ Mise en place du traitement du phosphore par voie physico-chimique (injection de FeCl₃) ou par voie combinée (création d'un bassin anaérobie+injection de FeCl₃) ;

- ↳ Améliorations diverses : mise en place d'une fosse de dégazage, remplacement des câbles électriques des turbines du bassin d'aération...).

En ce qui concerne les activités polluantes (abattoirs, imprimeries, installations classées pour la protection de l'environnement...), des normes spécifiques de traitement des effluents sont indiqués dans le schéma directeur d'assainissement. Un réseau de type séparatif est indiqué afin d'assurer un traitement optimal des eaux usées.

✕ **LES RESSOURCES EN EAU**

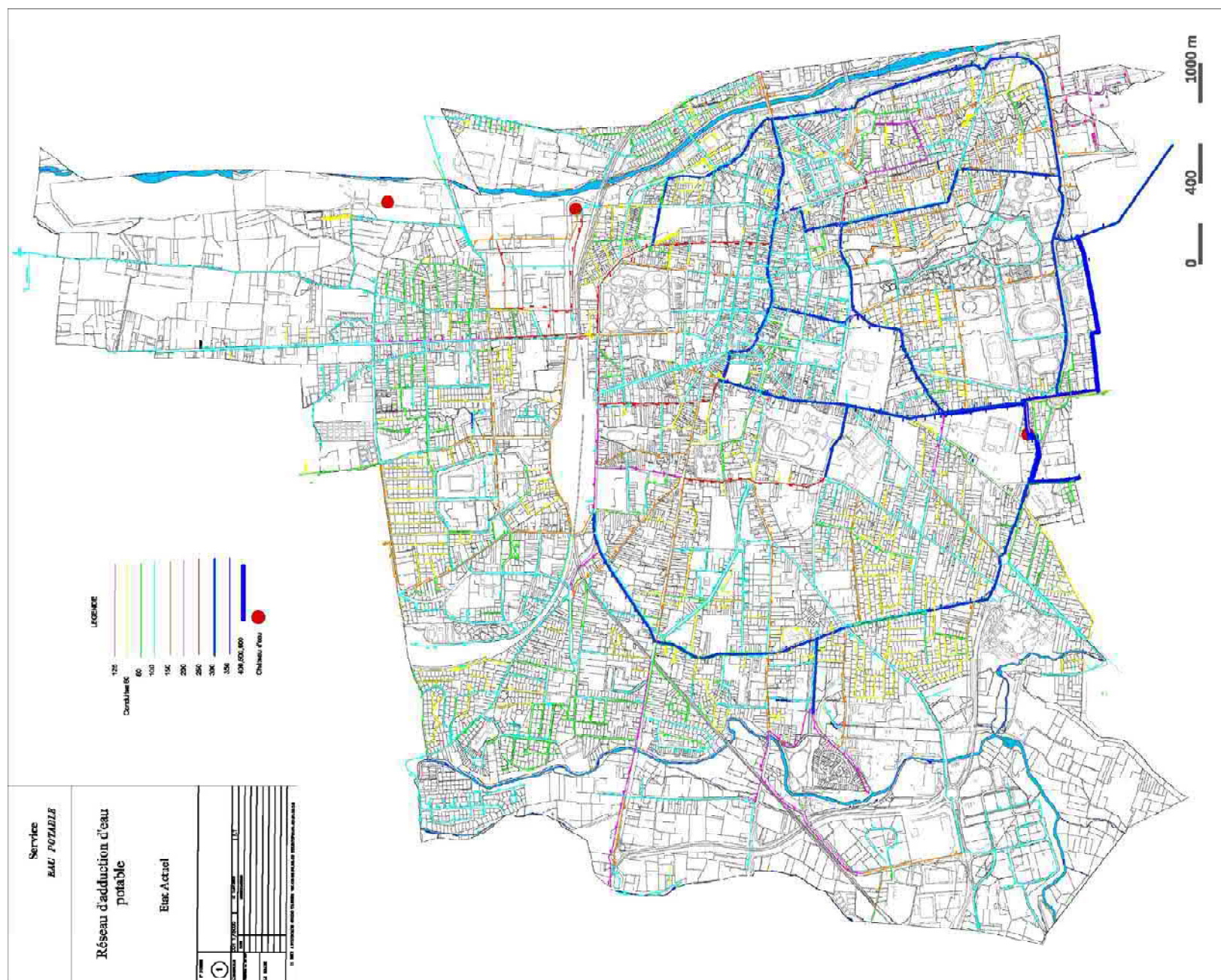
La commune dispose de **deux réserves aériennes de type château d'eau**. Un seul de ces bâtiments distribue de l'eau potable pour la population. L'autre est à ce jour à usage industriel. Le réseau d'adduction d'eau potable maille l'intégralité du territoire urbain et dessert l'ensemble des habitations.

Le réseau d'adduction d'eau potable couvre la quasi-totalité de la commune de Tarbes. Seuls deux espaces situés sur la pointe Nord du territoire (espaces agricoles compris dans le PPRT) et la partie Est le long de l'Echez, sont moins bien desservis. L'espace urbain présente un réseau dense de différents diamètres :

- Canalisations Ø 60, pour la desserte de la majeure partie des quartiers pavillonnaires sur toute la partie Ouest et plus marginalement Sud-est de la ville ;
- Canalisations Ø 80, pour les quartiers Nord et Nord-ouest de la commune, principalement dans du pavillonnaire ;
- Canalisations Ø 100, pour les dessertes principales des quartiers, le long des axes majeures de circulation. Ce type de canalisation dessert également l'ensemble du centre-ville de Tarbes ;
- Canalisations Ø 150, pour le transport de l'eau potable le long des grands axes de circulation : Route de Pau, Chemin de Bastillac, au sein du quartier de Laloubère, et dans la partie Sud-est du territoire à proximité des équipements sportifs ;
- Canalisations Ø 200 au niveau du chemin de Bastillac, Avenue du Maréchal Joffre, Rue Alsace-Lorraine et pour la Zone d'Activités Kennedy ;
- Canalisations Ø 250 au niveau de l'Arsenal et du centre-ville en direction du Haras National ;
- Canalisation de Ø 300 jusqu'au Ø 600, ces infrastructures principales acheminent l'eau sur toute la partie la plus dense

de la ville (centre) et au Sud-est. Elles permettent de distribuer l'eau sur l'intégralité du territoire communal.

Deux captages, non situés sur le territoire, alimentent la commune en eau potable : il s'agit de celui de « Laloubère » et de « His ». Ils font l'objet d'un périmètre de protection immédiat.



✕ LES RESEAUX DE TELECOMMUNICATIONS

• Le réseau ADSL :

La commune de Tarbes est entièrement couverte par le réseau ADSL. Deux NRA (Nœuds de Raccordement Abonnés), l'un situé à Larrey et l'autre à Bastillac, assurent l'accès à internet pour l'ensemble de la population.

Le réseau de Larrey (LAR65) est un réseau dégroupé. Il permet d'accéder à l'ensemble du bouquet de l'offre internet.

Offre France Télécom disponibles sur ce NRA	
ADSL	Disponible depuis le 15-02-2001
ADSL Max	Disponible
ADSL 2+	Disponible
ReADSL	Disponible
TV par ADSL	Disponible depuis le 01-01-2006

Les abonnés raccordés au NRA de Bastillac (B2L65) ne se situent pas dans un secteur dégroupé. Ils ne bénéficient donc pas de la TV par ADSL.

Offre France Télécom disponibles sur ce NRA	
ADSL	Disponible depuis le 15-02-2001
ADSL Max	Disponible
ADSL 2+	Disponible
ReADSL	Disponible
TV par ADSL	Non disponible

• Le réseau de fibre optique :

Le Conseil Général a mis en place un réseau de fibre optique « très haut débit » d'une longueur de 7 km qui dessert les principaux équipements publics et les zones d'activités économiques.

✕ UN RESEAU DE CHAUFFAGE URBAIN EN PROJET

Un projet d'un réseau de chauffage urbain est en train de prendre corps. Il devrait voir le jour en 2013, afin de chauffer plusieurs bâtiments publics ou collectifs.

Le projet prévoit l'implantation de deux chaudières, une dans le secteur de l'hôpital, une vers la gare. Trois zones seraient éligibles (Bastillac, Kennedy et centre-ville) et seraient donc irriguées de conduites de chauffage vers les bâtiments clients. Lesquels devront s'équiper d'un échangeur thermique, qui remplacera la chaudière existante. Une cinquantaine de sites sont intéressés.

Un tel réseau permet d'abaisser le coût d'au moins 5 % par rapport aux énergies fossiles, dont le coût est appelé à augmenter.

L'ELIMINATION DES DECHETS

Le SY.M.A.T. (SYndicat Mixte de l'Agglomération Tarbaise) a été créé le 1^{er} janvier 2003. Il est issu de la fusion du Sictom de la Périphérie Tarbaise et du transfert de la compétence « collecte et traitement des déchets » de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes.

La compétence du SYMAT EST La collecte des déchets ménagers et assimilés. La compétence « traitement des déchets ménagers et assimilés » a été transféré au **SMTD65**.

Les chiffres :

- ↳ 28 communes dont 12 dans le Grand Tarbes ;
- ↳ 89 000 habitants dont 40 000 hors Tarbes ;
- ↳ 48882 tonnes de déchets à collecter et à traiter.

Sur la commune de Tarbes la collecte des ordures ménagères est réalisée par des prestataires privés

La collecte du verre est réalisée par un prestataire privé.

Deux déchetteries sont présentes sur le territoire communal : Tarbes Nord et Tarbes Sud.

7.12. BILAN

✕ **SYNTHESE**

- ✚ Un **tissu d'équipements scolaires et d'établissements d'enseignement supérieur** qui assure le rayonnement de la commune à l'échelle régional ;
- ✚ Un large panel d'équipements de santé qui offrent une très bonne qualité de soin médicaux ;
- ✚ Une **qualité avérée d'équipements culturels** qui favorise l'innovation et la créativité au niveau départemental ;
- ✚ Un réseau d'équipements socio-éducatifs permettant de répondre à la demande locale actuelle ;
- ✚ Des **services à la personne de qualité**, permettant l'amélioration du cadre de vie notamment pour les personnes âgées et les habitants en difficulté sociale ;
- ✚ Des équipements militaires et commerciaux emblématiques de la ville ;
- ✚ Un panel d'équipements sportifs de qualité et de manifestations reconnues assurant le rayonnement de la commune à très grande échelle ;
- ✚ Un réseau de chauffage urbain en projet.

✕ **ENJEUX**

- ✚ Préserver et valoriser l'ensemble des équipements sur la commune ;
- ✚ Assurer la pérennité de l'offre de services médicaux et permettre le développement des technologies de pointe dans ce domaine ;
- ✚ Développer le réseau de mobilités douces à proximités des équipements scolaires et des équipements structurant du territoire ;
- ✚ Valoriser les équipements et les événements emblématiques de la commune ;
- ✚ Pérenniser les équipements sportifs et culturels de qualité assurant la reconnaissance nationale et internationale de la commune ;
- ✚ Valoriser le projet de salle indoor multisport sur le site de l'Arsenal ;
- ✚ Réhabiliter et moderniser les équipements vieillissant afin de mettre en place des infrastructures performantes et novatrices au service de la population ;
- ✚ Anticiper les mutations de la population en programmant des équipements, notamment au service des personnes (jeunes ménages et personnes âgées), localisés à proximité des commerces et des transports en commun ;
- ✚ Améliorer le cadre de vie de la population en diversifiant l'offre d'équipements facilement accessibles grâce aux modes doux.

8. LES TRANSPORTS, LES DEPLACEMENTS ET LE STATIONNEMENT

La commune de Tarbes est incluse dans le périmètre du **Plan de Déplacements Urbains (PDU) du Grand Tarbes**, lancé en mai 2004 et approuvé en décembre 2007. Ce PDU résulte d'une démarche volontaire, l'agglomération comptant moins de 100 000 habitants. Au final, le projet de PDU se décline en 4 axes prioritaires avec des actions d'accompagnement :

- ↳ Développer l'usage du vélo ;
- ↳ Développer les transports collectifs ;
- ↳ Améliorer l'accessibilité et la sécurité des déplacements ;
- ↳ Favoriser les nouveaux comportements en termes de déplacement.

La programmation des différentes actions du PDU s'échelonne sur trois périodes : 2007-2010, 2011-2015 et 2016-2020.

- ↳ **Axe 1 : développer l'usage du vélo :**
 - améliorer le réseau cyclable pour réaliser un réel maillage avec les segments existants ;
 - mettre en place des vélos-stations ;
 - permettre un stationnement facilité pour les vélos.
- ↳ **Axe 2 : développer les transports collectifs :**
 - réfléchir à la restructuration de certaines lignes du réseau de transports en commun (Alezan) ;
 - réaménager les services de transport à la demande ;
 - moderniser le système de billettique ;
 - aménager un centre d'échange intermodal.

- ↳ **Axe 3 : améliorer l'accessibilité et la sécurité des déplacements :**
 - organiser l'accessibilité du réseau de transports en commun pour les Personnes à Mobilité Réduite (PMR) ;
 - réaliser une charte pour les piétons et PMR ;
 - mettre en place des zones 30 ;
 - améliorer la sécurité routière aux abords des établissements scolaires.
- ↳ **Axe 4 : favoriser de nouveaux comportements en termes de déplacement :**
 - favoriser le covoiturage ;
 - créer « une maison de la mobilité et du bureau du temps ».

- **Le Centre d'Echange Intermodal :**

Le **Plan de Déplacements Urbains du Grand Tarbes** prévoit à long terme l'aménagement d'un centre d'échange intermodal sur le site de la gare SNCF. Il participe à plusieurs enjeux : le repositionnement de la gare routière en interface directe avec l'offre ferroviaire, la requalification des quartiers Nord, la réduction de la coupure urbaine constituée par la voie ferrée et la redéfinition de l'organisation des dessertes scolaires. Une connexion s'effectuera entre le pôle d'échange et le centre-ville, ainsi que vers les résidences étudiantes et le centre hospitalier (proposition de création de la ligne « ceinture »). ***Compte tenu des nombreuses contraintes urbaines et financières, la faisabilité de ce programme est en cours de réflexion par la municipalité.***

- **Les parcs relais :**

Le PDU prévoit l'aménagement de différents parcs relais. Tout d'abord, 2 parcs seront créés sur le centre commercial du Méridien et un autre sur le centre d'échange intermodal. Puis, en seconde phase, 6 parcs-relais se développeront à travers la ville, et notamment grâce à la mise en place de nervures de transport en commun suivant les axes Ouest-sud et Nord-est.

La municipalité étudie de manière très pragmatique un projet de Parc Relai sur les Berges de l'Adour. Cette infrastructure devrait trouver une traduction dans le document d'urbanisme.

Afin de favoriser au maximum l'usage de ces parcs, le Plan de Déplacements Urbains prévoit d'utiliser au préalable ces parcs comme des parcs de covoiturage, avant leur mise en service avec un transport collectif.

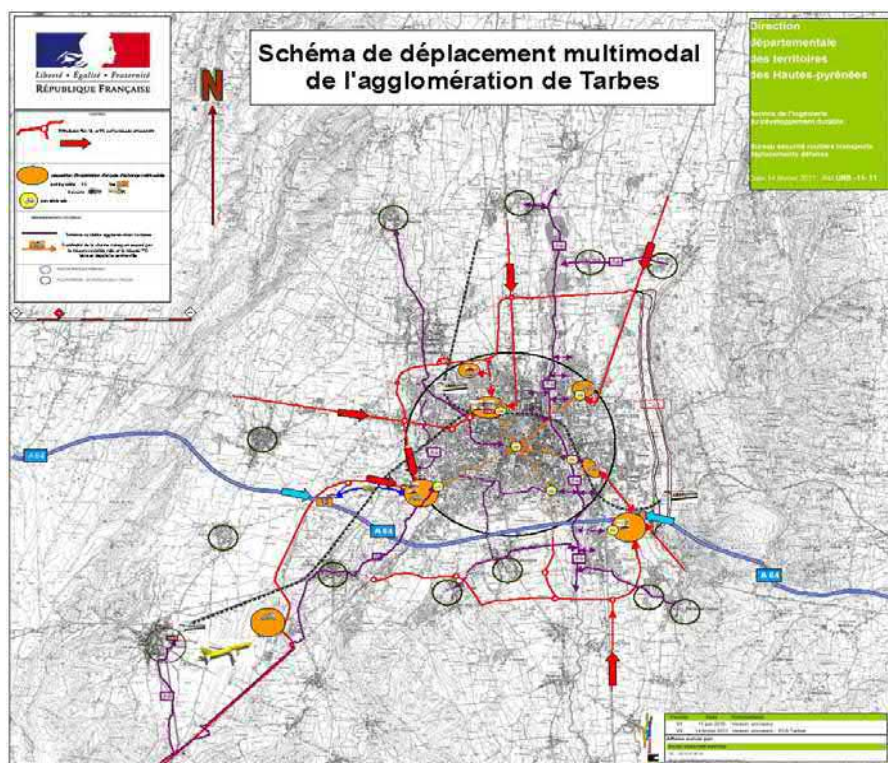


Schéma de déplacement multimodal de l'agglomération de Tarbes (Source : DDT 65)

- **Voies d'entrée de ville :**

Le SCoT de Tarbes-Lourdes-Pyrénées prévoit la requalification, en priorité, de 3 entrées de ville de Tarbes. Ces entrées de ville constituent des voies de circulation à fort trafic qui présentent des faiblesses en termes de lutte contre les nuisances, sécurité, qualité urbanistique et paysagère.

- **Rocade Nord – Nord-ouest :**

Le réseau de l'agglomération de Tarbes est un réseau routier convergeant vers le centre-ville qui s'apparente à un vaste carrefour routier. Cette situation a évolué au Sud et à l'Ouest de la ville avec des aménagements routiers d'envergure qui ont permis, d'une part, le contournement de la ville pour le trafic Est-ouest (autoroute A64) et, d'autre part, la constitution d'un demi-boulevard urbain jouant le rôle de desserte et de structuration des liaisons inter-quartiers (RN21 et RD817).

Ce contournement va être complété à moyen terme par le contournement Nord-ouest de Tarbes et à plus long terme par le contournement Nord qui vont permettre de drainer les trafics routiers Nord vers l'Ouest de l'agglomération pour rejoindre l'axe autoroutier. Ainsi, à l'horizon 2020, le projet de rocade Nord-ouest et Nord permettra de créer une continuité avec la rocade Sud-ouest « type express » existante.

Le projet de rocade Nord-ouest sera long d'environ 5 km, et se prolongera par la rocade Nord de 2,7 km environ (sans compter les embranchements).

La rocade Nord-ouest permettra de créer une continuité avec la rocade Sud-ouest, et se prolongera sur la commune d'Ibos. Puis, elle continuera de contourner Tarbes au Nord-ouest en passant par la commune de Bordères-sur-Echez. Elle rejoindra la RD2 en prenant la direction du Nord et en longeant ainsi les limites communales tarbaises. Le projet de rocade Nord continuera de longer la RD2 jusqu'à la commune de Bours, et s'arrêtera à la jonction avec la RN21.

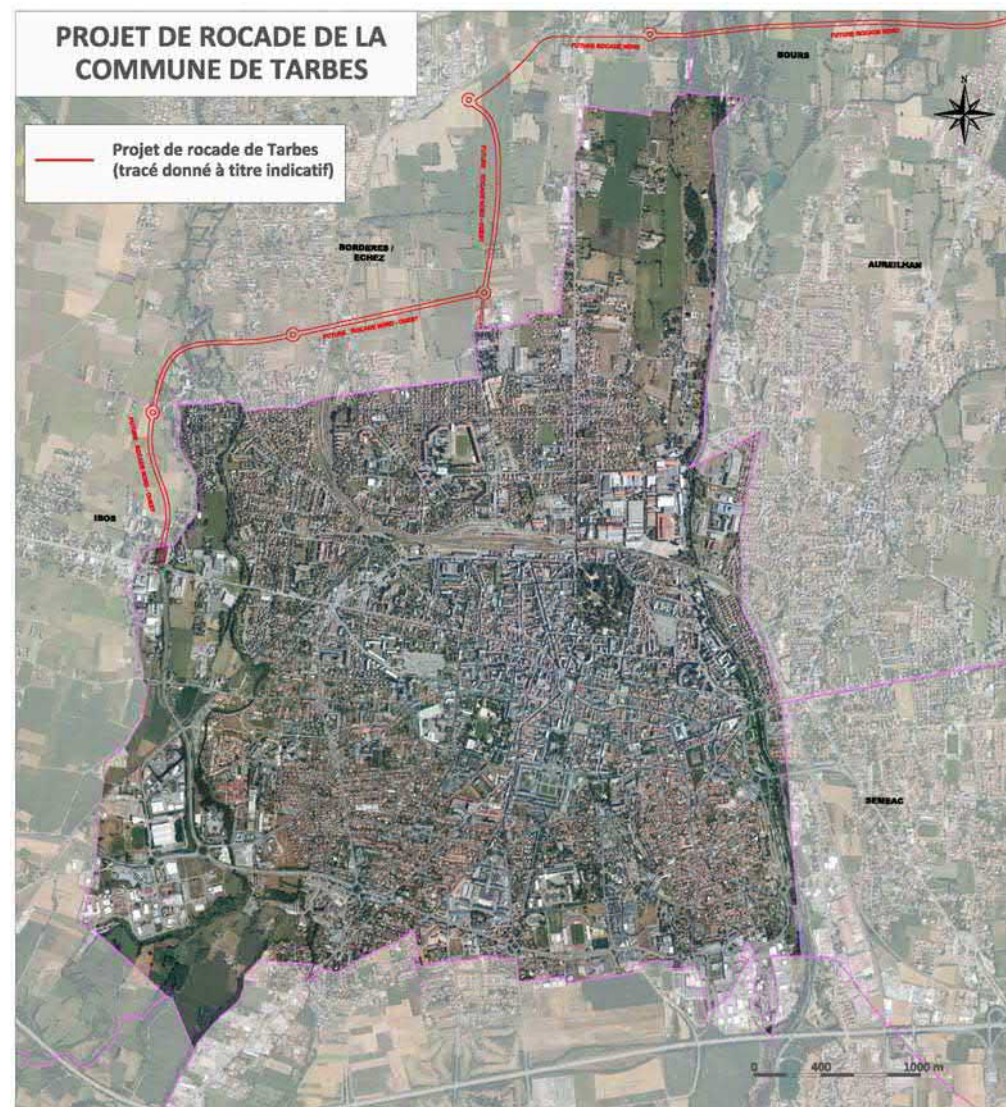
Deux embranchements principaux permettront de relier le centre-ville tarbais à la rocade Nord : l'avenue Alsace-Lorraine (RD935) et la rue Kleber.

L'objectif du contournement par la rocade Nord-Ouest est de dévier le trafic pendulaire et de transit du Nord de l'agglomération par l'Ouest à proximité de l'agglomération.

Effets du contournement : la RD2 sur Bordères, la RD93 plus au Nord, les accès urbains à Tarbes via la RD935 et le réseau viaire en proximité de centre de l'agglomération seront considérablement déchargés. Le trafic du carrefour RD935/RD817 ne s'accroîtra pas.

L'objectif du contournement Nord est d'établir la liaison entre la RN21 et le contournement Nord-ouest.

Effets du contournement : il apportera un plus très appréciable au réseau en captant un fort trafic et fonctionnera bien avec la rocade Nord-ouest. Ainsi, il libèrera largement Bours du trafic. La liaison RD935/RD8/RN21 via le Boulevard Renaudet et Aureilhan sera également moins sollicitée de même que le Boulevard Nord de Tarbes.



8.1. LES VOIES DE CIRCULATION ET DE COMMUNICATION

✕ **LE RESEAU VIAIRE**

Le territoire communal est fortement maillé et se situe à proximité d'axes de communication majeurs. La commune est traversée par des routes à grande circulation :

- La **Route Nationale n°21** permettant de rejoindre Lourdes, Auch et Toulouse;
- La **Route Départementale n°935** reliant Tarbes à Bordeaux ;
- La **Route Départementale n°817** reliant Tarbes à Toulouse et à Pau.

Les grands axes structurants du centre de Tarbes, Nord-sud et Est-ouest, présentent des saturations localisées sur des « carrefours clés » ou des giratoires périphériques sur l'ensemble des itinéraires.

Ainsi, l'avenue du Général Joffre dessert la gare SNCF et rassemble les points de franchissement de la voie ferrée se trouve à la croisée d'une problématique de franchissement de coupures urbaines majeures en périphérie du centre et d'une problématique de centre-ville encombré avec des pôles d'attraction nombreux (établissements scolaires, administrations, gare SNCF).

Les coupures urbaines de Tarbes sont notamment localisées au niveau de l'Adour, de l'Echez et de la ligne SNCF.

La rocade est l'unique infrastructure permettant aux flux de se disperser vers les pôles d'emplois, après avoir franchi la coupure urbaine. Sa vocation de canalisateur des flux de l'agglomération s'ajoute à sa vocation de transit pour les flux Nord-sud notamment.

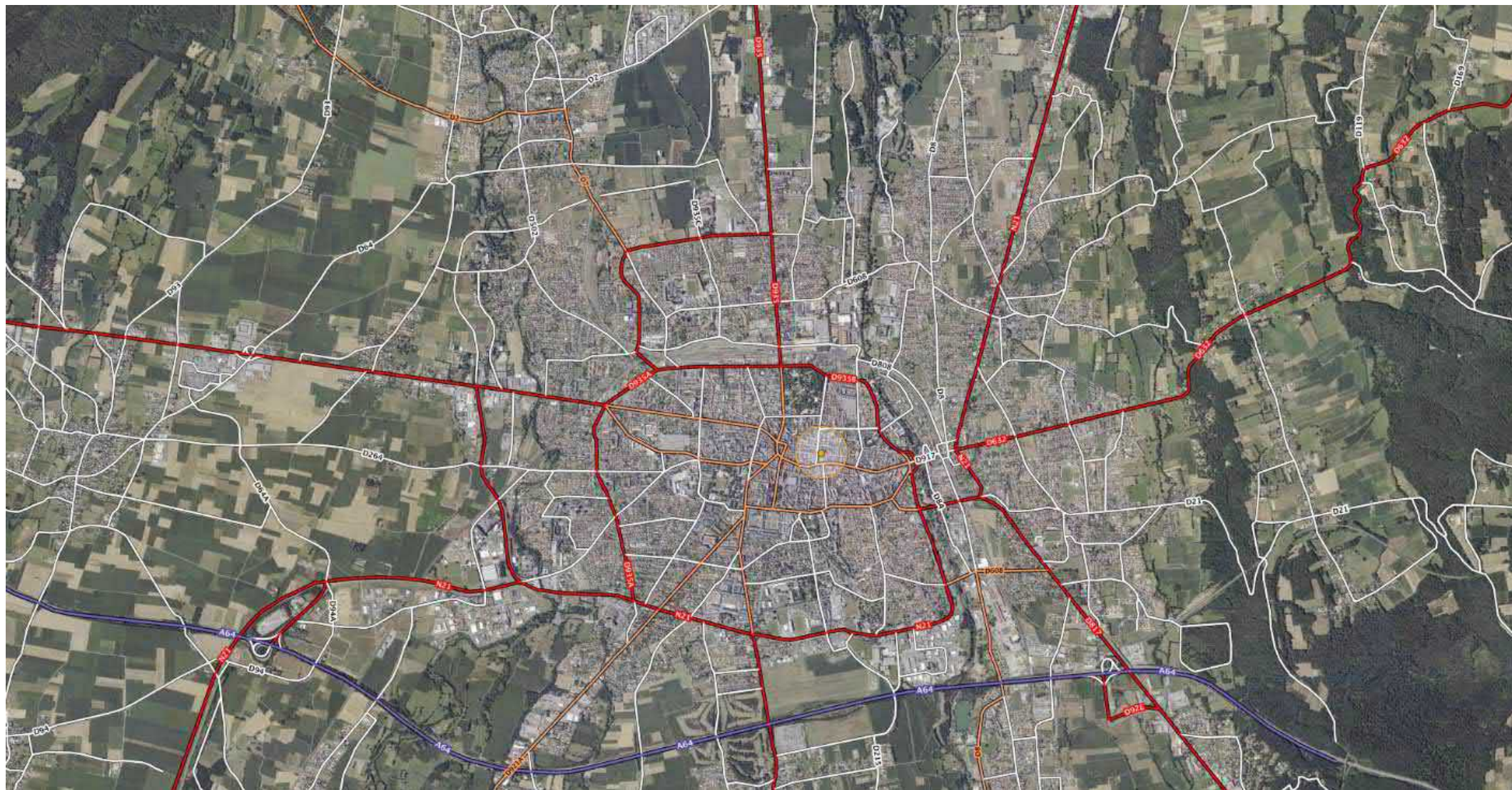
Cette rocade constitue le « tour de ville » de statut très hétérogène : voie périurbaine en 2x2 voies entre giratoires au Sud, boulevard urbain large mais peu structuré et qualifié à l'Est et surtout à l'Ouest, ou encore simple rue engorgée au Nord devant la gare.

De nombreuses autres voies permettent de desservir les différents quartiers de la commune.

Les voies intérieures à la rocade ont un gabarit modeste, fonctionnant actuellement en 2x1 voies ou en sens unique.

Les principaux problèmes de circulation rencontrés à Tarbes sont les suivants : **saturations aux grands carrefours, absence d'alternative d'itinéraires avant le franchissement**, rabattement sur des voiries secondaires inadaptées, difficultés d'identification des itinéraires et de la vocation des voiries empruntées, déficit d'aménagements permettant d'encadrer les flux de circulation des automobilistes (et les poids-lourds).

L'**autoroute A64** (« La Pyrénéenne ») reliant Toulouse à Bayonne passe au Sud du territoire communal. Les habitants peuvent facilement accéder à cet axe majeur de l'agglomération grâce aux échangeurs situés sur les communes d'Ibos et de Séméac.



- **Classement des voies en fonction des nuisances sonores :**

Le classement sonore des infrastructures de transports terrestres vise à classer l'ensemble des voies dont le TMJA (trafic moyen journalier annuel) est supérieur à 5000 véhicules/jour, pour les voies routières.

Concernant les voies ferrées, le seuil de 50 trains/jour, n'étant pas atteint sur le département, le classement ne porte pas sur le réseau ferroviaire.

Les voies sont classées en 5 catégories (1 étant considérée comme la plus bruyante, et 5 la moins bruyante).

Un secteur affecté par le bruit découle de ce classement, à l'intérieur duquel s'applique des règles de constructibilité.

Les secteurs affectés par le bruit sont définies comme des bandes de largeur variable selon la catégorie.

Sur les Hautes-Pyrénées, les voies sont classées en catégorie 2 à 5 et les secteurs sont respectivement générés comme des bandes de 250, 100, 30 et 10 mètres de part et d'autre de la voie.

A titre d'exemple, sur la commune de Tarbes (arrêté préfectoral du 15 Février 2012 portant sur la mise à jour du classement sonore des infrastructures terrestres de transports sur le département des Hautes-Pyrénées), le boulevard du Maréchal Juin, l'Avenue de la Marne, le Boulevard de Lattre, La rue Alsace Lorraine sont classés en catégorie 4. L'Autoroute et certains secteurs de la Rue du 4 Septembre ou du Corps Franc Pommies sont classés en catégorie 3. La Rue Larrey est, quant à elle, classée en catégorie 5.

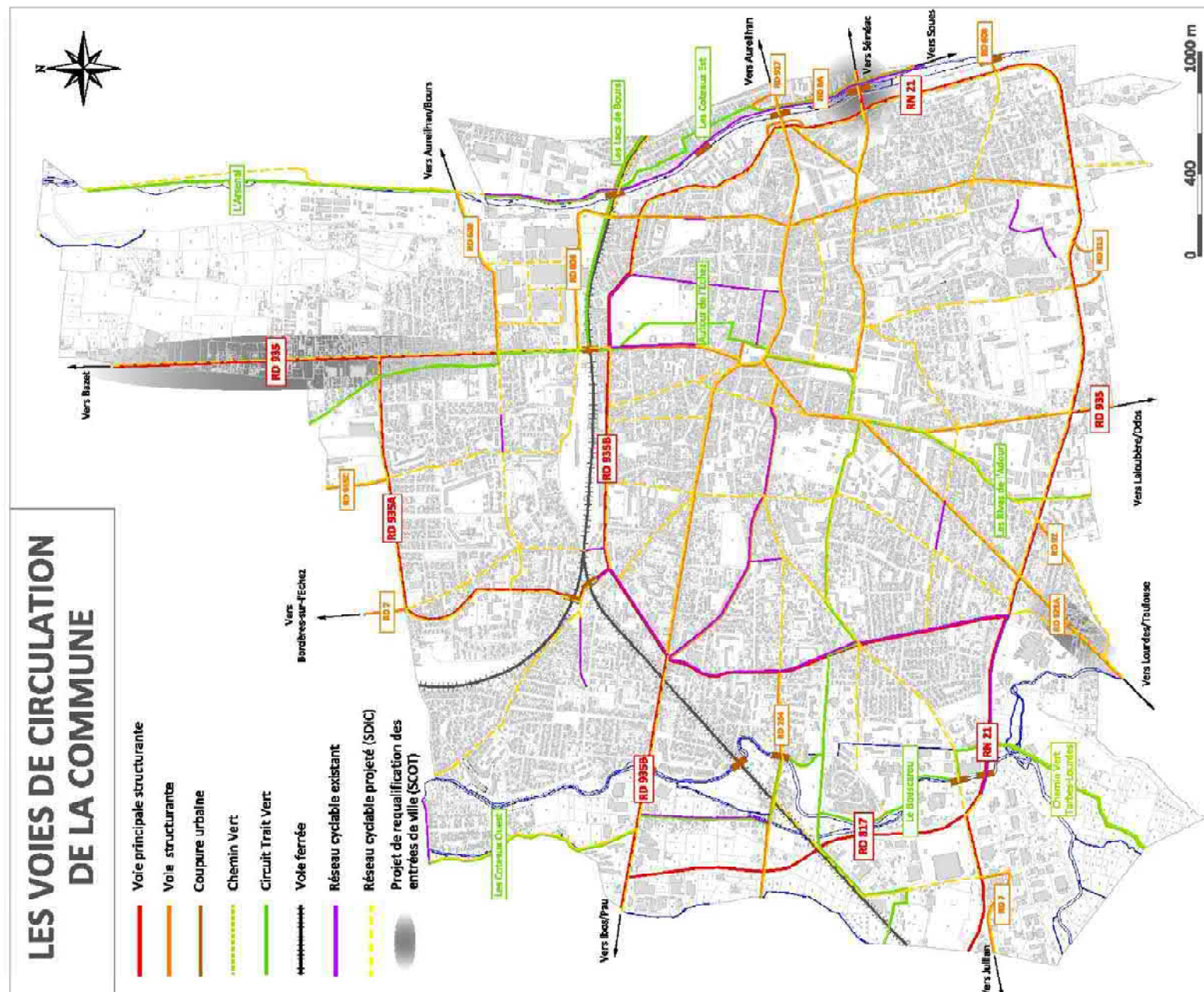
- ✕ **LE RESEAU FERROVIAIRE**

La commune de Tarbes dispose d'une **gare qui jouxte le centre-ville**.

La gare de Tarbes est la première du département des Hautes-Pyrénées et la troisième de Midi-Pyrénées après Toulouse et Montauban.

Située au niveau de l'avenue Maréchal Joffre sur l'axe Toulouse- Pau (à 158 km au Sud de Toulouse, 60 km à l'Est de Pau et 21 km au Nord de Lourdes).





✕ LE PROJET S.E.A.

La Région Midi-Pyrénées est mobilisée depuis plusieurs années sur les projets de liaison à grande vitesse entre Paris, Bordeaux, Toulouse et Narbonne.

Toulouse, 4e agglomération française, et Midi-Pyrénées doivent être intégrées dans le réseau de lignes à Grande Vitesse, afin de valoriser, par leur position centrale au sein du sud-ouest européen, les nombreux atouts du territoire. C'est pourquoi la Région s'est engagée sur le financement à hauteur de 102 millions d'euros de la ligne nouvelle entre Tours et Bordeaux, longue de 340 km. En 2017, cette ligne réduira le temps de parcours de près d'une heure pour toutes les relations avec Paris et au-delà.

Dans la continuité, la Région est un partenaire décisionnel de premier plan dans le cadre de la réalisation du Grand Projet du Sud-Ouest. Il s'agit, à l'horizon 2020, d'une ligne nouvelle au départ de Bordeaux se séparant en 2 branches, l'une vers Toulouse, l'autre vers l'Espagne (complétée de l'amélioration de la liaison vers le Béarn et la Bigorre, en cours d'études), représentant au total 417 km.



8.2. LES TRANSPORTS EN COMMUN

✕ LE TRANSPORT FERROVIAIRE

La gare de Tarbes accueille **40 trains/jours** (dont 12 trains grandes lignes et 28 TER). 600 000 usagers voyagent chaque année en TER.

Le guichet est ouvert de à partir de 4h30 du lundi au samedi, 6h30 les dimanches et jours fériés, jusqu'à minuit du lundi au jeudi et le samedi, 1h45 les vendredis, dimanches et jours fériés. Le bâtiment pour les voyageurs est ouvert de 7h00 à 20h00 et comporte quelques commerces. Un accueil et des équipements pour personnes handicapées (fauteuils roulants) sont à la disposition des usagers.



Des **trains réguliers pour Toulouse** (en moyenne toutes les 30 minutes environ, en période normale) sont affrétés. Des liaisons existent également avec Bagnères de Bigorre, toutes les heures environ. De manière régulière (1 à 2 fois par jour), il est possible de se rendre à Bayonne, Auch, Mont de Marsan et Paris.

La gare de Tarbes dessert de nombreuses destinations dans le département, la région, et même nationales de manière relativement régulière.

La gare est accessible depuis 4 lignes du réseau de bus urbains ALEZAN (lignes 4, 5, 14 et 2) ainsi que par la ligne de navette gratuite depuis la place Marcadieu. De plus, 5 lignes de cars interurbains permettent également de s'y rendre (transporteur Kéolis Pyrénées).

La gare dispose **d'un parking payant (150 places)** pour les voitures ainsi que d'un parking à vélos. De plus, un parking supplémentaire se trouve à 100 m sur l'avenue du Maréchal Joffre (42 places).

Une voie pour les taxis a été aménagée face à l'entrée de la gare. Des bancs ont été installés pour rendre plus agréable l'attente des usagers.

La gare routière se situe à côté du parking pour les véhicules particuliers.



- Fréquence des TER sur la ligne Toulouse – Tarbes – Pau en période normale :

Direction Tarbes - Pau

	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
0h-1h							
1h-2h					1		1
2h-3h							
3h-4h	1	1	1	1			
4h-5h	1					1	
5h-6h	1	1	1	1			
6h-7h	1	1	1	1	1	1	
7h-8h	2	2	2	2	1		
8h-9h	1	1	1	1	2	1	1
9h-10h	1	1	1	1	1	1	
10h-11h					1		
11h-12h							
12h-13h	1	1	1	1			
13h-14h	1	1	1	1	1	1	1
14h-15h					1		
15h-16h	1	1	1	1	1	1	2
16h-17h					1	1	
17h-18h	2	2	2	2	1		
18h-19h	1	1	1	1	3	2	3
19h-20h					1		
20h-21h	1	1	1	1	1		1
21h-22h	2	2	2	2	2	2	2
22h-23h							
23h-0h							
Total	17	16	16	16	19	11	11

Direction Pau - Tarbes

	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
0h-1h						1	
1h-2h							
2h-3h							
3h-4h							
4h-5h							
5h-6h	1	1	1	1	1	1	1
6h-7h	1	1	1	1	1	1	
7h-8h	2	2	2	2	2	1	1
8h-9h	1	1	1	1	2	1	
9h-10h							1
10h-11h	1	1	1	1	1	1	1
11h-12h					1		
12h-13h	1	1	1	1	1		
13h-14h	1	1	1	1		1	1
14h-15h							
15h-16h					1		
16h-17h	1	1	1	1	1	1	1
17h-18h	1	1	1	1	1		
18h-19h	2	2	2	2	2	1	2
19h-20h							1
20h-21h	1	1	1	1	2		1
21h-22h	1	1	1	1	1	1	1
22h-23h							
23h-0h							
Total	14	14	14	14	17	10	11

Direction Tarbes - Toulouse

	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
0h-1h							
1h-2h						1	
2h-3h							
3h-4h							
4h-5h							
5h-6h							
6h-7h	2	2	2	2	2	2	2
7h-8h							
8h-9h	2	2	2	2	2	2	
9h-10h					1		
10h-11h	1	1	1	1	1	1	1
11h-12h	1	1	1	1	1	1	1
12h-13h							
13h-14h	1	1	1	1	1		
14h-15h	1	1	1	1	1	1	1
15h-16h	1	1	1	1	1	1	1
16h-17h	2	2	2	2	2	2	2
17h-18h							
18h-19h	1	1	1	1	1	1	1
19h-20h	1	1	1	1	1		1
20h-21h							
21h-22h	1	1	1	1	2	1	2
22h-23h							
23h-0h							
Total	14	14	14	14	16	13	12

Direction Toulouse - Tarbes

	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
0h-1h							
1h-2h							
2h-3h							
3h-4h							
4h-5h							
5h-6h							
6h-7h	2	2	2	2	2	1	1
7h-8h						1	1
8h-9h	1	1	1	1	1	1	
9h-10h	1	1	1	1	1	1	1
10h-11h							
11h-12h						1	1
12h-13h	2	2	2	2	1	1	1
13h-14h	1	1	1	1	1	1	1
14h-15h	1	1	1	1	1	1	
15h-16h							
16h-17h	1	1	1	1	2	1	1
17h-18h	1	1	1	1	1	1	1
18h-19h	1	1	1	1	1		
19h-20h					2	1	2
20h-21h							
21h-22h	1	1	1	1	1	1	1
22h-23h							
23h-0h					1		1
Total	12	12	12	12	15	12	12

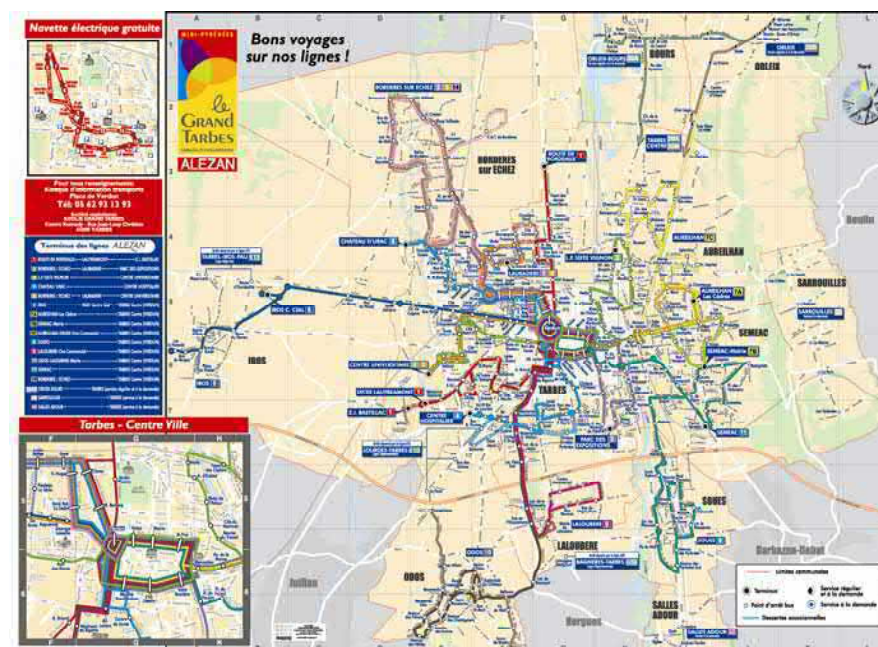
Il faut en moyenne 1h40 pour rallier Tarbes à Toulouse et 40 min pour rallier Tarbes à Pau. La ligne d'autocar n°932 permet de rejoindre Pau depuis la gare de Tarbes en environ 1h.

✕ RESEAU URBAIN DU GRAND TARBES

La **Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes** est l'autorité organisatrice des transports urbains depuis septembre 1997. Le Syndicat Mixte des transports, créé en décembre 2009, et associant le Grand Tarbes, la Ville de Lourdes et le Conseil Général des Hautes-Pyrénées constitue un nouvel outil d'organisation des transports publics sur l'axe Tarbes-Lourdes-Pyrénées (T.O.L.).

Le périmètre des transports urbains coïncide avec celui de la Communauté d'Agglomération. Il regroupe ainsi les communes d'Aureilhan, Bordères sur l'Echez, Bours, Ibos, Laloubère, Odos, Sarrouilles, Séméac, Soues et Tarbes.

Le **réseau urbain du Grand Tarbes dénommé « ALEZAN »**, se compose de 13 lignes régulières. Les lignes fonctionnent tous les jours, de 7h00 à 19h30, excepté les dimanches et jours fériés. La ligne 5 et les doublages scolaires ne fonctionnent que du lundi au vendredi. Une particularité du réseau est le principe de correspondance intégrale de toutes les lignes en un même point : la Place de Verdun. En effet, toutes les lignes arrivent sur la place à des horaires proches, offrant ainsi la possibilité aux usagers d'effectuer une correspondance avec n'importe quelle autre ligne. Le réseau dispose d'une gamme tarifaire complète, composée de titres à l'unité, de cartes d'abonnements et de tarifs spéciaux. L'usage du réseau est majoritairement scolaire.



Plan du réseau de transports urbains « Alezan »

Il existe également des services spéciaux : un service à la demande (T.A.D.) pour les Personnes à Mobilité Réduite (P.M.R.) et trois navettes gratuites électriques entre la gare SNCF, le centre-ville et la préfecture.



✕ **LE TRANSPORT COLLECTIF DEPARTEMENTAL**

Le **réseau départemental des Hautes-Pyrénées** se compose de 9 lignes régulières à vocation principalement scolaire, dont 5 desservants Tarbes, 1 ligne de desserte de l'aéroport de Pau depuis Tarbes et 8 services de Transport A la Demande (T.A.D.) dont 4 sont organisés vers le pôle de Tarbes.

Le réseau régional (TER et non TER) se compose de 6 lignes régulières reliant Tarbes à Pau, et à divers pôles secondaires (Bagnères, Rabastens, Lannemezan, Montréjeau etc.).

Le réseau des lignes régulières offre peu de correspondances avec le réseau urbain « ALEZAN ».

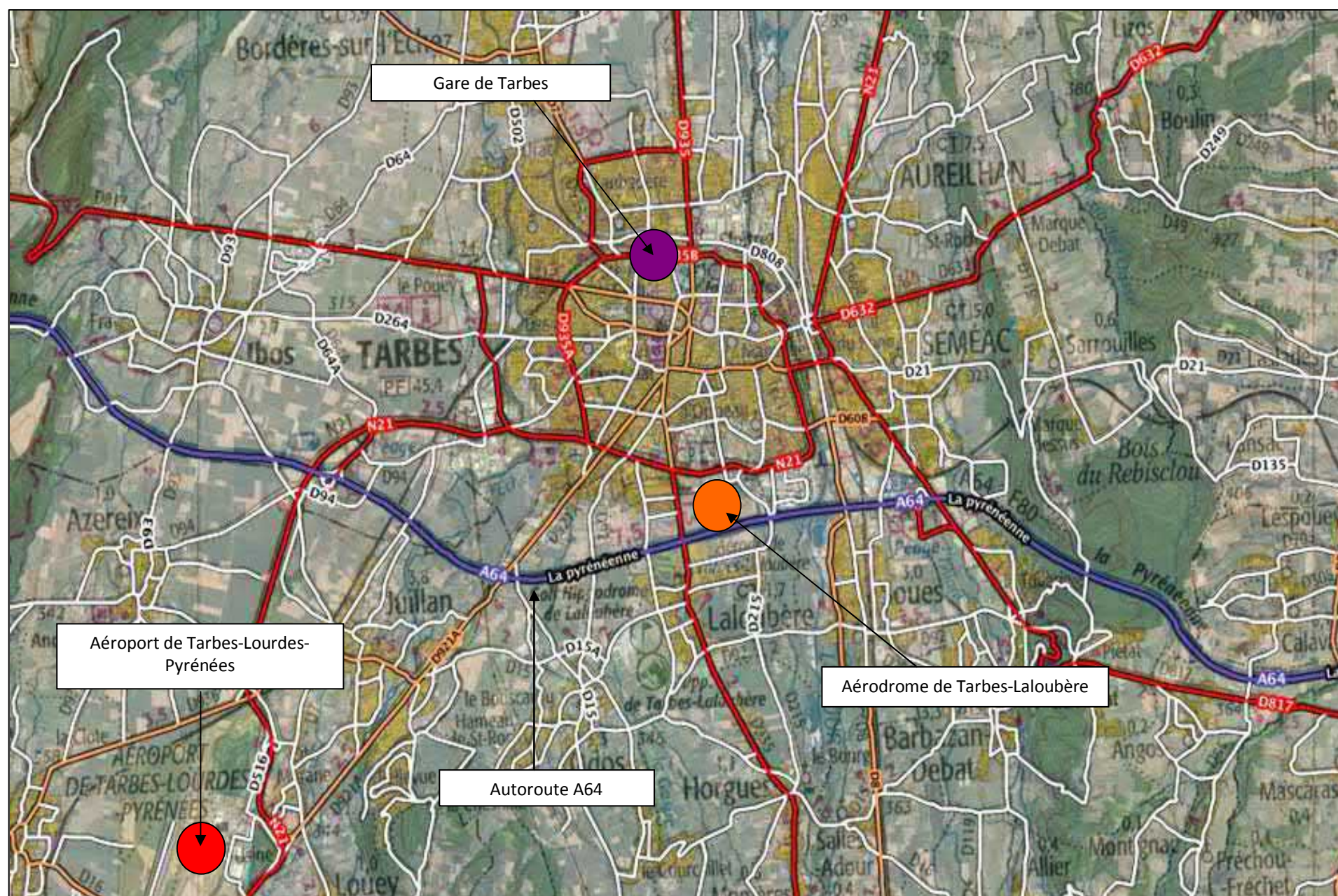
✕ **L'AÉROPORT DE TARBES-LOURDES-PYRENEES**

L'aéroport de Tarbes-Lourdes-Pyrénées, second aéroport de Midi-Pyrénées, dessert les vols intérieurs.

L'aéroport se situe à égale distance de Tarbes et Lourdes (10 km), sur la RN 21 en direction d'Ossun. Il est accessible en 5 minutes depuis l'autoroute A64 (sortie n°12 Tarbes-Ouest).

Les vols réguliers sont à destination de Paris-Orly, Rome, Milan, Bruxelles, Londres Stansted et Manchester. Des vols charters permettent également de rallier l'Espagne, Malte, la Suisse, la Slovénie, l'Autriche, l'Allemagne, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et l'Irlande.

La proximité de l'aéroport avec celui de Pau / Pyrénées (40 km) et celui de Toulouse / Blagnac (150 km) offre des liaisons supplémentaires.



8.3. LE STATIONNEMENT

La commune de Tarbes dispose de **5 000 places de stationnement** dont plus de la moitié sont payantes (2 700 places payantes, soit 54 % du parc de stationnement). Des zones rouges et vertes ont été mises en place selon la durée de stationnement escomptée (respectivement moins de 2h et moins de 8h). Grâce à ces places, peu de stationnement illicite a été remarqué au centre-ville de manière générale.

En revanche, les jours de marché, autour de la place Marcadieu (les jeudis matin), la **circulation est difficile** en raison des nombreux véhicules stationnés de manière illicite.



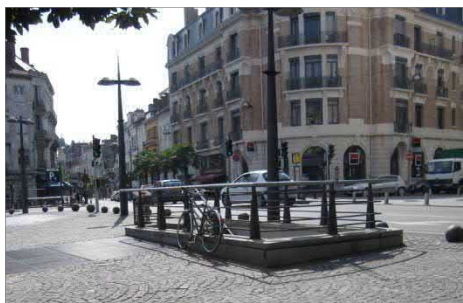
Sur la place Marcadieu les jours de marché, de nombreux deux-roues et cycles stationnent sur les trottoirs de manière désordonnée. Des parking spécifiques ont été prévus devant le Carmel, la place de la Mairie, l'Eglise Sainte Thérèse et l'Avenue du Marché Brauhauban.



- **Le stationnement automobile et les parkings en centre-ville :**
 - Rues à un ou deux sens de circulation, avec du stationnement longitudinal d'un côté ou des deux côtés de la chaussée, qui n'entrave pas la circulation ;
 - De nombreux petits parcs à voitures dans le centre-ville, avec du stationnement en épi ;
 - Pour certaines habitations en centre-ville, le parking peut être intégré à la parcelle.



- Deux des principaux parkings du centre-ville sont Brauhauban et Verdun (parking Vinci). Le parking de Verdun est souterrain, alors que celui de Brauhauban est en terrasse.



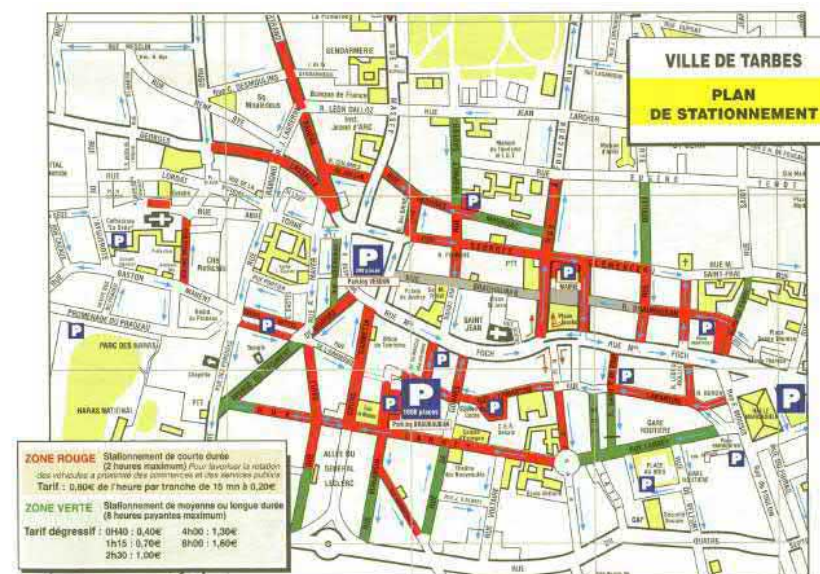
L'urbanisation de la commune s'est, pour une large partie, développée sous la forme d'habitat pavillonnaire. La majorité du stationnement dans ce type de quartier est intégré à la parcelle. Les lotissements bénéficient également de parkings visiteurs et de parkings collectifs positionnés soit le long de la voirie sur l'espace public, soit sur des aires aménagées en bout de raquette de retournement. Des parkings de plus grande ampleur se situent à proximité des résidences collectives. Des aires de stationnements sont prévues à proximité des équipements sportifs, de loisirs et des commerces.

Les **2 700 places payantes** sont réparties ainsi : environ 2 400 places de courte durée pour les usagers voulant accéder aux commerces et services du centre-ville, et près de **300 places de moyenne et longue durée** pour les actifs venant travailler à Tarbes ainsi qu'aux résidents en journée. L'offre payante de courte durée semble satisfaisante. En revanche, **l'offre payante de moyenne et longue durée est insuffisante**. La moitié de l'offre payante se concentre sur les deux parkings en structure de Verdun et de Brauhauban destinés aux moyennes et longues durées mais appliquant une tarification « zone rouge » pour la courte durée.

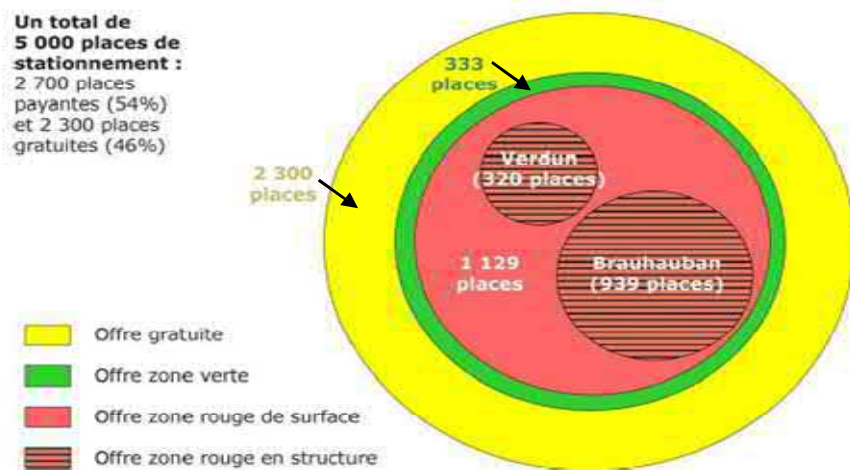
Les étages de la Halle Brauhauban sont équipés d'un parking accessible depuis la rue Larrey.

L'offre gratuite est très importante et souvent très proche des quartiers les plus attractifs. Toutefois, la gratuité nuit principalement aux riverains du centre-ville, qui voient les emplacements se libérer difficilement ou tardivement. L'offre gratuite aux abords directs du centre-ville est saturée pendant que l'offre payante (abondante) du parc en structure du Marché Brauhauban est largement sous-utilisée.

A Tarbes, ce sont les pendulaires (automobilistes venant travailler en centre-ville, stationnement de longue durée toute la journée avec un retour au domicile possible le midi) qui constituent l'occupation la plus importante, à l'origine d'une impression générale de saturation de l'offre (recherche de places gratuites au plus près du lieu de travail, réticence à payer le stationnement dans le centre-ville).

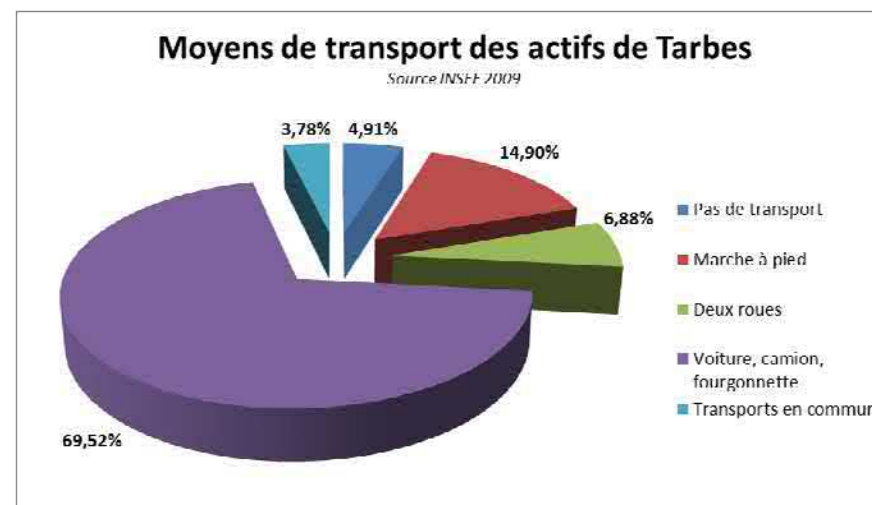


Le stationnement issu du **covoiturage** s'observe principalement aux péages autoroutiers. Ce phénomène engendre un stationnement quotidien pendulaire d'une centaine de voitures en moyenne. Aucun parc de rabattement n'a été prévu pour ces pratiques spontanées. Les véhicules sont ainsi garés en plein giratoire et le long de la voie d'accès.



Récapitulatif de l'offre de stationnement à Tarbes

8.4. LES DEPLACEMENTS

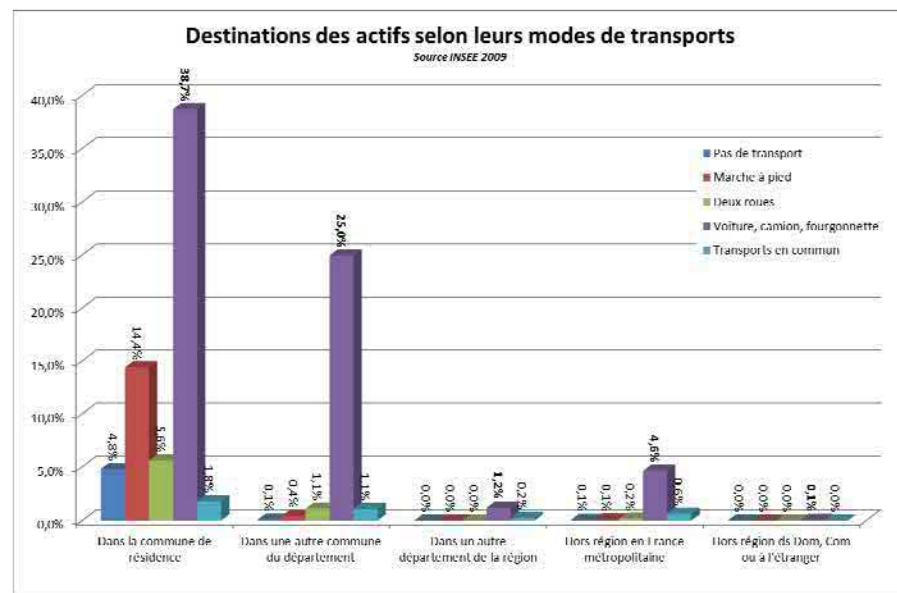


Concernant les modes de transports, en 2007, **69,52 % des actifs ayant un emploi utilisaient leur véhicule** particulier pour se rendre sur leur lieu de travail (+10,3 % par rapport à 1999). Seulement **3,78 % des actifs utilisaient les transports en commun** ; toutefois il convient de noter que cette part des actifs a augmenté entre les deux derniers recensements INSEE de 1999 et 2009.

21,78% de la population utilisaient d'autres modes de transports. Seuls 4,91% de la population active ne devait pas se déplacer pour se rendre sur son lieu de travail (travail à domicile). Ces migrations pendulaires étaient effectuées par 6,88 % de la population active en deux-roues et 14,9 % à pied.

La croissance de la multi-motorisation des ménages, plus accentuée en périphérie de l'agglomération qu'au centre, conjuguée avec une densité de population plus faible et une dispersion de l'habitat, encourage le **développement de la voiture particulière au détriment des modes**

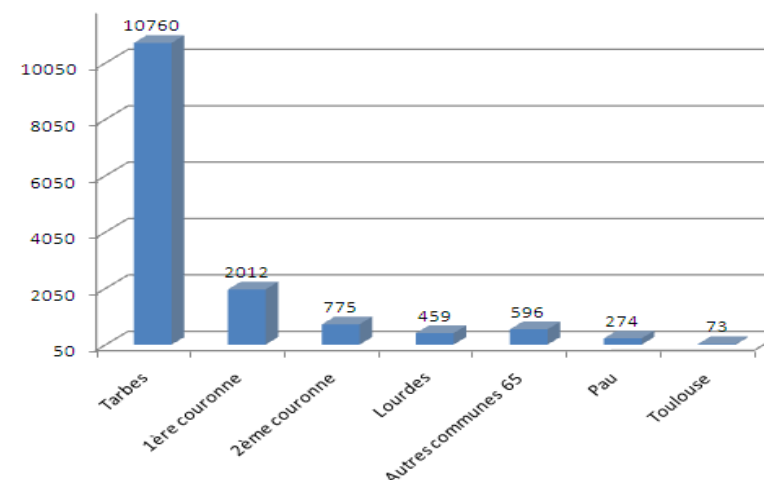
alternatifs (transports en commun notamment). L'adaptation de l'offre en transports en commun en dehors du centre de Tarbes pourrait permettre aux ménages installés en première et seconde couronne de l'agglomération, de diminuer l'usage de la voiture particulière pour les trajets domicile-travail.



Il est important de noter que **38,7% des actifs vivant et travaillant à Tarbes utilisent leur voiture particulière pour se rendre sur leur lieu d'emploi.**

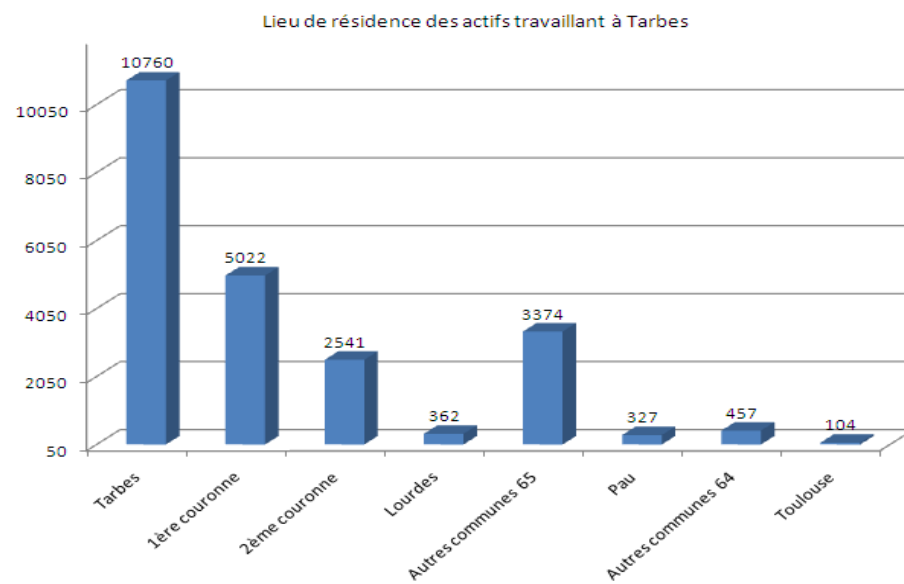
D'après l'étude sur les mobilités effectuée lors du PDU, 50 % des déplacements sont intercommunaux et 70 % sont concentrés sur Tarbes, contre 21 % pour le reste de l'agglomération. Pour 1 actif Tarbais allant travailler à l'extérieur, 3 actifs extérieurs viennent travailler à Tarbes. La ville de Tarbes constitue le pôle d'emplois dominant de l'agglomération.

Lieu de travail des actifs résidant à Tarbes



NB : afin d'obtenir des données plus représentatives et plus facilement exploitables, les catégories prises en compte dans les graphiques suivants démarrent à un seuil d'au moins 50 déplacements.

En 2009, un peu moins des **¾ de la population active résidant à Tarbes y travaille également** (72 %). 13 % des Tarbais travaillent dans les communes de la 1^{ère} couronne (périmètre de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes) et 5 % dans les communes de la deuxième couronne (Juillan, Ossun, Louey, Bazet, Barbazan-Debat). 2 % des Tarbais travaillent à Pau, 3 % à Lourdes même et 4% dans le reste du département des Hautes-Pyrénées.



Près du quart des actifs venant travailler à Tarbes (22 %) résident sur une commune de la 1^{ère} couronne. 11 % de ces actifs habitent au niveau de la 2^{ème} couronne et 15 % viennent d'autres communes du département des Hautes-Pyrénées. 2 % habitent à Lourdes, 1 % à Pau et 2% proviennent d'autres communes des Pyrénées-Atlantiques.

✕ LES MODES DE DEPLACEMENTS DOUX

• La circulation piétonne :

La circulation piétonne est relativement aisée au niveau de l'hyper-centre, les aménagements et les **espaces publics étant larges et entretenus**. Les trottoirs sont existants dans quasiment toute la commune tarbaise (de plus ou moins grandes dimensions), ce qui facilite le cheminement piéton. Cependant, il n'existe, actuellement, qu'une seule rue piétonne : la rue Brauhauban.

En outre, la **rue du Maréchal Foch** possède de larges trottoirs, et le cheminement piéton de cette rue est bien aménagé.

Suite à sa requalification lors de la rénovation de la Halle Brauhauban, les cheminements piétons sont plus sécurisés sur la rue Larrey.

La **Place de Verdun** possède des aménagements piétons de qualité, mais des problèmes d'excès de vitesse de la part des automobilistes ont pu être constatés autour de cette place. En effet, de nombreux piétons traversent la route menant de la place aux rues adjacentes, et les véhicules motorisés n'utilisent pas une vitesse adaptée pour ce lieu fréquenté. Aussi, des aménagements, tels qu'une zone 30, des plateaux traversant etc. pourraient sécuriser davantage ce secteur de forte fréquentation.

Aux abords de certains établissements scolaires, des aménagements piétons ont été mis en place afin de sécuriser les sorties d'écoles. Par exemple, devant l'école primaire, maternelle, et le collège donnant sur le Boulevard Debussy, des aménagements sécurisent le cheminement des enfants (présence de barrières) et matérialisent le passage piéton.



En revanche, certaines écoles du centre-ville (à proximité du jardin Massey, ou à proximité de la gare par exemple) ne présentent pas des conditions de sécurité satisfaisantes pour les écoliers.

La circulation cycliste :

En centre-ville, les vélos circulent généralement sur la chaussée.



Quelques bandes ou pistes cyclables existent de manière dispersée, et sans continuité. Les aménagements cyclables existants se trouvent, en majeure partie, en-dehors de l'hyper-centre : le long de l'Adour, sur le Boulevard Lacausade, etc. Dans le centre-ville, quelques aménagements ont été effectués notamment autour du Jardin Massey ou encore de la rue André Fourcade.

L'agglomération tarbaise a élaboré un **Schéma Directeur des Itinéraires Cyclables** (S.D.I.C.) en 2009. Ce S.D.I.C. est un projet à long terme (15 ans). Il convient de différencier plusieurs catégories de cyclistes : cycloportifs, promeneurs, et utilitaires. Le S.D.I.C. a pour vocation de répondre aux attentes des cyclistes utilitaires, c'est-à-dire les cyclistes qui utilisent le vélo comme moyen de transport. Le S.D.I.C. de l'agglomération tarbaise ne prévoit pas seulement des aménagements voirie, mais également de pouvoir disposer d'un vélo équipé et en bon état, de se déplacer et stationner en sécurité et de se sentir encouragé dans la pratique du vélo.

Le S.D.I.C. prévoit un réseau cyclable (carte ci-dessous) qui permettrait de créer des continuités avec le faible réseau existant, et de créer un réel cheminement cyclable dans le centre-ville, et sur son pourtour. Ainsi, le S.D.I.C. propose de ceinturer le centre-ville, à partir du segment existant sur le Boulevard Lacausade, par un aménagement de bandes

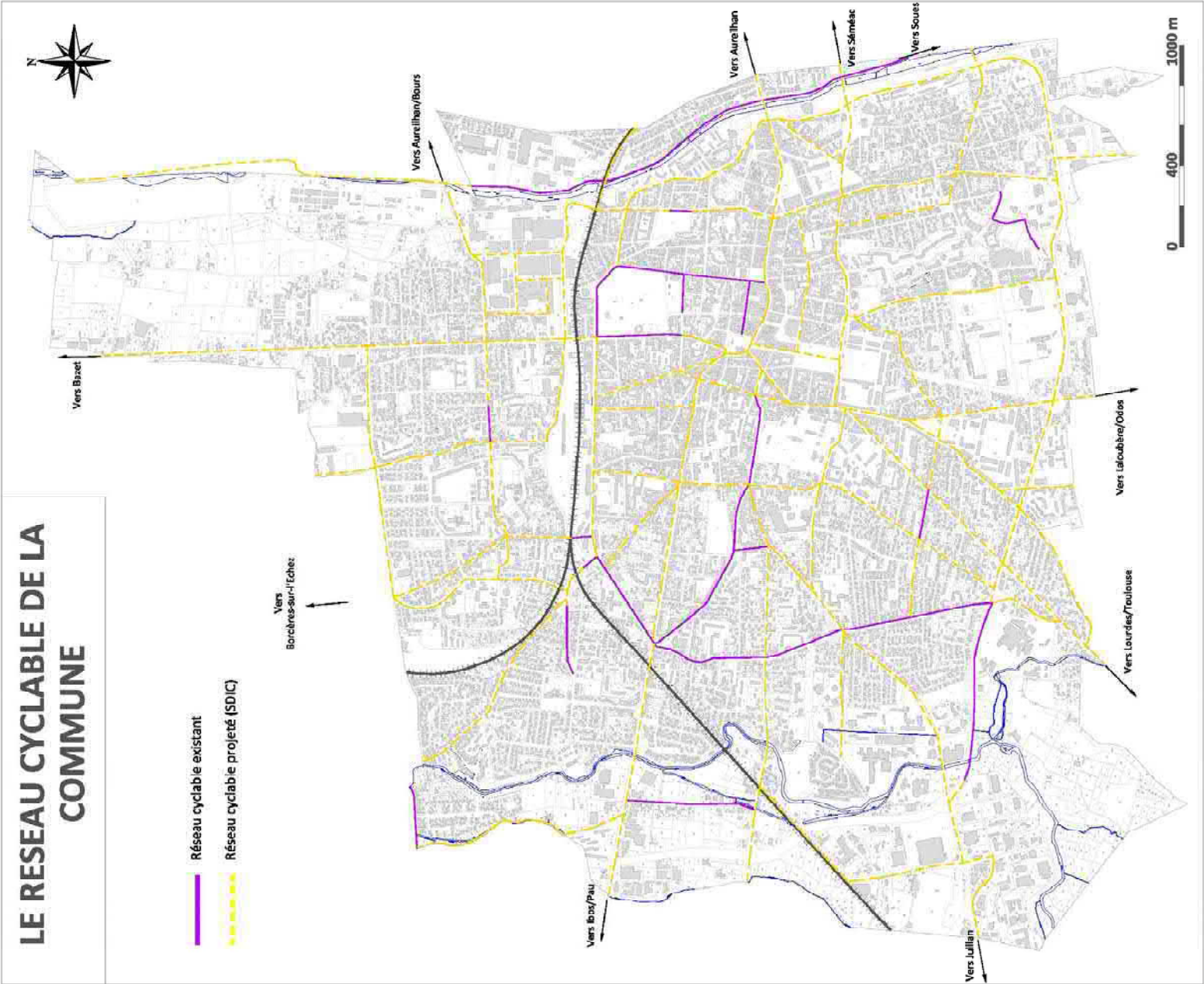
cyclables et assimilées sur les boulevards Claude Debussy, Jean-Raoul Paul, du Martinet, Maréchal Joffre et Maréchal Juin. Des pistes cyclables et assimilées pourraient également être aménagées le long d'axes structurants comme la RD935.

Tarbes a mis en place le service « **Vél'en Ville** » qui permet d'accéder à des vélos en libre-service. Ce service est situé au niveau du parking Brauhauban. Près de 100 vélos sont ainsi disponibles et peuvent être utilisés sur les 22 km de bandes cyclables de la ville.



Aujourd'hui, il n'existe pas de réel réseau « deux-roues utilitaires » sur l'agglomération, mais le projet en cours de réalisation du « **Trait Vert** », s'il répond à une demande orientée « loisirs », constitue une armature sur laquelle un futur réseau orienté sur les **déplacements « utilitaires »** pourrait se construire.

Le long des allées du Général Leclerc, un aménagement (square) a été créé, afin de permettre aux modes doux de circuler. Cet espace reposant, constitué d'arbres, d'une fontaine etc., permet de relier le centre-ville à la partie Sud de la ville (régiment des hussards parachutistes). Cependant, le revêtement au sol (petits gravillons) ne permet pas aux cyclistes, aux personnes utilisant des rollers, ou même aux parents poussant une poussette, de circuler aisément sur ce square. Un réaménagement plus adapté pourrait permettre aux modes doux de circuler plus facilement.



- **Le Trait Vert et le CaminAdour :**

Le **Trait Vert** prévoit des itinéraires réservés aux modes doux hors du centre-ville de Tarbes et des centres-villes de l'agglomération. Ces aménagements valorisent la promenade dans un environnement paysager de qualité.

Ce projet, qui est une réalisation du Grand Tarbes en collaboration avec l'Office National des Forêts, permet de relier par des chemins de promenade les 12 communes qui constituent la Communauté d'Agglomération. Ce sentier balisé passe également par les communes de Barbazan-Debat et Juillan. Ces chemins empruntent, pour une bonne partie, des chemins ruraux existants mais également des routes et traversent des zones urbaines. Ils sont accessibles aux piétons et aux cyclistes. Cette réalisation a nécessité le balisage d'un ensemble de 10 boucles de sentiers de promenade sur l'ensemble de l'agglomération tarbaise, **soit environ 100 km**.

Chaque boucle est **accessible par le réseau de bus du Grand Tarbes** puisque celui-ci sillonne l'agglomération. On peut également y accéder en voiture, des aires de stationnement étant à disposition sur le tracé. La plus petite boucle fait 5 km et la plus grande fait 20,5 km.

Le **CaminAdour** est un sentier qui longe les berges de l'Adour. Il emprunte principalement le lit mineur de la rive droite du fleuve. Des études approfondies ont été nécessaires, afin de tenir compte des contraintes du fleuve Adour. De lourds travaux ont été effectués entre 2003 et 2005, et notamment des travaux de confortement des berges. Ce sentier est rattaché à l'ensemble du Trait Vert à Bours, à Soues et à Tarbes.



Légende

circuits du Trait Vert

CaminAdour 2 h 15 10 km

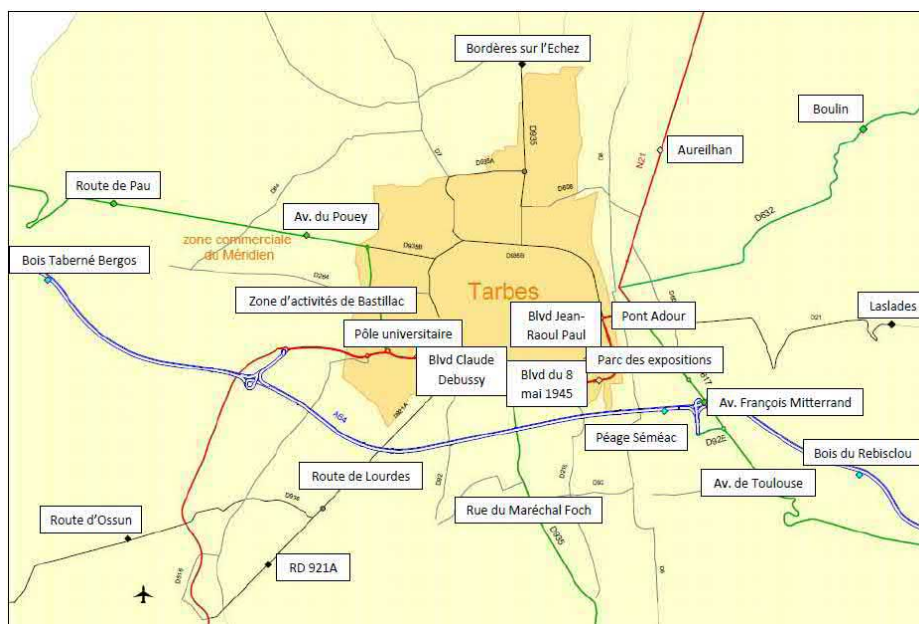
- 1** les coteaux ouest
5 h 20,5 km
- 2** autour de l'Echez
3 h 20 13,5 km
- 3** l'arsenal
2 h 40 10,5 km
- 4** les lacs de Bours
4 h 15 17 km
- 5** les coteaux est
3 h 30 14 km
- 6** les bois de Labarthe
1 h 20 5 km
- 7** les rives de l'Adour
3 h 30 14 km
- 8** le Bouscarou
4 h 30 17 km
- 9** la Boucle de Sarrouilles
2h00 7,6 km
- 10** la Boucle de Salles-Adour
3h30 14 km



✕ LE TRAFIC AUTOMOBILE

69,52% des actifs occupés utilisent la voiture particulière dans leurs mobilités domicile-travail. Ils empruntent majoritairement la RN 21, les RD 935 et 817, l'A64 mais aussi des routes secondaires permettant de rejoindre les autres villes de l'agglomération tarbaise.

La commune étant située à proximité d'axes majeurs de communication, les trafics routiers de véhicules sont importants. Les comptages de la **Direction Départementale des Territoires** sont consultables ci-dessous.



Carte de localisation des comptages routiers réalisés en 2009

- Trafics routiers au niveau de la commune de Tarbes et de ses environs en 2009 :

Localisation	Nombre véhicules/jour	Evolution depuis 2008
Bordères sur l'Echez / RD 935 Nord	13565	2,80%
Rue du Maréchal Foch / RD 935 Sud	8478	1,30%
Aureilhan / RN 21	10700	-
Pont Adour / RN 21	18350	-
Bld Jean-Raoul Paul / RN 21	16817	-
Parc des expositions / RN 21	22100	34,30%
Bld du 8 mai 1945 / RN 21	23500	-
Bld Claude Debussy / RN 21	27157	-1,90%
Pôle Universitaire / RN 21	18800	-
Bois Taberné Bergos / A 64	17497	2,40%
Péage Séméac / A 64	17009	1,70%
Bois du Rebisclou	23204	1,60%
Zone d'activités de Bastillac / RD 817	13460	1,60%
Avenue du Pouey / RD 817 Ouest	16372	-0,60%
Route de Pau / RD 817 Ouest	9577	0,50%
Boulin / RD 632	2942	-0,90%
Av. François Mitterrand / RD 817 Est	15566	-3,70%
Av. de Toulouse / RD 817 Est	6448	1,20%
Route de Lourdes / RD 921 A	14928	6,00%
RD 921 A	11652	6,00%
Route d'Ossun / RD 936	5050	6,00%
Laslades / RD 21	1111	-0,90%

Source : DDT 65

Traffics routiers année 2009

Agrandissement de l'agglomération Tarbaise



Les tronçons sur lesquels l'évolution des flux est la plus importante sont :

- **RN 21** (Parc des expositions) : + 34,3 % entre 2008 et 2009 ;
- **RD 921 A** (route de Lourdes) : + 6 % entre 2008 et 2009 ;
- **RD 936** (route d'Ossun) : + 6 % entre 2008 et 2009 ;
- **RD 817** (avenue François Mitterrand) : - 3,7 % entre 2008 et 2009 ;
- **RN 21** (boulevard Claude Debussy) : - 1,9 % entre 2008 et 2009.

En ce qui concerne le trafic interne, il n'a pas été réalisé de comptages sur le réseau viaire secondaire de la commune.

Les déplacements sur la commune sont importants. Les infrastructures de transports présentent des **phénomènes de saturation notamment au niveau des grands axes structurants du centre de Tarbes**. Ainsi, dans le cadre d'un développement croissant de l'urbanisation, une réflexion devra être menée afin de garantir la qualité des déplacements sur la commune et d'optimiser la qualité des transports alternatifs à l'automobile.

Un trafic élevé de poids lourds est constaté sur le « périphérique » et sur les voiries d'accès à Tarbes d'après le diagnostic du PDU. Ainsi, Tarbes a choisi de mettre en place une réglementation ponctuelle (rue par rue) avec un seuil de tonnage de 3,5 et de 5,5 tonnes, plutôt qu'une limitation de l'accès général au centre-ville à une catégorie de poids lourds.

- **Les flux domicile-travail**

L'attractivité de Tarbes s'exerce prioritairement sur les 5 communes en continuité urbaine (Séméac, Aureilhan, Soues, Barbazan et Bordères-sur-Echez) mais également sur 3 communes en discontinuité: Ibos (dans les 2 sens), Juillan et Odos.

Hors de l'influence de Tarbes, 2 pôles d'attraction d'agglomération émergent : Séméac et Ibos.

L'évolution de l'emploi à la baisse dans la ville-centre ne fait que renforcer le rôle de ces deux pôles.

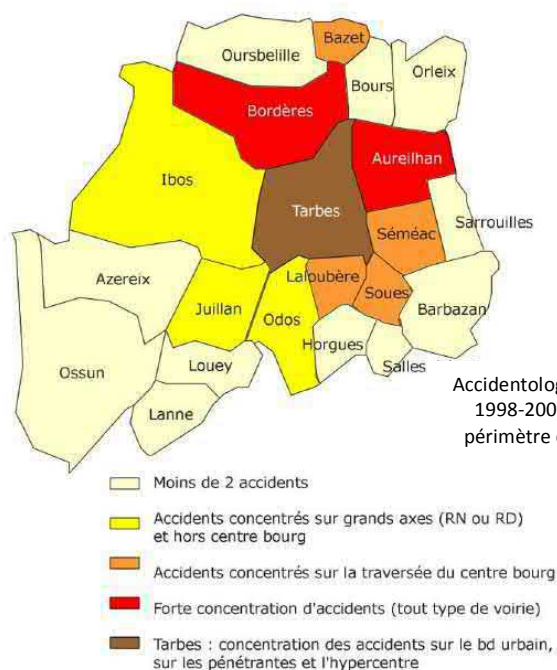
Le captage de ces flux quotidiens sur des parkings multimodaux situés en périphérie de la ville semble donc opportun à condition d'accompagner cette mesure d'une desserte efficace des parkings relais par le réseau de transports en commun de même que d'appliquer une politique dissuasive du stationnement en centre-ville voire de limiter ce dernier aux seuls riverains et zone de livraisons.

8.5. L'ACCIDENTOLOGIE

Tarbes concentre la majorité des accidents de l'agglomération, et plus particulièrement ceux qui impliquent un piéton ou un vélo. Les grandes artères, dont la rocade urbaine, sont les sites les plus sensibles.

D'après le diagnostic du PDU, **37% des accidents de l'agglomération impliquent un deux-roues** (18 % cyclomoteurs, 10 % vélos et 9 % motos) contre 21,5 % au niveau national. Ils représentent 1/4 des tués et 1/3 des blessés graves.

Les piétons sont impliqués dans 11 % des accidents. Leur nombre est en augmentation constante depuis 1999 et les accidents graves sont de l'ordre de 8 % en 2002.



Entre 2000 et 2010, le nombre d'accidents corporels survenus sur la commune de Tarbes et ayant fait l'objet d'un PV de police s'élève à 1791. Ces accidents ont fait 2282 victimes (20 tués, 383 blessés hospitalisés et 1879 blessés légers).

La gravité des accidents (tués pour 100 accidents corporels) s'élève à 1,1 soit une gravité peu marquée pour une ville de cette importance. En effet, la moyenne nationale pour les villes de 20 000 à 100 000 habitants s'établit à 1,68 pour l'année 2009.

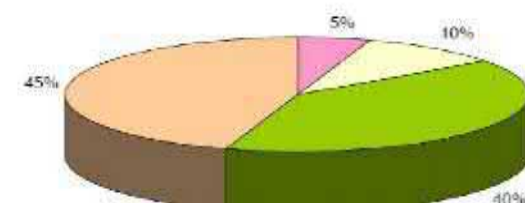
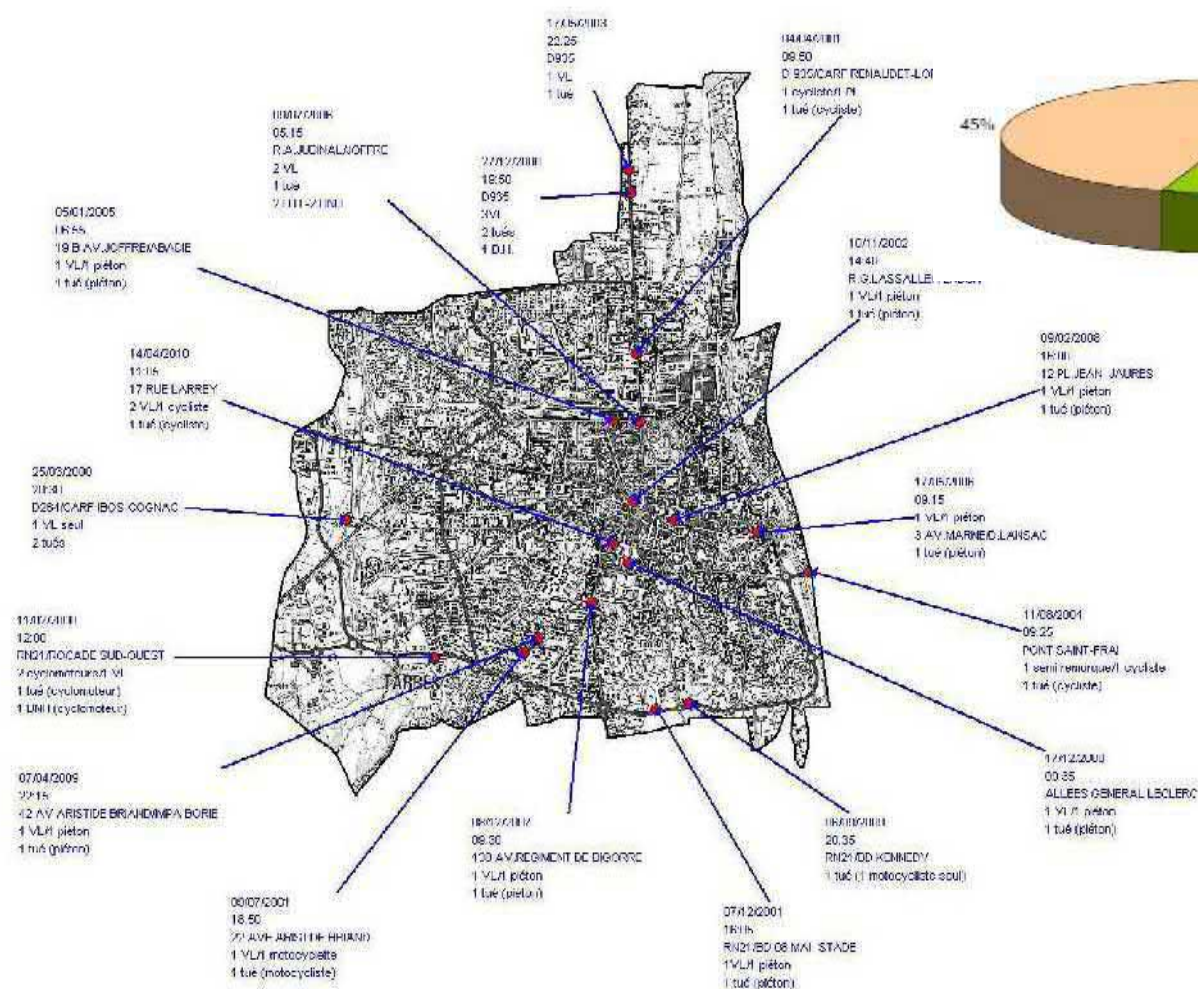
Ces accidents se répartissent de la manière suivante :

- 17 % impliquent un piéton ;
- 13 % impliquent au moins un vélo ;
- 23 % impliquent au moins un deux-roues inférieurs à 50 cm³ ;
- 10 % impliquent au moins un deux-roues supérieurs à 50 cm³ ;
- 2 % impliquent au moins un poids lourd ;
- 0,5 % impliquent au moins un transport en commun ;
- 90 % impliquent au moins 1 véhicule léger.

Plus de 12 % des accidents n'impliquent qu'un véhicule seul. Les usagers vulnérables (piéton, vélo, deux-roues motorisé) sont impliqués dans plus de 60 % des accidents.



Localisation des accidents mortels 2000-2010 Commune de Tarbes



Sources des données : DDT65/Concerto2000-2010
Régis emilio : 0104-SCAN29@marc@0504/DNSA/SCIT - 08/01/2005

Producteur : DDT65/SIDD/BSRTDD
Observatoire départemental de la Sécurité Routière
Date : janvier 2011

70 % des tués dans un accident survenu à Tarbes sont des usagers vulnérables (piétons, cyclistes, conducteurs de deux-roues motorisés).

Les piétons :

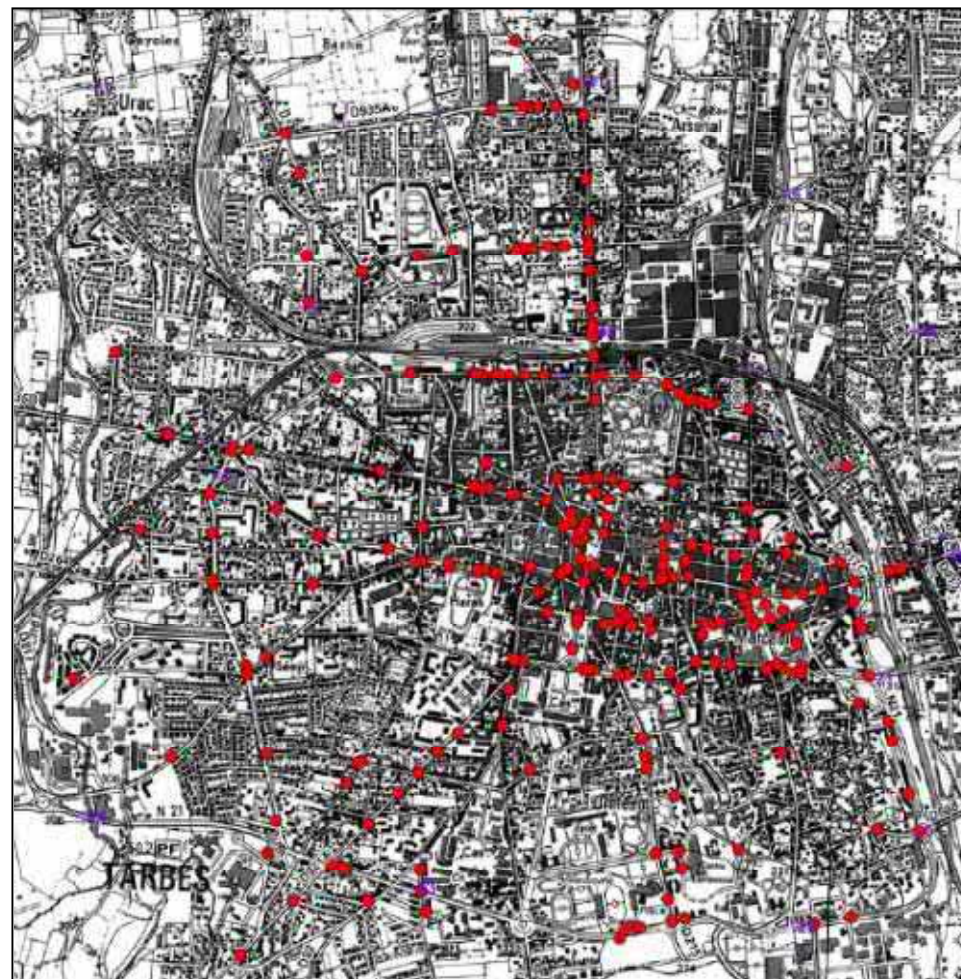
Sur la période 2000-2010, **297 accidents impliquent un piéton** et 8 sont mortels.

Dans 88 % des cas, c'est un véhicule léger ou un véhicule utilitaire qui heurte le piéton, dans 5 % des cas c'est un deux-roues motorisé de moins de 50 cm³, dans 3 % des accidents c'est un vélo, dans 2 % c'est un deux-roues motorisé de plus de 50 cm³ ; les poids lourds et les transports en commun ne représentent chacun que 1% des accidents.

Ces accidents se produisent en grande majorité de jour (81 % des accidents et 75 % des accidents mortels). Dans 6 des accidents mortels, la victime est âgée de plus de 80 ans.

Quatre secteurs présentent des concentrations d'accidents :

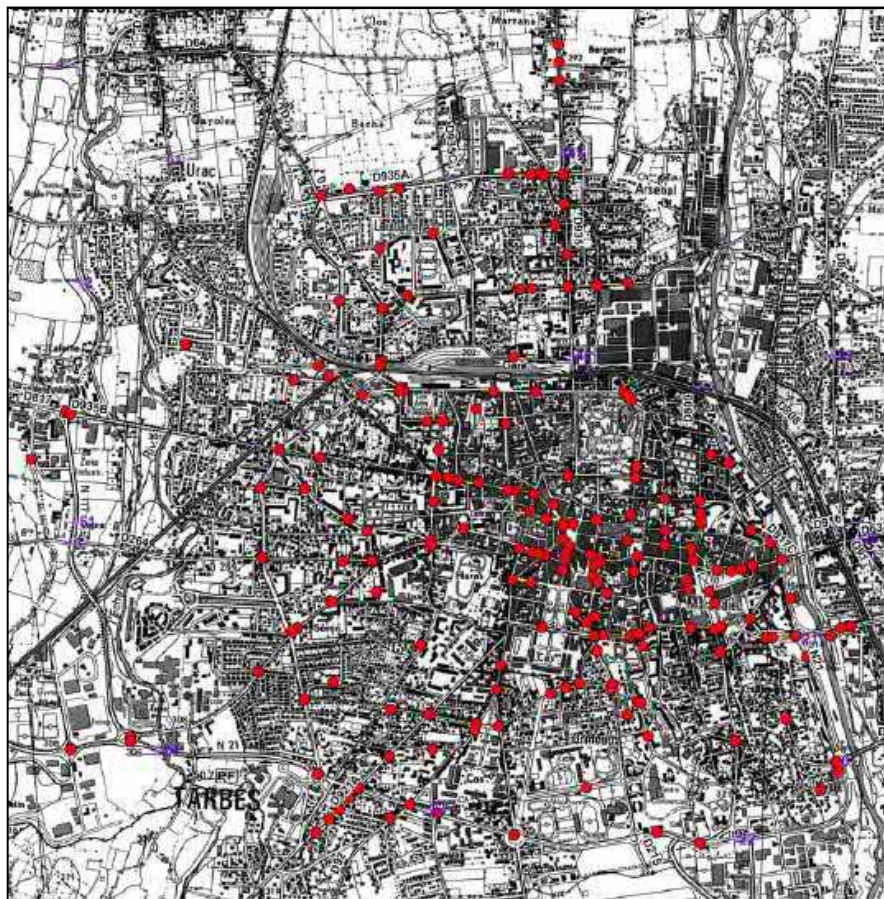
- la Place de Verdun ;
- le secteur de Marcadiou ;
- le secteur de Brauhauban ;
- la gare.



- **Les vélos :**

Sur la période 2000-2010, 227 accidents impliquent un vélo et 3 sont mortels.

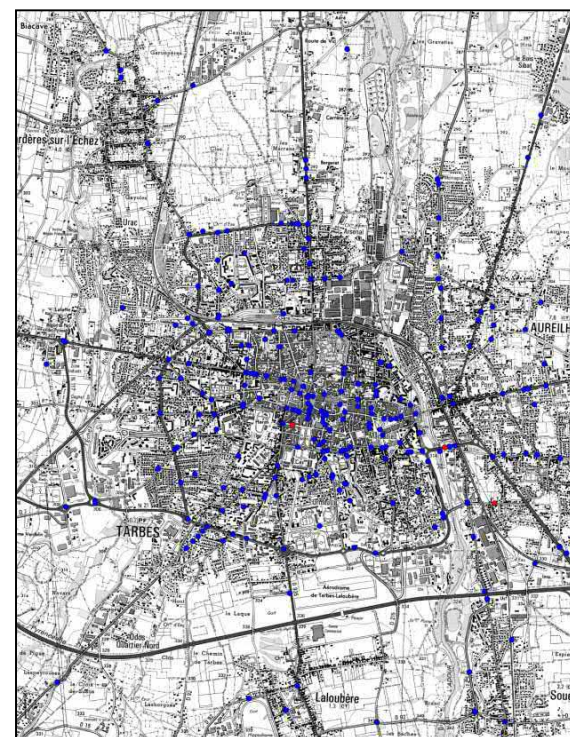
Dans 88 % des accidents, le vélo est heurté par un véhicule léger ou par un véhicule utilitaire, dans 4 % des accidents il y a conflit avec un piéton, dans 3 % des accidents le vélo est heurté par un poids lourd, dans 2 % des cas il y a collision avec un deux-roues motorisé de moins de 50 cm³.



Ces accidents se produisent essentiellement de jour (90 % des accidents et la totalité des accidents mortels). 63 % de ces accidents se produisent en intersection, mais 2 des 3 accidents mortels se situent hors intersection.

Les trois secteurs les plus accidentogènes se situent :

- secteur Palace de Verdun-Cours Gambetta ;
- secteur Brauhauban ;
- rue Georges Lassale.



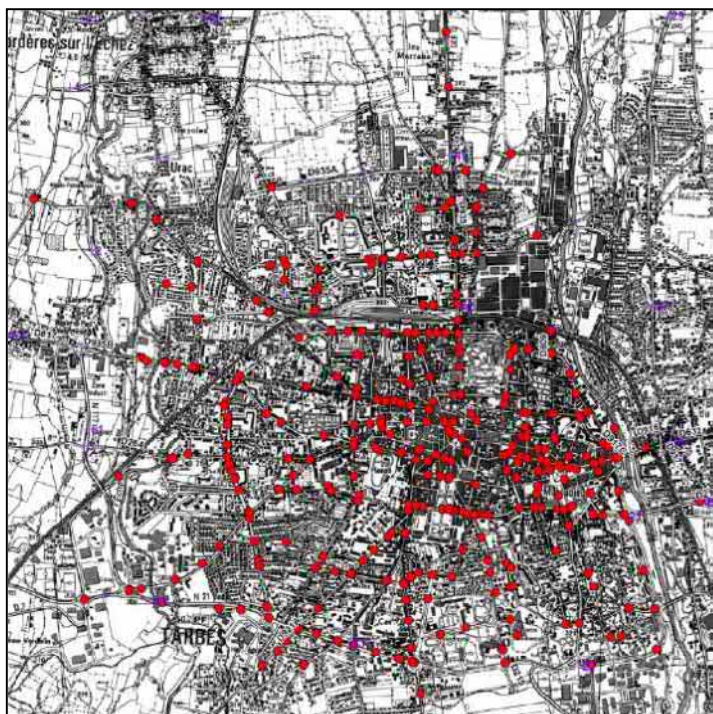
*Localisation des accidents impliquant au moins une bicyclette sur l'agglomération de Tarbes durant la période 2000-2010
(Source : DDT 65)*

- **Les deux-roues motorisés de moins de 50 cm³ :**

Sur la période 2000-2010, 412 accidents impliquent un deux-roues motorisé de moins de 50 cm³ et un seul accident est mortel.

Dans 80 % de ces accidents, il y a conflit avec un véhicule léger ou un véhicule utilitaire, dans 13 % des accidents le deux-roues est seul impliqué, dans 4 % des accidents il y a conflit avec un piéton et dans 2 % avec un deux-roues motorisé de plus de 50 cm³.

Ces accidents se produisent essentiellement de jour (72 % des accidents) et en intersection (70 % des accidents).

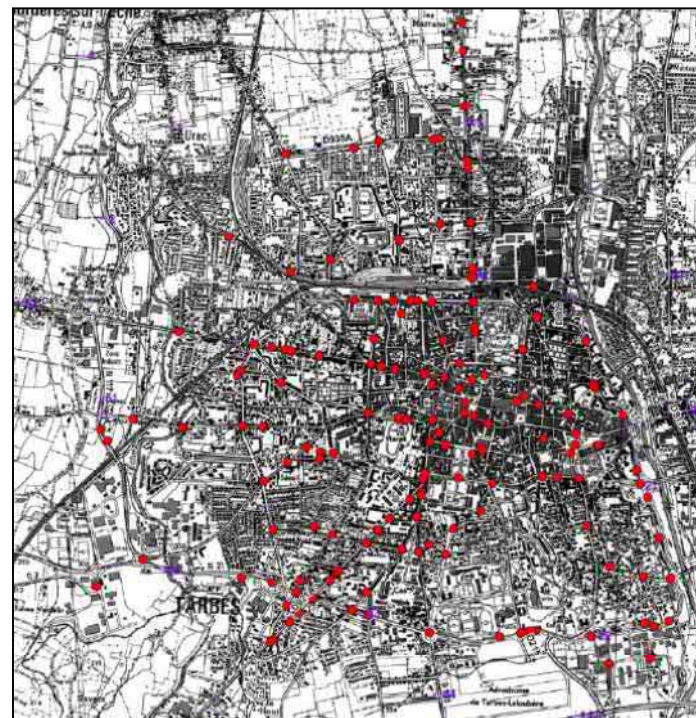


L'ensemble du centre-ville est concerné par ces accidents mais également le boulevard du Maréchal de Lattre de Tassigny, l'avenue Saint Exupéry et le secteur de la Gare.

- **Les deux-roues motorisés de plus de 50 cm³ :**

Sur la période 2000-2010, 182 accidents impliquent un deux-roues motorisé de plus de 50 cm³ dont 2 sont mortels.

Dans 74 % de ces accidents il y a conflit avec un véhicule léger ou un véhicule utilitaire, dans 15 % des cas le deux-roues motorisé est seul impliqué dans l'accident, dans 5 % des accidents il y a conflit avec un piéton et dans 4 % des accidents il y a conflit avec un autre deux-roues motorisé.



Ces accidents se produisent essentiellement de jour (41 % des accidents) et en intersection (70 % des accidents).

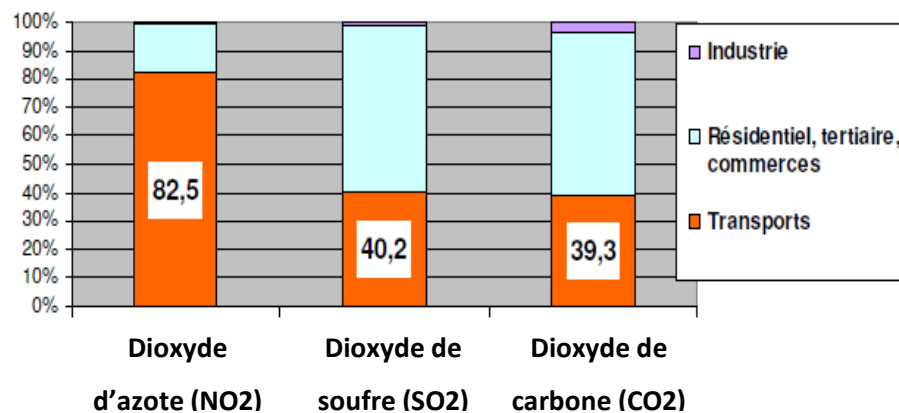
Le centre-ville ne présente pas de secteur d'accumulation d'accidents. Ce sont les axes principaux d'accès au centre-ville qui sont concernés :

- avenue Aristide Briand ;
- avenue Alsace-Lorraine ;
- rue du corps Franc Pommiès ;
- avenue Maréchal Joffre ;
- boulevards de ceinture.

8.6. LES EMISSIONS POLLUANTES ATMOSPHERIQUES

Une station de surveillance de la qualité de l'air est recensée sur Tarbes. Les paramètres mesurés sont les suivants : NO₂ (dioxyde d'azote), O₃ (ozone), SO₂ (dioxyde de soufre), NO (monoxyde d'azote) et PM₁₀ (particules inférieures à 10 microns).

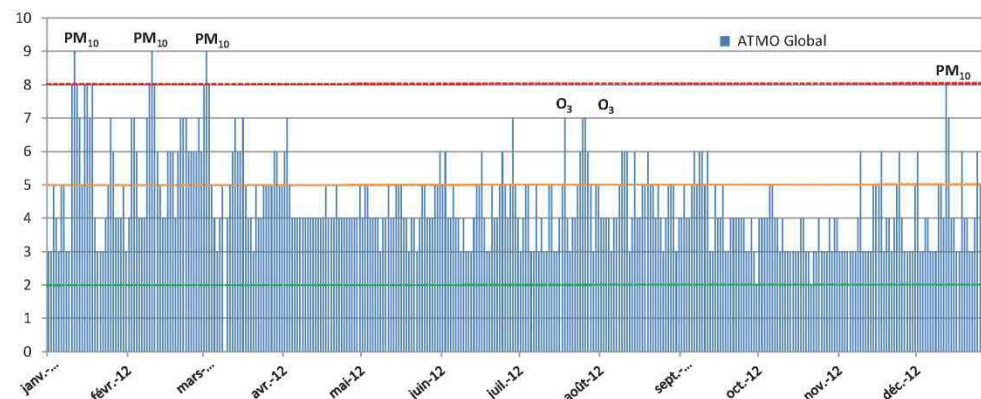
Durant la quasi-totalité de l'année 2009, **l'indice de qualité de l'air s'est situé entre 2 (indice très bon) et 5 (indice moyen)** et les $\frac{3}{4}$ de l'année entre 2 (très bon) et 4 (bon). L'indice a été médiocre 18 journées de l'année avec un indice 6 (10 journées en période hivernale et 8 en période estivale) et 4 journée avec un indice 7 (une en été, 3 en hiver). Il n'y a pas eu d'indices mauvais ou très mauvais. Enfin, près d'un jour sur 5, l'indice de qualité de l'air a été moyen à Tarbes. Les stations de mesures de Tarbes ont respecté en 2009 l'ensemble des réglementations fixées pour le dioxyde d'azote, les particules de diamètre inférieures à 10 microns et le dioxyde de soufre. Les valeurs cibles en ozone sont respectées, cependant l'objectif de qualité reste à atteindre.



Emissions polluantes sur l'unité urbaine de Tarbes par types de secteurs d'activités (en %) en 2001

Dans les Hautes-Pyrénées, l'arrêté préfectoral du 17 avril 2012 établit des procédures d'information et d'alerte en cas de dépassement constaté pour l'ozone, le dioxyde d'azote ou le dioxyde de soufre.

L'ORAMIP a déclenché 16 procédures de recommandation et d'information de la population pour les particules PM₁₀ de janvier 2012 à septembre 2013.



Répartition de l'indice ATMO au cours de l'année 2012

8.7. BILAN

✖ **SYNTHESE :**

- ✚ Une **desserte assurée par la RN 21, les RD 935 et 817 et l'A64**. Ces voies performantes assurent une bonne desserte routière de la commune ;
- ✚ Une **forte dépendance à la voiture**, notamment pour les trajets domicile-travail ;
- ✚ Un centre-ville accessible en véhicule mais difficilement en modes doux ;
- ✚ Quelques cheminements doux de qualité mais à sécuriser ;
- ✚ Une commune attractive pour les captifs habitant à l'extérieur mais venant travailler, faire leurs achats et pratiquer leurs loisirs à Tarbes ;
- ✚ Une couverture de réseau de transports en commun à améliorer pour augmenter l'usage.

✖ **ENJEUX :**

- ✚ **Développer les modes doux** (réseaux cycles et piétons) et le stationnement des cycles en centre ville. Des liaisons pour ces modes doux entre le centre et les différents quartiers ainsi qu'avec les équipements sportifs et scolaires pourraient être davantage développées ;
- ✚ Rechercher un meilleur équilibre entre les différents modes de transport en valorisant les modes de déplacement de proximité : marche à pied et vélo, notamment pour les trajets domicile-travail ;
- ✚ Limiter la « déconcentration » des activités en périphérie de la ville de Tarbes et de l'agglomération afin de ne pas accroître les trajets domicile-travail ;
- ✚ Améliorer le franchissement des coupures urbaines pour fluidifier les flux de circulation.

9. ANALYSE DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT (PARTIE 1 DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE)

9.1. ETUDE PHYSIQUE DU TERRITOIRE

✕ CARACTERISTIQUES CLIMATIQUES

Tarbes possède une situation privilégiée. En effet, sa localisation dans le bassin de l'Adour, mais aussi son altitude relativement élevée (300 mètres environ), lui confère un **microclimat** plus doux qu'à Lourdes, mais également moins pluvieux et plus ensoleillé qu'à Pau. Les étés y sont relativement chauds et souvent orageux. 29 jours d'orages par an en moyenne sont comptabilisés, contre 22 au niveau national. Le printemps est pluvieux et frais alors que l'automne reste doux et ensoleillé. L'hiver, quant à lui, semble de moins en moins rigoureux. Le record de froid a été enregistré en janvier 1985 avec une température sous-abri de -17,9 °C ; à l'inverse, il a été enregistré +39 °C en août 2003.

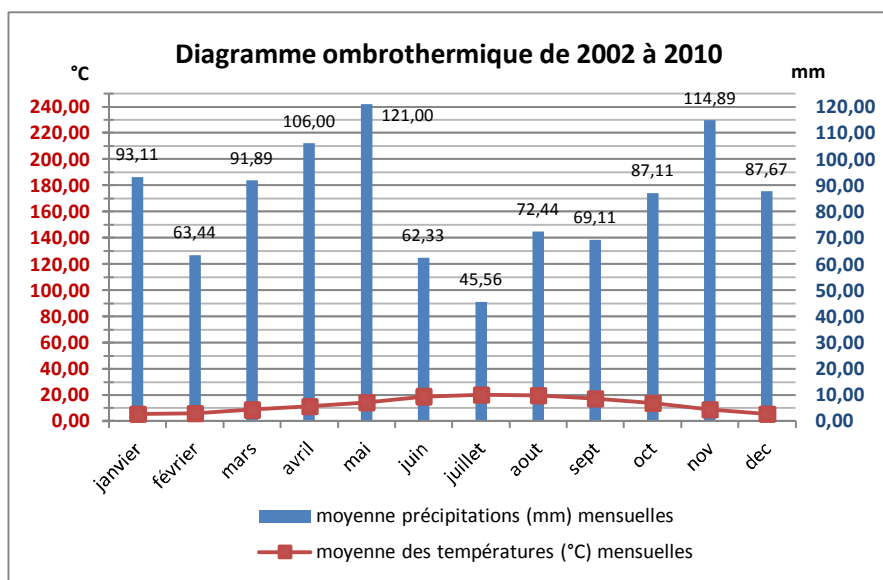
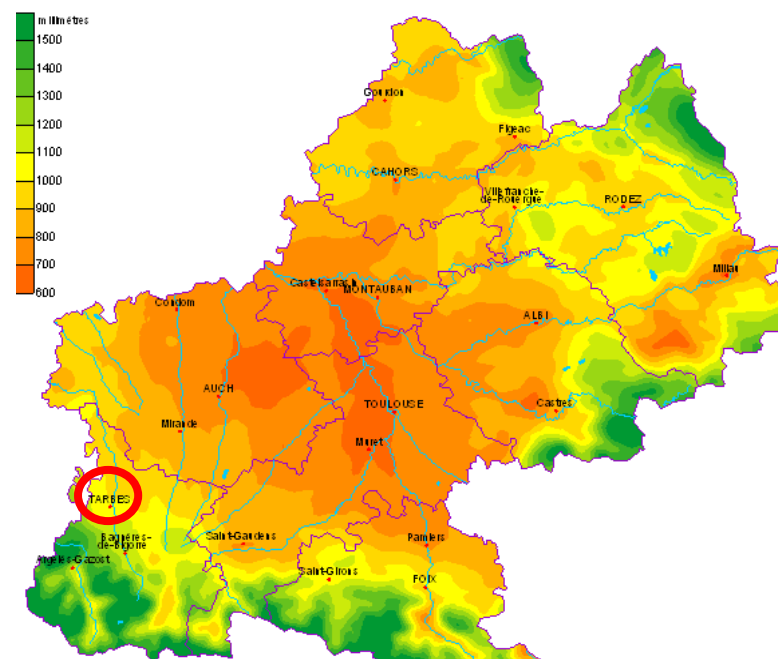


Diagramme ombrothermique entre 2002 et 2010 à Tarbes

En hiver, la température moyenne oscille entre 5,5 et 8,8°C entre novembre et mars, et, en été, elle se situe autour de 20°C. Tarbes est enneigée environ 9 jours par an alors que la moyenne nationale est de 14 jours par an. Aussi, le nombre de jours de brouillard s'élève à 31 à Tarbes, contre 40 au niveau national.

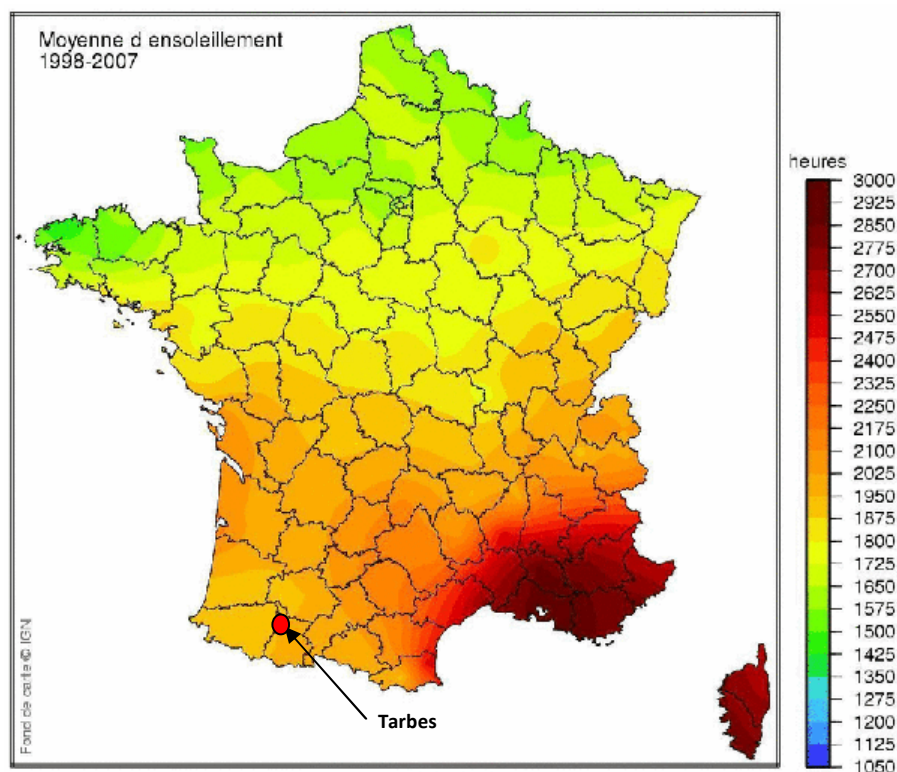
Les moyennes des précipitations mensuelles entre 2002 et 2010 présentent un maxima au mois de mai, et ces précipitations s'élèvent à 121 mm/an. Le mois de novembre présente également une moyenne de précipitations élevée (114,9 mm/an).



Cumuls moyens annuels des précipitations pendant la période 1971-2000 en Midi-Pyrénées

Tarbes possède un **cumul moyen annuel des précipitations** pendant la période 1971-2000 compris entre 1000 et 1100 mm. Au vu de la situation de la région Midi-Pyrénées, Tarbes ne fait pas partie des secteurs les plus secs de la région.

Les **températures sont relativement douces** avec une moyenne annuelle de 12,59°C, et l'**ensoleillement moyen** annuel entre 1991 et 2000 est d'environ 1940 h/an. Tarbes est ensoleillée environ 81 jours dans l'année.

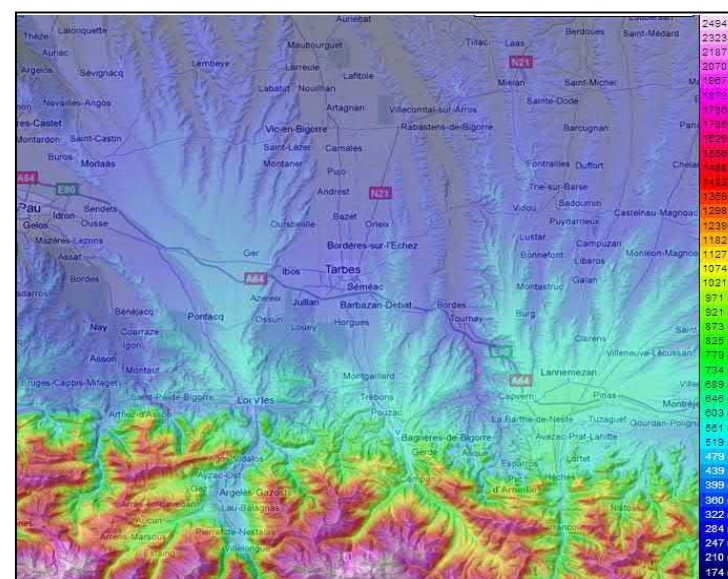


Ensoleillement moyen annuel pendant la période 1971-2000
Grand Sud-ouest de la France

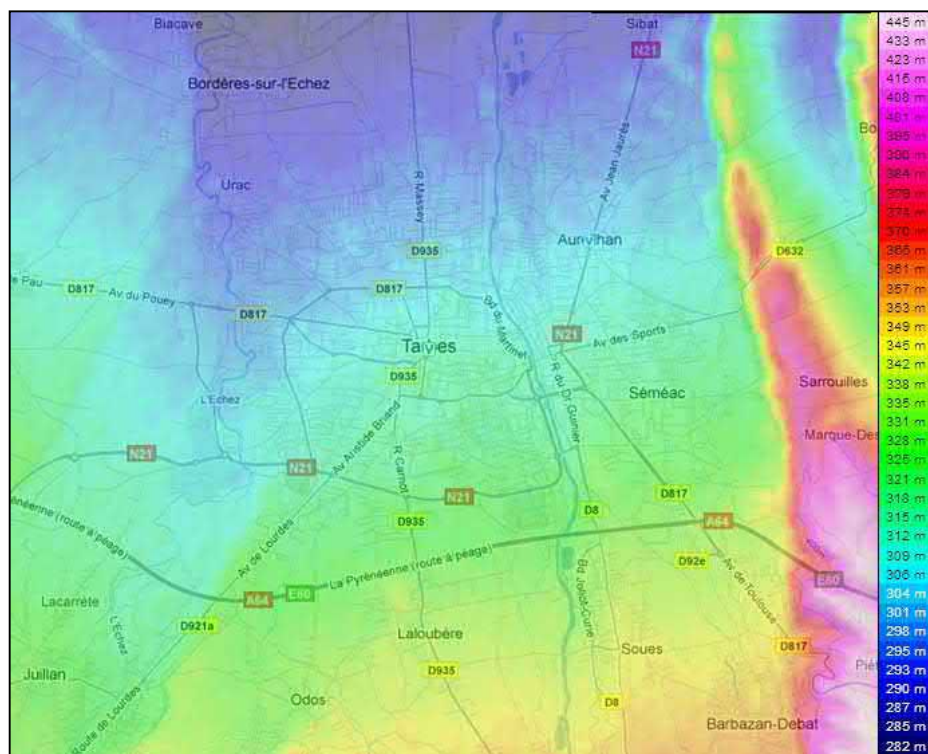
* CARACTERISTIQUES TOPOGRAPHIQUES

Tarbes est une ville du **Piémont pyrénéen** ou **pré-Pyrénées**, ce qui désigne un ensemble de plissements rocheux pyrénéens d'altitude peu élevée, en général à l'étage collinéen. Dans les massifs montagneux des régions tempérées, l'étage collinéen se situe en dessous de 900 mètres d'altitude environ. Ces plissements rocheux se répartissent de part et d'autre de la ligne centrale des hauts sommets pyrénéens. Ils sont également souvent parallèles à la chaîne montagneuse. Les zones du Piémont sont caractérisées par des petites vallées.

Tarbes est située aux portes du massif des Pyrénées. L'altitude du territoire communal est comprise entre 284 et 326 m. La commune est localisée dans la vallée (altitude relativement faible). La figure « Le relief de Tarbes et de ses environs immédiats » permet d'illustrer les plissements rocheux du piémont pyrénéen (de couleur rose, et lignes de sommet blanches). Tarbes est bordée par ces plissements.

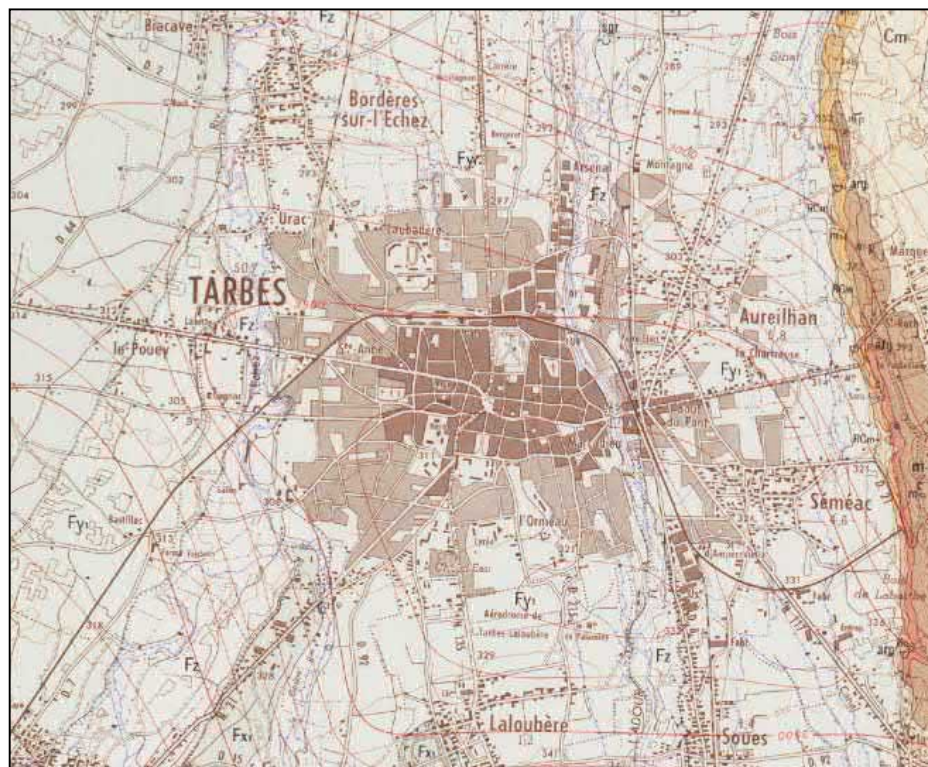


Le relief de Tarbes à grande échelle



Le relief de Tarbes et de ses environs immédiats

✕ CARACTERISTIQUES GEOLOGIQUES ET PEDOLOGIQUES



Extrait de la feuille géologique de Tarbes au 1/50000^{ème}

La totalité du territoire est recouverte par des **formations détritiques post-pyrénéennes**.

La géo-pédologie de la commune de Tarbes est composée de **trois types de terrains sédimentaires différents** :

- ↳ **Fz : Alluvions subactuelles** de la plaine de Tarbes. Ces alluvions sont des sables et galets remaniés des dépôts wurmiens et rissiens. En surface, des matériaux moins caillouteux, plus

limoneux, peut-être des limons résultant d'anciennes crues, forment le matériau originel du sol non ou très peu différencié : sol alluvial brut, légèrement brunifié. Sur la commune de Tarbes, ce terrain sédimentaire se trouve **de part et d'autre des 2 cours d'eau**, mais s'étend en majeure partie sur la **rive droite du fleuve Adour** et sur la **rive gauche de l'Echez**.

- ↳ **Fy1 : Alluvions du Würm** de la plaine de Tarbes. Ces alluvions sont constituées par des galets, graviers et sables peu altérés. Les éléments calcaires sont absents. Les sols sont peu différenciés, généralement de type sol brun avec localement des caractères liés à l'hydromorphie (gley de profondeur et tâches rouille). Ce terrain se trouve sur **quasiment tout le territoire de Tarbes**, l'Adour et l'Echez formant les limites de ce terrain sédimentaire sur la commune.

- ↳ Sur la commune de Tarbes, se trouve **en infime partie**, le terrain sédimentaire **Fx1**, qui correspond aux alluvions du Riss de la plaine de Tarbes. Ce terrain se situe au Sud-ouest de la commune, en rive droite de l'Echez. Il est composé de galets, graviers, et sables davantage altérés que les matériaux déposés au Würm. La moitié des galets de granite sont en arène. Les sols développés au sommet des cailloutis sont de type brun, légèrement lessivés (parfois de type lessivé dégradé : boubène), lorsque des épandages limoneux provenant du remaniement des séries anciennes recouvrent les cailloutis.

De nombreuses carrières de terre à tuiles et briques ont été découvertes sur la feuille Tarbes. Elles sont actuellement toutes abandonnées. L'hétérogénéité du matériau : galets d'argiles, niveaux calcaires de la molasse, devait être un lourd handicap pour les exploitations. Actuellement, seuls les sables, galets et graviers des alluvions de la vallée de l'Adour sont activement exploités soit en carrières, soit en gravières,

ou bien encore en dragages dans le lit même de l'Adour, au Nord de la ville de Tarbes. Plusieurs forages de recherche d'hydrocarbures sont implantés sur le territoire de la feuille de Tarbes. Si aucun gisement exploitable n'a été découvert, certains forages ont fourni des indices, parfois intéressant, d'huile ou de gaz.

La pédologie de la Bigorre (associée au climat) permet le développement des cultures de l'Indication Géographique Protégée « Haricot Tarbais ». En effet, le sol, très légèrement acide (pH entre 5 et 6,6), de texture limoneux-sableux, mais non dépourvu d'argiles, permet ce bon développement.

✱ CARACTERISTIQUES HYDROGEOLOGIQUES

Les **rivières Gasconnes** qui sillonnent les **Coteaux de Gascogne** sont privées d'alimentation montagnarde et sont donc soumises au régime pluvial. **Les sols argileux sont imperméables** ; les formations alluviales sont peu puissantes, et les matériaux argilo-limoneux peu favorables à l'établissement d'une nappe phréatique. Malgré une pluviosité abondante (1000 à 1100 mm/an), certains ruisseaux sont secs en période estivale.

En revanche, l'**Adour** présente un régime **pluvio-nival** ainsi qu'un bassin montagnard assez vaste, pour lui assurer un débit relativement important (module moyen annuel 9,18 m³ à Tarbes). Les puissantes formations alluviales (8 à 15 mètres d'épaisseur en moyenne) de cette vallée ont de bonnes qualités hydrauliques, qui en font un réservoir important, sollicité par de nombreux ouvrages de captage.

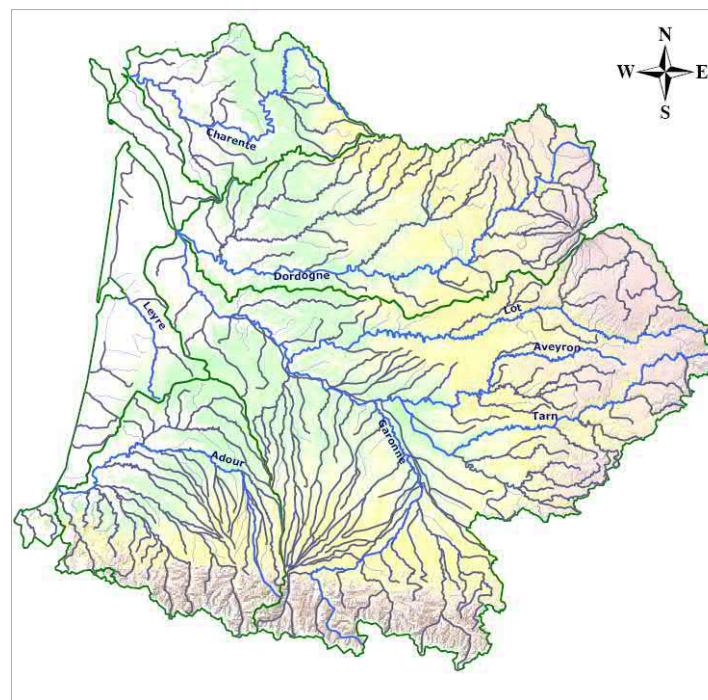
Les formations détritiques du Pontico-Pliocène et du Quaternaire ancien des **plateaux de Ger et Lannemezan** n'ont **pas de richesse aquifère** aussi grande que le laisserait espérer l'épaisseur du manteau alluvial. Ces formations sont, en effet, morcelées par les vallées et leurs matériaux profondément altérés sont argileux et **pratiquement imperméables**.

La **molasse** qui constitue l'ossature des coteaux **est imperméable** dans son ensemble ; seules quelques assises sableuses peuvent renfermer de petits niveaux d'aquifères discontinus, toujours de faible importance.

✱ CARACTERISTIQUES HYDROGRAPHIQUES

Les cours d'eau qui parcourent le territoire communal appartiennent au **bassin de l'Adour**.

Tarbes se situe en effet dans le périmètre du **Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Adour-Garonne (SDAGE)** et appartient au **Syndicat Intercommunal pour l'Aménagement de l'Echez et de ses canaux**.

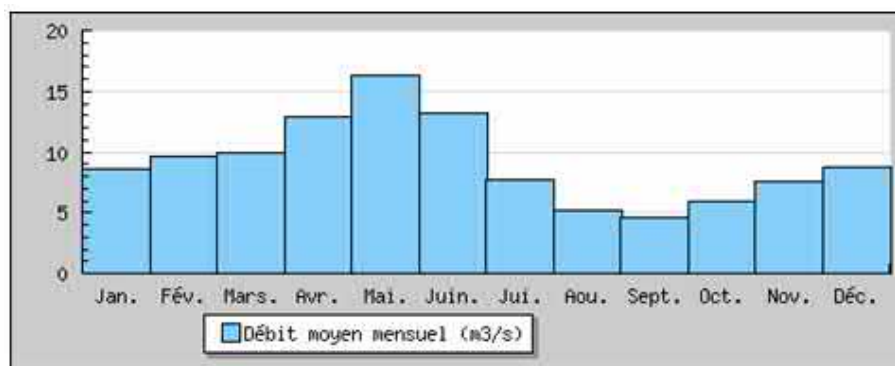


Le réseau hydrographique du Bassin Adour-Garonne

Ainsi, Tarbes est traversée par plusieurs cours d'eau :

- ↗ l'**Adour**, à l'Est de la commune ;
- ↖ l'**Echez**, à l'Ouest de la commune ;
- ↘ la **Gespe**, au Sud-ouest de la commune ;
- ↙ la Garonnère.

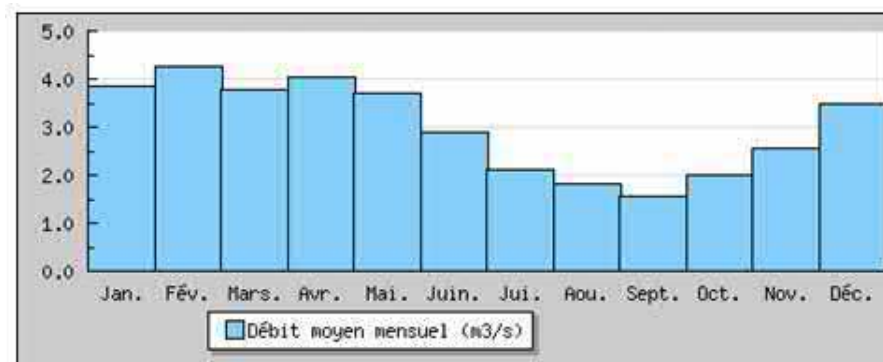
L'**Adour**, fleuve du bassin aquitain classé site Natura 2000, présente un linéaire de 309 km. Il prend sa source dans le massif pyrénéen du Pic du Midi de Bigorre, au col du Tourmalet, dans le département des Hautes-Pyrénées. Il se jette dans le Golfe de Gascogne juste au Nord de Biarritz, après avoir été rejoint par de nombreux affluents, tels l'Echez, l'Arros, la Midouze, les Gaves de Pau et d'Oloron. Ce fleuve sert à l'irrigation, mais aussi à la pêche et au tourisme. L'Adour est un des rares fleuves européens à posséder encore des frayères à saumons.



Débit moyen mensuel de l'Adour constaté à Tarbes (1968-2009)

L'Adour est le fleuve côtier le plus important par son débit. Ce fleuve de type montagnard, de régime pluvio-nival, est redouté pour ses crues. Le débit moyen annuel relevé à Tarbes est de 9,180 m³/s. Les puissantes formations alluviales (8 à 15 m d'épaisseur en moyenne) de cette vallée largement ouverte, ont de bonnes qualités hydrauliques qui en font un réservoir important sollicité par de nombreux ouvrages de captage.

L'**Echez** prend sa source au pied du pic de la Clique (à l'Est de Lourdes) puis s'écoule vers le Nord, en longeant par l'Ouest la ville de Tarbes et la vallée de l'Adour, dans lequel il conflue à Maubourguet, dans le département des Hautes-Pyrénées. Cette rivière présente un linéaire de 64 km. Le débit moyen annuel relevé à Bordères sur l'Echez est de 3 m³/s.



Débit moyen mensuel de l'Echez constaté à Bordères sur l'Echez (1968-2009)

Aussi, la **Gespe** (9 km), affluent de l'Echez et provenant de la commune d'Odos, conflue avec celui-ci au Sud-ouest de Tarbes. Le canal du Moulin, vestige des temps passés, est dévié à partir de l'Echez. Ainsi, la ville de Tarbes est bordée par le fleuve d'un côté, et par un de ses affluents de l'autre. La ville s'étend légèrement au-delà de ces cours d'eau principaux.

Le territoire communal est sujet aux risques d'inondations. En effet, l'Adour, l'Echez et la Gespe font l'objet d'une définition d'une zone inondable par la DREAL.

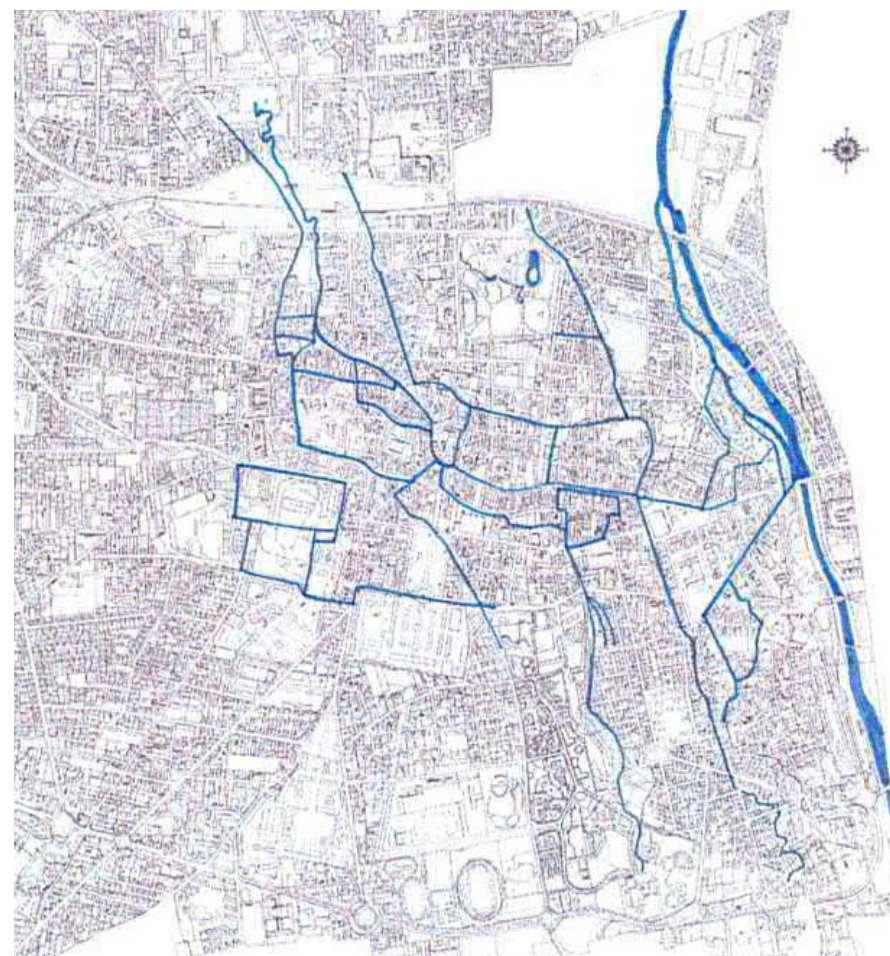
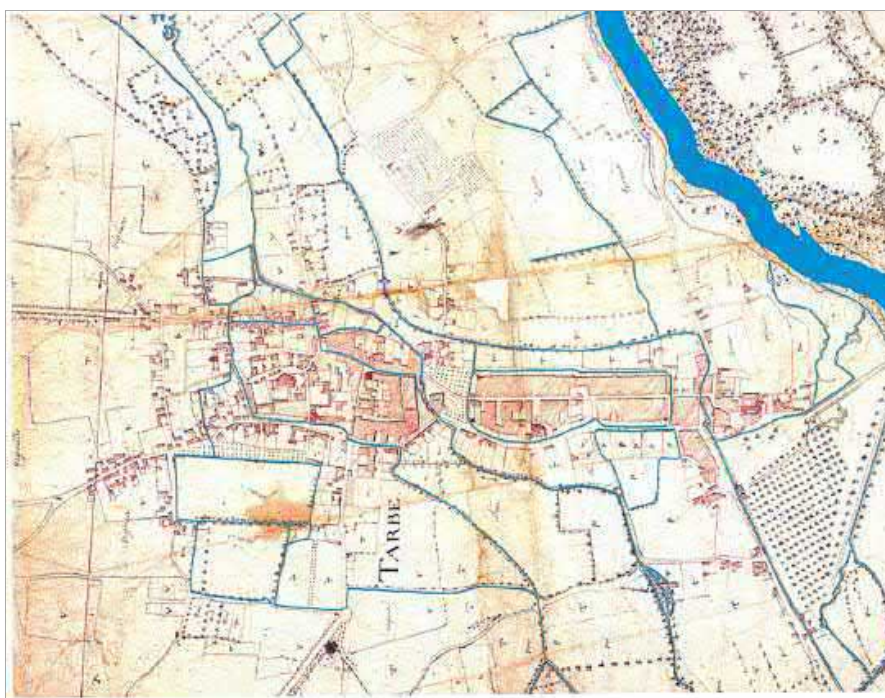
De plus, un **Plan de Prévention des Risques d'Inondation** a été approuvé sur l'Adour le 3 février 2006.

Aujourd'hui, la commune de Tarbes comporte toujours le fleuve Adour, qui traverse la ville de part en part sur son flanc Est, dans la direction Sud-Nord.

Les canaux :

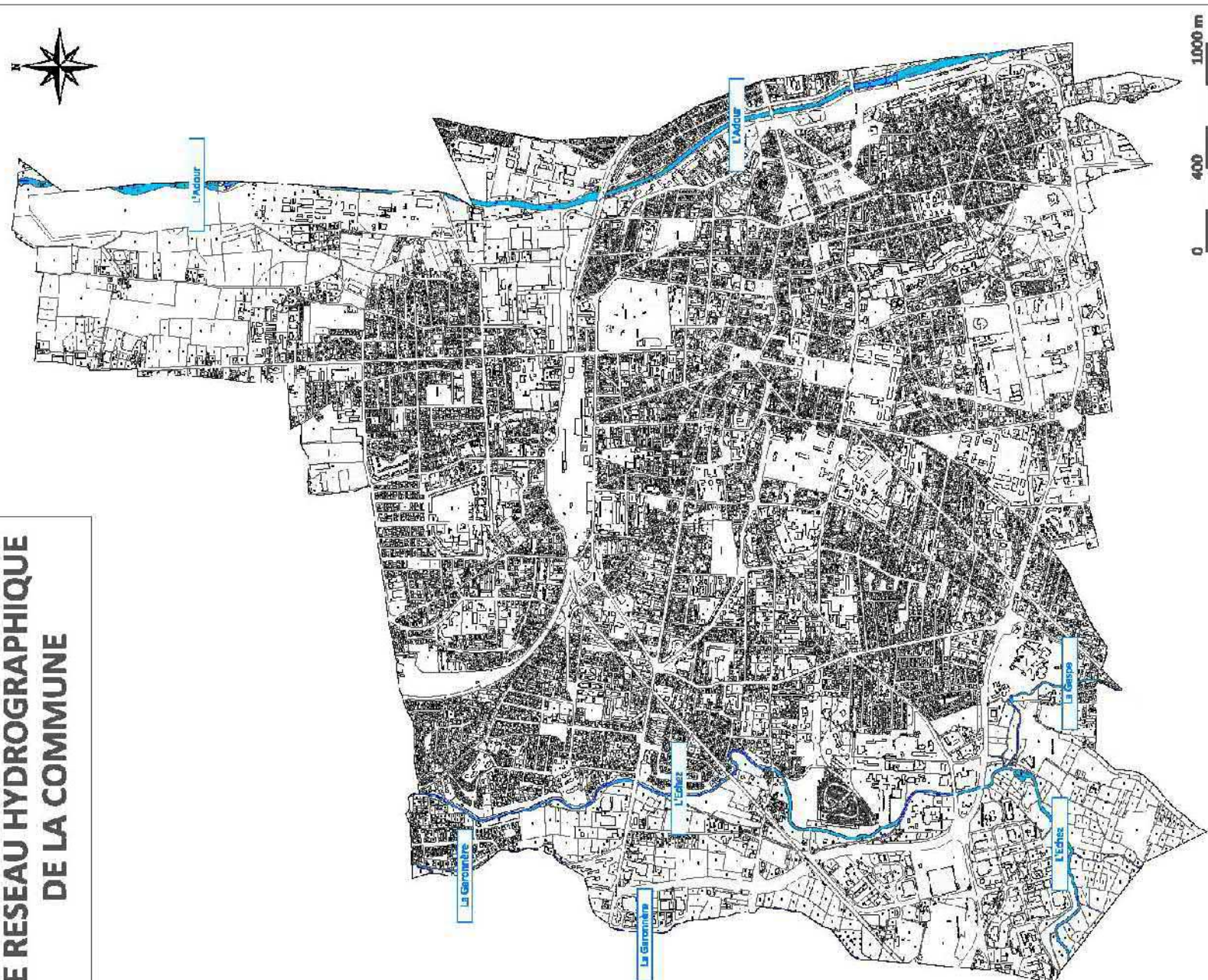
D'après l'histoire de la ville, les canaux ont été présents à Tarbes dès son origine antique et ont fait partie de sa structure urbaine au cours de son développement. Ces canaux ont caractérisé de nombreux tissus urbains de quartiers industriels. Leur disparition s'avère très récente. Les besoins pour l'automobile, ainsi que leur fonction d'égout n'ont pas favorisé leur maintien.

Des traces de leur présence sont encore visibles dans le parcellaire, le tracé viaire et certains paysages urbains.



Le tracé des canaux

LE RESEAU HYDROGRAPHIQUE DE LA COMMUNE



9.2. LE MILIEU NATUREL

✕ L'ESPACE AGRICOLE

La **Surface Agricole Utilisée** par les exploitants tarbais s'élève à 286 ha. En effet, ces exploitants possèdent le siège de leur exploitation à Tarbes et/ou une partie de leurs parcelles, le reste de leur parcellaire ne se situant pas sur le territoire tarbais. 267 ha de ces terres sont labourables, et 16 ha correspondent à des STH (Surface Toujours en Herbe), notamment dédiées à l'élevage : parcelles pour le pâturage et/ou parcelles laissées en prairies naturelles pour les graminées.

Les parcelles agricoles situées sur la commune de Tarbes se situent majoritairement dans les secteurs Nord-est et Sud-ouest.

L'agriculture tarbaise est majoritairement dominée par les **grandes cultures**, et en particulier la maïsiculture. Plus de 80% des espaces agricoles du territoire de la commune tarbaise sont des parcelles labourables. Deux bâtiments d'élevage, l'un pour des bovins lait et l'autre pour des bovins viande, sont comptabilisés au sein de la commune.

L'agriculture tarbaise se compose également d'une agriculture en lien avec la ville. Des produits issus du maraîchage, petits élevages, fromages, fruits, etc. sont disponibles pour la majorité en vente directe. Toutefois, ce type d'agriculture reste très anecdotique.



Au Nord de Tarbes



Au Sud de Tarbes



✕ LES BOISEMENTS

La commune de Tarbes compte **quelques zones boisées**, peu importantes en superficie et essentiellement présentes au niveau de certains axes comme l'avenue Antoine de Saint-Exupéry ou encore la rue du Maréchal Foch (platanes pour les axes plus anciens, palmiers pour les axes plus récents, etc.), des squares et parcs (cèdres, hêtres, etc.).



La **zone Natura 2000 qui longe l'Adour** et la **ripisylve qui borde l'Echez** comportent des essences telles que peupliers, aulnes, robiniers, etc.

La préservation de la végétation liée au réseau hydrographique communal est primordiale du fait de son rôle écologique. Cette végétation permet en effet le maintien d'espèces animales en offrant des niches écologiques de refuge et de passages diversifiés. Elle permet également de réguler les écoulements, le fonctionnement de la nappe phréatique, de protéger les berges, de maintenir la qualité de l'eau (fonction épuratrice pour certains polluants) et la qualité paysagère.



Frêne



Peuplier



Saule, sureau

✖ LES MILIEUX SENSIBLES

Les bords des deux cours d'eau sont bordés par des **ripisylves discontinues** qui assurent un rôle de corridors biologiques boisés, de zones tampon et donc un rôle de filtration des polluants et de stabilisation des berges. Elles se réduisent souvent à une simple bande enherbée, ou à un liseré en pied de berge.

• La zone Natura 2000 :

Sur la commune de Tarbes, un site Natura 2000 a été recensé. Il s'agit du milieu naturel bordant l'Adour : « **vallée de l'Adour** », qui est en **Zone Spéciale de Conservation (Z.S.C.)** et en **Site d'Importance communautaire (S.I.C.)**. Cette zone concerne 10,86 ha du territoire de la commune de Tarbes, soit 0,7 % de son territoire global.

Il existe, en effet, deux types de zones protégées : Z.P.S. - Zone de Protection spéciale - (Directive Oiseaux), et Z.S.C. - Zone Spéciale de Conservation - (Directive Habitats). La Vallée de L'Adour est classée en Z.S.C., qui est introduite par la directive 92/43/CEE, Directive habitats-faune-flore du 21 mai 1992, où elle est précisément définie en ces termes : « Un site d'importance communautaire désigné par les États membres par un acte réglementaire, administratif et/ou contractuel où sont appliqués les mesures de conservation nécessaires au maintien ou rétablissement, dans un état de conservation favorable, des habitats naturels et/ou des populations des espèces pour lesquels le site est désigné ».

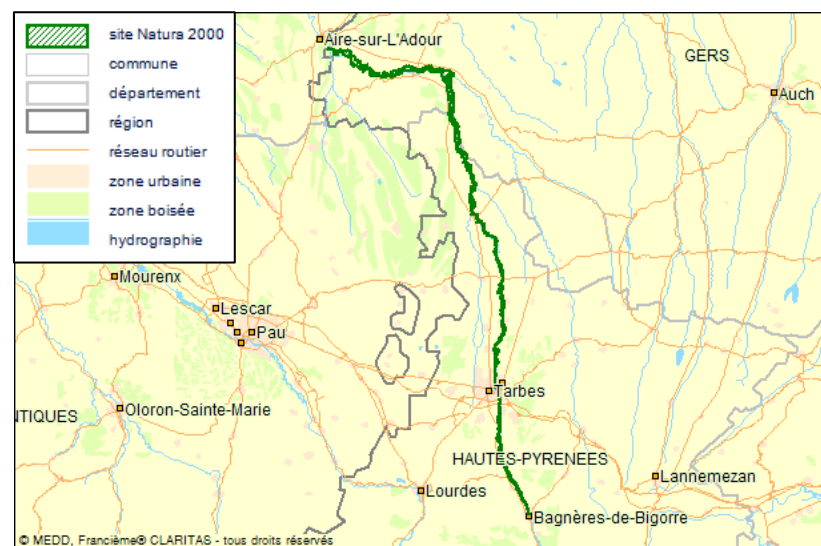
Ce site est localisé à 43 % dans le département des Hautes-Pyrénées et à 57 % dans le département du Gers. Sa superficie atteint 2 635 ha et son altitude varie entre 80 et 650 mètres.

Cette zone constitue un corridor de biodiversité importante, à préserver.

L'Adour est un grand fleuve de plaine dont le lit est encore modifié par des crues importantes (dynamique fluviale toujours active), d'où le

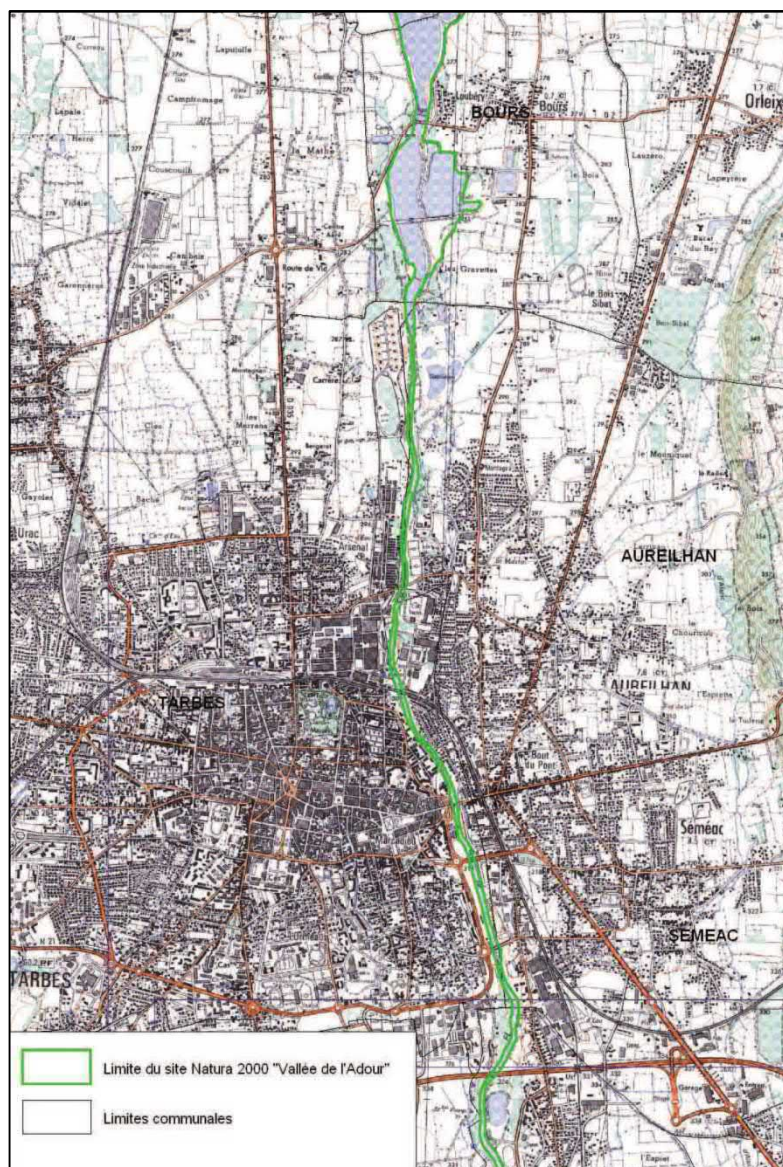
renouvellement dans le temps et l'espace des différents habitats liés au cours d'eau et la présence d'assez nombreux bras morts. Des forêts de bois dur (Chênaies de l'Adour) sont également intéressantes pour la région. Les habitats terrestres et aquatiques abritent une flore et une faune remarquable et diversifiée. On peut noter la présence de la loutre, de la cistude d'Europe et d'une des trois stations connues en Midi-Pyrénées de *Margaritifera margaritifera*. Les poissons migrateurs réapparaissent suite à un équipement récent des principaux obstacles sur le cours Aquitain de l'Adour (programme de restauration se poursuivant en Midi-Pyrénées). Le flûteau nageant (*Lurionium natans*) est également présent sur le site. Les saligues, formations à dominance de boisements hygrophiles, sont caractéristiques des bords de l'Adour, notamment de son cours moyen.

Le site se compose essentiellement de forêts caducifoliées (à 39%), d'eaux douces intérieures - eaux stagnantes, eaux courantes – (à 21%) et de landes, broussailles ou encore maquis et garrigues (à 11%).

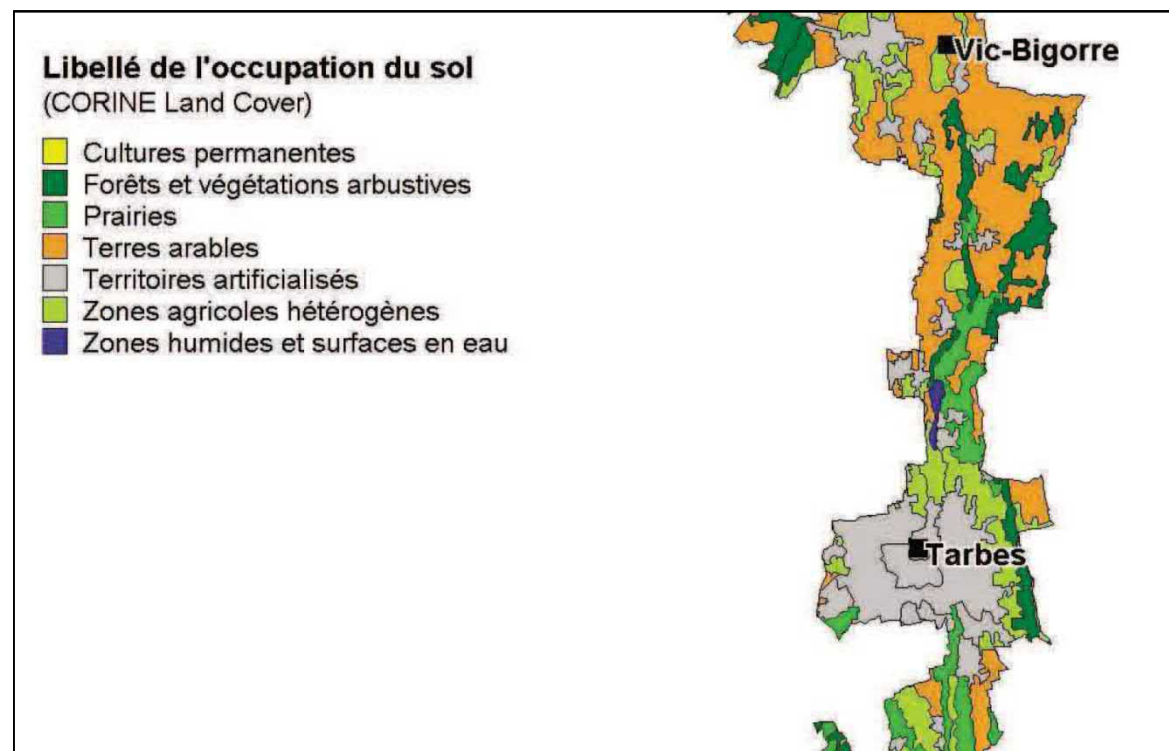


Zone Natura 2000 « Vallée de l'Adour » (Code FR7300889)

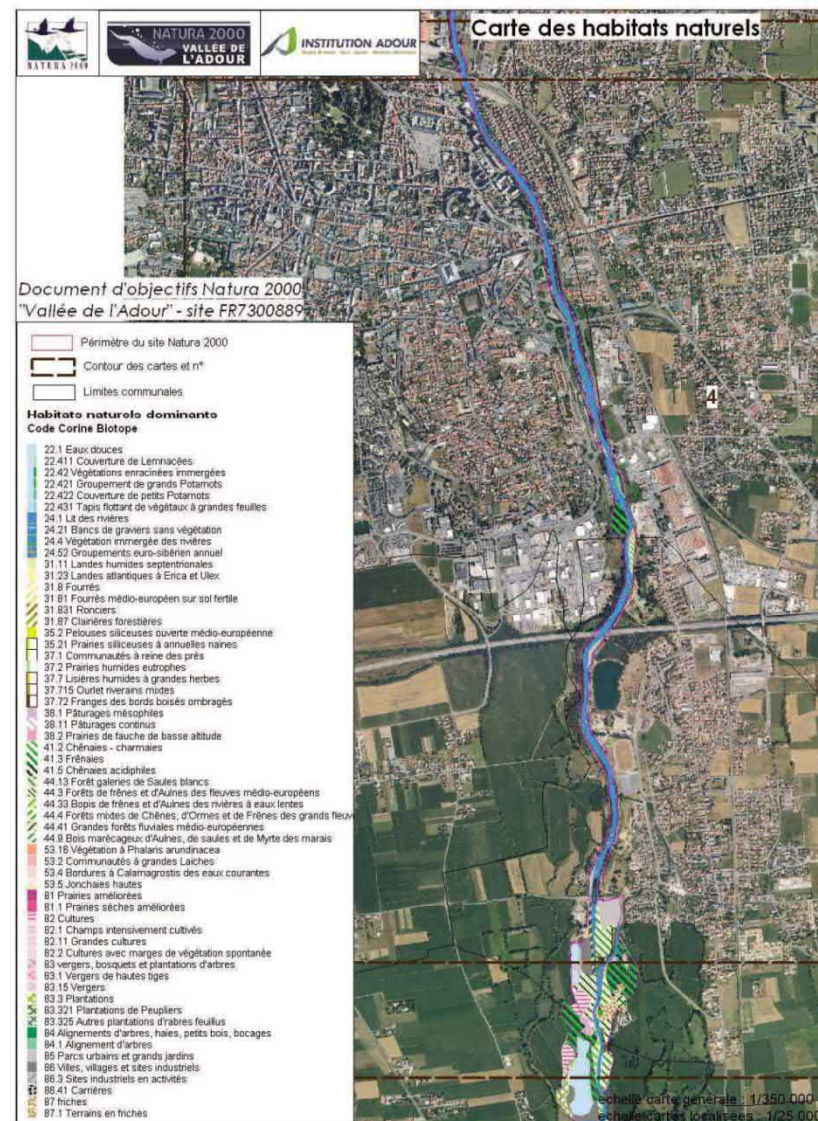
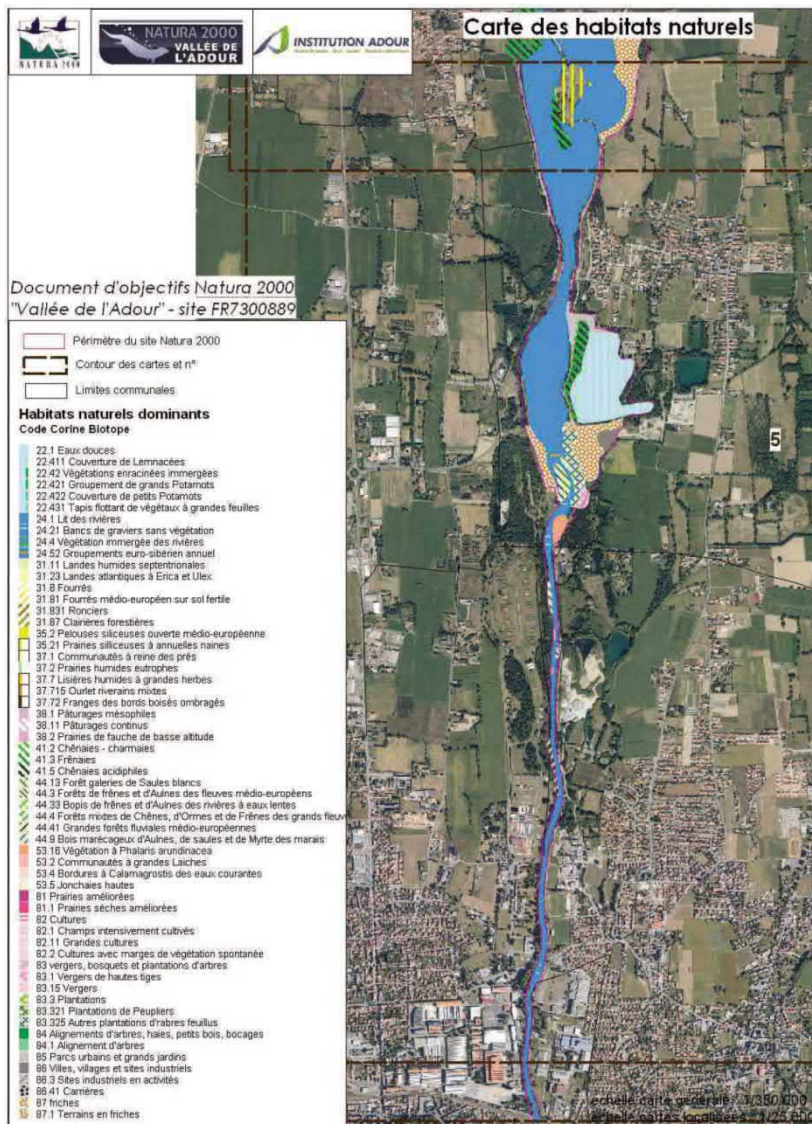
- ➡ Sur le **territoire de la commune de Tarbes**, le périmètre du site Natura 2000 se limite au **lit du cours d'eau de l'Adour** :



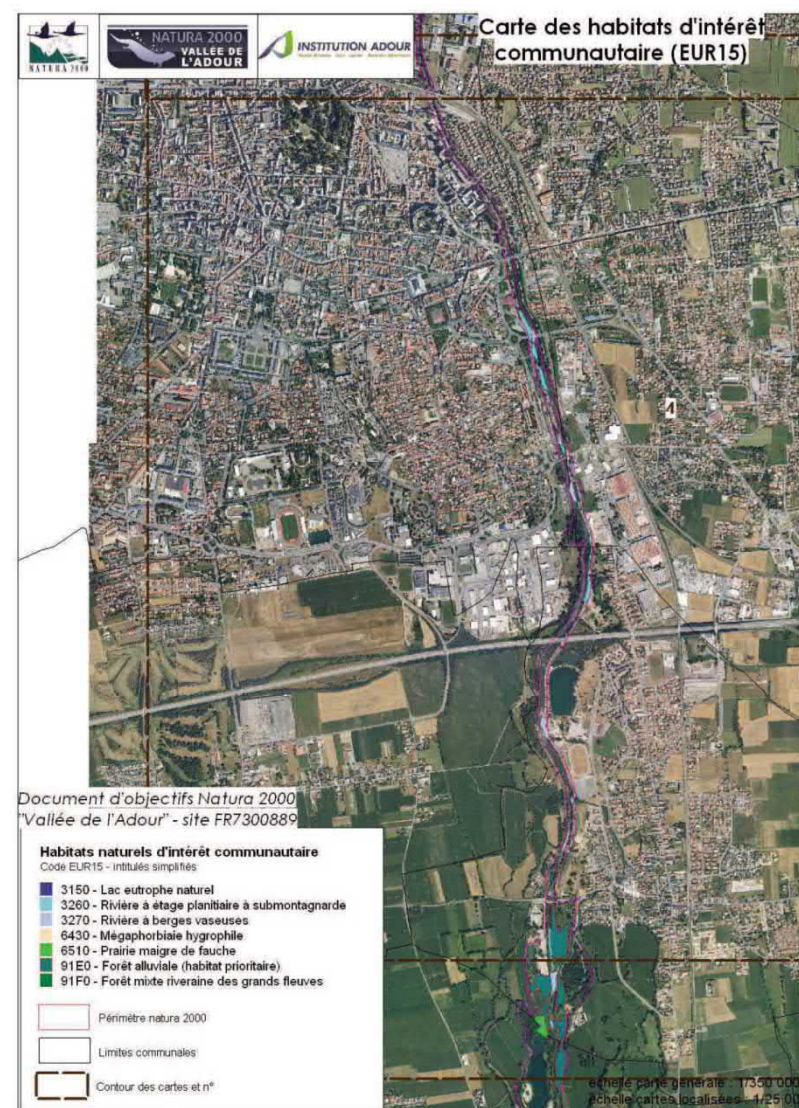
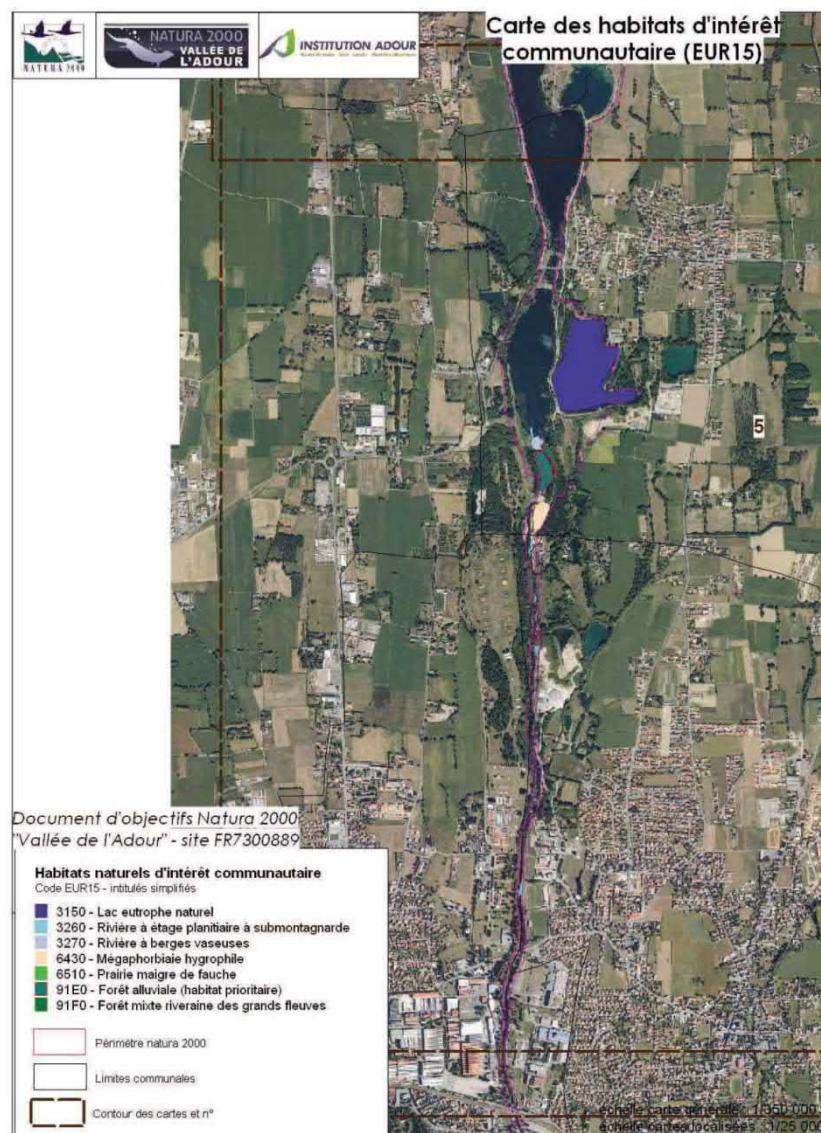
- ➡ La totalité du territoire de la commune de Tarbes est considéré comme « **artificialisé** » :



- ➡ Sur la commune de Tarbes, les **habitats naturels dominants** se limitent au lit de la rivière l'Adour et à quelques landes humides le long de celle-ci :



- ➡ Les **habitats naturels d'intérêt communautaire** se limitent à la rivière l'Adour :

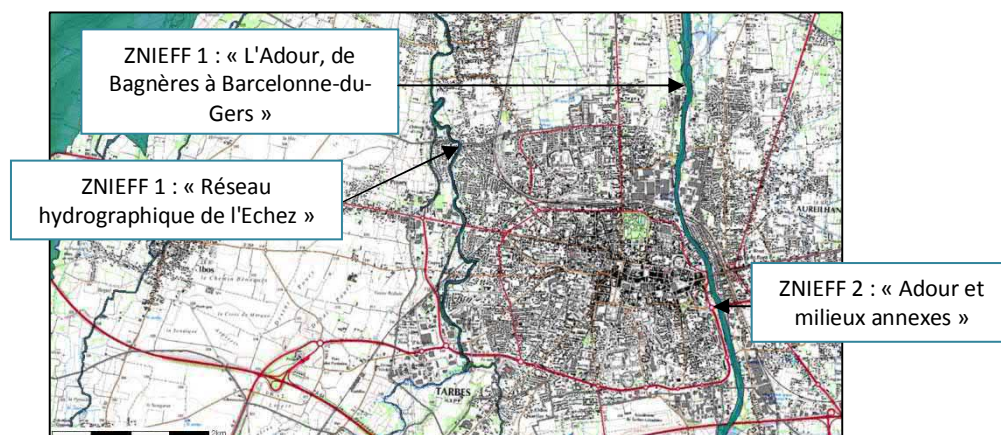


- **Les autres zonages de protection :**

On peut également noter un **Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope (APPB)** datant du 30/03/1996, dénommé « Adour de Lesponne, de l'Arize, du Tourmalet, du Garet, de Payolle, de Gripp, Adour jusqu'à Tarbes (pont de l'Alsthom), ruisseau de Rimoula et affluents, Gaoube, Artigou, Oussouet, Gaill » concerne 0,11 ha du territoire de Tarbes, c'est-à-dire 0,1% de la commune.

Le territoire communal compte 3 Z.N.I.E.F.F. de deuxième génération (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique),

- ↳ 2 ZNIEFF de type I : « L'Adour, de Bagnères à Barcelonne-du-Gers » et « Réseau hydrographique de l'Echez ».
- ↳ 1 ZNIEFF de type II : « Adour et milieux annexes ».



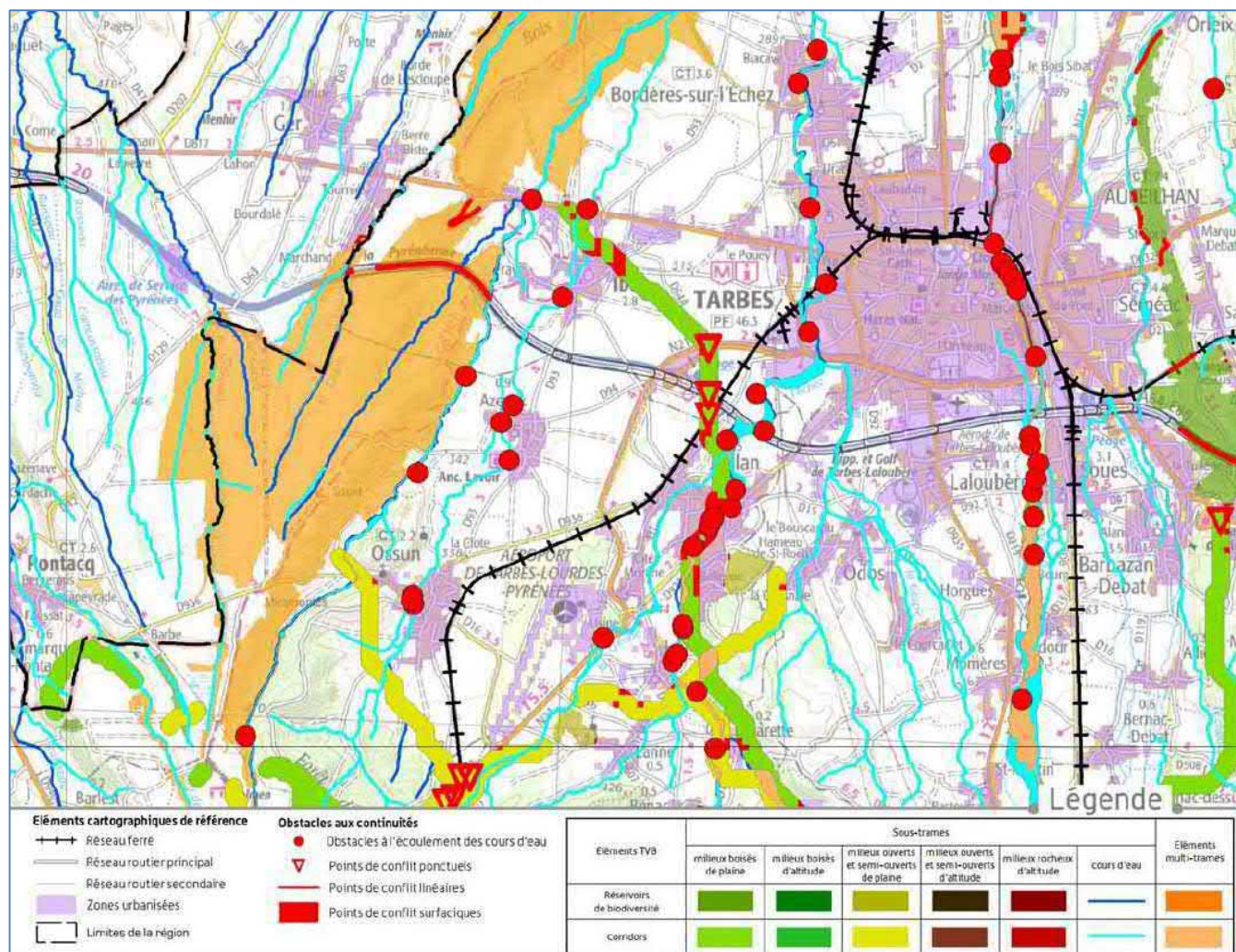
Localisation des ZNIEFF sur la commune de Tarbes

Le territoire communal ne compte pas de **Z.P.S.** (Zone de Protection Spéciale), ni de **Z.I.C.O.** (Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux).

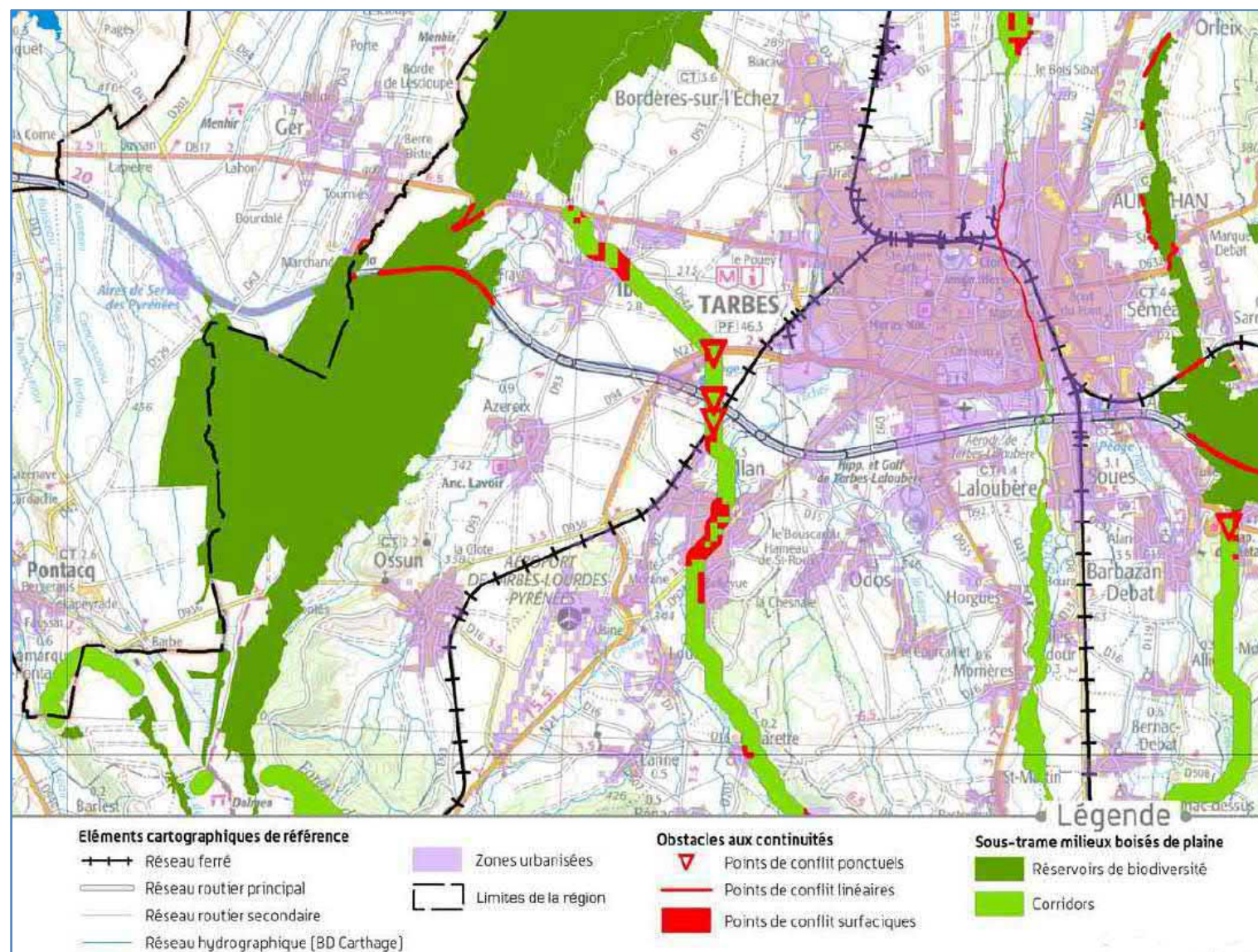
Par ailleurs, il a été recensé des espèces invasives le long de l'Adour. La Renouée du Japon (*Fallopia japonica*), originaire de Chine, de Corée, du Japon et de la Sibérie est devenue l'une des principales espèces invasives. Elle est d'ailleurs inscrite à la liste de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature des 100 espèces les plus préoccupantes. Elle est très présente sur l'Adour dans la partie amont et aval de Tarbes.

✖ LE SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE

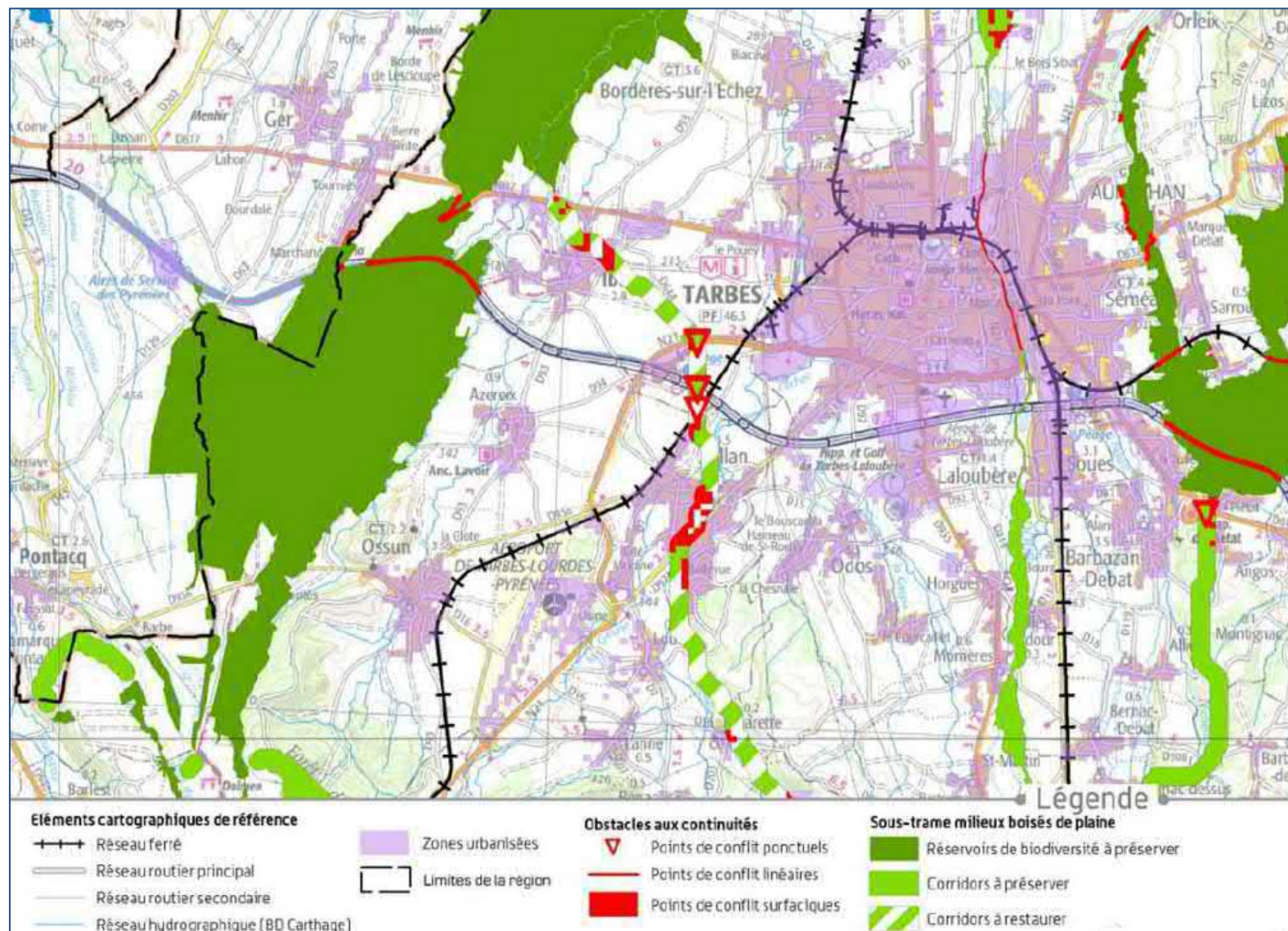
- ➡ Sur le territoire de la commune de Tarbes, le **Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)** de Midi-Pyrénées n'a identifié que des corridors et des réservoirs de biodiversité de type « surfacique » au niveau des cours de l'Adour et de l'Echez comportant des obstacles à l'écoulement des eaux.



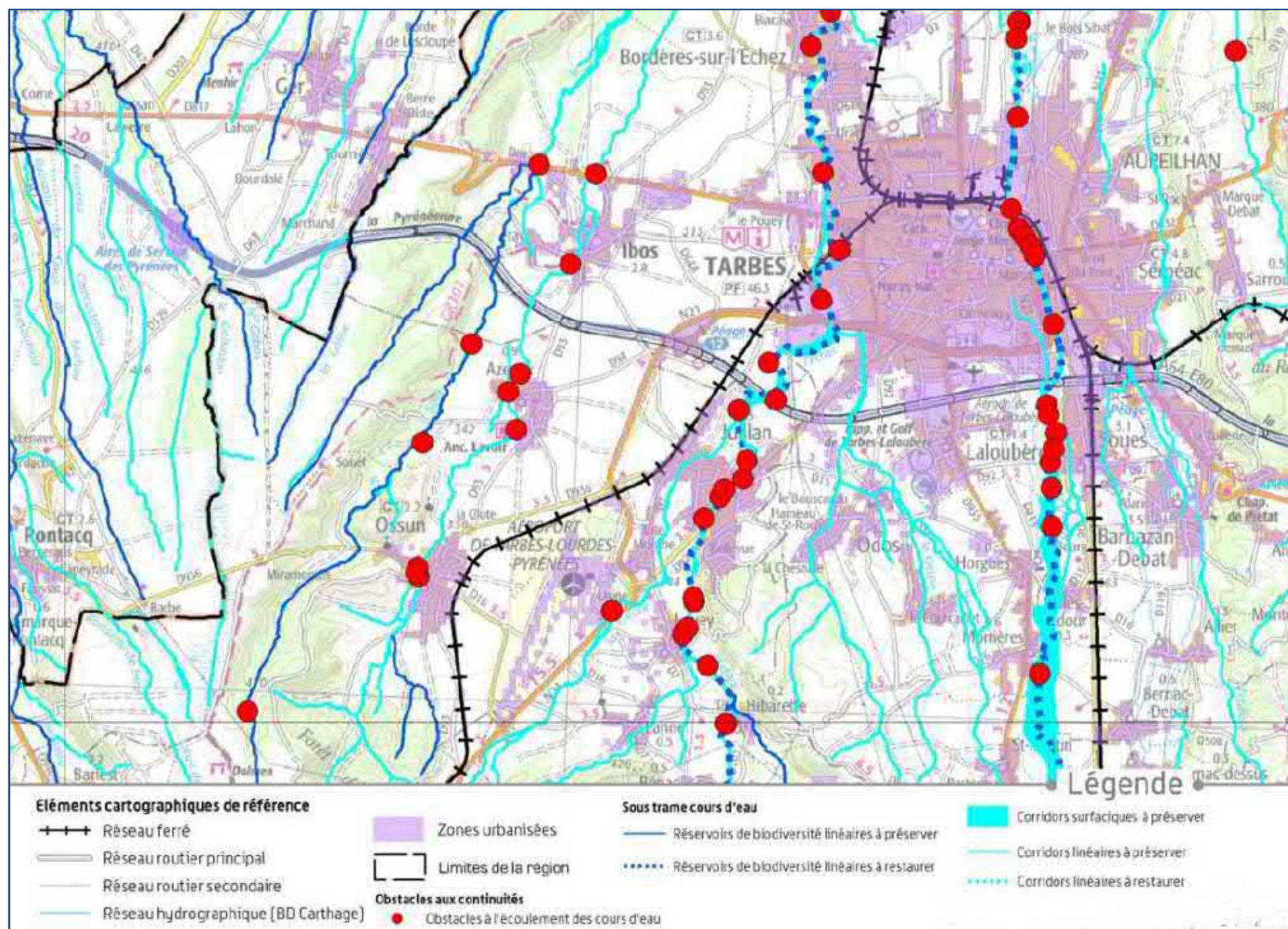
- Le **corridor écologique de type « milieux boisés de plaine »** le **long de l'Adour** s'interrompt au niveau de la commune de Tarbes (point de conflits linéaires). Cette interruption est due à l'aménagement des berges.

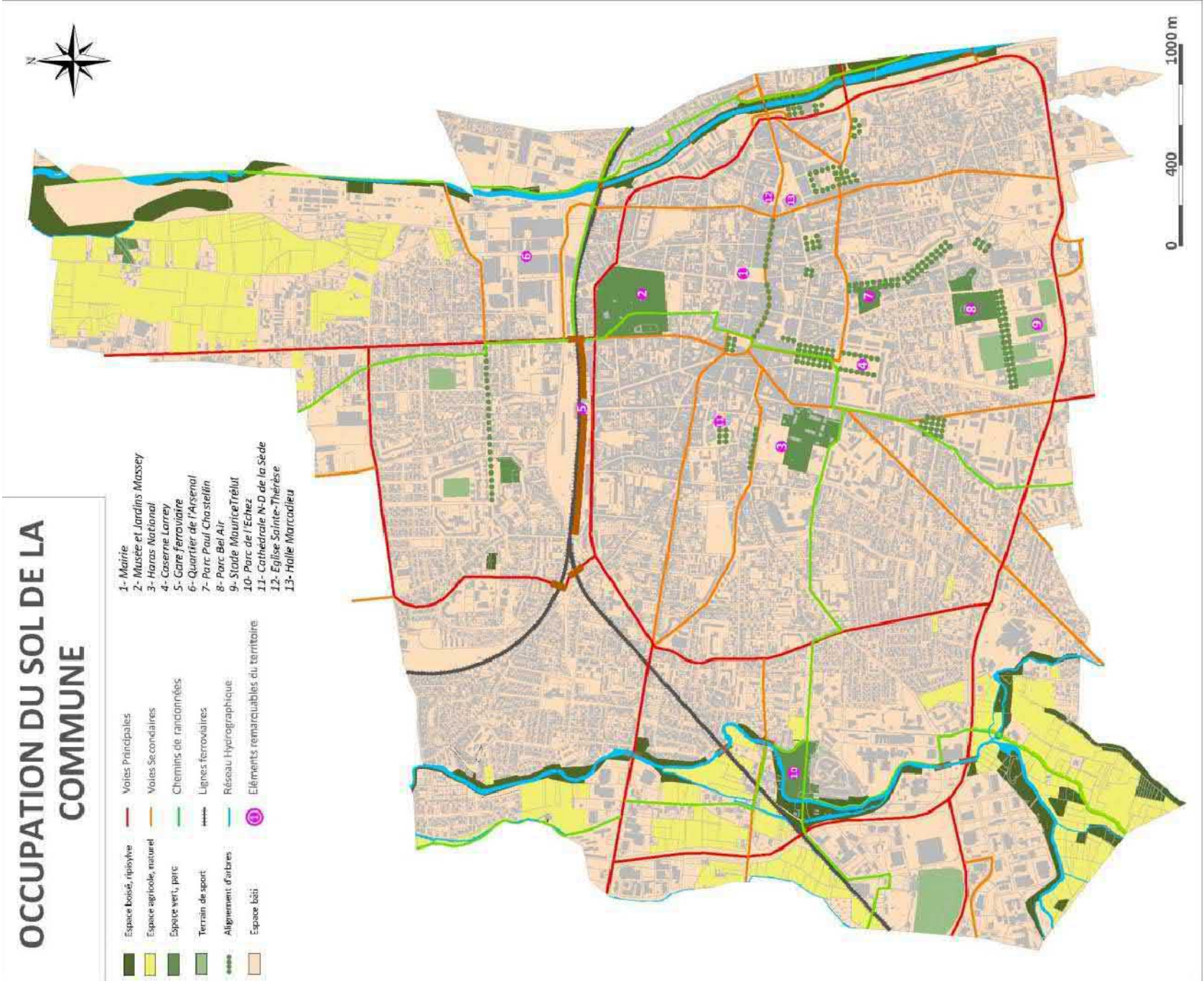


- ➡ Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique n'a pas défini de **corridors** et de **réservoirs de biodiversité de type « milieux boisés de plaine »** à préserver ou à restaurer sur le territoire de la commune de Tarbes.



- Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique définit des **corridors** et des **réservoirs de biodiversité de type « surfacique »** à préserver et à restaurer le long de l'Adour et de l'Echez.





9.3. LA MORPHOLOGIE URBAINE

✕ DIVERSITE DES FORMES URBAINES

La ville de Tarbes est constituée d'**ensembles urbains variés** qui traduisent la conception de la ville et de la vie en commun à une époque donnée. Chaque grande idéologie politique a produit une forme urbaine originale qui témoigne de l'histoire économique, sociale et urbanistique de la ville.

Cette forme intègre les fonctions urbaines qui lui sont associées : l'habitat, les activités économiques, culturelles et de loisirs, On parle alors de mixité fonctionnelle lorsque sont représentées dans un quartier au moins deux de ces fonctions.

Les formes urbaines ainsi définies s'identifient plus ou moins facilement dans le tissu urbain général selon leur degré d'intégration à l'environnement alentour. Ce rapport entre les différents ensembles urbains impacte directement le mode de fonctionnement de la ville.

Les formes urbaines peuvent aussi être qualifiées en termes de densité, nombre de logements au m², d'espaces publics, organisation du bâti par rapport à la voie, par rapport à la parcelle, hauteur du bâti...

L'espace urbain de Tarbes se partage de la manière suivante :

- ✎ **Le centre ancien dense** (ville des XVI^{ème} et XVII^{ème} siècles) ;
- ✎ **Le développement du XVIII^{ème} siècle jusqu'au début XX^{ème} siècle ;**
- ✎ **Les lotissements pavillonnaires ;**
- ✎ **Les grands ensembles ;**
- ✎ **Les quartiers mixtes ;**
- ✎ **Les espaces en mutations ;**
- ✎ **L'habitat diffus.**

Le rôle des formes urbaines est considérable puisqu'elles agissent directement sur les pratiques et la qualité de vie. Des réflexions poussées sur les formes urbaines permettent aujourd'hui de jouer sur ces éléments.

✕ LES CONSTRUCTIONS DU MOYEN AGE AU XIX^{ème} SIECLE

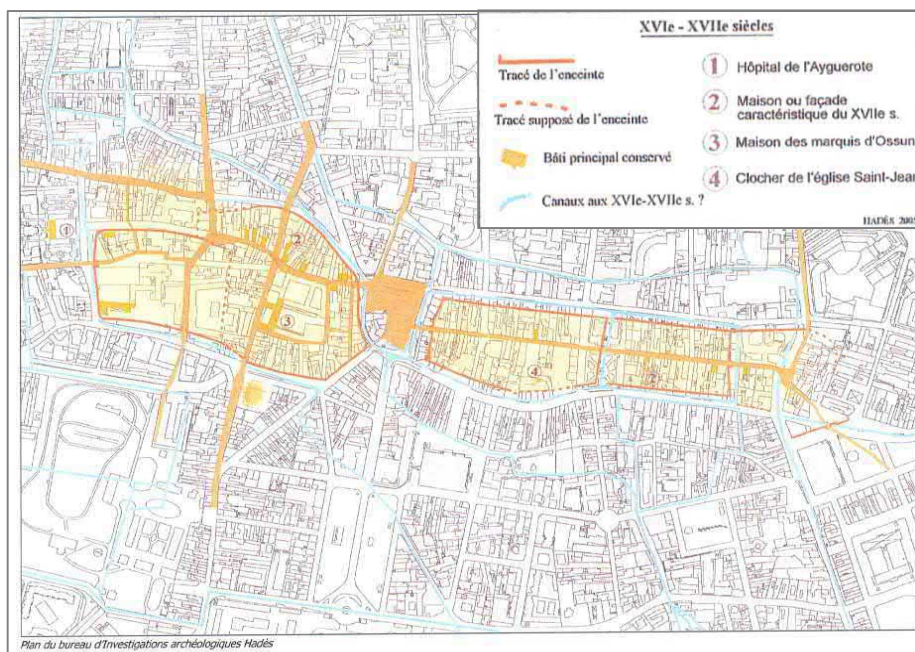
• Le Centre ancien :

✎ **L'origine de la ville** : la cité Tarbaise est née grâce au commerce. En effet, aux alentours du III^{ème} siècle avant J.C. des marchands de sel qui cheminaient sur le piémont Pyrénéen, devaient trouver un passage afin de traverser l'Adour. De surcroît, afin de pouvoir franchir cette voie d'eau, les marchands fractionnaient leur charge et en profitaient ensuite pour effectuer une halte dans ce fond de vallée sablonneux, ce qui incita les hommes à s'y établir. Puis, Tarbes se dote de grands domaines agricoles ainsi que de villas antiques du fait de la colonisation romaine qui se produisit aux alentours du IV^{ème} siècle. Au vu des vestiges d'ateliers de poterie et de tisserands, l'artisanat semble très présent à cette époque. Le cœur de Tarbes, le « noyau urbain », regroupe l'administration de la cité.

✎ **L'époque médiévale** : la ville médiévale est constituée de plusieurs noyaux urbains différents, de la Cité épiscopale au bourg Craber, actuelle place Marcadieu. Au Moyen Age, la ville de Tarbes est le produit d'un urbanisme de marchands, d'agriculteurs et d'artisans... Elle s'est donc construite sur la base de multiples initiatives individuelles, qui engendrent une organisation quelque peu désordonnée. Néanmoins, dans la partie Est, le bâti s'organise le long d'une rue qui s'étend du quartier Maubourguet (actuelle place Verdun) au bourg Craber. Cet axe impose une **trame centrale structurée** autour de laquelle se fait le développement de la ville. A cette époque Tarbes était sillonnée de **nombreux canaux** qui irriguaient les prairies et fournissaient la force hydraulique assurant le fonctionnement de nombreux moulins. La ville médiévale était protégée par des remparts dont les vestiges, peu nombreux, se retrouvent aujourd'hui incorporés dans le tissu urbain au niveau des murs de

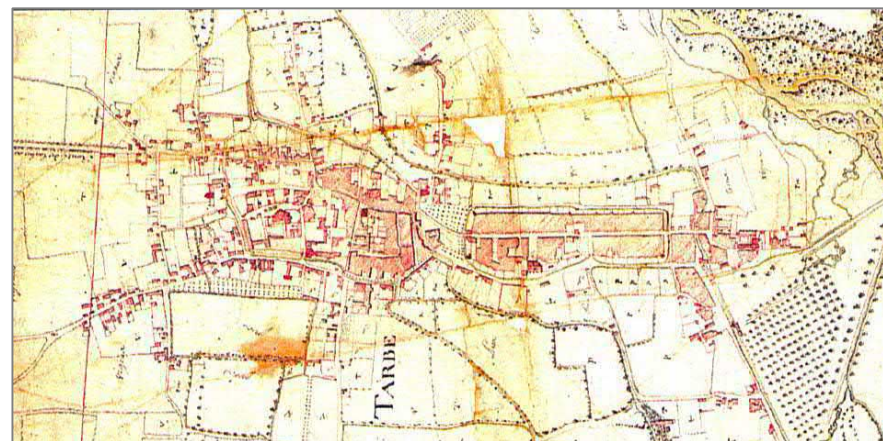
clôture ou imbriqués dans les maçonneries, notamment rues Foch, Clémenceau et Place de la Préfecture. Si la ville n'a gardé que peu de traces bâties du Moyen Age, les développements contemporains se sont greffée sur la trame établie de sorte que la ville a conservé les formes urbaines cette époque.

- ✎ **L'époque classique** : Tarbes connaît un renouveau à partir du milieu du XVII^{ème} siècle, avec la reconstruction du Palais épiscopal vers 1650 (Hôtel de Préfecture aujourd'hui), ainsi que la création d'un nouvel hôpital, et de deux couvents.



Tracé du bâti conservé des XVIème et XVIIème siècles

- ✎ **Le développement agricole** s'intensifie alors, lorsque des canaux de dérivation sont créés à partir de l'Adour afin de permettre l'irrigation. Le XVIII^{ème} siècle marque l'essor de l'agriculture, et de ce fait, de la démographie, ainsi que de l'artisanat et du commerce. La ville s'étend, et de nouveaux quartiers se créent. Bertrand Barère de Vieuzac (député de la Bigorre aux États Généraux) décide d'une réforme administrative et la ville de **Tarbes devient chef-lieu du département des Hautes-Pyrénées.**



Plan de 1749 (Source : Archives départementales des Hautes-Pyrénées)

✚ **A l'échelle du plan** : à l'Ouest de la place de Verdun, les rues sont étroites et sinueuses ; le réseau viaire se structure en forme d'étoile et converge vers la place Verdun. A l'est, le réseau est plus régulier, quadrillé : les rues s'organisent perpendiculairement et parallèlement au tracé de la rue principale (actuelle rue Brauhauban). Ces rues de centre-ville constituent des espaces publics à part entière ; ce sont des espaces partagés où se mêlent activités artisanales, commerciales et vie familiale.

✚ **A l'échelle de l'ilot** : le tissu urbain est dense et continu. Il est marqué par une parcellaire hétérogène. C'est un tissu morcelé avec une prédominance de petites parcelles étroites, en lanières et perpendiculaires à la rue. La régularité et la continuité des parcelles donnent un certain rythme sur l'espace public. On distingue deux types d'ilots :

- Une forme organique, particularité des quartiers très anciens bordés de canaux comme l'ilot de Carrere Longue ;
- Des ilots à géométrie plus régulière, héritage d'une composition volontaire, un « lotissement » urbain pour créer un quartier de toutes pièces urbaine : Bourg Neuf.

✚ **Implantation du bâti** : l'implantation du bâti dépend de la hiérarchisation établie entre les corps de bâtiment. Le bâti principal est à l'avant de la parcelle, sur la rue tandis que le bâti secondaire est implanté en retour, sur la cour intérieure. Les divers logements desservis par des escaliers et des galeries en bois et en fer forgé.



Carrere Longue



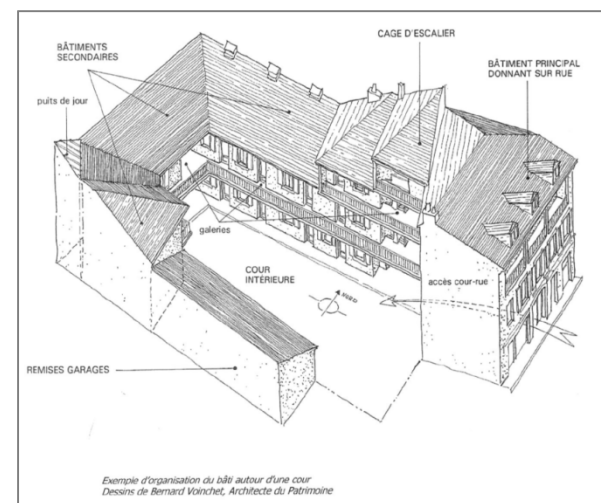
Bourg Neuf

➤ **Architecture** : le paysage urbain du centre ville actuel est composé d'un mélange des architectures de ces différentes époques. S'il ne reste que peu de traces des constructions médiévales et des XVI^{ème} et XVII^{ème} siècle, Tarbes reste marquée par une architecture classique datant du XVIII^{ème} siècle. A cette époque les vieilles demeures sont reconstruites et transformées en petits hôtels. La maison du XVIII^{ème} siècle se caractérise par la recherche de la symétrie et le respect des volumes. La façade s'organise en travées verticales sur de faibles hauteurs (R+1 et R+2). Les murs étaient construits en galets des rivières. Ils étaient ensuite protégés par un enduit, puis peints et colorés par un badigeon de chaux. Les teintes de ces badigeons de façades sont relativement homogènes : tons beiges, rouges ou gris. Les couvertures sont faites de tuiles plates et d'ardoises formant ainsi un mélange de couleurs entre rouge et gris. Les toitures sont le plus souvent à 2 versants, de pente assez forte et percées de mansardes de sorte que la majorité des combles sont aménagés. La porte principale se dessine par une arche faite de pierres ; en anse de panier (baroque), pourvue d'un linteau plat (néoclassique) ou encore arrondie.



Porches en anse de panier

L'architecture interne des parcelles est en rupture avec les compositions des façades urbaines. Les cours intérieures formées sont animées par des circulations extérieures sous forme de galeries et d'escaliers. Les volumes ainsi générés donnent aux centres d'îlots une qualité architecturale qu'il s'agit de conserver.

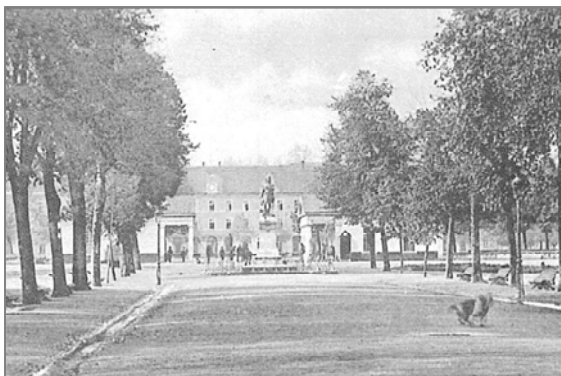


- **Le bâti du XIX^{ème}, début XX^{ème} siècles :**

Au XIX^{ème} siècle, Tarbes devient le siège d'une Préfecture, son rôle et ses fonctions administratives sont accrus à partir des années 1800. La voie de chemin de fer Paris-Tarbes est créée en 1859. La gare de Tarbes est construite, en périphérie nord de la ville existante.



Gare de Tarbes au XIX^{ème} siècle



Cette époque marque également **le début de l'ère industrielle**. Après la guerre Franco-allemande de 1871, un atelier de construction d'artillerie (appelé « Arsenal » à Tarbes) voit le jour. Tarbes devient alors une ville à

forte vocation industrielle et ouvrière. En parallèle elle revendique son engagement militaire, notamment par la construction des quartiers Larrey, Soult et Reffye.

Le **début du XX^{ème} siècle** marque pour Tarbes sa réelle vocation militaire. En effet, de par sa position géographique Tarbes intensifie sa production d'artillerie pendant la Première Guerre Mondiale.

Ainsi, la ville connaît une phase d'expansion importante du fait de l'arrivée du chemin de fer et de l'implantation de nouvelles casernes, de l'Arsenal et de nouvelles usines. Ces constructions ont contribué au développement de nouveaux quartiers, parfois au détriment du patrimoine médiéval avec notamment le busage ou la destruction du réseau de canaux qui sillonnait la ville.

La modernisation de la ville a notamment fait évoluer les techniques de construction : la brique et le béton ont remplacé les galets.

Le patrimoine urbain de Tarbes conserve de nombreuses constructions de cette époque. On distingue deux formes d'ilot issues de deux principes d'implantation du bâti différents.

↪ **A l'échelle du plan** : le bâti s'est étendu au sud de l'axe Est-ouest formé par la rue Brauhauban de façon continue. Le réseau viaire est marqué au Sud par des axes forts tels que les Allées Larrey qui aèrent le tissu urbain. Au Nord, le bâti, s'étend jusqu'à la gare et le réseau viaire se structure par extension de la trame de centre ville. La voie ferrée se pose en obstacle à l'extension de la ville et modèle différemment le tissu urbain.

↪ **A l'échelle de l'îlot** : les formes des îlots résultants de l'expansion de la ville à cette époque sont très diversifiées. Elles sont en continuité des formes anciennes tout en étant modelées en périphérie par de nouveaux obstacles.

↪ **Implantation sur la parcelle** : on distingue deux types d'implantation du bâti sur la parcelle :

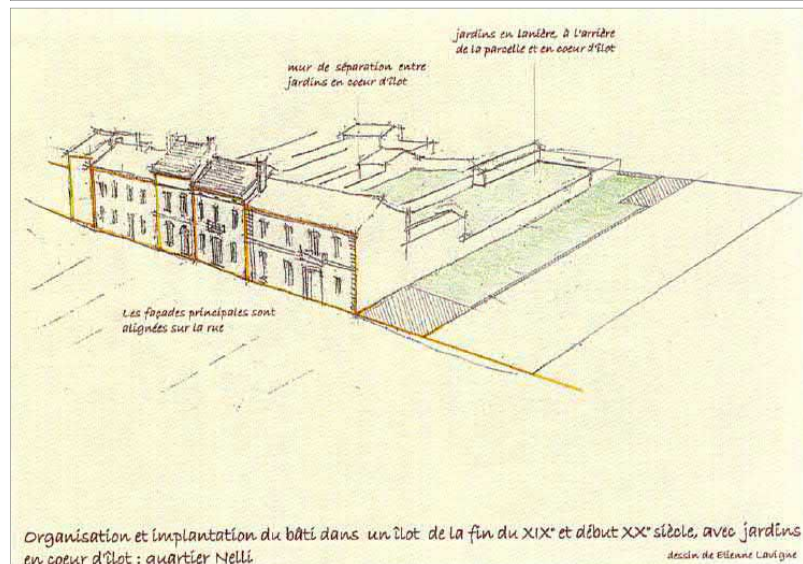
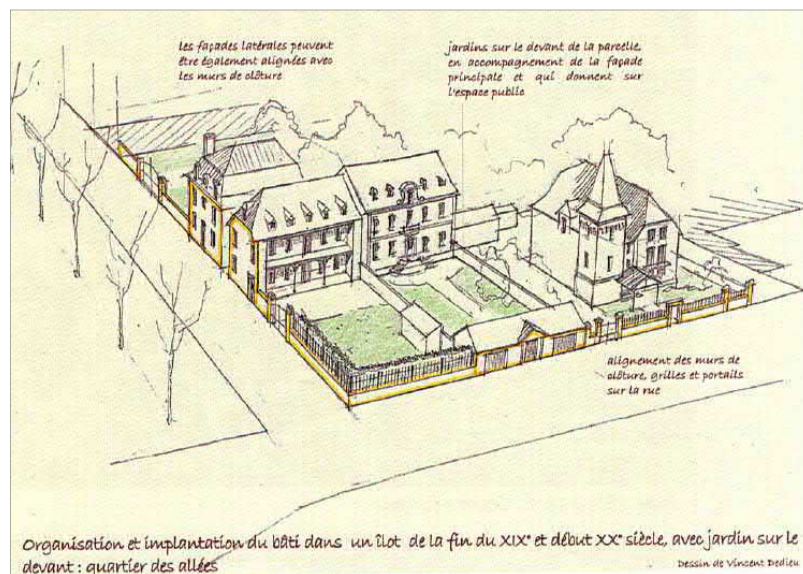
- Bâti principal en retrait : certains îlots, sont structurés par un parcellaire en long qui suit le contour de l'îlot. Le bâti est en retrait de la chaussée, le jardin se trouve en devant de la parcelle et donnent sur l'espace public. La continuité urbaine est assurée par les murs de clôture surmontés de grilles.
- Bâti principal aligné sur la rue : les quartiers ouvriers au Nord de la ville, rue Pasteur, rue Soult ou encore le quartier Nelly, se dessinent selon un parcellaire en long et étroit. Le bâti borde la rue de part et d'autre de l'îlot et assure une continuité de façades. A l'intérieur, en cœur d'îlot, les espaces libres sont occupés par des jardins potagers et d'agrément. Les gabarits et les compositions des façades s'harmonisent les unes par rapport aux autres pour former des façades urbaines de caractère.



Quartier des Allées



Quartier de Nelly



➤ **Architecture** : au XIX^{ème} siècle, la ville de Tarbes a vu fleurir un bâti riche. Les compositions des façades, les gabarits des demeures, les matériaux de construction se sont diversifiés, modifiant le paysage urbain de la ville. L'organisation de la façade reprend les principes des époques précédentes et s'élèvent sur de plus grandes hauteurs (R+3 voire R+4). De nombreux ornements faits de briques viennent enrichir les constructions. Encadrements, modénatures, décors dessinent de nouvelles façades urbaines :

- Le bas de la façade est marqué par un soubassement ;
- Un bandeau en pierre souligne le premier étage ;
- L'articulation entre la façade et le toit est marquée par une corniche et un bandeau décoré ;
- Les fenêtres sont couronnées et encadrées par des maillages de pierres de taille et de briques ;
- Les volumes sont rehaussés par des ferronneries de balcons et de gardes corps.



✕ LA VILLE MODERNE, FIN XX^{ÈME} - DEBUT XXI^{ÈME} SIECLE

La seconde guerre mondiale, au milieu du XX^{ème} siècle, marque à Tarbes un changement profond dans le mode de développement urbain.

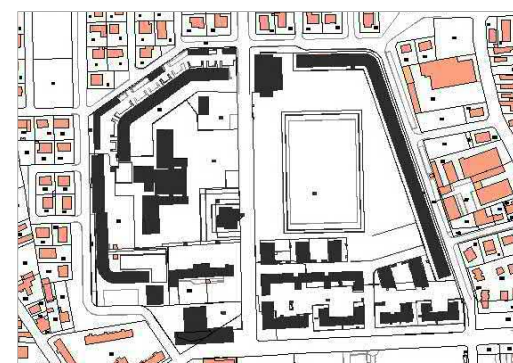
Différentes formes urbaines se dessinent, en rupture avec la morphologie des siècles précédents. Une distinction radicale se fait entre habitat individuel et habitat collectif qui composent chacun un tissu urbain bien spécifique.

• Les grands ensembles :

Dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle, se développe un bâti discontinu, au-delà des faubourgs anciens du centre et des quartiers construits aux XIX^{ème} et début du XX^{ème} siècle. Des **ensembles d'immeubles collectifs** sont érigés : la cité Laubadère et les cités voisines constituent notamment un « grand ensemble » dans les quartiers Nord. D'autres comme l'Ormeau, Bel Air ou encore Solazur se sont formées sur les mêmes principes et dessinent des volumes qui marquent fortement le paysage urbain.

↳ **A l'échelle du plan** : le plan du quartier est éclaté, il est conçu comme un ensemble autonome sans prendre en compte le tissu urbain alentour. Il est orienté Est-ouest/ Nord-sud. Sa forme rectiligne tranche avec les courbes du tissu ancien. Une place

importante est dévolue aux espaces publics, notamment aux parkings. Le tissu urbain du quartier est en rupture d'échelle totale avec le tissu urbain traditionnel. Le réseau viaire qui s'y développe ne reprend pas la trame développée par les formes précédentes. Si le bâti périphérique, détermine la trame viaire extérieure à l'ensemble, en interne, les immeubles ne dessinent plus le réseau viaire. La rue, comme on l'entendait au cours des époques précédentes, n'existe plus. Les voies, généralement larges afin de permettre une circulation automobile aisée, n'y sont plus bordées par des bâtiments.



Laubadère



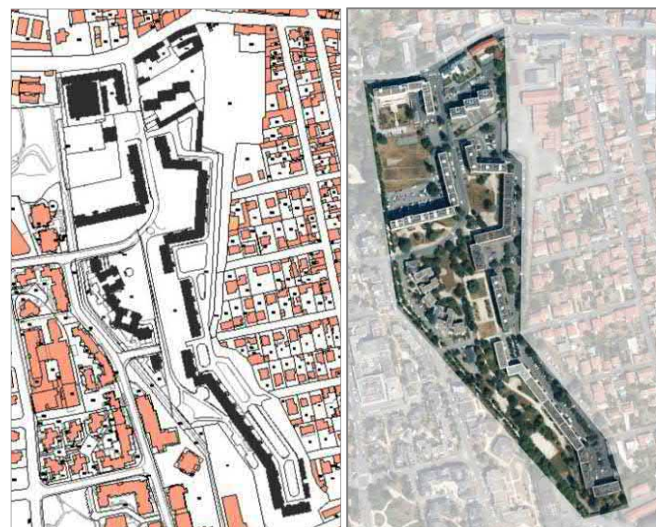
↪ **A l'échelle de l'ilot** : l'ilot traditionnel a disparu au profit d'une trame opérationnelle. Il est semi-ouvert, de forme géométrique ; sa forme a été conçue pour s'adapter à la forme du bâti. Le parcellaire est lui aussi en rupture totale avec le parcellaire ancien : les parcelles sont découpées selon leur fonction (habitat, stationnement, espaces verts...).

↪ **Implantation du bâti** : le bâti, constitué de tours et de barres, s'implante selon deux principes :

- En périphérie de l'ensemble, en bord de voie ;
- A l'intérieur de l'ilot, le bâti est implanté indifféremment au réseau viaire. Les immeubles sont largement séparés pour éviter les phénomènes d'ombre-portée et entourés de très vastes espaces publics

↪ **Architecture** : tous les ornements sont abandonnés au profit de la fonctionnalité. L'apparence extérieure du bâtiment est volontairement sobre et liée à l'organisation interne. Le bâti s'élève sur de nombreux niveaux, généralement R+4, et s'étend en longueur sur la parcelle. Les toits sont plats et les fenêtres horizontales permettent de mieux lier la forme à la fonction. Le béton armé est utilisé de façon massive pour l'ossature et les éléments préfabriqués. Les entrées sont marquées par des porches en avancée par rapport à la façade. Du fait de l'implantation du bâti et la hauteur des immeubles, les appartements sont souvent très lumineux.

Certains de ces quartiers, comme Laubadère, ont fait l'objet d'un programme de rénovation important qui redonne une identité à cette forme urbaine en la désenclavant pour la réinscrire dans les entités urbaines alentours.



L'Ormeau



Laubadère

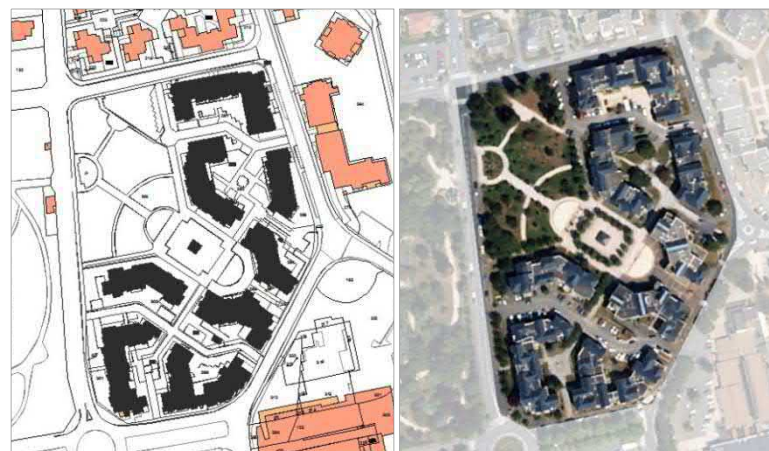


L'Ormeau

- **Les petits collectifs :**

D'autres formes d'habitat collectif dense se sont développées sur la ville. Elles diffèrent des grands ensembles tant par leur rapport à la parcelle que dans leur architecture.

- ↪ **A l'échelle du plan :** le plan du quartier est moins éclaté que pour les grands ensembles. La trame viaire principale est dessinée par les bâtis ; en interne, les rues secondaires se répartissent par fonction séparant automobilistes et piétons.
- ↪ **A l'échelle de l'ilot :** tout comme pour les grands ensembles, la forme de l'ilot forme a été conçue pour s'adapter à la forme du bâti. Le parcellaire est lui aussi en rupture totale avec le parcellaire ancien : les parcelles sont découpées selon leur fonction.
- ↪ **Architecture :** les petits immeubles collectifs ont des architectures très diversifiées . Volumes, composition des façades, hauteurs de bâti, varient en fonction de la période de construction. Ces formes urbaines présentent le plus souvent une densité forte mais peu apparente, en partie grâce à des détails architecturaux astucieux (décrochements, attiques, etc.).



Quartier de l'Ormeau



Quartier de Laubadère

- **L'urbanisation pavillonnaire :**

A partir des années 1970, du fait de l'augmentation du taux de motorisation des ménages, **la maison individuelle** est plébiscitée par une large majorité des français.

A Tarbes, ce désir d'accéder à l'habitat individuel s'est traduit par une **expansion accélérée de la ville**. L'habitat pavillonnaire, très consommateur d'espaces, s'étend sur la commune, entrecoupé d'équipements, et de structures d'activités. Le tissu urbain recouvre maintenant presque tout le territoire laissant peu d'espaces à l'agriculture.

L'urbanisation pavillonnaire ne s'est pas développée de la même façon au cours des décennies. Les formes diffèrent d'un quartier à l'autre et sont portées par des choix politiques d'aménagement.

La plupart de ces formes sont issues d'une urbanisation programmée à l'échelle d'un quartier. D'autres émanent d'une urbanisation à la parcelle, faite par des particuliers au fil des terrains mis en vente. En parcellaire est défini par les promoteurs ou propriétaires mais le bâti ne fait l'objet d'aucune programmation.

Ces zones d'habitat pavillonnaire se différencient également par leur intégration au tissu urbain alentour et notamment au réseau viaire existant. Ce rapport aux ensembles urbains environnants est essentiel : il impacte le fonctionnement de ces zones en termes d'accessibilité, de concentration des flux de déplacement, de gestions de services d'entretien, d'irrigation des quartiers en équipements...

On distingue alors deux formes urbaines d'habitat individuel :

- Un tissu moyennement dense structuré autour d'une trame viaire traversante ;
- Des lotissements isolés, en raquette ou en impasse.

> **Un tissu structuré autour d'une trame viaire traversante :**

✎ **A l'échelle du plan :** l'organisation de la voirie est hiérarchisée : le quartier est encadré par des boulevards, voirie primaire, puis irrigué par des voies de desserte du quartier, pour conduire sur des rues plus étroites desservant les parcelles. La trame viaire est majoritairement traversante et permet une intégration homogène de l'îlot aux ensembles alentours. Des équipements publics peuvent comme ici venir s'implanter en cœur de quartier.

✎ **A l'échelle de l'îlot :** l'îlot est rectangulaire, étroit et allongé avec deux rangées de parcelles plutôt régulières. Le parcellaire dépend de l'aménagement programmé. Il se structure en majorité par division en lots de petites tailles, souvent de forme carrée, mais les subdivisions parcellaires récentes entraînent une densification des quartiers et un parcellaire plus étroite et longiligne.

✎ **Implantation du bâti :** les pavillons sont en retrait de la rue et alignés. Dans les jardins de taille réduite, sont installés de nombreuses dépendances qui parfois deviennent de véritables habitations.



➤ **Des lotissements isolés, en raquette ou en impasse :**

↪ **A l'échelle du plan :** l'organisation de la voirie est ici aussi hiérarchisée : le quartier est encadré par des voies à fort trafic (voirie primaire) puis irrigué par des voies de desserte du quartier. La trame viaire est non traversante, en impasse ou en raquette. Cette organisation des voies répond à une logique de rentabilité. Les quartiers forment des ensembles urbains fermés sur eux-mêmes qui se retrouvent isolés du tissu urbain environnant. Les espaces publics résultant de ces formes sont peu importants et généralement dédiés à l'automobile : parkings ou zones de retournement.

↪ **A l'échelle de l'îlot :** les îlots sont fermés ou semi-ouverts : ils sont parfois traversés par des cheminements piétonniers. Les formes des îlots sont variables et dépendent de la programmation établie, qui diffère selon le quartier. De même pour le parcellaire ; il peut être très étroit, en long ou bien de forme plus ramassée, rectangulaire voire carrée. Le parcellaire est homogène : la majorité des parcelles a une base rectangulaire et s'adapte à celle de l'îlot.

↪ **Implantation du bâti :** les pavillons sont en retrait de la rue mais restent relativement alignés pour la plupart. Le tissu qui en résulte est discontinu.



Lotissement en « raquette »



Lotissement en impasse

L'architecture de ces zones est éclectique et dépend notamment du mode d'aménagement :

- Les lotissements programmés sont souvent rythmés par un bâti identique sur tout le quartier ;
- Les zones construites à la parcelle n'ont aucune homogénéité architecturale si ce n'est la réglementation (enduit, hauteurs...) imposée par le POS.



Lotissement traversant, bâti aligné et homogène sur l'îlot

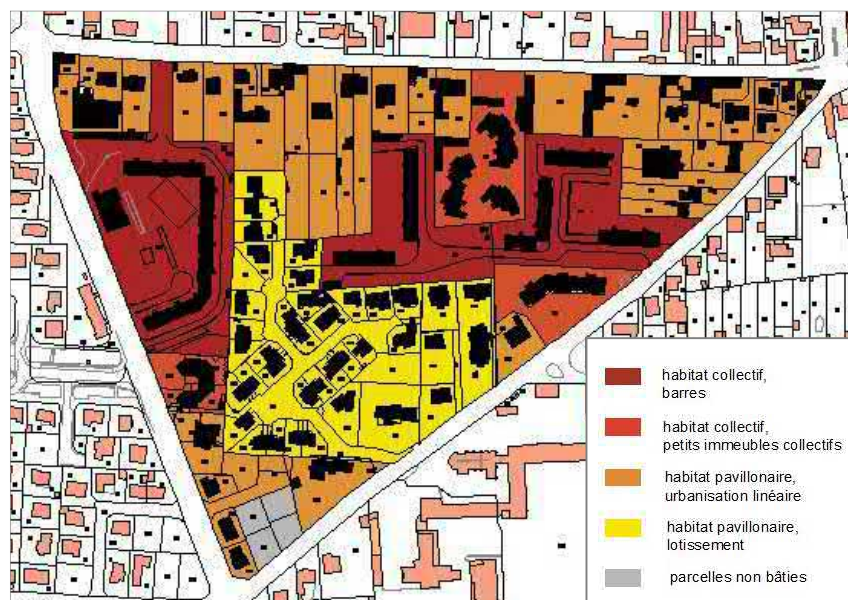


Lotissement isolé, en raquette, au bâti hétérogène



Maisons mitoyennes, lotissement en raquette avec voies piétonnes traversantes

× MIXITE DE L'HABITAT



Certains ilots regroupent différents types d'habitat générant des **formes hétérogènes et mixtes**. On distingue sur un même quartier, de l'habitat pavillonnaire, des « tours », de petits collectifs et de l'habitat individuel issu d'une urbanisation linéaire noyée dans le tissu urbain général.

Ces formes sont moins compréhensibles et se détachent difficilement dans le paysage urbain. Elles sont néanmoins un lieu de rencontres et de mixité sociale. Certaines parcelles sont encore libres de construction et constituent des « dents creuses », opportunités foncières à exploiter.

D'autre part, s'il existe une mixité en termes de type d'habitat, peu de quartiers présentent une mixité fonctionnelle forte. Il est essentiel d'étendre le réseau des commerces de proximité aux quartiers en marge du centre ville afin de limiter la dépendance des habitants à leur automobile.

✕ L'HABITAT DIFFUS



- Les maisons et les granges composées autour d'une cour et accompagnées d'enclos et de jardins ;
- Les moulins et ouvrages liés aux anciens canaux.

Les matériaux employés pour les constructions sont issus des agrégats locaux. Sur les constructions anciennes, ils peuvent être enduits à la chaux.

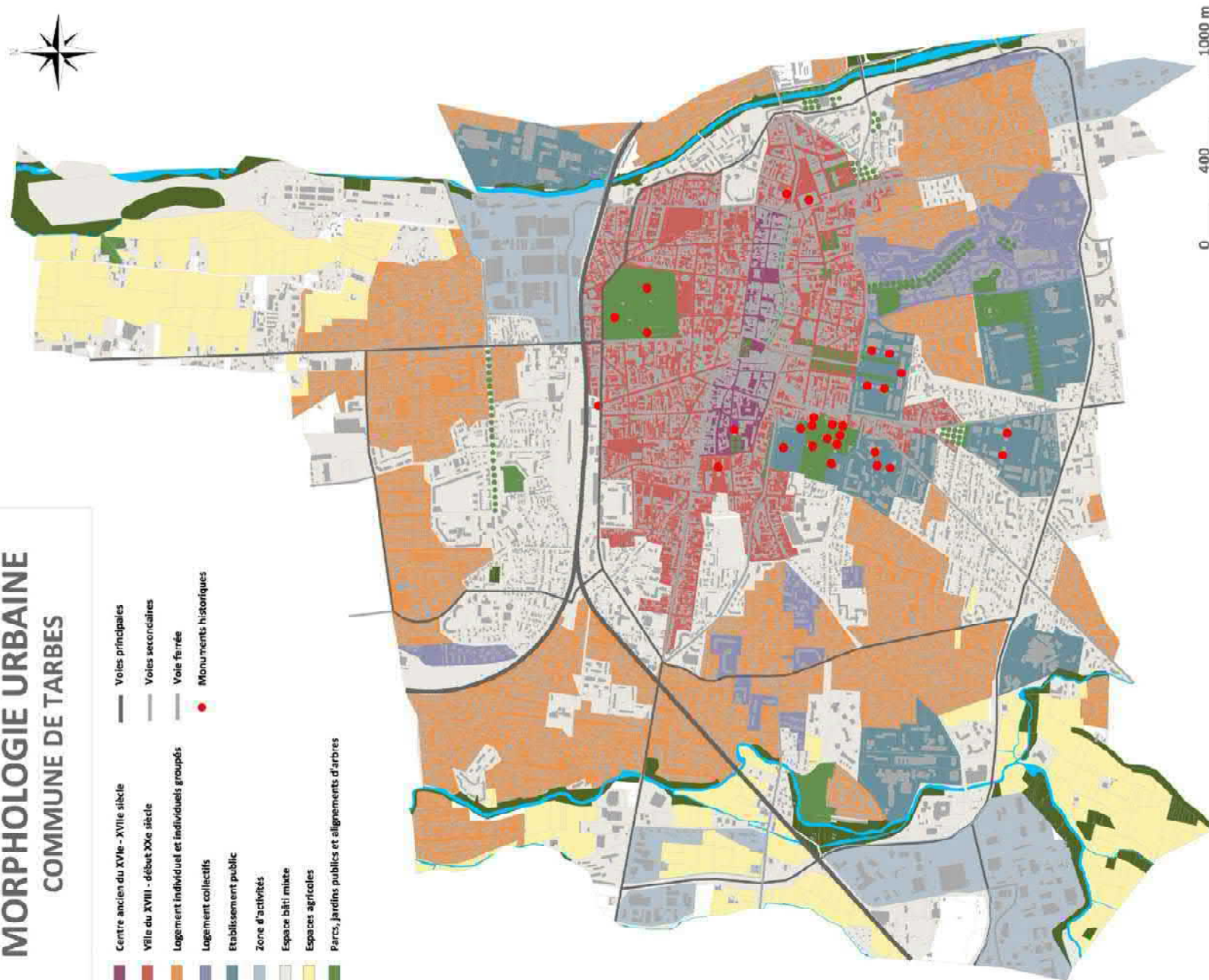
Si le tissu urbain a recouvert la quasi-totalité du territoire, certains espaces sont encore dominés par les espaces agricoles, notamment au Nord de la ville. Sur cette partie du territoire tarbais, l'habitat est diffus. On distingue :

- Les constructions en bord de voies, qui se sont développées par mitage rural, linéairement le long des axes routiers. Cet habitat est peu à peu noyé dans le tissu urbain qui s'étend dans des zones d'activités ;
- Les fermes agricoles, isolées, en marge des axes à fort trafic.

Certaines bâtisses, vestiges de l'habitat rural des époques précédentes, témoignent du passé agro pastoral de la ville. On relève notamment :

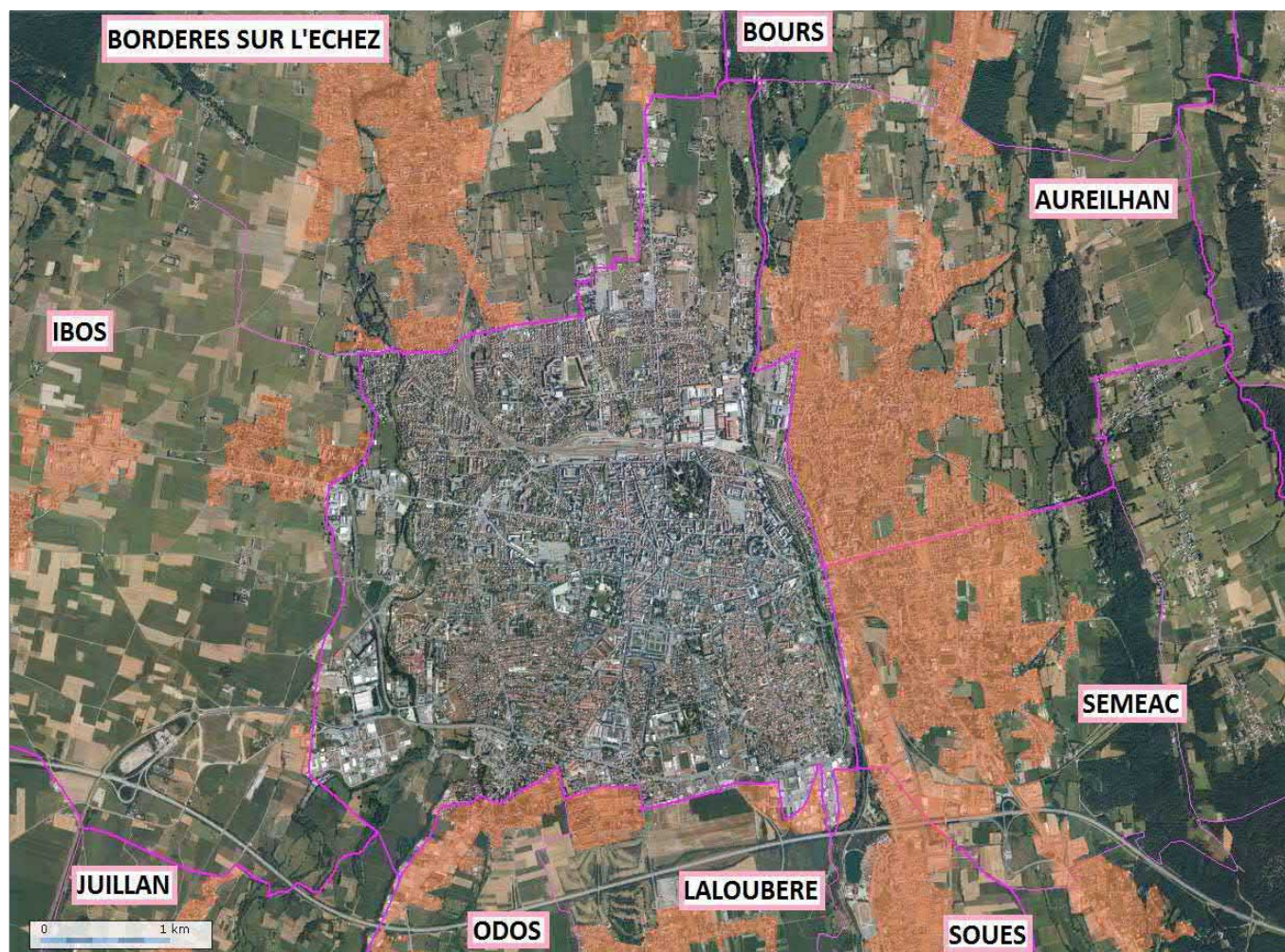
MORPHOLOGIE URBAINE COMMUNE DE TARBES

- | | |
|--|-----------------------|
| Centre ancien du XVIe - XVIIe siècle | Voies principales |
| Ville du XVIIIe - début XIXe siècle | Voies secondaires |
| Logement individuel et individuels groupés | Voie ferrée |
| Logement collectifs | Monuments historiques |
| Etablissement public | |
| Zone d'activités | |
| Espace bâti mineur | |
| Espaces agricoles | |
| Parcs, jardins publics et alignements d'arbres | |



A l'échelle de l'agglomération, les communes d'Aureilhan et de Séméac se sont urbanisées en continuité de la commune de Tarbes. Les autres communes se sont développées de façon concentrique à partir de leur centre-bourg.

Les franges urbaines au Nord, au Sud et à l'Ouest sont de ce fait bien marquées.

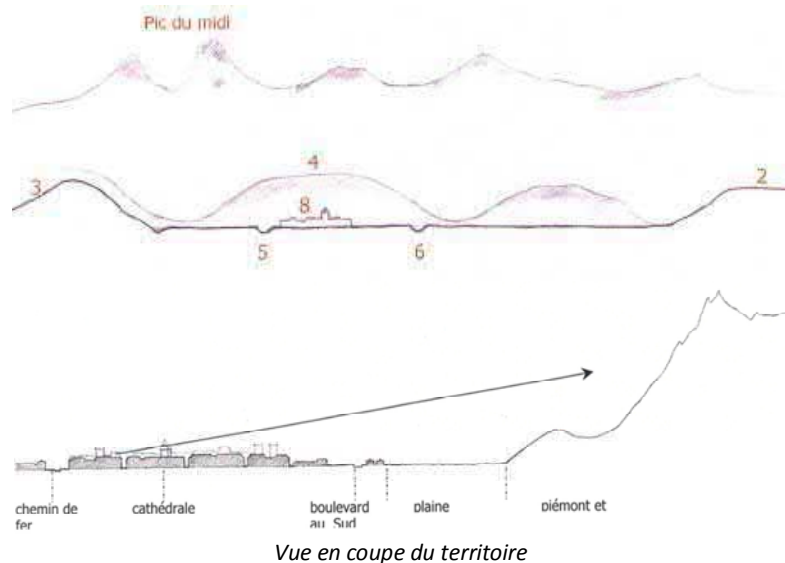


9.1. LES PAYSAGES

Le **grand paysage** s'organise autour de composants lointains qui identifient et structurent la ville. La ville de Tarbes est structurée par les éléments suivants :

- ↗ **La vue vers les Pyrénées ;**
- ↗ **La plaine de l'Adour ;**
- ↗ **La ville installée entre l'Echez et l'Adour.**

La ville de Tarbes(8) est installée dans la plaine de l'Adour entre le plateau de Ger (2) à l'Ouest et les coteaux à l'Est (3). Les piémonts (4) et la chaîne des Pyrénées forment une barrière naturelle au Sud. L'Echez (6) et l'Adour (5) constituent les limites de la ville mais pas de l'espace urbain. L'espace urbain conserve des vue sur les Pyrénées vers le Sud



*Coteaux boisés de Gascogne
Terres cultivées de la plaine de l'Adour*

Descente dans la plaine de l'Adour, l'espace urbain semble occuper tout l'espace de la plaine. Le bâti est de faible hauteur les clochers se détache timidement de l'ensemble.

✕ LES ENTREES DE VILLE

Les entrées de ville sont le support d'une image de marque. Elles sont souvent « endommagées » par une urbanisation peu qualitative et mal maîtrisée. L'entrée n'est pas une porte, l'entrée se fait à partir d'un parcours qui convient de penser et d'aménager en conséquence. L'espace urbain de Tarbes est marqué par une urbanisation qui dépasse ses limites administratives. L'urbanisation de la commune à l'Est se mêle aux communes voisines.

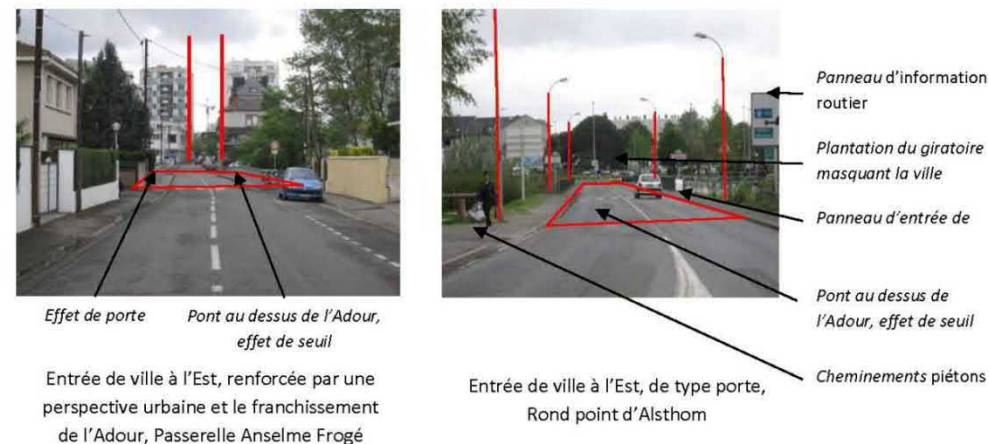
Les cours d'eau de l'Echez et de l'Adour constituent deux repères forts de l'entrée dans la cité. Le Sud et le Nord de la ville présentent des limites urbaines peu lisibles dus à une urbanisation linéaire le long des axes notamment de la RD 935.

A Tarbes deux types d'entrée de ville se distinguent :

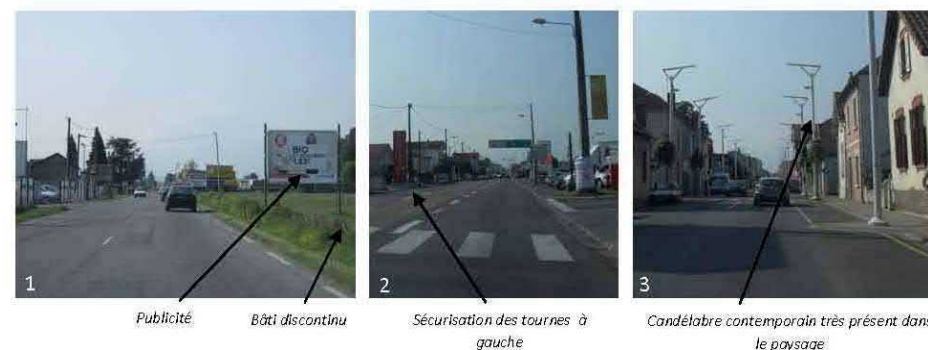
- De type « porte » ;
- De type « parcours ».

Les **entrées de ville de type « porte »** présentent un événement significatif sous la forme de ponts, giratoires, perspectives dessinées par un front bâti. Les cours d'eau de l'Adour et de l'Echez imposent la création de ponts et constituent ainsi des artifices des entrées de ville par une rupture sur le parcours, la mise à distance du bâti et le contraste des paysages sur une courte distance.

L'aménagement des carrefours avec la RN 21 a conduit à la création de nombreux giratoires. Par leurs plantations, ils contrastent fortement dans un environnement urbain minéral. La rupture de la trajectoire de l'automobiliste insiste au changement de comportement.



Les **entrées de ville de type « parcours »** proposent une lecture progressive de la limite de l'espace urbain. Elles sont ressenties à l'issue d'un parcours plus ou moins long. L'annonce du panneau routier d'entrée d'agglomération n'offre pas un signe caractéristique. Les axes concernés par cette lecture progressive de l'entrée de ville se situent principalement au sud et au nord de la commune et notamment sur la RD 935.



L'entrée de ville Nord (RD 935) est un axe linéaire avec une évolution progressive des éléments urbains. L'urbanisation discontinue est composée d'entrepôts (1). Le changement du traitement de la route (2) puis des candélabres rue Alsace-Lorraine (3) marque fortement le parcours.



Entrée de ville Sud, route des Pyrénées, aménagement d'un giratoire planté impose une rupture dans le parcours



Entrée de ville Route de Pau, l'étalement de la zone commerciale le long de la voie dessine une image peu qualitative de la ville. Le Rond Point de Pau annonce une rupture dans le parcours.

Les parcours des entrées de ville Sud (RD 935) et Est sont peu qualitatives, la création d'un giratoire planté impose finalement une modification du comportement des automobilistes.

Les entrées de ville souffrent d'une identité peu marquée. Les zones commerciales et d'activités dégradent l'accueil réservé aux habitants et touristes. L'aménagement des carrefours avec un giratoire n'est pas suffisant pour marquer l'identité d'une entrée de ville. Le territoire des entrées de ville sont comme dans de nombreuses villes ornées de panneaux publicitaires de tailles et de positions parfois surdimensionnées par rapport au message. L'éclairage des voies est de type routier et est doublé d'un éclairage hétéroclite privé (enseignes lumineuses, néons,...) plus ou moins agressif. Les clôtures sont très inégales en couleurs, hauteur et qualités.

L'absence d'espace vert en façade, de plantation d'arbre d'alignement rendent ces espaces peu attractifs. L'aménagement des rond points porte peu l'identité des quartiers qu'il dessert.

✕ LES PAYSAGES DE L'ADOUR :

L'Adour traverse la commune suivant un axe Nord/Sud. Le cours d'eau constitue approximativement une limite administrative et géographie. La ville se défend de la rivière torrentielle par de hautes digues. Les parties hautes sont aménagées aux profits de grands stationnement et des voies routières. L'encaissement du cours d'eau implique une **certaine rupture de la ville avec l'eau**. De récents aménagements rapprochent les citoyens avec l'eau. Le ruisseau offre un écrin de verdure au citoyen il est entretenu comme un parc : pelouse tondues, plantation de d'arbres ornementaux, parcours sportifs et parcours pédagogiques.

Les deux rives sont aménagées pour accueillir des piétons. Souvent deux niveaux de promenades sont proposés.

L'Adour apparait dans l'environnement de la ville par les hautes frondaisons des arbres. Les nombreux ponts offrent une vue attractive. Les accès ne sont pas évidents à trouver (pas d'accès depuis tous les stationnements).

Depuis l'Adour le bâti de la ville reste discret.



Enrochement, digues, cheminement stabilisé, arbres de bord de rivière, dépôts provisoire au centre du cours d'eau. Promenade haute et promenade basse.



Les arbres le long de l'Adour annoncent le cours d'eau. Contraste fort entre la ville et l'Adour, entretien fréquent de type horticole.

✕ LES PAYSAGES DE L'ECHÉZ

L'Echez, parallèle à l'Adour, présente des paysages contrastés parfois sauvages et inaccessibles et parfois domestiqués. Les berges sont armées d'une étroite mais dense strate arborée au port naturel. Les relations avec la ville et l'espace bâti ne sont pas continues et homogènes. Trois secteurs sont identifiables : l'Echez naturel, l'Echez jardiné et l'Echez domestiqué.



L'Echez naturel est présent dans la partie Sud de la commune. Le cours d'eau est bordé d'une étroite et dense haie libre tenant les berges. Le feuillage crée une voute au dessus de l'eau. L'Echez est dans ce secteur ignorée des constructions voisines.



L'Echez jardiné se situe dans le quartier Solazur. Il est mis en scène dans le parc de L'Echez. Le cours d'eau est intégré au parc. Il est soigneusement entretenu, tondu, dressé conforme à l'image d'un ruisseau calme. Les berges sont plantées d'arbres issus de la palette des pépiniéristes comme le hêtre pourpre.



L'Echez domestiqué traverse les quartiers d'habitation au nord, parfois tenue par des palplanches, enrochements, murets en béton. Les berges sont parfois naturelles et ornée de plantation réalisées à titre privé.

✕ LES ESPACES VERTS PUBLICS

Tarbes a obtenu sa quatrième fleur, en 2002 dans le cadre du concours des villes et villages fleuris et cherche à conserver cette distinction. Tarbes a également obtenu le Grand-Prix national de fleurissement.

Le jardin Massey est situé à proximité de la gare et s'étend sur une superficie de 114 870 m². Il fut construit au XIX^{ème} siècle par Placide Massey (1777-1853), natif de Tarbes et horticulteur.

Le jardin Massey est un parc paysager clôturé par une grille monumentale de 1,2 km de longueur. Il comporte des arbres remarquables, tels que : magnolia à grandes fleurs, séquoïa géant, staphylier penné, plaqueminer de Virginie, arbousier, libocèdre, févier d'Amérique, podocarpus, laurier sassafras, savonnier, cyprès chauve, hêtre à feuilles de charme, séquoïa sempervirens, chicot du Canada, micocoulier de Provence, chêne vert, mûrier à papier, tulipier de Virginie, orme de Sibérie, hêtre à feuilles de fougère, mais également des arbres fruitiers, arbustes, plantes vivaces, fleurs annuelles, etc., qui attirent les horticulteurs d'aujourd'hui.

Il comporte également une large gamme de décoration florale : 50 000 plantes à massifs (annuelles et bisannuelles) sont présentes chaque année. Un sous-bois de 5000 m² permet de se reposer, ou de pique-niquer. Il possède de **grandes pelouses centrales** (dont une de 5000 m²) servant de lieu de détente. Un grand lac de 5000 m² et un petit lac de 800 m² viennent l'agrémenter. Un réseau dense de canaux en galets roulés alimentés en eau courante par forage et permettant l'arrosage des pelouses est installé. Un parc animalier, comprenant des oies, canards, paons, et faisans en liberté ainsi que des chèvres naines en enclos est également présents au sein du jardin.

Aussi, de nombreuses actions ont été entreprises ces dernières années afin d'effectuer un entretien de ce parc bénéficiant du **label « jardin remarquable »** dans un souci de pérenniser l'espace et de le gérer durablement. Voici quelques exemples d'actions :

- Renouvellement des arbres ;
- Gestion de la décoration florale : de nombreuses plantes vivaces et graminées ont été introduites afin de diminuer la consommation d'eau et favoriser la biodiversité ;
- Lutte biologique intégrée et raisonnée contre les ravageurs ;
- Changement de méthode pour la tonte : la matière organique est laissée sur place, ce qui permet le développement de microorganismes du sol ;

- Formation des agents à la P.B.I. (Protection Biologique Intégrée), aux méthodes alternatives de désherbage, au nouveau fleurissement ;
- Des actions de sensibilisation des agents au développement durable : Tarbes Mairie Eco-responsable, l'introduction d'un cheval de trait breton mis à disposition par les haras pour la collecte des corbeilles à papiers dans le jardin etc.
- Des actions en projets, tels que : la gestion raisonnée du pompage alimentant les canaux et lacs du jardin afin de limiter les effluents rejetés dans le réseau d'eaux pluviales, le désherbage alternatif (manuel, mécanique, thermique) afin de réduire l'usage de produits chimiques dans le cadre du plan communal de désherbage, l'aménagement d'un jardin thématique dans le cadre des travaux de restructuration du Musée Massey (« Jardin de plantes tinctoriales »), réflexion en cours sur l'avenir du Parc animalier, de sa restauration éventuelle (mini ferme).



Le parc Chastellain est un parc paysager créé au milieu du XIX^{ème} siècle avec la villa Fould, il comprend un plan d'eau alimenté par des cascades et de grandes pelouses qui dégagent de magnifiques perspectives sur la villa. Une serre adossée, exposée côté parc, a été construite sur la façade d'un bâtiment annexe. Belle allée cavalière, plantée de platanes et qui reliait autrefois la villa aux écuries situées au sud du parc. Nombreux arbres et glycines sont centenaires. Une aire de jeux pour enfants a été aménagée en lisière du plan d'eau en 1981. L'ancienne propriété de la famille Fould, a été rachetée par la ville de Tarbes en 1978. Elle a fait l'objet d'une importante opération d'urbanisme qui a permis de créer un nouveau quartier sur une superficie de 20 ha, et de rénover le parc historique attenant à la villa. Ce parc qui porte aujourd'hui le nom du maire qui a initié le projet, Paul Chastellain, couvre une surface de 2,3 ha et associe arbres centenaires et plantations nouvelles. Il a été réhabilité et modernisé en 1981 et 1982. A ce jour, c'est un bel espace très apprécié des usagers. On trouve dans ce parc, la villa Fould, demeure historique et impériale, construite par Achille Fould, ministre d'état de Napoléon III. Cette villa rénovée et agrandie accueille en 2008 le siège administratif et les salles d'exposition du Parc National des Pyrénées.



Le parc Bel Air et le Parc de la Sellerie : ce parc couvre aujourd'hui une surface de 3.5 ha avec une grande pelouse centrale qui dégage de belles perspectives sur les Pyrénées. Il comprend un plan d'eau alimenté par une belle cascade, des aires de jeux pour enfants, des coins repos équipés de bancs. L'ensemble ponctué d'arbres remarquables, est un lieu de quiétude et de promenade très apprécié des usagers.

Parc paysage aménagé en 1860 avec la construction du château Delong; il couvrait à l'origine une superficie de 6.5 ha. Acheté par la ville de Tarbes en 1932, le château est transformé en crèche municipale; le parc est amputé d'une partie de sa surface avec la construction du Lycée Marie Curie et du stade Maurice Trélut. Les abords du château sont réhabilités à partir de 1985 et transformés en jardin public.



Le Parc de l'Echez, parc moderne récemment aménagé, est articulé autour de la rivière Echez, trait d'union entre la zone universitaire de Bastillac et le Quartier Solazur. Il occupe une surface de 70 000 m². Le parc est ouvert dans un quartier résidentiel. Ses limites sont généreusement boisées d'essences variées. Des promenades sinueuses traversent des espaces variés dont des bosquets d'arbres, de grandes pelouses et des jeux pour enfants.



Le Parc des Bois Blancs (16 000 m²), aménagé entre 2009 et 2010, se situe au cœur du quartier Laubadère. Le parc est ouvert sur le quartier résidentiel. Il comprend cinq îlots symbolisant les cinq continents auquel s'ajoute un îlot central servant à accueillir des manifestations. Des espaces voués aux jeux et aux sports agrémentent la zone dédiée à l'Europe. Des squares de plus petites tailles parsèment également la ville. Par exemple, à l'angle de la rue Brauhauban et de la rue Pierre Cohou, se trouve un square de 500 m² environ. Egalement, un square se situe devant l'Hôtel de Ville, et possède une superficie d'environ 3 000 m².



* LES PLANTATIONS D'ARBRES D'ALIGNEMENTS

Les plantations d'arbres d'alignements sont essentiellement composées de platanes.



✕ LES RONDS POINTS

L'aménagement des ronds points donnent lieu à la création d'espaces verts boisés. Les plantations sont composées d'essences variées souvent en contraste avec les quartiers qui les entourent.



Rond-point de Bagnères



Rond-point de l'hôpital



Rond-point de Bastillac

✕ **UN PATRIMOINE BATI RICHE**

Le patrimoine est le bien commun collectif hérité par l'histoire et transmissible aux générations futures. **Tarbes dispose d'un patrimoine bâti important, riche et varié.**

De nombreux monuments classés et inscrits sont présents sur le territoire communal. D'autres éléments d'intérêt architectural, urbain ou paysager, ont été relevés comme remarquables. Il s'agit de les conserver afin de préserver l'identité de la ville :

• **Les Monuments Classés :**

- ✎ Cloître provenant de Saint-Sever de Rustan, situé dans le jardin public Massey (09/10/1890) ;
- ✎ Cathédrale de la Sède, sacristie, salle capitulaires, chapelle Saint-Jacques, cours et jardins attenants (30/10/1906) ;
- ✎ Maison natale du Maréchal Foch (30/01/1938) ;
- ✎ Serre du jardin Massey (23/07/1995).

• **Monuments Inscrits :**

- ✎ Eglise Sainte-Thérèse (27/02/1946) ;
- ✎ Hôpital de l'Ayguerotte, chapelle façades et toitures sur cour des bâtiments de part et d'autre de la chapelle, ainsi que celles des deux ailes en retour (21/03/1979) ;
- ✎ Haras, façades et toitures de l'ensemble des bâtiments (29/10/1975) ;
- ✎ Musée Massey, façades et toitures (29/10/1975) ;
- ✎ Maison 16 rue de la Victoire : façade sur cour et toiture correspondante (28/05/1979) ;
- ✎ Jardin Massey en totalité y compris la statuaire et le kiosque (02/06/1992) ;
- ✎ Quartier Foix Lescun : les façades et les toitures des deux pavillons d'entrée du bâtiment central et du pavillon carré situé à l'Est, grilles et écuries (18/02/1993) ;

- ✎ Quartier Larrey : les façades et les toitures du bâtiment central, les deux écuries orientales, des deux pavillons d'entrée, les grilles et la statue du Maréchal Foch (18/02/1993) ;
- ✎ La Chambre de l'Evêque située dans les locaux de la préfecture de Tarbes (arrêté préfectoral du 14 août 2008) ;
- ✎ Les peintures murales situées dans les combles de la Maison dîte de la SEMI, ainsi que leur support et la toiture de l'édifice les abritant.

• **Les éléments remarquables :**

➤ **Les intérêts urbains :**

- ✎ La grande séquence monumentale et architecturale sur l'axe historique Ouest/est ;
- ✎ Les perspectives monumentales du XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècle ;
- ✎ Les espaces urbains majeurs ;
- ✎ Le tracé et les paysages des rues ;
- ✎ Les îlots et leur structure ;
- ✎ Le parcellaire et l'implantation du bâti ;
- ✎ La composition dans la parcelle ;
- ✎ Deux peintures du XIX^e siècle de l'église Saint-Jean ;
- ✎ Le Retable de l'église Saint-Jean ;
- ✎ Les Canon du Site GIAT.

➤ **Les intérêts architecturaux :**

- ✎ Les maisons de ville de Tarbes, leur toiture, façades, intérieurs échelonnés de la fin du Moyen-âge au début du XIX^{ème} siècle ;
- ✎ Les vestiges des constructions les plus anciennes ;
- ✎ Les édifices remarquables et non protégés ;
- ✎ L'ensemble particulier en cours de reconquête et conversion : l'arsenal et son patrimoine d'architecture et de paysage industriel ;
- ✎ La halle Marcadieu.

✕ LES ENTITES PAYSAGERES

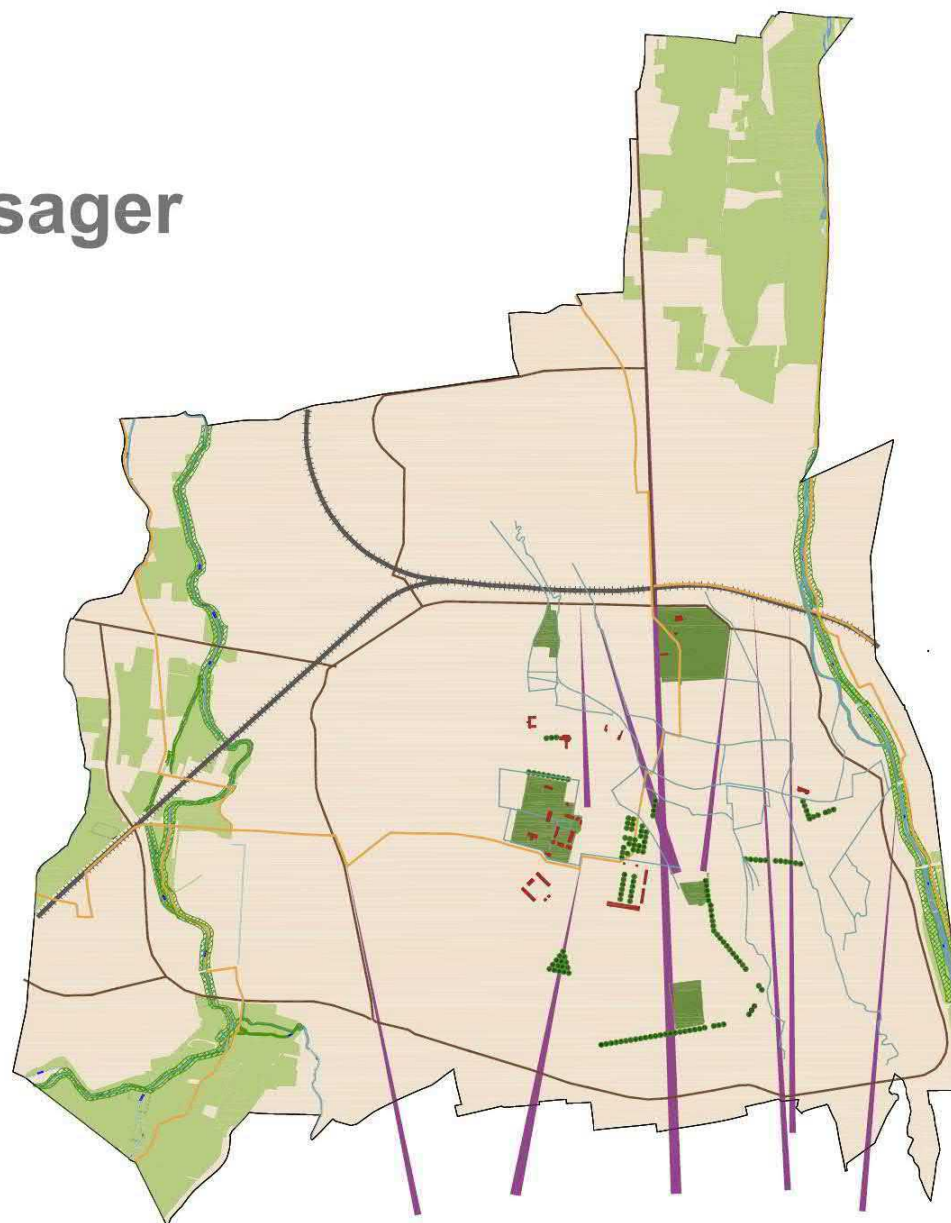
• Les différentes entités du paysage tarbais :

- ↪ Les fragments de l'espace rural, dernières parcelles agricoles du territoire. On y retrouve les vestiges de l'activité agricole de la ville : moulins, canaux et ouvrages d'arts témoins de la structure de la plaine de Tarbes autour de l'irrigation ;
- ↪ Les coulées vertes de l'Adour et de L'Echez ; espaces naturels qui caractérisent la ville dans ses parties Ouest et Est. Elles sont marquées par la présence de ripisylves et d'essences endémiques qui constituent une riche séquence selon deux axes Nord/Sud ;
- ↪ L'ensemble de parcs et jardins, et d'alignements d'arbres remarquables qui aèrent le tissu urbains de la ville ;
- ↪ Les monuments historiques classés ou inscrits, témoins de l'histoire de la ville ;
- ↪ Les perspectives sur la chaîne des Pyrénées correspondant aux tracés des rues et avenues orientées Nord/Sud sur l'ensemble de la ville ;
- ↪ Les jardins familiaux.



Patrimoine paysager

-  espaces urbanisés
-  fragments du paysage rural
-  parcs et jardins remarquables
-  coulées vertes de l'Adour et de l'Echez
-  voie ferrée
-  voies principales structurantes
-  circuit trait vert
-  axes de vues principaux vers les Pyrénées
-  alignements d'arbres remarquables
-  cours d'eau
-  tracé des anciens canaux
-  monuments historiques



9.2. PRISE EN COMPTE DES PREOCCUPATIONS SUR L'ENVIRONNEMENT

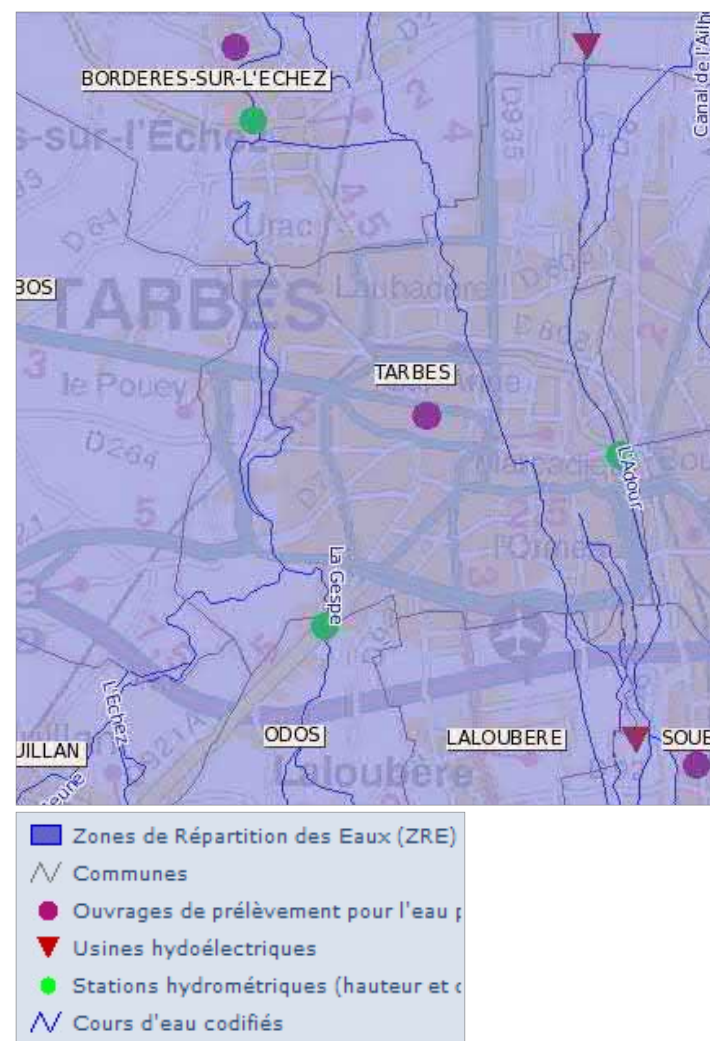
✕ **ASPECT QUALITATIF ET QUANTITATIF DES MASSES D'EAU DE LA COMMUNE DE TARBES**

Le territoire de la commune se situe en **Zone Sensible**. Les zones sensibles correspondent à des bassins versants, lacs, qui sont particulièrement sensibles aux pollutions. Il s'agit notamment des zones qui sont sujettes à l'eutrophisation et dans lesquelles les rejets de phosphore, d'azote, ou de ces deux substances, doivent être réduits. De ce fait, la zone est classée en zone vulnérable à la pollution directe ou indirecte des nitrates d'origines agricoles, ou d'autres composés azotés susceptibles de se transformer en nitrates et qui menacent la qualité des milieux aquatiques et l'alimentation en eau potable.

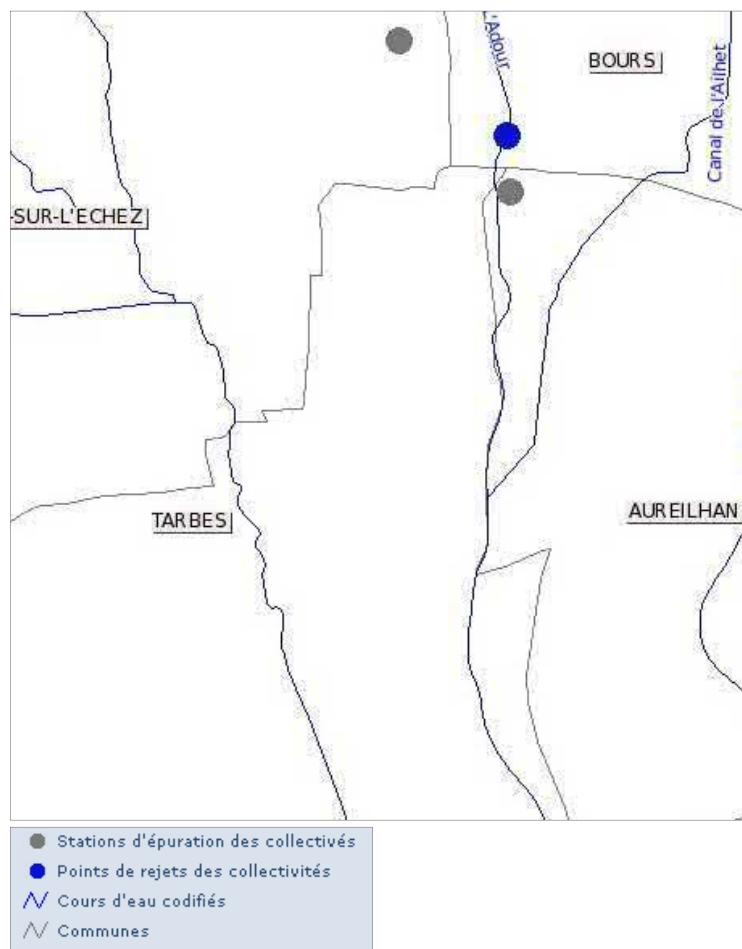
La commune se situe également en **Zone de Répartition des Eaux**, ce qui impose une attention particulière puisque la commune est en insuffisance concernant les ressources en eau par rapport aux besoins.

Afin de vérifier l'état quantitatif de l'Adour, une station hydrométrique, située à l'Est de la commune de Tarbes, mesure la hauteur et le débit du cours d'eau. Des stations de mesures vérifient la qualité quantitative de l'Echez, en amont et en aval de Tarbes. Une des stations amont se situe à la limite communale Sud, entre Odos et Tarbes, sur le ruisseau de la Gespe, affluent de l'Echez. Une autre se situe sur la commune de Louey, sur le bras de l'Echez. En aval de Tarbes, une station de mesure se situe sur la commune de Bordères-sur-L'Echez. Des calculs peuvent ensuite constater la différence de niveau d'eau après passage dans Tarbes. D'après les données cartographiques de Eau France Adour-Garonne, un ouvrage de prélèvement d'eau potable est situé au centre de la commune tarbaise.

Enfin, deux usines hydroélectriques bordent Tarbes, le long de l'Adour.



La **station d'épuration de Tarbes** est située à la limite communale entre Aureilhan et Tarbes, le long de l'Adour. Le point de rejet des communes de Tarbes et d'Aureilhan se situent donc en aval de cette station. Une autre station est située à proximité de la limite communale Nord de Tarbes, sur la commune de Bordères-sur-L'Echez.



Un **site de mesures de l'état qualitatif du cours d'eau est situé sur l'Adour**, au Sud-est de la commune tarbaise, à la limite communale avec Séméac. Cette station permet de contrôler l'état de la masse d'eau superficielle après les rejets de la station d'épuration de la commune d'Horgues, située plus en amont.



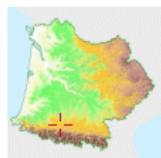
L'objectif général de la **Directive Cadre sur l'Eau (DCE)** est d'atteindre le bon état physico-chimique, chimique et écologique des masses d'eau superficielles et souterraines d'ici 2015. Le système d'évaluation de la qualité des cours d'eau (SEQ-eau) est détaillé ci-dessous pour le site de mesure de l'Adour à Tarbes (mesures 2009) :

Données 2006/2007 - SDAGE 2010/2015

SDAGE 2010/2015	Physico-chimie		Valeurs déclassantes (mg/l)	Seuil bon état
	Oxygène dissous (O2 Dissous) :	Très bon	-	6
	Taux de saturation en oxygène (Taux saturation O2) :	Bon	-	70%
	Demande Biochimique en oxygène en 5 jours (D.B.O.5) (DBO5) :	Très bon	-	6
	Carbone Organique (COD) :	Non classé	-	7
	Orthophosphates (PO4(3-)) :	Très bon	-	0,5
	Phosphore total (Ptot) :	Moyen	0,23	0,2
	Ammonium (NH4+) :	Très bon	-	0,5
	Nitrites (NO2-) :	Très bon	-	0,3
	Nitrates (NO3-) :	Très bon	-	50
	Température de l'Eau (T°C) :	Très bon	-	21,5°/25,5°
	Potentiel max en Hydrogène (pH) (pH max) :	Bon	-	9 U pH
	Potentiel min en Hydrogène (pH) (pH min) :	Très bon	-	6 U pH

Station : L'Adour à l'amont de Tarbes

Code RNDE : 05235500
Commune : TARBES
Localisation précise : Pont Alstom entre Séméac et Tarbes
Finalité : Amont agglomération de TARBES
 L'Adour du confluent de la Doulostre au confluent de l'Ailhet (canal) (FRFR237B)
Masse d'eau :
Réseau(x) : Contrat Rivière Haut Adour



Avec ce système d'évaluation, l'état de cette portion de l'Adour est dans un **état moyen**, au niveau des caractéristiques physico-chimiques. En effet, c'est le plus mauvais état mesuré qui correspond à l'état général de la portion de cours d'eau. Si la pollution liée au phosphore total venait à être diminuée, ce cours d'eau atteindrait l'objectif fixé par la DCE, en terme de physico-chimie.

Pour cette portion de cours d'eau, l'Adour atteint l'objectif fixé par la DCE. Il est nécessaire de faire attention à ce que la qualité écologique ne se dégrade pas.

ECOLOGIE	Bon
Physico-chimie	Bon
Oxygène	Bon
Carbone Organique (COD)	Non classé
Demande Biochimique en oxygène en 5 jours (D.B.O.5) (DBO5)	Très bon 2,6
Oxygène dissous (O2 Dissous)	Très bon 8,8
Taux de saturation en oxygène (Taux saturation O2)	Bon 84 %
Nutriments	Très bon
Ammonium (NH4+)	Très bon 0,05
Nitrites (NO2-)	Très bon 0,03
Nitrates (NO3-)	Très bon 4,02
Phosphore total (Ptot)	Très bon 0,04
Orthophosphates (PO4(3-))	Très bon 0,06
Acidification	Bon
Potentiel min en Hydrogène (pH) (pH min)	Très bon 7,8 U pH
Potentiel max en Hydrogène (pH) (pH max)	Bon 8,5 U pH
Température de l'Eau (T°C)	Très bon 19,9 °C

L'état de la portion du cours d'eau Adour traversant Tarbes est, de manière générale, correct. Une réduction de la pollution du phosphore (d'origine anthropique et agricole) permettrait d'obtenir le bon état du cours d'eau.

D'après la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA art. L214-17 du Code de l'Environnement), l'Adour et l'Echez constituent des axes à migrateurs amphihalins.

Les dispositions du PLU devront être compatibles avec celles du **Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (S.D.A.G.E.)** du bassin Adour Garonne, qui a été approuvé le 1^{er} décembre 2009. Les objectifs du SDAGE sont les suivants :

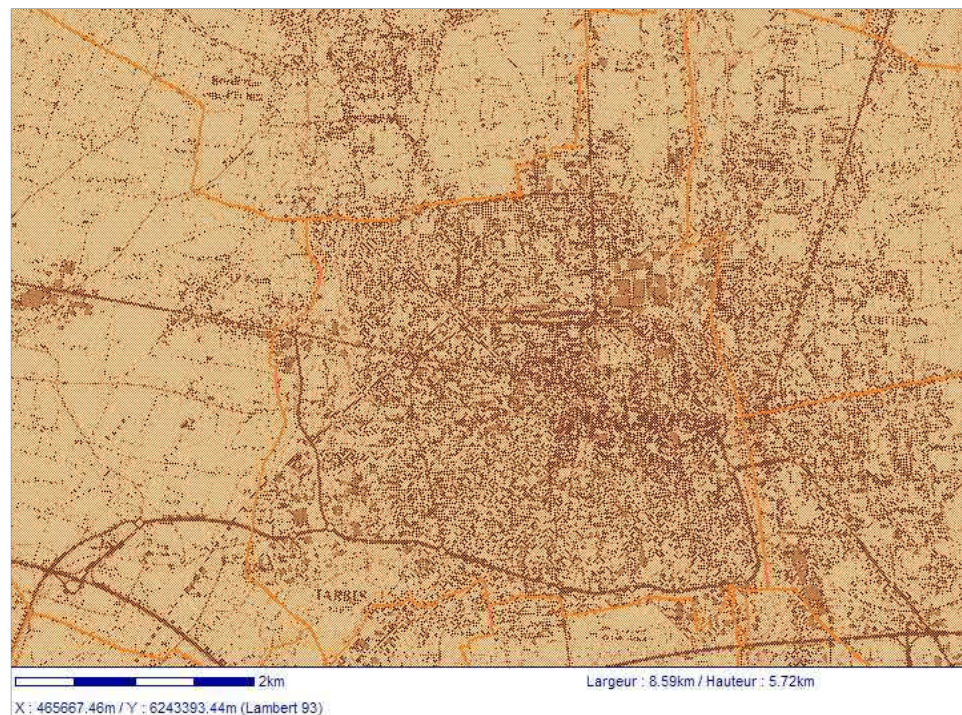
- ↗ Créer les conditions favorables à une bonne gouvernance ;
- ↗ Réduire l'impact des activités sur les milieux aquatiques ;
- ↗ Gérer durablement les eaux souterraines, préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides ;
- ↗ Assurer une eau de qualité pour les activités et usages respectueux des milieux aquatiques ;
- ↗ Maîtriser la gestion quantitative de l'eau dans la perspective du changement climatique ;
- ↗ Privilégier une approche territoriale et placer l'eau au cœur de l'aménagement du territoire.

✱ **LES RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES IDENTIFIES**

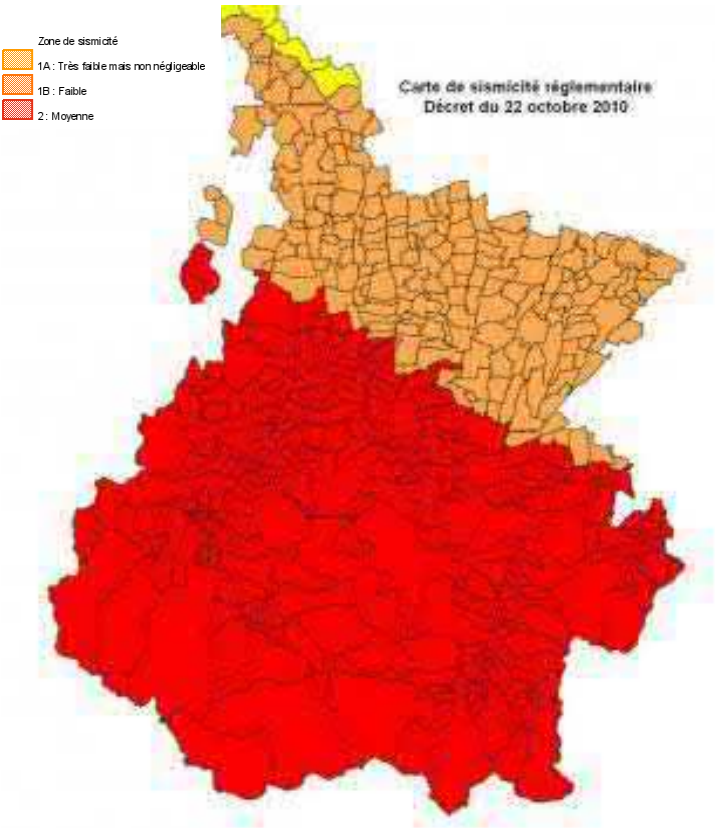
- **Le risque sismique :**

La commune est soumise au risque sismique. Elle est actuellement classée réglementairement en **zone 1B de sismicité 4**.

Zone de sismicité :



Zone de sismicité actuelle :



• Le Plan de Prévention des Riques d’Inondation :

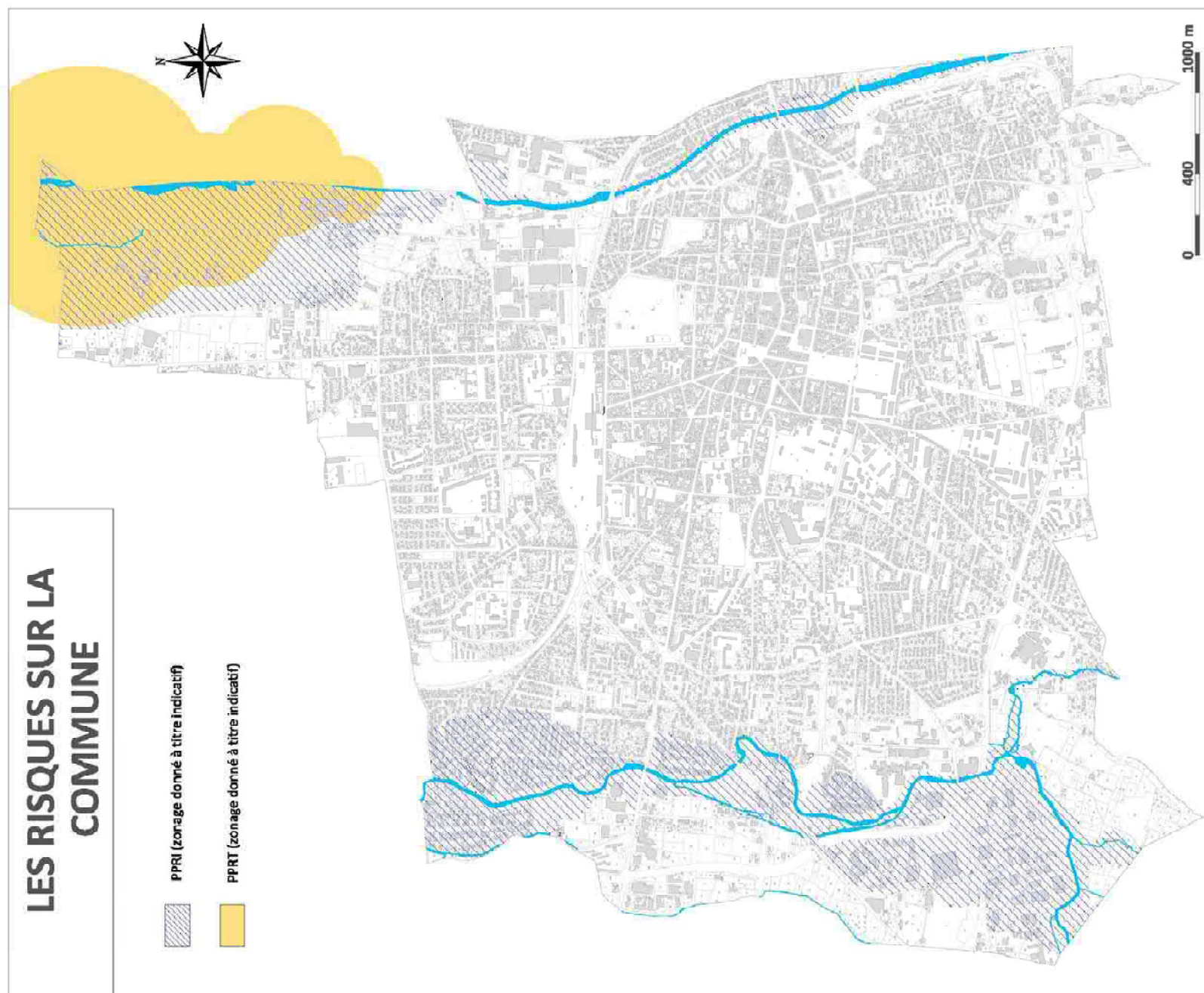
Au vu de la localisation géographique de Tarbes, entre l’Adour et l’Echez, la commune dispose d’un Plan de Prévention des Risques concernant l’aléa inondation (PPRI). Les zones rouges interdisent toutes les constructions nouvelles, tandis que les zones bleues autorisent les constructions, mais sous de nombreuses réserves et conditions.

Les zones rouges du PPRI Tarbais se situent principalement de part et d’autre des cours principaux, et également autour du ruisseau Navar, petit affluent de l’Echez, situé au Sud-ouest de la commune.

Le long de l’Adour, la zone bleue la plus importante se situe à l’Ouest des installations de Nexter Munitions (site « les Poudrières »). Il est à noter qu’une petite zone rouge se situe sur ce même périmètre au Sud-ouest des installations industrielles.

De larges périmètres de zones bleues entourent l’Echez. La zone située à l’Ouest du quartier Laubadère, après la voie ferrée ainsi que les zones de Bastillac et de Cognac sont font partie de ces zones bleues.

Type de catastrophe	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
Inondation - Par une crue	15/08/1997	16/08/1997	12/03/1998	28/03/1998
Inondation - Par une crue	16/05/2005	16/05/2005	16/12/2005	30/12/2005
Inondation - Par une crue	19/08/1989	19/08/1989	14/02/1990	28/02/1990
Inondation - Par une crue	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
Inondations - Par ruissellement et coulées de boue	15/08/1997	16/08/1997	12/03/1998	28/03/1998
Inondations - Par ruissellement et coulées de boue	16/05/2005	16/05/2005	16/12/2005	30/12/2005
Inondations - Par ruissellement et coulées de boue	19/08/1989	19/08/1989	14/02/1990	28/02/1990
Inondations - Par ruissellement et coulées de boue	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
Mouvements de terrain	25/12/1999	25/12/1999	25/12/1999	25/12/1999
Mouvements de terrain - Tassements différentiels	01/01/2002	30/06/2002	03/12/2003	20/12/2003
Mouvements de terrain - Tassements différentiels	01/05/1989	31/03/1990	27/12/2000	29/12/2000
Mouvements de terrain - Tassements différentiels	01/07/2003	30/09/2003	09/01/2006	22/01/2006
Phénomène lié à l'atmosphère - Tempête et grains (vent) - Tempête	06/11/1982	11/11/1982	18/11/1982	19/11/1982



- **Les risques technologiques :**

➤ **NEXTER Munitions -Site pyrotechnique-** est un établissement à risque classé **SEVESO II**. La directive européenne SEVESO II vise les établissements où sont présentes des substances dangereuses. Cette directive met l'accent sur les dispositions organisationnelles que doivent prendre les exploitants en matière de prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses (mesures de prévention, Plan d'Opération Interne pour les secours, Plan Particulier d'Intervention etc.). Les exigences en matière d'inspection qui seront à mener sous le contrôle des autorités compétentes ont également été renforcées avec cette directive. La commune est donc concernée par le **Plan de Prévention des Risques technologiques Nexter Munitions** prescrit le 12/08/2008 et approuvé le 10 juillet 2012. Ce Plan de Prévention des Risques technologiques concerne deux aléas : effets de surpression et effets thermiques. **Le Plan de Prévention des Risques Technologiques** a pour objet de limiter les conséquences d'un accident susceptible de survenir dans ces installations. Les installations de Nexter Munitions sont entourées de périmètres de sécurité. Plusieurs types de réglementation s'appliquent selon les périmètres concernés (représentés sous forme de cercles concentriques autour des installations). Le règlement « R » constitue le premier périmètre de sécurité (environ 40 mètres) de la partie Nord des installations. Sous ce règlement, le principe d'interdiction stricte s'applique pour toutes les constructions futures. Puis en 2ème couronne autour de cette partie de l'entreprise, s'applique le périmètre du règlement « r » (environ 245 mètres). Dans ce périmètre, le principe d'interdiction avec aménagements, est en vigueur. Dans la dernière couronne qui entoure cette partie d'installation, le règlement « B » (environ 640 mètres) autorise les constructions sous certaines réserves. Le long des installations, le plan de

prévention prend en compte d'autres périmètres de sécurité. Autour de la partie centrale des installations, un second cercle de sécurité, constitué des règlements « r », « B » et « b », s'étend sur un rayon d'environ 380 mètres. Le règlement « b », où les constructions sont possibles sous conditions, s'applique à la majorité des installations. Au Sud de l'entreprise, les 4 périmètres de sécurité se succèdent en cercles concentriques autour **des installations, sur une superficie d'environ 100 ha.**

➤ **Le transport de matières dangereuses :** à Tarbes, le transport de matières dangereuses s'effectue par voie routière (RN21), ferroviaire ou par gazoduc.

➤ **13 Installations Classées pour la Protection de l'Environnement** soumises à autorisation ou enregistrement sont répertoriées à Tarbes.

Nom établissement	Code postal	Commune	Régime Seveso
(SA)ARCADIE SUD OUEST	65000	Tarbes	Non-Seveso
BABOT Marc	65000	Tarbes	Non-Seveso
BARRERE Garage SARL	65000	Tarbes	Non-Seveso
CENTRE HOSPITALIER DE BIGORRE	65000	Tarbes	Non-Seveso
COMMUNE DE TARBES	65001	Tarbes	Non-Seveso
EMULSIONS DES PYRENEES	65000	Tarbes	Non-Seveso
NEXTER Munitions	65014	Tarbes	Seuil AS
ONYX MIDI PYRENEES	65000	Tarbes	Non-Seveso
SA DECOUPE DE L'ADOUR	65000	Tarbes	Non-Seveso
SAGEM	65000	Tarbes	Non-Seveso
SICA PYRENEENNE DE BETAIL ET VIANDE	65000	Tarbes	Non-Seveso
SOCATA EADS	65000	Tarbes	Seuil Bas
VAM DRILLING France (ex VALLOUREC)	65000	Tarbes	Non-Seveso

- **Les nuisances sonores :**

Des nuisances sonores peuvent être engendrées par les trafics routiers et ferroviaires, notamment le long des routes départementales et de la voie ferrée. Des secteurs impactés par le bruit sont définis en fonction de la catégorie de la route.

Ce classement est établi suivant les niveaux sonores de référence, calculés ou mesurés aux abords des voies. Cinq catégories existent, la catégorie 1 est la plus bruyante. La largeur maximale des secteurs affectés par le bruit, de part et d'autre des infrastructures, varie de 10 à 250 m selon la catégorie sonore. Toutes les routes dont le trafic est supérieur à 5000 véhicules/jour doivent être classées. Il en est de même avec les infrastructures interurbaines de plus de 50 trains/jour, ainsi que des infrastructures ferroviaires urbaines et des lignes de transports collectifs en site propre de plus de 100 trains ou bus/jour.

Num_intra	Num_Jonction	Debutant	Finissant	Largeur	Tissu	Nbre_voies	penté	TMAA	J	Pourcentage_PL	Vitesse_VL	Vitesse_VL	Categorie	Longueur	DATE_ARRET	REF_ARRETE	LARGEUR_SECTI
P_R0002	P_R0002001	Rte p R0017	PR0	15	couvert	2 voies	non	12.000	2.000	8.000	80	80	30	0.903887	15/02/2012	2012-046-0011	100
P_D001_joind	R0001_1100	PR01-1100	PR01-1100	16	couvert	22 voies	non	13.102	2.000	7.000	80	80	30	0.147879	15/02/2012	2012-046-0011	100
P_D001_joind	PR01-1010	PR01-1010	PR01-1010	17	couvert	22 voies	non	13.500	2.000	7.000	80	80	30	1.451137	15/02/2012	2012-046-0011	100
P_D001_joind	PR01-1580	PR01-1580	PR01-1580	18	couvert	22 voies	non	13.500	2.000	7.000	80	80	30	0.140034	15/02/2012	2012-046-0011	100
R02015	PR 2-700	PR 4-000	PR 4-000	10	couvert	2 voies	non	8.214	2.000	2.500	80	80	3	1.1801	15/02/2012	2012-046-0011	100
R02121A	PR 1-100	PR 1-100	PR 1-100	12	couvert	2 voies	non	14.628	2.000	2.500	80	80	4	0.720393	15/02/2012	2012-046-0011	30
R02102	PR 20-400	PR 20-400	PR 20-400	16	couvert	202 voies	non	14.588	2.000	5.000	80	80	3	0.470949	15/02/2012	2012-046-0011	100
R021	PR 21	PR 21-671	PR 21-671	18	couvert	202 voies	non	18.817	2.000	5.000	70	70	3	0.860030	15/02/2012	2012-046-0011	100
R021	PR 21-671	PR 22-515	PR 22-515	18	couvert	202 voies	non	23.100	2.000	4.000	50	50	3	1.31411	15/02/2012	2012-046-0011	100
R021	PR 22-515	PR 22-1105	PR 22-1105	18	couvert	202 voies	non	23.500	2.000	4.000	70	70	3	0.802826	15/02/2012	2012-046-0011	100
R021	PR 23-1105	PR 23-405	PR 23-405	18	couvert	202 voies	non	27.157	2.000	3.000	80	80	3	1.32321	15/02/2012	2012-046-0011	100
R021	PR 23-405	PR 23-800	PR 23-800	18	couvert	202 voies	non	18.800	2.000	5.000	80	80	3	0.230950	15/02/2012	2012-046-0011	100
R021	PR 23-800	PR 24-570	PR 24-570	23	couvert	202 voies	non	18.800	2.000	5.000	80	80	3	1.35911	15/02/2012	2012-046-0011	100
R021	PR 24-570	PR 25-338	PR 25-338	23	couvert	202 voies	non	15.308	2.000	4.000	80	80	3	1.04841	15/02/2012	2012-046-0011	100
Avenue d'Alenkirchen	T01	Bd Kennedy	Chemin de l'Ormeau	7	couvert	2 voies	non	9.841	2.000	3.000	50	50	4	0.508422	15/02/2012	2012-046-0011	30
Bd des Voies	T02	Av. J. Marnat	Bd des Ardennes	7	couvert	2 voies	non	9.289	2.000	6.000	50	50	4	0.851045	15/02/2012	2012-046-0011	30
Avenue J. Marnat	T03	Bd des Voies	Av. M. Bellerue	10	couvert	2 voies	non	12.000	2.000	8.000	50	50	4	0.920320	15/02/2012	2012-046-0011	30
Avenue A. de St Esquary	T04	Rue Alsace-Lorraine	Rue du Marquis de Sombur	10	couvert	2 voies	non	7.051	2.000	2.000	50	50	4	0.353308	15/02/2012	2012-046-0011	30
Avenue du Mar Joffre	T05	Rue Alsace-Lorraine	Rue H. Bellerue	10	couvert	2 voies	non	7.681	2.000	7.000	50	50	4	0.803218	15/02/2012	2012-046-0011	30
Avenue A. Brind	T06	Bd C. Debussy	Rue du Rgt de Bigorre	11	couvert	2 voies	non	9.688	2.000	3.000	50	50	4	1.07848	15/02/2012	2012-046-0011	30
Avenue d'Adrien (ouest)	T07	Place de Sud-Ouest	Bd de Latre de Tassigny	10	couvert	2 voies	non	9.289	2.000	2.000	50	50	4	1.2071	15/02/2012	2012-046-0011	30
Avenue d'Adrien (est)	T08	Rte de Latre de Tassigny	Rue F. Marquis	10	couvert	2 voies	non	9.539	2.000	2.000	50	50	4	0.554722	15/02/2012	2012-046-0011	30
Avenue Faidt	T09	Rue Carnot	Chemin de l'Ormeau	10	couvert	2 voies	non	8.041	2.000	2.000	50	50	4	0.754718	15/02/2012	2012-046-0011	30
Avenue de la Mame	T10	R.D. 8	Oue de l'Adour	8	couvert	2 voies	non	8.818	2.000	2.000	50	50	4	0.266227	15/02/2012	2012-046-0011	30
Boulevard de Latre de Tass	T11	Rue F. Marquis	R021	12	couvert	2 voies	non	8.000	2.000	1.000	50	50	4	1.14805	15/02/2012	2012-046-0011	30
Boulevard J. Mayne Rue	T12	R.D. 871A	Place de Sud-Ouest	7	couvert	2 voies	non	7.779	2.000	2.000	50	50	4	0.362090	15/02/2012	2012-046-0011	30
Boulevard J. Mayne RD01	T13	Rue A. Dapert	Chemin de Maubour	7	couvert	2 voies	non	9.821	2.000	2.000	50	50	4	0.387741	15/02/2012	2012-046-0011	30
Boulevard Louisaide	T14	Rue F. Marquis	Rue du Corps Franc Pomme	12	couvert	2 voies	non	8.000	2.000	1.000	50	50	4	0.58086	15/02/2012	2012-046-0011	30
Boulevard du Maréchal	T15	Av de la Mame	Rue St-Jean	13	couvert	2 voies	non	11.211	2.000	5.000	50	50	4	0.920526	15/02/2012	2012-046-0011	30
Boulevard des Ardennes	T16	Bd de l'Abbaye	Rue Alsace-Lorraine	8	couvert	2 voies	non	9.280	2.000	7.000	50	50	4	0.800133	15/02/2012	2012-046-0011	30
Boulevard Mar Juffe (Ouest)	T17	Rue du Corps Franc Pomme	Rue d'Etat prolongée	12	couvert	2 voies	non	11.200	2.000	5.000	50	50	4	0.521765	15/02/2012	2012-046-0011	30
Boulevard P. Rieusset	T18	Rue Alsace-Lorraine	Rue du 8 Mai	11	couvert	2 voies	non	8.284	2.000	3.000	50	50	4	0.842586	15/02/2012	2012-046-0011	30
Avenue M. Bellerue (Ouest)	T19	Av. J. Marnat	Chemin de la Sendarie	12	couvert	2 voies	non	9.520	2.000	2.000	50	50	5	0.857018	15/02/2012	2012-046-0011	10
Oue de l'Adour	T20	R.D. 8	R021	14	couvert	2 voies	non	11.211	2.000	2.000	50	50	4	0.438277	15/02/2012	2012-046-0011	30
Rue Alsace-Lorraine (est)	T21	Limite de commune	Bd des Ardennes	11	couvert	2 voies	non	13.500	2.000	2.000	50	50	4	0.721441	15/02/2012	2012-046-0011	30
Rue Alsace-Lorraine (ouest)	T22	Rte des Ardennes	Av. A. de Quatre	11	couvert	2 voies	non	11.800	2.000	2.000	50	50	4	0.578022	15/02/2012	2012-046-0011	30
Rue Alsace-Lorraine (est)	T23	Av. A. de Quatre	Rue Mar Joffre	11	couvert	2 voies	non	11.726	2.000	3.000	50	50	4	0.553320	15/02/2012	2012-046-0011	30
Rue Breyer	T24	Rue du Corps Franc Pomme	Rue Amiral Courbet	9	couvert	1 voies	non	5.002	2.000	2.000	50	50	5	0.187942	15/02/2012	2012-046-0011	10
Rue Solfrino	T25	Rue Amiral Courbet	Av. Mar Joffre	5	couvert	1 voies	non	5.002	2.000	2.000	50	50	5	0.254847	15/02/2012	2012-046-0011	10
Rue des Cultivateurs	T26	Rue de la Sède	Rue du Corps Franc Pomme	8	couvert	1 voies	non	5.002	2.000	2.000	50	50	5	0.194060	15/02/2012	2012-046-0011	10
Rue de la Rue	T27	Chemin de l'Ormeau	Place de Verdon	7	couvert	1 voies	non	12.348	2.000	1.000	50	50	3	0.218487	15/02/2012	2012-046-0011	100
Place de Verdon (Sud)	T28	Rue Mar Joffre	Rue du Rgt de Bigorre	7	couvert	1 voies	non	11.256	2.000	2.000	50	50	4	0.940235	15/02/2012	2012-046-0011	30
Place de Verdon (Est)	T29	Rue Mar Joffre	Rue G. Clémenceau	7	couvert	1 voies	non	11.256	2.000	2.000	50	50	4	0.135385	15/02/2012	2012-046-0011	30
Place de Verdon (Nord)	T30	Rue G. Clémenceau	Av. B. Barre	7	couvert	1 voies	non	11.256	2.000	2.000	50	50	4	0.092043	15/02/2012	2012-046-0011	30
Rue Dupont (ouest)	T31	Bd de Latre de Tassigny	Bd J. Marnat	8	couvert	2 voies	non	5.243	2.000	2.000	50	50	5	0.407179	15/02/2012	2012-046-0011	10
Rue Dupont (est)	T32	Bd J. Marnat	Av. A. Brind	8	couvert	2 voies	non	7.600	2.000	2.000	50	50	4	0.233132	15/02/2012	2012-046-0011	30
Rue Fourcade (est)	T33	Rue G. Clémenceau	Rue J. Larcher	8	couvert	2 voies	non	7.102	2.000	2.000	50	50	4	0.250337	15/02/2012	2012-046-0011	30
Rue Fourcade (est)	T34	Rue G. Clémenceau	Rue A. Jubin	8	couvert	2 voies	non	8.102	2.000	2.000	50	50	4	0.33584	15/02/2012	2012-046-0011	30
Rue du IV Septembre	T35	Rue Desaix	Chemin de l'Ormeau	11	couvert	2 voies	non	12.079	2.000	2.000	50	50	4	0.220176	15/02/2012	2012-046-0011	30
Rue Laffargue	T36	Rue Carnot	Av. A. Brind	10	couvert	2 voies	non	8.948	2.000	2.000	50	50	4	0.260919	15/02/2012	2012-046-0011	30
Rue Lamarque	T37	Av. M. Bellerue	Rue du Corps Franc Pomme	7	couvert	2 voies	non	5.820	2.000	2.000	50	50	4	0.307986	15/02/2012	2012-046-0011	30
Rue Lamy	T38	Rue Voltaire	Rue Sud	10	couvert	2 voies	non	5.230	2.000	2.000	50	50	5	0.343000	15/02/2012	2012-046-0011	10
Rue Massay (Nord)	T39	Rue A. Jubin	Rue L. Delfat	9	couvert	2 voies	non	8.884	2.000	2.000	50	50	4	0.426579	15/02/2012	2012-046-0011	30
Rue Pierre	T40	Rue St-Jean	Rue A. Fourcade	9	couvert	2 voies	non	11.211	2.000	5.000	50	50	4	0.283241	15/02/2012	2012-046-0011	30
Rue A. Jubin	T41	Rue A. Fourcade	Rue Massay	10	couvert	2 voies	non	14.588	2.000	5.000	50	50	4	0.475868	15/02/2012	2012-046-0011	30
Rue du Corps Franc Pomme	T42	Bd du Mar Juffe	Chemin de Cognac	10	couvert	2 voies	non	12.348	2.000	1.000	50	50	3	0.769009	15/02/2012	2012-046-0011	100
Rue du Corps Franc Pomme	T43	Rue P. Lott	Bd du Mar Juffe	10	couvert	2 voies	non	5.020	2.000	2.000	50	50	5	0.457328	15/02/2012	2012-046-0011	10
Rue G. Drey	T44	Promenade du Pradeau	Chemin de Maubour	9	couvert	2 voies	non	9.931	2.000	2.000	50	50	4	0.545274	15/02/2012	2012-046-0011	30
Place de Verdon (est)	T45	Oue de l'Adour	Place G. Clémenceau	8	couvert	2 voies	non	8.886	2.000	2.000	50	50	4	0.147939	15/02/2012	2012-046-0011	30
Rue de Chordab	T46	Chemin de l'Ormeau	Rue du Rgt de Bigorre	12	couvert	2 voies	non	14.800	2.000	2.000	50	50	4	0.478027	15/02/2012	2012-046-0011	30
Alain Leclerc	T47	Rue de Chordab	Rue Lamy	12	couvert	2 voies	non	13.812	2.000	2.000	50	50	4	0.219014	15/02/2012	2012-046-0011	30
Promenade du Pradeau	T48	Rue des Pyramides	Rue G. Drey	10	couvert	2 voies	non	7.920	2.000	2.000	50	50	4	0.453781	15/02/2012	2012-046-0011	30
Chemin de la Sendarie	T49	Av. M. Bellerue	Av. Lamarque	7	couvert	2 voies	non	5.520	2.000	2.000	50	50	4	0.297281	15/02/2012	2012-046-0011	30
Chemin de l'Ormeau	T50	Av. Faidt	Rue P. Langen	7	couvert	2 voies	non	8.841	2.000	2.000	50	50	4	0.512563	15/02/2012	2012-046-0011	30
Rue d'Etat prolongée	T51	Bd du Mar Juffe	Av. J. Marnat	14	couvert	2 voies	non	10.000	2.000	2.000	50	50	4	0.118710	15/02/2012	2012-046-0011	30
Place de la Courte - Sola	T52	Chemin d'Olé	Rue Carnot	10	couvert	2 voies	non	8.448	2.000	2.000	50	50	4	0.114270	15/02/2012	2012-046-0011	30
Boulevard Mar Joffre	T53	Rue d'Etat prolongée	Rue H. Bellerue	12	couvert	2 voies	non	7.881	2.000	2.000	50	50	4	0.217331	15/02/2012	2012-046-0011	30
Rue Lamy	T54	Place au Bois	Rue Voltaire	10	Rue en U	2 voies	non	5.230	2.000	2.000	50	50	3	0.233223	15/02/2012	2012-046-0011	100
Rue Lamy	T55	Rue Sud	Rue du Rgt de Bigorre	10	Rue en U	2 voies	non	5.230	2.000	2.000	50	50	3	0.179602	15/02/2012	2012-046-0011	100
Rue St-Fel	T56	Rue St-Jean	Rue St-Jean	8	Rue en U	2 voies	non										

- **Les canalisations de Gaz :**

D'après le Porter à connaissance, le **réseau de canalisations de transport de gaz naturel à haute pression** se situe sous la rue des Forges puis passe sous la rue Massey et continue ensuite sous l'Avenue Alsace Lorraine. Le réseau se poursuit sous cette avenue jusqu'aux limites communales.

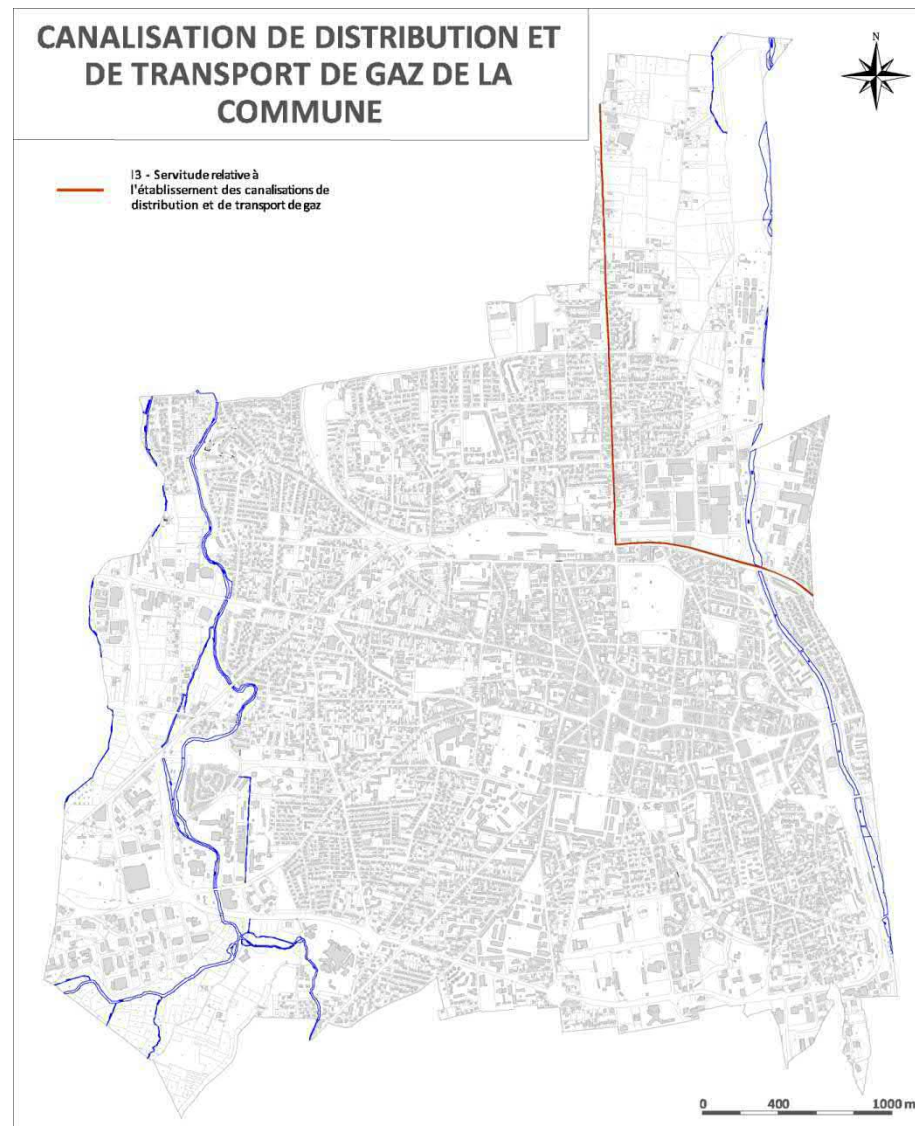
Le tableau suivant définit les différentes zones d'effet des canalisations. Le Porter à connaissance indique qu'il ne pourra être implanté dans la zone des dangers graves pour la vie humaine aucun nouvel établissement recevant du public relevant de la 1^{ère} à la 3^{ème} catégorie, ni nouvel immeuble de grande hauteur et, en outre, dans la zone des effets létaux significatifs aucun Etablissement Recevant du Public (ERP) susceptibles de recevoir plus de 100 personnes.

Enfin, dans un cercle centré sur la canalisation et de rayon égal à la distance des effets létaux significatifs, le PLU tiendra compte des seuils d'urbanisation suivants : densité d'occupation inférieure à 80 personnes à l'hectare et occupation totale inférieure à 300 personnes pour les canalisations répondant aux emplacements de catégorie B (catégories d'emplacement sont définies dans l'arrêté ministériel du 04/08/2006).

Définition des Zones :

Diamètre nominal de la canalisation	Pression maximale de service	Zone des dangers très graves pour la vie humaine (ELS) de part et d'autre de la canalisation	Zone de dangers graves pour la vie humaine (PEL) de part et d'autre de la canalisation	Zone des dangers significatifs (IRE) de part et d'autre de la canalisation
En mm	En Bar	En mètre	En mètre	En mètre
80 (*)	16,8	5	5	10
100	20	5	5	10
100	40	5	10	15
200	10,7	15	25	35

(*) Le branchement DN 80 GIAT est en cours d'abandon mais tant que la procédure administrative n'est pas terminée, ce branchement fait toujours partie de nos actifs et doit donc figurer dans la liste des ouvrages TIGF



9.3. BILAN

× **SYNTHESE**

- ↗ Un **territoire de vallée** du Piémont pyrénéen, situé entre le fleuve Adour et la rivière Echez ;
- ↗ Une **zone Natura 2000** au sein de la commune le long de l'Adour ;
- ↗ Un espace agricole encore présent dans les secteurs Nord-est, Ouest et Sud-ouest ;
- ↗ Des espaces boisés peu présents et à préserver ;
- ↗ Un **espace urbain qui occupe la majeure partie du territoire** ;
- ↗ De **nombreux parcs** bien intégrés dans l'espace urbain, dont notamment le Jardin Massey qui bénéficie du label « jardin remarquable » ;
- ↗ De nombreux monuments classés et inscrits tels que les haras nationaux ;
- ↗ Des **Plans de Prévention des Risques** s'appliquant sur le territoire communal : PPRN Inondation, PPRN séisme, PPRT Risques industriels (effets de surpression et effets thermiques) ;

× **ENJEUX**

- ↗ **Protéger et valoriser les espaces naturels** présentant des intérêts écologiques, paysagers et économiques ;
- ↗ **Préserver l'activité agricole** et protéger les paysages résultant de l'agriculture ;
- ↗ Préserver les motifs paysagers définis par le SCoT ;
- ↗ **Préserver les trames « vertes » et « bleues »** le long des cours d'eau ;
- ↗ **Prendre en compte les risques naturels et technologiques** ;
- ↗ Développer en priorité l'urbanisation dans les espaces interstitiels avant d'urbaniser les espaces agricoles et naturels. Afin de maîtriser et d'organiser l'urbanisation, ces espaces interstitiels seront classés en zones AU soumises à orientations d'aménagement ;
- ↗ Favoriser une urbanisation respectant les principes du développement durable (efficience énergétique, orientations bioclimatique des constructions, bâtiments basses consommations, bâtiments HQE,...) ;
- ↗ Protéger et mettre en valeur le patrimoine architectural et urbain de Tarbes.

10. LE PROJET DE PLAN LOCAL D'URBANISME

10.1. LES CHOIX RETENUS POUR L'ELABORATION DU PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES

Le **Projet d'Aménagement et de Développement Durables** définit les orientations générales d'aménagement et d'urbanisme retenues par la commune dans le respect du principe de développement durable.

Ce principe vise à satisfaire les besoins de développement des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs.

Pour ce faire il s'articule autour de trois principes fondamentaux :

- ↳ **La protection de l'environnement et du cadre de vie ;**
- ↳ **L'équité et la cohésion sociale ;**
- ↳ **L'efficacité économique.**

Véritable expression du projet communal dans l'organisation de son territoire, le PADD prend en considération de manière globale et coordonnée les données environnementales, sociales et économiques la concernant pour définir les grandes orientations de la commune, notamment en matière d'habitat, d'activités économiques, de déplacements, de paysages et de patrimoine.

Répondant aux enjeux dégagés dans le diagnostic et dans l'état initial de l'environnement, s'appuyant sur les choix présentés et justifiés dans le rapport de présentation, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables est, à l'intérieur du dossier de PLU, la traduction formelle, directe et synthétique, en matière d'aménagement et d'urbanisme, du projet de la commune de Tarbes.

Le diagnostic stratégique a mis en évidence plusieurs enseignements, en termes de fonctionnement et de tendances lourdes de l'évolution urbaine :

- ↳ Le centre-ville de Tarbes à une forte valeur collective, il regroupe les équipements, commerces et services ;
- ↳ La commune bénéficie d'une économie indépendante de la métropole régionale ;
- ↳ Les coulées vertes de l'Adour et de l'Echez sont des espaces naturels qui caractérisent la ville dans ses parties Ouest et Est ;
- ↳ Les Tarbais affichent une forte dépendance à la voiture.

La ville de Tarbes doit aujourd'hui répondre à de nouveaux besoins de développement et d'accueil de population en tenant compte du contexte territorial de l'agglomération. La commune est sujette à une baisse de population depuis 1968 résultant de mouvements migratoires défavorables. Dans ce contexte, elle doit satisfaire aux nouveaux défis des villes de son importance (développement en matière de formation supérieure, d'emplois, d'activités économiques, d'attractivité commerciale du centre-ville...) tout en conservant la maîtrise de son évolution ainsi que ses qualités environnementales et patrimoniales.

A la lumière des enjeux identifiés, les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables se déclinent selon quatre principes directeurs :

- ➡ **Tarbes, une ville attractive** : affirmer la place de la ville dans le développement régional ;
- ➡ **Tarbes, une ville proche du citoyen** : maintenir la cohésion urbaine ;
- ➡ **Tarbes, une ville accueillante** : préserver l'environnement et le cadre de vie ;
- ➡ **Tarbes, une ville mobile** : améliorer le fonctionnement urbain et les déplacements.

✱ **TARBES, UNE VILLE ATTRACTIVE : AFFIRMER LA PLACE DE LA VILLE
DANS LE DEVELOPPEMENT REGIONAL**

Le rayonnement de la ville de Tarbes s'étend à l'échelle régionale. Avec les 115 588 habitants que compte l'aire urbaine en 2008 (selon l'INSEE), Tarbes se place au **deuxième rang des agglomérations de Midi-Pyrénées**. Afin d'assurer, pour les années à venir, le maintien de sa position, Tarbes doit se questionner sur la mise en œuvre d'un **développement urbain soutenu et équilibré**.

L'attractivité du territoire s'établit autour de plusieurs éléments : sa capacité à attirer **des acteurs économiques (industries, capital, main-d'œuvre...)**, son **potentiel d'accueil de nouveaux habitants et ses activités liées au tourisme**. Ces facteurs garantissent la vitalité de l'agglomération à l'échelle d'un espace où les seuils d'engorgement ne sont pas atteints. Les habitants et les entreprises choisissent leurs implantations grâce à des notions **d'avantages concurrentiels entre territoires (marché de l'emploi, accessibilité des commerces, tissu de services...)** et cadre de vie de qualité.

L'objectif pour la commune de Tarbes est de **conforter sa place dans le développement régional**. Cette volonté se traduit par des actions orientées vers **l'accueil de nouveaux habitants, par un renforcement de l'image novatrice en terme de développement économique, ainsi que par la mise en valeur ses grands équipements**.

La localisation privilégiée de l'agglomération de Tarbes au carrefour entre la **chaîne Pyrénéenne, l'Océan Atlantique et la Mer Méditerranée ; sa connexion efficiente à la métropole toulousaine ; entraînent des évolutions démographiques, qui témoignent d'une forte attractivité**. La ville centre s'est développée dans la riche plaine agricole du fleuve de l'Adour, sous la forme d'un habitat dense (2 934 habitants/km²)

principalement collectif. Les dynamiques récentes montrent toutefois une progression des **constructions individuelles notamment en périphérie**.

Le parc de logements de la ville de Tarbes se trouve aujourd'hui sous occupé à 56%. Cette tendance s'explique par plusieurs facteurs : **la présence d'une majorité de grands logements pour les ménages de taille de plus en plus faible ; le taux de vacance important (12% en 2007) et en forte augmentation (+38,9% entre 1999 et 2007) ; une baisse de la croissance démographique depuis 1968**. L'agglomération présente une particularité : **la ville centre se dépeuple au profit des communes limitrophes telles qu'Orleix et Odos**. Il est donc nécessaire de redonner à Tarbes une image **novatrice et dynamique d'un point de vue de l'accueil des populations** afin de limiter ce **phénomène de périurbanisation aggravée** qui impacte le territoire.

En ce sens, **depuis une dizaine d'années, la municipalité tarbaise mène avec force une politique active en matière d'habitat**, axée sur le développement de la mixité fonctionnelle et intergénérationnelle dans la construction urbaine. Cette politique se traduit par la **mise en place d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH)** permettant de **réduire le nombre de logements insalubres sur le territoire**. L'opération de **Renouvellement Urbain sur le quartier Laubadère, la réhabilitation des logements sociaux, la rénovation du patrimoine ancien, l'extension du périmètre de «l'opération façade»** ou encore la **création de logements étudiants, personnes âgées et handicapées** sont autant d'actions portées par la municipalité. Enfin, la commune souhaite maintenir sa **politique en faveur du logement social**. Le territoire est en conformité avec les dispositions de l'article 55 de la Loi Solidarité et Renouvellement Urbains (**30,74% des résidences principales**).

Par ailleurs, la municipalité poursuit **un objectif de développement de différentes formes d'habitat denses** favorisant la mixité urbaine et

sociale sur la commune. A l'heure actuelle, le parc de logements est en majorité constitué de **logements de grande taille**, alors que la **taille moyenne des ménages a tendance à diminuer (2 habitants/ménage en 1968, contre 1,8 habitants/ménage en 2007)**. La diversification des formes d'habitats facilitera la mise en place de transports en commun efficient, desservant la totalité du territoire, l'implantation d'espaces publics de qualité et la pérennité des commerces et des services.

Dans ce contexte, les orientations pour **dynamiser le potentiel d'accueil de population sur le territoire** sont les suivantes :

- **Poursuivre la reconquête de la ville actuelle :**

- ↳ **Maintenir une politique de l'habitat en centre-ville et dans les quartiers périphériques :**

- ↳ *Poursuivre la valorisation du parc de logements existants : rénovation de façades, mise en valeur des espaces publics et traitement paysager des voiries.*
 - ↳ *Favoriser la réhabilitation des logements vacants dégradés en les adaptant aux normes de confort actuel afin de permettre leur réutilisation et la préservation du patrimoine architectural.*
 - ↳ *Créer un observatoire de l'habitat afin de localiser les logements concernés par la vacance structurelle et en définir les causes.*
 - ↳ *Maintenir la diversité des formes urbaines et la mixité dans les nouvelles opérations d'aménagements.*
 - ↳ *Poursuivre les actions en faveur des quartiers sensibles afin de leur donner une « nouvelle image » (Laubadère, Solazur, Cité-Bel-Air et Cité Mouysset).*

- ↳ **Maitriser l'extension urbaine en densifiant et en structurant les quartiers périphériques :**

- ↳ *Favoriser la densification des quartiers existants en respectant et en valorisant les caractéristiques du tissu urbain par l'utilisation des « dents creuses », des espaces interstitiels, des friches urbaines et des immeubles vacants (augmentation du COS, de l'emprise au sol et des hauteurs).*
 - ↳ *Articuler densité et desserte en transport en commun.*

- **Prévoir des extensions urbaines mesurées et maitrisées :**

- ↳ **Prévoir des capacités d'accueil suffisantes pour satisfaire les besoins diversifiés des nouveaux arrivants :**

- ↳ *Relancer la croissance démographique, avec pour objectif **50000 habitants en 2020**.*
 - ↳ *Pour répondre aux objectifs de développement de la démographie, il conviendra d'urbaniser les surfaces encore disponibles sur le territoire, de réhabiliter et réinvestir les logements vacants et de densifier les espaces urbains existants.*

- ↳ **Assurer une gestion équilibrée de l'espace et une consommation économe des sols :**

- ↳ *Protéger les espaces naturels et agricoles en maîtrisant l'étalement urbain au moyen d'une planification fixant clairement, et à long terme, le devenir des espaces.*
 - ↳ *Prévoir des extensions en périphérie de la trame urbaine existante dans une logique de continuité.*
 - ↳ *Mener une réflexion approfondie au niveau du Sud de la commune qui représente un secteur stratégique de développement (proximité de l'autoroute et du pôle universitaire, foncier disponible...).*

La reconquête de la ville de Tarbes passe par une **politique de maîtrise foncière stratégique** (utilisation du droit de préemption par la commune par exemple). Des mesures incitatives peuvent être mises en place notamment sous forme de **conditions règlementaires favorables** à la **réhabilitation des logements vacants**. Le traitement de ce type de bâti se traduit par la mise en œuvre d'**OPAH et de Programme d'Intérêt Général «logements» (PIG)**. Par ailleurs, afin de rendre le territoire plus attractif et d'attirer des personnes extérieures à la commune il est nécessaire de **maintenir la qualité de vie , en mettant les espaces publics en valeurs, en améliorant les circulations et le stationnement**, en valorisant l'**aspect touristique de la commune et enfin en renforçant les activités commerciales**.

Le PLU doit prévoir des **capacités de construction suffisantes** pour satisfaire les **besoins diversifiés des nouveaux arrivants** tout en maîtrisant l'évolution démographique.

En **2011, les capacités d'urbanisation dans les secteurs 1NA et 2NA ainsi que dans les espaces interstitiels situés en zone U sont très faibles**. Elles sont de l'ordre de **13,6 ha pour les secteurs à vocation d'habitat et de 18,5 ha pour les zones à vocation économique**. Ainsi, pour répondre à la seule diminution de la taille moyenne des ménages à horizon 2020, il faudrait prévoir environ **2 700 logements supplémentaires**. A raison d'une superficie moyenne de 100 m² par logement (120 m² pour les logements individuels et 80 m² pour les logements collectifs), la superficie actuellement disponible permettrait, dans le meilleur des cas, la **réalisation de seulement 1 360 logements**. Sans tenir compte du potentiel de logements vacants à réhabiliter, **la surface urbanisable n'est pas suffisante** pour répondre à la demande engendrée par la diminution de la taille moyenne des ménages.

L'urbanisation nouvelle se concentre à **l'intérieur et en périphérie de la trame urbaine existante** dans une logique de continuité. De plus,

l'ouverture à l'urbanisation des zones AU se fera sous **forme d'opérations d'ensemble**, dans une logique de maîtrise et de cohérence du développement urbain à la fois dans leur fonctionnement et dans les liaisons avec l'espace urbain existant.

Par ailleurs, la ville de **Tarbes doit conforter une image novatrice en matière de développement économique**.

L'histoire industrielle de Tarbes a conditionné le développement de la ville. En effet, la commune possède un **passé industriel important**, notamment grâce à la construction ferroviaire, et à l'industrie de « guerre ». Le Groupement Industriel des Armements terrestres (GIAT) ainsi que l'Industrie des Poudrières formaient un secteur économique développé. Aujourd'hui, **Tarbes possède toujours une vocation industrielle importante**. L'**aéronautique** se développe fortement autour de la commune, des entreprises de renommée mondiale possèdent des antennes sur les communes jouxtant Tarbes (par exemple EADS Socota, Boostec).

Aujourd'hui, l'activité industrielle de la commune ne représente que **7% des emplois tarbais**, mais marque encore fortement la morphologie urbaine de la ville.

Pôle d'échange historique, Tarbes possède une forte vocation économique que la **politique municipale développe, modernise et valorise**. Un des signes les plus marquants de cette réhabilitation fut le renouvellement intégral de **la halle Brauhauban**. La variété de son tissu commercial et artisanal en fait un **pôle d'attractivité drainant une population bien au-delà des limites départementales**. Défendre le commerce et l'artisanat en proposant des **infrastructures adaptées à la fois aux entreprises, mais également aux mobilités des passants** sont deux enjeux forts de ce PLU. Secteur créateur d'emplois, le développement de l'économie tarbaise est un aspect central du projet d'urbanisme communal.

En 2011, **18,5 ha à vocation d'activités économiques sont encore disponibles**. Au niveau de l'équipement commercial, **13% des locaux sont vides**.

En ce qui concerne l'économie et les services, la commune bénéficie d'un tissu relativement considérable notamment au niveau du **commerce, de l'artisanat, des services à la personne et du milieu associatif**. Le développement de la commune sera effectué de manière conjointe au **développement d'équipements et de services à l'attention de la population**.

L'économie de Tarbes est actuellement indépendante de la métropole toulousaine. La population active de la ville est largement employée dans le secteur tertiaire (près de 90% de la population active).

Enfin, le pôle universitaire affirme chaque année son rôle majeur dans le tissu régional d'enseignement supérieur.

Dans ce contexte, les partis d'aménagement retenus afin de **conforter une image novatrice en matière de développement économique** sont :

- **Renforcer l'attractivité des zones d'activités économiques existantes en termes d'accessibilité, de traitement paysager et de capacité d'accueil :**

- ↳ Zone d'activités de la Garounère.
- ↳ Zone d'activités de Cognac.
- ↳ Zone d'activités le long de la route de Bordeaux.
- ↳ Ancien site du GIAT.
- ↳ Espaces commerciaux du quartier Nord et Centre-Est.

- **Renforcer la fonction commerciale du centre-ville :**

- ↳ Poursuivre la réflexion intercommunale au niveau de l'implantation de grandes surfaces.
- ↳ Favoriser le maintien des commerces par des conditions réglementaires adaptées.

- ↳ Poursuivre des actions de valorisation des commerces du centre-ville.
- ↳ Piétonniser la rue commerçante du Maréchal Foch afin de développer son attractivité et de mettre en place un véritable «carré piétonnier de Tarbes».
- ↳ Diversifier l'offre commerciale en centre-ville.

- **Favoriser la mixité urbaine :**

- ↳ Accompagner la dynamique du tissu économique de quartier et développer des pôles d'activités commerciales, artisanales et de services dans les quartiers périphériques.
- ↳ Apporter aux activités industrielles, artisanales, commerciales et aux services publics et parapublics les conditions optimales de fonctionnement au niveau de l'offre foncière et immobilière, de l'accessibilité et de l'image donnée à l'extérieur, notamment au niveau des entrées de ville.
- ↳ Mettre en place dans chaque territoire d'entreprises, un cahier des charges sur la qualité architecturale, urbaine et environnementale.

- **Maintenir les activités agricoles périurbaines sur le territoire :**

- ↳ Préserver les espaces agricoles situées au Sud-ouest et Nord-est de la commune en limitant l'extension urbaine.
- ↳ Préserver les unités d'exploitation existantes et insérer les nouveaux projets dans l'environnement.

- **Compléter et renforcer l'infrastructure touristique en développant les équipements (tourisme urbain) :**

- ↳ Création d'un parcours Patrimoine permettant aux visiteurs de découvrir les lieux historiques de la ville.

Le PLU de la ville de Tarbes valorise les entreprises existantes sur le territoire en **préservant les espaces dédiés aux activités industrielles et artisanales**. La commune souhaite également protéger les populations contre les nuisances que pourraient engendrer les unités de production.

Le **PLU favorise l'implantation de commerces et de services en centre-ville, au plus près des populations résidentes. Un projet de piétonnnisation de la principale rue commerçante** (Maréchal Foch) est notamment en cours de réflexion.

Enfin, la valorisation touristique de la commune est **conçue en faveur de la restauration et de la pérennisation des espaces naturels le long de l'Adour et de l'Echez, des parcs et jardins remarquables situés dans l'urbain**. Ils pourront être reliés entre eux par des cheminements doux. Un projet de « Parcours Patrimoine » a été initié. Il permettrait aux visiteurs de découvrir les lieux historiques de la ville (sites et constructions remarquables, points de vue, patrimoine vernaculaire...). Au travers de son PADD, la commune montre son **engagement en matière de protection et de valorisation des ressources naturelles de son territoire**.

L'ensemble des populations (jeunes ménages, personnes âgées, personnes à mobilité réduite...) doit pouvoir **bénéficier d'un accès optimal aux équipements commerciaux, de loisirs et de services**. La municipalité a mis en œuvre une politique globale d'aménagements adaptés en fonction de ces différents publics (bandes podo-tactiles, trottoirs larges, éviter les obstacles sur les cheminements doux...).

Dans le but de **maintenir les activités agricoles périurbaines sur le territoire**, il est nécessaire de valoriser les unités de productions et de protéger les espaces présentant des qualités agronomiques remarquables dans le cadre du PLU.

L'affirmation de la position de Tarbes en tant que pôle d'équilibre au niveau régional passe par la **mise en valeur des grands équipements**.

La commune est dotée d'un tissu **d'équipements scolaires et d'établissements d'enseignement supérieur qui assure son rayonnement à l'échelle régionale**.

De plus, un large panel d'équipements de santé offre une excellente qualité de soins médicaux.

L'innovation et la créativité au niveau départemental passe par une qualité avérée d'équipements culturels. **En ce sens, les équipements sportifs de qualité et les manifestations reconnues (Esquestria par exemple) assurent le rayonnement de la commune à très grande échelle**.

Par ailleurs, sont présents sur le territoire des équipements militaires (deux casernes sont encore occupées aujourd'hui) emblématiques de la ville.

Enfin, dans un but de **solidarité et d'accompagnement à la personne**, des services de qualité permettent le maintien à domicile des personnes âgées, l'amélioration du cadre de vie et l'aide aux personnes en difficultés.

Ainsi, les partis d'aménagements sélectionnés afin d'affirmer la position de pôle d'équilibre au niveau régional de la ville de Tarbes, par la **mise en valeur des grands équipements** sont :

- **Pérenniser le rayonnement régional de l'aéroport de Tarbes-Lourdes-Pyrénées.**
- **Accroître l'importance et le rayonnement du pôle technologique :**

- ↳ Développer le pôle universitaire tarbais afin de renforcer son rôle dans le réseau d'enseignement supérieur régional.
- **Valoriser le Haras de Tarbes par la multiplication d'animations et la mise en œuvre de projets (formation, résidences de spectacles équestres, maréchalerie...).**
- **Prendre en compte l'implantation du nouveau Centre Hospitalier au niveau de l'aérodrome de Tarbes-Laloubère.**
- **Rénover le Parc d'Expositions et réaliser le Centre de Congrès.**

Ces orientations permettent de conforter les équipements de la commune qui confirment sa place de pôle d'équilibre au niveau régional. Ces équipements doivent être pensés en termes d'attractivité de populations extérieures à la commune tout en restant accessibles à la population locale.

- **Traduction réglementaire et/ou autres dispositions de mise en œuvre :**

- ↳ *En zone UA, le règlement n'impose pas de stationnement afin de favoriser l'implantation de commerces et de lutter contre la vacance.*
- ↳ *Le règlement des zones UA, UB, UI et AU permet des densités plus élevées que le POS.*
- ↳ *Toutes les zones AU et 2AU se situent en continuité du « tissu » urbain existant et, notamment, dans les espaces interstitiels.*
- ↳ *Le règlement et les orientations d'aménagement et de programmation favorisent la diversité des formes urbaines : petits collectifs, habitat intermédiaires, maisons de ville pour une évolution qualitative des espaces bâtis.*
- ↳ *Le règlement et les orientations d'aménagement favorisent l'accès aux équipements structurants et prennent en compte la question des déplacements et du stationnement.*
- ↳ *Les terres agricoles sont classées en zone A.*
- ↳ *Les trames « vertes » et « bleues » de l'Adour et de l'Echez sont classées en zone « N inconstructible ».*
- ↳ *Le règlement du PLU favorise l'implantation de commerces et d'activités tertiaires en centre-ville.*

✖ **TARBES, UNE VILLE PROCHE DU CITOYEN : MAINTENIR LA COHESION URBAINE**

La question de la **cohésion urbaine et du « vivre ensemble »** repose sur un principe de solidarité locale. Le nouvel enjeu pour l'action publique locale est de donner du sens au concept de la **cohésion sociale et urbaine**.

Tarbes est une ville exemplaire dans l'**art de vivre ensemble** autour des valeurs de **solidarité, de citoyenneté et de respect mutuel**. La politique communale est à la fois orientée en faveur de la **valorisation et le renouvellement de son parc de logements**, mais également dans la mixité intergénérationnelle au sein des quartiers, la mise en place de structures d'accueil et d'animation à l'attention de toute la population (éducation, maisons de quartiers, crèches, maison des associations, rénovation du parc des expositions et du palais des sports, de services de santé, festivals, infrastructures sportives...).

En ce sens, le projet de PLU approfondit et poursuit la politique **en faveur d'une durabilité de la qualité de vie et de la solidarité tarbaise**. Le PLU doit prendre en compte l'évolution démographique de la ville. En effet, la population est en baisse et caractérisée par un phénomène vieillissement. De plus, les ménages de petite taille sont aujourd'hui majoritaires, les ménages d'une personne représentent la moitié des foyers en 2007. Ainsi, **tant les logements que les équipements et les services à la personne doivent répondre aux besoins actuels et futurs**. Il est donc question de valoriser la place des jeunes dans la structure de la population en garantissant notamment une offre de **logements de petite taille** ainsi que d'assurer un **accueil de qualité pour les personnes âgées par une offre de logements de plain-pied à proximité des commodités et le développement des services à la personne à domicile**. Par ailleurs, les logements de petite taille sont de plus en plus demandés au sein de la

commune, notamment à cause du **phénomène de desserrement des ménages**.

Parallèlement, les équipements publics doivent être adaptés et répondre aux **nouveaux besoins**. Ils doivent être pensés à l'attention de tous les types de population.

La cohésion sociale de la ville de Tarbes passe également par la présence de centralités de quartier favorisant ainsi les rencontres, la mixité sociale et vecteurs de liens entre divers quartiers.

Plusieurs partis pris d'aménagement ont été déterminés afin de **maintenir une cohésion urbaine sur la commune** :

- **Offrir la possibilité d'un développement et d'un renouvellement démographique équilibré afin de pérenniser les équipements de la commune :**
 - ✎ Adapter l'offre en logements afin d'accueillir de jeunes ménages avec enfants.
 - ✎ Poursuivre un accueil de qualité pour les personnes âgées par une offre en logements de plain-pied à proximité des services.
 - ✎ Assurer le parcours résidentiel des ménages à revenus faibles au sein de la commune.
 - ✎ Sédentariser les actifs sur le territoire communal afin de relancer la croissance démographique et limiter les déplacements domicile/travail.
 - ✎ Offrir la possibilité aux étudiants de se loger en centre-ville (en termes de prix de taille de logements).
- **Rééquilibrer la composition du parc de logements :**
 - ✎ Développer le parc de logements de petite taille afin d'anticiper la diminution de la taille moyenne des ménages.

- ↳ Réaliser des opérations avec la maison individuelle de petite taille à coût maîtrisé en s'appuyant sur la maîtrise foncière.
- ↳ Favoriser l'accession sociale à la propriété (location-accession).

- **Créer des centralités de quartier :**

- ↳ Créer des lieux de rencontre afin de favoriser la mixité sociale.
- ↳ Créer des centralités de quartier permettant de lier les différents tissus urbains.

- **Pérenniser la qualité des équipements et des services tarbais :**

- ↳ **Maintenir mais aussi améliorer les équipements existants et prévoir l'implantation de nouveaux équipements :**

- ↳ *Prendre en compte l'évolution de la demande notamment au regard des perspectives démographiques et des différents âges de la population :*

- *Réalisation en partenariat d'une structure d'accueil des seniors, d'un accueil de jour temporaire et d'un établissement pour les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer.*

- ↳ *Implanter des équipements de proximité dans les quartiers, notamment dans le domaine des espaces verts et publics liés aux activités sportives, de loisirs ou de détente :*

- *Création d'un complexe multisport à l'Arsenal.*
- *Aménagement d'un espace de pratique du sport dans le quartier de Bel Air.*
- *Réalisation d'aires de jeux pour enfants à la cité Mouysset et au quartier de La Sendère.*

- ↳ *Favoriser la vie associative, la créativité culturelle et la pratique sportive pour tous*

- *Réalisation de nouveaux locaux au profit de clubs tarbais.*

- ↳ **Garantir l'accessibilité aux commerces, services et équipements de la commune :**

- ↳ Garantir l'accès des équipements publics aux personnes à mobilité réduite.
- ↳ Sécuriser et aménager les continuités piétonnes et cycles notamment en direction des établissements scolaires.
- ↳ Créer une zone de stationnement au niveau du quai de l'Adour

Afin de traduire ces objectifs dans le PLU, le règlement et les orientations d'aménagement et de programmation devront favoriser la diversité des formes urbaines : petits collectifs, maisons individuelles, maisons de ville... pour une évolution qualitative des espaces bâtis. L'objectif est de favoriser la mixité sociale et la mixité de l'habitat pour répondre aux besoins de toute la population (dans le cadre des objectifs fixés par le SCoT et le Programme Local de l'Habitat).

Il convient également de faciliter l'accueil des jeunes ménages actifs et d'introduire au sein des futurs programmes une part de logements à loyers modérés et de logements en accession à la propriété.

Le PLU doit favoriser la mise en place de centralités de quartiers par des emplacements réservés à des lieux de rencontre, ou par des incitations financières en vue de la mise en place de commerces de proximité.

Par ailleurs, au niveau des équipements des projets sont à l'étude comme la réalisation d'un établissement pour les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer, la création d'un complexe multisport à l'Arsenal, également, l'aménagement d'un espace de pratique du sport dans le quartier Bel Air, enfin, la réalisation d'aires de jeux pour les enfants à la cité Mouysset et au quartier de La Sendère.

- **Traduction réglementaire et/ou autres dispositions de mise en œuvre :**
 - ↳ *Le règlement et les orientations d'aménagement favorisent la diversité des formes urbaines : petits collectifs, habitat intermédiaires, maisons de ville pour une évolution qualitative des espaces bâtis.*
 - ↳ *Le règlement et les orientations d'aménagement favorisent l'accès aux équipements structurants et prennent en compte la question des déplacements (tous modes confondus) et du stationnement.*

✕ **TARBES, UNE VILLE ACCUEILLANTE : PRESERVER L'ENVIRONNEMENT ET LE CADRE DE VIE**

A l'heure actuelle, **il n'existe pas de projet durable sans réflexion globale**. Attachée à « l'écologie urbaine », la municipalité mène une série d'actions ayant une **vision multiscalaire du territoire**. De nombreux projets de valorisation des espaces, de promotion de l'éco-construction et de préservation des corridors écologiques sont en cours sur tout le territoire. L'engagement communal se retrouve dans l'élaboration de différents documents, tels que le **Plan de Déplacements Urbains, le Plan Climat Territorial ou encore l'Agenda 21 local**, qui ont tous pour objet la protection du caractère remarquable de la ville et à plus grande échelle de l'agglomération.

L'environnement de qualité de la commune doit être **préservé dans le cadre du PLU**. Il ajoutera des éléments complémentaires à cette politique d'ores et déjà complète et efficace. Les berges de l'Adour et de l'Echez, les ripisylves, les boisements, sont des espaces naturels sensibles à protéger. Une zone NATURA 2000 est présente sur le territoire le long de l'Adour.

Les espaces agricoles présentant un enjeu pour le maintien des unités d'exploitation sont à préserver ainsi que les paysages qui en résultent.

Le patrimoine bâti de la commune mérite également une protection particulière, notamment le **Cloître de Saint-Sever de Rustan, la Cathédrale de la Sède, la Serre du jardin Massay, l'Eglise Sainte-Thérèse...**

Egalement, doivent être mis en valeur les nombreux parcs bien intégrés dans l'espace urbain, dont notamment le Jardin Massey qui bénéficie du label « jardin remarquable ».

L'enjeu du PLU est également de réglementer l'occupation du sol afin de créer un **cadre de vie optimal pour la population** ; alliant à la fois **habitat dense et espaces verts, commerces et services de proximité**.

Le diagnostic territorial met en évidence les entités paysagères présentes sur le territoire. La commune de Tarbes regroupe six entités paysagères caractéristiques. Elles sont liées à l'histoire de la commune. L'évolution de l'urbanisation a conditionné ces différents paysages.

La qualité de vie tarbaise est un des premiers facteurs de son attractivité. Sa géographie, mais aussi son évolution historique urbaine, expliquent en grande partie cette attractivité : diversité de paysages et des formes urbaines, patrimoine culturel et historique remarquable, milieux naturels préservés.

En matière de protection de l'environnement et du cadre de vie, les orientations définies par la commune sont les suivantes :

- **Protéger les milieux naturels et la biodiversité :**

- ↳ Préserver les « trames vertes et bleues » et les corridors écologiques :
 - ↳ *Préserver le Site Natura 2000 « vallée de l'Adour ».*
 - ↳ *Préserver les abords de l'Adour et de l'Echez (ripisylves) qui constituent un paysage particulier et une richesse faunistique et floristique de grand intérêt.*
 - ↳ *Développer des continuités naturelles entre les espaces verts centraux et les corridors écologiques dessinés par l'Adour et l'Echez.*
 - ↳ *Préserver les boisements.*
 - ↳ *Préserver les espaces agricoles.*

- **Assurer la protection des populations face aux risques naturels notamment inondation, mouvements de terrains, sismiques et technologiques :**

↳ Prendre en compte les contraintes du PPRN et du PPRT.

- **Respecter l'équilibre des ressources et limiter les pollutions :**

↳ **Préserver les ressources naturelles (gestion de l'eau) :**

↳ Assurer une gestion efficace des eaux pluviales en privilégiant la rétention à la parcelle ou, par défaut, l'infiltration dans le sol et en limitant l'imperméabilisation des sols.

↳ Etendre le réseau d'assainissement collectif afin d'éviter la pollution des sols.

↳ **Encourager l'utilisation des énergies renouvelables et les économies d'énergie :**

↳ Privilégier l'utilisation des énergies renouvelables.

↳ Améliorer l'efficacité thermique des bâtiments.

↳ **Assurer une bonne qualité de l'air :**

↳ Encourager les modes de transports non polluants ou peu polluants à travers la réalisation de cheminements piétons/cycles et le développement des transports en commun.

↳ Faciliter le stationnement et imposer des plantations pour fixer davantage le CO2.

↳ **Réduire les nuisances sonores (infrastructures routières et activités bruyantes) :**

↳ Eviter d'implanter de l'habitat à proximité des voies ou des entreprises bruyantes.

↳ Favoriser l'implantation d'activités et d'espaces verts le long des voies bruyantes afin de former des écrans phoniques pour l'habitat.

↳ **Assurer une bonne gestion des déchets (collecte sélective, valorisation des déchets) :**

↳ Limiter les espèces végétales qui génèrent beaucoup de déchets.

↳ Favoriser des aires de présentation des déchets pour les immeubles collectifs.

- **Valoriser l'identité paysagère et patrimoniale du territoire :**

↳ **Préserver le patrimoine bâti de la commune :**

↳ Préserver l'identité urbaine, architecturale et paysagère de la ville et notamment le centre ancien :

– Valoriser le patrimoine industriel, militaire et urbain.

– Préserver les caractéristiques du tissu urbain lorsqu'elles constituent un élément du patrimoine (implantation et hauteur de bâti, découpage parcellaire,...) ; hôtels particuliers, pavillonnaires anciens et du XIX^{ème} siècle.

– Définir une identité architecturale tarbaise liée à la composition des façades du XIX^{ème} siècle.

↳ **Développer et valoriser les cheminements à proximité des espaces naturels :**

↳ Créer un cheminement le long de l'Echez.

↳ **Préserver les points de vue remarquables du territoire notamment sur les Pyrénées.**

Ainsi, la commune peut mettre en place une série de mesures réglementaires dans tous les domaines de l'aménagement du territoire afin d'atteindre les enjeux qu'elle s'est fixée.

En effet, elle peut classer les espaces à vocation naturelle en zone N du PLU. De plus, le règlement du PLU donne la possibilité de réaliser une gestion des eaux pluviales à la parcelle.

L'intégralité des berges de cours d'eau de la commune sont classées en zone N du PLU.

D'autre part, la commune de Tarbes encourage les modes de transports non polluants ou peu polluants à travers la réalisation de cheminements piétons/cycles et le développement des transports en commun. Les orientations d'aménagement et de programmation pourront orévoir la mise en place de cheminements piétons et d'aire de stationnement permettant de répondre aux besoins des populations..

Il est nécessaire de préserver les plantations d'alignement qui soulignent les axes majeurs ou les places importantes dans la ville et qui constituent un repère important entre les quartiers. Le règlement du PLU prévoit que la végétation existante doit être maintenue ou remplacée par des plantations d'essences locales au moins équivalentes. Les espaces non bâtis doivent être plantés d'arbres d'essence locale. Les aires de stationnement doivent être plantées à raison d'un arbre d'essence locale au moins pour 4 emplacements.

• **Traduction réglementaire et/ou autres dispositions de mise en œuvre :**

- ↳ *Toutes les zones AU et 2AU se situent en continuité du « tissu » urbain existant et, notamment, dans les espaces interstitiels.*
- ↳ *Le règlement relatif aux zones U et AU favorise la densité urbaine (COS élevé, absence de réglementation concernant l'emprise au sol et la taille minimale de terrain).*
- ↳ *Les terres agricoles sont classées en zone A.*
- ↳ *Les trames « vertes » et « bleues » de l'Adour et de l'Echez sont classés en zone N inconstructible.*
- ↳ *Les boisements, les alignements d'arbres et les parcs urbains sont classés en EBC (Espaces boisés Classés).*
- ↳ *Dans les zones AU, les orientations d'aménagement assurent un développement cohérent de la commune. En effet, des principes de liaison et de desserte entre les différents espaces et les voies existantes ont été définis, permettant ainsi de limiter la longueur de voies à aménager, d'économiser l'espace urbanisé et de réduire les déplacements.*

✱ **TARBES, UNE VILLE MOBILE : AMELIORER LE FONCTIONNEMENT URBAIN ET LES DEPLACEMENTS**

Le projet municipal, **résolument « développement durable » depuis maintenant plus de 10 ans, traite avec un très fort intérêt la question des déplacements.** Le PLU est mis en place dans l'optique d'une clarification des règles concernant l'occupation des sols du territoire. Il a été élaboré afin **d'optimiser le fonctionnement urbain, mettre en place des formes urbaines favorisant la densité et des espaces publics de proximité, des infrastructures de déplacements performantes.**

Les déplacements sur la commune se font majoritairement en voiture particulière. Le maillage routier est cohérent et il permet une **accessibilité facilitée à l'ensemble du territoire.** Située à proximité d'axes majeurs de circulation, la commune est sujette à **un flux important de véhicules,** notamment aux heures de pointe. La municipalité projette d'apporter de nouvelles alternatives au niveau des transports intra-urbain. En effet, les élus ont **soulevé à maintes reprises la nécessité de développer un vaste réseau de pistes cyclables permettant des liaisons douces inter-quartiers.**

L'infrastructure ferroviaire est à la fois un **atout pour le territoire,** car elle garantit un rayonnement et une desserte communale à l'échelle régionale, mais peut également être perçue comme une frontière physique entre les **quartiers Nord et le reste du territoire.**

En ce qui concerne les cheminements piétonniers, la commune souhaite réaliser des cheminements accessibles à l'ensemble de population (norme personnes à mobilité réduite). L'objectif de la commune est d'envisager, par opération, les types de voiries, les largeurs de plateformes et leurs usages afin qu'ils soient adaptés à la fréquentation et aux besoins des futurs habitants.

La commune a mis en place toutes les dispositions favorisant la réalisation d'un projet durable alliant **densité du bâti, efficience des transports en commun, et développement des modes doux.**

Ainsi, les orientations définies par la commune afin d'**améliorer le fonctionnement urbain et les déplacements** sont les suivantes :

- **Améliorer le maillage routier du territoire afin de fluidifier la circulation au niveau de l'agglomération tarbaise :**
 - ✧ **Proposer un schéma de déplacements cohérents par rapport à la structure urbaine existante et future :**
 - ✧ *Prendre en compte le projet de rocade Nord/nord-ouest.*
 - ✧ *Favoriser la liaison des quartiers périphériques avec le centre-ville et entre eux.*
 - *Désenclaver les quartiers situés au Nord de la voie SNCF.*
 - ✧ **Requalifier les axes de pénétration et valoriser les « portes de ville » en termes d'espaces publics, de traitement paysager et de façades urbaines :**
 - ✧ *Pont de Saint-Frai.*
 - ✧ *Avenue de la Marne.*
 - ✧ *Au niveau de la RD921A en direction de Lourdes.*
 - ✧ *Rue du Corps Franc Pommies.*
- **Améliorer la circulation urbaine :**
 - ✧ **Favoriser la mise en place des aires de stationnement en entrée de ville afin de favoriser l'intermodalité ainsi que des parcs relais :**
 - ✧ *1 parc au niveau du centre commercial du Méridien.*
 - ✧ *1 autre à travers la ville.*
 - ✧ *Covoiturage et navettes gratuites à développer.*

↪ **Etablir des partenariats avec les établissements d'enseignement supérieur et les entreprises pour la mise en place de plans de déplacement.**

↪ **Améliorer l'accessibilité et la sécurité :**

↪ *Protéger et aménager les abords de la RD935 reliant la ville avec la commune de Bazet.*

↪ *Garantir, pour les personnes handicapées, la continuité de la chaîne de déplacements : voirie, espaces publics et accès aux ERP.*

↪ *Mettre en place de nouvelles zones 30.*

↪ *Améliorer la sécurité routière aux abords des établissements scolaires et des équipements.*

↪ *Etudier la possibilité d'une voie piétonne entre le centre... et le jardin Massey.*

• **Promouvoir les modes doux et améliorer le cadre de vie :**

↪ **Requalifier, à l'occasion de la réfection des chaussées, les voies principales en faveur des déplacements alternatifs à la voiture, de l'amélioration de la sécurité et du traitement paysager.**

↪ **Améliorer les axes de desserte en intégrant les différents types de transports (TC, piétons et cycles).**

↪ *Poursuivre le développement des Transports en Commun en Site Propre.*

↪ *Renforcer les cheminements piétons/cycles et poursuivre la mise en place du programme d'action défini dans le Schéma Directeur des Itinéraires Cyclables :*

- *Améliorer le réseau cyclable pour réaliser un réel maillage avec les segments existants.*
- *Réaliser des axes piétons halle Brauhauban/jardin Massey par les rues Pierre Cohou, Ferrère et Théophile Gautier.*

- *Prévoir des aires de stationnement pour les deux roues (vélos-stations).*
- *Créer des zones de rencontre entre les différents usagers (piétons, cyclistes, automobilistes).*

L'objectif est d'améliorer la pratique de la marche à pied et du vélo sur le territoire communal afin d'accéder à l'ensemble des commerces, services et équipements présents sur la commune.

Les dimensions, formes et caractéristiques techniques des voies publiques ou privées doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent ou aux opérations qu'elles doivent desservir.

Des emplacements réservés sont définis afin de permettre la création de liaisons entre les différents quartiers.

Dans les zones urbanisées ou à urbaniser, l'ouverture de pistes cyclables et de chemins piétonniers pourra être exigée, notamment pour assurer la desserte du quartier ou celle des équipements publics. La largeur minimale des pistes cyclables doit être de 1,50 mètre pour les pistes cyclables unidirectionnelles et de 3 mètres pour les pistes cyclables bidirectionnelles. La largeur minimale des chemins piétonniers doit être de 2 mètres.

- **Traduction réglementaire et/ou autres dispositions de mise en œuvre :**

- ↳ *Pour améliorer les conditions de circulation, le PLU propose un schéma de déplacements cohérent par rapport à la structure urbaine existante et aux futures zones d'habitat. Pour toutes les zones AU, les orientations d'aménagement indiquent des principes de liaisons avec les voies existantes.*
- ↳ *Pour favoriser le développement des modes alternatifs à l'automobile, le PLU prévoit de multiplier les liens piétonniers entre le centre-ville, les équipements et les différents quartiers existants et futurs. Le règlement impose également des emprises de voirie relativement importantes pour inciter les futurs aménageurs à réaliser des trottoirs plus larges et éventuellement des cheminements piétons ou des pistes cyclables.*
- ↳ *Des emplacements ont été réservés le long de certaines voies de circulation pour aménager des trottoirs ou des bas côtés permettant aux piétons de se déplacer en toute sécurité.*
- ↳ *Des emplacements ont été réservés pour sécuriser les carrefours et les routes départementales.*

10.2. LES CHOIX RETENUS POUR LA DELIMITATION DES ZONES ET LES LIMITATIONS ADMINISTRATIVES A L'UTILISATION DU SOL

La délimitation des zones retenue pour le Plan Local d'Urbanisme résulte d'une recherche de **simplification par rapport au Plan d'Occupation des Sols et d'adaptation aux différents types d'occupation des sols** sur le territoire communal. Les règles qui s'appliquent aux différentes zones ont pour objectif de les densifier, tout en respectant les caractéristiques urbaines de Tarbes, et d'y assurer une certaine mixité.

✕ LES DIFFERENTES ZONES

• Les zones urbaines :

Elles sont repérées au document graphique par un sigle commençant par la lettre U.

- ✚ La **zone UA** est constituée du centre ville historique correspondant au bourg ancien et aux extensions qui ont eut lieu au XIX^{ème} siècle. Immédiatement constructible, de forte densité, où le bâti ancien est dominant et dans laquelle les constructions sont à édifier dans le respect de l'alignement des voies publiques et en ordre continu ou semi continu par rapport aux limites séparatives de propriété. Cette zone comprend les périmètres de protection des Monuments historiques, portés au plan des Servitudes d'Utilités Publiques. Elle possède un caractère multifonctionnel (habitat, commerce, artisanat, bureaux, services, équipements collectifs...) qu'il y a lieu de préserver.
- ✚ La **zone UB** est principalement constituée de toutes les extensions urbaines récentes sous forme de lotissements ou d'ensembles collectifs. Sa densité est moyenne. Afin de lui donner un caractère urbain correspondant au centre-ville et aux faubourgs, les constructions sont à édifier dans l'alignement des voies ou en retrait si l'alignement comporte une clôture « monumentale ». De plus, les

constructions sont à édifiées en ordre continu ou semi continu par rapport aux limites séparatives.

- ✚ La **zone UI** est constituée des secteurs d'activités industrielles, artisanales, commerciales ou de services. Elle comprend le **secteur Ulzc** correspondant à la ZAC du Centre de Gros. L'objectif des règles qui s'appliquent dans cette zone est de maintenir et de favoriser le développement des entreprises en place.

• Les zones à urbaniser :

Elles sont repérées au document graphique par un sigle commençant par les lettres AU.

- ✚ La **zone AU** est constituée de zones naturelles peu équipées situées en continuité des quartiers urbanisés. Elle est destinée principalement à une urbanisation à vocation d'habitat. Elle est également constituée de secteurs urbanisés (friches industrielles) qui doivent faire l'objet d'opérations de renouvellement urbain.
- ✚ La **zone 2AU** correspond à des zones naturelles non équipées ou à des friches industrielles. Elles feront l'objet d'opérations de renouvellement urbain. L'ouverture à l'urbanisation et les conditions d'aménagement de ces zones seront fixées ultérieurement par modification du Plan Local d'Urbanisme

• Les zones naturelles :

Elles sont repérées au document graphique par un sigle commençant par la lettre N.

- ✚ La **zone N** regroupe les secteurs à dominante naturelle de la commune et, notamment, les trames vertes et bleues de l'Adour et de l'Echez. Elle comprend le **secteur Nh** qui correspond à de l'habitat diffus dans des zones faiblement équipées. Dans ce secteur, l'extension mesurée des constructions existantes et leurs annexes peuvent être autorisées à la condition qu'elles ne portent atteinte ni

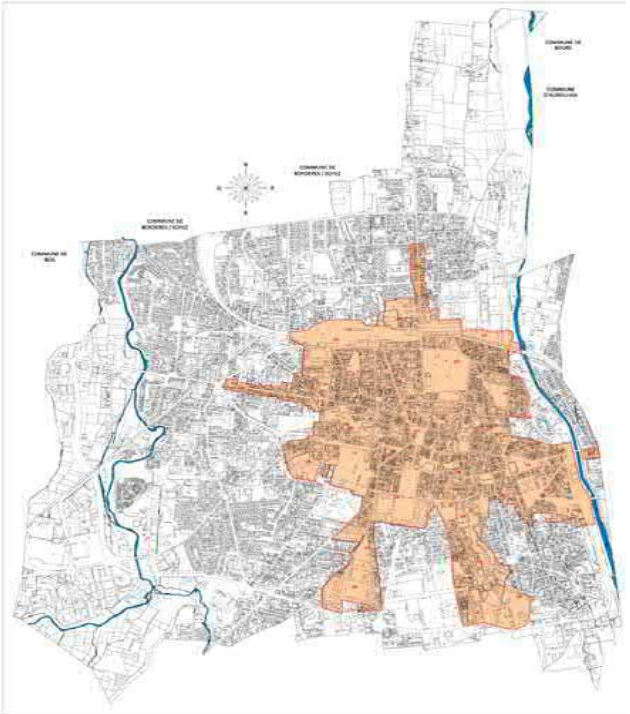
à la préservation des sols agricoles et forestiers ni à la sauvegarde des sites, milieux naturels et paysages.

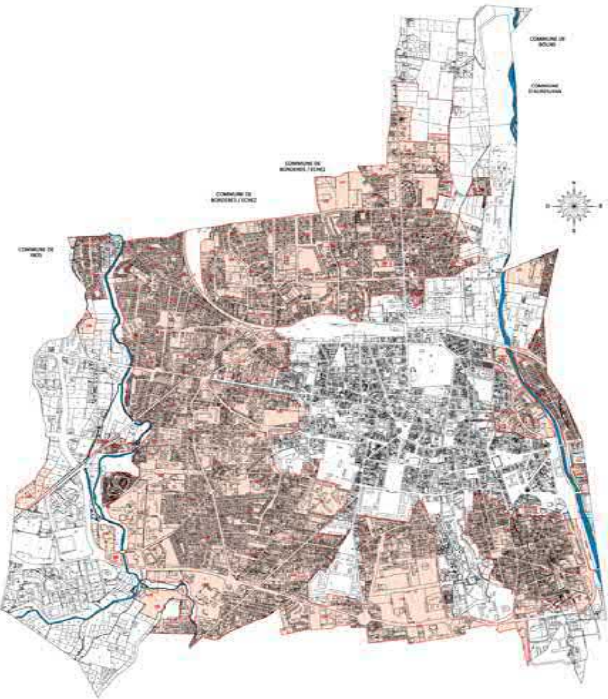
- **Les zones agricoles :**

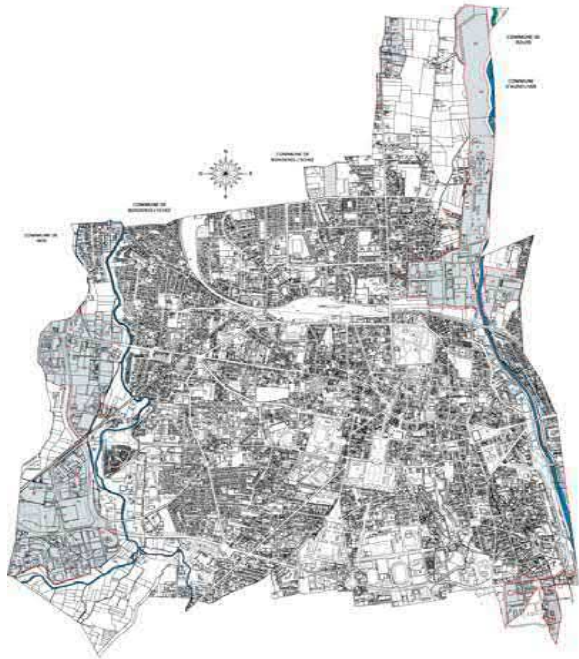
Elles sont repérées au document graphique par un sigle commençant par la lettre A.

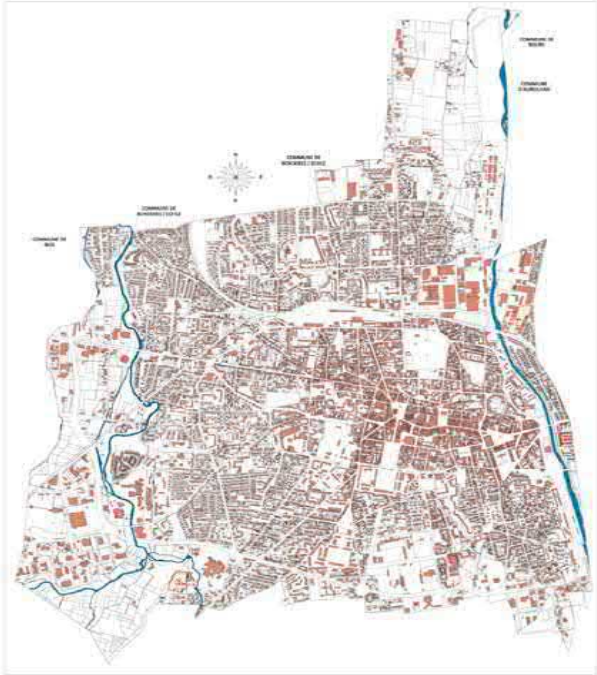
- ↳ La **zone A** correspond aux secteurs agricoles de la commune. L'objectif des règles qui s'y applique est de maintenir une activité agricole périurbaine.

Zone UA

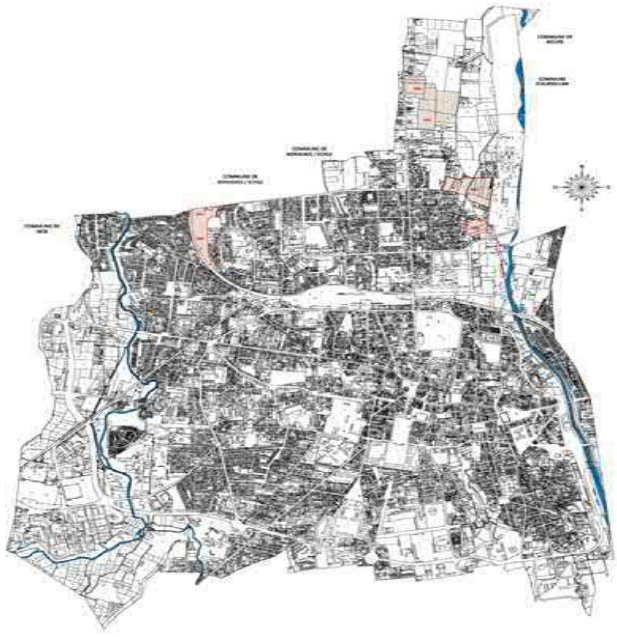
Caractère de la zone	Les limitations administratives à l'utilisation du sol	
<p>La zone UA correspond au centre-ville historique aux extension du XIX^{ème} siècle.</p> <p>Sa situation stratégique et ses fonctions administratives, commerciales et de services, constituent le centre de vie de la commune et de l'agglomération tarbaise,</p> <p>Les constructions, anciennes pour la plupart, sont édifiées en ordre continu et à l'alignement.</p> <p>Le règlement établi a pour objectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - De renforcer le centre ville, tout en permettant une évolution harmonieuse. - De favoriser l'ensemble des éléments qui concourent à l'animation urbaine. - De préserver l'échelle et l'harmonie générale. 	Articles	Règles et justifications
	Articles 1 et 2 : Destination	Les constructions à usage d'habitat, de commerce, de bureau, d'hébergement hôtelier et d'artisanat sont autorisées pour favoriser la mixité urbaine. Seules les constructions dites polluantes sont interdites.
	Article 3 : Accès et voirie	Les règles sont générales et applicables à l'ensemble des zones. Elles visent un objectif global de sécurité mais aussi de salubrité. Accès : respect des normes en vigueur (défense incendie, protection civile, circulation des véhicules des services publics), cohabitation entre circulation automobile et modes doux et limitation du nombre d'accès sur la voie publique. Voirie : fixation de largeurs minimales d'emprise à respecter (chaussée et plateforme).
	Article 4 : Desserte par les réseaux	Eau : raccordement obligatoire au réseau public de distribution d'eau potable . Assainissement : Raccordement obligatoire au réseau public d'assainissement. Eaux pluviales : obligation de se raccorder aux dispositifs prévus par la municipalité pour l'écoulement des eaux et obligation de prendre en compte les éventuelles mises en charge des réseaux publics. Electricité - Téléphone : obligation d'enfouir les réseaux pour les voies nouvelles. Ordures ménagères : obligation d'avoir au moins un local et d'aménager une aire de présentation en limite du domaine public.
Délimitation de la zone	Article 5 : Caractéristiques des terrains	Aucune règle n'est imposée.
	Article 6 : Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques	Implantation des constructions à l'alignement des voies et emprises existantes ou à créer. Ces règles ont pour objectif de respecter les caractéristiques urbaines existantes.
	Article 7 : Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives	Implantation des constructions sur au moins une des deux limites séparatives. Ces règles ont pour objectif de respecter les caractéristiques urbaines existantes.
	Article 8 : Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété	Les constructions et installations situées sur une même propriété doivent être accolées ou implantées à 3 mètres minimum les unes des autres.
	Article 9 : Emprise au sol	L'objectif de densité a déterminé l'absence de limite d'emprise eau sol dans une bande de 15 mètres. Au-delà de cette bande et afin de créer des cœur d'îlots, l'emprise au sol est limité à 50%.
	Article 10 : Hauteur maximum	Hauteur maximum de 13 mètres à l'égout du toit et de 18 mètres au faitage. Ces limitations de hauteur ont pour objectif de respecter les caractéristiques actuelles.
	Article 11 : Aspect extérieur	Les constructions doivent présenter un aspect extérieur compatible avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, en harmonie avec leur environnement architectural et paysager.
	Article 12 : Stationnement	Aucune règle de stationnement afin de développer le commerce en centre-ville ainsi et de lutter contre la vacance.
	Article 13 : Espaces libres et plantations	Le règlement a fixé les impératifs suivants pour conserver ou créer des espaces verts en zones urbaines : - obligation de maintenir le maximum de végétation ; - obligation de réaliser un espace libre commun d'un seul tenant ; - obligation de planter des arbres de haute tige sur les aires de stationnement.
	Article 14 : Coefficient d'Occupation du Sol	Pour favoriser la densification, il n'est pas fixé de COS.


Zone UB		
Caractère de la zone	Les limitations administratives à l'utilisation du sol	
<p>La zone UB correspond à un tissu urbain plus récent sur la commune, caractérisée par de l'habitat individuel, sous forme d'opérations d'ensemble, et collectif.</p> <p>Cette zone, à vocation mixte et bien desservie par les équipements, devrait permettre de conforter l'habitat existant et d'optimiser les capacités d'accueil des quartiers moins denses pour favoriser les liens entre eux et créer une cohérence urbaine élargie sur l'ensemble du territoire de la commune.</p> <p>Le règlement établi a pour objectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - D'engager une extension du centre-ville en liens avec les quartiers limitrophes. - De préserver l'échelle et l'harmonie générale. 	Articles	Règles et justifications
	Articles 1 et 2 : Destination	Les constructions à usage d'habitat, de commerce, de bureau, d'hébergement hôtelier et d'artisanat sont autorisées pour favoriser la mixité urbaine. Seules les constructions dites polluantes sont interdites.
	Article 3 : Accès et voirie	Les règles sont générales et applicables à l'ensemble des zones. Elles visent un objectif global de sécurité mais aussi de salubrité. Accès : respect des normes en vigueur (défense incendie, protection civile, circulation des véhicules des services publics), cohabitation entre circulation automobile et modes doux et limitation du nombre d'accès sur la voie publique. Voirie : fixation de largeurs minimales d'emprise à respecter (chaussée et plateforme).
	Article 4 : Desserte par les réseaux	Eau : raccordement obligatoire au réseau public de distribution d'eau potable . Assainissement : Raccordement obligatoire au réseau public d'assainissement. Eaux pluviales : obligation de se raccorder aux dispositifs prévus par la municipalité pour l'écoulement des eaux et obligation de prendre en compte les éventuelles mises en charge des réseaux publics. Electricité - Téléphone : obligation d'enfouir les réseaux pour les voies nouvelles. Ordures ménagères : obligation d'avoir au moins un local et d'aménager une aire de présentation en limite du domaine public.
Délimitation de la zone	Article 5 : Caractéristiques des terrains	Aucune règle n'est imposée.
	Article 6 : Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques	Implantation des constructions à l'alignement ou avec un retrait minimum de 3 mètres des voies et emprises existantes ou à créer. Ces règles ont pour objectif de permettre une densité plus élevée en zone UB.
	Article 7 : Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives	Implantation des constructions sur au moins une des deux limites séparatives. Ces règles ont pour objectif de permettre une densité plus élevée en zone UB.
	Article 8 : Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété	Les constructions et installations situées sur une même propriété doivent être accolées ou implantées à 3 mètres minimum les unes des autres.
	Article 9 : Emprise au sol	L'objectif de densité a déterminé l'absence de limite d'emprise eau sol dans une bande de 15 mètres. Au-delà de cette bande et afin de créer des cœur d'ilots, l'emprise au sol est limité à 50%.
	Article 10 : Hauteur maximum	Hauteur maximum de 13 mètres à l'égout du toit et de 18 mètres au faitage. Ces limitations de hauteur ont pour objectif de respecter les caractéristiques actuelles.
	Article 11 : Aspect extérieur	Les constructions doivent présenter un aspect extérieur compatible avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, en harmonie avec leur environnement architectural et paysager.
	Article 12 : Stationnement	Obligation de créer un certain nombre de places de stationnement selon le type de constructions.
	Article 13 : Espaces libres et plantations	Le règlement a fixé les impératifs suivants pour conserver ou créer des espaces verts en zones urbaines : - obligation de maintenir le maximum de végétation ; - obligation de réaliser un espace libre commun d'un seul tenant ; - obligation de planter des arbres de haute tige sur les aires de stationnement.
	Article 14 : Coefficient d'Occupation du Sol	Pour permettre une urbanisation harmonieuse laissant part aux espaces verts, le COS est fixé à 1.

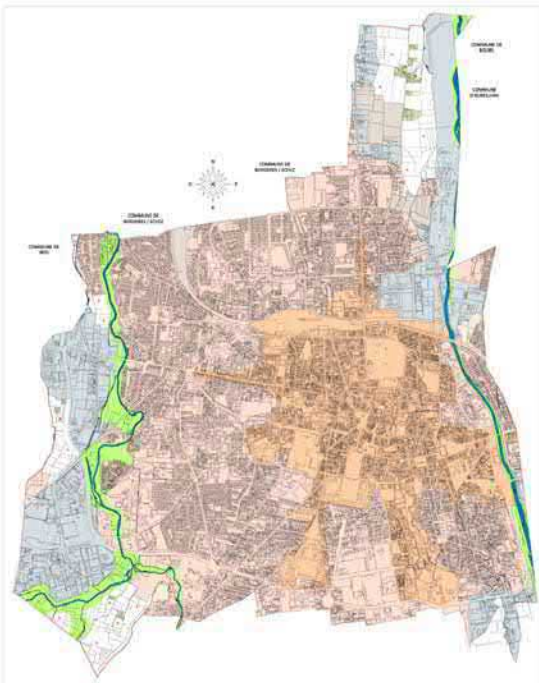
Zone UI		
Caractère de la zone	Les limitations administratives à l'utilisation du sol	
<p>La zone UI correspond aux zones d'activités industrielles, artisanales, commerciales ou de services. Elle comprend un secteur UIzc correspondant à la ZAC du centre de Gros.</p> <p>Cette zone, à vocation d'activités, devrait permettre de conforter et de renforcer les activités existantes et d'optimiser les capacités d'accueil pour de nouvelles activités.</p> <p>Le règlement établi a pour objectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - De maintenir la vocation d'activités sur ces zones. - De permettre l'implantation de nouvelles activités. 	Articles	Règles et justifications
	Articles 1 et 2 : Destination	Seules les constructions à usage d'activités sont autorisées.
	Article 3 : Accès et voirie	Les règles sont générales et applicables à l'ensemble des zones. Elles visent un objectif global de sécurité mais aussi de salubrité. Accès : respect des normes en vigueur (défense incendie, protection civile, circulation des véhicules des services publics), cohabitation entre circulation automobile et modes doux et limitation du nombre d'accès sur la voie publique. Voirie : fixation de largeurs minimales d'emprise à respecter (chaussée et plateforme).
	Article 4 : Desserte par les réseaux	Eau : raccordement obligatoire au réseau public de distribution d'eau potable . Assainissement : Raccordement obligatoire au réseau public d'assainissement. Eaux pluviales : obligation de se raccorder aux dispositifs prévus par la municipalité pour l'écoulement des eaux et obligation de prendre en compte les éventuelles mises en charge des réseaux publics. Electricité - Téléphone : obligation d'enfouir les réseaux pour les voies nouvelles. Ordures ménagères : obligation d'avoir au moins un local et d'aménager une aire de présentation en limite du domaine public.
Délimitation de la zone	Article 5 : Caractéristiques des terrains	Aucune règle n'est imposée.
	Article 6 : Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques	Implantation des constructions à l'alignement ou à une distance de l'alignement des voies et emprises existantes ou à créer au moins égale à 5 m. Ces règles ont pour objectif de densifier les zones d'activités existantes.
	Article 7 : Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives	Implantation des constructions en limites séparatives ou à une distance des limites séparatives au moins égale à la moitié de leur hauteur, sans toutefois être inférieur à 5 m. Ces règles ont pour objectif de densifier les zones d'activités existantes.
	Article 8 : Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété	Les constructions et installations situées sur une même propriété doivent être accolées ou implantées à 5 mètres minimum les unes des autres.
	Article 9 : Emprise au sol	L'objectif de densité a déterminé l'absence de limite d'emprise au sol.
	Article 10 : Hauteur maximum	Hauteur maximum de 16 mètres en UI et 10 mètres en UIzc. Ces limitations de hauteur ont pour objectif de respecter les caractéristiques actuelles.
	Article 11 : Aspect extérieur	Les constructions doivent présenter un aspect extérieur compatible avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, en harmonie avec leur environnement architectural et paysager.
	Article 12 : Stationnement	Obligation de créer un certain nombre de places de stationnement selon le type de constructions.
	Article 13 : Espaces libres et plantations	Le règlement a fixé les impératifs suivants pour conserver ou créer des espaces verts en zones urbaines : - obligation de maintenir le maximum de végétation ; - obligation de planter des arbres de haute tige sur les aires de stationnement.
	Article 14 : Coefficient d'Occupation du Sol	Pour favoriser la densification, il n'est pas fixé de COS.

Zone AU		
Caractère de la zone	Les limitations administratives à l'utilisation du sol	
<p>La zone AU est une zone naturelle peu équipée et située en continuité des quartiers urbanisés. Elle est destinée principalement à une urbanisation à vocation d'habitat.</p> <p>Le règlement établi a pour objectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - De maîtriser l'urbanisation de ces territoires en privilégiant des opérations globales sur chaque secteur. - De conforter le centre ville par une extension mesurée de l'espace urbain. - De créer des liaisons entre quartier. <p>L'ouverture de ces zones est conditionnée à la réalisation des équipements d'infrastructure indispensable à leur fonctionnement.</p>	Articles	Règles et justifications
	Articles 1 et 2 : Destination	Les constructions à usage d'habitat, de commerce, de bureau, d'hébergement hôtelier et d'artisanat sont autorisées pour favoriser la mixité urbaine. Seules les constructions dites polluantes sont interdites.
	Article 3 : Accès et voirie	Les règles sont générales et applicables à l'ensemble des zones. Elles visent un objectif global de sécurité mais aussi de salubrité. Accès : respect des normes en vigueur (défense incendie, protection civile, circulation des véhicules des services publics), cohabitation entre circulation automobile et modes doux et limitation du nombre d'accès sur la voie publique. Voirie : fixation de largeurs minimales d'emprise à respecter (chaussée et plateforme).
	Article 4 : Desserte par les réseaux	Eau : raccordement obligatoire au réseau public de distribution d'eau potable . Assainissement : Raccordement obligatoire au réseau public d'assainissement. Eaux pluviales : obligation de se raccorder aux dispositifs prévus par la municipalité pour l'écoulement des eaux et obligation de prendre en compte les éventuelles mises en charge des réseaux publics. Electricité - Téléphone : obligation d'enfouir les réseaux pour les voies nouvelles. Ordures ménagères : obligation d'avoir au moins un local et d'aménager une aire de présentation en limite du domaine public.
Délimitation de la zone	Article 5 : Caractéristiques des terrains	Aucune règle n'est imposée.
	Article 6 : Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques	Implantation des constructions à l'alignement ou avec un retrait minimum de 3 mètres des voies et emprises existantes ou à créer. Ces règles ont pour objectif de permettre une densité plus élevée en zone UB.
	Article 7 : Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives	Implantation des constructions sur au moins une des deux limites séparatives. Ces règles ont pour objectif de permettre une densité plus élevée en zone UB.
	Article 8 : Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété	Les constructions et installations situées sur une même propriété doivent être accolées ou implantées à 3 mètres minimum les unes des autres.
	Article 9 : Emprise au sol	L'objectif de densité a déterminé l'absence de limite d'emprise eau sol dans une bande de 15 mètres. Au-delà de cette bande et afin de créer des cœur d'îlots, l'emprise au sol est limité à 50%.
	Article 10 : Hauteur maximum	Hauteur maximum de 13 mètres à l'égout du toit et de 18 mètres au faîtage. Ces limitations de hauteur ont pour objectif de respecter les caractéristiques actuelles.
	Article 11 : Aspect extérieur	Les constructions doivent présenter un aspect extérieur compatible avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, en harmonie avec leur environnement architectural et paysager.
	Article 12 : Stationnement	Obligation de créer un certain nombre de places de stationnement selon le type de constructions.
	Article 13 : Espaces libres et plantations	Le règlement a fixé les impératifs suivants pour conserver ou créer des espaces verts en zones urbaines : - obligation de maintenir le maximum de végétation ; - obligation de réaliser un espace libre commun d'un seul tenant ; - obligation de planter des arbres de haute tige sur les aires de stationnement.
	Article 14 : Coefficient d'Occupation du Sol	Pour permettre une urbanisation harmonieuse laissant part aux espaces verts et limiter les phénomènes d'imperméabilisation, le COS est fixé à 0,50.

Zone 2AU

Caractère de la zone	Les limitations administratives à l'utilisation du sol	
<p>La zone 2AU comprend des terrains non équipés,</p> <p>Cette zone est actuellement fermée à l'urbanisation, toute construction nouvelle y sera interdit.</p> <p>Elle ne pourra être ouverte à l'urbanisation que par modification du PLU.</p> <p>Le règlement établi a pour objectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - De maintenir le caractère non urbanisable à court terme des secteurs concernés. 	Articles	Règles et justifications
	Articles 1 et 2 : Destination	Toutes les constructions sont interdites. Extension mesurée des bâtiments existants autorisée.
	Article 3 : Accès et voirie	Non réglementé.
	Article 4 : Desserte par les réseaux	Non réglementé.
Délimitation de la zone	Article 5 : Caractéristiques des terrains	Non réglementé.
	Article 6 : Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques	Implantation des constructions à une distance de l'alignement des voies et emprises publiques existantes ou à créer au moins égale à 15 m.
	Article 7 : Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives	Implantation des constructions à une distance des limites séparatives au moins égale à la moitié de leur hauteur, sans toutefois être inférieur à 3 m.
	Article 8 : Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété	Non réglementé.
	Article 9 : Emprise au sol	Non réglementé.
	Article 10 : Hauteur maximum	Non réglementé.
	Article 11 : Aspect extérieur	Non réglementé.
	Article 12 : Stationnement	Non réglementé.
	Article 13 : Espaces libres et plantations	Non réglementé.
	Article 14 : Coefficient d'Occupation du Sol	Non réglementé.

Zone N		
Caractère de la zone	Les limitations administratives à l'utilisation du sol	
<p>La zone N correspond aux espaces naturels de la commune.</p> <p>Elle comprend le secteur suivant :</p> <p>- Nh, secteur correspondant à de l'habitat diffus dans des zones faiblement équipées.</p> <p>Le règlement établi a pour objectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La protection des éléments du paysage (végétation, sentiers, cours d'eau), - La prise en compte du risque inondation. - La valorisation des bois. 	Articles	Règles et justifications
	Articles 1 et 2 : Destination	Dans le secteur Nh : seule l'extension mesurée des bâtiments est autorisée.
	Article 3 : Accès et voirie	Les règles sont générales et applicables à l'ensemble des zones. Elles visent un objectif global de sécurité mais aussi de salubrité. Accès : respect des normes en vigueur (défense incendie, protection civile, circulation des véhicules des services publics), cohabitation entre circulation automobile et modes doux et limitation du nombre d'accès sur la voie publique. Voirie : fixation de largeurs minimales d'emprise à respecter (chaussée et plateforme).
	Article 4 : Desserte par les réseaux	Eau : raccordement obligatoire au réseau public de distribution d'eau potable . Assainissement : Autonome. Eaux pluviales : obligation de se raccorder aux dispositifs prévus par la municipalité pour l'écoulement des eaux et obligation de prendre en compte les éventuelles mises en charge des réseaux publics. Electricité - Téléphone : obligation d'enfouir les réseaux pour les voies nouvelles. Ordures ménagères : obligation d'avoir au moins un local et d'aménager une aire de présentation en limite du domaine public.
Délimitation de la zone	Article 5 : Caractéristiques des terrains	Non réglementé.
	Article 6 : Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques	Les constructions et installations doivent être implantées à une distance au moins égale à 25 mètres de l'axe des routes départementales. Les constructions et installations doivent être implantées à une distance au moins égale à 10 mètres de l'axe des autres voies.
	Article 7 : Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives	Implantation des constructions en limites séparatives ou à une distance des limites séparatives au moins égale à la moitié de leur hauteur, sans toutefois être inférieur à 3 m. Ces règles ont pour objectif de respecter les caractéristiques urbaines existantes.
	Article 8 : Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété	Les constructions et installations situées sur une même propriété doivent être accolées ou implantées à 3 mètres minimum les unes des autres.
	Article 9 : Emprise au sol	Non réglementé.
	Article 10 : Hauteur maximum	Hauteur maximum de 7 mètres. Ces limitations de hauteur ont pour objectif de respecter les caractéristiques actuelles.
	Article 11 : Aspect extérieur	Les constructions doivent présenter un aspect extérieur compatible avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, en harmonie avec leur environnement architectural et paysager.
	Article 12 : Stationnement	Obligation de créer un certain nombre de places de stationnement selon le type de constructions.
	Article 13 : Espaces libres et plantations	Obligation de maintenir le maximum de végétation.
	Article 14 : Coefficient d'Occupation du Sol	Non réglementé.

Zone A		
Caractère de la zone	Les limitations administratives à l'utilisation du sol	
	Articles	Règles et justifications
	Articles 1 et 2 : Destination	Seules les constructions liées aux activités agricoles sont autorisées.
	Article 3 : Accès et voirie	Les règles sont générales et applicables à l'ensemble des zones. Elles visent un objectif global de sécurité mais aussi de salubrité. Accès : respect des normes en vigueur (défense incendie, protection civile, circulation des véhicules des services publics), cohabitation entre circulation automobile et modes doux et limitation du nombre d'accès sur la voie publique. Voirie : fixation de largeurs minimales d'emprise à respecter (chaussée et plateforme).
	Article 4 : Desserte par les réseaux	Eau : raccordement obligatoire au réseau public de distribution d'eau potable. Assainissement : Autonome. Eaux pluviales : obligation de se raccorder aux dispositifs prévus par la municipalité pour l'écoulement des eaux et obligation de prendre en compte les éventuelles mises en charge des réseaux publics. Electricité - Téléphone : obligation d'enfouir les réseaux pour les voies nouvelles. Ordures ménagères : obligation d'avoir au moins un local et d'aménager une aire de présentation en limite du domaine public.
La zone A correspond aux espaces agricoles de la commune.		
Le règlement a pour objectifs :		
<ul style="list-style-type: none"> - De préserver l'activité agricole comme un atout économique et environnemental pour la commune. - De protéger les éléments paysagers du site. - De favoriser la poursuite d'un maillage de liaisons vertes sur le territoire communal. 		
Délimitation de la zone	Article 5 : Caractéristiques des terrains	Non réglementé.
	Article 6 : Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques	Les constructions et installations doivent être implantées à une distance au moins égale à 25 mètres de l'axe des routes départementales. Les constructions et installations doivent être implantées à une distance au moins égale à 10 mètres de l'axe des autres voies.
	Article 7 : Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives	Implantation des constructions à une distance des limites séparatives au moins égale à la moitié de leur hauteur, sans toutefois être inférieure à 3 m. Ces règles ont pour objectif de respecter les caractéristiques urbaines existantes.
	Article 8 : Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété	Les constructions et installations situées sur une même propriété doivent être accolées ou implantées à 3 mètres minimum les unes des autres.
	Article 9 : Emprise au sol	Non réglementé.
	Article 10 : Hauteur maximum	Hauteur maximum de 16 mètres;
	Article 11 : Aspect extérieur	Les constructions doivent présenter un aspect extérieur compatible avec le caractère ou l'intérêt des lieux avoisinants, en harmonie avec leur environnement architectural et paysager.
	Article 12 : Stationnement	Non réglementé.
	Article 13 : Espaces libres et plantations	Obligation de maintenir le maximum de végétation.
	Article 14 : Coefficient d'Occupation du Sol	Non réglementé.

✕ **LES EMPLACEMENTS RESERVES AUX VOIES ET OUVRAGES PUBLICS**

La mise à jour des emplacements réservés figurant au Plan d'Occupation des Sols a été effectuée. Des emplacements sont réservés pour l'élargissement et la création de voiries urbaines ainsi que la création d'un bassin de rétention pour leseaux pluviales.

LISTE DES EMPLACEMENTS RESERVES

N°	Ancien N°	Désignation	Bénéficiaire	Superficie (m²)
1	A 99	Elargissement de la rue Kléber	Commune	3 300
2	ER 109	Elargissement du chemin du Chenil	Commune	1 440
3	ER 132	Prolongement de l'impasse des Cerisiers	Commune	155
4	ER 96	Prolongement de l'impasse des Frères Lumière	Commune	890
5	A 98	Elargissement de la rue de Perseigna	Commune	820
6	ER 113	Elargissement de la rue Claude Bernard	Commune	545
7	ER 45	Elargissement de la rue Jean Mermoz	Commune	85
8	ER 10	Elargissement du chemin de la Sendère	Commune	160
9	A 4	Elargissement du Quai d'Embarquement	Commune	1 570
10	A 5	Elargissement de la rue Robert Destarac	Commune	310
11	A20 ER20	Prolongement de la rue Pierre Loti	Commune	940
12	ER 16	Elargissement de la rue François Marquès	Commune	1 150
13	ER 55	Elargissement du boulevard Jean Moulin	Commune	415
14	ER 80	Elargissement du boulevard Claude Debussy et boulevard Kennedy	Etat	2 740
15	A 85	Prolongement de la rue Escoula	Commune	365
16	A 89	Elargissement de la rue Célestin Passet	Commune	625
17	ER 74	Prolongement du chemin du Clauzier	Commune	1 280
18		Elargissement du boulevard Pierre Renaudet	Commune	850
19		Elargissement du chemin des Poudrières	Commune	1 530
20		Création d'un bassin de rétention eaux pluviales	Commune	5 570
21		Création d'un bassin de rétention eaux pluviales	Commune	3 220
22		Création d'un bassin de rétention eaux pluviales	Commune	1 650
23		Création d'un bassin de rétention eaux pluviales	Commune	4 500
24		Création d'un bassin de rétention eaux pluviales	Commune	1 700
25		Création d'un bassin de rétention eaux pluviales	Commune	6 990
26		Création d'un bassin de rétention eaux pluviales	Commune	3 505
27		Création d'un bassin de rétention eaux pluviales	Commune	2 675
				48 980

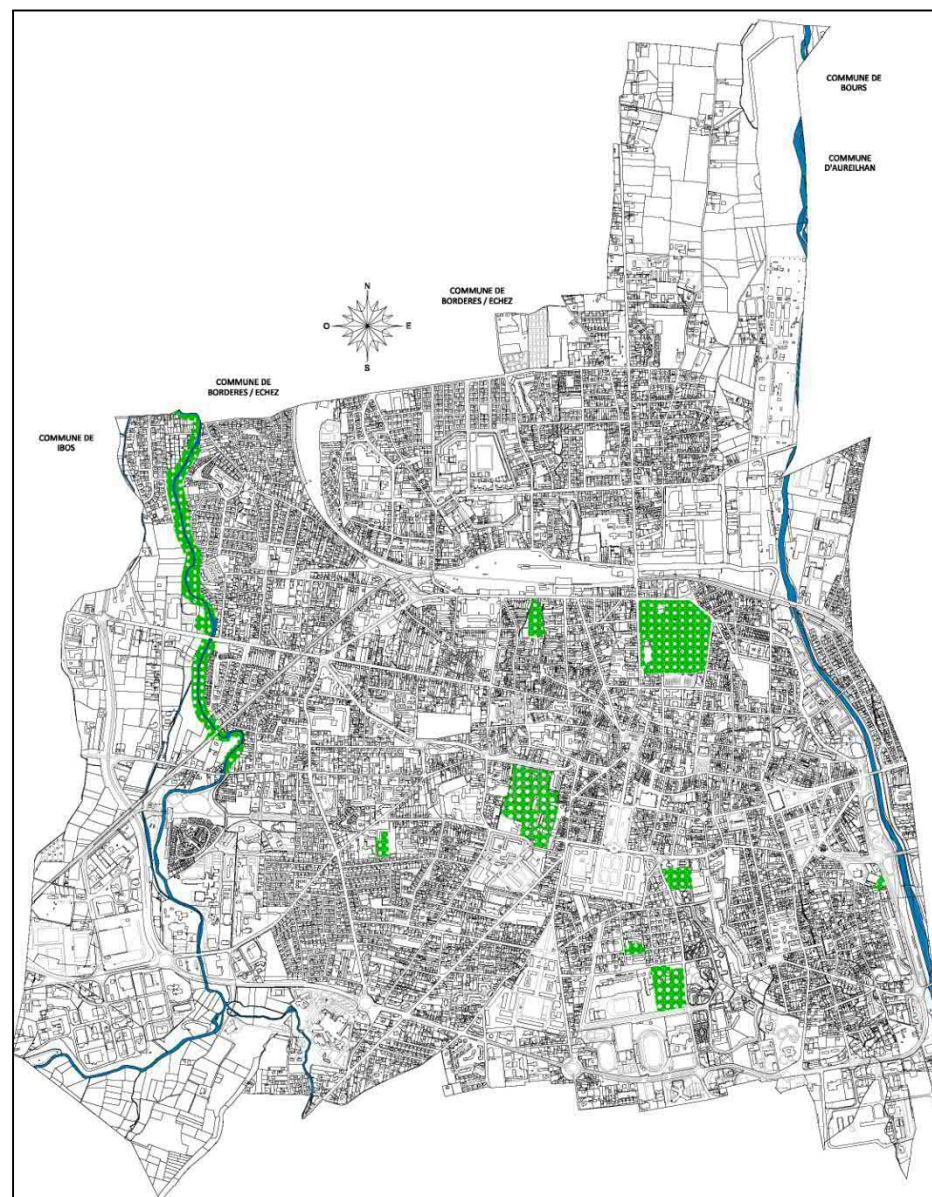
✕ **LES ESPACES BOISES CLASSES**

Ce classement concerne les boisements et les alignements d'arbres sur la base des dispositions de l'article L130-1 du Code de l'Urbanisme, et dont les effets induits sont les suivants :

- ✧ Irrecevabilité des autorisations de défrichement ;
- ✧ Coupes et abattages d'arbres soumis à autorisation ;
- ✧ Interdiction de toute occupation du sol de nature à mettre en cause la préservation et la création des bois.

Tous les Espaces Boisés Classés au POS ont été maintenus.

La superficie totale des Espaces Boisés Classés représente **32,9 hectares**.



Localisation des Espaces Boisés Classés

✕ **LES ELEMENTS PAYSAGERS A PRESERVER**

Des éléments paysagers sont à préserver au titre de l'article L.123-1-5 °7 du Code de l'Urbanisme. Tous travaux ayant pour effet de détruire un élément de paysage identifié par le PLU non soumis à un régime d'autorisation devront faire l'objet d'une autorisation préalable. De plus, des prescriptions architecturales particulières sont définies dans le règlement afin de préserver ces éléments paysagers.

Ces éléments, identifiés aux documents graphiques, sont les suivants :

- ✕ **EPP1** : Bâtiment, 1 rue André Fourcade ;
- ✕ **EPP2** : Bâtiment, 1 rue Carnot ;
- ✕ **EPP3** : Bâtiment, 12 rue Massey ;
- ✕ **EPP4** : Bâtiment, 12 avenue Bertrand Barère ;
- ✕ **EPP5** : Bâtiment, 1 rue Marceau
- ✕ **EPP6** : Bâtiment, 14 avenue Bertrand Barère ;
- ✕ **EPP7** : Bâtiment, 18 et 22 rue de Cronsadt ;
- ✕ **EPP8** : Bâtiment, 10 avenur Bertrand Barère ;
- ✕ **EPP9** : Bâtiment, 3 rue Massey ;
- ✕ **EPP10** : Bâtiment, 6 rue Eugène Tenot ;
- ✕ **EPP11** : Bâtiment, 5 place des Bains Péré ;
- ✕ **EPP12** : Bâtiment, rue Gaston Dreyt ;
- ✕ **EPP13** : Bâtiment, 18 rue Massey;
- ✕ **EPP14** : Bâtiment, 27 et 35 rue Larrey ;
- ✕ **EPP15** : Bâtiment, 49 rue Georges Clémenceau ;
- ✕ **EPP16** : Bâtiment, 29 rue Georges Clémenceau ;
- ✕ **EPP17** : Bâtiment, 148 avenue du Régiment de Bigorre ;
- ✕ **EPP18** : Bâtiment, 107 avenue du Régiment de Bigorre ;
- ✕ **EPP19** : Bâtiment, Arsenal bâtiment 100 MDA ;
- ✕ **EPP20** : Bâtiment, Arsenal bâtiment 103 Archives ;
- ✕ **EPP21** : Bâtiment, Arsenal bâtiment 111/AK228
- ✕ **EPP22** : Bâtiment, 40 avenue Joffre ;

- ✕ **EPP23** : Bâtiment, Hôtel de Ville ;
- ✕ **EPP24** : Bâtiment, Rue du IV septembre/Parc Chastellain ;
- ✕ **EPP25** : Bâtiment, La Poste, place Jean Jaurès ;
- ✕ **EPP26** : Bâtiment, Gare avenue Joffre ;
- ✕ **EPP27** : Bâtiment, Place de la Liberté/AV 24 ;
- ✕ **EPP28** : Bâtiment, place Ferré ;
- ✕ **EPP29** : Bâtiments, rue Adolphe d'Eichtal/rue Emile Péreire ;
- ✕ **EPP30** : Bâtiment, Parc Bel Air ;
- ✕ **EPP31** : Bâtiment, 27 rue Georges Lassalle.

× **TABLEAU DES SUPERFICIES**

POS	Superficie
UA	251,6
UB	243,0
UC	231,1
UD	231,6
UI	203,2
ZAC ORMEAU	23,0
ZAC CENTRE DE GROS	13,1
Total zones U	1 196,5

1NAb	11,2
1NAc	11,3
1NAd	17,7
2NA	88,1
3NA	9,6
Total zones AU	137,9

ND	52,8
NDa	26,0
NC	119,7
Total zones N et A	198,5

TOTAL	1 533,0
--------------	----------------

TABLEAU DES SUPERFICIES

PLU	Superficie	Superficie disponible	Consommation des espaces agricoles et naturels
UA	350,4		
UB	738,0		

UI	213,5		
UIzc	12,7		

Total zones U	1 314,6		
----------------------	----------------	--	--

AU (renouvellement urbain)	4,5	4,2	
AU	1,9	1,9	1,9

2AU (renouvellement urbain)	5,4	5,4	
2AU	24,3	22,4	22,4
Total zones AU	36,1	27,8	Consommation avec report des zones Na du POS 24,3

N	85,4		-32,6
Nh	5,3		20,7
A	91,6		28,1
Total zones N et A	182,3		Consommation réelle des espaces agricoles et naturels à l'horizon 2020 16,2

TOTAL	1 533,0	33,9
--------------	----------------	-------------

Les zones à ouvrir à l'urbansanation (zones AU et 2AU) représentent **27,8 hectares**. Cette surface urbanisable est indispensable au développement de la commune de Tarbes.

Mais, comme l'indique le tableau comparatif des superficies, la pertinence du zonage permet de limiter la consommation d'espace naturel ou agricole. En effet, la superficie totale des zones naturelles (zones A et N) ne diminue que de **16,2 hectares** entre le P.O.S. et le P.L.U. Cette faible diminution a plusieurs raisons :

- ↳ **9,6 hectares de zones AU et 2AU** doivent faire l'objet d'opérations de renouvellement urbain. Ces surfaces étaient déjà bâties et ne sont pas comptabilisées dans la consommation des espaces agricoles ou naturels ;
- ↳ L'ancienne zone 1NAd située à l'Ouest de l'Echez et en zone inondable inconstructible a été en partie déclassée (classement en zone A) ;
- ↳ Les **zones N** situées le long de l'Adour et de l'Echez ont été élargies aux zones inondables inconstructibles.

✕ COHERENCE AVEC LES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT

- Rappel des données INSEE en 2009 :

- ✎ 44 952 habitants ;
- ✎ 1,8 personne par ménage ;
- ✎ 23 788 résidences principales ;
- ✎ 3 662 logements vacants.

Les objectifs de développement sont **de 50 000 habitants à l'horizon 2020** soit 5 000 habitants et 3 125 logements supplémentaires (5000/1,6).

Les besoins en logements nouveaux sont liés, d'une part, à l'accroissement de la population et, d'autre part, au desserrement des ménages.

La diminution de la taille moyenne des ménages engendre inévitablement la construction de nouveaux logements sans apport de population.

Pour répondre à la seule diminution de la taille moyenne des ménages, à population égale et en se basant sur la diminution de 0,1 point entre 1999 et 2009 (en 2020, la taille moyenne de ménages devrait être de l'ordre de 1,6 personne par ménage), il faudrait prévoir environ 2 700 logements supplémentaires.

Les **besoins en logements** sont donc estimés, à l'horizon 2020, à **5 825**.

Pour atteindre cet objectif de capacité d'accueil, le PLU mise sur la réhabilitation de 30% des logements vacants (soit 1 100 logements), le renouvellement urbain et la densification des zones existantes (10% du nombre de résidences principales, soit 2 300 logements) et l'urbanisation des zones AU et 2AU (27,8 ha soit 1 400 logements).

Ce sont environ **4 800 nouveaux logements** qui peuvent être construits d'ici 2020.

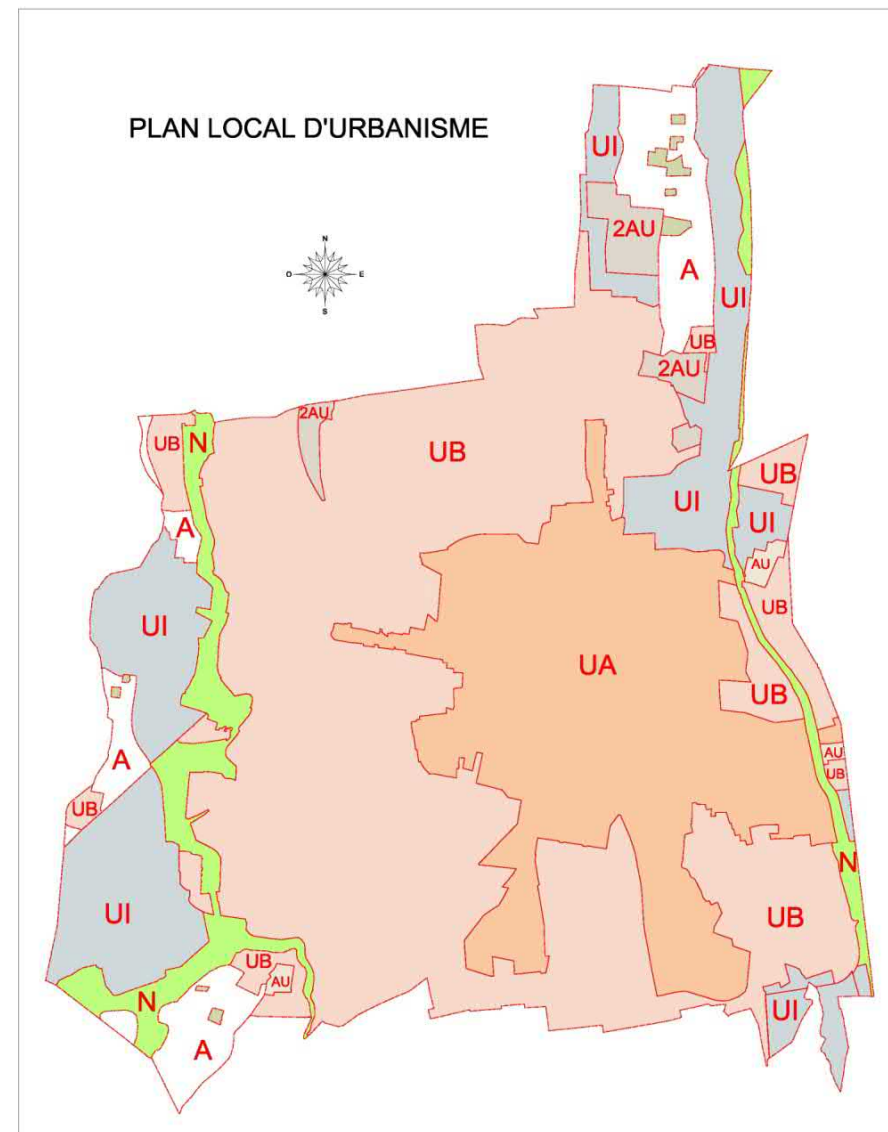
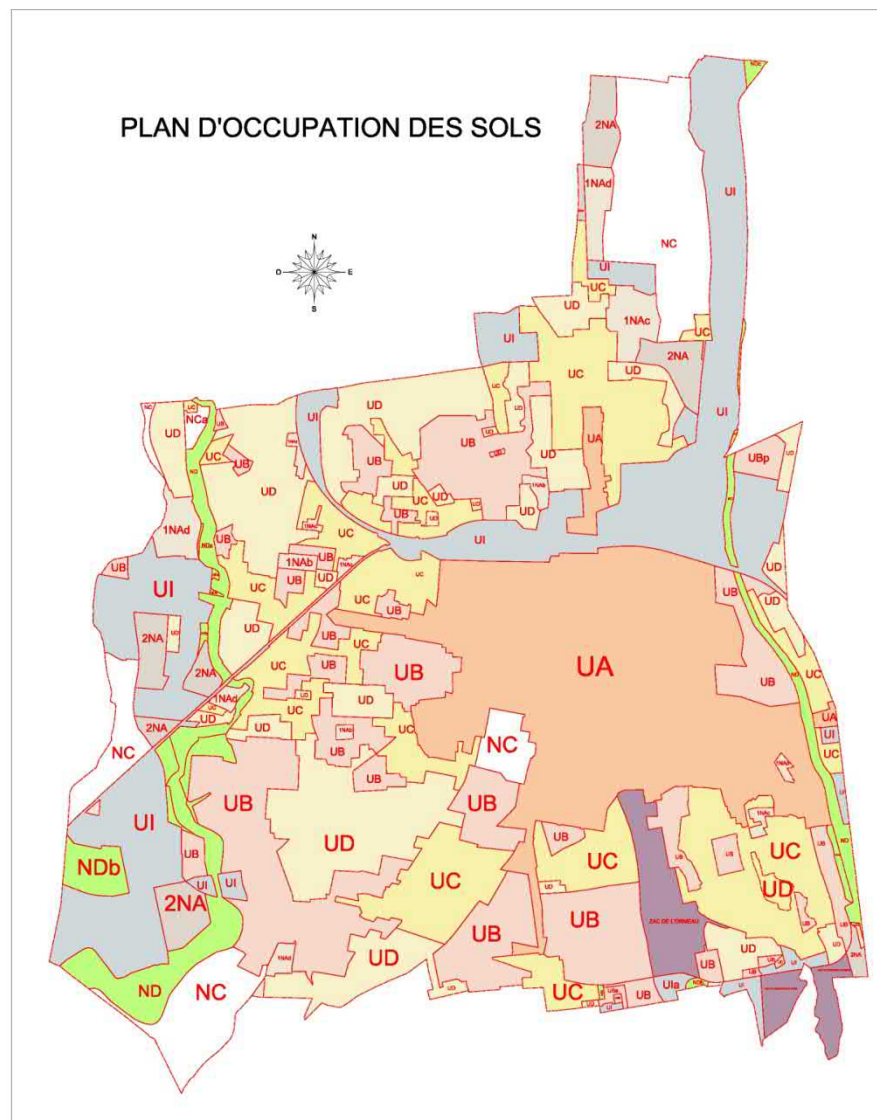
Les dispositions du règlement graphique ne permettent donc pas de répondre à l'objectif de 50 000 habitants en 2020.

Il sera nécessaire de réviser le PLU (révision générale « allégée » ou déclaration de projet) d'ici 2020 pour ouvrir de nouvelles zones à l'urbanisation.

Besoin en logements	2013-2020
Liés au desserrement des ménages	2 700
Liés à l'accroissement de la population	3 125
Besoin brut en logements	5 825
Création de logements	2013-2020
Réduction de la vacance (30 %)	1 100
Renouvellement urbain et densification urbaine (10 %)	2 300
Urbanisation des zones AU (27,8 ha - 30/50 logts/ha)	1 400
Capacité d'accueil	4 800

10.3. JUSTIFICATION DES MODIFICATIONS APPORTEES AU REGLEMENT

✕ MODIFICATIONS APPORTEES AU DOCUMENTS GRAPHIQUES



Par rapport au Plan d'Occupation des Sols, le zonage a été fortement simplifié afin d'imposer des règles communes aux différents quartiers. Ces règles ont pour objectif de faire évoluer les quartiers existants et de construire, à long terme, sur l'ensemble du territoire communal, une identité tarbaise fondée sur les caractéristiques urbaines du centre-ville historique et du Tarbes du XIXème siècle.

Les principales modifications du zonage sont les suivantes :

- ✦ La **zone UA** a été étendue le long des faubourgs et des entrées de ville qui possédaient les mêmes caractéristiques urbaines et la même densité. Au vu de leur composition urbaine, la ZAC de l'Ormeau et l'emprise de la gare ferroviaire ont également été reclassées en zone UA
- ✦ Les anciennes zones UB, UD et UC, qui n'avaient quasiment pas de différences réglementaires, ont été toutes reclassées en **zone UB**.
- ✦ La plupart des **zones UI** ont été maintenues. Seule l'emprise de la gare ferroviaire a été reclassée en zone UA.
- ✦ Les zones 1NA et 2NA qui ont été urbanisées ont été reclassées en zone U.
- ✦ La zone 1NAd située à l'Ouest de l'Echez et en zone inondable inconstructible a été en partie déclassée (classement en zone A).
- ✦ Les terrains de sport qui étaient classés en zone NDb ont été reclassés en zone U.
- ✦ Les habitations isolées situées dans les zones agricoles ont été « pastillées » en **zone Nh** afin d'y autoriser l'extension mesurée des bâtiments existants.
- ✦ Les **zones N** situées le long de l'Adour et de l'Echez ont été élargies aux zones inondables inconstructibles.
- ✦ L'aire d'accueil des gens du voyage située à l'Ouest de la commune a été classée en UB (classement NC au POS).
- ✦ L'ancienne emprise de la SNCF située au Nord de la commune a été classée en zone 2AU afin de bénéficier d'une opération de renouvellement urbain.
- ✦ Le cimetière, qui était classé en zone UI au POS, a été reclassé en zone UB.
- ✦ Deux friches industrielles, situées à l'Est de la commune, ont été reclassées en zone AU afin de bénéficier d'opérations de renouvellement urbain.

✕ **MODIFICATIONS APORTEES AU REGLEMENT ECRIT**

JUSTIFICATION DES MODIFICATIONS APORTEES AU REGLEMENT									
POS	PLU	Nature	Terrains	Implantation	Limites séparatives	Emprise au sol	Hauteur	Espaces libres par unité foncière	COS
UA 251,6 ha	UA 350,4 ha	Zone centrale dense et ancienne en ordre continu	NR	POS : - à l'alignement - au-delà de la marge de recul - à la limite de la zone de non aedificandi "a" PLU : - à l'alignement	sur une ou deux limites séparatives dans une bande de 15 m	POS : NR PLU : 50% au-delà de la bande des 15 m	POS : - 12 m - bandes indicées PLU : - 13 m	NR	NR
UB 243 ha	UB 738 ha	POS : Zone à vocation d'habitat, ensembles d'immeubles collectifs PLU : Zone à vocation d'habitat	NR	POS : - à l'alignement ou minimum de 4 m - au-delà de la marge de recul PLU : - à l'alignement ou à minimum 3 m	POS : ordre discontinu et ordre continu si hauteur à ≤ 6 m PLU : sur une ou deux limites séparatives dans une bande de 15 m	POS : 50% PLU : 50% au-delà de la bande des 15 m	POS : 12 m PLU : 13 m	POS : NR PLU : 10%	1
UBa	UB	Zone à vocation d'habitat, ensembles d'immeubles collectifs	NR	- à l'alignement ou minimum de 4 m - au-delà de la marge de recul	ordre discontinu et ordre continu si hauteur à ≤ 6 m	50%	14 m	NR	±
UBb	UB	Zone à vocation d'habitat, ensembles d'immeubles collectifs	NR	- à l'alignement ou minimum de 4 m - au-delà de la marge de recul	ordre discontinu et ordre continu si hauteur à ≤ 6 m	50%	6 m	NR	±
UC 231 ha	UB	Quartiers anciens à dominante pavillonnaire	NR	- à l'alignement ou minimum de 4 m - au-delà de la marge de recul	ordre discontinu et ordre continu si hauteur à ≤ 4 m	50%	9 m	NR	0,7
UD 231,6 ha	UB	Quartiers pavillonnaire composées essentiellement de lotissements	NR	- minimum de 4 m - au-delà de la marge de recul	ordre discontinu et ordre continu si hauteur à ≤ 3 m	40%	7 m	NR	0,4
UI 203,2 ha	UI 215,3 ha	Zones d'activités industrielles, artisanales et commerciales	NR	POS : - minimum de 5 m - au-delà de la marge de recul PLU : - à l'alignement ou minimum de 5 m	POS : ordre discontinu à une distance ≥ 5 m et ordre continu si hauteur à ≤ 3,5 m PLU : ordre continu ou discontinu à une distance ≥ 5 m	NR	POS : 12 m PLU : 16 m	POS : NR PLU : 10%	NR
1NAb 11,2 ha	AU 6,4 ha	Zone à urbaniser court terme	NR	POS : - à l'alignement ou minimum de 4 m - au-delà de la marge de recul PLU : - à l'alignement ou minimum de 3 m	POS : ordre discontinu et ordre continu si hauteur à ≤ 6 m PLU : sur une ou deux limites séparatives dans une bande de 15 m	POS : 50% PLU : 50% au-delà de la bande des 15 m	12 m	POS : NR PLU : 10%	POS : 1 PLU : 0,5

JUSTIFICATION DES MODIFICATIONS APORTEES AU REGLEMENT

POS	PLU	Nature	Terrains	Implantation	Limites séparatives	Emprise au sol	Hauteur	Espaces libres par unité foncière	COS
1NAe 11,2 ha	AU	Zone à urbaniser court terme	NR	— à l'alignement ou minimum de 4 m — au-delà de la marge de recul	ordre discontinu et ordre continu si hauteur \geq 4 m	50% au-delà de la bande des 15 m	9 m	NR	0,7
1NAe 17,7 ha	AU	Zone à urbaniser court terme	NR	— minimum de 4 m — au-delà de la marge de recul	ordre discontinu et ordre continu si hauteur \geq 2,5 m	40%	7 m	NR	0,4
2NA 88,1 ha	UI	Zone à urbaniser court terme à vocation d'activités	NR	— minimum de 5 m — au-delà de la marge de recul	ordre discontinu à une distance \geq 5 m	NR	12 m	NR	NR
3NA 9,6 ha	2AU 27,9 ha	Zone à urbaniser long terme	NR	POS : NR PLU : minimum de 15 m	POS : NR PLU : ordre continu ou discontinu à une distance \geq 3 m	NR	NR	NR	NR
ZAC DU CENTREE DE GROS 13,1 ha	UIzc	Zones d'activités industrielles, artisanales et commerciales	NR	POS : - minimum de 5 m - au-delà de la marge de recul PLU : - à l'alignement ou minimum de 5 m	POS : ordre discontinu à une distance \geq 5 m PLU : ordre continu ou discontinu à une distance \geq 5 m	NR	10 m	5%	99 600 m ²
ZAC DE L'ORMEAU ZA 22 ha	UI/UB	Zone mixte : habitat et tertiaire	NR	— à l'alignement	ordre discontinu à une distance \geq 3 m	NR	2 ou 4 niveaux	NR	101 687 m²
ZAC DE L'ORMEAU ZE	UI	Zone à urbaniser court terme à vocation d'activités	NR	— minimum de 5 m	ordre discontinu à une distance \geq 3 m	NR	2 ou 4 niveaux	NR	38 379 m²
ZAC DE L'ORMEAU ZE	UB	Zone réservée aux équipements publics	NR	NR	ordre discontinu à une distance \geq 3 m	NR	12 m	NR	5 000 m²
NC 114,4 ha	A 91,6ha	Zone agricole	NR	POS : - en fonction du caractère des lieux PLU : - 25 m de l'axe des RD - 10 m de l'axe des autres voies	ordre discontinu à une distance \geq 3 m	NR	POS : 12 m PLU : 16 m	NR	NR
ND 52,8 ha	N et Nh 90,7 ha	POS : Zone naturelle (lits majeurs de l'Adour et de l'Echez) PLU : Zone naturelle (N) PLU : Habitat diffus (Nh)	NR	POS : NR PLU : - 25 m de l'axe des RD - 10 m de l'axe des autres voies	POS : NR PLU : ordre continu ou discontinu à une distance \geq 3 m	NR	NR PLU : 7 m	NR	NR
Nda 26 ha	N	Zone naturelle destinée aux activités sportives et de loisirs	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR
NDb	N	Zone naturelle destinée aux activités sportives et de loisirs	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR
NDe	N	Station d'épuration Adour Alarie	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR

- **En zone UA :**

- ✎ Une emprise au sol de 50% est définie au-delà de la bande d'implantation de 15 mètres afin de **préserv**er ou **créer des cœur d'îlots libres de construction**.
- ✎ Concernant les hauteurs autorisées, les bandes indicées ont été supprimées afin **d'harmoniser le règlement. La hauteur maximale de 13 mètres à l'égout du toit est prescrite pour l'ensemble de la zone UA.**

- **En zone UB :**

- ✎ Les constructions peuvent s'implanter à l'alignement ou à une distance de l'alignement au moins égale à 3 mètres (4 mètres au POS) afin de densifier et d'autoriser l'extension des constructions existantes.
- ✎ Les constructions doivent s'implanter sur au moins une des deux limites séparatives. L'objectif est de densifier et de favoriser une urbanisation à l'image du centre-ville historique.
- ✎ Une emprise au sol de 50% est définie au-delà de la bande d'implantation de 15 mètres afin de préserver ou créer des cœurs d'îlots libres de construction.
- ✎ Un pourcentage d'espace libre par unité foncière est imposé (10%) afin de préserver ou créer des cœurs d'îlots libres de construction.

- **En zone UI :**

- ✎ Contrairement au POS, les constructions peuvent s'implanter à l'alignement et en limites séparatives. Ces nouvelles règles d'implantation ont pour objectifs de favoriser le maintien et le développement des entreprises en place.
- ✎ Les bâtiments d'activité nécessite des hauteurs plus importantes. La hauteur maximale est donc portée à 16 mètres.
- ✎ Un pourcentage d'espace libre par unité foncière est imposé (10%) afin de « paysager » les zones d'activités.

- **En zone AU :**

- ✎ Les constructions peuvent s'implanter à l'alignement ou à une distance de l'alignement au moins égale à 3 mètres (4 mètres au POS) afin de densifier et de favoriser une urbanisation à l'image du centre-ville historique.
- ✎ Une emprise au sol de 50% est définie au-delà de la bande d'implantation de 15 mètres afin de créer des cœurs d'îlots libres de construction.
- ✎ Un pourcentage d'espace libre par unité foncière est imposé (10%) afin de créer des cœurs d'îlots libres de construction.
- ✎ Le COS est fixé à 0,50 afin de correspondre aux préconsitaions du SCoT en matière de densité.

- **En zone A et N :**

- ✎ Les articles 6 et 7 concernant l'implantation des constructions sont réglementés (obligation depuis la Loi SRU).
- ✎ Les bâtiments d'activité agricole nécessite des hauteurs plus importantes. La hauteur maximale est donc portée à 16 mètres.

11. EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

11.1. PREAMBULE

En application du Code de l'Urbanisme (Articles L. 121-10 et R.121-14) en partie modifié par la loi dite « Grenelle II » et du Code de l'Environnement (Article L.414-4), le PLU de la commune de Tarbes est soumis à la procédure d'évaluation environnementale. Le critère qui soumet ce PLU à cette procédure est le suivant :

- ↳ Au titre du 1° du II du R. 121-14 du Code de l'Urbanisme et du L. 414-4 du Code de l'Environnement : PLU permettant la réalisation de travaux, ouvrages ou aménagements qui doivent faire l'objet d'une évaluation de leurs incidences sur un site du réseau Natura 2000. Les projets concernés **susceptibles d'avoir des incidences sur le site Natura 2000** peuvent être situés soit à l'intérieur soit à l'extérieur du site. Le territoire de la commune de Tarbes est concerné par un site du réseau Natura 2000 :

Une Zone de Protection Spéciale (date du parution au JO : 10/05/2007) au titre de la directive Européenne « Oiseaux » : FR7300889 « Vallée de l'Adour » d'une superficie totale de 2 628,82 ha, dont 0,3% sur la commune de Tarbes.

L'application de la procédure « d'évaluation environnementale » nécessite d'intégrer au rapport de présentation les éléments suivants, repris de l'article R. 123-2-1 du Code de l'Urbanisme et replacés ici dans l'ordre logique du déroulement et de la formalisation de l'évaluation :

- ↳ 1°) « [...] une **description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.** »
- ↳ 2°) Une analyse de « **l'état initial de l'environnement** ».
- ↳ 3°) Une explication des « **choix retenus** pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, et, le

cas échéant, les raisons qui justifient le choix opéré par rapport aux autres solutions envisagées. ». La présentation des « mesures envisagées pour éviter, réduire [...] les conséquences dommageables de la mise en oeuvre du plan sur l'environnement ; [...] » (PLU ne relevant pas de la loi ENE du 12/07/2010). Une description de « l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes [...] » soumis à évaluation environnementale au titre du L. 122-4 du code de l'environnement « avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en considération ».

- ↳ 4°) Une analyse des « **incidences notables** prévisibles de la mise en oeuvre du plan sur l'environnement » et un exposé des « conséquences éventuelles de l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement », telles que les sites du réseau Natura 2000. La présentation des « mesures envisagées pour [...] réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en oeuvre du plan sur l'environnement ; [...] » (PLU ne relevant pas de la loi ENE du 12/07/2010).
- ↳ 5°) Les **indicateurs** qui devront être élaborés pour l'analyse « des résultats de l'application du plan [...] notamment en ce qui concerne l'environnement, au plus tard à l'expiration d'un délai de dix ans à compter de son approbation » (PLU ne relevant pas de la loi ENE du 12/07/2010).
- ↳ 6°) Un « **résumé non technique** [...] ».

11.2. RESUME NON TECHNIQUE

✖ CONTEXTE

La commune de Tarbes a adopté son **POS le 25 juillet 1988**. Depuis, de nouvelles attentes ont émergé au plan local et national. Le document a donc été mis en **révision** par délibération du Conseil Municipal en date du **21 septembre 2009**.

Le **débat** sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables a eu lieu au sein du Conseil Municipal le **19 Mars 2013**.

✖ DIAGNOSTIC DU TERRITOIRE

La commune de Tarbes est située au Nord-ouest du département des **Hautes-Pyrénées**, dont elle est la **Préfecture**, à 155 km au Sud-ouest de Toulouse, 40 km à l'Est de Pau et 20 km au Nord-est de Lourdes. Elle présente une superficie de **1 533 ha** et a une population de **44 952 habitants en 2010**. Elle est incluse dans la **Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes** et le **SCoT Tarbes-Ossun-Lourdes** approuvé en 2012.

• Démographie – Habitat

- ✧ Démographie en baisse.
- ✧ Vieillesse de la population.
- ✧ Parc de logements assez ancien.
- ✧ 13,6 ha disponibles dans le POS pour les zones à vocation d'habitat.

• Activités – Equipements – Transports

- ✧ 64,6% de la population active communale travaille sur Tarbes.
- ✧ Agriculture quasiment pas représentée sur la commune.
- ✧ Bonne offre en équipements et services.
- ✧ Bonne desserte routière de la commune mais centre-ville difficilement accessible en modes doux.

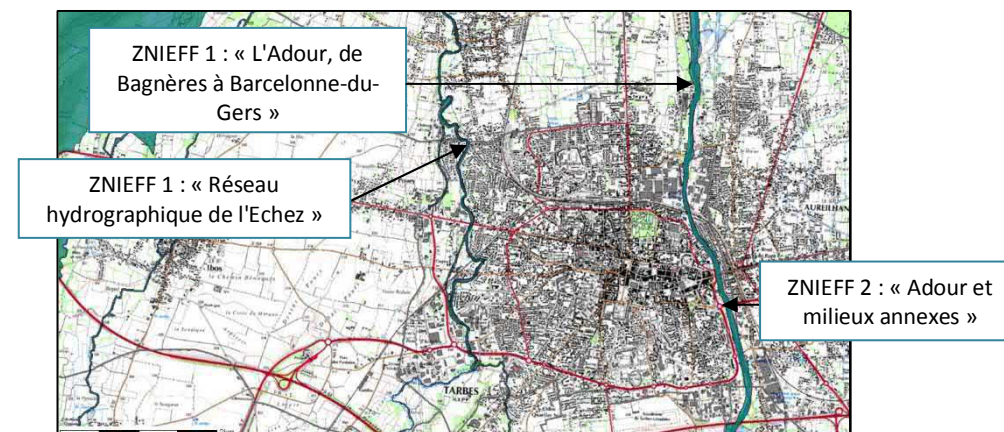
✖ ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

• Caractéristiques physiques

- ✧ Commune située aux portes du massif des Pyrénées présentant une altitude comprise entre 284 et 326 m.
- ✧ SAU communale occupant 18,7% du territoire (286 ha).
- ✧ Quelques zones boisées peu importantes en superficie.

• Milieu naturel

- ✧ 3 ZNIEFF de deuxième génération : « Adour et milieux annexes » (ZNIEFF de type 2), « L'Adour, de Bagnères à Barcelonne-du-Gers » (ZNIEFF de type 1) et « Réseau hydrographique de l'Echez » (ZNIEFF de type 1).



Localisation des ZNIEFF sur la commune de Tarbes

✧ 1 site Natura 2000 : « Vallée de l'Adour ».

- ✧ 1 Arrêté Préfectoral de Protection de Biotope : « Adour de Lesponne, de l'Arize, du Tourmalet, du Garet, de Payolle, de Gripp, Adour jusqu'à Tarbes (pont de l'Alsthom), ruisseau de Rimoula et affluents, Gaoube, Artigou, Oussouet, Gaill ».

- **Risques**

- ↳ 1 PPRI (bassin de risque de l'Adour) approuvé le 3 février 2006.
- ↳ 4 PPRI (NEXTER Munitions) approuvé le 10 juillet 2012.
- ↳ Environ 70 ICPE présentes sur la commune.

- **Paysage et patrimoine**

- ↳ 3 entités paysagères principales : la vue vers les Pyrénées, la plaine de l'Adour et la ville installée entre l'Echez et l'Adour.
- ↳ Plusieurs types d'espaces naturels : fragments de l'espace rural, coulées vertes de l'Adour et de l'Echez, parcs/jardins/alignements d'arbres, perspectives sur la chaîne des Pyrénées, jardins familiaux.
- ↳ Patrimoine bâti important, riche et varié, de nombreux monuments classés et inscrits.

- **Morphologie urbaine**

- ↳ Un centre ancien dense (ville des XVI^{ème} et XVII^{ème} siècles).
- ↳ Un développement du XVIII^{ème} siècle jusqu'au début XX^{ème} siècle.
- ↳ Une urbanisation plus récente sous forme de lotissements pavillonnaires.
- ↳ Des ensembles d'immeubles collectifs
- ↳ Des quartiers mixtes regroupant différents types d'habitat.
- ↳ Des espaces en mutations.
- ↳ Un habitat diffus issu principalement de la tradition agricole.

✱ **INCIDENCES PREVISIBLES ET MESURES D'ACCOMPAGNEMENT**

Les secteurs de développement urbain sont des secteurs susceptibles d'être touchés, du point de vue environnemental, par la mise en œuvre du PLU.

Dans la définition des orientations de projet et la traduction réglementaire, le **PLU s'efforce de limiter les effets négatifs sur l'environnement** notamment en :

- Economisant du foncier et préservant des espaces agricoles et naturels ;
- Renforçant la protection des continuités écologiques, de la biodiversité et du patrimoine ;
- Développant des déplacements doux ;
- Rapprochant les lieux d'emplois et d'habitat en développant les emplois sur le territoire par l'extension des zones d'activités ;
- Promouvant les énergies renouvelables...

Les principales incidences des orientations générales du PLU sur les différents aspects de l'environnement sont résumées ci-dessous.

- **Milieu physique**

Des impacts sont attendus en ce qui concerne les **eaux pluviales** et de ruissellement. Les mesures préventives seront à baser, pour chaque projet, sur les préconisations du dossier à réaliser au titre de la **loi sur l'eau**.

Le principal risque naturel sur le secteur est lié au risque inondation. Celui-ci sera minimisé par le respect des prescriptions du **PPRI**.

- **Milieu naturel**

Aucune des principales zones à urbaniser n'est localisée à proximité de zones naturelles d'intérêt. Les impacts attendus de l'urbanisation de ces zones sont principalement la destruction d'habitats naturels et des perturbations sonores et visuelles de la faune et, potentiellement, des milieux connexes pendant les travaux et pendant le fonctionnement quotidien de la zone urbanisée. Des mesures pourront être prises pour réduire significativement ces impacts, notamment la conservation des infrastructures naturelles (haies...) à l'intérieur et en bordure de site pour le maintien d'un espace « tampon » entre les futures zones anthropiques et les milieux connexes.

Les **secteurs localisés en continuité de l'urbanisation existante** subissent déjà une **pression anthropique** importante (cultures, jardins, etc.).

Les secteurs restant à urbaniser se trouvent **en dehors du périmètre Natura 2000**, limitant ainsi les impacts sur ce dernier.

- **Paysage et patrimoine**

Les projets vont transformer les sites dans lesquels ils s'inscrivent, et vont par là-même créer un nouveau paysage. Toutefois, le PLU comporte des **exigences précises en termes de qualité architecturale et d'intégration urbaine et paysagère** des futures constructions. Par exemple, les prescriptions concernant les bâtiments d'activités sont particulièrement renforcées par rapport à la situation avant élaboration du PLU.

En ce qui concerne le patrimoine, des éléments remarquables font l'objet d'une protection au titre des éléments paysagers à préserver.

- **Milieu humain**

La commune a pour objectif de **relancer la croissance démographique**. Ainsi, les impacts du PLU attendus sur les activités économiques et les équipements sont positifs, avec une redynamisation de la démographie, le maintien des effectifs scolaires, la confortation des commerces locaux et le développement des zones d'activités.

La **pertinence du zonage** du PLU permet de limiter la consommation d'espace agricole et naturel, avec près de 177 ha classés en zones A et N contre 172,5 ha en zones NC et ND au POS.

- **Risques sanitaires et transports**

Concernant la qualité des eaux, le projet d'urbanisation prévoit de limiter les rejets des assainissements autonomes de raccorder les nouvelles constructions au **réseau d'assainissement collectif**.

L'augmentation du trafic routier aura une incidence négative sur la qualité de l'air. Cependant, des aménagements permettant de limiter ces impacts sont prévus aux orientations d'aménagement (création de **cheminements piétonniers** dans les zones à urbaniser).

Les impacts sur le bruit et sur la sécurité seront également liés à l'augmentation du trafic routier dans les nouveaux secteurs urbanisés. De

manière générale, le respect de la réglementation en vigueur permettra de limiter les impacts sonores et les risques.

L'incidence globale sur l'environnement du projet de PLU est considérée comme positive.

*** METHODOLOGIE DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE**

Le territoire de Tarbes comporte une **richesse paysagère et écologique** qu'il convient de préserver. La commune doit également répondre à des **enjeux socio-économiques** liés à son projet de développement. La vocation du PLU est d'associer tous ces enjeux au sein d'un projet de développement durable.

Ainsi, la commune de Tarbes, dans son Projet d'Aménagement et de Développement Durables, prévoit un développement raisonné de la population d'ici 2020.

Pour accueillir ces nouvelles populations, elle cible les **secteurs privilégiés pour le développement** de l'urbanisation.

Le PLU comporte des ambitions mais s'attache, par ailleurs, à en limiter les impacts sur l'environnement. La démarche d'évaluation environnementale a accompagné l'élaboration du PLU tout au long de la procédure :

- Au stade du diagnostic, elle a donné l'occasion de rendre compte de l'état initial de l'environnement, et de définir les **enjeux du territoire** dans les domaines traités dans le cadre de l'état initial.
- Au stade du Projet d'Aménagement et de Développement Durables, elle a justifié les choix effectués au regard des **enjeux environnementaux**.
- Au stade du zonage et du règlement, elle a permis d'**identifier et de protéger les milieux naturels** d'intérêt (EBC, zones de protection du milieu naturel), de formuler des prescriptions permettant de répondre aux objectifs environnementaux du PLU

et d'analyser les impacts de la mise en œuvre du PLU sur l'environnement. Dans le cas d'un développement potentiellement dommageable à l'environnement, elle a déterminé les mesures compensatoires à mettre en œuvre pour limiter ces impacts.

11.3. INTEGRATION DES ENJEUX DE DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LE PROJET COMMUNAL

✖ ENJEU 1 : UTILISATION ECONOMIQUE DES SOLS

Le PADD exprime la volonté politique d'engager une organisation du territoire de manière à maîtriser l'urbanisation.

- **Maîtriser l'extension urbaine en densifiant et en structurant les quartiers périphériques.** Les « dents creuses », les espaces interstitiels, les friches urbaines et les immeubles vacants ont une vocation à être urbanisés. Cela se traduit notamment dans le règlement écrit à travers l'augmentation du COS, l'emprise au sol ou encore les hauteurs.
- **Assurer une gestion équilibrée de l'espace et une consommation économe des sols.** Les espaces naturels et agricoles sont protégés par une planification à long terme du devenir des espaces. De plus, les extensions urbaines se situent en périphérie de la trame urbaine existante, respectant une logique de continuité. Une attention particulière a été portée sur la partie Sud de Tarbes : secteur stratégique de développement.
- **Maintenir les activités agricoles péri-urbaines sur le territoire.** Les espaces agricoles situés au Sud-ouest et Nord-est de Tarbes sont préservés : aucune extension urbaine n'y est autorisée. Les unités d'exploitation existantes et les nouveaux projets sont intégrés au mieux dans l'environnement.

✖ ENJEU 2 : EMISSIONS POLLUANTES ET NUISANCES

Il s'agit d'un second enjeu présent dans le projet de PLU de Tarbes concernant les incidences sur le cadre de vie et la santé, les émissions polluantes et les nuisances, associées aux déplacements des populations, aux transports de marchandises et aux activités industrielles.

- **Favoriser la mise en place des aires de stationnement en entrée de ville afin de favoriser l'intermodalité ainsi que les parcs relais.** Un parc est installé en bordure de l'Adour et le covoiturage est favorisé.
- **Requalifier, à l'occasion de la réfection des chaussées, les voies principales en faveur des déplacements alternatifs à la voiture, de l'amélioration de la sécurité et du traitement paysager.**
- **Améliorer les axes de desserte en intégrant les différents types de transports (transport en commun, piétons et deux roues).** Le développement des transports en commun se poursuit sur la commune. De plus, les cheminements piétons/cycles sont renforcés et des zones de rencontre sont mises en place entre les différents modes de déplacement.
- **Favoriser la mixité des quartiers, habitat/activités/équipements, pour éviter de générer des déplacements.**

✖ ENJEU 3 : ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE

Cet enjeu constitue un des axes majeurs de la politique d'aménagement de la commune de Tarbes.

- **Protéger les milieux naturels et la biodiversité :** les « trames vertes et bleues » et les corridors écologiques, le Site Natura 2000 « Vallée de l'Adour », les abords de l'Adour et de l'Echez (ripisylves) qui constituent un paysage particulier et une richesse faunistique et floristique de grand intérêt sont préservés. Egalement, des continuités naturelles entre les espaces verts

centraux et les corridors écologiques sont développées. Enfin, les boisements et les espaces agricoles sont préservés.

- **Assurer la protection des populations face aux risques naturels notamment inondation, Risques sismiques et technologiques :** les plans de prévention présents sur le territoire communal sont pris en compte.
- **Respecter l'équilibre des ressources et limiter les pollutions.** Les ressources naturelles en eau sont préservées : la rétention à la parcelle ou, par défaut, l'infiltration sont privilégiées. L'utilisation des énergies renouvelables est privilégiée. De plus, la qualité de l'air, les nuisances sonores ainsi que les déchets sont traités de manière à limiter les pollutions et à favoriser le cadre de vie des tarbais.
- **Valoriser l'identité paysagère et patrimoniale du territoire.** Le bâti de la commune est préservé ainsi que les points de vue remarquables. Des cheminements sont aménagés à proximité des espaces naturels.

✕ **COMPARAISON DES CHOIX DU PLU AVEC UN SCENARIO « AU FIL DE L'EAU »**

❖ **Démographie et habitat : un territoire convoité à l'échelle régionale**

Un territoire caractérisé par une péri-urbanisation avancée.

Une évolution démographique en baisse liée à un solde migratoire fortement négatif jusque dans les années 1990.

Une analyse détaillée des périmètres actuellement urbanisés a mis en évidence un potentiel d'extension urbaine inadapté par rapport aux besoins actuels. La capacité d'urbanisation à usage d'habitation est très faible en 2011 (13,6 ha), elle n'est pas suffisante pour répondre à la seule diminution de la taille des ménages.

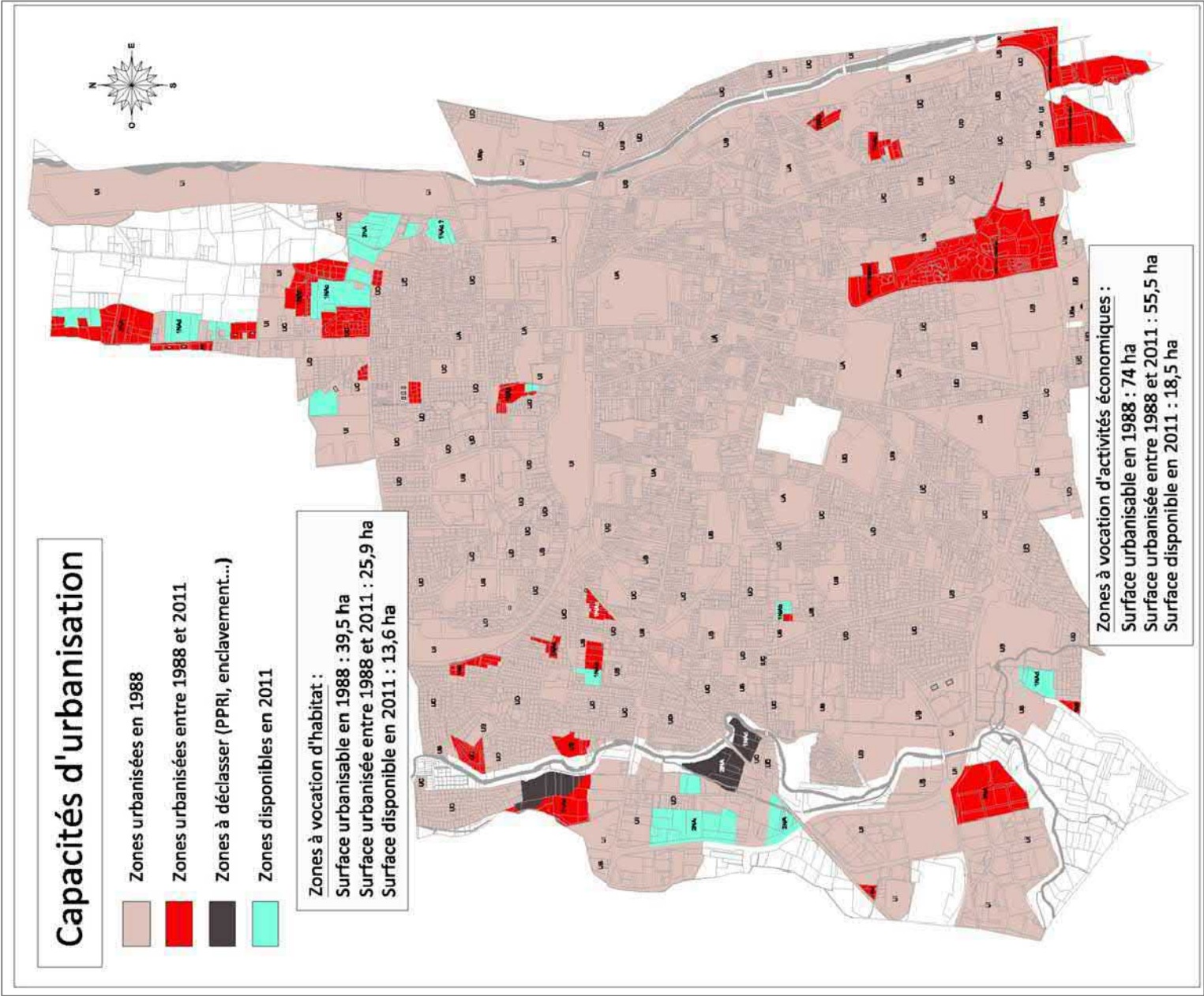
Le nombre de logements a augmenté de 6,37% entre 1999 et 2009 malgré un nombre d'habitants en baisse.

Hypothèses de l'évolution de la démographie au « fil de l'eau »

Sur la base des hypothèses définies par le SCoT, le nombre d'habitants devrait, à horizon 2025, atteindre environ 50 200 habitants. Parallèlement, le nombre de constructions neuves est fixé à 1 400 logements neufs à horizon 2020.

Le SCoT définit des objectifs de densité : 25 logements à l'hectare, soit des parcelles de 400m² moyenne.

Le document actuellement en vigueur (POS) réserve plus que 13,6 ha ouvert à l'urbanisation à usage d'habitat, répartis sur le territoire de la commune.



Incidences prévisibles sur l'environnement de l'évolution démographique

- Hausse des déplacements et donc des émissions de gaz à effet de serre entraînant une baisse de la qualité de l'air ;
- Hausse de la consommation d'énergie et de l'eau potable ;
- Hausse du volume de déchets et des risques de pollution.

Incidences prévisibles sur l'environnement de l'évolution du parc de logements

L'actuel POS prévoit le développement de l'urbanisation en extension de l'urbanisation existante. Les incidences de la construction de nouvelles zones d'habitat sur l'environnement sont multiples.

- L'étalement urbain et la pression sur les milieux naturels et semi-naturels ;
- La perte d'espaces agricoles ;
- La perte d'identité de la commune et la banalisation des constructions ;
- La hausse des déplacements et donc des émissions de gaz à effets de serre entraînant une baisse de la qualité de l'air ;
- La hausse de la consommation d'énergie et de l'eau potable ;
- Le risque de conflit avec les milieux naturels et la biodiversité ;
- La hausse du volume de déchets, des risques de pollution.

❖ Economie : un pôle attractif à conforter

Il s'agit d'un territoire attractif avec une part des actifs ayant un emploi qui s'élève à 54%.

Une majorité des actifs travaillent sur le territoire (64,6%). Le secteur tertiaire est prédominant et représente 87,8% des emplois.

Le pôle d'activités économique est essentiellement organisé autour de l'agglomération de Tarbes pour le commerce, l'artisanat et les activités mixtes.

Le tourisme est « boosté » par de nombreuses manifestations d'envergure départementale et régionale (Equestria,...).

La SAU agricole représente 12,4% du territoire. Les terres exploitées sont localisées au Nord-est, à proximité du site de NEXTER et à l'Ouest de la commune. Le nombre d'exploitants agricoles est en nette diminution. L'activité agricole a résisté à la pression foncière importante, cette activité reste cantonnée aux franges du territoire.

Hypothèses de l'évolution du développement économique au « fil de l'eau »

Dans le cadre du POS, les surfaces du territoire urbanisables et encore disponibles, à usage d'activités économiques, sont peu nombreuses.

- 16,1 ha en zone 2NA destinés à l'urbanisation à court terme à vocation d'activités ;
- 2,4 ha en zone UI destinés aux zones d'activités industrielles, artisanales et commerciales.

Hypothèses de l'évolution de l'activité agricole au « fil de l'eau »

Les exploitations étant proches des zones d'habitat, des conflits d'usage peuvent survenir.

Incidences prévisibles sur l'environnement du développement économique

- Etalement urbain et mitage ;
- Hausse des déplacements (dont poids lourds) ;
- Hausse de la consommation d'énergie ;
- Risque de conflit avec les milieux naturels, la biodiversité ;
- Augmentation de risques industriels ;
- Risques de pollutions des eaux superficielles et souterraines.

❖ Les menaces sur l'environnement

L'évolution probable de l'environnement du territoire de Tarbes dans la perspective d'un scénario « au fil de l'eau » est décrite dans le tableau ci-dessous. Nous supposons un scénario où tous les secteurs urbanisés au POS sont aménagés sans qu'aucune mesure particulière ne soit appliquée pour atténuer l'impact de ces aménagements sur l'environnement.

MILIEU PHYSIQUE			
	Qualité des sols	Qualité des eaux	Ressource en eau
Risques	Modification et dégradation de la qualité des sols par l'augmentation de l'imperméabilisation des sols ou le développement des pratiques agricoles intensives (appauvrissement et pollution des sols) et destruction d'éléments naturels permettant de limiter la pollution des eaux ruisselant sur les zones cultivées (haies, zones humides)	Dégradation indirecte de la qualité des eaux par manque de préservation des haies et des zones humides et par le rejet d'eaux usées non traitées (dysfonctionnements, surcharges,...)	Pollution des eaux superficielles et souterraines par les eaux pluviales (imperméabilisation des sols) et par les eaux usées)
	Qualité de l'air	Facteurs Climatiques/Energie	
Risques	Dégradation de la qualité de l'air par l'augmentation du trafic.	Réchauffement climatique dû à l'augmentation de la production directe et indirecte de CO2 (population, trafic,...)	
MILIEU BIOLOGIQUE			
	Faune/Flore	Diversité biologique/écosystèmes/habitats	
Risques	Nuisances plus ou moins importantes vis-à-vis des populations selon le degré d'urbanisation et la fréquentation touristique	Disparition, altération d'écosystèmes et d'habitats remarquables. Pertes des continuités écologiques	
MILIEU HUMAIN			
	Santé /Cadre de vie	Gestion des espaces agricoles	Paysage
Risques	Dégradation du cadre de vie des habitants par l'augmentation du trafic et des conflits d'usages (agriculture, urbanisation,...)	Dégradation des territoires de qualité et réduction de la viabilité économique par l'empiètement de l'urbanisation sur les parcelles agricoles, et morcellement de celles-ci	Fermeture ou altération de certains paysages. Diminution de l'importance du caractère identitaire du territoire
EXPOSITION AUX RISQUES			
	Inondations	Technologiques	
Risques	Exposition aux risques d'inondation : 1 PPRI sur l'Adour	4 PPRT sur le territoire de la commune concernant l'établissement NEXTER munitions 70 ICPE	

11.4. ARTICULATION AVEC LES AUTRES DOCUMENTS D'URBANISME, PLANS ET PROGRAMMES

× COMPATIBILITE AVEC LE SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE (SCoT)

Le **SCoT de Tarbes-Ossun-Lourdes** est aujourd'hui exécutoire. Les études ont débuté en janvier 2006. Le projet de SCoT a été arrêté en janvier 2011, l'enquête publique s'est déroulée à l'automne 2011 et il a été approuvé en décembre 2012.

D'après l'article L. 111-1-1 du Code de l'Urbanisme, **le PLU de la commune de Tarbes devra être compatible avec les prescriptions et les recommandations du SCoT** en matière d'habitat, de commerce, d'équipement, de préservation des espaces naturels et agricoles...

La croissance démographique et sa répartition

La **croissance démographique sera guidée par un souci de développement durable** favorisant notamment, les mixités fonctionnelles et sociales, la limitation des déplacements, la gestion économe de l'espace, l'optimisation des équipements. Ainsi, le SCoT donne pour objectif à la commune de Tarbes d'atteindre environ 50 200 habitants à horizon 2025, lui permettant de retrouver son niveau démographique de 1990.

Structuration de l'espace

Le territoire du SCOT Tarbes-Ossun-Lourdes est composé **d'espaces hétérogènes** possédant leurs propres caractéristiques. Au sein même de ces espaces des distinctions apparaissent en termes de développement et de vocation. Trois types d'espaces ont été définis : **les espaces ruraux, les espaces périurbains de développement et les espaces de développement urbain. Chaque type d'espace n'est pas indépendant** et encore moins isolé des autres : par un développement et des aménagements spécifiques, chaque espace concourt à la structuration et à la cohérence du territoire.

La commune de Tarbes appartient aux espaces de développement urbain. Elle est caractérisée par la ville et les espaces périurbains. Des espaces agricoles sont enclavés sur le territoire. Le paysage est marqué par les voiries urbaines.

Différents enjeux et objectifs s'attachent à la commune :

- Développer l'urbanité ;
- Assurer la mixité des fonctions ;
- Compléter le tissu urbain ;
- Préserver des espaces de respiration ;
- Limiter les déplacements motorisés ;
- Fixer et marquer les limites à l'extension urbaine ;
- Déterminer des coupures d'urbanisation entre les communes de l'Agglomération Tarbaise ;
- Permettre le maintien de l'agriculture périurbaine.

Orientations en matière d'habitat : quartier et habitat durable

Les nouvelles opérations de logements devront répondre à certains critères environnementaux :

- L'intégration urbaine et paysagère des nouveaux logements ;
- La diversité des formes urbaines pour limiter la consommation d'espace et l'étalement urbain ;
- L'utilisation de modes de construction écologiques et économes en énergie.

Le projet de PLU de la commune de Tarbes **encourage l'utilisation de techniques écologiques** dans les constructions en évitant d'exclure l'utilisation de matériaux nouveaux, les toitures végétalisées ou la pose de panneaux solaires thermiques ou photovoltaïques.

De même, afin de promouvoir le développement durable, la commune favorisera lors de programmes de développement de l'habitat ou d'opérations de renouvellement urbain, la **démarche d'éco-quartier**.

Les modalités d'urbanisation

Dans un objectif de **gestion rationnelle de l'espace**, les modes de développement de l'urbanisation privilégieront la **compacité et la continuité avec le tissu existant**.

L'économie d'espace et formes urbaines

Le territoire du SCOT s'est fixé comme objectifs principaux :

- De renforcer son attractivité pour attirer des populations nouvelles ;
- De satisfaire les besoins en logements de ses habitants et de ceux à venir grâce à une offre diversifiée et adaptée ;
- De préserver son environnement et la qualité de ses paysages, qu'ils soient urbains, agricoles ou naturels.

Afin de préserver la qualité de son cadre de vie, le territoire du SCOT devra impérativement maîtriser le développement de son urbanisation et **limiter la consommation d'espace, ressource rare et non-renouvelable**.

Afin de satisfaire les besoins en matière d'habitat et permettre une utilisation économe de l'espace, **la commune de Tarbes doit respecter une densité moyenne des nouvelles opérations d'habitat, soit de 25 logements à l'hectare**.

Tarbes étant qualifié d'espace de développement urbain, la densité peut s'élever à **30 logements à l'hectare**.

Les orientations en matière de déplacements

La **desserte en transports publics sera accrue sur l'ensemble du territoire**. Le réseau de transports publics sera densifié et devra assurer une haute qualité de service. Un schéma de déplacements à l'échelle du territoire pourra préciser en coordonnant les initiatives des différents autorités organisatrices des transports opérant sur le territoire.

La **création d'un nouveau quartier ou de toute opération significative devra être accompagnée des conditions de desserte en transports publics**.

Concernant les **modes de déplacements « doux »** (vélo, piéton), ils seront développés sur tout le territoire. L'aménagement de voies cyclables sera étendu à l'échelle du territoire. Ces nouvelles voies seront connectées aux pistes et voies existantes, et au réseau défini par le Schéma Directeur des Voies Cyclables de l'Agglomération Tarbaise. L'objectif est de rechercher la **création d'un réseau cyclable cohérent** et aussi continu que possible pour une utilisation sûre et régulière du vélo.

L'installation de bandes cyclables et piétonnières devra être, si possible, incluse dans les nouvelles voiries et dans la restructuration ou le réaménagement des voies existantes.

Les trames verte ou bleue ainsi que les espaces de respiration pourront recevoir des pistes cyclables et piétonnières.

Les orientations en matière de tourisme

Les aménagements des espaces de découverte et de loisirs sur le territoire communal seront conçus **de façon à respecter l'environnement et les paysages**.

La préservation des espaces agricoles

La préservation des terres agricoles se traduit, notamment, par une **densification accrue**.

Les orientations en matière environnementale

Il s'agit de **préserver et de mettre en valeur les espaces naturels**. Les espaces à protéger sont les ZNIEFF de type 1 ou 2, les cours d'eau protégés par un Arrêté de Protection de Biotope (APB), et les sites du réseau Natura 2000. Ces espaces sont maintenus dans leur vocation de protection ainsi que dans leur vocation prioritaire d'écosystèmes patrimoniaux. C'est pourquoi ils apparaissent dans le projet de PLU de la commune de Tarbes **en zones naturelles non urbanisables**.

Des trames vertes et bleues sont instituées sur le territoire du SCoT. Un espace de transition entre les espaces urbanisés et les espaces naturels devra être préservé afin de ne pas interférer avec les fonctions écologiques de ceux-ci. De même, les abords des cours d'eau auront vocation à rester ou devenir des espaces de transition entre la ville et l'espace naturel.

Afin de sécuriser les différentes **sources d'approvisionnement en eau potable**, la commune de Tarbes veille à développer les interconnexions entre les réseaux. Les projets urbains ne devront pas générer une demande en distribution d'eau qui ne soit pas conforme à la ressource : la capacité de la ressource et de la distribution en eau devra être en adéquation avec l'importance du projet urbain. Les aménagements de grande ampleur devront intégrer des principes d'usage rationnel et économe en eau.

La **prévention des pollutions** sur le territoire du SCOT vise en particulier à protéger les ressources naturelles que sont les sols, l'air et l'eau : pour ce faire, il convient d'agir sur la gestion des déchets, sur les sites et sols pollués et sur l'assainissement.

Ainsi, le projet de PLU de la commune de Tarbes **tient compte des éléments d'information relatifs aux risques** et maîtrise leurs effets sur les personnes et les biens au moyen de modalités urbanistiques et de construction adaptées ou de mesures préventives et de lutte contre les risques.

Les orientations en matière paysagère

Dans la perspective d'un projet tourné vers un développement durable, **la préservation et la mise en valeur des paysages naturels et bâtis sont des enjeux sensibles**. Il s'agit d'éléments identitaires à part entière, témoins des activités humaines et de leur intégration au cadre naturel, leurs spécificités constituent à la fois un atout pour la qualité de la vie, l'attractivité du territoire et le signe d'une diversité naturelle, support de la biodiversité.

La mise en valeur du patrimoine bâti est un enjeu important dans le développement durable du territoire de la commune. Le patrimoine bâti

se décline en monuments d'envergure, monuments historiques, sites classés ou inscrits, mais aussi en une multitude de « petits monuments » qui constituent le patrimoine architectural remarquable.

× COMPATIBILITE AVEC LE PLAN LOCAL DE L'HABITAT

Le PLH a vocation à décliner et à préciser les priorités du SCoT en matière de développement de l'offre d'habitat (neuf / réhabilitation / quantitatif / qualitatif) en tenant compte des nouvelles données du contexte (institutionnel / financier / réglementaire) et du diagnostic du PLH.

Les objectifs concernant le développement et la territorialisation des logements

Orientations applicables sur l'ensemble du territoire	
Afin de satisfaire les besoins en matière d'habitat et permettre une utilisation économe de l'espace, les communes préciseront dans leurs documents d'urbanisme la densité moyenne des nouvelles opérations d'habitat, soit de 25 logements à l'hectare .	
De même, ces documents devront permettre :	
<ul style="list-style-type: none"> • de privilégier les extensions en continuité du tissu existant et les opérations de renouvellement urbain et de densification du tissu urbain existant, • de diversifier l'offre en matière de logements, • de favoriser des formes d'habitat plus économes en espace telles l'habitat collectif et l'habitat intermédiaire, • d'encadrer plus rigoureusement les règles sur l'habitat diffus. 	
L'appréciation de la densité s'évalue à l'échelle de la commune, et non, opération par opération ou quartier par quartier	
Cet objectif de densité sera modulé en fonction des trois grands types d'espaces :	
Type d'espaces	Objectif de densité
Espaces de développement urbain	30 logements à l'hectare
Espaces périurbains de développement	20 logements à l'hectare
Espaces ruraux	15 logements à l'hectare

Recommandation en matière logement sociaux

Les communes ayant déjà atteint l'objectif légal de 20 % de logements sociaux feront en sorte de rester au dessus de ce seuil.

Les communes non soumises à cette obligation légale et, en particulier les communes de la première couronne du Grand Tarbes, feront un effort particulier pour atteindre au moins 15 % de logements sociaux.

Le PLU de Tarbes est compatible avec les orientations du PLH en matière d'habitat :

- ↳ La densité de 30 logements à l'hectare (à minima) sera atteinte grâce aux Orientations d'Aménagement et de Programmation et au règlement écrit (absence de COS) ;
- ↳ Toutes les zones AU se situent en continuité ou dans le tissu urbain existant ;
- ↳ Les Orientations d'Aménagements et de Programmation favorisent la diversité de l'offre en matière de logements ;
- ↳ Le PLU permet le maintien de la part très importante de logements sociaux présents sur la commune ;
- ↳ L'habitat diffus a été classé en zone Nh où seules les extensions mesurées sont autorisés ;

Les orientations du PLH sont les suivantes :

Orientation 1 : RENOUVELER, renforcer le renouvellement urbain aux différentes échelles territoriales.

Orientation 2 : DIVERSIFIER, diversifier l'offre d'habitat en privilégiant les polarités de l'agglomération.

Orientation 3 : ADAPTER, adapter le logement aux étapes de la vie (séniors, handicapés, jeunes, gens du voyage, personnes en situation d'exclusion...).

Orientation 4 : ANTICIPER, anticiper par la mise en place d'une stratégie foncière en faveur du logement aidé et du renouvellement urbain.

Afin de répondre à ses objectifs de développement démographiques tout en limitant la consommation d'espaces agricoles, le PLU de Tarbes prévoit des opérations de renouvellement urbain sur d'anciennes friches (zones AU). Toutes les conditions réglementaires sont réunies pour encourager la réhabilitation des logements vacants. Les Orientations d'Aménagement et de Programmation préconisent des formes urbaines variées avec différents types d'habitat pour toutes les populations.

*** COMPATIBILITE AVEC LE PLAN DE DEPLACEMENTS URBAINS (PDU)**

La commune de Tarbes est incluse dans le périmètre du **Plan de Déplacements Urbains (PDU) du Grand Tarbes**, approuvé en décembre 2007. Le projet de PDU se décline en 4 axes prioritaires avec des actions d'accompagnement :

→ **Développer l'usage du vélo :**

- Améliorer le réseau cyclable pour réaliser un réel maillage avec les segments existants ;
- Mettre en place des vélos-stations ;
- Permettre un stationnement facilité pour les vélos.

→ **Développer les transports collectifs :**

- Réfléchir à la restructuration de certaines lignes du réseau de transports en commun ;
- Réaménager les services de transport à la demande ;
- Moderniser le système de billettique ;
- Aménager un centre d'échange intermodal.

→ **Améliorer l'accessibilité et la sécurité des déplacements :**

- Organiser l'accessibilité du réseau de transports en commun pour les Personnes à Mobilité Réduite (PMR) ;
- Réaliser une charte pour les piétons et PMR ;

- Mettre en place des zones 30 ;
- Améliorer la sécurité routière aux abords des établissements scolaires.

→ **Favoriser les nouveaux comportements en termes de déplacement :**

- Favoriser le covoiturage ;
- Créer « une maison de la mobilité et du bureau du temps ».

Le PDU de l'Agglomération du « Grand Tarbes » a été élaboré dans un souci de **préservation de l'environnement dans une perspective de développement durable**. Ces orientations sont prises en compte dans le projet de Plu de la commune de Tarbes.

× **COMPATIBILITE AVEC L'AGENDA 21**

Afin de **promouvoir la mise en place de projets de développement durable sur son territoire**, la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes s'est engagée dans une démarche volontaire d'élaboration d'un Agenda 21. Ainsi, des **actions sont menées en matière de développement durable des territoires**. Ces actions concernent différents domaines : l'économie, l'emploi et la cohésion sociale, la mobilité et les déplacements, l'attractivité du territoire, ainsi que la préservation et valorisation des ressources locales.

L'Agenda 21 ne définit pas des orientations avec lesquelles le PLU devra être compatible. Néanmoins, ce projet de territoire ayant été élaboré par un collège d'élus et par les représentants de la population, le projet de PLU de Tarbes prend en compte les différentes actions et la démarche participative mise en place par l'Agenda 21.

× **COMPATIBILITE AVEC LE SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SDAGE)**

Il est nécessaire de vérifier la compatibilité du projet de PLU avec les objectifs fondamentaux du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Adour-Garonne (SDAGE).

Le SDAGE mis en place par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, est un **outil de planification décentralisée** qui a pour objectif de **déterminer les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau** et les **aménagements à réaliser** pour les atteindre. Il constitue un **document d'orientation stratégique** pour une gestion harmonieuse des ressources en eau et concerne l'ensemble des milieux aquatiques du bassin : fleuves et rivières, lacs, canaux, estuaires, eaux côtières, eaux souterraines libres ou captives et zones humides. Les programmes et les décisions administratives dans le domaine de l'eau doivent être compatibles ou rendus compatibles avec les dispositions du SDAGE et les autres décisions administratives doivent prendre en compte les dispositions de ces schémas directeurs.

Le SDAGE du bassin Adour-Garonne pour les années 2010 à 2015, élaboré par le Comité de Bassin Adour-Garonne, a été approuvé par le préfet coordonnateur de bassin le 1er décembre 2009. Les 6 orientations fondamentales qui se dégagent du programme de mesures constituant ce SDAGE sont les suivantes :

- créer les conditions favorables à une bonne gouvernance ;
- réduire l'impact des activités sur les milieux aquatiques ;
- gérer durablement les eaux souterraines, préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides ;
- assurer une eau de qualité pour les activités et usages respectueux des milieux aquatiques ;
- maîtriser la gestion quantitative de l'eau dans la perspective du changement climatique ;
- privilégier une approche territoriale et placer l'eau au cœur de l'aménagement du territoire.

Trois axes ont été identifiés prioritaires pour atteindre les objectifs du SDAGE :

- réduire les pollutions diffuses ;
- restaurer le fonctionnement de tous les milieux aquatiques ;
- maintenir des débits suffisants dans les cours d'eau en période d'étiage en prenant en compte le changement climatique (gestion rationnelle des ressources en eau).

Le projet de PLU se situe en dehors des écosystèmes et zones humides remarquables. Il ne générera pas de pollution diffuse car **l'ensemble des eaux pluviales ruisselant sur les surfaces aménagées sera traité** avant rejet au milieu naturel.

Le fonctionnement des milieux aquatiques ne sera pas perturbé par les projets d'urbanisation car des **dispositifs compensatoires** (bassins, ajutages, rétention à la parcelle, etc.) seront créés en aval des réseaux de collecte et d'évacuation des eaux pluviales, au droit des nouvelles infrastructures à créer. Ainsi, la **régulation du rejet** d'eaux pluviales ne perturbera pas le régime hydraulique aux exutoires par rapport à l'état actuel.

Les projets d'urbanisation n'auront donc pas d'impact sur les milieux aquatiques (abattement significatif des charges polluantes grâce aux dispositifs compensatoires à créer) et amélioreront la situation d'un point de vue quantitatif (débit de fuite des projets d'urbanisation inférieur au débit de fuite avant-projet, selon les prescriptions de la Police de l'Eau). Les projets seront donc compatibles avec la protection des milieux aquatiques.

Des mesures seront prises pour **protéger la qualité des eaux** : gestion des eaux pluviales et des eaux usées avec des réseaux séparatifs, installation d'ouvrages de rétention, surveillance spécifique lors des phases de travaux, etc.

Le rejet des eaux pluviales dans les eaux superficielles sera régulé pour ne **pas perturber le régime hydraulique actuel**. Il sera inférieur au débit

estimé à l'état initial. Il répondra aux recommandations de la Police de l'Eau des Hautes-Pyrénées.

Compte tenu des mesures mises en œuvre pour limiter tout risque d'impact sur les ressources en eaux et les milieux aquatiques, et ce, tant sur le plan qualitatif que quantitatif, le projet de PLU apparaît en conformité avec les objectifs du SDAGE Adour-Garonne.

*** COMPATIBILITE AVEC LE PLAN CLIMAT ENERGIE TERRITORIAL (PCET)**

Le Plan Climat Energie Territorial (PCET) définit un cadre d'engagement du territoire qui vient s'intégrer au projet politique de la collectivité. Le PCET fixe les objectifs du territoire et définit un programme d'actions à mener pour les atteindre.

Sa finalité première est la **lutte contre le changement climatique**. Il s'agit du **volet "Énergie" de l'Agenda 21**.

Ses 2 objectifs sont :

- **L'atténuation** : Limiter l'impact du territoire sur le climat en réduisant les émissions de gaz à effet de serre (GES). Elle passe notamment par une meilleure efficacité énergétique, par le développement des ressources renouvelables, par un recyclage des déchets et, enfin, par une transformation profonde des politiques de transport.
- **L'adaptation** : Il s'agit de réduire la vulnérabilité du territoire dans un contexte où les impacts du changement climatique ne pourront plus être intégralement évités. Elle passe par la prise en compte du changement climatique dans les décisions de long terme.

La Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes est entrée dans le processus de mise en place d'un PCET.

Le **projet de PLU souhaite encourager l'utilisation des énergies renouvelables ainsi que les économies d'énergie**. De plus, le projet communal veut assurer une bonne **qualité de l'air**, notamment en encourageant les modes de transports non polluants, ou peu polluants, à travers la réalisation de cheminements piétons/cycles et le développement des transports en commun, et en facilitant le stationnement et l'obligation des plantations pour fixer davantage le CO₂.

Compte tenu des orientations du PADD en matière de préservation de l'environnement et de limitation des pollutions, le projet de PLU apparaît en conformité avec les objectifs du PCET.

11.5. DIAGNOSTIC ENVIRONNEMENTAL DES ZONES SUSCEPTIBLES D'ETRE TOUCHEES DE MANIERE NOTABLE PAR LE PLU

✕ LOCALISATION DES SECTEURS POUVANT AVOIR UN IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

Les **principales modifications** entreprises sur le territoire communal se concentrent sur les **zones à urbaniser** (zones classées en « **AU** » et « **2AU** » au PLU).

Deux friches industrielles ainsi qu'une dent creuse ont été reclassées en zone AU afin de bénéficier d'opérations de renouvellement urbain.

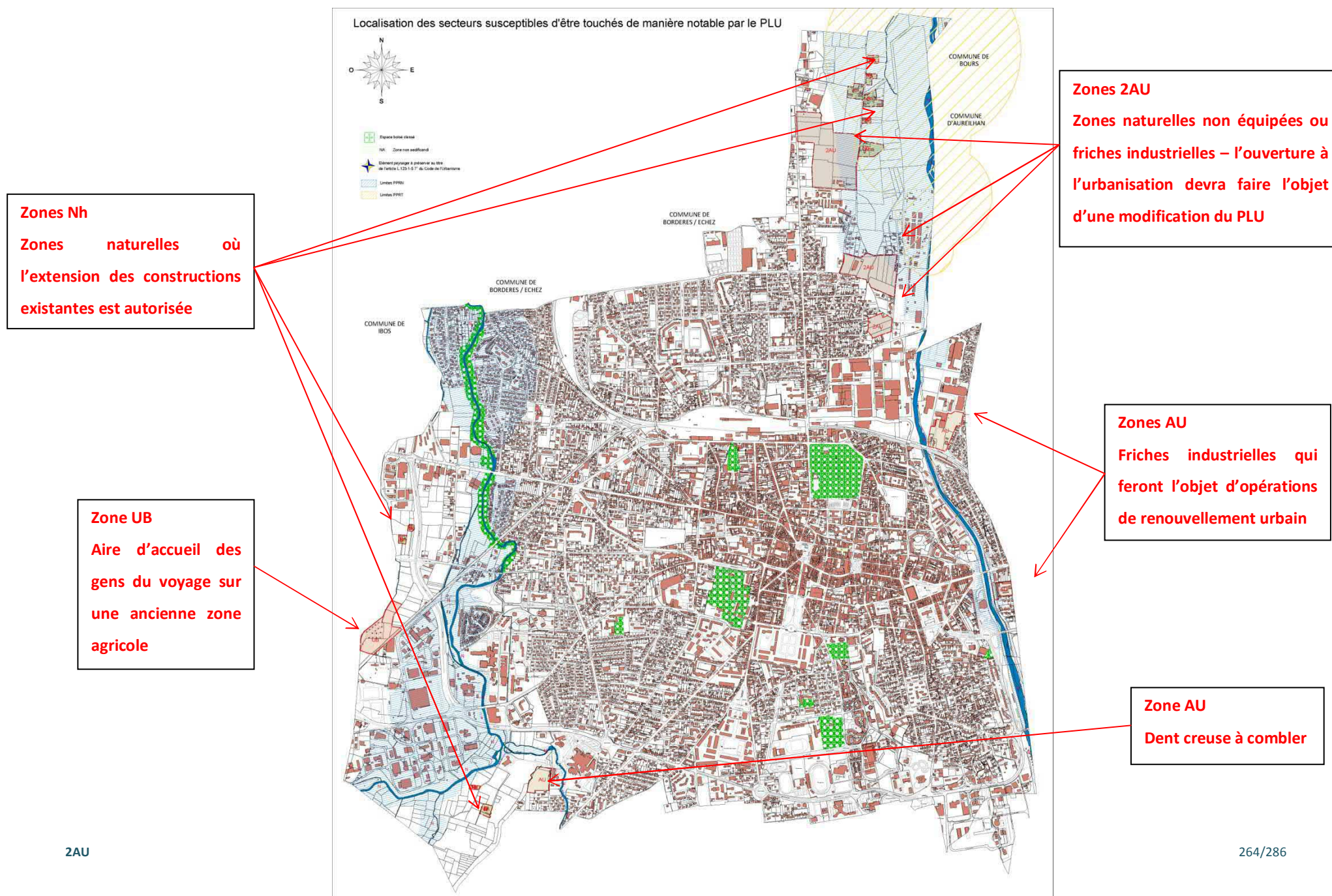
Trois zones 2AU ont été mises en place sur le territoire communal. Elles correspondent à des **zones naturelles non équipées** ou à des friches industrielles feront l'objet d'opérations de renouvellement urbain. L'ouverture à l'urbanisation et les conditions d'aménagement de ces zones seront fixées ultérieurement par modification du Plan Local d'Urbanisme.

Egalement, une aire d'accueil des gens du voyage située à l'Ouest de la commune a été classée en **zone UB**. Elle appartenait à la zone agricole dans le cadre du POS.

Enfin, certains secteurs sont susceptibles d'être touchés par le PLU par leur classement en **zone Nh**. En effet, les habitations isolées situées dans les zones agricoles ont été « pastillées » en zone Nh afin d'y autoriser l'extension mesurée des bâtiments existants.

La carte suivante permet d'illustrer les secteurs concernés.

Un diagnostic général a été réalisé au droit de ces secteurs dans le but d'évaluer l'impact du projet de PLU sur les milieux naturels et remarquables.



✕ **ETAT INITIAL ET DIAGNOSTIC DES ZONES SUSCEPTIBLES A URBANISER**

SITE N°1

NOM DU SITE : ZONE 2AU / ROUTE DE BORDEAUX

DATE D'OBSERVATION : 19 JUIN 2013



OBSERVATIONS ET ANALYSES

Milieux en place :

- Cultures herbacées
- Prairies
- Couvert forestier stade 1
- Robinier, Saule marsault

Observation d'espèces protégées/remarquables :

Non

Caractéristiques du site :

Présence de cours d'eau :
Non

Présence de haies :
Oui

Présence de boisements :
Non

Présence de Zones Humides :
Non

Enjeu biologique de la zone :

Faible à très faible (peu de diversité végétale)

Propositions :

Conserver/restaurer/créer des haies bocagères en bordure

SITE N°2

NOM DU SITE : ZONE 2AU / CHEMIN DU CHENIL

DATE D'OBSERVATION : 19 JUIN 2013

**OBSERVATIONS ET ANALYSES****Milieus en place :**

- Cultures herbacées et légumineuses
- Prairies
- Décharge remblais
- Erable, Tilleul, Chêne, Mûrier

Observation d'espèces protégées/remarquables :

Non

Caractéristiques du site :

Présence de cours d'eau :
Non

Présence de haies :
Oui

Présence de boisements :
Non

Présence de Zones Humides :
Non

Enjeu biologique de la zone :

Faible à moyen (présence de cultures)

Propositions :

Conserver les haies bocagères et les arbres remarquables

SITE N°3

NOM DU SITE : ZONE 2AU / CHEMIN DES POUDRIERES

DATE D'OBSERVATION : 19 JUIN 2013



OBSERVATIONS ET ANALYSES

Milieux en place :

- Jardins potager
- Prairies
- Couvert forestier stade 1
- Arbres fruitiers, Hêtre, Epicéa

Observation d'espèces protégées/remarquables :

Non

Caractéristiques du site :

Présence de cours d'eau :
Non

Présence de haies :
Oui

Présence de boisements :
Non

Présence de Zones Humides :
Non

Enjeu biologique de la zone :

Moyen (présence d'arbres fruitier et de potagers)

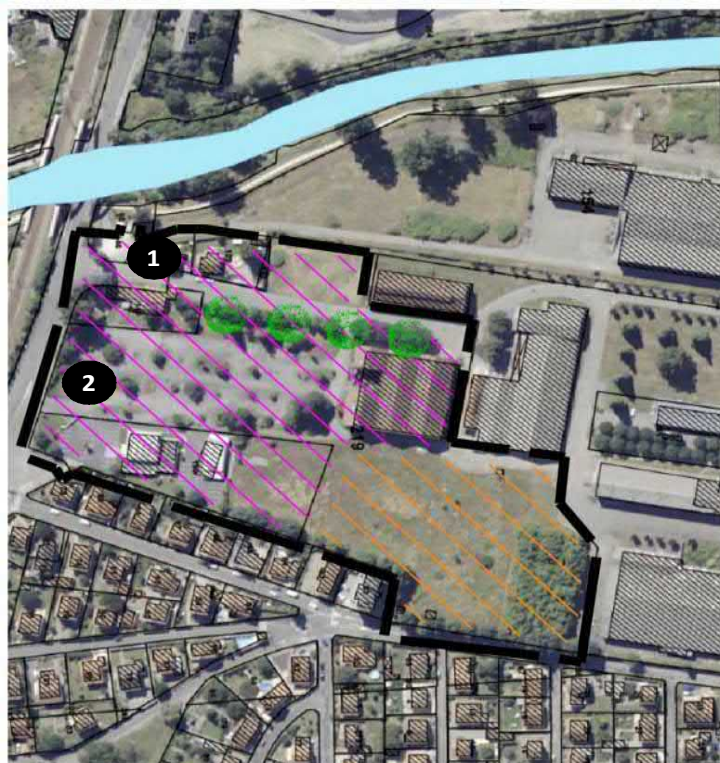
Propositions :

Conserver les haies bocagères et les arbres remarquables

SITE N°4

NOM DU SITE : ZONE AU / AVENUE DES FORGES

DATE D'OBSERVATION : 19 JUIN 2013



OBSERVATIONS ET ANALYSES

Milieus en place :

- Parcelles bâties
- Erable, peuplier
- Prairie

Observation d'espèces protégées/remarquables :

Non

Caractéristiques du site :

Présence de cours d'eau :
Non

Présence de haies :
Non

Présence de boisements :
Non

Présence de Zones Humides :
Non

Enjeu biologique de la zone :

Faible à très faible (zone très aménagée)

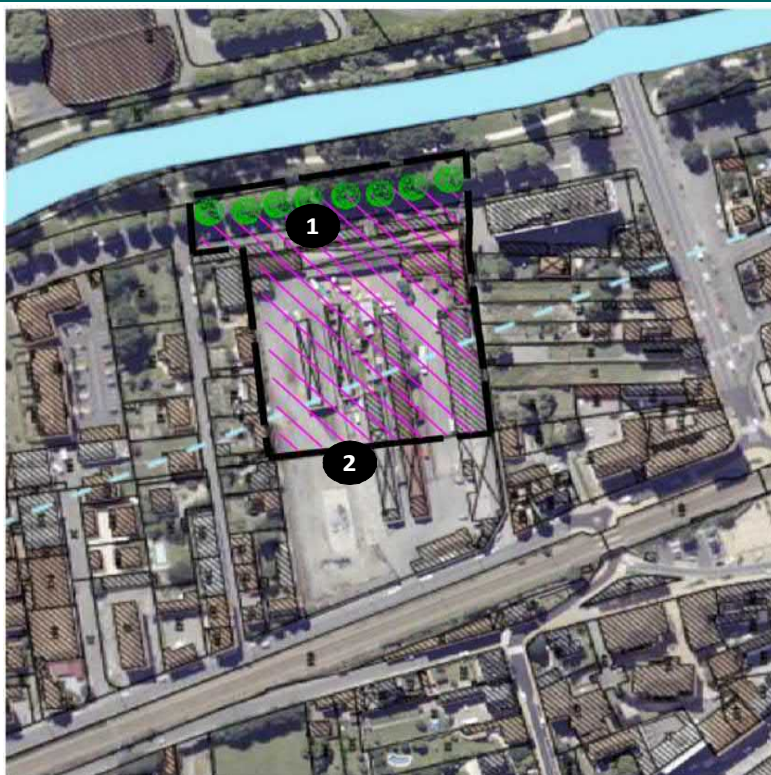
Propositions :

Conserver les arbres remarquables

SITE N°5

NOM DU SITE : ZONE AU / RUE DE L'ADOUR

DATE D'OBSERVATION : 19 JUIN 2013



OBSERVATIONS ET ANALYSES

Milieux en place :

- Parcelles bâties
- Alignement d'arbres le long de l'Adour

Observation d'espèces protégées/remarquables :

Non

Caractéristiques du site :

Présence de cours d'eau :

Non

Présence de haies :

Non

Présence de boisements :

Non

Présence de Zones Humides :

Non

Enjeu biologique de la zone :

Très faible (zone aménagée)

Propositions :

Prendre en compte les alignements d'arbres le long de l'Adour

SITE N°6	NOM DU SITE : ZONE AU / RUE DES GRAVES	DATE D'OBSERVATION : 19 JUIN 2013								
		 								
OBSERVATIONS ET ANALYSES										
Milieux en place : <ul style="list-style-type: none"> - Cultures herbacées - Parcelles bâties - Erable, Tilleul, Chêne, Mûrier 		Observation d'espèces protégées/remarquables : <div>Non</div>								
Caractéristiques du site : <table border="0"> <tr> <td>Présence de cours d'eau :</td> <td>Présence de haies :</td> <td>Présence de boisements :</td> <td>Présence de Zones Humides :</td> </tr> <tr> <td>Non</td> <td>Oui</td> <td>Non</td> <td>Non</td> </tr> </table>		Présence de cours d'eau :	Présence de haies :	Présence de boisements :	Présence de Zones Humides :	Non	Oui	Non	Non	
Présence de cours d'eau :	Présence de haies :	Présence de boisements :	Présence de Zones Humides :							
Non	Oui	Non	Non							
Enjeu biologique de la zone : Faible à Moyen (présence de haies)		Propositions : Conserver les haies bocagères								

SITE N°7

NOM DU SITE : ZONE 2AU / CHEMIN DE LA PLANETE

DATE D'OBSERVATION : 19 JUIN 2013

**OBSEVATIONS ET ANALYSES****Milieux en place :**

- Couvert forestier stade 1
- Anciennes voies de garage SNCF

Observation d'espèces protégées/remarquables :

Non

Caractéristiques du site :

Présence de cours d'eau :
Non

Présence de haies :
Non

Présence de boisements :
Non

Présence de Zones Humides :
Non

Enjeu biologique de la zone :

Très faible (zone aménagée)

Propositions :

Créer des haies bocagères

✕ SYNTHÈSE

Au vue du diagnostic, les **secteurs les plus sensibles** (à fort enjeu biologique) **sont classés en zone 2AU** ; c'est-à-dire non ouverts à l'urbanisation.

Ces sites sont situés en extension ou au sein de l'urbanisation. Ils auront vocation à accueillir à long terme de l'habitat.

Les **deux friches industrielles** classées en zone AU dans le cadre du projet de PLU feront l'objet d'opérations de renouvellement urbain. Ces zones sont déjà en partie imperméabilisées. Elles se situent au sein de l'urbanisation existante.

Une troisième **zone AU** est située au Sud-ouest de la commune. Elle constitue une **extension de l'urbanisation**. Elle fera l'objet d'un renouvellement urbain de manière à s'intégrer au cadre environnemental auquel elle appartient. Les constructions devront privilégier une conception, des matériaux et leur mise en œuvre ainsi qu'une consommation d'énergie compatible avec le concept de développement durable.

La zone UB, ancienne zone agricole du POS permet de conforter la place de l'aire d'accueil des gens du voyage. Le Grand Tarbes est chargé de la mise en œuvre sur son territoire du **schéma départemental pour l'accueil et la gestion des Gens du Voyage** élaboré par la Préfecture et le Conseil Général. Dans le cadre de ce schéma départemental, deux objectifs sont poursuivis :

- Répondre à l'aspiration des Gens du Voyage à séjourner dans des lieux d'accueil aux conditions décentes ;
- Répondre au souci légitime d'éviter les stationnements illicites sur l'agglomération.

Le Grand Tarbes entend ainsi favoriser les conditions d'une meilleure cohabitation dans le respect de chacun.

L'aire de Lasgravettes a été répertoriée en tant qu'aire d'accueil des gens du voyage. Afin de réaliser les aménagements nécessaires cette ancienne zone agricole a été classée en zone UB.

Enfin, les **secteurs naturels classés en zone Nh** prennent en compte seulement les constructions existantes afin de leur permettre des extensions.

Les **Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)**, pièce du PLU, décrivent l'état initial, les objectifs et les orientations des trois zones AU citées précédemment.

Les futurs aménagements devront être conformes avec ces prescriptions.

Les zones 2AU sont des secteurs non ouverts à l'urbanisation dont l'aménagement sera subordonné à une modification ou une révision du PLU, et la réalisation des équipements nécessaires. **Dans ce cadre, une étude préalable sera réalisée mettant en avant les principales « contraintes » environnementales à prendre en compte dans les futurs aménagements.**



11.6. ANALYSE DES EFFETS NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

✕ IDENTIFICATION DES IMPACTS POSITIFS ET NEGATIFS DU PROJET DE PLU DE TARBES

- Evolution du zonage
 - Effets positifs du zonage sur l'environnement

La préservation des zones humides et des continuités écologiques au travers d'un classement en zones agricoles et naturelles

Une évolution importante est constatée entre le POS et le PLU, notamment **l'augmentation importante de zones naturelles** (N et Nh) qui passent de **78,8 ha à 90,7 ha**.

La zone N regroupe **les secteurs à dominante naturelle de la commune** et, notamment, les **trames vertes et bleues de l'Adour et de l'Echez**. Elle comprend le secteur Nh qui correspond à de l'habitat diffus dans des zones faiblement équipées. Dans ce secteur, **l'extension mesurée** des constructions existantes et leurs annexes peuvent être autorisées à la condition qu'elles **ne portent atteinte ni à la préservation des sols agricoles et forestiers ni à la sauvegarde des sites, milieux naturels et paysages**.

On constate également une diminution des surfaces agricoles du fait de la **mise en cohérence avec le bâti existant**. En effet des surfaces classées en agricole dans le POS sont aujourd'hui urbanisées.

Une partie de **ces zones naturelles et agricoles intègre les corridors écologiques** définis à l'échelle de la commune. Dans le cadre du projet de PLU, **les zones N** situées le long de l'Adour et de l'Echez ont été **élargies aux zones inondables inconstructibles**.

Une délimitation stricte de l'aire d'accueil des gens du voyage de Lasgravettes

Afin de palier à des problèmes de stationnement sauvage des gens du voyage au sein de la commune, le projet de PLU détermine le périmètre d'une aire d'accueil. Ce secteur est classé en zone UB. De plus, les aménagements nécessaires à des conditions de vie décentes sont réalisés. Ce secteur est classé en zone agricole au POS.

Evolution des zones à urbaniser

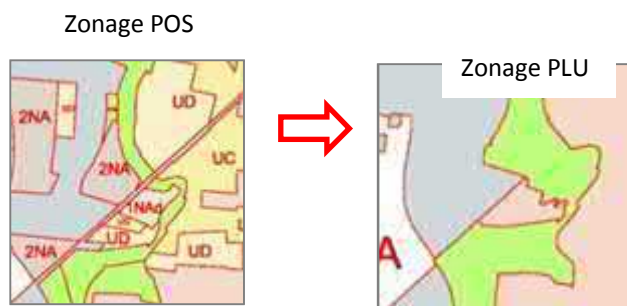
Les zones destinées à être urbanisées sont identifiées en zones AU et 2AU au PLU. Elles représentent des réserves foncières. Ce sont des secteurs à caractère naturel ou d'anciennes friches industrielles, non ou insuffisamment équipés qui seront ouverts à l'urbanisation. Les zones AU envisage l'emplacement futur, soit de zones d'habitat, soit d'activités.

Les **zones AU et 2AU** dans le cadre du PLU représentent **36,1 ha contre 137,9ha dans le cadre du POS** (zones 1NAb, 1NAc, 1NAd, 2NA, 3NA). De plus, sur les 27,8 ha disponibles au sein de ces zones au PLU, 9,9 ha (4,5 ha en zone AU et 5,4 ha en zone 2AU) font l'objet d'opérations de renouvellement urbain. Donc **la consommation des espaces agricoles et naturels s'élève à 22,4 ha** afin de répondre aux besoins en termes de logements et d'activités de la commune.

La diminution des zones à urbaniser s'explique par :

- La volonté du SCot de **limiter très largement la consommation foncière**. Le PLU privilégiera la **densification** des zones déjà urbanisées.
- La volonté de **préserver les zones agricoles** : l'extension de l'habitat préserve au mieux les zones agricoles.
- La **volonté de préserver un environnement naturel remarquable** conformément aux dispositions du SCOT et du PADD : il s'agit de

la restitution de zones destinées à être ouvertes à l'urbanisation dans le POS au sein des zones naturelles dans le PLU.



Dans ce cas, un secteur important en 2NA et un secteur en 1NAd deviennent protégés du fait de leurs caractéristiques écologiques et de leur appartenance à la zone inondable.

Les consommations foncières

Grâce à l'analyse détaillée de la trame urbaine et des secteurs urbanisés le diagnostic a identifié qu'aucune surface n'était disponible en zones urbaines.

Les aménagements seront réalisés en **extension pure et intégrée**. La commune de Tarbes est déjà très urbanisée, il n'y a que très peu de potentiel de densification.

○ Effets négatifs du zonage sur l'environnement

Les mesures d'évolution du zonage concernent également les zones à aménager susceptibles d'impacter de manière notable l'environnement. Il s'agit :

- Des zones à urbaniser : AU et 2AU ;
- De la zone urbaine destinée à l'aire d'accueil des gens du voyage (UB) ;

Il est indéniable qu'un secteur vierge de toutes constructions va subir des impacts négatifs lors de son aménagement. Ces impacts seront plus ou moins importants suivant les prescriptions déjà affichées par le PLU et son règlement.

Les secteurs destinés à être urbanisés sont actuellement affichés au POS en zones urbanisées (UI, UD), en zones à urbaniser (1NAd, 2NA) et en zone agricole (NC).

Localisation	POS	PLU	Surface
Route de Bordeaux	NC – 1NAd	2AU	13 ha
Entre rue Kéber et Chemin des Poudrières	2NA - UD	2AU	6,6 ha
Chemin des Poudrières	UI - UD	2AU	1,8 ha
Avenue des Forges	UI	AU	3,3 ha
Rue de l'Adour	UI - UC	AU	0,9 ha
Rue des Graves	1NAd	AU	1,9 ha
Aire d'accueil des gens du voyage de Lasgravettes	NC	UB	4,5 ha
A l'Ouest et au Nord-est du territoire communal	NC	Nh	5,3 ha

Notons qu'environ **35% des superficies classées en zones à urbaniser font l'objet d'opérations de renouvellement urbain**, les impacts sur l'environnement sont donc peu importants, ces zones sont déjà en grande partie urbanisées (anciennes friches industrielles).

Les impacts les plus à craindre sont donc liés à l'aménagement des zones d'habitats sur les espaces encore naturels aujourd'hui, et ce, au droit des zones les plus sensibles (à fort et moyen enjeu biologique).

- **Evolution des espaces boisés classés**

La procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) a donné lieu à une réflexion forte sur les classements en Espaces Boisés Classés (EBC) de la commune.

La totalité des EBC classés au POS est en effet conservée.

Ce classement concerne les boisements et les alignements d'arbres.

La superficie totale des **Espaces Boisés Classés** représente **32,9 hectares**.

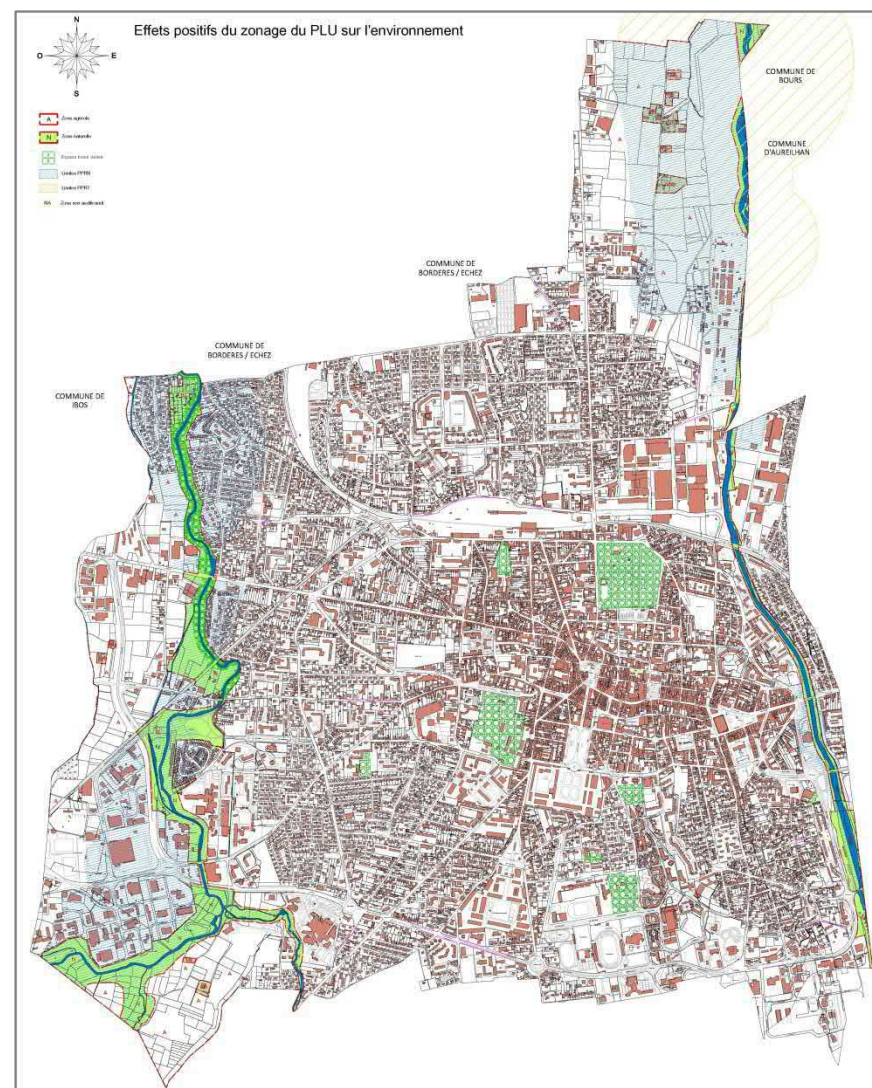
Ces boisements sont conservés car leur qualité démontrée au POS actuel n'est pas remise en cause.

La trame des EBC inscrite sur le plan de zonage interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation, la protection ou la création des boisements. Les défrichements y sont interdits ainsi que tout autre mode d'occupation du sol incompatible avec la destination boisée des parcelles. Les coupes ou abattages d'arbres sont soumis à autorisation dans les espaces boisés classés au titre de l'article L 130-1 du Code de l'Urbanisme.

- **Synthèse**

La carte ci-après synthétise les effets positifs du PLU sur l'environnement au travers des mesures suivantes :

- Le classement de surfaces du territoire de Tarbes en zones naturelles et la présence de zones agricoles ;
- L'intégration de nombreux secteurs en Espace Boisé Classé ;
- La prise en compte de tous les plans de prévention (PPRi, PPRT) dans la définition du zonage du PLU.



• Evolution du règlement

Les modifications du règlement ayant un impact sur l'environnement sont liées, en partie, à de nouveaux zonages. Il s'agit d'impacts positifs :

- **La zone naturelle** concerne 90,7 ha du territoire communal, contre 52,8 ha dans le cadre du POS. Elle se compose de la zone N, où les constructions sont strictement interdites, il s'agit essentiellement des lits majeurs de l'Adour et de l'Echez. Egalement, les secteurs Nh sont compris dans les zones naturelles. Il s'agit de zones naturelles où des constructions isolées sont présentes. A ces constructions sont autorisées des extensions mesurées. La réglementation y est stricte (implantation par rapport aux voies et aux limites séparatives, hauteur...).
- **La zone agricole** est moins importante que dans le cadre du POS, cependant elle est règlementée de manière à renforcer les exploitations agricoles. En effet, les bâtiments à usage d'activités agricoles nécessitent une certaine hauteur. Ainsi la Hauteur autorisée dans le cadre du POS, de 12 m, passe à 16 m au sein du projet de PLU de la commune.
- **Les zones urbaines** sont règlementées en faveur d'une plus forte densification, tout en tenant compte du cadre de vie des tarbais en imposant un minimum de 10% d'espaces libres par unité foncière dans les zones UB et UI.
- **Les zones à urbaniser à court terme** permettent la mise en place d'une urbanisation cohérente et relativement dense (réglementation de l'emprise au sol et du COS). Un minimum de 10% d'espaces libres par unité foncière est également exigé.
- **Les zones à urbaniser à court et à long terme** permettent de requalifier des friches industrielles, non utilisées aujourd'hui ou de combler des espaces interstitiels.

Afin de préserver au mieux les espaces naturels sur le territoire communal, **la zone N autorise :**

- « Toutes les constructions et installations autorisées dans cette zone doivent **respecter les prescriptions du P.P.R.N.** ;
- Toutes les constructions et installations autorisées dans cette zone à condition qu'elles soient implantées avec **une marge de recul au moins égale à 4 mètres par rapport aux ruisseaux et fossés mères depuis le haut des berges** ;
[...]
- L'aménagement et les travaux ayant pour effet de modifier l'aspect extérieur des constructions existantes **sans changement de destination à condition qu'ils ne portent atteinte ni à la préservation des sols agricoles et forestiers ni à la sauvegarde des sites, milieux naturels et paysages.** »

Le secteur Nh autorise :

- « Toutes les constructions et installations autorisées dans cette zone doivent **respecter les prescriptions du P.P.R.N.** ;
- Toutes les constructions et installations autorisées dans cette zone à condition qu'elles soient implantées avec **une marge de recul au moins égale à 4 mètres par rapport aux ruisseaux et fossés mères depuis le haut des berges** ;
- Les ouvrages techniques à condition qu'ils soient nécessaires au fonctionnement des services publics ;
- **L'aménagement et le changement de destination** des constructions existantes **à condition qu'il ne soit pas lié à des activités polluantes, nuisibles ou dangereuses pour le voisinage** ;
- **Une seule extension par construction existante** (à partir de la date de publication du Plan Local d'Urbanisme) à condition qu'elle **ne dépasse pas 60 m² de Surface de Plancher de Construction et qu'elle ne porte atteinte ni à la préservation des sols agricoles et forestiers ni à la sauvegarde des sites, milieux naturels et paysages** ;
- **Les annexes** des constructions d'habitation existantes (garage de **40 m² maximum**, piscine et abris de jardin). »

• Justification des Orientations d'Aménagement et de Programmation

Les Orientations d'Aménagement et de Programmation du PLU portent les principes d'urbanisation de **trois secteurs** (6,1 ha de zones AU) :

- La zone AU secteur « Avenue des Forges » (3,3 ha) ;
- La zone AU secteur « Le Bout du Pont » (0,9 ha) ;
- La zone AU secteur « rue des Graves » (1,9 ha).

Ces secteurs ont fait l'objet d'un diagnostic environnemental donnant lieu à des prescriptions permettant de limiter l'impact du PLU sur les milieux naturels.

L'ensemble des prescriptions ont été prises en compte dans les OAP.

Ainsi, « les constructions doivent privilégier une conception, des matériaux et leur mise en œuvre ainsi qu'une consommation d'énergie compatible avec le concept de développement durable. L'emploi d'énergies renouvelables, économes et non polluantes doit être privilégié ».

Ces orientations permettront de mesurer plus précisément leurs impacts sur l'environnement bien qu'elles ne constituent pas un plan d'aménagement précis.

✕ IDENTIFICATION ET EVALUATION DES IMPACTS DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT









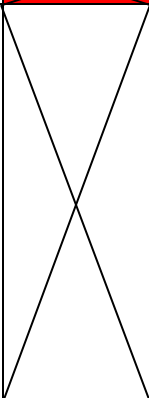

• Méthode d'identification des impacts du PLU

Les impacts du PLU de Tarbes sur l'environnement sont à étudier à **deux niveaux** :

- **Au niveau stratégique** : un impact existe lorsqu'un lien peut être établi de manière certaine entre la mesure et ses effets, indépendamment des modalités et conditions de mise en œuvre.
- **Au niveau opérationnel** : l'impact est complètement défini par la mise en œuvre de la mesure, il dépend de la façon dont le

bénéficiaire utilise les aides qu'il a reçues. A ce stade, on ne peut définir s'il sera positif, négatif ou nul.

Un code de couleur a été attribué suivant l'impact du PLU sur les thématiques environnementales.

Niveau de l'impact	Définition	Nature de l'impact	Code couleur
Impact de niveau stratégique fort	La formulation de la mesure permet de déterminer avec un niveau de certitude élevé le type d'impact (indépendant de la mise en œuvre)	Très positif	
		Positif	
		Négatif	
		Très négatif	
Impact de niveau stratégique moyen	L'impact dépend de manière significative de la mise en œuvre	Très positif	
		Positif	
		Négatif	
		Très négatif	
Impact de niveau stratégique minimal et opérationnel incertain	La probabilité d'un impact est suffisamment élevée pour considérer une implication de la mesure. La mesure telle qu'elle est formulée ne permet cependant pas de définir clairement la nature de l'impact qui résultera pour l'essentiel des modalités de mise en œuvre	Incertain : positif, négatif ou neutre	
Pas d'impact significatif	La mesure ne présente pas d'impact significatif sur l'environnement	Neutre ou négligeable	

- **Identification et évaluation des impacts selon les thématiques environnementales**

Les différents impacts du projet de PLU sont présentés au regard des modifications du zonage suivant le code désigné précédemment en fonction des différents domaines environnementaux :

- Les principaux domaines correspondant aux trois types de milieux susceptibles d'être impactés par le programme (physique, biologique et humain) ;
- Les risques (technologiques et naturels) sur lesquels les mesures du programme peuvent avoir une incidence ;
- La démographie et les déchets.

A noter que :

- **Concernant la démographie** : une augmentation de population est susceptible de générer des impacts négatifs sur l'environnement. Comme il s'agit ici d'identifier les impacts sur l'environnement du projet de PLU, un élément du projet favorisant une croissance de la population sera noté négativement ;
- **Concernant les déchets** : ils représentent un impact potentiel du projet, direct (par exemple, dus à des travaux) ou indirect (par exemple, liés à l'augmentation de la population). Leur production est susceptible ensuite d'impacter sur les différents milieux.
- **Concernant les risques** : capacité des projets à impacter de manière positive ou négative sur l'exposition des populations aux risques naturels (essentiellement inondations) ou technologiques.

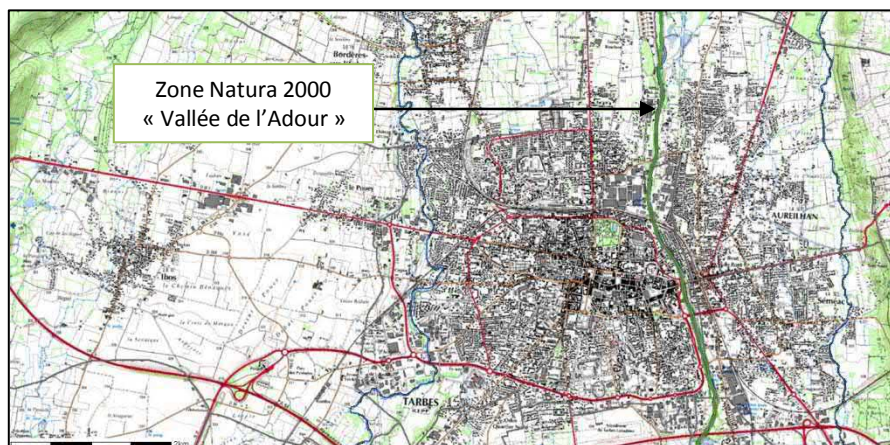
Mesures du zonage	Milieu physique					Milieu biologique		Milieu humain						Transversal	
	Qualité des sols	Qualité de l'eau	Ressources en eau	Qualité de l'air	Climat/Energie	Faune/Flore	Diversité bio/écosystèmes/habitants	Santé/Cadre de vie	Gestion des espaces agricoles	Gestion des espaces urbanisables	Patrimoine architectural	Paysage	Inondations	Démographie	Déchets
Zone AU, "Avenue des Forges"															
Zone AU, "Rue de l'Adour"															
Friches industrielles qui feront l'objet d'opérations de renouvellement urbain															
Zone 2AU, "Route de Bordeaux"															
Zone 2AU, "Chemin du Chenil"															
Zone 2AU, "Chemin des Poudrières"															
Basculement de zones agricoles non équipées ou de friches industrielles en zones à urbaniser à long terme															
Zone AU, "Rue des Graves"															
Zone interstitielle à urbaniser															
Zone 2AU, "Chemin de la Planète"															
Classement d'une zone à vocation d'activités en zone à urbaniser à long terme															
Zones Nh sur l'ensemble du territoire communal															
Basculement de zones agricoles en zones Nh															
Zone UB, "Lasgravettes"															
Basculement d'une zone agricole en zone urbaine au niveau de l'aire d'accueil des gens du voyage															

La gestion des surfaces urbanisables est jugée positive dans la mesure où l'urbanisation va se faire en densification de l'urbanisation, en extension intégrée ou en extension de l'urbanisation

✖ **INCIDENCES NOTABLES SUR LE SITE NATURA 2000**

Un site Natura 2000 est répertorié sur la commune. Il concerne la « **Vallée de l'Adour** ».

Les zones Natura 2000 sont fortement protégées, **toute dénaturation ou aménagement urbain doivent être évités sur ce site**. Dans le cas d'un aménagement sur les sites Natura 2000, une évaluation des incidences de l'urbanisation sur l'environnement devra être réalisée.



Localisation de la zone Natura 2000 sur la commune de Tarbes

• **Description de la zone**

Appellation : Vallée de l'Adour

Statut : Site ou proposition de Site d'Importance Communautaire (SIC/pSIC)

Code : FR7300889

Région : MIDI-PYRÉNÉES

Départements : Gers (57 %), Hautes-Pyrénées (43 %)

Superficie : 2 685 ha

Altitude minimale : 80 m

Altitude maximale : 650 m

Région biogéographique : Atlantique

Distance des secteurs : Environ 100 mètres pour le projet le plus proche

Le site est composé d'un **grand fleuve de plaine** dont le lit est encore modifié par des crues importantes (dynamique fluviale toujours active), d'où le renouvellement dans le temps et l'espace des différents habitats liés au cours d'eau et la présence d'assez nombreux bras morts.

Des **forêts de bois dur** (Chênaies de l'Adour) sont également intéressantes pour la région. Les habitats terrestres et aquatiques abritent une **flore et une faune remarquables et diversifiées**.

On peut noter la présence de la Loutre, de la Cistude d'Europe et d'une des trois stations connues en Midi-Pyrénées de *Margaritifera margaritifera*. Les poissons migrateurs réapparaissent suite à un équipement récent des principaux obstacles sur le cours Aquitain de l'Adour (programme de restauration se poursuivant en Midi-Pyrénées).

Le Fluteau nagent (*Lurionium natans*) est également présent sur le site.

Les Saligues, formations à dominance de boisements hygrophiles, sont caractéristiques des bords de l'Adour, notamment de son cours moyen.

Lors de l'élaboration du DOCOB, quelques « incohérences » quant aux **limites du site** par rapport à la réalité du terrain sont apparues. **Un ajustement « à la marge » de ces limites a donc été réalisé** selon les critères suivants :

- Intégration dans les limites du site :
 - De surfaces d'habitats d'intérêt communautaire en périphérie immédiate du site (environ 54 ha) ;
 - Du lit de l'Adour étant sorti des limites suite à sa divagation (environ 30 ha) ;

- De surfaces agricoles : intégration de la parcelle entière quand plus de 70% est déjà à l'intérieur du site (environ 26 ha) ;
- De surface boisée afin de respecter la continuité des habitats déjà à l'intérieur du site (environ 67 ha).
- Retrait de certaines surfaces lorsque :
 - Les parcelles agricoles ne sont qu'en partie (moins de 30%) dans les limites du site (environ 116 ha) ;
 - Zones artificialisées (routes, habitations...) ne représentant pas un enjeu pour la conservation du site (environ 11 ha).

Après ajustement, **la surface du site s'élève donc à 2 685 ha (au lieu de 2635 ha initialement), soit une augmentation de 50 ha par rapport à la surface initiale** (à répartir le long des 150 km de l'Adour).

- **Composition du site**

- 39% de forêts caducifoliées
- 21% d'eaux douces intérieures (eaux stagnantes, eaux courantes)
- 11% de landes, broussailles, recrus, maquis et garrigues, Phrygana
- 8% de prairies semi-naturelles humides, prairies mésophiles améliorées
- 5% d'autres terres (incluant les zones urbanisées et industrielles, routes, décharges, mines)
- 4% de rochers intérieurs, éboulis rocheux, dunes intérieures, neige ou glace permanente
- 4% d'autres terres arables
- 3% de zones de plantations d'arbres (incluant les vergers, vignes, Dehesas)
- 2% de forêt artificielle en monoculture (ex : plantations de peupliers ou d'arbres exotiques)
- 1% de marais (végétation de ceinture), bas-marais, tourbières
- 1% de pelouses sèches, steppes

- 1% de prairies améliorées

Il est nécessaire de veiller au maintien d'une quantité et d'une qualité d'eau suffisantes au bon fonctionnement de l'écosystème.

Les projets de développement de la commune dans le cadre du PLU se trouvent à une distance suffisante du périmètre de protection de la zone Natura 2000 pour ne pas l'impacter.

*** SYNTHÈSE DES INCIDENCES DU PROJET DE PLU SUR L'ENVIRONNEMENT**

D'une manière générale, **les mesures projetées par le PLU ont un impact positif sur l'environnement** au travers notamment :

- Du respect du Grenelle de l'Environnement ;
- La préservation des corridors écologiques et des espaces naturels remarquables, avec un règlement spécifique (zone N) ;
- La conservation de la totalité des espaces boisés classés dans le cadre du POS ;
- La mise en place d'une aire d'accueil des gens du voyage ;
- La prise en compte dans les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) des prescriptions environnementales à l'échelle des zones à urbaniser à court et long terme ;
- Du développement des modes doux, à travers le projet de modification des profils des voiries existantes, qui constitue une alternative à la voiture et favorise, ainsi, la réduction des nuisances sonores et des rejets de gaz à effet de serre ;
- La densification des zones déjà urbanisées.

11.7. PRESENTATION DES MESURES ENVISAGEES POUR EVITER, REDUIRE ET, SI POSSIBLE, COMPENSER LES CONSEQUENCES DOMMAGEABLES DU PROJET

• Sur les sols

Il est toujours recommandé aux constructeurs de faire réaliser une **étude de sol spécifique** aux projets envisagés qui tienne compte de leurs aspects particuliers (implantation des bâtiments, points localisés de descentes de charges, etc...) afin de déterminer les orientations des modes de fondations et de choisir le traitement approprié. Cela relève de la **responsabilité des constructeurs et architectes**.

Une source de terre végétale supplémentaire pourra, par ailleurs, être trouvée pour réaliser les aménagements paysagers s'il s'avère que les sites sont déficitaires en terre végétale. On recherchera alors une source de terre végétale proche afin de limiter les transports.

• Sur les écoulements superficiels

Les aménagements doivent **limiter au maximum les surfaces imperméables**. Afin de diminuer les risques de surverse des fossés et de prendre en compte l'écoulement des eaux pluviales, il faudra prévoir **l'aménagement d'un (de) système(s) de rétention** :

- un (des) ouvrage(s) de rétention par sous bassin versant des sites (en conformité avec le règlement du PPRI);
- des noues le long des voies de circulation ;
- des dépressions au niveau des espaces verts ;
- des structures réservoirs ou cubiques sous les chaussées.

De manière préventive, des solutions peuvent également être envisagées comme le **contrôle de l'utilisation des produits phytosanitaires**, la modification des pratiques locales de nettoyage des rues, des pratiques de stockage et ramassage des ordures, etc.

• Sur l'air et la santé

Les mesures compensatoires que les communes, à leur échelle, peuvent mettre en œuvre dans ce domaine sont toujours limitées. Cela relève de

la politique d'agglomération. Il conviendra, par exemple, de **promouvoir les transports en commun**.

Toutefois, à l'échelle des différents sites d'aménagement, les projets prévoient l'extension des réseaux de **cheminement doux**, en direction du centre-ville notamment.

D'une manière générale, il convient de souligner que les projets s'insèrent déjà dans un environnement urbain marqué, **exposé aux bruits ambiants**. Le bruit généré par l'urbanisation des secteurs sera similaire à celui de tout quartier d'habitat, les nuisances devraient être dans ce cas minimales.

• Sur les consommations d'énergie

Les constructions auront un impact sur le climat dépendant de l'énergie consommée.

L'utilisation des **énergies renouvelables** pourrait être envisagée. Par exemple, l'énergie solaire pourrait être utilisée pour la production d'eau chaude. De plus, afin d'éviter un gaspillage d'énergie, il pourrait être recommandé d'utiliser des lampes à économie d'énergie.

De plus, une solution intéressante pourrait être de **coupler différents systèmes** pour la production d'énergies renouvelables comme, par exemple, le fait d'alimenter des pompes à chaleur à l'aide de panneaux solaires.

• Sur le milieu naturel

La faune

La création de **coulées vertes** ainsi que les **EBC** lui permettra de trouver un refuge privilégié.

Il existe de multiples petits aménagements qui peuvent être mis en place au niveau des jardins de particuliers ou dans les espaces communs qui peuvent concourir à développer la biodiversité. On citera entre autres :

- le nichoir à oiseaux, mais également les mangeoires ;
- la « chiroptière » ou nichoir à chauve-souris ;
- la mare ou toute autre petite pièce d'eau (amphibiens, odonates et autres insectes) ;

- le simple tas de bois (empilement de bûches) qui permet d'accueillir des hérissons mais aussi des espèces cavernicoles ;
- le muret de pierres sèches (ou simple tas / empilement de pierres) pour les insectes et reptiles entre autres ;
- la superposition de quelques tuiles (abri apprécié par les reptiles) ;
- le « nichoir » à insectes (petite boîte en bois avec des trous) ;
- le tas de compost au fond du jardin ;
- etc.

La flore

Obligation d'**arborer les aires de stationnement** (article 13 du règlement du PLU).

Obligation d'accompagner les programmes de logements et voiries nouvelles de plantations (article 13 du règlement du PLU).

Afin de conserver le contexte du site, « la végétation existante doit être maintenue ou remplacée par des plantations au moins équivalentes » (article 13 du règlement du PLU).

Les végétaux utilisés (arbres, arbustes, fleurs) dans les nouvelles plantations seront de préférence des **espèces locales**.

La biodiversité

Les projets d'aménagements devront proposer des mesures d'intégration fonctionnelle et paysagère à l'environnement, préconisant notamment l'utilisation de matériaux spécifiques, le développement des énergies renouvelables, la limitation de l'imperméabilisation des sols, la conservation de haies végétales aux multiples fonctions écologiques et récréatives ou de dispositifs pour ne pas bloquer les flux et migrations d'espèces animales sauvages.

Dès lors qu'un projet jouxte (ou engendre une rupture) un espace naturel sensible ou un espace boisé à protéger, une attention particulière devra être portée :

- aux effets de coupure sur les corridors écologique et dans le cas d'une rupture, ils devront être rétablis en un lieu autre ;
- à la gestion des lisières et zones boisées limitrophes aux projets, en garantissant des zones tampons entre secteurs à forte valeur écologique et zones urbaines ;
- à la préservation du maillage végétal existant et des boisements naturels en les intégrant autant que possible aux futurs aménagements.

• **Sur le patrimoine et sur le paysage**

La réalisation de zones d'habitat pourra être soumise à un cahier des charges d'aménagement incitatif innovant en matière d'environnement, portant aussi bien sur la **qualité urbaine et paysagère** (espaces verts, dégagement de cônes de vue, valorisation paysagère des constructions et aménagements divers...) que sur la **fonctionnalité** (espaces publics, aménagements privilégiant les voies piétonnes et cyclables).

Des études préalables à tout projet d'aménagement peuvent être encouragées afin d'assurer l'intégration paysagère des constructions au milieu environnant (diagnostic paysager, simulations).

Dans les zones à enjeux forts, il conviendrait d'accompagner les projets d'analyses paysagères détaillées et éventuellement d'une enquête de satisfaction à la fin de l'opération.

• **Sur la gestion des déchets**

Le **compostage individuel** peut être une solution afin de faire face aux effets néfastes des déchets sur l'environnement. En effet, de mauvaises pratiques de gestion du compostage domestique entraînent des risques environnementaux, comme par exemple l'émission de gaz à effet de serre (GES) en quantités importantes.

L'évaluation environnementale préconise donc :

- de ne pas limiter les campagnes de compostage à une seule distribution de composteur, de ne pas s'engager dans des campagnes de distribution systématique et exhaustive ;

- d'encourager les démarches d'information et de sensibilisation aux bonnes pratiques de compostage (retournement, aération des déchets en court de compostage).

11.8. MISE EN ŒUVRE D'UN SUIVI DES EFFETS DU PROJET PAR L'INTERMEDIAIRE D'INDICATEURS

Le Code de l'Urbanisme prévoit l'obligation d'une analyse des résultats de l'application du document d'urbanisme au plus tard à l'expiration d'un **délai de 6 ans**. Cela concerne, pour les PLU, « notamment » l'environnement et la maîtrise de la consommation d'espace.

La conduite d'un bilan ou d'une évaluation au bout de 6 ans de mise en œuvre nécessite que soient mis en place, dès l'élaboration du schéma ou du plan, des **outils permettant le suivi** de ses résultats.

Il s'agit d'**apprécier l'évolution des enjeux** sur lesquels le PLU de Tarbes est susceptible d'avoir des incidences (tant positives que négatives), d'apprécier ces incidences, la mise en œuvre des dispositions en matière d'environnement et leurs impacts. Cela doit permettre d'envisager des adaptations dans la mise en œuvre du document, voire d'envisager sa révision.

L'évaluation du PLU sera réalisée selon les résultats de son application au regard :

- ✓ de la satisfaction des besoins en logements ;
- ✓ de l'ouverture à l'urbanisation des zones à urbaniser de manière échelonnée ;
- ✓ de la réalisation des équipements correspondants ;
- ✓ de l'impact du plan sur l'environnement.

La commune doit donc avoir recours à des indicateurs adaptés à l'évaluation du P.L.U.

Orientations du PADD	Objectifs	Indicateurs possibles
Orientation 1 : Affirmer la place de la ville dans le développement régional	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Dynamiser le potentiel d'accueil de population sur le territoire ✓ Conforter une image novatrice en matière de développement économique ✓ Affirmer sa position de pôle d'équilibre au niveau régional par la mise en valeur des grands équipements 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de logements, bureaux et commerces créés dans les zones U et AU - Surface de terrain consommée - Surface de plancher bâtie - Nombre d'entreprises présentes sur le territoire - Recensement des équipements et des activités réalisés
Orientation 2 : Maintenir la cohérence urbaine	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Offrir la possibilité d'un développement et d'un renouvellement démographique équilibrés afin de pérenniser les équipements de la commune ✓ Rééquilibrer la composition du 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre et type de demandes d'autorisation dans le parc de logements existants - Linéaire de cheminements piétons aménagés ou requalifiés - Amélioration qualitative des bâtiments situés aux entrées de ville - Evolution des productions d'énergies

	parc de logements ✓ Créer des centralités de quartier ✓ Pérenniser la qualité des équipements et des services tarbais	renouvelables sur le territoire communal
Orientation 3 : Améliorer le fonctionnement urbain et les déplacements	✓ Améliorer le maillage routier du territoire afin de fluidifier la circulation au niveau de l'agglomération tarbaise ✓ Améliorer la circulation urbaine ✓ Promouvoir les modes doux et améliorer le cadre de vie	- Distance en km parcourue par les transports en commun - Nombre de personnes transportées par le réseau de transport en commun - Linéaire de cheminements piétons aménagés ou requalifiés
Orientation 4 : Préserver l'environnement et la qualité du cadre de vie	✓ Protéger les milieux naturels et la biodiversité ✓ Assurer la protection face	- Linéaire de haies supprimées et de haies reconstituées par les projets d'aménagement réalisés dans les zones à urbaniser

	aux risques naturels notamment inondation, risques sismiques et technologiques ✓ Respecter l'équilibre des ressources et limiter les pollutions ✓ Valoriser l'identité paysagère et patrimoniale du territoire	- Surface des terrains naturels ayant été artificialisés - Evolution du nombre d'espèces (protégées ou non) pour chaque milieu naturel spécifique ou remarquable identifiés sur la commune - Evolution des productions d'énergies renouvelables sur le territoire communal - Part des énergies renouvelables dans la consommation totale des énergies du territoire communal
--	--	---

Le PLU de Tarbes a tenu compte des enjeux environnementaux identifiés dans le cadre de l'état initial. De fait, **la procédure d'évaluation environnementale a donc conclu au faible impact prévisible du PLU sur l'environnement.**